



HAL
open science

Revenir à la terre : une sociologie des espaces marchands de l'agroécologie en Chine

Jean Tassin

► **To cite this version:**

Jean Tassin. Revenir à la terre : une sociologie des espaces marchands de l'agroécologie en Chine. Sociologie. Ecole normale supérieure de lyon - ENS LYON; East China normal university (Shanghai), 2022. Français. NNT : 2022ENSL0004 . tel-03909395

HAL Id: tel-03909395

<https://theses.hal.science/tel-03909395>

Submitted on 21 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Numéro National de Thèse : 2022ENSL0004

THÈSE

en vue de l'obtention du grade de Docteur, délivré par

l'École Normale Supérieure de Lyon

en cotutelle avec

l'East China Normal University

École Doctorale N°483

**Sciences Sociales (Histoire, Géographie, Aménagement, Urbanisme,
Architecture, Archéologie, Science Politique, Sociologie, Anthropologie)**

School of Social Development

Discipline : Sociologie, Démographie

Soutenue publiquement le 08/09/2022, par :

Jean TASSIN

Revenir à la terre : une sociologie des espaces marchands de l'agroécologie en Chine

Devant le jury composé de :

| | | |
|----------------------------|---|---------------------|
| Chiffolleau, Yuna | Directrice de recherche INRAE Montpellier | Rapporteuse |
| Thireau, Isabelle | Directrice de recherche CNRS et EHESS | Rapporteuse |
| Dubuisson-Quellier, Sophie | Directrice de recherche CNRS SciencesPo | Examinatrice |
| Wang, Chunguang | Professeur CASS | Examineur |
| Zhang, Wenming | Professeur ECNU | Examineur |
| Rouleau-Berger, Laurence | Directrice de recherche CNRS ENS Lyon | Directrice de thèse |
| Wen, Jun | Professeur ECNU | Co-tuteur de thèse |

Rapports externes :

| | |
|-----------------|--|
| Guiheux, Gilles | Professeur des universités Université Paris Cité |
| He, Xuesong | Professeur ECUST |
| Zhang, Wenhong | Professeur Shanghai University |

Remerciements

Mes remerciements sont d'abord adressés à ma directrice de thèse, Laurence Roulleau-Berger, qui a accompagné ce travail avec rigueur et enthousiasme tout au long des années en France comme en Chine. Au-delà des nombreux échanges autour de la thèse elle-même, le parcours doctoral sous sa direction a été riche de séminaires doctoraux organisés régulièrement avec l'ensemble de ses doctorant·es et de ses invitations répétées à participer aux événements scientifiques du Laboratoire International Associé LIA CNRS-ENS Lyon/Académie des Sciences Sociales de Chine « Post-Western Sociology in Europe and in China ». Merci également à mon codirecteur et cotuteur Wen Jun, de m'avoir accueilli à Shanghai parmi ses doctorant·es en me conseillant toujours avec bienveillance, de m'avoir accordé sa confiance et invité à participer avec lui à plusieurs colloques de sociologie rurale, notamment à Shanghai et à Ganzhou.

Je tiens particulièrement à remercier Yuna Chiffolleau, Sophie Dubuisson-Quellier, Isabelle Thireau, Wang Chunguang et Zhang Wenming de me faire l'honneur de siéger au jury de cette thèse. Dans le cadre de la cotutelle, Gilles Guiheux, He Xuesong et Zhang Wenhong ont accepté de commenter la thèse en rédigeant des rapports externes, je leur en suis très reconnaissant.

La recherche doctorale a été rendue possible grâce à plusieurs soutiens institutionnels. Une bourse doctorale de l'ENS de Lyon et une bourse du programme « nouvelle sinologie » de l'Institut Confucius/Hanban m'ont notamment permis de vivre en France puis en Chine, et de faire des allers-retours entre les deux pays lorsque cela a été nécessaire. Lors de la dernière année de thèse, un poste d'ATER à l'Université Paul Valéry Montpellier 3 m'a donné l'occasion de reprendre la rédaction dans les meilleures conditions envisageables. Je remercie également la Région Auvergne Rhône-Alpes, qui a soutenu ce travail en finançant un service d'interprétariat pour la soutenance.

Cette thèse a été réalisée au sein du laboratoire Triangle. Les rencontres qui ont eu lieu dans le cadre du LIA « Post-Western Sociology » ont marqué l'élaboration de la présente réflexion. Je tiens à remercier les chercheur·ses qui m'ont épaulé dès les débuts de la thèse. Merci en particulier à Loïs Bastide, Li Yong, Liu Neng, Liu Yuzhao, Luo Jar-Der, Numa Murard, Qu Jingdong et Zhang Jieying de m'avoir conseillé à Lyon et à Beijing.

Alors que la R256 devenait la D4-263, les couloirs de Triangle ont été le premier tremplin de ce travail. Un grand merci à Marie Lucchi, Pascal Allais et Lydie Kowet pour l'organisation de la vie du laboratoire ; un immense merci à Marie Bellot et François Alfandari pour y avoir fait

de la recherche un plaisir. Lors des deux années de présence à la *School of Social Development* de l'ECNU, l'entraide et l'amitié de Wu Yuefei, He Wei, Tian Jun et Li Shanshan ont été précieuses. Merci également à Wang Xiaoxia pour le travail de gestion continu dans l'organisation de la cotutelle.

Dans les provinces du Guangxi et du Yunnan, comme au cours de nos séjours de recherche-action, les observations et les discussions avec le Président Zhou et Away ont constitué les prémises de ce qu'est devenue cette thèse. Du fond du cœur, je les remercie de m'avoir accueilli dans leurs pérégrinations sur les chemins des aliments de terroir. Parmi toutes les producteur·rices qui m'ont ouvert leurs portes, ma gratitude s'exprime en particulier à Qiu Ge et Qiu Sao, Deng Chongjian et Wei Shan, Yang She, Liu Yichao, Chen Peng et Yang Lifan pour avoir pris le temps de faire de moi un ami.

Ces remerciements s'adressent enfin aux proches, ami·es, co-doctorant·es, collègues, grâce à qui l'élaboration de la thèse est devenu un travail collectif. Pour leurs relectures, leur écoute, leurs conseils et les semaines de résidence d'écriture, ma reconnaissance infinie à Marie B., Franky, Jean-Baptiste, Emmanuel, Marine, Clément, Brigitte et Maxime. Pour la cohésion à toute épreuve de l'équipe de doctorant·es, merci à Bea, Marie B., Marie G., Oscar, Raphaël, Rozenn, Su Liang et Verena. Pour leur soutien infailible dans cette dernière année et pour celles à venir à Paul Va, ma chaleureuse affection à Carole, Fabrice, Ma Jun, Qitong et Rachel. Dans l'amitié, un bravo retentissant pour Anaïs, Camille, Constance, Elsa, Etienne, Félix, Heiner, Hugo, Gab, Gülistan, Jean, Joachim, Julien, Lucie, Matthieu, Nina, Nolwenn, Norbert, Olivier, Pauline, Vaness, Wang Di, Yanjie, Ynaée... et toutes celles et ceux qui m'ont aidé à lever le pied et le coude pour repartir de plus belle.

À mes sœurs, Lys, Iris, Marie et Louise, à ma mère Catherine, à Anne-Claude, à Fanfan, un mot ne saurait contenir la joie d'avoir grandi sous vos ailes – qu'il est bon d'être au monde en famille ! Dans un coin de mon esprit toujours, une pensée pour mon père Etienne, qui avait été le premier à me pousser dans cette voie et aurait été bien heureux de goûter au tofu-bambou et à l'alcool de canne.

Parmi celles et ceux avec lesquels nous vivons, merci à Marine d'avoir toléré les selfies et le gruaou de riz au sang caillé dans les matins humides du Guangxi, merci d'avoir coupé en quatre les phrases sans queue ni tête, merci d'enrichir mon expérience.

Sommaire :

| | |
|--|--------------|
| Remerciements | I |
| Sommaire : | V |
| Résumés en français, anglais et chinois | XV |
| Résumé : | XV |
| Abstract: | XVI |
| 摘要: | XVII |
| Table des sigles et équivalences | XVIII |
| Cartes | XIX |
| Carte de Chine avec terrains et tours de recherche-action..... | XIX |
| Carte de la province du Yunnan | XX |
| Carte de la région autonome zhuang du Guangxi..... | XXI |
| 壹. Première partie : Cadre théorique et méthodologique | 1 |
| I. Introduction générale | 5 |
| II. Problématique | 11 |
| II. A. Régime de méfiance, scandales alimentaires et changement agraire | 11 |
| II. B. Des circuits d’approvisionnement inspirés d’expériences locales et globales | 12 |
| II. C. Plateformes numériques et entrepreneur·ses intermédiaires | 15 |
| II. D. Interactions marchandes et réflexivité..... | 16 |
| II. E. Des espaces écologiques de compétition et de coopération | 18 |
| II. F. Annonce de plan..... | 20 |
| III. État de l’art | 24 |
| III. A. Sociologie économique | 25 |
| III. A. 1. Circuits courts et confiance : | 25 |
| III. A. 1. a. Sécurité sanitaire des aliments et relations de confiance..... | 25 |
| III. A. 1. b. Alternatives Food Networks (AFN) et circuits courts alimentaires | 27 |
| III. A. 1. c. Des enquêtes localisées | 29 |
| III. A. 2. Économies de la qualité et des singularités : | 30 |
| III. A. 2. a. Qualité et Singularités | 30 |
| III. A. 2. b. Travail marchand et labels..... | 31 |
| III. A. 2. c. Entrepreneuriat et public d’un marché écologique..... | 32 |
| III. A. 3. Enchevêtrement et rapports d’échelle..... | 33 |
| III. A. 3. a. Encastrément et réseaux | 33 |
| III. A. 3. b. Activité collective et circulation entre les mondes..... | 33 |
| III. A. 3. c. Rapports d’échelles et internationalisation..... | 34 |
| III. B. Sociologie rurale..... | 35 |

| | | |
|---------------|---|-----------|
| III. B. 1. | Transformations agraires | 36 |
| III. B. 1. a. | Sécurité alimentaire et transformations agraires | 36 |
| III. B. 1. b. | Élites et politiques publiques..... | 36 |
| III. B. 1. c. | Construction théorique des AFN à partir de l'expérience des coopératives..... | 38 |
| III. B. 2. | Lien social | 40 |
| III. B. 2. a. | Paysan·nes et espace local..... | 40 |
| III. B. 2. b. | Sociabilités et lien social | 40 |
| III. B. 2. c. | Entre soi diplômé, communautés spirituelles et interconnaissances numériques | 41 |
| III. B. 3. | Production alimentaire et diversification des activités | 42 |
| III. B. 3. a. | Alimentation..... | 42 |
| III. B. 3. b. | Travail agricole..... | 43 |
| III. B. 3. c. | Tradition, patrimoine et terroir | 43 |
| III. C. | Sociologie politique..... | 45 |
| III. C. 1. | Éthique et transmission des normes..... | 45 |
| III. C. 1. a. | Visions du monde et valeurs..... | 45 |
| III. C. 1. b. | Autonomie et souveraineté alimentaire | 46 |
| III. C. 1. c. | Grammaires de l'écologie et cadres de l'expérience | 47 |
| III. C. 2. | Mobilisations locales et reconnaissance sociale..... | 48 |
| III. C. 2. a. | Carrières et institutionnalisation..... | 48 |
| III. C. 2. b. | Une approche structurelle de l'action collective | 49 |
| III. C. 2. c. | Protestations et mobilisations environnementales..... | 49 |
| III. C. 3. | Arènes et fluctuations de l'espace public | 51 |
| III. C. 3. a. | Consommation éthique et citoyenneté..... | 51 |
| III. C. 3. b. | Arènes publiques | 51 |
| III. C. 3. c. | Fluctuations de l'espace public..... | 52 |
| IV. | Méthodologie..... | 57 |
| IV. A. | Une ethnographie multi-site | 57 |
| IV. A. 1. | Yunnan | 59 |
| IV. A. 1. a. | Point de départ : une boutique pékinoise en circuits courts avec des produits du Yunnan | 59 |
| IV. A. 1. b. | Un enchevêtrement d'associations, d'entreprises et de centres de recherche | 60 |
| IV. A. 1. c. | Circulation des entrepreneur·ses et des savoirs..... | 61 |
| IV. A. 1. d. | Réseaux de relations interpersonnels..... | 62 |
| IV. A. 2. | La recherche-action | 63 |
| IV. A. 2. a. | L'enquête sur les aliments de terroir | 63 |
| IV. A. 2. b. | Tours d'initiatives paysannes | 65 |
| IV. A. 2. c. | Les ateliers de terroir | 68 |
| IV. A. 3. | Guangxi : une association et ses ramifications..... | 69 |

| | |
|---|----|
| IV. A. 3. a. L'Association des ami·es des paysan·nes et ses restaurants | 69 |
| IV. A. 3. b. Les réseaux de producteur·rices et de distribution | 72 |
| IV. A. 3. c. Jeunes retourné·es et « espaces écologiques » | 74 |
| IV. B. Méthode d'enquête ethnographique | 75 |
| IV. B. 1. Observations | 75 |
| IV. B. 1. a. Temporalités | 75 |
| IV. B. 1. b. Modalités | 76 |
| IV. B. 1. c. Journal de bord et anthropologie visuelle | 76 |
| IV. B. 2. Participation | 77 |
| IV. B. 2. a. Informateurs privilégiés | 77 |
| IV. B. 2. b. Recherche-action sur les produits de terroir | 78 |
| IV. B. 2. c. Méta-terrains | 79 |
| IV. B. 3. Entretiens | 79 |
| IV. B. 3. a. Entretiens préparatoires | 79 |
| IV. B. 3. b. Entretiens collectifs | 80 |
| IV. B. 3. c. Entretiens individuels | 81 |
| IV. B. 3. d. Échantillon | 81 |
| IV. B. 4. Recueil de sources écrites | 82 |
| IV. B. 4. a. Matériel de promotion | 83 |
| IV. B. 4. b. Publications spécifiques | 83 |
| IV. B. 4. c. Publications extérieures | 84 |
| IV. B. 5. Remarques sur une enquête en contexte chinois | 87 |
| IV. B. 5. a. Une enquête en mandarin | 87 |
| IV. B. 5. b. Contexte politique favorable | 88 |
| IV. B. 5. c. Présentation de soi | 88 |
| IV. C. Ethnographie des réseaux sociaux | 90 |
| IV. C. 1. Un outil de communication | 91 |
| IV. C. 1. a. Prise de contact | 91 |
| IV. C. 1. b. Présentation de soi | 91 |
| IV. C. 1. c. Suivi des échanges en dehors des périodes de terrains | 92 |
| IV. C. 2. La transmission d'informations | 93 |
| IV. C. 2. a. Transmission de cartes de visite et interconnaissance en ligne | 93 |
| IV. C. 2. b. Transmission d'historiques de discussion | 94 |
| IV. C. 2. c. Transmission d'événements et publications en ligne | 95 |
| IV. C. 3. Pratiques de consommation quotidienne | 95 |
| IV. C. 3. a. Présentation et promotion des produits | 95 |
| IV. C. 3. b. Groupes de consommateur·rices par interconnaissance locale | 97 |

| | |
|---|------------|
| IV. C. 3. c. Magasins en ligne..... | 98 |
| IV. C. 3. d. Groupes d'intermédiaires marchandes et élargissement des collectifs locaux... | 98 |
| IV. C. 4. Veille informatique..... | 99 |
| IV. C. 4. a. Tchats semi-ouverts..... | 100 |
| IV. C. 4. b. Comptes officiels..... | 100 |
| IV. C. 4. c. Cercles d'amis..... | 101 |
| IV. C. 4. d. Archives de données numériques..... | 102 |
| 貳. Deuxième partie : Chapitres d'analyse | 105 |
| I. Contexte historique et institutionnel des systèmes agroalimentaires dans le sud-ouest de la Chine | 107 |
| I. A. La figure paysanne et l'histoire des réformes agraires en Chine..... | 112 |
| I. A. 1. Révolution paysanne et transformations agraires..... | 112 |
| I. A. 1. a. La classe paysanne dans la prise de pouvoir du Parti Communiste Chinois (1919 – 1949)..... | 112 |
| I. A. 1. b. Collectivisme (1949 – 1980)..... | 113 |
| I. A. 1. c. Crise agraire et cession de propriété des terres..... | 114 |
| I. A. 1. d. Transformations capitalistes contemporaines et dépayannisation..... | 117 |
| I. A. 2. La reconstitution d'un héritage paysan..... | 120 |
| I. A. 2. a. Disgrâce et transformations de la figure du petit paysan-ne..... | 120 |
| I. A. 2. b. Les ramifications des mouvements pour les coopératives intégrales..... | 123 |
| I. A. 2. c. Le retour à la terre de « néo-paysan-nes »..... | 124 |
| I. A. 3. Du changement agraire à la méfiance dans les mondes agroalimentaires..... | 130 |
| I. A. 3. a. Sécurité alimentaire..... | 130 |
| I. A. 3. b. Crise de confiance dans les mondes de l'agroalimentaire..... | 131 |
| I. A. 3. c. Cultures de l'alimentation, anxiété et circuits courts alimentaires..... | 133 |
| I. B. Cultures paysannes et construction d'une tradition naturelle et sauvage..... | 135 |
| I. B. 1. Persistance de cultures paysannes et résistances montagnardes..... | 136 |
| I. B. 1. a. Un récit montagnard de la biodiversité protégée..... | 136 |
| I. B. 1. b. Une alternative inscrite dans la résistance des peuples de collines..... | 138 |
| I. B. 1. c. Sélection et formation des élites locales..... | 140 |
| I. B. 2. L'émergence de traditions rurales, ancestrales et naturelles..... | 142 |
| I. B. 2. a. Persistance de l'agriculture paysanne et renouveau de la pluriactivité..... | 142 |
| I. B. 2. b. Tourisme ethnique..... | 143 |
| I. B. 2. c. Écotourisme, agrotourisme..... | 145 |
| I. B. 3. Cuisines alimentaires locales et produits de terroir..... | 147 |
| I. B. 3. a. Revalorisation et romance des alimentations locales..... | 147 |
| I. B. 3. b. La fabrication des produits de terroir..... | 149 |
| I. C. Filiations institutionnelles et approches de la « communauté »..... | 152 |

| | | |
|--------------|---|------------|
| I. C. 1. | Tutelles universitaires et nouvelles filières marchandes | 152 |
| I. C. 1. a. | La continuité de la Nouvelle Reconstruction Rurale..... | 152 |
| I. C. 1. b. | L'université Renmin et les projets de recherche-action | 153 |
| I. C. 1. c. | Importation du modèle des CSA états-uniens et entrepreneur·ses modèles..... | 154 |
| I. C. 2. | Les organisations hongkongaises de développement | 157 |
| I. C. 2. a. | Partnerships for Community Development et la production écologique..... | 157 |
| I. C. 2. b. | Oxfam HK et le développement rural..... | 159 |
| I. C. 2. c. | Fonctionnement des ONG et répartition des domaines d'action | 161 |
| I. C. 2. d. | Autres influences internationales..... | 163 |
| I. C. 3. | Formes commerciales et groupements de consommateur·rices | 165 |
| I. C. 3. a. | L'Association des ami·es des paysan·nes et le retour à la terre | 165 |
| I. C. 3. b. | Marchés paysans..... | 167 |
| I. C. 3. c. | Les associations de consommateur·rices et l'influence taïwanaise..... | 169 |
| II. | Réseaux de transactions et agencements marchands..... | 175 |
| II. A. | Un espace marchand pour les produits de l'agroécologie paysanne | 180 |
| II. A. 1. | Scandales alimentaires et produits « spécifiques » de consommation courante..... | 180 |
| II. A. 1. a. | Produits du quotidien..... | 181 |
| II. A. 1. b. | Produits transformés..... | 182 |
| II. A. 1. c. | Produits de terroir | 183 |
| II. A. 1. d. | Les critères de l'agroécologie paysanne..... | 184 |
| II. A. 2. | Des acteur·rices en interactions continues..... | 185 |
| II. A. 2. a. | Producteur·rices..... | 186 |
| II. A. 2. b. | Communautés de consommateur·rices..... | 189 |
| II. A. 2. c. | Intermédiaires de la relation « directe » | 190 |
| II. A. 3. | Des espaces hybrides de vente et de service..... | 192 |
| II. A. 3. a. | Boutiques..... | 192 |
| II. A. 3. b. | Marchés paysans..... | 194 |
| II. A. 3. c. | Restaurants | 194 |
| II. A. 3. d. | Groupes en ligne et boutiques en e-commerce..... | 196 |
| II. B. | Les dispositifs techniques de l'agroécologie paysanne | 199 |
| II. B. 1. | Construction de cadres normatifs | 199 |
| II. B. 1. a. | Gastronomisation des cuisines de terroir..... | 200 |
| II. B. 1. b. | Marketing des éthiques alimentaires : pourquoi bien manger ? | 202 |
| II. B. 1. c. | La vieille paysanne et le jeune retourné : deux modèles de retour à la terre..... | 204 |
| II. B. 2. | Circuits courts et relations de confiance..... | 205 |
| II. B. 2. a. | Marché-réseaux et dispositifs de jugement personnel..... | 206 |
| II. B. 2. b. | Appellations et dispositifs impersonnels | 210 |

| | |
|--|------------|
| II. B. 2. c. Reprises des équipements marchands, sélection et collection..... | 213 |
| II. B. 3. Liens marchands et économie des qualités..... | 216 |
| II. B. 3. a. Qualification et singularisation..... | 217 |
| II. B. 3. b. L'intermédiation comme un service..... | 220 |
| II. B. 3. c. La mise en scène des communautés de consommateur·rices..... | 223 |
| II. C. Des économies différenciées..... | 226 |
| II. C. 1. Économie des singularités..... | 227 |
| II. C. 1. a. Une agroécologie productive..... | 227 |
| II. C. 1. b. Une coproduction agroécologique entre villes et campagnes..... | 228 |
| II. C. 1. c. Une sélection sûre, une collection saine..... | 230 |
| II. C. 2. Économie du développement..... | 230 |
| II. C. 2. a. Un financement par projet..... | 231 |
| II. C. 2. b. Une démarche d'éducation populaire..... | 232 |
| II. C. 3. Économie du patrimoine..... | 232 |
| II. C. 3. a. Un tourisme ethnique et environnemental..... | 232 |
| II. C. 3. b. L'apparition d'écohameaux..... | 233 |
| II. C. 3. c. Agroécologie paysanne, pluriactivité et tourisme vert..... | 235 |
| III. Expérience alimentaire enrichie et espaces écologiques..... | 241 |
| III. A. Enchevêtrement des réseaux agroalimentaires à différentes échelles..... | 245 |
| III. A. 1. Des réseaux à différentes échelles..... | 246 |
| III. A. 1. a. Locale..... | 246 |
| III. A. 1. b. Régionale..... | 249 |
| III. A. 1. c. Nationale..... | 253 |
| III. A. 1. d. Internationale..... | 254 |
| III. A. 2. De l'inventaires des pratiques paysannes et à l'invention de la tradition..... | 256 |
| III. A. 2. a. Recensement local et transformation des traditions..... | 256 |
| III. A. 2. b. La construction de l'authenticité dans les rapports d'échelle..... | 260 |
| III. A. 2. c. Dynamique pédagogique et organismes d'authentification..... | 265 |
| III. A. 3. Adoption de normes internationales de communication et critiques..... | 267 |
| III. A. 3. a. Valorisation globale des cuisines locales et cadres normatifs internationaux... .. | 267 |
| III. A. 3. b. Grammaires internationales de l'écologie à l'échelle locale..... | 270 |
| III. A. 3. c. Les opérations d'évaluation en question..... | 272 |
| III. B. L'expérience alimentaire enrichie : une réaction locale aux directives nationales..... | 274 |
| III. B. 1. Transformations rurales et modernisation agricole..... | 276 |
| III. B. 2. La remise en cause des limites par la valorisation du terroir..... | 279 |
| III. B. 2. a. Cycle biologique de la production agricole alternative..... | 279 |
| III. B. 2. b. Cycle villageois, pluriactivité et lien social..... | 281 |

| | |
|--|------------|
| III. B. 2. c. Terroir et chaîne écologique..... | 282 |
| III. B. 2. d. Critères négatifs d'une alimentation contre l'industrie agroalimentaire | 283 |
| III. B. 3. L'expérience alimentaire | 284 |
| III. B. 3. a. Une appréciation des aliments au-delà de leur consommation..... | 285 |
| III. B. 3. b. Imaginaire et spiritualité..... | 287 |
| III. B. 3. c. Valeurs associées à l'acte de se nourrir | 289 |
| III. C. Enchevêtrement des réseaux et formation d'espaces écologiques | 291 |
| III. C. 1. L'agroécologie paysanne, une définition conflictuelle..... | 292 |
| III. C. 1. a. Un engagement formé par l'activité marchande..... | 292 |
| III. C. 1. b. Des controverses économiques et politiques | 295 |
| III. C. 1. c. Notoriété et définition coconstruite de l'agroécologie sociale | 296 |
| III. C. 2. Hésitations et institutionnalisation d'une sphère de l'agroécologie sociale | 298 |
| III. C. 2. a. La fluctuation des acteur·rices de l'agroécologie..... | 298 |
| III. C. 2. b. Circulation, interconnaissance et réputations | 300 |
| III. C. 2. c. Des cercles conflictuels de coopération..... | 302 |
| III. C. 2. d. Des conflits politiques derrière les conflits éthiques | 304 |
| III. C. 3. Des espaces écologiques..... | 307 |
| III. C. 3. a. Un monde à la croisée d'activités « écologiques » plurielles..... | 307 |
| III. C. 3. b. Des espaces émergeant de la réflexivité des acteur·rices | 309 |
| III. C. 3. c. Des espaces hybrides..... | 313 |
| IV. Les jeunes retourné·es, entrepreneur·ses de la consommation éthique..... | 319 |
| IV. A. Des entrepreneur·ses de la consommation éthique..... | 323 |
| IV. A. 1. Des jeunes dans les transformations rurales | 325 |
| IV. A. 1. a. Changements agraires..... | 325 |
| IV. A. 1. b. Réseaux agroalimentaires alternatifs..... | 326 |
| IV. A. 1. c. De l'agriculture paysanne à l'agroécologie sociale | 326 |
| IV. A. 2. Apparition d'une nouvelle figure de l'entrepreneuriat | 327 |
| IV. A. 2. a. Des jeunes cherchant à s'installer en milieu rural | 327 |
| IV. A. 2. b. Alternatives et reproduction des inégalités..... | 328 |
| IV. A. 3. Entraide paysanne et entrepreneuriat social | 328 |
| IV. A. 3. a. Un revenu par l'économie paysanne | 328 |
| IV. A. 3. b. Autosuffisance et indépendance | 330 |
| IV. A. 3. c. Compétences entrepreneuriales et base de ressource locale..... | 332 |
| IV. A. 3. d. Négociations et autonomie | 335 |
| IV. B. Des paysan·nes-entrepreneur·ses sur les marchés de la « qualité » | 337 |
| IV. B. 1. De nouveaux marchés paysans..... | 337 |
| IV. B. 1. a. Des pratiques paysannes « en voie de disparition » | 338 |

| | | |
|---|--|------------|
| IV. B. 1. b. | Construction de la confiance par la mise en scène d'une relation personnelle.. | 339 |
| IV. B. 1. c. | Ancrage dans les réseaux de l'agroécologie et économie de la qualité | 341 |
| IV. B. 2. | Entrepreneur·ses capitalistes et différenciation rurale..... | 345 |
| IV. B. 2. a. | Conventionnalisation et extraction de la valeur ajoutée | 345 |
| IV. B. 2. b. | Des néo-paysan·nes gestionnaires d'entreprise..... | 346 |
| IV. B. 2. c. | Les marchés alternatifs contre l'agriculture de subsistance | 349 |
| IV. B. 3. | Économies du développement et porteur·ses de projets solidaires..... | 350 |
| IV. B. 3. a. | Financement par projet et concurrences entre ONG de développement | 350 |
| IV. B. 3. b. | Reproduction des inégalités dans les attributions de financement | 352 |
| IV. B. 3. c. | Instrumentalisation de la solidarité..... | 354 |
| IV. C. | Carrières écologiques et typologie du retour à la terre..... | 356 |
| IV. C. 1. | Formations..... | 359 |
| IV. C. 1. a. | Études universitaires et travail bénévole | 359 |
| IV. C. 1. b. | Stages et spécialisation | 360 |
| IV. C. 1. c. | Formations spécialisées dans l'agroécologie..... | 362 |
| IV. C. 2. | Les itinérances des entrepreneur·ses flottantes | 362 |
| IV. C. 2. a. | Visites de fermes | 363 |
| IV. C. 2. b. | Des entreprises commerciales en réseau | 365 |
| IV. C. 2. c. | Initiatives locales : entreprendre et innover..... | 368 |
| IV. C. 2. d. | Diffusion médiatique et valorisation de l'itinérance | 371 |
| IV. C. 3. | Typologie du retour à la terre | 373 |
| IV. C. 3. a. | Une première catégorie : la constitution de réseaux de l'agroécologie | 374 |
| IV. C. 3. b. | Une deuxième catégorie : la bêche et le smartphone..... | 378 |
| IV. C. 3. c. | Une troisième catégorie : le retour comme un échec..... | 385 |
| Conclusion : Pour une sociologie des espaces écologiques en Chine..... | | 391 |
| | Résultats de la recherche | 391 |
| | Les espaces écologiques sont-ils des arènes publiques ? | 397 |
| | L'expression publique d'une situation problématique | 398 |
| | Les mondes de l'agroécologie comme un champ d'expérience partagé. | 399 |
| | Élargissement des publics et héritage de mouvements sociaux..... | 400 |
| | Inventions de nouveaux cadrages..... | 401 |
| | Médiatisation du problème public | 402 |
| | Perspectives de recherche..... | 403 |
| 参. | Bibliographie : | 407 |

I mentioned earlier the politics, esthetics, and ethics of food. But to speak of the pleasure of eating is to go beyond those categories. Eating with the fullest pleasure — pleasure, that is, that does not depend on ignorance — is perhaps the profoundest enactment of our connection with the world.¹

Wendell Berry, “The Pleasures of Eating”, 1990

支持砖家吃转基因，
我们命苦多吃土的。

*Laissons aux soi-disant spécialistes le plaisir de manger des OGM,
Pour nous, né-es sous une mauvaise étoile, nourrissons-nous de la terre.*

Affiche de l’Association des ami-es des paysan-nes

¹ « J’ai évoqué précédemment la politique, l’esthétique et l’éthique de la nourriture. Mais parler du plaisir de manger, c’est aller au-delà de ces catégories. Manger avec un plaisir véritable – c’est-à-dire un plaisir qui ne naisse pas de l’ignorance – est peut-être la meilleure façon de rendre justice au lien qui nous unit au monde. » Traduit par P. Madelin dans *La santé de la terre* (Berry 2018).

Résumés en français, anglais et chinois

Résumé :

La recherche doctorale étudie les mouvements de promotion d'une agroécologie sociale en Chine contemporaine. Depuis le milieu des années 2000, le contexte agroalimentaire a été marqué en Chine par deux phénomènes qui se renforcent mutuellement. Les scandales alimentaires qui défrayent régulièrement la chronique ont pour pendant le développement de nouveaux dispositifs d'approvisionnement. Ceux-ci sont notamment illustrés par les circuits courts et la mise en avant d'aliments de « terroir » et de « qualité ». Si les nouvelles formes de consommation qui y sont associées ont déjà été abordées par la littérature, notamment concernant les populations urbaines et aisées, notre recherche s'attache quant à elle à penser les articulations entre les différents réseaux, ruraux et urbains, et la circulation de savoirs entre échelles locales, nationales voire transnationales dans ces domaines. À l'intersection entre différentes sphères – universitaires, juridiques, politiques – des « espaces écologiques » se construisent comme des arènes publiques des mondes agroalimentaires.

La thèse se construit autour de l'hypothèse suivante : Face à la démultiplication des régimes de méfiance dans les mondes agroalimentaires en Chine contemporaine, la coopération de différentes catégories d'acteur·ses de la consommation éthique participe à produire des espaces écologiques où se recomposent des régimes de confiance. Ces espaces sont reliés entre eux par des agencements marchands qui engagent des négociations sur l'agroécologie et l'éthique alimentaire. Les régimes de méfiance et de confiance en coprésence et en tension dans les actions collectives contribuent à actualiser le capitalisme, en construisant un nouvel ordre négocié – économique, écologique et moral – en contexte autoritaire.

La recherche se construit sur trois approches sociologiques : la sociologie économique, par l'étude des interactions marchandes autour des circuits courts alimentaires et du capitalisme vert en Chine contemporaine ; la sociologie rurale, à travers l'analyse d'une éthique alimentaire de l'agroécologie dans les montagnes du sud-ouest chinois comme processus de valorisation de patrimoines culturels et de savoir-faire agricoles en déshérence ; la sociologie politique, par la mise en relation entre les mobilisations locales pour l'accès à la terre, l'émergence d'acteur·ses de morale de l'agroécologie et l'inscription dans des mobilisations environnementales internationales.

Le travail de thèse est fondé sur une enquête ethnographique multi-site, réalisée entre 2017 et 2020, à partir d'observations *in situ* dans des lieux de production, de transformation et de distribution de produits fermiers du Guangxi et du Yunnan, ainsi que sur l'observation participante dans un programme international de recherche et de définition des produits de terroir chinois, organisé par les acteur·rices de ces réseaux (2019 – 2021). L'enquête de terrain ethnographique comprend une cinquantaine d'entretiens individuels et collectifs avec les acteur·rices des réseaux de l'agriculture paysanne et une veille de quatre années sur les interactions numériques et les publications en ligne à travers différents réseaux sociaux.

Abstract:

My doctoral research studies movements to promote a social agroecology in contemporary China. Since the mid-2000s, the agri-food context in China has been marked by two mutually reinforcing phenomena. The food scandals that regularly hit the headlines have triggered the development of new food supply systems, notably illustrated by short supply chains and the promotion of “local” and “quality” agricultural products. While the new forms of consumption associated with these practices have already been discussed in the literature, particularly in relation to urban and affluent populations, our research focuses on the links between the various rural and urban networks and the circulation of knowledge between local, national and even transnational scales in these areas. “Ecological spaces” are constructed at the crossroad between different spheres – academic, legal, political – as public arenas of the agri-food worlds.

My thesis is built on the following hypothesis: Faced with the multiplication of distrust regimes in the agri-food worlds in contemporary China, the cooperation of different categories of “ethical consumption” entrepreneurs participates in producing ecological spaces where regimes of trust are recomposed. These spaces are interconnected with each other by market arrangements that engage in negotiations on autonomy and food ethics. The regimes of mistrust and trust in co-presence and in tension in collective actions contribute to actualising green capitalism, building a new negotiated order in an authoritarian context.

The research is built on three sociological approaches: economic sociology, through the study of market interactions around food short supply chains and green capitalism; rural sociology, through the analysis of a food ethic of agroecology in Chinese southwest as a process of valorisation of cultural heritages and agricultural know-how in disuse; political sociology, by linking local forms of mobilisations for access to land, emerging figures of agroecology moral entrepreneurs and international environmental mobilisations.

My work is based on a multi-sited ethnographic survey, carried out between 2017 and 2020, based on *in situ* observations in production, processing and distribution sites of peasant products in Guangxi and Yunnan, as well as on participant observation in an international research programme on Chinese terroir products, organised by actors of these networks (2019 - 2021). The ethnographic fieldwork includes about 50 individual and collective interviews with actors of peasant agriculture networks and a four-year monitoring of digital interactions and online publications through different social networks.

摘要:

这项博士论文研究当代中国促进社会生态农业的运动。自2000年代中期以来，中国的食品产业出现了两种相互影响的现象，第一是食品安全案件成为公共问题，第二是新型的供应系统也不断地发展，尤其是食品短链渠道和对“本土”的、“优质”的食品的推广网络。虽然与之相关的新的消费形式在文献中已有所涉及，特别是与城市和富裕人口相关的消费形式，但我们的研究重点在于关注不同的城乡网络之间的关系以及在地方网络、国家网络、甚至跨国网络等不同规模中的知识流通。在不同领域——学术、法律、政治等领域——的交汇处，各种“生态空间”被构建为讨论食品产业现代化的公共舞台。

这篇论文探讨以下假设：面对当代中国食品产业领域的倍增信任危机，不同类别的“良知消费”企业家的合作，有助于塑造重建信任的“生态空间”。这些空间通过市场关系相互联系，在小农生态农业中参与粮食自主权和食品伦理的谈判。含有内在矛盾的不信任和信任体系在集体行动中共同存在。该体系实现一种绿色资本主义，在专制背景下建立一个新的谈判秩序。

该项目建立在三种社会学领域之上。一是经济社会学，研究食品短链和绿色资本主义的市场互动；二是农村社会学，分析中国西南部山区生态农业的食品伦理，作为文化遗产和传统农法的价值化过程。三是政治社会学，将地方土地正义动员、“小农生态农业”道德提倡者的出现以及国际环保动员等社会运动联系在一起。

研究方法基于一项多地点的实地调查，在2017年至2020年期间进行，基于对广西和云南两省的农产品生产、加工和销售地点的现场观察，以及对这些网络的行动者组织的“土食材”国际研究项目（2019-2021年）的参与式观察。田野调查也包括跟小农农业网络行动者的约50次个人和集体访谈，也基于对在不同社交网络平台上进行的数字互动和在线发表的文章的四年监测。

Table des sigles et équivalences

| | |
|--------|---|
| AAP | Association des amies des paysannes |
| AFN | <i>Alternative Food Networks</i> |
| CAS | <i>Chinese Academy of Sciences</i> |
| CASS | <i>Chinese Academy of Social Sciences</i> |
| CSA | <i>Community-Supported Agriculture</i> |
| ECNU | <i>East China Normal University</i> |
| EDE | <i>Ecovillage Design Education</i> |
| ENS | École Normale Supérieure |
| FAO | Organisation pour l'alimentation et l'agriculture |
| GONGO | <i>Government-Organized Non-Governmental Organization</i> |
| IFOAM | <i>International Federation of Organic Agriculture Movements</i> |
| LVC | La Via Campesina |
| MAC | Ministère des Affaires Civiles |
| NRR | Nouvelle Reconstruction rurale |
| OGM | Organisme Génétiquement Modifié |
| ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| ONGE | Organisation Non Gouvernementale Environnementale |
| PCC | Parti Communiste Chinois |
| PCD | <i>Partnerships for Community Development</i> |
| PGS | <i>Participatory Guarantee System</i> |
| RPC | République Populaire de Chine |
| S3A | Systèmes Agroalimentaires Alternatifs |
| SPG | Système Participatif de Garantie |
| Unesco | Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture |

1 hectare (ha) = 15 mus (畝) / 1 mu = 0.07 hectare

1 yuan (元, RMB) = 1.35 € / 1 € = 0.75 yuan (estimation générale pour les périodes de terrain)



Carte de Chine avec terrains et tours de recherche-action

Yunnan : terrain continu de mars à juillet 2017

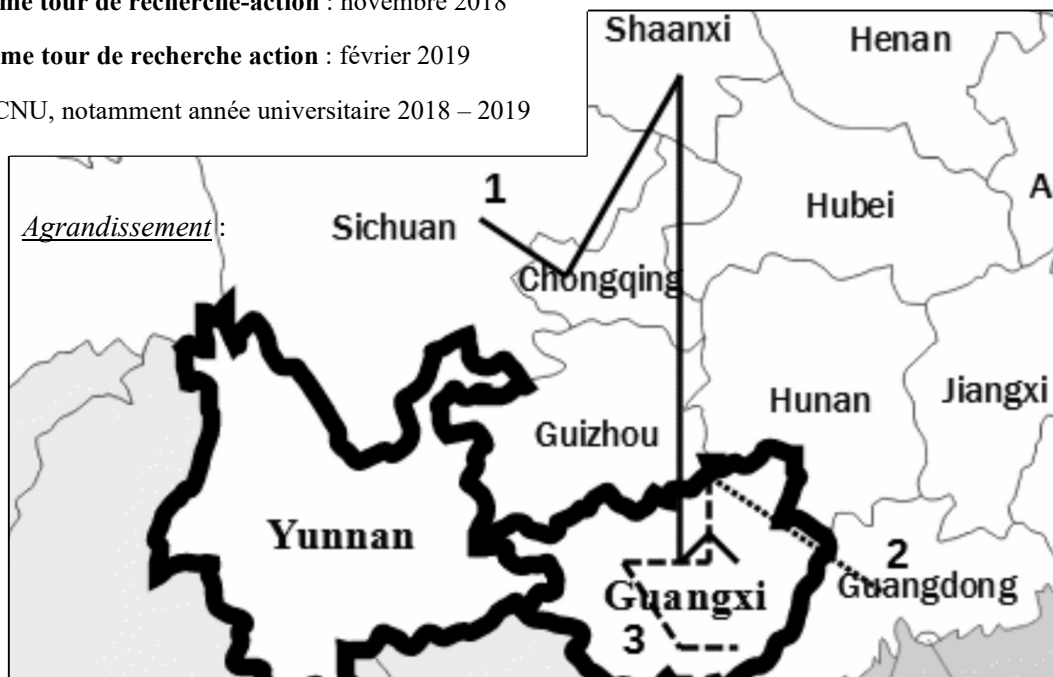
Guangxi : terrains discontinus entre septembre 2017 et septembre 2019

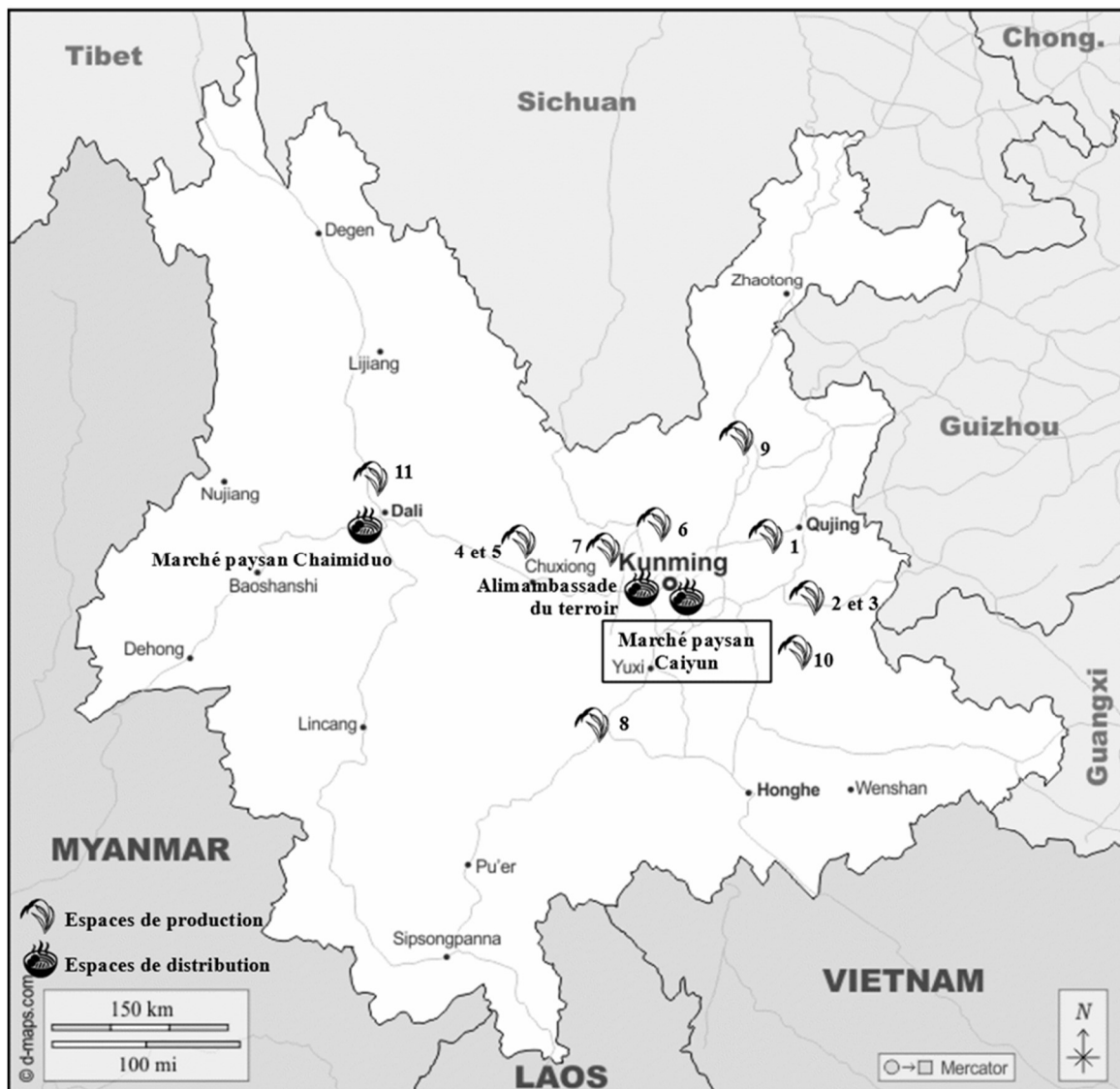
1 — Premier tour de recherche-action : septembre – octobre 2017

2 Deuxième tour de recherche-action : novembre 2018

3 --- Troisième tour de recherche action : février 2019

Shanghai : ECNU, notamment année universitaire 2018 – 2019

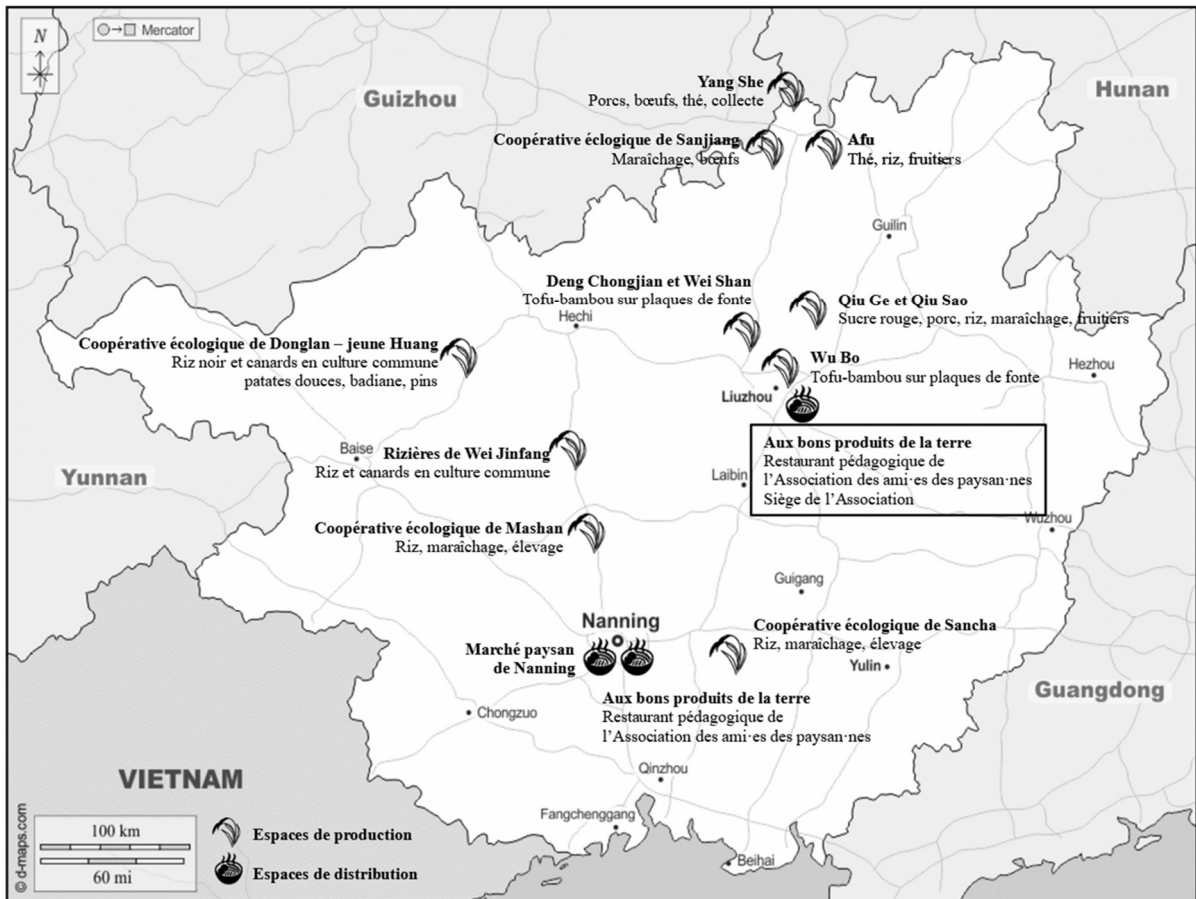




Carte de la province du Yunnan

Principaux espaces de production et de distribution étudiés autour du marché paysan *Caiyun*.

- 1 : Ferme familiale fournissant l'Alimambassade du terroir, maraîchage, porcs
- 2 : Coopérative d'expérimentation du Centre de recherche Vert Labeur, riz, riz coloré, artisanat
- 3 : Ferme de Panda, fournissant Bangbang, riz, maraîchage
- 4 : Coopérative écologique de Lubiao, fournissant Bangbang, maraîchage, élevage
- 5 : Vergers de Wang Gang, ferments écologiques
- 6 : Communauté des Tomates de Zimeng, maraîchage, fruitiers
- 7 : GooDay, auberge de Li Tingting
- 8 : Maître Citron, fruitiers
- 9 : Auberge des produits de terroir de Wang Soumin, porc fumé collecté à Xuanwei
- 10 : Hei'er, coopérative écologique fournissant le Centre Sili, maraîchage, élevage, pain
- 11 : Fermes de production en écologie scientifique et en agriculture naturelle de Dali



Carte de la région autonome zhuang du Guangxi

Principaux espaces de production et de distribution étudiés autour de l'Association des ami·es des paysan·nes.

壹. Première partie :
Cadre théorique et méthodologique

稻鴨共生米
有種的象牙香

回家種田

不用化肥农药



Revenir à la terre, les dix occupations des hommes

Illustration stylisée par l'Association des ami·es des paysan·nes depuis l'œuvre de Yang Jiabu, imprimée notamment sur des tote-bags.

Sur une affiche exposée sur le mur de la ferme de Qiu Ge et Qiu Sao, sur les menus des restaurants *Aux bons produits de la terre*, sur les livrets de présentation de l'Association des ami·es des paysan·nes² qui relie les deux espaces en un circuit court de proximité, sept caractères synthétisent leur démarche commune : « Manger est un acte agricole » (*chi shi yi zhong nongye xingwei* 吃是一种农业行为).

La formule est significative de plusieurs enjeux qui traversent les réseaux de valorisation de l'agroécologie en Chine contemporaine. Elle indique aux publics des restaurants une vision de ce qui se joue dans la chaîne d'approvisionnement des aliments : l'action de manger, loin d'être un acte neutre et isolé, participe d'un ensemble de processus qui constituent un système alimentaire complet. Plusieurs cycles d'activités sont interdépendants de cet acte : de la conception d'un bien consommable au recyclage des résidus d'un produit consommé, en passant entre autres par la production agricole, la transformation, la distribution, et la manducation elle-même. Si l'action de manger nourrit, elle est en même temps un acte éminemment social, au cœur d'un ensemble de décisions et d'activités laborieuses et professionnelles, politiques, économiques et culturelles.

La perception de l'alimentation comme un ensemble d'activités plurielles participe de ce que nous définissons dans la thèse comme une éthique alimentaire de l'Association des ami·es des paysan·nes (l'Association ou AAP). Par ses activités de circuits courts entre des restaurants urbains et des fermes et foires paysannes des montagnes du sud-ouest de la Chine, l'Association propose des produits alimentaires sains. Elle établit un débouché régulier pour le surplus d'une agriculture vivrière et certaines fermes agroécologiques, lutte pour le maintien de parcelles paysannes et de semences locales, illustre dans ses restaurants pédagogiques les différentes étapes de transformation des aliments et les contextes culturels dans lesquels ils prennent forme.

« Manger est un acte agricole », le Président de l'Association des ami·es des paysan·nes dans le Guangxi a découvert cette formule par l'intermédiaire d'une fondation hongkongaise pour le développement rural, Partnerships for Community Development, qui lui a remis un manifeste du mouvement italien Slow Food, citant lui-même le poète-paysan états-unien Wendell Berry³.

² L'Association des ami·es des paysan·nes est une traduction de ses noms chinois et anglais (respectivement *ai nong hui* 爱农会 et *Farmer's friend*). L'un comme l'autre n'associe de genre ni aux ami·es, ni aux paysan·nes. Nous avons donc choisi de démasculiniser le nom en français grâce à l'usage de points médians.

³ Dans un essai de 1990, *The Pleasures of Eating* : « I begin with the proposition that eating is an agricultural act. Eating ends the annual drama of the food economy that begins with planting and birth. Most eaters, however, are no longer aware that this is true. They think of food as an agricultural product, perhaps, but they do not think of themselves as participants in agriculture. They think of themselves as “consumers” » (Berry 2019).

Au-delà de l'idée éthique et politique déjà présente dans l'essai original, l'usage de la formule souligne tout autant l'encastrement de réseaux de transactions locaux dans les réseaux globaux de l'écologie et les processus de reconstruction des agroécologies locales au début du 21^e siècle à travers la circulation de concepts transnationaux.

L'appropriation locale de la formule « manger est un acte agricole » par l'Association s'accompagne d'un encouragement à « revenir à la terre » qui critique cependant les limites de la construction d'une sphère globale de l'agroécologie par une élite sans attache locale. C'est le message que portent les quatre caractères qui surplombent l'illustration en page d'ouverture de cette première partie : revenir chez soi pour cultiver la terre (*huijia zhongtian* 回家种田).

Revenir à la terre, c'est faire le trajet des différentes étapes par lesquelles circulent les aliments à rebours, et retrouver un ancrage dans les sociabilités locales par le travail des champs. C'est aussi, dans une approche réflexive, montrer en quoi les aliments que l'on mange résultent d'un tissu de relations sociales et environnementales.

L'illustration en page d'introduction de la première partie, *Les dix occupations des hommes*⁴, détaille les travaux de production, de transformation et de distribution de la culture du riz. L'image porte un idéal de travail en communauté, qui regroupe plusieurs activités, dans un environnement sain, dans la préservation de pratiques agricoles et culturelles comme de la biodiversité locale, qui atteste de toutes les transformations du produit jusqu'à la charrette qui l'acheminera au marché.

Le « retour à la terre » (*fanxiang* 返乡) constitue la clef de voûte du renouveau de l'agroécologie et des circuits courts en Chine contemporaine. L'expression symbolise à la fois le retour matériel à des espaces de vie et de travail, et la valorisation marchande des produits de ces espaces dans une économie à plus large échelle. Entre autres choses, la démarche articule les sociabilités locales, le maintien de variétés animales et végétales indigènes, les luttes pour les terres arables, la distribution d'aliments sains et de confiance, et la réflexivité sur les implications sociales de l'acte de manger. Cette thèse propose de suivre ces agencements dans les espaces marchands de l'agroécologie chinoise.

⁴ Illustration stylisée par l'Association depuis l'œuvre de Yang Jiabu, *Les dix occupations des hommes* (*nan shi mang* 男十忙), 16^e siècle. Une autre image du même auteur illustre *Les dix occupations des femmes* (*nü shi mang* 女十忙) par des activités domestiques en intérieur, strictement effectuées par des personnages féminins. L'image *Les dix occupations des hommes* montre à l'inverse que des femmes participent également au travail de la terre – trois dans l'image, qui récoltent, dépiquent les grains et chargent la charrette. De manière générale sur les terrains de la thèse, les femmes assuraient à la fois la majorité des travaux domestiques et des travaux agricoles.

I. Introduction générale

Cette thèse étudie les mouvements de redéfinition d'une agroécologie (*shengtai nongye* 生态农业) en Chine contemporaine. Le terme même d'agroécologie relève d'un choix de traduction, alors que la langue chinoise propose deux acceptions de l'agroécologie. Une première acception est originaire d'un vocabulaire scientifique : l'agroécologie comme écologie de l'agriculture (*nongye shengtaixue* 农业生态学). La seconde acception s'est imposée au cours des années 2010 avec une dimension plus politique, à travers des organisations internationales (la FAO en particulier) et des mouvements sociaux et commerciaux. Elle a ensuite été adoptée dans les médias officiels et directives du gouvernement chinois. La seconde acception est formée des mêmes caractères que la première, dans l'ordre inverse : l'agroécologie comme agriculture écologique (*shengtai nongye* 生态农业). Cette acception plus large permet d'englober en un concept différentes formes agricoles, allant de l'agriculture de production biologique aux diverses agricultures de subsistance dans les montagnes reculées. De petite échelle, sans intrants chimiques ou pesticides, ayant pour objectif de nourrir les populations productrices : les critères communs pour définir les contours d'une agroécologie en Chine sont régulièrement remis en question par les pratiques agricoles et politiques. À travers les récentes vagues de retour à la terre notamment, la définition de l'agroécologie devient un problème public.

Depuis le milieu des années 2000, le contexte agroalimentaire a été marqué en Chine par deux phénomènes qui se renforcent mutuellement. Les scandales alimentaires qui défrayent régulièrement la chronique ont pour pendant le développement de nouveaux dispositifs d'approvisionnement, notamment illustrés par les circuits courts et la mise en avant de modes de production agricole à la fois de « terroir » et de « qualité ». Si les nouvelles formes de consommation qui y sont associées ont déjà été abordées par la littérature, notamment concernant les populations urbaines et aisées, notre recherche s'attache quant à elle à penser les articulations entre différents réseaux ruraux et urbains et la circulation de savoirs entre échelles locales, nationales voire transnationales dans ces domaines. À l'intersection entre différents mondes sociaux, institutionnels, juridiques, politiques, des « espaces écologiques » autour de l'alimentation se construisent en une arène publique (Cefai et Trom 2001; Cefai 2016) des mondes agroalimentaires.

À la marge des politiques de modernisation et de lutte contre la pauvreté dans les campagnes chinoises, des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne établissent des réseaux

de vente de produits fermiers fondés sur la « qualité » singulière des aliments et une relation de circuit court réduisant et sélectionnant le nombre d'intermédiaires. Elles mettent en place des dispositifs d'échange inter-associatifs, avec des autorités politiques locales, avec des entreprises sociales ou non, avec des fermes, des villages, des groupes de consommateur·rices urbaines, qui constituent autant de réseaux entre des espaces singuliers de production, de transformation et de distribution des aliments.

Ces phénomènes apparaissent en Chine depuis une quinzaine d'années (Si, Schumilas, et Scott 2015; Yang et Wang 2017). Ils sont étudiés depuis plus longtemps et sous des aspects variés dans les mondes anglo-saxons (Goodman et Redclift 1991; Deverre et Lamine 2010), en Europe (Dubuisson-Quellier, Lamine, et Velly 2011; Ploeg 2014b; Chiffolleau 2017) ou au Japon (Amemiya 2011). Ils renvoient à une construction historique différenciée au Japon, aux États-Unis et en Europe (Amemiya 2011) et sont érigés aujourd'hui comme l'objet d'un nouveau paradigme des agencements marchands (Goodman, Goodman, et DuPuis 2012; Terry Marsden et Morley 2014; Le Velly 2017a).

Le renouveau de canaux de distribution en désuétude et l'apparition de nouveaux canaux sur un marché des aliments biologiques et paysans interrogent de deux manières l'importance accordée à l'origine et aux qualités des aliments, d'abord au regard des circuits économiques et financiers de l'agriculture industrielle et de la grande distribution, et d'autre part dans la perspective de la transmission ou de la disparition de pratiques agricoles et de modes de vie villageois. La notion de qualité, ou de « tournant qualitatif » alimentaire (Goodman 2003), implique des critères de définition sanitaires et nutritifs, mais également sociaux, écologiques, économiques. Elle concerne les conditions sociales de travail des producteur·rices, les implications environnementales de la production et d'approvisionnement des aliments, la confiance dans les producteur·rices et les lieux de productions. La qualité est à la fois un engagement pluriel et un dispositif marchand de captation des publics dans un contexte d'insécurité alimentaire. Le renouveau de l'agriculture paysanne et des circuits alimentaires fait ainsi le lien entre sociologie économique, sociologie de l'alimentation et sociologie rurale (Deléage 2004; Chiffolleau 2012; Ploeg 2014b).

Ces réseaux variés, qui sont parfois réunis sous l'appellation générique de « systèmes agroalimentaires alternatifs » (Dubuisson-Quellier, Lamine, et Velly 2011; H. Yang 2016; Le Velly 2017a), émergent depuis une quinzaine d'années en Chine comme une sphère autonome des circuits de production et de distribution agroindustriels. Elle est caractérisée par l'apparition de spécialistes de l'agriculture biologique paysanne – souvent nommée « agroécologie sociale »

(*shehui shengtai nongye* 社会生态农业) –, disposant d'instances de référence et ayant mis en place des espaces marchands spécifiques. Les réseaux alimentaires alternatifs chinois construisent leur autonomie à travers la mise en place de relations de circuits courts entre producteur·rices et consommateur·rices, consacrant notamment le rôle de l'« unique » entrepreneur·se intermédiaire de la relation.

Entrepreneur·ses diplômées retournées à la terre, flottant entre différentes plateformes de vente, ou jeunes migrant·es retournées à la campagne, à la jonction entre mondes ruraux et urbains, les « entrepreneur·ses-paysan·nes » constituent progressivement une catégorie professionnelle avec des carrières de stagiaires à spécialistes. Ils agissent au moins autant sur la visibilité de l'alimentation comme un problème public que sur la promotion marchande des produits paysans.

L'institutionnalisation de ce métier renforce et publicise l'émergence des mondes de l'agroécologie paysanne. Entre relations directes en circuits courts et intermédiaires spécialisés, la production paysanne de légumes biologiques ouvre un espace de délibération au-delà de l'aspect marchand, dans lequel les aliments prennent une valeur symbolique : ils représentent un terroir et un producteur·rice qui leur confèrent un goût spécifique, une charge écologique et politique. Les produits de consommation quotidienne sont transformés en biens singuliers par des dispositifs de connaissance et de jugement dans une économie des singularités (Karpik 2013). Ils symbolisent l'apparition sur la scène publique de préoccupations pour la qualité nutritionnelle des aliments, mais également leurs qualités éthique, politique et écologique.

Parmi la pluralité d'initiatives de maintien de l'agriculture paysanne chinoise, la thèse part de l'étude de l'une d'entre elles : l'Association des ami·es des paysan·nes et ses restaurants *Aux bons produits de la terre*. L'Association est l'une des instances de référence les plus anciennes des réseaux alimentaires alternatifs en Chine. Née d'un petit groupe de consommateur·rices se fournissant auprès de producteur·rices en agriculture paysanne locale, elle se distingue des autres instances de référence, universitaires, associatives et commerciales, toutes liées à des influences étrangères directes. Ces parcours s'entremêlent cependant et construisent le monde de l'agriculture biologique paysanne tel qu'il existe aujourd'hui à l'échelle de la Chine et dans ses ramifications internationales (notamment monde sinophone, Europe occidentale et Amérique du Nord). La diversité des expériences paysannes locales trouve une unité dans l'appartenance à ces réseaux dont les valeurs et les normes sont coconstruites et circulent entre

les échelles locale, régionale, nationale et internationale (J. Y. Zhang 2018)⁵. À travers leur redéfinition institutionnelle, les « petits paysan·nes » chinoises, érigées en symbole des préoccupations environnementales et sociales du 21^e siècle, partagent avec les paysan·nes du monde une grammaire internationale de l'écologie.

L'étude de l'Association des ami·es des paysan·nes ouvre une réflexion à différentes échelles. Elle offre le récit d'un groupe d'individu·es restreint mettant en place depuis 2004 divers dispositifs pour obtenir des légumes et de la viande issus d'un environnement sain dans la région du Guangxi, à Liuzhou et dans les districts alentours. Autour de la personne du Président, fondateur et président de l'Association, ont été expérimentées des démarches variées et innombrables qui relient chacune la ville (très industrielle) à des villages alentour (dont des hameaux isolés en zones montagneuses). Modulant les modalités de circuits courts et de relations directes entre production et consommation, l'Association a successivement mis en place des restaurants, des groupes d'achat en commun, des fermes paysannes d'agriculture biologique, des marchés de plein vent et des foires paysannes, un label paysan, des visites à la ferme, un système de microcrédit, un groupe de recherche sur les produits de terroir, des campagnes de promotion de cultures alimentaires et agricoles locales, etc. qui sont autant de formes d'expérimentations et d'enquêtes pour repenser les points d'intersection entre différents mondes sociaux. Les échanges à la fois économiques, symboliques, environnementaux et politiques, construits autour de l'équité, de la régularité et de l'inclusion entre villes et campagnes, entre espaces de vente et espaces de production, ont été progressivement stabilisés sous la forme d'un ensemble de restaurants pédagogiques « paysans ».

Si l'Association a d'abord développé un réseau local d'interconnaissance, celui-ci s'est étendu lors de rencontres individuelles et institutionnelles, aux échelles régionale, nationale et internationale. Le réseau des ami·es des paysan·nes entre en concurrence et en collaboration avec d'autres entreprises ou réseaux semblables, qui partagent ou rivalisent en termes d'objectifs, de visions du monde, de méthodes de production et de distribution. Toutes ensemble, elles participent à la définition de l'alimentation « fiable » comme un problème public et font émerger un monde de l'agroécologie, où des producteur·rices, des transformateur·rices, des consommateur·rices constituent une sphère d'activité collective autour de certains critères partagés dont les deux principaux sont (1) l'absence de pesticides et d'intrants chimiques dans

⁵ Les références bibliographiques sont citées dans le corps du texte sous la forme (auteur·rice date). Lorsque plusieurs auteur·rices de même nom de famille ont publié la même année, nous avons ajouté au nom de famille les initiales, voire les prénoms complets lorsque le risque de confusion persistait.

les produits alimentaires et (2) l'interconnaissance au sein de circuits courts entre la production et la distribution. Nombre de critères d'échange divergent cependant. Ils attestent du croisement d'autant de visions de l'activité économique et sociale des entreprises, comme la définition des paysan·nes en fonction de leur travail quotidien ou de leur statut social : propriétaire, exploitant·e, employé·e à l'année ou saisonnière, agriculteur·rice rurale ou néorurale, diplômée ou non, etc.

La place accordée aux consommateur·rices dans les processus de définition de ces critères permet un classement des organisations et interroge les différentes éthiques de la consommation en Chine contemporaine. Les réseaux alternatifs sont construits par l'interconnaissance entre des entrepreneur·ses intermédiaires, voire des producteur·rices, dans des croisades morales (Becker 2013) pour mobiliser autour d'une cause présentée comme un problème public. L'engagement collectif pour le maintien de l'agriculture paysanne se fait cependant autant avec les consommateur·rices – dans une prise de conscience ou des réflexions collectives sur les implications sociales de l'alimentation – que dans une opposition avec les consommateur·rices – qui se construisent elleux-mêmes comme groupes ayant des intérêts particuliers à défendre, intérêts parfois contradictoires avec ceux des producteur·rices⁶.

Entre producteur·rices paysannes et consommateur·rices urbaines, les visions du monde sont incarnées par des entrepreneur·ses – se déplaçant entre les initiatives de l'agroécologie ou retourné·es s'installer en zone rurale après des périodes urbaines. Ceux-ci constituent les acteur·rices-intermédiaires indispensables à l'interface des différents mondes : par elleux circulent les conventions entre les entreprises et associations, de l'échelle internationale à l'échelle locale (J. Y. Zhang 2018), de la ville-monde au village, et parfois réciproquement. Iels mettent en scène des relations fiables, rétablissent des régimes de confiance. Des dispositifs de confiance personnels sont mis en place, fondés sur l'interconnaissance et la publicisation de pratiques aussi bien professionnelles que personnelles comme gage de fiabilité. Dans un marché-réseau en construction, la circulation des expert·es participe de la transmission de l'information nécessaire à l'échange au sein de cercles d'interconnaissance⁷. Elle participe dans le même élan à l'établissement et à la diffusion d'autres dispositifs de jugement fondés sur la

⁶ Ce qui crée une différence d'autant plus intéressante avec le traitement que fait la littérature étrangère de mouvements similaires.

⁷ « Le marché-réseau se distingue du marché conventionnel fondé sur une relation bilatérale autour d'une information publique par une relation triangulaire dans laquelle une tierce partie, à laquelle on fait confiance pour son expérience et son désintéressement, devient la source et le garant d'une information qui crée les conditions nécessaires aux engagements contractuels. » (Karpik 1996).

confiance impersonnelle (classements, réputations, appellations, guides) (Karpik 1996) et à la construction délibérée de la singularité.

En effet, dans le cadre de la multiplication des scandales alimentaires et d'une crise nationale de la confiance dans les institutions politiques, chaque entreprise en circuits courts définit alors son image de marque, label singulier qui vient concurrencer les labels biologiques officiels, cependant que les aliments s'échangent et sont vendus par les différentes plateformes de distribution des produits paysans pourtant en désaccord, voire en rivalité quant à l'un ou l'autre des critères de la « qualité » biologique paysanne. Les formes de coordination entre les plateformes font ainsi écho aux dispositifs de jugement qu'elles privilégient, comme le choix et la mise en place de ceux-ci concourent à mettre en évidence la concurrence, la compétition, la coopération, la constitution de groupes d'intérêt entre les plateformes au sein des réseaux de ce marché spécifique. L'entente autour de préoccupations environnementales et sanitaires unifie ainsi sur une scène publique, ouverte notamment grâce aux thématiques écologiques partagées, une nébuleuse d'initiatives politiques et commerciales variées sur les modalités de maintien de l'agriculture paysanne.

À partir de collaborations villes-campagnes au sein d'une association locale s'ouvrent autant d'interrogations sur la formation d'une arène publique où les biens les plus fondamentaux – des aliments non traités chimiquement – deviennent la clef d'accès à des espaces de délibération et d'action autour d'enjeux écologiques, sociaux, politiques et économiques.

II. Problématique

II. A. Régime de méfiance, scandales alimentaires et changement agraire

Depuis le début du 21^e siècle, la Chine est régulièrement secouée par des scandales alimentaires de grande échelle. Une des questions devenues centrales dans l'espace médiatique est celle du délitement de la confiance. Depuis une vingtaine d'années, une « perte de moralité » (*daode shifan* 道德失范) est dénoncée dans la plupart des domaines de la vie publique du pays, en termes de fraude industrielle et commerciale, de mesures politiques « de façade » (*xingxiang gongcheng* 形象工程), et de corruption à différents échelons administratifs. En 2008, le traitement de l'affaire des produits laitiers contaminés (*nai zhipin wuran shijian* 奶制品污染事件) souligne à quel point ces aspects combinés ont pu susciter des réactions médiatiques et civiles d'une ampleur rarement égalée en Chine au 21^e siècle (Keck 2009). La récurrence des scandales relatifs à la sécurité sanitaire des aliments (*shipin anquan* 食品安全) dans les années qui ont suivi la médiatisation de cette affaire a participé à renforcer la méfiance dans les institutions politiques comme dans les transactions marchandes. Les autorités politiques aussi bien que des associations civiles se réorganisent autour d'une question partagée : comment restaurer de la confiance dans les relations économiques et politiques ?

Au cœur d'un processus politique dit « de transition » (*zhuanxing* 转型) entre un modèle politico-économique communiste et une économie socialiste de marché, les représentations politico-médiatiques font reposer la responsabilité des scandales sur des autorités locales corrompues tirant profit du démantèlement des services publics de gestion de la vie collective (dont en premières lignes les unités de travail – *danwei* 单位 – et les entreprises d'État). Dans cette perspective, le gouvernement de Xi Jinping a mis en place dès le 18^e congrès du PCC en 2012 une vaste campagne de mesures anti-corruption (*fan fubai gongzuo* 反腐败工作) pointant du doigt les responsabilités individuelles de certains dirigeants politiques dans les dysfonctionnements sociaux. Différents dispositifs numériques sont également à l'étude dans les années 2010 et 2020 afin de rétablir des relations de confiance dans les échanges marchands, comme les formes de « crédits sociaux » qui ont été relayées parfois dramatiquement dans les médias internationaux (Arsène 2021). En parallèle, un ensemble de mesures de renforcement des politiques de modernisation et d'industrialisation des secteurs agricoles, pourtant au cœur

de la confiance dans les produits alimentaires, sont cependant moins présentes des analyses en termes de confiance.

Dans le prolongement des politiques de décollectivisation et de dépayssannisation, la stratégie de « revitalisation rurale » (*xiangcun zhenxing zhanlüe* 乡村振兴战略), considérée comme première priorité du Comité central du Parti communiste chinois en 2021 et 2022, tend à séparer les résidents ruraux du travail agricole en confiant les terres arables à des entreprises agroindustrielles et en définissant des « élites » agricoles comme interlocutrices privilégiées des autorités politiques (Trappel 2021). Par cette stratégie, les directives centrales construisent une image des petites exploitations comme arriérées et responsables de la pollution des sols, de l'eau, et des aliments contaminés. Elles déplacent la méfiance dans les produits de l'industrie agroalimentaire vers les petites exploitations non modernisées. Du côté de la production agricole, les cadres de référence permettant jusque-là de déterminer la qualité des aliments sont mis à mal. La question de l'approvisionnement en aliments fiables devient ainsi un problème public. Des scandales éclatent d'une part sur la nourriture industrielle, y compris labellisée biologique, signalant des défauts ou malversations lors des étapes de transformation et de contrôle sanitaire des aliments. D'autre part, les espaces de production non industriels sont, dans un même temps, désignés comme la source de la dégradation qualitative des produits alimentaires. Ces discours construisent des régimes de méfiance comme autant de cercles vicieux dans un contexte où les organismes de certification de la qualité sont eux-mêmes dénoncés pour fraude : les populations n'ont plus foi dans les organismes d'établissement de la confiance. La méfiance caractérise donc à la fois la relation aux institutions de contrôle sanitaire et aux différents échelons de l'organigramme politique de supervision des contrôles.

II. B. Des circuits d'approvisionnement inspirés d'expériences locales et globales

Dès le milieu des années 2000, plusieurs scandales alimentaires ont dévoilé des canaux d'approvisionnement développés spécifiquement pour certaines autorités politiques, pointant du doigt les inégalités sociales d'accès à la nourriture. En contrepoint, des canaux d'approvisionnement particuliers sont expérimentés dès le tournant du 21^e siècle. Sans nécessairement mobiliser de capital politique, ils concernent avant tout des populations aisées et diplômées, inscrites dans des réseaux universitaires et internationaux, ayant à la fois un accès à l'information et des moyens financiers pour mettre en place des circuits d'approvisionnement favorisés.

Les régimes de méfiance dans les mondes agroalimentaires ont participé à la diffusion en Chine continentale de pratiques sociales pour un « tournant qualitatif » (*quality turn*, Goodman 2003) de l'alimentation, observées ou inspirées d'autres mouvements à l'échelle internationale. Plusieurs universités et organisations de développement mettent en place des expérimentations, sous la forme de coopératives agricoles, d'associations de consommateur·rices et de jardins partagés, assurant un contrôle indépendant de la production et de la distribution des aliments. Ces réseaux constituent une réponse composée avec et pour des populations urbaines et favorisées. Ils sont fortement ancrés institutionnellement et se construisent en référence à des modèles étrangers, notamment ceux de la *Community-Supported Agriculture* (CSA, agriculture soutenue par la communauté) nord-américaine et du *Teikei* japonais, qui rapprochent producteur·rices et consommateur·rices afin notamment d'assurer un revenu régulier pour les premières et un accès à des produits qualifiés (biologiques, locaux, de saison, etc.) pour les secondes.

Bénéficiant de formes de reconnaissance académique, politique ou économique, les réseaux universitaires, caritatifs ou commerciaux confèrent aux entreprises de distribution un socle de confiance pour les échanges alimentaires. Des relations de coopération et de compétition entre les différentes instances participent à établir des réseaux alimentaires régionaux et nationaux. Si certaines initiatives sont également issues de collectifs privés, elles se rattachent cependant à ces instances et coopèrent donc à la formation des réseaux nationaux de l'alimentation biologique et non-industrielle.

Le renouveau qualitatif de l'approvisionnement alimentaire, suivant des mouvances internationales écologistes, s'attache à valoriser une agriculture de petite échelle et une distribution en circuits courts. Phénomène inédit dans les régions dont il est issu, ce mouvement rencontre dans certaines zones reculées chinoises la persistance de formes d'agricultures paysannes, vivrières et encore indépendantes des intrants industriels. Les zones concernées, éloignées des centres à l'origine des politiques de développement agroéconomique, sont difficilement accessibles et géographiquement trop escarpées pour l'industrialisation des pratiques agricoles. La vente directe dans des foires paysannes du surplus de l'élevage et du maraîchage familiaux demeure une pratique régulière.

Un travail de renouveau des dispositifs de confiance passe alors également par des canaux qui existent de manière plus informelle dans les campagnes, notamment dans les montagnes, et fondés sur des économies paysannes. En parallèle aux mouvements universitaires et caritatifs, souvent en coopération avec eux, la persistance d'une agriculture vivrière suscite des

mouvements éparses, situés dans les régions plus défavorisées, qui mobilisent les agroécologies locales comme arguments de la qualité des aliments. L'impossibilité de développer une agriculture industrielle fondée sur des intrants chimiques devient dans ce cadre un gage de sécurité sanitaire.

Ces dispositifs s'appuient eux-aussi sur des réseaux existants, puisque l'activité principale ne consiste pas à développer une production spécifique, mais à faire circuler les surplus de l'agriculture vivrière mis en vente comme revenu d'appoint. Ces circuits d'approvisionnement sont en ce sens ancrés dans des sociabilités villageoises économiques et morales en désuétude.

De manière concomitante émergent ainsi en Chine deux formes de renouveau des circuits courts alimentaires, inscrits dans des économies globales et micro-locales. Toutes deux sont inversement concernées par les politiques de modernisation agraire. La stratégie de revitalisation rurale encourage le retour à la terre de jeunes diplômé·es dans le but de faire une production biologique à haute valeur ajoutée. À l'opposé, les petites parcelles paysannes disparaissent sous les effets directs et indirects des politiques de modernisation, notamment les transferts de terre vers des entreprises industrielles et les migrations de jeunes populations vers les centres urbains.

Reprenant fréquemment l'expression anglo-saxonne d'agriculture soutenue par la communauté (*shequ zhichi nongye* 社区支持农业, CSA), les réseaux émergents mettent en avant une agroécologie sociale comme notion fédératrice d'initiatives diverses, dont la dimension « sociale » consiste tout autant à soutenir de petites exploitations agricoles qu'à fournir des produits sains à certaines catégories de populations.

Dans un contexte de méfiance, des entreprises se construisent ainsi autour du regain de la confiance dans les producteur·rices et dans les canaux de distribution. Elles sont à la fois fondées sur une transmission de tendances écologiques internationales, mobilisant des populations aisées et diplômées, et sur des pratiques agroécologiques persistant dans les zones rurales reculées malgré les transformations agraires. Pour ce deuxième volet, elles sont portées par des populations âgées et paupérisées. Toutes prennent la forme de plateformes de vente numériques.

II. C. Plateformes numériques et entrepreneur·ses intermédiaires

L'essor des réseaux de vente numériques et des technologies de livraison de produits frais sur de longues distances entraîne la multiplication et la diversification des offres de circuits courts en ligne. Les technologies numériques facilitent la mise en place de relations de communication directe entre la production et ses client·es, lesquelles vont dans le sens d'une relation de confiance, mais maintiennent cependant les possibilités de fraude. La diversité des offres en ligne brouille les cadrages institutionnels et introduit la nécessité de faire un choix, déjà perçu en soi comme un risque sanitaire. De l'autre côté de la relation marchande, la production développe des compétences de marketing pour capter une clientèle croissante mais craintive, voire suspicieuse, et volage. Cette contradiction interne aux dispositifs en ligne consacre un rôle central à des entrepreneur·ses intermédiaires qui effectuent un travail marchand de mise en valeur des produits et se font les garants de la qualité des marchandises.

Ce rôle central soulève à son tour plusieurs questions : comment accéder à la visibilité et fidéliser un public ? Quels parcours, quelles carrières font émerger des intermédiaires à la fois capables de maîtriser des outils informatiques, des techniques commerciales et des pratiques agricoles ? Les réseaux universitaires et caritatifs permettent-ils de fabriquer un cadre institutionnel pour des relations marchandes fiables ?

Le modèle de la plateforme est répandu dans presque l'intégralité des initiatives de retour à la terre, où un espace de vente propose des produits issus de plusieurs producteur·rices voire également d'autres services – touristiques, culturels, éducatifs. D'une part, cette modalité établit un lien social au cœur des échanges économiques. Elle met en relation des acteur·rices autour d'une activité collective aux dimensions multiples. D'un autre côté, le modèle de la plateforme renforce le rôle clé de cet espace d'interaction, souvent incarnée par une personne individuelle. De nombreuses initiatives commerciales et culturelles dans la valorisation de l'agroécologie semblent ne tenir que grâce à des figures individuelles, mises en avant dans des médias spécialisés et sur les réseaux sociaux. Ces deux aspects entrent alors en contradiction : les démarches de valorisation de l'agroécologie, qui tissent des liens par des activités collectives entre des mondes à la fois interdépendants et isolés les uns des autres, nécessitent ou semblent nécessiter des figures hyper-individualisées d'entrepreneur·ses intermédiaires qui mettent en scène leur retour à la terre pour attester devant un public de consommateur·rices urbaines et aisées de l'authenticité de la démarche globale à laquelle iels participent.

Si certaines initiatives de l'agroécologie sociale s'inscrivent dans des structures instituées, elles émergent en tant que réseaux sous l'action ou l'activité de personnes engagées individuellement dans la promotion des produits, des modes et des lieux de production, voire des formes de consommation. Ces figures portent des projets de recherche, de développement, ou d'entreprises. Un double ancrage les caractérise, à la fois dans les réseaux institués au sein desquels elles ont été formées, et dans des sociabilités locales, dans les lieux dont elles sont issues ou vers lesquels elles ont entrepris leur retour à la terre. À cette place pivot, elles mettent en place des plateformes de promotion et de distribution, assurent la circulation de produits, de savoirs et de savoir-faire entre différentes échelles géographiques, et entre des mondes séparés les uns des autres. Elles participent éventuellement à la production, parmi plusieurs producteur·rices locales, mais leur activité principale et leur singularité consiste dans l'invention de dispositifs de confiance pour valoriser les produits paysans. Dans un contexte de méfiance dans les institutions de contrôle sanitaire, elles assurent le maintien de la confiance tout au cours de la production, de la transformation et de l'acheminement des produits.

Ces figures se saisissent de besoins sociaux, économiques et moraux et y répondent par des engagements individuels. Les entrepreneur·ses suivent des carrières spécifiques, professionnelles mais aussi morales (Collovald et al. 2002; Darmon 2008), passant souvent par des formations dans des institutions de l'écologie ou du développement, des migrations temporaires initiatives vers les associations de référence de l'agroécologie sociale, la mise en place de projets individuels, souvent éreintant et sous-rémunérés. Le retour à la terre se construit au cours des carrières, sans impliquer nécessairement un travail manuel et agricole. Si la population des retourné·es est en grande majorité composée de personnes diplômées, certain·es jeunes migrant·es effectuent également leur retour à la terre, montrant alors d'autres formes de capital, moins culturel et moins ancré dans des réseaux internationaux mais plus riche en compréhension des interactions locales et en capital d'autochtonie (Bruneau *et al.* 2018).

II. D. Interactions marchandes et réflexivité

Dans ce contexte, les jeunes ayant quitté une ferme rustique avant leur majorité peuvent y revenir une dizaine d'années plus tard, un smartphone en main, un micro-magasin de produits de terroir en ligne, prendre avec un drone des images de montagnes et vendre à distance le surplus de l'agriculture vivrière de tout un village à des consommateur·rices dans les grandes métropoles chinoises, gagnant mensuellement le salaire annuel des producteur·rices.

Les nouvelles relations qui caractérisent ce phénomène sont plus ou moins institutionnalisées, en fonction des ancrages individuels des jeunes « retourné·es à la terre » et, partant, plus ou moins affiliées à des appréhensions politiques de l'agroécologie. Ces démarches relèvent cependant rarement de la lutte agraire, sociale, ou même véritablement d'un militantisme écologiste. Ce qui se passe dans la mise en place des espaces marchands en ligne relève pourtant d'autres formes d'engagement, à la fois très concrètes et très abstraites, qui participent à la recomposition de régimes de confiance. Dans les unes comme dans les autres, les acteur·rices travaillent à la marge de mondes agroalimentaires corrompus, dans un marché-réseau où iels repensent les dispositifs de confiance.

Les interactions et les échanges sont imminemment concrets, dans la mesure où l'on y voit circuler des produits paysans sur toute la chaîne d'approvisionnement, et où ils matérialisent la reconnaissance économique et symbolique de la valeur du travail paysan, à l'encontre des discriminations politico-médiatiques.

Les échanges comportent cependant aussi une forte dimension abstraite, puisque c'est une vision du monde qui transparait dans la recomposition des transactions économiques. Les réseaux de l'agroécologie sociale construisent une éthique alimentaire qui pense la chaîne d'approvisionnement comme un ensemble de relations interdépendantes, mais favorisant dans le même temps l'autonomie d'espaces interconnectés.

Ces différentes dimensions sont perceptibles. Elles sont elles-mêmes discutées dans des moments de réflexivité, qui sont également des espaces aux formes plurielles. Des « espaces écologiques » se constituent autour des plateformes en ligne, dans les boutiques marchandes, les fermes de production et les groupes de discussion numériques. L'agencement entre les aspects marchands et éthiques des relations de vente y sont l'objet de remises en question, qui participent elles-aussi à redéfinir et à réinstaurer des régimes de confiance.

Les espaces écologiques portent la question alimentaire au rang de problème public. Ils se constituent au croisement d'initiatives associatives ou commerciales qui tentent d'y répondre, comme autant d'expérimentations agroécologiques. Ces espaces mêlent alors des activités plurielles au-delà de l'aspect commercial, de l'ordre de la diffusion culturelle, du plaidoyer juridique, de la conservation des semences et des savoir-faire, de la réflexivité sur le retour à la terre et les interactions locales, etc. Entre les aspects marchands, juridiques et délibératifs, les espaces écologiques ouvrent une arène publique autour de l'alimentation comme problème politique majeur.

Mais la remise en question, notamment autour de visions du monde, s'inscrit justement dans des processus en tension. Les éthiques entrent en compétition autour des notions de juste, d'équitable, et de l'intégrité dans la mise en place des réseaux d'approvisionnement. Les espaces écologiques sont aussi des espaces de controverse.

II. E. Des espaces écologiques de compétition et de coopération

Le renouveau de l'agroécologie en Chine s'appuie à la fois sur une demande pour des produits sains et sur le développement de technologies numériques. De ce fait s'y rencontrent à la fois des mouvements de valorisation des agricultures transmises localement, et des mouvements de promotion d'une agroécologie sociale qui se fondent sur la proposition d'une « nouvelle paysannerie » constituée de jeunes diplômé·es retournant à la terre. Entre les différentes acceptions de l'agroécologie de transmission locale ou « sociale », les controverses prennent place sur les réseaux sociaux, dans des batailles pour la confiance ou l'authenticité.

Avec l'essor des technologies numériques, les entreprises et fermes de production participant à ces compétitions pour la confiance se multiplient, entraînant en retour des engagements de plus en plus personnels et ingénieux pour la captation des publics de l'agroécologie. Les modes de vie des entrepreneur·ses retourné·es à la terre et leurs relations familiales et villageoises, constituent des arguments de vente. À mesure que s'institutionnalisent certaines associations, les parcours de formation des jeunes retourné·es avant de fonder leur plateforme deviennent également des gages de la valeur des produits qui y sont vendus. Les relations concurrentielles se construisent cependant sur des coopérations au sein de cercles de jeunes retourné·es, alors que la demande urbaine permet la cohabitation de nombreuses plateformes de vente sur un même territoire.

Les controverses prennent la forme de compétitions pour la reconnaissance en dehors des cercles d'interconnaissance. Dans un processus d'élargissement des publics, les controverses se dévoilent dans l'organisation d'événements réflexifs, lors de congrès ou d'assemblées pouvant rassembler plusieurs milliers de personnes, ou dans des concurrences pour répondre à des appels à projets d'organisations de développement.

L'actualisation des dispositifs de jugement personnels et impersonnels dans les agencements marchands, mais aussi politiques, ouvre de nouvelles formes de confiance, confiance en autrui dans des cercles d'interconnaissance et de connaissance intermédiée et confiance en soi médiatisée dans les espaces écologiques. Les jeunes retourné·es à la terre développent des

capacités d'action par des coopérations temporaires et toujours renégociées. Les espaces écologiques où s'engagent les interactions sont ainsi traversés par des économies politiques mais aussi par des économies morales. Les acteur·rices de l'agroécologie paysanne recréent des régimes de confiance par le renouveau des circuits courts et la formulation d'éthiques alimentaires, par une production de normes et une circulation des savoirs, des pratiques locales, ancestrales, et des compétences écologiques, internationales, etc. Ces espaces s'insèrent dans les économies vertes de manière critique, tout en les négociant. Les espaces écologiques participent ainsi de nouvelles ruralités et construisent un ordre négocié en contexte autoritaire à partir des régimes de méfiance et des régimes de confiance en coprésence.

Les logiques de visibilité et de rentabilité à l'œuvre dans l'établissement d'un marché pérenne rentrent parfois en contradiction avec les visions du monde portées par les associations de promotion de l'agroécologie. En ce sens, leur démarche reflète et reproduit à l'occasion les biais du marché de l'alimentation agroindustrielle contre lesquels elles se construisent. Dans sa dimension sociale, la question de l'accès à la terre ou de la transmission de savoir-faire locaux en vient à prendre la forme d'un argument commercial. Dans la critique des biais de confiance également, les processus de marketing mobilisés pour la promotion de l'agroécologie recréent des décalages entre les produits et leur mise en scène. Au sein même des mouvements de recomposition de la confiance dans les circuits alimentaires, la méfiance et l'appréhension de la fraude persistent.

Ainsi, si les démarches sociales sont de plus en plus commerciales, cette évolution souligne un processus contradictoire selon lequel les mouvements pour la préservation de pratiques paysannes locales, en les insérant dans des concurrences nationales et en les transformant selon des grammaires internationales de l'écologie, participent à y introduire une logique d'économie de marché d'une part, et à actualiser la définition et les formes mêmes du capitalisme d'autre part.

Ces réflexions problématiques nous amènent à formuler l'hypothèse centrale suivante :

Face à la démultiplication des régimes de méfiance dans les mondes agroalimentaires en Chine contemporaine, la coopération de différentes catégories d'entrepreneur·ses de la consommation éthique participe à produire des espaces écologiques où se recomposent des régimes de confiance. Ces espaces sont reliés entre eux par des agencements marchands qui engagent des négociations sur l'autonomie et l'éthique alimentaire. Les régimes de méfiance et de confiance en coprésence et en tension dans les actions collectives contribuent à actualiser

le capitalisme, en construisant un nouvel ordre négocié – économique, écologique et moral – en contexte autoritaire.

II. F. Annonce de plan

Afin de développer les tensions soulevées dans la problématique et de répondre à notre hypothèse principale, la thèse se construit en deux parties, la première définissant le cadre théorique et méthodologique de la recherche, la seconde détaillant quatre chapitres d'analyse.

Dans la première partie, après une introduction générale et quelques pages de problématisation, nous introduisons en un chapitre l'état de l'art. Ce chapitre consiste essentiellement à situer les travaux de thèse dans un cadre théorique élargi, insistant sur les filiations suivies dans les sociologies chinoises, anglosaxonnes et françaises. Il prolonge la problématisation en étayant les tensions esquissées à partir des sociologies qui les nourrissent : la cadre des sociologies économiques sur les circuits courts alimentaires, l'économie de la qualité et l'encastrement des espaces marchands ; celui des sociologies rurales sur les transformations agraires, la reconstruction du lien social et la production alimentaire ; celui des sociologies politiques sur la construction des motifs de l'action, la mise en place des mobilisations et la constitution de problèmes publics dans des arènes sociales.

Un chapitre de méthodologie complète la première partie, présentant la démarche ethnographique en trois temps. Il présente d'abord en détail les terrains de recherche, dans les régions du Yunnan et du Guangxi, ainsi que lors des séjours de recherche-action ; il explique ensuite la méthode employée dans les observations *in situ* et participantes, ainsi que la tenue des entretiens collectifs et individuels, le recueil de sources écrites et le contexte de réalisation de l'enquête ; il revient finalement sur les caractéristiques propres à une ethnographie des réseaux sociaux numériques, notamment sur le cadre et les méthodes d'analyse des interactions sur les groupes de discussion et les magasins en ligne de l'application WeChat.

La deuxième partie de la thèse est consacrée à quatre chapitres d'analyse, d'une soixantaine de pages chacun. Ils tentent de répondre à quatre hypothèses partielles qui soutiennent l'hypothèse principale en questionnant respectivement le contexte de la recherche, les dispositifs marchands, la formation d'espaces écologiques et le rôle d'entrepreneur·ses de la consommation éthique.

Le premier chapitre interroge le contexte d'émergence d'un mouvement pour l'agroécologie en Chine en posant l'hypothèse partielle suivante :

Le contexte de méfiance dans les mondes agroalimentaires et les transformations de l'espace social alimentaire informent la formulation de directives politiques comme la mise en place des mesures de développement rural – dans leurs dimensions sociales, écologiques, économiques, agraires, culturelles. La transition des mobilisations sur les questions agraires vers les négociations pour une alimentation saine et une agriculture biologique éclaire en miroir la continuité et les contradictions entre les politiques sociales pour la modernisation rurale et les politiques écologiques de promotion d'un capitalisme vert.

Ce premier chapitre analyse le contexte historique et institutionnel d'émergence des circuits courts alimentaires en Chine contemporaine. À travers les politiques de décollectivisation et de restructuration des espaces agricoles, l'État central engage un processus de dépaysement qui sépare les résident·es rurales des activités agricoles au profit de nouvelles structures de production. À l'encontre du dénigrement de la figure paysanne et du démantèlement des cadres socio-culturels villageois que cela engendre, des mouvements sociaux proposent de reconstruire des coopératives paysannes de production. Les circuits courts alimentaires chinois sont en partie hérités de ces mouvements contestataires. Cependant, ils s'inscrivent dans le même temps dans la filiation de mouvements internationaux pour une alimentation saine et le renouveau de l'agroécologie. En cela, les circuits courts alimentaires participent également de la revitalisation rurale portée par le gouvernement chinois, qui soutient et encourage le retour dans les zones rurales d'une élite diplômée et internationale. À travers différents processus de revalorisation des zones rurales, notamment en contribuant au tourisme intérieur et à la gastronomisation des terroirs, l'émergence de mouvements pour une agroécologie chinoise souligne les filiations et les contradictions avec les politiques de modernisation et d'industrialisation. Nous pouvons distinguer trois branches différenciées qui revendiquent chacune une forme d'agroécologie à travers des références aux mondes universitaires, aux organisations internationales de développement et aux mouvements sociaux et commerciaux.

Une seconde hypothèse partielle questionne plus précisément les réseaux de transactions et les agencements marchands des agroécologies chinoises :

L'agroécologie en Chine contemporaine est définie par les agencements marchands de ses réseaux de transactions autant que par ses pratiques de production. La construction d'un espace marchand de produits paysans en réponse aux scandales alimentaires liés à l'agriculture productiviste passe par la mise en place de dispositifs techniques et de cadres normatifs autour des notions de « confiance » et de « qualité », qui donnent lieu à des controverses éthiques quant à l'inscription de cet espace dans une économie de marché.

Le deuxième chapitre approfondit cette hypothèse dans une perspective de sociologie économique. Après un retour sur les produits, les acteur·rices et les espaces de distribution, le chapitre analyse les processus de sélection et de qualification des produits paysans. À travers des démarches d'inventaire et d'authentification de produits et de producteur·rices, les circuits courts alimentaires chinois montrent le rôle central d'intermédiaires marchands qui garantissent la qualité des espaces et des méthodes de production. Dans un cadre de méfiance généralisée, leur travail marchand consiste en premier lieu à mettre en œuvre une pluralité de critères de jugement pour rétablir la confiance dans les produits alimentaires, les espaces de production et les canaux d'approvisionnement. Il s'agit dans le même temps de les revaloriser en contrepoint de l'image véhiculée dans les sphères médiatiques, par une requalification de l'agriculture de petite échelle et des pratiques écologiques contre la standardisation de la production agroindustrielle. Les circuits courts chinois se fondent sur une économie des singularités, en faisant de biens de consommation quotidienne des biens spécifiques à destination de publics organisés en communautés de consommateur·rices de l'agroécologie.

Les circuits courts alimentaires sont cependant encadrés dans des mouvements sociaux non marchands. Ils visent à reconstruire une expérience enrichie de l'alimentation contre l'approche limitée qu'impose l'industrie agroalimentaire. Nous appréhendons cette question par une troisième hypothèse partielle :

Dans les agencements entre les cadres de référence des circuits courts alimentaires dits alternatifs émergent des espaces écologiques. Se construisant selon des modalités différenciées aux échelles internationales, nationales, régionales ou locales, ils constituent des espaces au croisement entre questions environnementales, alimentaires, agricoles, patrimoniales, touristiques, comme autant de nœuds des réseaux écologiques chinois. Se situant et se construisant différemment selon les dimensions physiques, économiques, sociales, symboliques, numériques de ce qui se joue dans la recomposition contemporaine des mondes agroalimentaires, ces espaces redéfinissent les bases d'une éthique alimentaire dans les interactions plurielles de la chaîne d'approvisionnement.

Le troisième chapitre introduit la notion d'espace écologique. À travers l'analyse des différentes échelles entre lesquelles s'étendent les circuits courts alimentaires, le chapitre montre la circulation de normes de l'agroécologie entre les espaces de production localisée et les espaces de mobilisations transnationaux. L'Association des ami·es des paysan·nes en particulier construit par ses interactions avec les producteur·rices une éthique alimentaire. Dans les espaces de distribution des aliments, elle permet une expérience riche où les consommateur·rices

peuvent percevoir le tissu de relations qui ont participé à former le produit consommé. Comme les restaurants de l'Association, des espaces écologiques s'ouvrent au croisement des initiatives en circuits courts, dans l'enchevêtrement de réseaux économiques, militants, universitaires ou philanthropiques, qui participent à instituer une sphère autonome et conflictuelle de l'agroécologie chinoise.

Dans les espaces écologiques, le rôle central des intermédiaires nous conduit à considérer une quatrième hypothèse partielle sur les carrières écologiques et les entrepreneur·ses de la consommation éthique :

Les réseaux écologiques et économiques sont incarnés par des acteur·rices, jeunes retourné·es à la terre, devenues entrepreneur·ses d'une consommation éthique. Le retour à la terre redistribue les rapports de pouvoir dans un espace social localisé, entre la reconnaissance de diplômes nationaux, l'inscription dans des réseaux internationaux de solidarité et le capital d'autochtonie. D'abord à travers les agencements marchands, mais aussi par leur inscription dans des filiations écologiques différenciées, les jeunes retourné·es échangent des savoirs, participent à définir de nouvelles compétences, interrogent les injonctions à la modernité ou à l'autonomie depuis les interactions localisées.

Le quatrième et dernier chapitre interroge le rôle des jeunes retourné·es à la terre après des formations universitaires ou des périodes de travail en ville, interface privilégiée dans les circuits courts entre villes et campagne. En fonction des formes de leur installation rurale et des modalités de production ou de collecte de produits paysans, iels jouent un rôle d'entrepreneur·ses sociales dans les campagnes reculées, permettant aux producteur·rices d'accéder à des débouchés urbains et revalorisant des activités en désuétude liées à des pratiques de subsistance. Dans le même temps cependant, les entrepreneur·ses introduisent l'économie de marché dans les économies locales, morales et villageoises. Soutenus par les politiques de revitalisation rurale, iels reproduisent des relations de domination ou d'instrumentalisation fondées sur leur capital économique et leur capital culturel. Des carrières d'entrepreneur·ses de la consommation éthique se distinguent qui révèlent des séquences de vie communes aux jeunes retourné·es, lors des formations ou de l'itinérance entre les initiatives de l'agroécologie. Ces carrières donnent lieu à une typologie du retour à la terre en fonction de l'accès ou non à des formations spécialisées, qui recoupe le choix d'une installation plus ou moins ancrée dans des relations familiales.

III. État de l'art

La thématique des circuits courts et du retour à la terre de jeunes générations est devenue un sujet médiatique et politique, aussi bien en Chine qu'en France. Pendant cette recherche doctorale, la place accordée à l'agriculture biologique, aux circuits de consommation locaux ou à l'agroécologie a été croissante aussi bien dans l'espace politico-médiatique que dans les ouvrages et articles scientifiques. Les recherches en géographie, puis une myriade d'enquêtes sociologiques, ont donné lieu à l'apparition de nouvelles branches de la sociologie, autour des réseaux alimentaires alternatifs (Goodman 2003; Goodman, Goodman, et DuPuis 2012) et des circuits courts alimentaires (Chiffolleau 2012; 2019), qui ont parfois été caractérisées de nouveaux paradigmes sociologiques (Terry Marsden et Morley 2014; Le Velly 2017a). Ces approches mettent en avant le modèle économique des échanges qui réémergent autour d'un lien social local et se veulent différents des transactions proposées par les circuits d'approvisionnement de l'industrie agroalimentaire (Chiffolleau 2019).

Dans le prolongement de cette appréhension, la thèse a pris comme point de départ l'aspect économique du renouveau des agroécologies chinoises, notamment en termes de circuits courts alimentaires, d'économie des singularités et d'enchevêtrement des réseaux. L'approche par la sociologie économique nous a cependant mené à considérer des asymétries dans les réseaux – dans une perspective de sociologie pragmatique – et à repenser le processus de construction de transactions multiples et pluridimensionnelles par une approche plus contextualisée, permise notamment par les sociologies rurales chinoises mais aussi françaises.

Les points de rencontre et les divergences entre les réseaux marchands de circuits courts alimentaires soulignent à quel point le développement des transactions marchandes est ancré dans une histoire rurale, localisée, et particulièrement dans l'histoire de la décollectivisation et du droit de propriété et d'usage du sol. Les sociologies rurales chinoise et internationale apportent un regard sur les transformations agraires capitalistes en Chine, qui ont façonné le renouveau des campagnes à la fin du 20^e siècle. Dans le même temps, elles éclairent l'émergence de mouvements sociaux en réaction aux politiques de modernisation et de développement rural. Elles permettent notamment de penser le renouveau des circuits courts de l'agroécologie dans la continuité ou dans l'alternative aux mouvements de reconstruction rurale.

La sociologie politique nous aide à penser les filiations idéologiques et la mise en place de mouvements sociaux entre villes et campagnes. Si l'on ne retrouve pas de forme d'action politique directe dans les mobilisations autour de l'agroécologie sociale chinoise, les espaces

écologiques ouvrent pourtant des arènes publiques de l'alimentation. Les formes de reconstruction de la confiance s'affirment dans une dimension fortement sociale au-delà de leur légitimité économique.

La rédaction en français de cette thèse en cotutelle entre la France et la Chine a été élaborée au sein du Laboratoire International Associé (LIA) CNRS-ENS Lyon/Académie des Sciences Sociales de Chine « Post-Western Sociology in Europe and in China », dirigé par Laurence Roulleau-Berger et Li Peilin. Dans cette lignée, la base de données bibliographiques a été construite à partir de références chinoises, anglo-saxonnes et françaises. La mobilisation des références s'est effectuée dans une perspective post-occidentale, « pour faire dialoguer dans un rapport d'équivalence des concepts communs et des concepts situés dans des théories européenne et d'Asie. Il paraît ici moins pertinent de penser la pluralité des “provinces du savoir” que de penser les modes de formation des continuités et des discontinuités, les agencements et les disjonctions entre des lieux de savoir situés dans des contextes sociétaux différents, de faire travailler les écarts entre eux » (Roulleau-Berger 2017a). La posture sociologique post-occidentale (Roulleau-Berger 2016, 2021; Xie Lizhong et Roulleau-Berger 2017; Roulleau-Berger et Li 2018) s'appuie ainsi à la fois sur une histoire sociologique fondée sur la circulation des savoirs entre l'Europe, la Chine et les États-Unis (Xie Lizhong 2005; Merle 2007; Roulleau-Berger, Guo Yuhua, Li Peilin et Liu Shiding 2008; Li Peilin, Qu Jingdong, et Yang Yabin 2009), et sur des productions communes entre des chercheurs et chercheuses contemporaines (Thireau et Wang 2001; Thireau et Hua 2007, 2010; Roulleau-Berger et Liu 2014; Li et Roulleau-Berger 2016; Roulleau-Berger et Jun 2017; Roulleau-Berger et Liu 2021). À son échelle, la thèse participe à analyser les savoirs situés, les niches de connaissances et les espaces communs dans les enquêtes et théories sociologiques françaises, chinoises et anglosaxonnes. Les « racines rurales de la société chinoise » (Fei Xiaotong 2018) sont en ce sens appréhendées à la fois à travers la filiation des savoirs internationaux, à travers des processus d'indigénisation des savoirs (He Xuefeng 2013; He Xuefeng 2020) et par la réflexivité sur les transformations locales de phénomènes globaux (Wen Tiejun 2013).

III. A. Sociologie économique

III. A. 1. Circuits courts et confiance :

III. A. 1. a. Sécurité sanitaire des aliments et relations de confiance

La thèse n'étudie pas directement ni les institutions de certification et de contrôle sanitaire des aliments, ni les réactions de consommateur·rices aux scandales alimentaires et la crise de

méfiance que ces derniers participent à attiser. Ces deux angles d'étude constituent pourtant les approches principales des circuits courts alimentaires en Chine. La thèse s'appuie en revanche sur une riche littérature sur la sécurité sanitaire des aliments et la confiance.

Les scandales de sécurité sanitaire des aliments (*food safety* ou *shipin anquan* 食品安全) sont considérés comme des facteurs majeurs du rapide déclin de la confiance sociale en Chine. Dans une compréhension inspirée de la société du risque de Beck (2008), les scandales alimentaires ne constituent pas uniquement des problèmes alimentaires (en termes d'hygiène, voire de toxicité), mais participent à établir une appréhension du risque plus large, dont les ramifications sont sociales et politiques (Y. Yan 2012). La définition du risque porte autant sur des scandales ponctuels, comme l'affaire du lait contaminé (Keck 2009) que sur des appréhensions plus générales, comme la modification génétique (Guo 2005), et notamment dans le cas de la circulation de produits alimentaires sur des circuits internationaux (Yan, Chen, et Ku 2016). Les sociologues chinois·es étoffent ainsi depuis le début du 21^e siècle une littérature de plus en plus réflexive sur les scandales, inscrits dans une culture alimentaire (Guo 2006), dans une réflexion rétrospective sur les traitements médiatiques et politiques des affaires dans des sphères publiques et alternatives temporaires (H. C. Li 2019), ou sur la compréhension internationale des scandales alimentaires en Chine (Li, Wang, et Zhang 2017). Ce dernier aspect souligne notamment comment sont mobilisées des références communes (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2002) pour recontextualiser les phénomènes de scandales alimentaires chinois à travers des littératures en langue chinoise et anglosaxonne (Shi *et al.* 2011; Klein 2013; Tracy 2013; Yang 2013).

Face à la méfiance dans la sécurité sanitaire des aliments, de nombreuses enquêtes auprès de consommateur·rices questionnent les relations de confiance : perception des risques sanitaires selon des catégories alimentaires comme « nourriture périmée », « fausse nourriture », « nourriture polluée », « nourriture aux additifs » ; distribution des risques alimentaires ; réactions citoyennes devant le traitement des scandales alimentaires ; construction de connaissances et accès à l'information en terme de sécurité sanitaire des aliments ; habitudes de consommation et stratégies d'évitement des nourritures à risques ; etc. (Y. Zhao, Zhang, et Ma 2009). Au tournant du 21^e siècle, certain·es sociologues chinois·es interrogeaient déjà la confiance à partir de l'analyse des relations interpersonnelles (Zhai Xuewei 2003; 2011; Luo et Yeh 2012) et des relations professionnelles (Luo 2005) comme autant d'éléments constitutifs d'un problème social dans la Chine en transition (Zhang Jing 1997). La question de la confiance se pose de manière criante dans les relations marchandes, où les transactions sont conditionnées

à des dispositifs de jugement, comme autant de médiations qui permettent l'engagement des parties (Karpik 1989). En Chine comme en France, elle est également analysée à l'aune des arrangements et ajustements entre relations interpersonnelles et structures juridiques de définition et de contrôle de la norme qualitative (Peng Siqing 1999; Dubuisson-Quellier 2003). Parmi les différents dispositifs de reconstruction de la confiance dans les produits alimentaires, la mise en relation directe entre les groupes sociaux de différentes étapes de la chaîne de production, de transformation et de distribution des aliments en de nouvelles entités sociales suscite un intérêt particulier (Shuai 2013). Les « systèmes agroalimentaires alternatifs » (*tidaixing shiwu tixi* 替代性食物体系) deviennent dans les années 2010 un objet privilégié de la sociologie chinoise sur les transformations et les reconstructions de la confiance sociale. À travers la reconstitution de facteurs sociaux comme la réciprocité, l'information, l'institutionnalisation endogène, voire l'altruisme (Wang et al. 2015), des dispositifs sociaux informels se substituent partiellement aux institutions formelles dans la recomposition des relations de confiance. La pandémie de covid-19 renouvelle ces dernières années les réflexions sur la confiance dans les dispositifs sanitaires et alimentaires, en soulignant à la fois les effets de l'industrie agroalimentaire sur la circulation de virus dont l'origine est potentiellement animale et en questionnant de nouveau la circulation de la confiance au sein de cercles d'interconnaissance élargie, voire de marché-réseau (Guo 2020; Zhang et Hu 2021).

III. A. 1. b. Alternatives Food Networks (AFN) et circuits courts alimentaires

Dans les sphères universitaires anglosaxonnes puis françaises, les systèmes agroalimentaires alternatifs (S3A) ont fait l'objet d'une abondante littérature, jusqu'à constituer le fondement d'un paradigme sociologique à part entière (Goodman 2004; Terry Marsden et Morley 2014; Le Velly 2017a). Lors de l'apparition des S3A comme objet d'étude sociologique, l'intérêt pour les circuits alimentaires est à la fois marqué par des analyses sectorielles et renouvelé par des approches davantage ethnographiques et microsociologiques, autour des concepts d'encastrement, de confiance et de localité (Goodman 2003). Différentes directions ont été privilégiées selon des approches de sociologie économique, de sociologie de l'action collective ou de sociologie de l'environnement (Deverre et Lamine 2010).

S'il ne s'agit pas ici de faire un recensement des travaux sur la question, nous pouvons souligner plusieurs approches qui ont marqué les études francophones et anglosaxonnes. Autour des notions d'encastrement et de régulation, une sociologie des systèmes alimentaires alternatifs s'est progressivement mise en place, analysant les échanges marchands comme structurant l'action collective dans une « promesse de différence » (Le Velly et Bréchet 2011; Le Velly

2017a; 2017b), en insistant sur les effets des réseaux d'acteurs sur un territoire, avec des effets d'échelle particulièrement visibles autour des questions de commerce équitable (Renard 2003; Le Velly 2011). Dans une approche plus pragmatique, l'étude de la diversité des initiatives comprises sous l'appellation de S3A analyse la sphère émergente comme un espace de controverses et de relations de pouvoir qui participe à des processus de « re-différenciation » (Lamine, Garçon, et Brunori 2019). La dimension internationale des processus caractérisés d'« alternatifs » aux transactions industrielles fait également l'objet de nombreuses études, qu'elles portent sur la circulation internationale des idées et des modèles de production sur le temps long (Amemiya 2011) autant que sur leur coexistence chronologique et la proposition d'élargissement des cadres conceptuels de référence (Lamine, Darnhofer, et Marsden 2019).

Une approche de ces réseaux, sur laquelle la thèse repose tout autant, consiste à appréhender les initiatives en termes de circuits courts alimentaires par leur mise en place sur un territoire donné. À l'échelle d'une municipalité ou d'une région, ils participent à reconstruire des liens sociaux (Chiffolleau 2019). Cette approche définit des échanges marchands distincts, avec des effets différenciés, comme les marchés de plein vent (Chiffolleau, Akermann, et Canard 2017) ou les AMAP (Dubuisson-Quellier et Lamine 2004).

Ces questionnements sont présents en Chine, principalement construits à travers les références internationales, mais également coconstruits dans la mesure où de nombreuses initiatives agroécologiques sont elles-mêmes fondées par des centres de recherche universitaires (Shi *et al.* 2011). La littérature sociologique chinoise également, bien qu'avec quelques années de décalage sur les mondes anglosaxons, offre une grande diversité d'approches des systèmes alimentaires alternatifs (H. Yang 2016; Yang et Wang 2017). Elle associe les AFN avec les problématiques de la confiance et des changements institutionnels (Si et Scott 2019; Guo 2020), et met en exergue les caractéristiques propres au contexte chinois (Schumilas 2014). Dans ce contexte, des formes marchandes sont soulignées comme étant spécifiques à certaines régions, notamment selon une différenciation par le niveau de revenu et l'accès aux technologies numériques, entre les circuits courts (Du Zhixiong 2015; Tan et Du 2015), les *nested market* (ou marchés imbriqués) (Ploeg, Ye, et Schneider 2012; Ploeg 2014a), les relations de vente directe (Xu et Zhou 2016) ou les systèmes de production duales des foyers agricoles (Xu, Zhou, et Fan 2013; Zhou et al. 2016).

Cependant, les enquêtes sur les AFN chinois se sont en très grande majorité concentrées sur des terrains dans et autour de la capitale. La place des universités pékinoises, notamment Renmin et Tsinghua, est un facteur décisif dans la mesure où elles ont porté certains des projets

« citoyens » précurseurs dans le domaine. La production scientifique reproduit cette implication, en accordant une place prépondérante au Jardin citoyen Petit Âne, portée par l'université Renmin (Shi *et al.* 2011) et à certaines fermes très présentes sur les réseaux sociaux, à Beijing, mais aussi dans les provinces du Sichuan et du Guangdong. Les enquêtes se concentrent sur des fermes ou des coopératives, en traitant notamment des relations entre producteur·rices et consommateur·rices dans des processus de reproduction de la confiance, mais tendent à laisser de côté la réflexion sur les formes de coopération entre les différentes initiatives, notamment dans les tentatives de constituer un ou plusieurs réseaux nationaux, et s'attardent peu sur les processus de re-différenciation rurale associés au retour à la terre de néo-paysan·nes (Du 2015).

III. A. 1. c. Des enquêtes localisées

Quelques travaux sont néanmoins plus proches des terrains étudiés dans la thèse. Dans le Yunnan, Jakob Klein a effectué plusieurs enquêtes au tournant des années 2010 et a publié dans la décennie qui a suivi des articles originaux sur la consommation éthique, la sécurité sanitaire des aliments et la valorisation du patrimoine régional (Klein 2009, 2013a, 2013b, 2018, 2020a, 2020b; Klein et Watson 2016).

Dans la province du Guangxi, l'Association des ami·es des paysan·nes a été à plusieurs reprises citée comme association pionnière du maintien de l'agriculture paysanne en Chine, notamment en termes de groupement d'achat de consommateur·rices (Si, Schumilas, et Scott 2015) sans en proposer d'analyse approfondie. Une chercheuse en développement rural a travaillé plus longtemps sur certaines coopératives qui fournissent les restaurants (L. Zhao et Develtere 2010; L. Zhao 2011, 2017). Elle adopte cependant une approche prospective relative à la mise en place des directives politiques centrales qui ne permet pas d'établir beaucoup de liens avec la recherche de thèse malgré des terrains partagés et la mobilisation de concepts communs, comme une « économie morale de l'alimentation » (L. Zhao 2018).

Ce retour très bref sur l'émergence et le traitement des systèmes alimentaires alternatifs et des circuits courts en Chine permet de souligner que les analyses sont toutes consacrées de près ou de loin à la perception de la confiance. Pour aller plus loin et penser la construction des dispositifs de confiance, nous nous appuyons sur la littérature des économies de la qualité et des singularités, et sur celles des formes d'encastrement politiques et sociaux des transactions marchandes.

III. A. 2. Économies de la qualité et des singularités :

III. A. 2. a. *Qualité et Singularités*

Depuis le début des années 1980, la sociologie économique française analyse les marchés en termes de construction sociale, dans une approche relationnelle de leur fonctionnement et des modes de coordination au-delà de l'information véhiculée par les prix de marché. Dans le prolongement de la sociologie des sciences et de l'innovation et de la sociologie des organisations, la construction sociale des marchés s'intéresse aux dispositifs concrets qui informent les actes marchands, notamment dans les incertitudes face à la qualité (Murdoch, Marsden, et Banks 2000; Musselin *et al.* 2002; Steiner 2005; Lazega 2013).

Le « tournant qualitatif » (*quality turn*) des circuits d'approvisionnement alimentaire est associé à des innovations institutionnelles comme la vente directe, les circuits courts, les circuits locaux, le renouveau de la légitimité des pratiques artisanales et des cuisines régionales (Goodman 2003; Goodman, Goodman, et DuPuis 2012). Dans le même temps, les nouvelles relations sociales et matérielles entre les pôles de production, de transformation, et de consommation témoignent de l'engagement de nombreux acteur·rices différenciées qui interagissent cependant principalement à travers des contrats informels (Ploeg et Renting 2004). Ce sont autant d'innovations sociales participant de la reformulation des dynamiques socio-économiques territoriales (Chiffolleau et Prévost 2012; Chiffolleau 2019).

Il s'agit, dans la pluralité des acteur·rices individuelles et institutionnelles redéfinies, de reformuler les conditions d'un contrat social autour de la confiance, de la sécurité et de la qualité. Les tensions autour de la norme qualitative s'inscrivent au cœur des réseaux de confiance des systèmes alimentaires alternatifs. La sécurité sanitaire des aliments y est assurée par une pluralité de normes de qualités redéfinies en opposition avec l'homogénéisation des produits selon des critères de standardisation dans l'industrie agroalimentaire. La recomposition des ajustements marchands passe alors par le traitement de l'hétérogénéité des produits et des manières de produire, dans une reconnaissance d'une pluralité des critères de qualité des aliments et des environnements (Dubuisson-Quellier 2003; Mallard 2012). Cette perspective engage une réflexion sur la qualité marchande comme construction sociale, organisationnelle et institutionnelle, et surtout comme résultat des négociations entre une pluralité d'acteur·rices en présence (Stanziani 2005).

Au centre des réflexions sur les nouvelles relations sociales entre les différents mondes des circuits alimentaires dits alternatifs se pose ainsi la question des négociations pour la

classification des biens, et des processus de qualification des produits (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000; Musselin *et al.* 2002) au cours de leur circulation – entre fabrication, transformation, distribution, consommation, recyclage.

Dans les espaces marchands caractérisés par l'innovation et l'indétermination, en cours d'institutionnalisation, et à défaut d'information publique, le lien marchand se construit sur la définition de la qualité au sein d'un réseau de confiance entre connaissances personnelles et impersonnelles (Karpik 1989, 1996, 2000). Dans le contexte d'incertitude produit par les scandales alimentaires répétés, les acteur·rices de ces marchés-réseaux engagent des processus de singularisation des biens comme autant de dispositifs de confiance (Karpik 2007, 2013). Les biens ordinaires sont en effet singularisés et requalifiés en fonction des parties en présence dans les agencements marchands. Ces processus entraînent dans le même temps la requalification des biens dans d'autres espaces marchands, au-delà des sphères d'interconnaissance personnelles et impersonnelles, et participent de l'institutionnalisation à la fois des espaces marchands et des dispositifs de jugement innovant (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2002; Callon 2012; Garçon 2012; Karpik 2013).

III. A. 2. b. Travail marchand et labels

Les processus de qualification et de singularisation soulignent le rôle central de l'intermédiation dans les échanges marchands (Chantelat et Vignal 2002). Les professionnel·les du marché font émerger des produits d'un « travail marchand » (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000) de mise en valeur, de construction de la confiance, de singularisation, etc. Ils effectuent un travail de mise en forme des singularités de l'offre et de la demande (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2006), par des formes de marketing et de packaging (Cochoy 1999, 2002; Laufer 2013), construisant des dispositifs de conduite de consommation (Dubuisson-Quellier, Gojard, et Plessz 2019), et participant tout autant à capter les publics que constitue la clientèle (Cochoy 2004). La sociologie des agencements marchands permet en particulier de saisir les formes d'attachement et de détachement des consommateur·rices aux produits (Callon et al. 2013).

Un des apports de la nouvelle sociologie économique (Steiner et Vatin 2013) qui est particulièrement important dans cette thèse est la compréhension des labels comme dispositifs marchands de singularisation (Rodet 2013). L'approche par les labels renouvelle la question du travail marchand, comme l'une des transformations récentes les plus remarquables de l'économie de marché (Laurent et Mallard 2020), notamment comme dispositifs de valorisation des produits (Loconto, Jimenez, et Vandecandelaere 2017; Loconto et Fouilleux 2019), instruments de politiques publiques et de la gouvernance dans le domaine de la santé (Bergeron,

Castel, et Dubuisson-Quellier 2014; Bergeron et al. 2020) ou comme outil de confusion des langages de la qualité marchande (Cochoy, Hagberg, et Kjellberg 2020).

III. A. 2. c. Entrepreneuriat et public d'un marché écologique

Parmi les professionnel·les du travail marchand, certain·es se spécialisent dans la mise en relation entre l'offre et la demande d'un marché écologique, voire agroécologique. Des « entrepreneur·ses écologiques » reconstituent des réseaux locaux et régionaux autour de l'agriculture paysanne et écologique par des combinaisons de stratégies pour la construction de la qualité et de la singularisation, mais aussi de fragmentation et de spécialisation des espaces de production (Marsden et Smith 2005). Dans certaines régions, comme dans les régions étudiées, les professionnel·les se font également entrepreneur·ses ethniques (Zalio 2013) en mobilisant les liens familiaux et claniques dans la mise en place des transactions.

L'aspect marchand des interactions est alors parfois relégué au second rang par les formes mêmes de qualification. L'entrepreneuriat sur les marchés agroécologiques est souvent caractérisé par un partage du temps de travail entre la distribution et la production. Les entrepreneur·ses marchandes sont également partiellement producteur·rices, en cela qu'iels pratiquent l'agriculture ou mettent en avant des liens forts avec les producteur·rices. Le travail marchand est cependant déjà présent dans les étapes de production, alors que celles-ci font l'objet d'une mise en scène de la ruralité, notamment par des images, photographies ou vidéos, diffusées dans une temporalité presque immédiate sur des plateformes numériques. Dans cette perspective, le travail marchand des entrepreneur·ses écologiques participe non seulement d'ajustements économiques, mais réinsère également comme arguments de vente dans l'espace marchand des économies politiques et morales inscrites dans leur environnement social particulier. La solidarité familiale ou les bifurcations géographiques, sociales et professionnelles deviennent elles-mêmes des éléments de qualification des produits (Dolci et Perrin 2017).

Les processus de captation des publics (Cochoy 2004), jouent ainsi sur des sentiments de proximité politique ou écologique attachés aux producteur·rices (Chiffolleau 2019). Dans un mouvement centripète, les publics des marchés écologiques se définissent également par des formes d'engagement, qui expriment, par l'acte d'achat, économique, une solidarité politique avec les producteur·rices (Chessel et Cochoy 2004). Les études sur la consommation engagée (Micheletti 2003; Balsiger 2017; Dubuisson-Quellier 2018; Dubuisson-Quellier, Gojard, et Plessz 2019) soulignent l'introduction des répertoires des mouvements sociaux sur les marchés (Balsiger 2009). La construction sociale de la consommation engagée (Montrieux 2021)

renvoie alors la question du travail marchand aux formes d'encastrement entre les transactions économiques et les échanges politiques et écologiques.

III. A. 3. Enchevêtrement et rapports d'échelle

III. A. 3. a. *Encastrement et réseaux*

Si la notion d'encastrement (*embeddedness*, *qianru* 嵌入) s'est imposée comme un concept central de la nouvelle sociologie économique (Granovetter 2000; Steiner 2005; Laville 2008), elle est surtout omniprésente dans la littérature sur les systèmes agroalimentaires alternatifs. En Chine comme ailleurs, elle est largement mobilisée pour analyser voire promouvoir l'institutionnalisation des espaces marchands émergents dans la lignée de politiques publiques modernisatrices (H. Yang 2013; Wu et Zhang 2019), et fait l'objet de controverses sur la mise en place des formes d'intégration des petits producteur·rices dans l'agriculture industrielle (Ye, Dou, et Zhang 2018; Guo 2020), dans une logique d'inclusion et de contrainte visant à permettre ou soutenir l'échange marchand (Le Velly 2007, 2017b; Cochoy 2012b). C'est notamment dans cette acception de l'encastrement que sont analysées les initiatives de circuits courts mises en place par les universités chinoises (Chen, Huang, et Liu 2011; Shi *et al.* 2011; Scott *et al.* 2018) et les coopératives soutenues par les organisations de développement (Chen 2013).

Le concept est cependant tout autant mobilisé pour comprendre les formes d'associations qui se créent avec et au-delà des échanges marchands institutionnalisés, dans une pluralité de réseaux sociaux et politiques (Winter 2003; Cochoy 2012a). Les collectifs de producteur·rices et consommateur·rices qui constituent les systèmes agroalimentaires chinois sont encadrés dans des réseaux sociaux interpersonnels, des cercles de relations (*guanxi quan* 关系圈) qui engagent des relations de confiance fondées sur la connaissance autant que fondées sur les émotions (Li Yanyan et Zhou 2018). Ces réseaux comprennent des groupes familiaux, des cercles religieux, des cercles autour d'un mode de vie, d'une forme d'éducation, etc., qui sont réunis et échangent autour des produits singularisés. Dans une perspective plus proche de la théorie de l'acteur-réseau (Akrich, Callon, et Latour 2006; Callon et Ferrary 2006; Le Velly 2017a), les transactions dans les systèmes agroalimentaires alternatifs consacrent des formes d'interactions hybrides, entre entités humaines, matérielles et naturelles et les échelles locales et globales (Le Velly et Dufeu 2016).

III. A. 3. b. *Activité collective et circulation entre les mondes*

À l'intersection de réseaux pluriels, les agencements marchands dans des sphères politiques, religieuses, médiatiques et numériques, soulignent que les mondes des systèmes

agroalimentaires alternatifs fonctionnent autant si ce n'est davantage comme une activité collective que comme un marché (Becker 2012). Les transactions y sont intrinsèquement liées, voire dépendantes des cercles familiaux, éducatifs et numériques qui permettent les échanges. Plus qu'un marché des produits agroécologiques encastrés dans les institutions politiques, universitaires et caritatives du développement durable, les mouvements pour une agroécologie sociale révèlent des réseaux enchevêtrés à l'intersection de mondes sociaux pluriels (Cefaï 2015).

Ce sont en partie les cercles non marchands, incarnés dans des institutions universitaires, caritatives, religieuses, qui établissent le lien entre des pratiques et savoirs isolés et extérieurs aux mondes universitaires et caritatifs, qui tissent la toile entre des espaces d'agriculture vivrière qui ne se seraient pas définis comme agroécologiques sans eux. Une des activités principales qui se dégage des agencements marchands, au-delà des processus d'institutionnalisation des formes économiques, c'est l'uniformisation d'un vocabulaire et d'une grammaire des motifs (Trom 2001; Mills 2017) de l'agroécologie et de l'écologisation (Wang Ximing 2015; Lamine 2017). L'accord sous un vocabulaire commun de l'écologie participe de l'encastrement politique, en ce que le vocabulaire de l'agroécologie notamment comporte une forte ambiguïté entre renouvellement des modèles productivistes et remise en cause de ces modèles (Compagnone, Lamine, et Dupre 2018) qui constitue en soi un instrument de gouvernance des initiatives plurielles. Il participe tout autant de formes de « désencastrement » (Le Velly 2007) dans la mesure où il fournit en même temps des clés pour se rattacher à d'autres formes institutionnelles, notamment les organisations de développement, qui se construisent avec, mais aussi contre, les institutions politiques nationales.

III. A. 3. c. Rapports d'échelles et internationalisation

Les institutions jouent ainsi un rôle essentiel dans le changement d'échelle entre des initiatives locales et les représentations nationales, voire des activités nationales et transnationales (Chiffolleau 2017). Le langage de l'agroécologie en particulier est un langage global, qui se retrouve dans des mouvements internationaux pour les luttes paysannes (Xu et Cheng 2017), dans d'autres politiques nationales (Lamine 2017; Lamine, Garçon, et Brunori 2019). Il est surtout global en ce qu'il circule à cette échelle, aussi bien dans des mouvements sociaux portés par des pays dits du sud (Lamine, Darnhofer, et Marsden 2019), du nord (Chiffolleau 2019) qu'entre les deux (J. Y. Zhang 2018; Fang, Qiu, et Zhou 2020). La « société civile » chinoise portant les mouvements pour une « bonne alimentation » partage ainsi le vocabulaire du « projet modernisateur » des autorités centrales en ce qu'il est lui-même construit avec des

politiques publiques et des délibérations civiles étrangères, notamment états-uniennes, et circulant entre les élites diplômées de pays du nord comme du sud (J. Y. Zhang 2018). Dans le même temps, l'analyse de la circulation du vocabulaire et de pratiques globales entre des sphères locales interroge également les contextes auxquels réagissent les mouvements sociaux. L'insertion ou le rejet des politiques de modernisation agricole en termes de « dépayssannisation » et de « repaysannisation » font elles-aussi l'objet de recherches croisées entre la Chine et d'autres pays ayant plus ou moins réalisé des processus de restructuration agricole (Zhou *et al.* 2018; Fang, Qiu, et Zhou 2020).

En étudiant le renouveau de l'agroécologie sous l'angle de la sociologie économique, la question de la confiance amène petit à petit à considérer le phénomène dans sa dimension internationale, comme construit à l'échelle globale par des acteur·rices institutionnelles en transactions économiques et symboliques réciproques. Cette perspective scientifique d'études des réseaux de transaction tend cependant à évincer la dimension locale et spécifique de ces circuits, ancrés et informés par l'histoire rurale nationale, ce qu'appréhende davantage la sociologie rurale.

III. B. Sociologie rurale

La sociologie rurale chinoise analyse depuis la réouverture de la discipline les transformations rurales à l'aune de la transition politico-économique, notamment à travers l'angle des « trois problèmes ruraux » (Wen Tiejun 2000, 2009) puis des relations urbaines-rurales (Wen Jun et Shen 2015). Récemment, une sociologie agricole se dessine avec l'objectif d'analyser plus précisément les transformations agraires sous quatre axes : (1) le développement rural et la lutte contre la pauvreté ; (2) le système foncier, la préservation des terres et les transferts de terre ; (3) les transformations agraires et les acteur·rices de l'exploitation agricole ; (4) la préservation de l'héritage de l'agroécologie, de la civilisation agraire et de la culture agricole (Xiong, Li, et He 2020). Le renouveau des circuits courts alimentaires en Chine s'inscrit pleinement dans cette réflexion sur les zones rurales et les transformations agraires, particulièrement en termes de développement rural, de droit foncier et de préservation d'un héritage agricole.

III. B. 1. Transformations agraires

III. B. 1. a. Sécurité alimentaire et transformations agraires

La thèse s'appuie l'histoire et la sociologie de l'industrialisation agricole à partir des politiques de réformes et d'ouverture pour aborder la question des transformations agraires. Le traitement des paysan·nes au cours de la révolution communiste puis dans la période de décollectivisation (Bianco 1968, 2007, 2016) introduit déjà l'idée de dépaysonnisation (Trappel 2016). L'effort industriel pour assurer la sécurité alimentaire de la population chinoise croissante se fait au détriment de la relation des producteur·rices aux parcelles qui leur sont allouées dans le modèle collectiviste (B. He 2007; McBeath et McBeath 2010; Schwoob 2018b). Au tournant du 21^e siècle, le passage de la garantie de la sécurité alimentaire nationale à l'ambition d'une modernisation rurale se fait également par le renforcement du capitalisme d'État dans les campagnes (Bergère 2007).

Les transformations agraires capitalistes effectuent au cours des trente dernières années une transition du droit de propriété (B. He 2007; Kan 2021), notamment par des transferts de terre des foyers ruraux à des entreprises d'exploitation à grande échelle (Ye 2015). Si les expropriations violentes existent, les transferts de terre se font plus souvent par des formes d'« expropriations douces » jouant à la fois sur les plans de l'autorité politique et de l'obligation morale (Xu et Fuller 2018). Alors que la terre demeure inaliénable et reste la propriété des collectivités territoriales, la redistribution des parcelles en proportion des résident·es laisse place à une cession des terres sous forme de location, ce qui permet une restructuration rurale par un remembrement des petites parcelles, ouvrant la voie à une « capitalisation agraire sans capitalisme » (H. Yan et Chen 2015). Comme dans certains contextes occidentaux de restructuration rurale (Whatmore, Munton, et Marsden 1990; Bernstein 2010; Deléage 2004, 2012), les politiques de modernisation chinoises sont appréhendées en termes de standardisation des pratiques, d'intégration verticale et de différenciation rurale (Q. F. Zhang et Donaldson 2010; H. Huang 2019).

III. B. 1. b. Élités et politiques publiques

La forme émergente de « capitalisme agraire avec des caractéristiques chinoises » (Q. F. Zhang et Donaldson 2008) transforme les relations de production au-delà de la propriété, en rendant possibles des formes de semi-prolétarianisation des travailleur·ses rurales, employées par les entreprises sur les terres de la collectivité qu'ils leur ont cédé (Gürel 2014; 2019). Dans le même temps, des élites agricoles sont définies par les directives centrales comme des « nouveaux sujets », interlocuteurs privilégiés entre les secteurs agricoles et politiques (Lingohr

2007; Schneider 2017; Trappel 2021). De ce « nouveau capitalisme » (Bergère 2013) émergent ainsi des figures d'entrepreneur·ses, « héros capitalistes » légitimés à la fois par des compétences de gestionnaires et par leurs relations avec les élites officielles (Guiheux 2012, 2015).

Elles portent et diffusent – « entraînent » (*daidong* 带动) selon le vocabulaire officiel (Trappel 2021) – les politiques publiques de modernisation. Plusieurs mots d'ordre reviennent aujourd'hui dans les espaces de production agricole, que la sociologie rurale chinoise s'attache à analyser dans leur mise en œuvre concrète comme dans une perspective prospective (Wang Xiaoyi 2018). La civilisation écologiste (*shengtai wenming* 生态文明) constituait le socle d'interprétation des innovations rurales dans les circuits courts alimentaires depuis le tournant du 21^e siècle, notamment en termes de relations entre humains, entre humains et non-humains, dans une coproduction harmonieuse (Xiao 2011; Li Peilin et Wang Xiaoyi 2013). Depuis quelques années, la thématique de la « revitalisation rurale » (*xiangcun zhenxing* 乡村振兴) occupe le devant de la scène politique, avec comme perspective principale la lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans les zones rurales par une intégration des économies paysannes dans l'économie de marché (Wang Xiaoyi 2018, 2019). La revitalisation rurale est considérée en 2018, 2021 et 2022 comme la priorité nationale portée par le premier document annuel du Comité central du Parti communiste chinois. Cet objectif économique et politique de « coproduction entre villes et campagnes » (*chengxiang gongsheng* 城乡共生) rejoint la directive plus générale de « prospérité commune » (*gongtong fuyu* 共同富裕) annoncée par le président Xi Jinping comme objectif national pour 2035 (Wang Chunguang 2018, 2021).

Les politiques de modernisation rurale ont également pour objectif de résoudre un autre problème social majeur en Chine, celui des migrations internes massives entre zones rurales et zones urbaines. Dans un contexte de fluctuation des vagues migratoires en fonction de crises économiques et environnementales (Roulleau-Berger 2020; Roulleau-Berger et Liu 2021), les politiques de civilisation écologique portent également un ensemble de directives en ce sens, pour prévenir le départ des résident·es de zones rurales ou favoriser leur retour par des incitations économiques (Li Peilin et Wang Xiaoyi 2013). Dans le même temps, le traitement environnemental des régions paupérisées, et la question de la pollution des entreprises de production à grande échelle deviennent des impondérables de la réussite sociale des directives centrales (Wang Xiaoyi 2014).

Le renouveau économique, les vagues migratoires de retour et la valorisation environnementale constituent autant d'éléments encouragés par les politiques publiques mais qui engendrent une réalité contrastée, notamment caractérisée par une stratification sociale de plus en plus marquée et par le cumul de plusieurs emplois en zone rurale (Wang Chunguang et Shan 2018). Les processus d'urbanisation font apparaître en Chine des formes hybrides de ruralité, comme les villages sans villageois ou les villages urbains (Li Peilin 2008; Wen et Wu 2017). Ces formes, ouvrant des espaces d'innovation commerciale numérique ou de retour à la terre, sont parfois définies comme « nouvelle ruralité » (Wen et Wu 2017; Wang Xingzhou 2019; Sun Ping 2021). Dans ce contexte d'incertitude et de temporalité compressée (Beck 2008; Kyung-Sup Chang 2010; Roulleau-Berger 2017b), le retour à la terre de néo-paysans (Du 2015) et la promotion de circuits courts reliant des fermes agroécologiques aux centres urbains par des canaux numériques (Chen Lili *et al.* 2012; Chen et Tan 2018; Qiu et Huang 2021) sont perçues à la fois comme des moyens de moderniser les espaces de production et de rétablir une présence politique par l'installation d'élites commerciales.

III. B. 1. c. Construction théorique des AFN à partir de l'expérience des coopératives

Fortes du soutien des directives sur les trois problèmes ruraux et la revitalisation rurale, deux directions théoriques et pratiques sont adoptées par la sociologie rurale chinoise sur le renouveau des petites exploitations agricoles : la première en termes de développement rural par l'action concertée avec des coopératives agricoles « spécialisées » et la seconde en termes de nouvelle reconstruction rurale pour la mise en place de coopératives agricoles « intégrales ».

Le premier des deux termes construit une analyse de la situation rurale sur les bases théoriques des directives politiques (Wang Xiaoyi 2014; Wang Chunguang 2018). Le terme de développement rural est récurrent pour analyser les effets sociaux des politiques agricoles sur les structures de production et sur les formes de coopérations (H. Yang 2013, 2016). Des coopératives agricoles « spécialisées », statut promu par les directives politiques en particulier à partir de 2007, sont mises en place et accompagnées par des organismes de recherche dans des démarches de recherche-action sur la production à petite échelle. La professeuse Song Yiqing a notamment beaucoup publié sur différentes expérimentations agricoles en collaboration entre l'Académie chinoises des sciences (Chinese Academy of Sciences) et de telles coopératives (Song 1998; Song et Vernooy 2010a, 2010b; Song et al. 2014). Parmi les expérimentations ayant eu lieu dans le Guangxi, certaines ont directement porté sur des coopératives étudiées dans la thèse (Song et al. 2014). La chercheuse Yang Huan a notamment rédigé sa thèse en sociologie du développement rural sur les différentes formes de coopératives

spécialisées dans le cadre des politiques de modernisation (H. Yang 2013) avant de diriger ses recherches vers les systèmes agroalimentaires alternatifs (H. Yang 2016; Yang et Wang 2017; H. Yang, Vernooij, et Leeuwis 2018).

Une autre direction de recherche est celle adoptée par les défenseur·ses de la reconstruction rurale (*xiangcun jianshe* 乡村建设) et des coopératives intégrales (*zonghexing hezuoshe* 综合性合作社). Proposée dans le prolongement des réflexions du chercheur Wen Tiejun sur les trois problèmes ruraux à la fin des années 1990 (Wen Tiejun 2000), un courant de recherche-action concurrent au développement rural s'est développé à la fin du 20^e siècle (Wen et Pan 2018). Acceptant le retour à une production par foyer rural et l'insertion dans l'économie portés par les réformes des années 1980 et 1990, le mouvement de reconstruction rurale tendait à promouvoir la coopération rurale comme une protection au sein de et contre les dynamiques complices entre l'État et le marché (Guo 2013; H. Yan, Bun, et Xu 2020). Contrairement à la logique institutionnelle du développement rural, la reconstruction rurale promouvait l'autogestion des paysan·nes productrices dans des coopératives intégrales, afin de se prémunir localement contre les logiques industrielles de transferts de terre (B. He 2007). Dans le prolongement de ce mouvement, de nombreuses études ont également montré les contradictions des coopératives spécialisées (Hu, Zhang, et Donaldson 2017) mais également des coopératives intégrales (Hale 2013).

À partir de la fin des années 2000, les directives du gouvernement central se sont davantage tournées vers le marché et le développement, mettant un terme aux espoirs de réformes inspirées de la reconstruction rurale. De nombreux·ses universitaires militantes de la reconstruction rurale se sont reconverties dans les réseaux agroalimentaires alternatifs (H. Yan, Bun, et Xu 2020). S'éloignant de préoccupations portant proprement sur les relations sociales rurales, la recherche autour des réseaux alimentaires se retrouve davantage en adéquation avec les préoccupations du gouvernement pour la consommation, analysant essentiellement les actions d'une élite urbaine au détriment des relations sociales de production (Lammer 2017; Day et Schneider 2018). Dans cette perspective, les systèmes agroalimentaires alternatifs sont en partie une recomposition policée d'acteurs et d'actrices du développement rural et de la recomposition rurale autour de préoccupations urbaines.

III. B. 2. Lien social

III. B. 2. a. *Paysan·nes et espace local*

L'origine en grande partie universitaire des acteur·rices de l'agroécologie marchande et l'évolution politique du rapport à la terre expliquent partiellement le manque flagrant d'études sur l'inscription locale des circuits courts alimentaires en zones rurales. Mises à part les recherches sur les coopératives agricoles, qui analysent les expériences et donnent la parole aux producteur·rices, la littérature des AFN chinois se consacre presque exclusivement à la relation entre des consommateur·rices et les intermédiaires marchand·es.

Le terme de « paysan·ne » (*nongmin* 农民) est progressivement décrié à travers les réformes agraires de la seconde moitié du 20^e siècle. Dans le contexte des scandales sanitaires, les paysan·nes sont désignées responsables des crises alimentaires (Schneider 2015). En termes de production, les paysan·nes sont remplacées en tant qu'acteur·rices économiques par les élites désignées « nouveaux sujets de l'agriculture » (Q. F. Zhang et Donaldson 2010). Au cours du processus de dépayannisation, les « paysan·nes » deviennent uniquement des « résident·es rurales » et perdent le statut et la capacité d'organisation de classe sociale qui les caractérisaient comme force communiste majeure jusqu'aux politiques de réforme et d'ouverture (Sargeson 2016).

La notion de « petit paysan·ne » (*xiaonong* 小农) ou petit foyer paysan (*xiaononghu* 小农户) réapparaît depuis une dizaine d'années aussi bien dans le vocabulaire universitaire en études rurales (Ploeg 2014b; Chen Junya 2019) que dans le vocabulaire militant – en soutien ou critique de la revitalisation rurale (He Xuefeng 2013). Si ce vocabulaire est mobilisé également dans la littérature sur les circuits courts chinois (Feng et Zhao 2014; Yang et Wang 2017), les questions de leur sociabilité locale, des relations entre eux et les intermédiaires ou les consommateur·rices en visite, la perception de leur production singularisée par le travail marchand font majoritairement défaut aux enquêtes actuelles.

III. B. 2. b. *Sociabilités et lien social*

Lorsqu'elles sont parfois abordées dans les enquêtes sur les circuits courts, les sociabilités rurales sont souvent imprégnées d'un héritage traditionaliste. Elles évoquent des « communautés » rurales sans en définir les tissus de relations familiales, politiques, économiques, culturelles, etc. (Xu et Fuller 2018) ou se concentrent sur la famille rurale comme une « unité économique fondamentale » (Chen Junya 2019). Davantage encore, de nombreuses enquêtes portant sur des terrains pékinois, les rares évocations de paysan·nes productrices sont

dénuées d'analyse des spécificités de l'espace local ou de la localisation différenciée des groupes sociaux sur le territoire (Laferté 2014). Elles ne mobilisent pas non plus les stratégies de développement endogènes dont se saisissent les paysan·nes impliquées dans les circuits courts alimentaires (Zhang Wenming et Zhang Zhimin 2018). Un apport de la thèse qui pourrait intéresser la sociologie des circuits courts alimentaires chinois est de travailler plus finement sur les différentes sociabilités, qu'elles soient professionnelles, amicales (Amsellem-Mainguy 2021; Coquard 2019) ou politiques (Antoine et Mischi 2008). Dans une perspective d'espaces interactionnels (Bruneau *et al.* 2018), les différences sociales entre les intermédiaires marchand·es originaires ou non des lieux de production se comprennent autant à travers l'appréhension d'un capital d'autochtonie (Renahy 2010) que par des compétences organisationnelles.

La notion de lien social (*shehui lianjie* 社会链接), si elle est présente dans le vocabulaire associatif, est absente des travaux universitaires chinois qui préfèrent l'approche par les relations sociales interpersonnelles (*shehui guanxi* 社会关系) (Chen Weiping 2013; Feng et Zhao 2014; Li Yanyan et Zhou 2018). Cette deuxième approche néglige un aspect de l'analyse des circuits courts abordés par le lien social (Chiffolleau 2012; 2019) en ce qu'elle analyse comment les relations marchandes prennent forme mais ne rend pas compte de ce qui se passe dans le lien marchand au-delà de l'aspect économique (Cochoy 2012b), ou uniquement selon la perception qu'en ont les consommateur·rices urbaines aisées.

III. B. 2. c. Entre soi diplômé, communautés spirituelles et interconnaissances numériques

De rares travaux soulignent certaines sociabilités cependant. Les caractéristiques des intermédiaires marchand·es comme diplômé·es et mobilisant des compétences de gestion sont soulignées dans la définition de « néo-paysan·nes » (Du 2015; Guo 2020). Les articles publiés par certain·es d'entre eux dans les revues militantes comme celle de l'organisation hongkongaise PCD, *Fragrances d'une terre voisine*, soulignent également la vision romanesque que les stagiaires diplômé·es ont de la vie rurale et dépeignent en creux la différenciation sociale reproduite entre producteur·rices et intermédiaires de l'agroécologie.

Une autre sociabilité, religieuse, est l'objet d'un travail de J. Klein sur les restaurants bouddhistes de Kunming dans le Yunnan (Klein 2017). La dimension spirituelle qui constitue certaines communautés – bouddhistes et protestantes sur les terrains étudiés – peut ainsi être analysée à l'aune de la construction historique des mouvements pour une consommation ou une

production non industrielle (Gervais 2016), ou à travers une réflexion sur la transmission d'un patrimoine spirituel et ritualisé associé aux pratiques agricoles (Kikuchi 2015).

Enfin, la thèse s'intéresse également davantage que ce qui a été fait jusqu'à présent à la construction des interconnaissances numériques, notamment par la plateforme Wechat. Un des éléments de définition des « néo-paysan·nes » est leur maîtrise des outils numériques pour la constitution de réseaux de confiance (Du 2015). Les groupes de discussion en ligne deviennent un instrument privilégié de la mise en scène du circuit court entre producteur·rices et consommateur·rice (Chen et Tan 2018), alors que la numérisation des transactions bouleverse les liens marchands et les formes de la consommation (Cochoy et al. 2019). Au-delà de cette relation directe numérique, des fermes fonctionnent également entièrement sur une connexion ludique entre des consommateur·rices connectées ayant un accès virtuel à un carré maraîcher et des producteur·rices qui s'en occupent matériellement (Yang et Wang 2017). Si la dimension numérique des circuits courts alimentaires chinois est présente dans la plupart des travaux sur la question, elle n'est cependant pas encore analysée comme un phénomène complexe à part entière.

III. B. 3. Production alimentaire et diversification des activités

III. B. 3. a. Alimentation

Dans une certaine mesure, la thèse s'inspire également de la sociologie et de l'anthropologie de l'alimentation. Dans une certaine mesure uniquement, parce que la thèse ne place pas les mangeur·ses au centre de l'analyse – comme elle ne s'inscrit pas non plus directement dans une sociologie de la consommation – mais s'appuie sur la transmission et la valorisation de pratiques alimentaires par les liens marchands. L'analyse des relations de circuits courts et particulièrement de distribution au sein de restaurants de produits paysans pose la question d'un espace social alimentaire (Poulain 2017a; 2017b) élargi dans des sphères publiques ou semi-privées. À travers les dispositifs marchands se façonne la manière dont les mangeur·ses donnent du sens à l'acte de manger et constituent un « nous » plus ou moins éphémère en fonction des espaces et des relations tissées (Corbeau 2005).

L'alimentation en Chine constitue en elle-même un champ scientifique avec sa bibliographie et son historiographie (Kwang-chih Chang 1977; Anderson 1988, 2014; Guo Yuhua 2006; Jia et Wang 2009; Sabban 2012; Day et Schneider 2015; Augustin-Jean et Poulain 2019; J. A. Klein 2020a). Dans un contexte de migrations et de transformations rurales accélérées, voire de modernité compressée (Kyung-Sup Chang 2010) y compris en zone rurale, l'analyse des

manières de table dans les espaces de production alimentaire offre de repenser les liens sociaux par le sens apporté à la nourriture et à la localité (Oxfeld 2017). Ce que l'on mange et la manière dont on le fait sont ainsi repensés par la mise en relation entre des espaces alimentaires différenciés, qui interrogent l'appréhension éthique de ce que l'on peut manger, sauvage (Théry 2021), élevé localement ou industriellement (Q. F. Zhang et Hu 2021), mis en valeur dans l'espace politico-médiatique (Rui 2018) ou sur un marché global (D. Y. H. Wu et Cheung 2002).

III. B. 3. b. Travail agricole

L'approche par les pratiques alimentaires dans les études sur les circuits courts chinois est complétée par une approche par les pratiques agricoles locales. Les controverses sur la conception du travail agricole font partie des points négligés, voire impensés des analyses en termes de réseaux régionaux ou nationaux. La manière de faire conditionne cependant la manière de consommer, c'est en tout cas une idée portée par certaines initiatives, qui se réfèrent à une conception du système alimentaire comprenant le travail de production comme les modes de consommation (Berry 2018). Dans cette perspective de « système alimentaire » englobant (Goody 1982), le rapport à l'élevage (Porcher 2003, 2014) au maraîchage, ou au jardin potager (Larbey 2013) définit la relation non seulement au travail, mais également à l'information transmise dans la mise en distribution des produits.

Ainsi, la littérature sur la notion même de circuits alternatifs ne permet pas complètement d'appréhender en quoi l'alternative ne porte pas tant, ou pas uniquement, sur les modes de distribution que sur les modes de production. La thèse interroge alors cette notion à travers les questions d'individualisation du travail d'agriculteur·rice (Nicourt 2013), d'autonomie dans le travail (De Terssac 2012) sur de petites exploitations familiales ou des relations entre travail de la terre et environnement (R. Larrère 2002).

III. B. 3. c. Tradition, patrimoine et terroir

À la jonction entre les pratiques alimentaires et le travail agricole, le travail de valorisation de patrimoines et de terroirs constitue un domaine des sociologies rurales ou de l'alimentation qui n'est pas souvent appréhendé par la littérature sur les circuits courts chinois. Cet aspect constitue pourtant un des éléments récurrents du travail marchand effectué dans la mise en place de ces circuits en dehors de la zone pékinoise.

Le travail de qualification des produits ordinaires passe en partie par leur inscription dans des traditions plus ou moins anciennes, plus ou moins inventées ou réinventées pour pallier les transformations sociales de la modernisation (Hobsbawm 1995). Des coutumes de pisciculture,

d'élevage et de riziculture en commun sont par exemple mises en avant comme arguments de vente du riz, de la viande et des poissons, qui révèlent des processus de « glocalisation », où le global – notamment en termes de marketing – vient influencer les pratiques locales (Kikuchi 2015). Par des processus d'amplification liés à l'activité marchande, des cultures populaires et paysannes sont définies depuis les savoir-faire jusqu'aux outils et à l'architecture, puis de l'immatériel et du matériel au vivant lui-même (Derèze 2005). Le travail de qualification passe ainsi par une patrimonialisation des pratiques spécifiques, associées localement à des environnements, qui deviennent l'objet d'échanges à une échelle nationale, voire transnationale (Tibère et Bessière 2011). Dans un processus concomitant, le patrimoine est également l'objet de politiques de régulation sur les territoires (Oakes 2013), dans des pratiques de mise en tourisme de la nature et de la terre naturelle et comme du « terreux » (*tu 土*) (Park 2014; Klein 2020a). La patrimonialisation passe ainsi par une instrumentalisation politique du paysage, sous la forme de la transformation de l'habitat et des pratiques agricoles à l'origine de la démarche patrimoniale (Guyader 2009, 2020; Taunay 2009; Taunay et Violier 2011; Gauché 2017) alors que le tourisme dans des zones pensées comme naturelles en Chine ne s'accompagne pas tant d'une attention à sa préservation comme cela a pu être étudié en France (Hagimont 2017a, 2017b), mais plutôt d'une bétonnisation permettant un accès généralisé aux sites préservés, y compris dans le cas de l'agrotourisme.

Dans une perspective de promotion de patrimoines locaux, c'est la notion de terroir qui intéresse le plus la qualification dans les circuits courts alimentaires. Si, dans une approche proche de celle des systèmes alimentaires englobants, la notion permet d'établir le lien entre les pratiques de production et celles de consommation, comme entre l'environnement naturel et l'environnement social (Bertrand 1979), la spécificité de produits territorialisés est également directement mobilisée comme élément de promotion et de distinction de biens ordinaires (Li Man 2018) et de gastronomisation des cuisines de terroir (Poulain 2011). La qualification de produits comme spécifiques est associée à leur singularisation sur un marché-réseau de confiance et étendue par les technologies numériques au-delà des espaces de production et de disponibilité régionaux (Amilien et Holt 2007; Tregear *et al.* 2007). Le terroir devient alors également un élément à enseigner aux producteurs-rices elleux-mêmes pour valoriser les produits (Rogers 2013). Des labels de régulation des terroirs émergent localement pour assurer le contrôle des qualités mises en avant, dans un processus de traduction de la nature, qui participent à définir, mais aussi à figer les pratiques agricoles et alimentaires associées (Barham 2003). Elles donnent parfois lieu à de nouvelles pratiques marchandes qui se font aux dépens

des produits eux-mêmes (Lotti 2010; Deléage 2014), voire à des formes de muséification des pratiques qui portent atteinte aux activités et aux sociabilités locales qui en sont à l'origine (Bowen et De Master 2011).

Dans un contexte de dépaysement, les circuits courts alimentaires s'inscrivent donc dans une démarche de réappropriation des terres et du travail paysan. Dans cette perspective, le retour à la terre est tout autant une démarche éthique à travers laquelle le lien social est un lien politique. La pluralité des circuits courts alimentaires chinois se construit à partir de cercles d'échanges et de controverses autour de visions du monde. Entre espaces marchands, espaces de délibération et tentatives de mobilisations par la consommation, les réseaux de transactions ouvrent des arènes publiques, faisant de l'alimentation un problème public au cœur des manières de vivre ensemble.

III. C. Sociologie politique

III. C. 1. Éthique et transmission des normes

III. C. 1. a. Visions du monde et valeurs

Les réseaux alternatifs se retrouvent de manière consensuelle derrière des préoccupations écologiques. La littérature sur les circuits courts rappelle un ensemble de valeurs partagées, davantage comme un mantra d'appartenance à une élite intellectuelle écologiste que par la description détaillée de leur application pratique (Tan et Du 2015, 2010).

Si la notion d'éthique (Weber 2004) est peu présente nommément dans la construction des circuits courts comme objet sociologique, la thèse la mobilise cependant pour comprendre les tissus de relations établis à travers et entre les différentes étapes des systèmes alimentaires (Berry 2018; Shu 2020a, 2020b). Elle l'appréhende notamment à travers l'idée d'enrichissement de l'expérience (Bedon 2017). La thèse propose d'élaborer plus avant l'idée d'éthique alimentaire (Coutellec et Pierron 2017) en s'appuyant à la fois sur les visions du monde, les valeurs et les critères pratiques définis par différentes organisations des cercles de l'agroécologie et qui s'expliquent en termes de conduites et d'interactions avec l'environnement (Quéré 2017). Dans cette perspective, les sociologies de l'environnement francophones et sinophones ouvrent également la voie à des analyses relationnelles (Boudes

2006; Hong Dayong 2014; Chen Zhanjiang 2017; Fan 2018) qui rejoignent parfois la sociologie des sciences et des techniques (Akrich, Callon, et Latour 2006).

Les formes de retour à la terre de personnes diplômées laissent ainsi apparaître des conflits de valeurs, qui manifestent la rencontre d'expériences différenciées souvent liées à des déplacements sociaux (Paranthoën 2014, 2016). Dans un contexte de revalorisation à travers les circuits courts de l'agriculture de subsistance et d'une économie paysanne chez les populations des montagnes, le choix de l'adoption et de la diffusion de « valeurs agripaysannes » (Lignerès 2015) par les intermédiaires marchandes constitue également une démarche de qualification de pratiques locales vers des publics à l'échelle nationale. Dans l'autre sens, des valeurs diffusées à l'échelle globale sont également adoptées et adaptées aux contextes locaux, par la double transformation des idées circulant entre les échelles et des pratiques auxquelles elles s'appliquent. Une éthique du « slow » ou du « durable » aux contours mouvants se diffuse ainsi en Chine, comme ailleurs dans le monde (Diestchy 2016).

III. C. 1. b. Autonomie et souveraineté alimentaire

Concept difficilement appréhendé par la sociologie (De Terssac 2012), l'autonomie constitue une des valeurs et des expériences construites et diffusées dans les cercles de l'agroécologie chinoise. Deux visions de l'autonomie se rencontrent. D'abord, celle de petits paysan·nes autonomes vis-à-vis de la production industrielle et des intrants chimiques parce que n'ayant pas encore été inclus dans les politiques modernisatrices (Chen Junya 2019). Cette autonomie est négociée par des formes d'associations informelles entre foyers ruraux (Ye, Dou, et Zhang 2018) et dans le maintien de formes économiques fondées sur des ressources locales et un développement endogène (Zhang Wenming et Zhang Zhimin 2018). Les économies paysannes autonomes sont néanmoins considérées comme les mauvaises élèves du développement rural, davantage en termes de survie qu'en termes de résilience, et appelées à passer d'une rationalité de subsistance à une rationalité sociétale (Wen Jun 2001).

Deuxièmement, une vision de l'autonomie en partie inspirée de l'autonomie écosystémique de l'agriculture naturelle (Fukuoka 2015) est portée par les néo-paysan·nes retournées à la terre. Celle-ci renvoie à la construction de fermes agroécologiques autonomes en termes de cultures, mais s'appuie souvent sur un capital économique extérieur aux cultures fermières (Du 2015), voire sur des subventions directes ou indirectes des politiques de revitalisation rurale. Tout en promouvant l'autonomie des espaces de production, certaines coopératives agricoles reproduisent également en leur sein des formes d'exploitation hétéronomes propres à l'économie de marché (Hale 2013; Gürel 2014).

Entre ces deux expériences de l'autonomie, une littérature issue du travail social est également consacrée à l'autonomisation (*empowerment*, *nengli jianshe* 能力建设) par des coopérations entre associations, programmes universitaires et petites exploitations agricoles (Zhang Heqing, Yang, et Gu 2008; Song et Vernooy 2010; Zhang Heqing et Yang Xicong 2016).

Une autre thématique proche de l'autonomie des espaces de production, celle de la souveraineté alimentaire, apparaît de manière très récente dans la littérature chinoise. À ce propos également, la thèse n'adopte pas le point de vue de la souveraineté des consommateur·rices, ni de leur expérience des choix de consommation. Nous observons cependant au cours des terrains une forme de souveraineté acquise grâce aux circuits courts dans un contexte d'incertitude vis-à-vis de l'alimentation industrielle qui, en Chine également, tend à laisser place à des formes de gouvernance par la consommation (Dubuisson-Quellier 2008). La souveraineté alimentaire comme valeur et moyen d'action pour une autonomie paysanne (Bernstein 2014) est encore considérée dans certains cercles de recherche comme un « concept entièrement nouveau en sciences politiques » (Xu Chen et Cheng 2017) et rarement mobilisé y compris par les associations militantes pro-paysanne de Chine continentale. Elle est pourtant importée et adaptée au contexte chinois au début des années 2010 par un mouvement populaire pour la souveraineté alimentaire en Chine (Yan, Bun, et Xu 2020), dans la lignée du mouvement paysan international La Via Campesina (Thivet 2012, 2015). La souveraineté alimentaire est également considérée comme un des fondements de l'agroécologie dès l'un des premiers ouvrages de références sur le renouveau chinois des circuits courts alimentaires (Zhou *et al.* 2016). En parallèle, la notion de souveraineté des semences a essaimé à partir d'organisations pékinoises et hongkongaise dans ces mêmes réseaux (Xu 2020).

III. C. 1. c. Grammaires de l'écologie et cadres de l'expérience

La transmission des valeurs et des visions du monde passe par la construction d'un vocabulaire commun. La reprise et la valorisation de grandes thématiques comme l'autonomie, la souveraineté, le « slow », se font dans les cercles de l'agroécologie chinoise en référence à des mouvements internationaux – respectivement les *Community-Supported Agriculture* et *Teikei*, La Via Campesina, Slow Food. À travers la circulation de concepts transnationaux portés par des élites culturelles (J. Y. Zhang 2018), les cercles des circuits courts alimentaires construisent un réseau unifié, avec ses processus normatifs et ses grammaires de mobilisation (Trom 2001). Comme pour le terme de « population indigène » imposé par l'action d'organisations internationales environnementales (Hathaway 2016) ou certaines formes de luttes contre la pauvreté mise en pratiques par des organisations internationales de développement (Liu Yuan

2016), les savoirs et les pratiques de l'agroécologie circulent et sont redéfinis par des canaux institutionnels internationaux (Compagnone, Lamine, et Dupre 2018; Lamine, Garçon, et Brunori 2019; Loconto et Fouilleux 2019). À l'instar de La Via Campesina, les relations de confrontation permettent parfois de négocier une participation institutionnelle dans les organisations politiques internationales (Thivet 2021), qui accélère d'autant la diffusion des grammaires de mobilisation. À contre-courant de l'adoption majoritaire de concepts étrangers sans réalité empirique dans les cercles des circuits courts chinois, l'appréhension sociologique de certaines pratiques agroécologiques atteste d'une indigénisation des sciences sociales à partir de ces transformations contemporaines (Hong Dayong 2014; Zhou *et al.* 2016; He Xuefeng 2020).

La transmission et la reconstruction des vocabulaires à l'échelle internationale participe à définir les cadres de l'expérience à l'échelle locale (Goffman 1991). La mise en forme des circuits courts alimentaires chinois comme activité collective s'inspire de cadres de mobilisation étrangers, transmis par les canaux universitaires ou les organisations internationales – de développement, environnementale, politique (J. Y. Zhang 2018). Les cadres locaux s'alignent sur les cadres internationaux, qui s'imposent comme référentiels de compréhension des expériences locales, tout en étant en retour modulés par les pratiques des acteur·rices (Benford et Snow 2012; Snow *et al.* 2014).

III. C. 2. Mobilisations locales et reconnaissance sociale

III. C. 2. a. Carrières et institutionnalisation

La compréhension des cadres de l'expérience se fait également à travers l'analyse de carrières de jeunes retourné·es, à partir de séquences récurrentes (Goffman 1968; Hughes 1958; Becker 2013). L'étude des circulations migratoires, universitaires et institutionnelles des entrepreneur·ses de l'agroécologie souligne des ruptures à la fois par rapport à la représentation des entrepreneur·ses dans les cadres alignés sur les modèles internationaux et par rapport aux discours sur soi des enquêté·es. La notion de carrière, s'inscrivant dans un régime d'objectivation propre à la sociologie interactionniste (Darmon 2008), permet d'appréhender les phénomènes de retour à la terre à la fois selon les expériences des acteur·rices et par l'analyse des cadres de mobilisation.

C'est notamment par la circulation de ceux-ci que s'institutionnalisent les sphères de l'agroécologie chinoise. Les déplacements à la fois géographiques et sociaux rendent visible un travail institutionnel de création et de mise en place de nouvelles règles (Lanciano et Saleilles

2011). Entre les séquences des carrières écologiques, chaque étape de circulation entraîne la diffusion des règles des espaces locaux précédemment traversés et l'adaptation et la modulation des cadres (Collovald *et al.* 2002). Les processus d'institutionnalisation posent dans le même temps une double question : celle de la conventionnalisation des valeurs portées par les initiatives agroécologiques dans leur établissement marchand et politique (Buck, Getz, et Guthman 1997; Lamine, Egon, et Bui 2016), et celle des formes d'engagements localisés qui se développent en interaction avec les structures nationales et transnationales (Bruneau 2004, 2006).

III. C. 2. b. Une approche structurelle de l'action collective

La question du maintien des valeurs ou de la contestation par les réseaux de circuits courts s'inscrit alors dans une littérature approfondie sur les formes de protestations et de mobilisations environnementales. Une majorité de sociologues chinois·es privilégient une analyse structurelle des mobilisations collectives (Liu Neng 2009b). Iels envisagent ces dernières, y compris lorsqu'elles concernent l'environnement, en termes d'opposition entre l'action d'une autorité politique, locale ou centrale, et un groupe revendicatif s'exprimant à travers des modalités informelles ou violentes. Selon Liu Neng (2009a), cet antagonisme constitue une constante de l'histoire sociale des quarante dernières années. Dans cette optique, l'analyse des mobilisations collectives environnementales se concentre sur l'application des politiques concernées, faisant appel au vocabulaire de la gouvernance. Les notions d'actions « contraignantes » ou « coercitives » qui renvoient à la responsabilité étatique sont mobilisées (Luo 2011 en référence à Olson 1968). Au-delà, ce sont l'évolution des réglementations juridiques et leur traitement médiatique qui sont interrogés (G. Yang et Calhoun 2007; Xie 2009; Ran 2013). Ainsi, l'essentiel de la littérature se concentre sur la question du rôle de l'État dans la protection de l'environnement et dans le règlement des conflits sociaux et sur celle de la légalité des revendications et des mobilisations.

III. C. 2. c. Protestations et mobilisations environnementales

En opposition à la perspective structurelle, certaines coopérations entre des chercheur·ses chinoises et étrangères aboutissent à une littérature fondée sur des études ethnographiques autour de l'association et de la protestation en Chine. Les chercheur·ses du centre sur l'Asie orientale de l'université Berkeley proposent un ensemble de réflexions sur ce que signifie revendiquer dans la Chine contemporaine et sur les formes que prennent ces revendications (O'Brien 2008). Rachel Stern (2010) soulève particulièrement la question des contentieux liés

à l'écologie. Elle y rejoint les analyses sur la citoyenneté (Roy et Ong 2011), décrivant des processus de redéfinition des droits individuels en fonction de situations rencontrées.

Prenant comme point de départ les mobilisations populaires éparses, notamment autour de la question de l'accès à la terre, la notion de « résistance légitime » (O'Brien et Li 2006; O'Brien 2013) tente de penser les légitimités des mobilisations collectives à travers le prisme de la revendication directe des citoyen·nes à l'autorité politique de l'échelon supérieur. La littérature sur les expropriations et les transferts de terre rejoint la notion de justice foncière mobilisée aux États-Unis (Holt Giménez et Shattuck 2011), à Hong Kong et à Taïwan (*Land Justice ; tudi zhengyi* 土地正义). Elle rappelle également celle de justice alimentaire (Gottlieb et Joshi 2010; Hochedez et Le Gall 2016) qui appréhende les questions de justice sociale à travers le prisme intersectionnel de l'accès à la terre et du droit fondamental à choisir son alimentation. La question alimentaire en particulier soulève des interrogations sur les normes et la légitimité dans la Chine contemporaine (Thireau et Hua 2007), et les possibilités d'action par les canaux institutionnels comme les Bureaux des Lettres et Visites (Thireau et Hua 2010) et les collectifs villageois (Thireau et Wang 2001; Kan 2016), ou associatifs (Thireau 2013; Y. Zhang 2020). Qu'ils prennent forme au sein d'institutions gouvernementales ou bien à travers des mouvements individuels ou associatifs, des espaces ouvrent de nouvelles voies à une parole considérée comme légitime. Jouant sur la fragmentation des institutions de l'autoritarisme, des entrepreneur·ses politiques participent d'une pluralisation des processus de fabrication des politiques publiques (Mertha 2009).

Pourtant, si la littérature sur la légitimité des espaces de parole se densifie peu à peu, peu de travaux posent le problème en termes d'interactions entre individus et organisations et de formation d'acteurs collectifs, en analysant les « compétences » de résistance partagées (Bessin et Roulleau-Berger 2002). Zhang Jing (2015) traite la question de l'espace public dans cette optique. Elle analyse dans une perspective de sociologie politique l'évolution des canaux qui permettent en Chine à l'individu·e de s'inscrire dans un groupe social défini et questionne les modes de publicisation de ce processus. Le concept d'« espaces intermédiaires » est repensé en Chine pour questionner ces espaces de lien social (Roulleau-Berger 2003, 2011, 2016). Les mobilisations environnementales et les espaces de protestations fonctionnent également sur la rencontre et l'action collective entre des individu·es qui ne se reconnaissent pas dans les institutions politiques et économiques et d'autres à qui ces dernières confèrent une identité sociale légitime. Les collaborations internationales soulignent les continuités entre les espaces sociaux dans différents contextes nationaux, montrant une approche de plus en plus humanitaire

des « groupes vulnérables » en Chine comme en Europe (Rouilleau-Berger 2016; Li Peilin et Rouilleau-Berger 2016), assurée notamment par des organisations de développement (Collovald *et al.* 2002).

III. C. 3. Arènes et fluctuations de l'espace public

III. C. 3. a. Consommation éthique et citoyenneté

Les espaces de parole et les espaces intermédiaires participent à définir les questions alimentaires comme des problèmes publics. Dans la lignée des analyses en termes de citoyenneté et de démocratie alimentaire (Hassanein 2003; Renting, Schermer, et Rossi 2012; Hatanaka 2020) et en termes de consommation engagée, entre éducation des consommateur·rices et clarification des cadres de régulation (Chessel et Cochoy 2004; Dubuisson-Quellier, Lamine, et Velly 2011; Chessel et Dubuisson-Quellier 2019), les questionnements agroalimentaires et les agencements marchands participent en Chine à l'essor d'une « sphère publique verte » (Geall et Ely 2019).

Deux processus essentiels se situent au cœur de cette articulation entre échanges économiques et engagements politiques : la négociation de l'ordre social d'une part (Strauss 1992), la définition de ces objets comme activités collectives de l'autre (Becker 2012). Lors des rencontres dans des cadres d'abord économiques ou commerciaux, des espaces de discussion sont créés, qui sont des espaces ouverts parce que les thématiques portées répondent aux directives politiques des autorités centrales, comme dans de nombreux cas de mobilisations environnementales (Ho et Edmonds 2007; Krul et Ho 2017). En ce sens, les espaces étudiés autour de l'environnement peuvent être pensés comme des arènes publiques où un public se forme dans l'action concertée et s'insère et impose ses normes dans un continuum d'espaces physiques et symboliques intermédiaires entre espace public et espace politique.

III. C. 3. b. Arènes publiques

La notion d'arène publique (Cefaï et Trom 2001; Cefaï 2016) incite à considérer les actions collectives sous l'angle des échanges et des processus de formation d'acteur·rices. Au-delà de l'opposition entre *insiders* et *outsiders* d'un système politique, « les acteurs collectifs se font dans la configuration de l'action » (Cefaï et Trom 2001). Ainsi, dans un travail de coordination continu, les formes organisationnelles s'autoproduisent en systèmes complexes s'ajustant à leur environnement en le transformant et en se transformant elles-mêmes. Les frontières de l'espace politique sont remises en question, ne serait-ce que légèrement. La réflexion ne porte pas sur l'opposition mais sur les échanges, l'expression des revendications et les processus de visibilité

et légitimité. À travers la dénonciation des scandales sanitaires et de la gestion strictement industrielle de l'alimentation, la remise en question des modes de certification et de contrôle, comme par la proposition d'alternatives, l'alimentation s'affirme de plus en plus comme un fait politique. Comme ailleurs dans le monde (Fouilleux et Michel 2020), les acteur·rices du renouveau des circuits courts chinois travaillent à faire de la question alimentaire un problème public.

III. C. 3. c. Fluctuations de l'espace public

Nous rejoignons l'idée d'un espace public fluctuant parce que toujours renégocié. Les négociations des rôles et des territoires qu'occupent les organisations laissent apparaître un « univers de rumeurs » qu'elles partagent (Joseph 1984; Joseph et Cefaï 2007). Dans ce sens, les apports de Goffman à une microsociologie de l'action collective – notamment autour des cadres de l'expérience (Goffman 1991) – constituent autant de pistes de réflexion pour penser les espaces temporaires qui émergent et disparaissent dans le continuum entre autorités politiques et organisations plus ou moins autonomes (Ong 1999), qui participent et négocient des formes de contrôle gradué (Wu et Chan 2012) ou d'acceptation, d'évitement, voire d'infiltration du politique (Mattingly 2019).

Les transmissions, les échanges et les sociabilités qui se créent ainsi au cours de mobilisations collectives nous amènent à penser ces dernières comme des espaces intermédiaires, espaces de recomposition ou de création sociale (Roulleau-Berger 2011, 2017b). Les mobilisations collectives se font espace de reconnaissance et de partage des ressources entre individu·es et acteurs institutionnels. Elles enrichissent les expériences individuelles de la pluralité des pratiques sociales des acteur·rices en présence.

À partir d'observations sur différents sites et à différentes échelles, l'enquête ethnographique multi-site permet de prolonger la littérature existante. La thèse propose d'appréhender certaines discontinuités épistémiques par les apports combinés des sociologies économique, rurale et politique, mais également au regard des sociologies de l'alimentation et de l'environnement. Surtout, à la lecture des travaux internationaux qui ont été effectués dans les littératures chinoises, anglosaxonnes et francophones, la thèse propose d'appréhender par de nouveaux terrains et dans une perspective de sociologie post-occidentale un phénomène spécifique au contexte chinois : la concomitance dans les montagnes du sud-ouest de la Chine

entre la persistance de pratiques agroécologiques en désuétude, malmenées par les politiques centrales, et l'émergence de mouvements pour une alimentation saine soutenus par les politiques centrales, qui se construisent sur la revalorisation de ces mêmes pratiques agroécologiques.

Maître Citron dans les montagnes de Yuanjiang (5 mai 2017)



Je trouve enfin la boutique. Le sous-sol du centre commercial est bruyant et lumineux, immense. La vitrine laisse entrevoir un magasin plus sombre, les présentoirs sont en bois brut, les étagères en bois verni, des plantes ornent les murs et les coins. Y sont vendus des produits issus de toute la Chine, des produits en circuits courts et écologiques. Fruits et légumes frais, cosmétiques, produits bruts et transformés – miels, pâtes de fruits d'aubépine, tranches de banane séchées... Je regarde la carte sur le mur de droite, au-dessus des bacs réfrigérés contenant la viande sous vide. Les tranches de banane sont produites par Maître Citron, sur les montagnes de Yuanjiang, dans la région du Yunnan. Nous sommes au-delà du cinquième périphérique nord de Beijing, la capitale chinoise, à deux mille huit-cent-quinze kilomètres des bananiers.

Il est treize heures, Zhang Yang vient me chercher devant la poste centrale. Le pick-up est plein de colis de toutes tailles, nous les déposons au bureau d'une entreprise de transport postal. Nous quittons la ville pour les routes de montagne. Fenêtres grandes ouvertes, nous nous éloignons de la chaleur étouffante de Yuanjiang, respirons l'air frais des sous-bois. Ce sont des bananeraies, partout, à flanc de montagne. Sur la plupart des arbres, un sac en plastique bleu est pendu aux premières branches.

– Regarde ces plantations : le sol est sec, désherbé ; les bananiers sont plantés en quadrillage ; les sacs plastiques sont pleins de pesticides. Il n'y qu'au sommet des montagnes que l'on trouve encore des espaces non pollués. Les bananiers absorbent tout, les fruits s'imprègnent des produits chimiques. Là-haut les sols sont encore intacts.

Un peu plus haut, nous nous arrêtons devant un champ non cultivé. La terre est à nue, çà et là poussent de rares jeunes noyers.

– Ici, c’était un verger abandonné depuis des années, des prunes, des bananes et des petites bananes. Il y a deux ans, les autorités locales ont encouragé la production de maïs, le propriétaire s’est souvenu de ce terrain, il a tout rasé et planté du maïs. Ça n’a pas marché malgré des intrants chimiques, le terrain n’est pas bien exposé, trop en pente. Le propriétaire l’a laissé tel quel. Il y a encore des plants de maïs séchés là-bas. Il a planté des noyers quand même, il paraît que c’est bon pour régénérer les sols. Tu as vu comme c’est érodé. En face, regarde aussi ce terrain, il s’y est passé la même chose. Et tu vois la route, plus haut ? Je récolte les bananes à partir de là. Au-dessus de cette limite, la piste est trop cabossée pour que le trajet soit rentable pour les gros exploitants. À partir de là, il n’y a plus de plantations de bananes, plus de pesticides, juste des bananiers sauvages que récoltent les gens de la montagne. C’est la condition minimale pour que je les considère comme biologiques.

Nous continuons toujours plus haut, la vue se dégage. Sur le bord de la route, nous croisons une femme qui entasse des régimes de petites bananes. Zhang Yang s’arrête, gare le pick-up, salue la femme et commence les discussions.

Elle et son frère sont en train de récolter les bananes, ils habitent une maison de tôle que nous avons dépassée quelques centaines de mètres plus bas. Le ton de la discussion monte rapidement. La femme se défend, elle peut encore aller chercher des régimes dans cette zone, il y a plus bas un tas tout aussi gros. Le frère arrive avec un régime à chaque bras. Zhang Yang et lui commencent à peser les bananes pendant que la sœur retourne chercher des régimes sur le point d’être mûrs. Entre ce tas-ci et celui qui se trouve plus bas, Zhang Yang compte 260 kilogrammes de bananes, il les multiplie par trois, ce qui est le prix du marché, puis par 0,9, pour enlever le poids de la tige centrale.

Il est déçu, il revient d’habitude des montagnes avec six à sept cents kilos. Là, il a l’impression d’avoir fait le trajet pour rien. Sur le chemin du retour, à nouveau sur une route bitumée et proche d’habitations, nous passons devant une plantation de cactus à pitayas⁸. Ils ne sont pas biologiques ; jusqu’à l’an dernier, son propriétaire utilisait pesticides, désherbants et engrais chimiques. Zhang Yang considère qu’il doit attendre encore un an pour pouvoir les vendre sous l’appellation « écologiques ». Plus loin, nous nous arrêtons dans un champ de manguiers, l’herbe est haute sous les arbres, des papiers tue-mouches pendent aux branches, nous nous promenons quelques minutes. Le gérant du verger apparaît en contre-plongée, il discute avec Zhang Yang un moment, m’offre une dizaine de mangues au passage. « Elles ne sont pas mûres, mais tu verras, elles sont excellentes ! Tout est bio, que du bon ! ». Nous arrivons au crépuscule chez Zhang Yang. Nous avons à nouveau quitté la route habitée, le hameau dans lequel sa femme, son fils et lui résident se situe en haut d’une colline, au milieu des plantations de limettiers. Les maisons sont de parpaings et de tôles, la volaille s’y promène sur le sol de terre battue, des fils tirés à peine plus haut que les têtes apportent l’électricité dans toutes les pièces. La température varie entre vingt et trente degrés sur l’année, on ne ferme pas les portes. À l’entrée du hameau, une bâtisse plus grande, en bois, est l’atelier de Maître Citron⁹.

⁸Arbres à fruits du dragon.

⁹Maître Citron est le nom de l’entreprise de Zhang Yang, c’est aussi son surnom. Dans la thèse, nous utilisons de manière générale les noms des entreprises pour parler des activités économiques et ceux des entrepreneur·ses pour mentionner leurs histoires personnelles. Les deux se confondent parfois.

IV. Méthodologie

La thèse est intégralement fondée sur une enquête ethnographique multi-site, avec des terrains définis dans le Guangxi et le Yunnan, dans le sud de la Chine, reliés à des espaces dans d'autres régions rurales et dans de grands centres urbains sur lesquels l'enquête a également porté. Nous introduisons premièrement ici en détail et dans un ordre proche du déroulement chronologique les terrains du Yunnan, du Guangxi, et les séjours de recherche-action. Nous présentons ensuite la méthode d'enquête ethnographique mise en place. L'importance des échanges numériques dans la constitution des réseaux et dans la promotion des produits comme des visions du monde des agroécologies émergentes en font également un objet d'étude central de l'enquête. Celui-ci se distingue pourtant des observations matérielles tant dans la forme que dans le contenu de ce qui est observé – cette expérience fait l'objet d'un troisième point.

IV. A. Une ethnographie multi-site

Le spectre des observations se précise selon un ordre chronologique qu'il est éclairant de regarder en détail, en passant du Yunnan au Guangxi et par les séjours de recherche-action. Dans cette perspective, le travail de terrain construit une ethnographie multi-site (Marcus 1995), révélant un engagement différencié selon les lieux et les périodes de l'enquête.

Une première période de terrain de quatre mois entre Beijing et le Yunnan a eu lieu entre mars et juillet 2017. L'objectif a été de comprendre comment fonctionnaient les cercles chinois de l'agroécologie sociale, et en particulier les systèmes alimentaires alternatifs dans le Yunnan. Dans cette région, le terrain s'est organisé autour de la visite de nombreuses boutiques de distribution en ville et de lieux de production. Au retour des terrains, les observations ont permis l'ébauche d'une carte des cercles de l'agroécologie à différentes échelles : locale, régionale, nationale et internationale.

Une deuxième période a duré un mois en septembre – octobre 2017. Pendant trois jours, j'ai participé au congrès international de Slow Food à Chengdu, invité à accompagner le chercheur et militant taiwanais Away, le Président, responsable fondateur de l'Association des ami·es des paysan·nes et l'entrepreneur retourné à la terre « Premiel Secrétaire Liu »¹⁰. Puis nous avons entamé mon premier « tour des initiatives écologiques » – huit étapes à travers le Sichuan,

¹⁰ De nombreux jeunes retourné·es affectionnent les jeux de mots pour se désigner par un surnom ou pour le nom de leur entreprise. Ils ont été traduits quand cela a semblé possible. Dans le cas présent, le nom de l'entreprise est « Secrétaire Liu », mais l'un des caractères de « secrétaire » a été changé en « miel », qui se prononce de la même manière.

Chongqing, le Shaanxi, et le Guangxi. Ce mois de recherche a été l'occasion de la mise en place d'une réflexion sur les produits de terroir et d'un groupe de recherche avec les participants du « tour ».

Cette démarche a été prolongée pendant la troisième période de terrain, pendant le premier semestre 2018 – 2019 à l'ECNU, dont une dizaine de jours en novembre constituant le second « tour des initiatives écologiques ». Avec un groupe composé des mêmes acteurs, cette période a été consacrée à la préparation du premier atelier sur les produits de terroir et aux visites de lieux de production et de vente (dans le Guangdong et le Guangxi). L'enquête y a surtout porté sur l'histoire de l'Association des ami·es des paysan·nes et sur les jeunes acteur·rices de l'agroécologie paysanne, qu'iels soient retournées à la campagne pratiquer l'agriculture ou bien entrepreneur·ses flottantes, promoteur·rice des réseaux en construction. Toute la période de quatre mois autour de ce séjour central a été construite autour d'échanges en ligne avec tous les membres du groupe de recherche et de l'observation des groupes de vente en ligne (du Guangxi et du Yunnan).

Une quatrième période de quatre mois a eu lieu entre janvier et avril 2019. L'enquête a constitué en allers-retours entre fermes, lieux de transformation et lieux de distribution urbains du Guangxi (surtout dans le nord de la région, à Liuzhou, Luzhai, Sanjiang et Liucheng, mais aussi à Nanning). Cette période a été marquée par la participation à des activités de diffusion et de promotion des produits de terroir, à la participation au premier « Atelier de recherche sur les produits de terroir en Chine » (16 – 18 février 2019, atelier international Chine, Taïwan, Hongkong, France réunissant une vingtaine d'intervenant·es mêlant pratique de l'agriculture paysanne et recherche réflexive sur leur activité), à l'observation des pratiques de production et de transformation dans les fermes, de transformation et de distribution dans les restaurants, aux visites d'autres organisations de la région (foires paysannes, réseaux de semences, fondations caritatives). Elle a donné lieu à une cartographie des réseaux régionaux et à la reprise de la carte nationale.

L'enquête multi-site porte ainsi sur des terrains dans le Guangxi, dans le Yunnan et dans le Shaanxi, qui sont en échanges continus¹¹. Pour information, il y a à peu près 1000 km de route entre Kunming (Yunnan) et Liuzhou (Guangxi). Pour me rendre dans le Yunnan, j'avais pris l'avion depuis Beijing (2000 km à vol d'oiseau) ; par la suite, j'ai effectué les trajets vers le Guangxi depuis Shanghai en train, pour des trajets de 24h aller simple. L'entrepreneur

¹¹ Voir les cartes de Chine, du Yunnan et du Guangxi en pp. XXI, XXII et XXIII.

fondateur de Premier Secrétaire Liu rappelle à une occasion, alors que nous faisons le trajet entre Hanzhong, sa ville, dans le Shaanxi, et Liuzhou, celle du siège de l'Association dans le Guangxi, qu'il lui fallait dans les premiers temps de la coopération trois jours pour faire le trajet. En 2019, avec le développement du TGV chinois notamment, il peut l'effectuer dans la journée en partant avant l'aube. Ces données sont importantes pour estimer ce que signifie l'enquête multi-site : tout en étant ancrés dans un même pays, avec une économie et une monnaie commune, les terrains prennent place dans des espaces où les dialectes employés ne sont pas les mêmes, les variétés végétales et animales varient énormément entre eux, comme divergent les pratiques alimentaires et agricoles. Un autre commentaire sur les distances entre les terrains concerne la notion de circuit court : si la mise en place de chaînes d'approvisionnement alimentaires courtes (*shipin duanlian* 食品短链) entre les terrains répond à des critères de relation directe ou avec un·e intermédiaire entre production et distribution, les produits sont néanmoins transportés sur des distances parfois longues de plusieurs milliers de kilomètres.

IV. A. 1. Yunnan

IV. A. 1. a. Point de départ : une boutique pékinoise en circuits courts avec des produits du Yunnan

L'enquête ethnographique sur les terrains chinois a commencé à Beijing en mars 2017, où j'avais prévu de passer un mois à découvrir les formes de circuits courts alimentaires en Chine. Les recherches préparatoires en ligne m'avaient d'abord amené à visiter deux espaces mitoyens : la boutique *Le lieu commun* et le *marché paysan biologique de Beijing* qui avait lieu chaque samedi dans un même centre commercial, devant la boutique. Ces espaces sont présentés dans plusieurs articles en ligne comme des institutions de référence dans le milieu de l'agriculture paysanne et écologique, des modèles nationaux pour les activités locales dans d'autres régions. Lors du marché paysan, des prospectus sont disposés sur les stands marchands, expliquant son fonctionnement par des sigles en anglais : CSA (*Community-Supported Agriculture*) et PGS (*Participatory Guarantee System*). Dans la boutique *Le lieu commun*, un présentoir propose plusieurs revues éditées par Partnerships for Community Development (PCD), et une carte affiche l'origine des produits en circuit court, avec zéro ou un·e intermédiaire entre la production et la distribution. Une productrice et un producteur seulement étaient issus du Yunnan, région pourtant mise en valeur pour ses petites exploitations paysannes, isolées dans les montagnes. Devant l'urbanité des paysan·nes pékinoises et la concentration des recherches en sociologie et économie sur le marché paysan biologique de Beijing, je quittais la capitale après une dizaine de jours pour rendre visite aux producteur·rices dans le Yunnan.

Le choix du Yunnan comme destination n'est pas uniquement circonstanciel. La région est éloignée de la capitale, frontalière du Vietnam, du Laos et du Myanmar, et très montagneuse, entre les contreforts du Tibet et les collines karstiques du Guizhou et du Guangxi. Ces caractéristiques en font une région chinoise assez peu urbanisée et riche en biodiversité. Les pratiques agricoles locales y sont également préservées par une géographie peu propice à l'industrialisation. Partant, les réseaux de circuits courts du Yunnan participent également à revaloriser une agroécologie paysanne persistante dans les montagnes, bien qu'en déshérence.

Début avril 2017, j'arrive à Kunming, préfecture du Yunnan, où j'apprends à connaître d'autres formes de réseaux de circuits courts alimentaires locaux, dans l'ordre chronologique : un autre modèle de ferme CSA « soutenue par la communauté » à *Zimeng* ; une coopérative de consommateur·rices établie par *Runtu Bangbang* ; un *marché paysan Caiyun* ; un restaurant de produits fermiers, *l'alimambassade du terroir* ; plusieurs diplômé·es retournées à la terre, notamment Wang Gang (*Bons fruits de bon cœur*), Zhang Yang (*Maître Citron*), inscrits tous deux dans des réseaux religieux respectivement bouddhiste et protestant, et Wang Soumin (*L'échoppe des produits paysans de la campagne*, qui cherche à établir un réseau local et créera fin 2017 le *Centre associatif pour une agriculture durable au Yunnan* – réunissant la majorité des associations mentionnées ici) ; un espace marchand et culturel écolo-bouddhiste *Racines paysannes* et *l'Alliance des restaurants bouddhistes, végétariens et écologiques de Kunming* ; une coopérative agricole *Vert Labeur* et son réseau universitaire de travail social et de développement ; une communauté de quartier, avec le *centre Lianxin* (travailleur·ses migrantes et villages urbains) ; un éco-lieu de tourisme vert et ethnique *Gooday* ; un laboratoire de recherche et d'action du *Centre Sili pour les alternatives écologiques aux pesticides et la protection des semences anciennes* et le centre homologue et partenaire *Eco-women*, pour l'autonomisation des femmes en zones rurales. Pendant trois mois, j'ai visité et observé les différentes boutiques urbaines et fermes d'approvisionnement des cercles de l'agroécologie sociale du Yunnan, les analysant d'abord sous l'angle d'un marché-réseau autour du marché paysan Caiyun, où se rassemblaient mensuellement les acteur·rices locales et qui les réunissait également dans un réseau numérique.

IV. A. 1. b. Un enchevêtrement d'associations, d'entreprises et de centres de recherche

Chacune de ces organisations entretient des liens d'entraide, de coopération et de compétition avec les autres, constituant un cercle de promotion de l'agroécologie sociale et de distribution de produits paysans. Elles sont dans la grande majorité des cas composées d'une ou plusieurs

boutiques en ville en relation directe avec des producteur·rices rurales de la région¹². Les coopérations avec les producteur·rices sont fondées sur des relations familiales, villageoises ou religieuses. Les produits écologiques sont reconnus à travers la mise en scène de liens de confiance et non par les certifications biologiques officielles. Les villages producteurs approvisionnent parfois plusieurs organisations de ce cercle. L'institutionnalisation des rapports a d'abord pris forme dans le *Marché paysan de Kunming* au début des années 2010, puis à nouveau par le *Centre associatif pour une agriculture durable au Yunnan* en 2017. Certaines organisations de ce cercle s'inscrivent également dans le cercle national de l'Alliance des CSA (*CSA lianmeng* CSA 联盟), à travers des liens commerciaux et affinités ou obligations individuelles, ainsi que dans deux cercles internationaux : le premier sinophone, constitué essentiellement de deux fondations hongkongaises (*Partnerships for Community Development* (PCD) et *Oxfam HK*) qui financent une partie non négligeable des projets reconnus dans ce domaine en Chine continentale ; le second comprenant des associations européennes (*Slow Food*, *Urgenci*). Les relations entre les différentes organisations et à travers les échelles locale, régionale, nationale et internationale révèlent des échanges scientifiques, politiques, commerciaux et religieux qui sont tout autant d'approches et de modes de promotions de l'agroécologie.

IV. A. 1. c. Circulation des entrepreneur·ses et des savoirs

Au cours de ce premier terrain, il apparaît que certaines de ces organisations sont durablement installées quand d'autres cherchent encore un moyen durable de subsistance. En dehors de la coopérative de *Vert Labeur* qui existe depuis 2001, elles appartiennent toutes à une deuxième génération d'acteur·rices de l'agriculture paysanne et écologique. À partir du milieu des années 2000, une première génération, fortement inspirée d'expériences internationales, a établi des espaces de production en l'agriculture paysanne et écologique, rentables, équitables et médiatisés (les plus connus étant *Vert Labeur*, *Les villageois d'An Long*, *les Ami·es des paysans* et le *Jardin citoyen Petit Âne*). La seconde génération diffuse ces modèles à grande échelle.

Lors des périodes de terrain dans le Yunnan, deux groupes d'entrepreneur·ses semblent représenter les activités de la seconde génération. Le premier est constitué de praticien·nes retourné·es à la terre dont les espaces de production ou de transformation sont reliés à un réseau de distribution urbain et numérique. Des individus, souvent de genre masculin, s'érigent en représentants d'une organisation qu'ils ont fondée ou dirigent, et portent publiquement sur les

¹² Voir la carte en page XXII.

réseaux sociaux les réflexions, les prises de position et les actions concertées qui y sont mises en place. Ils sont à la fois les promoteurs marchands de produits spécifiques à l'échelle nationale et les défenseurs de modes de production locaux, écologiques et équitables. Cette position contradictoire est un point essentiel de la définition de ces acteur·rices. Dans un contexte politique de dépaysannisation et économique de virtualisation des services marchands, les inégalités – économiques aussi bien que décisionnelles – entre les consommateur·rices urbaines issues de strates aux revenus supérieures et les producteur·rices ne sont contrebalancées que par l'action de ces plateformes intermédiaires.

Un second groupe de cette deuxième génération d'acteur·rices est celui que nous avons qualifié d'« entrepreneur·ses flottantes ». Il s'agit de jeunes personnes, entre 25 et 40 ans, qui parcourent les différentes initiatives existantes pendant des périodes pouvant aller jusqu'à plusieurs années. Plutôt que d'agir dans une des organisations ou de fonder leur organisation, iels circulent à travers différentes provinces et différentes formes d'organisation, en se formant auprès des organisations visitées et en transmettant les savoirs des organisations visitées auparavant. Lors de ces parcours, iels passent du statut de stagiaires de l'agroécologie à celui de conseiller·ères, voire d'expert·es, construisant leur réputation sur l'accumulation de stages et de formations dans des organisations renommées.

Au terme des terrains dans le Yunnan, la recherche montrait que ces groupes constituaient la base concrète du mouvement de renouveau de l'agriculture paysanne et écologique, participant notamment à la circulation des personnes et des savoirs entre les organisations. La suite des terrains permettra de réfléchir à nouveau sur ces deux formes d'entrepreneur·ses, et de les comprendre en réalité comme deux étapes d'une même carrière écologique.

IV. A. 1. d. Réseaux de relations interpersonnels

C'est par l'intermédiaire d'un de ces « entrepreneur·ses de la bio » que j'ai rencontré Away, chercheur praticien taïwanais parcourant régulièrement les initiatives du continent depuis une dizaine d'années. Il suit notamment l'Association des ami·es des paysan·nes dans le Guangxi depuis ses premières années. J'avais rencontré un entrepreneur flottant, Wang Xiangdang, dans un stage d'écologie profonde ayant lieu dans l'espace de tourisme vert et culturel *Gooday*, dans un village de montagne du Yunnan. Le stage, qui était officiellement une introduction à l'écologie profonde, avait rapidement pris l'allure d'une réunion des entrepreneur·ses de l'agroécologie, venant de toute la Chine. Après le stage, de sa propre initiative, Wang Xiangdang est resté deux mois à Kunming pour faire un tour des initiatives locales dans un premier temps et participer à la réorganisation du marché paysan de Kunming dans un second.

Sa participation au marché n'a pas été acceptée par tous les membres, il a alors proposé au restaurant de Yang Lifen, *l'alimambassade du terroir*, d'organiser un collectif de consommateur·rices pour des achats groupés de produits locaux. Sa relation avec *l'alimambassade du terroir* était double : économique, il en est un des actionnaires, et affective, il a été stagiaire dans le restaurant de l'Association des ami·es des paysan·nes dans le Guangxi une ou deux années avant Yang Lifen. Yang Lifen avait ensuite fondé *l'alimambassade* de Kunming en prenant pour modèle le restaurant du Guangxi dans lequel elle avait été stagiaire. Wang Xiangdang avait participé à la constitution d'un cadre de relation directe entre un groupe de consommateur·rices et un groupe de producteur·rices de l'Association des ami·es des paysan·nes, ce qui lui permettait de revendiquer un rôle de conseiller, voire un statut d'expert. Comme dans une forme d'échange de relations, c'est lui qui m'a présenté Away alors que je lui proposais de visiter ensemble une des organisations de Kunming, *Bangbang*, dont je lui avais parlé pendant le stage en commun. Lors d'un dîner à *l'alimambassade du terroir*, j'ai exposé mes recherches à Away qui a été intéressé par le point de vue d'un étranger sur cette question en Chine, lui-même ayant une connaissance des circuits alimentaires alternatifs à Taïwan, à Hong Kong et en Chine continentale. Ayant effectué un master de sociologie et commencé une thèse non soutenue à l'université de Chicago dans les années 1970, il était également intéressé par mon point de vue de sociologue et ma connaissance de la méthodologie de l'enquête de terrain.

Cette rencontre avait eu lieu fin juin. Away m'a ensuite recontacté alors que j'étais rentré en France pour me proposer de les accompagner lui, le Président de l'Association des ami·es des paysan·nes et les fondateurs de l'entreprise *Premiel Secrétaire Liu* au congrès international de Slow Food fin septembre 2017. Cet événement a marqué pour moi le début de l'enquête sur les « aliments de terroir ».

IV. A. 2. La recherche-action

IV. A. 2. a. L'enquête sur les aliments de terroir

L'enquête « Les aliments de terroir » (*tushicai* 土食材) peut être appréhendée comme un terrain secondaire, portant spécifiquement sur la manière dont les acteur·rices tentent de définir un problème public autour de l'alimentation, de l'accès à la terre et de la préservation de pratiques locales. Elle constitue une enquête dans l'enquête, un méta-terrain, dans la mesure où la méthode employée diffère sensiblement de l'enquête ethnographique principale : alors que l'enquête sur l'Association des ami·es des paysan·nes est une enquête *in situ*, dans les

restaurants, les fermes et les organisations des réseaux paysans et écologiques, l'enquête sur « Les aliments de terroir » est quant à elle l'objet d'une observation participante en tant que membre de l'enquête en cours.

Elle s'ancre dans une pratique d'enquête de terrain initiée il y a plusieurs années par Away notamment. En 2014 ont eu lieu les deux séjours « échanges et études sur les “aliments de terroir” dans les mondes sinophones : Regardons-nous de nouveau les un·es les autres », regroupant une vingtaine d'acteur·rices des réseaux de l'agroécologie sociale de Taïwan, de Hong Kong et du Guangxi. En 2017, le premier « tour des initiatives paysannes » auquel je suis convié avait dans cette perspective pour objectif d'approfondir ces échanges entre producteur·rices de différentes origines géographiques et de définir plus précisément la notion d'aliment de terroir, concept élaboré par Away pour penser notamment la spécificité des produits fermiers dans les réseaux agroécologiques des Ami·es des paysan·nes. Au cours de l'année 2018, l'institutionnalisation de l'enquête sur les aliments de terroir a connu plusieurs rebondissements, concernant la définition de son objet, la constitution de ses membres, la charge de chacun·e d'entre eux ainsi que les modalités de financement – ces étapes sont notamment perceptibles à travers les nombreux mails échangés avec Away en 2017 et 2018, et surtout dans l'évolution du projet de recherche qu'il transmettait régulièrement aux participant·es. À partir de novembre 2018, lors du second « tour des initiatives paysannes », l'enquête est officiellement déposée auprès des Bureaux des Affaires Civiles et de la Sécurité, avec un financement de la fondation hongkongaise Oxfam HK pour une durée de deux ans. Son but est d'étudier les aliments de terroir et les pratiques qui les accompagnent sur six terrains, dans trois régions de Chine. Je suis chargé avec un autre jeune chercheur chinois de l'enquête dans le Guangxi, sur le restaurant *Aux bons produits de la terre* et sur son fournisseur principal, la ferme de Qiu Ge et Qiu Sao.

Dans le prolongement de l'approche ethnographique adoptée dans la thèse, l'enquête sur les aliments de terroir est d'abord traitée comme une récolte de matériaux pour une réflexion sur la préservation et la diffusion de pratiques culturelles et alimentaires, associées à des réseaux économiques et écologiques. Cette approche répond aux attentes de la thèse et à celles de l'enquête locale.

Les modalités de mise en pratique de l'enquête permettent cependant également d'aborder de l'intérieur la formation d'un groupe et les formes de prises de décision au sein de ce groupe. Le financement par une fondation hongkongaise et son enregistrement auprès des autorités

politiques offrent un point d'entrée pour penser la question de l'autonomie politique et économique de ce groupe.

Il s'agit donc dans cette enquête « Les aliments de terroir » de mener une enquête parallèle et complémentaire, comme un méta-terrain pour la thèse, qui l'enrichit tout autant d'une approche par la perception et la réflexivité des acteur·rices.

IV. A. 2. b. Tours d'initiatives paysannes

Trois tours des initiatives paysannes ont ponctué l'enquête de terrain, réalisés avec le Président, Away et parfois certains jeunes retourné·es, dans le cadre de la recherche-action sur les produits de terroir¹³.

Le premier tour a commencé avec le congrès international de Slow Food à Chengdu en septembre 2017, qui a permis de souligner les processus de construction de relations internationales politiques, économiques et culturelles autour des petits paysan·nes. Nous avons ensuite entrepris un tour des initiatives paysannes pendant trois semaines : graines de lotus dans le Sichuan, miel sauvage de *Premiel Secrétaire Liu* et atelier familial d'alcool de maïs dans le Shaanxi, petits producteur·rices fournissant les restaurants *Aux bons produits de la terre*, de *l'Association des ami·es des paysan·nes*, dans le Guangxi (atelier de tofu-bambou traditionnel à Liucheng, vente de surplus de l'agriculture vivrière à Sanjiang et élevage et maraîchage agroécologique à Luzhai).

Le tour a montré une nouvelle dimension des réseaux alimentaires alternatifs : la mise en valeur de pratiques paysannes associées à certains produits de terroir. Dans cette perspective, les démarches de maintien de l'agriculture paysanne dépassent la dimension économique en y intégrant des dimensions sociale et culturelle, qui agissent comme des processus de reconnaissance symbolique par la valorisation du travail paysan et la diffusion de pratiques paysannes agricoles et alimentaires.

C'est au terme de ce tour que j'ai décidé que le point central de mes recherches allait être *l'Association des ami·es des paysan·nes* et ses restaurants *Aux bons produits de la terre*. Ce point central est alors double : il s'agit d'une part d'étudier par des observations *in situ* l'Association elle-même, au sein de tous les phénomènes sociaux évoqués jusqu'à présent, et d'autre part d'étudier dans une démarche *participante* les produits de terroir, leur culture et leur

¹³ Voir la carte des trajets en page XXI.

transmission, en prenant place dans le groupe d'étude des aliments de terroir qui s'est formé à partir de ce premier tour des initiatives paysannes en octobre 2017.

Un deuxième tour a eu lieu début novembre 2018, pour une période d'une semaine, à l'occasion d'une réunion pour l'organisation des « ateliers de terroir ». J'ai retrouvé le Président à Guangzhou et nous nous sommes rendus ensemble à Foshan, dans le lieu agri-culturel de deux jeunes retourné·es Chen Peng et Cui Xiaofan, *La ferme des produits de confiance*. Avec eux, nous y avons également retrouvé Away, Premier Secrétaire Liu et deux autres jeunes retournés Abiao et Le Sixième, ainsi que la directrice de PCD, Deng Wenchang. Lors d'une première réunion, nous avons discuté des modalités de mise en place et de financement des ateliers de terroir. Le lendemain, avec les mêmes acteur·rices, nous avons échangé autour des difficultés rencontrées par Chen Peng et Cui Xiaofan dans leur retour à la terre. À partir du troisième jour, le « tour » continue avec un passage à Guangzhou, chez Nurtureland (*wotu gongfang* 沃土工坊), où l'entretien collectif porte sur l'automatisation à l'échelle de l'entreprise des pratiques de distribution, et sur les transformations numériques. Les trois jours suivants, nous nous rendons avec Away et le Président à Sanjiang, chez un jeune retourné, éleveur de porcs et collectant des produits locaux – bœufs, canards, légumes – auprès de petits producteur·rices : Yang She, potentielle source d'approvisionnement pour les restaurants *Aux bons produits de la terre*.

Contrairement à la plupart des jeunes retourné·es rencontré jusque-là avec un statut d'entrepreneur·se intermédiaire, Yang She n'est pas diplômé mais « rentre » d'une dizaine d'années en tant qu'ouvrier-migrant (*nongmingong* 农民工) pratiquant la gravure sur stèles dans la province limitrophe. Nous visitons la ferme, le village familial, la boutique urbaine et des champs où travaillent des bovidés fournis par Yang She aux producteur·rices (riziculture en terrasses), à qui Yang She rachète chaque année un veau. Yang She nous présente lors de ce séjour un éleveur de canards d'un village voisin, également jeune retourné. Avec ce dernier, l'entretien collectif porte en partie sur la dimension spirituelle du retour à la terre en rapport avec la nature, là où cette dimension avait été abordée en relation avec les religions auparavant. Cette visite est également l'occasion d'approfondir la question de la valorisation des espaces reculés et des lieux d'élevage par une transformation des fermes pour accueillir des visites, entre intérêt touristique et reprise d'un vocabulaire et de pratiques de participation dans l'agroécologie sociale – notamment les *Participatory Guarantee Systems*. Away et le Président rejoignent Liuzhou avant que nous ayons eu le temps de rendre visite à un troisième jeune retourné, Afu, que nous irons voir lors du troisième tour en février 2019. Après leur départ,

j'accompagne encore pendant la nuit Yang She dans la périphérie de la ville Sanjiang, où il procède à l'abattage et la découpe d'un bœuf au rez-de-chaussée d'un immeuble en béton. Cette expérience est l'occasion de nouveaux échanges sur les pratiques paysannes et les pratiques industrielles, notamment la question sanitaire à travers le recours aux abattoirs. L'emploi du temps des cours suivis pendant la cotutelle ne me permet pas de retrouver Away et le Président à Liuzhou et je rejoins Shanghai.

Le troisième tour des initiatives paysannes a lieu au milieu des terrains du Guangxi, entre le 9 et le 15 février 2019, après une semaine chez Yang She dans les montagnes de Sanjiang pour le nouvel an chinois, et avant le premier « atelier de terroir ». Le Président, Away et Yunqi, une jeune retournée taïwanaise, me retrouvent le 9 chez Yang She, dans le nord du Guangxi. Nous passons deux jours avec la famille de Yang She qui continue les festivités du nouvel an. À cette occasion, alors qu'un jeune retourné élevant des alevins ne nous répond pas, nous profitons de l'après-midi pour organiser un entretien autour de la participation de l'Association des ami·es des paysan·nes à des programmes de recherche et à la mise en place de sa propre recherche-action. Nous rendons visite à Afu, dans un village proche de Sanjiang également. Après avoir établi et fermé un restaurant et créé une alliance de valorisation des produits et des cultures locales avec deux autres jeunes retournés des régions de minorité ethnique dong, Afu produit du riz et de l'alcool de riz, du thé, des champignons, des fruits, et organise à cette époque des « séjours d'expérience profonde » et des ateliers de mémoire sur les savoir-faire locaux, avec le soutien successif de plusieurs fondations étrangères. Nous nous rendons ensuite à Donglan pour saluer Petit Huang, qui dirige une coopérative agricole dans les montagnes, de production de patates douces et de riz en rotation, avec cohabitation de canards dans les rizières. Huang, retourné à la terre après des études de production automobile, souligne le lien entre capital économique accumulé par le travail d'entrepreneur dans d'autres activités et possibilité de développer des projets agroécologiques grâce à cela. Le Président et moi rendons encore visite à une coopérative de productrices non diplômées, à Sancha, où Tante San nous fait visiter les rizières, les potagers et les enclos à cochons ouverts sur la forêt. La coopérative est née de coopérations avec les restaurants et projets de développement portés par des organisations caritatives ou de recherche. Les débouchés économiques ont progressivement amené tout le village à adopter des pratiques agroécologiques, que certains foyers ont ensuite abandonnées, également pour des raisons économiques.

Un quatrième tour était prévu en septembre 2019, alors que je revenais voir le Président pour des vérifications de terrain, mais les circonstances administratives d'obtention du visa et de

réinscription à l'ECNU ont réduit le temps prévu dans le Guangxi. Le Président et moi avons été rejoints par deux jeunes retournés, Chen Peng de Foshan et Deng Chongjian du tofu-bambou à Liucheng. Nous avons entamé le tour avec un passage notable chez Qiu Ge et Qiu Sao, qui a été l'occasion d'une réunion de négociations sur le rôle d'intermédiaire entre matières premières et réclamations de consommateur·rices. Nous sommes ensuite retournés vers Sanjiang pour retrouver Yang She, observer l'évolution de son restaurant et participer avec lui à une collecte dans une foire paysanne. Je n'ai pu rester que quelques jours cette fois-ci. Par la suite, la situation sanitaire internationale a mis un frein aux voyages vers la Chine.

IV. A. 2. c. Les ateliers de terroir

Deux ateliers de terroir ont eu lieu en 2019, j'ai pu participer au premier, du 16 au 18 février 2019. L'atelier a été organisé par plusieurs acteurs individuels et collectifs : Away en est l'initiateur, avec PCD et surtout ensuite dans la réalisation avec Oxfam HK. Le centre Guoren pour le développement et réduction de la pauvreté dans le Guangxi a accueilli officiellement l'événement, et l'Association des ami·es des paysan·nes en était le sujet principal et le lieu de restauration. L'atelier a réuni une quinzaine d'intervenant·es et une dizaine de participant·es qui ne proposaient pas d'interventions. Il s'est déroulé sur trois jours, découpés en (1) présentation générale de la notion d'« aliment de terroir » dans un contexte international, (2) partages d'expérience de producteur·rices et revendeur·ses d'aliments de terroir, et (3) ateliers de réflexion en commun sur les pratiques agricoles et alimentaires, en termes de production, de transmission et de patrimoine culturel. L'atelier a donné lieu à la publication en ligne des interventions, sur le compte public WeChat du centre Guoren, et à une publication papier dans plusieurs numéros spéciaux de la revue *Pousses verte*¹⁴. Lors de cet atelier, j'ai présenté une intervention sur l'agriculture biologique et les appellations contrôlées en France. Je connaissais jusque-là à peu près la moitié des intervenant·es et ai eu l'occasion ensuite de revoir et de faire des entretiens individuels avec une partie de ceux que je ne connaissais pas.

Le programme sur deux ans proposait des allers-retours entre terrains collectifs et ateliers, mais il a été empêché par la pandémie de covid-19.

¹⁴ Numéros 89, 90 et 91.

IV. A. 3. Guangxi : une association et ses ramifications

IV. A. 3. a. *L'Association des ami·es des paysan·nes et ses restaurants*

Le terrain auprès des Ami·es des paysan·nes est lui-même composé d'observations au sein de l'Association et dans plusieurs espaces composant de près ou de loin son réseau régional¹⁵. Dans le Guangxi, l'Association est composée en 2019 de deux restaurants-boutiques *Aux bons produits de la terre*, de deux groupements d'achats de consommateur·rices urbaines, d'une dizaine de lieux de production spécifiques et d'une centaine de producteur·rices dans des relations temporaires et fluctuantes.

L'Association a été fondée de manière informelle en 2004 par le « Président » et cinq de ses connaissances amicales ou professionnelles. Le Président, Zhou Jinzhang, se fait appeler par son statut de président de l'Association, Président Zhou ou Président, pratique assez commune en contexte sinophone. Il travaillait alors en tant que graphiste dans une entreprise de communication. Il raconte qu'il était amené à se rendre régulièrement dans des zones rurales reculées pour en prendre des images et que cette expérience lui avait fait réaliser que l'une des seules manières de trouver des aliments sains, dans un contexte d'incertitude sur la qualité alimentaire, serait de les acheter en vente directe. Avec des collègues et des ami·es, le Président établit un contrat d'achat groupé auprès de petits producteur·rices, d'abord en riz, puis en diversifiant les produits, en les rémunérant 1,3 fois le prix du marché. Les consommateur·rices du groupement d'achat augmentent également par des réseaux d'interconnaissance personnelle. Dans le même mouvement, par intérêt personnel et esthétique, le Président collecte dans les villages des outils agricoles et de l'artisanat des montagnes. En 2004 ou 2005, il démissionne, avec un capital économique qui lui permet d'investir dans le groupement d'achat. Avec le groupe fondateur, il établit un petit magasin de produits paysans dans un local de la ville, Liuzhou, où sont exposés les produits et des outils agricoles. À la même période, il découvre sur internet l'existence d'un terme anglais *Community-Supported Agriculture*, qui lui semble correspondre à l'activité de son groupe. Il adopte l'appellation CSA dans de petits livrets imprimés et diffusés sur internet de présentation sa nouvelle activité de maintien de pratiques agricoles locales, écologiques, par l'achat groupé de produits paysans.

Une étape cruciale est la rencontre en 2006 avec des membres de Partnership for Community Development, une fondation hongkongaise pour le développement rural, qui le contacte en voyant qu'il parle d'activité de CSA. C'était alors l'une des premières occurrences du terme en

¹⁵ Voir la carte du Guangxi en page XXIII.

Chine continentale. PCD transmet au Président des copies pirates de *Pousses vertes*, revue taïwanaise éditée par Away. Dans la revue, le Président découvre deux choses : la première, c'est qu'il existe à Taïwan un restaurant qui sert des produits locaux de petits paysan·nes, ce qui permet d'accroître la consommation et d'élargir le cercle des coopérations paysannes. La seconde est qu'il existe une association italienne, Slow Food, qui exerce des pratiques similaires à celles de son Association, à la différence près qu'elle bénéficie d'une reconnaissance internationale là où celle du Président est largement décriée dans un contexte de politiques de dépayssantisation et de modernisation. Par l'intermédiaire de PCD également, le fondateur et éditeur de la revue *Pousses Vertes*, Away, viendra à Liuzhou en 2008.

À partir de ce moment-là, l'Association ouvre son premier restaurant en 2007, une échoppe de nouilles aux escargots des rizières, la spécialité de rue locale. Grâce notamment au passage de stagiaires financé·es par la fondation PCD et à la vitrine médiatique qu'elle offre en ligne et dans ses revues, l'Association des ami·es des paysan·nes devient une institution de référence dans les mouvements naissants de l'agroécologie sociale. Cette époque atteste également en Chine de la montée d'un tourisme du rural, ou de la terre (*tu ±*) dont bénéficie l'Association. Enfin, l'ancienne activité professionnelle en graphisme du Président est mise à profit dans l'agencement du, puis des restaurants, qui deviennent des lieux ruraux pittoresques dans la ville moderne. À son apogée, l'Association dirige six restaurants dans le Guangxi, un dans le Yunnan, et une branche dans le Shaanxi. Plusieurs entretiens racontent des queues immenses devant le restaurant chaque jour. En 2012, le Président et deux jeunes retournés se rendent à Turin pour participer à la foire internationale du goût organisée par Slow Food. À cette période également, des journaux nationaux hors des cercles de l'agroécologie sociale narrent l'histoire de l'Association. Des centres de recherche, notamment de l'Académie des Sciences de Chine, viennent établir des coopérations avec l'Association dans des espaces de production en agriculture biologique, à la fois en termes d'écologie scientifique et en termes de relation socio-économique des producteur·rices au marché.

Dans cette période, le Président et les jeunes retourné·es multiplient les expériences de relations directes avec des producteur·rices, en faisant le tour de foires paysannes dans les montagnes, en soutenant des fermes avec rachat de l'intégralité de la production, en mettant en valeur des produits fabriqués selon un artisanat spécifique, notamment le thé à l'huile, le tofu-bambou, le tofu à la saumure, etc. L'Association organise des visites de consommateur·rices dans les fermes, tente à plusieurs reprises de mettre en place des systèmes de vente autogérés entre producteur·rices et consommateur·rices. Elle organise également des événements culturels sur

les pratiques locales dans les restaurants, dont l'un accueille particulièrement une scène théâtrale. Dans cette période faste, l'Association est amenée à définir son éthique, ce que nous appellerons dans la thèse son éthique alimentaire, en établissant des critères selon lesquels des produits correspondent ou non à ses attentes, en fonction des méthodes et des lieux de production, de transformation, d'acheminement. Cette éthique, au cœur de laquelle la question de l'autonomie, interroge également le statut administratif de l'Association. Les restaurants sont enregistrés comme entreprises, dont les seuls actionnaires sont les personnes qui y travaillent. L'éthique alimentaire implique une redistribution jugée équitable des revenus des restaurants entre les producteur·rices et les travailleur·ses de la distribution. Par la définition de ces critères, le nom de l'Association devient une marque de qualité pour des produits écologiques et équitables.

Une série d'événements porte atteinte à la prospérité de l'Association à partir du milieu des années 2010. La lutte contre la corruption entamée par Xi Jinping en 2012 fait perdre au restaurant un tiers de son chiffre d'affaires¹⁶. La concurrence avec d'autres restaurants « de terroir » augmente – encore en 2018, nous comptons une dizaine de restaurants inspirés d'*Aux bons produits de la terre* à Liuzhou, dont certains copiaient scrupuleusement le restaurant, adoptant la même architecture, le même logo, les mêmes habits de service, et allant jusqu'à démarcher les producteur·rices de l'Association. La place croissante des entreprises de livraison à domicile porte également atteinte à l'industrie de la restauration. Dans le même temps, des travaux commencent devant un restaurant pour une durée d'un an, le forçant à fermer. Un client porte plainte contre un produit qui n'est pas certifié auprès de l'administration de contrôle sanitaire. Un camion se fait arrêter par les douanes régionales entre le Guangxi et le Guangdong, qui confisquent son chargement de porcs et de volaille pour des raisons sanitaires également.

À partir de ce moment-là, l'Association effectue un retour vers le local. Elle cesse la coopération avec PCD pour la venue des stagiaires et finance directement, par les revenus des restaurants, des jeunes retourné·es originaires de la région, qui reviennent au village familial pour y valoriser les pratiques agricoles locales. Le Président cesse également de participer aux événements de promotion de l'agroécologie – ou d'y envoyer des jeunes retourné·es, lui-même étant réticent à prendre la parole en public. Enfin, au moment de l'arrêt de la coopération avec les stagiaires de PCD, l'Association cesse également les activités de promotion de l'agroécologie auprès des consommateur·rices. Elle ne conserve qu'une plateforme de vente en

¹⁶ Avec la disparition des banquets d'officiel·les et d'entrepreneur·ses.

ligne avec des dispositifs de promotion des produits, mais n'organise temporairement plus d'événements ouverts au public, dans les restaurants ou dans les fermes.

Lors de l'enquête, deux restaurants seulement étaient encore ouverts. L'un d'entre eux, le restaurant historique de Liuzhou, a dû déménager deux fois entre 2019 et 2021, pour des raisons commerciales. À deux reprises, les locaux dont le restaurant s'était fait évacuer par une hausse de loyer ont été rouverts peu de temps après en accueillant des restaurants sur le modèle d'*Aux bons produits de la terre*.

Dans les restaurants, l'observation a pris la forme d'une participation aux activités de service en salle, de gestion des stocks, de la vente et de l'emballage des produits à destination de plateformes dans d'autres régions. Entre janvier et avril 2019, lorsque j'étais à Liuzhou, je fréquentais le restaurant quotidiennement, prenant les repas avec le personnel de service en salle – les cuisinier·ères mangeaient à une autre table. Pendant cette même période d'observation, je me suis également rendu à plusieurs reprises dans les espaces de production, pour des périodes de plusieurs jours. Dans ces moments, je suis soit allé seul retrouver des producteur·rices que j'avais rencontrées avec le Président auparavant, soit en accompagnant d'autres jeunes retourné·es, de près ou de loin associées au Président, dans des activités de démarchage agricole. J'ai aussi profité pendant une dizaine de jours du nouvel an chinois dans la région dong de Sanjiang, au nord du Guangxi, en restant dans la famille de Yang She. Éleveur de petits porcs noirs et éleveur de bœufs par délégation, il y a ensuite ouvert lui-même un restaurant dans la ville de Sanjiang. Le Guangxi, comme le Yunnan, sont des provinces caractérisées par la présence de très nombreuses minorités ethniques – Bai, Zhuang, Dong, Hani et Miao sur les terrains de thèse. Dans le Yunnan plus encore que dans le Guangxi, les représentations de l'agriculture des montagnes dans les entreprises de promotion de l'agroécologie mettent en scène une culture ethnique autant qu'une culture paysanne. Ces représentations ethniques se perçoivent également dans le mobilier des restaurants *Aux bons produits de la terre*.

IV. A. 3. b. Les réseaux de producteur·rices et de distribution

L'activité principale de l'Association est de démarcher des producteur·rices dans la région, d'acheter leurs produits à un prix élevé et de les revendre transformés dans les restaurants. La forme du restaurant est l'aboutissement de recherches sur une quinzaine d'années pour trouver un débouché économique régulier qui permette d'assurer le prix d'achat, une forme de captation des client·es qui ne demande pas leur engagement actif et prévisionnel sur la durée. Les terrains du Guangxi ont d'abord consisté à voir comment fonctionnait les restaurants, quels étaient les

lieux de production, et à comprendre comment le Président les avait découverts. La seconde appréhension a été de comprendre comment il avait établi des relations de confiance avec les producteur·rices et établi un réseau d'approvisionnement local. En pratique j'ai été dans des fermes et des usines de transformation, et aussi dans des espaces de production « secondaires » associés à d'autres réseaux locaux, avec qui l'Association entretient des liens commerciaux mais aussi intellectuels ou militants – les observations sur ces terrains indirectement en relation avec les ami·es des paysan·nes ont été effectués avec d'autres associations parentes, comme le marché paysan de Nanning, où j'accompagnais les responsables dans des visites paysannes similaires à celles effectuées avec le Président.

Un second réseau d'approvisionnement élargit le cercle géographique, avec des produits frais qui viennent d'autres régions en fonction des saisons, ou avec des produits transformés que l'Association ne trouve pas dans le Guangxi. Cette part de l'enquête participe à définir la démarche de l'Association et son éthique alimentaire, les choix commerciaux qui sont faits pour à la fois rester intègre dans la logique de promotion de produits paysans locaux et transformés localement selon des savoir-faire indigènes, et à la fois avoir dans les restaurants à disposition des aliments « fondamentaux » pour toute cuisine, comme la sauce soja. La posture militante de l'Association n'étant pas de restreindre la sphère d'approvisionnement mais de s'assurer que les produits qui circulent dans ses réseaux sont issus à la fois d'un travail rémunéré à sa juste valeur, d'un savoir-faire en transmission et de pratiques écologiques – en accord avec l'écosystème local. Dans cette perspective, les terrains du Guangxi rétablissent des liens matériels avec les observations du Yunnan, alors que des produits circulent entre espaces de production et de distribution des deux provinces.

Dans le prolongement de cette enquête, j'ai aussi étudié le réseau de distribution au-delà des restaurants. Dans le Yunnan déjà, plusieurs espaces marchands proposaient les produits de l'Association : on m'avait recommandé ces produits comme étant spécifiques alors que des produits similaires étaient faits sur place. Cette partie de l'enquête a consisté à suivre le Président et surtout Acheng dans l'organisation des ventes à l'extérieur de la province, dans l'emballage des produits, la gestion des commandes etc. Cette partie apporte un angle de vue original en ce que les négociations autour de la vente montrent aussi comment l'Association des ami·es des paysan·nes, en position d'autorité dans les cercles de l'agroécologie, doit se plier aux exigences particulières de certaines boutiques de revente, sur les emballages, le choix des transporteurs, etc. Les observations de cet aspect commercial de l'Association soulignent également les jeux de contraintes réciproques entre les espaces marchands et la définition d'une

hiérarchie entre eux, par un travail marchand (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000) qui comprend également des critères éthiques.

IV. A. 3. c. Jeunes retourné·es et « espaces écologiques »

Un objectif subsidiaire de l'Association afin d'agir pour la préservation de savoir-faire indigènes est la promotion du retour à la terre de jeunes générations. Dans cette perspective, l'Association des ami·es des paysan·nes a beaucoup travaillé avec la fondation hongkongaise Partnerships for Community Development rencontrée en 2006. Entre 2007 et 2012 l'Association accueille des stagiaires de PCD, rémunérés par la fondation. Cette démarche est très intéressante car elle place au cœur du renouveau des circuits courts alimentaires chinois de jeunes diplômé·es qui construisent l'agroécologie sociale, là où le Président et l'Association au départ mettaient en place une démarche locale d'approvisionnement. Pour étudier ces jeunes, l'enquête repose à la fois sur des entretiens et sur les sources que constituent les rapports de la fondation PCD.

Les jeunes, dans leur promotion de l'agroécologie, développent des projets au-delà de l'Association, dans des restaurants qui leur sont propres, dans des espaces de formation, dans des projets transrégionaux et nationaux, etc. Ils participent ainsi individuellement aux réseaux alimentaires mais aussi écologiques, qui se forment eux-mêmes autant sur les relations que tissent les jeunes qui y circulent que sur les transactions marchandes entre les institutions de référence de ces cercles. L'enquête sur l'Association des ami·es des paysan·nes revient ainsi sur des intuitions du Yunnan quant à la construction de carrières écologiques en Chine, et précise ce qu'engagent les stages et les déplacements des jeunes entre les organisations.

Dans les mouvements de jeunes notamment, apparaissent des espaces où se cristallisent les enjeux de l'agroécologie sociale. Les réseaux marchands et écologistes apparaissent intriqués dans un contexte de capitalisme vert. Des lieux, aussi bien des boutiques, des restaurants, que des fermes, deviennent pour des temps plus ou moins longs des « espaces écologiques » où s'engagent des processus de reconstruction sociale face aux crises capitalistes, alimentaires et environnementales. Ces espaces sont cependant mis en place par des jeunes entrepreneur·ses qui y réinsèrent des formes de capitalisme vert, tirant profit de l'essor des thématiques écologiques. L'enquête met ainsi en valeur des temporalités, comme les séjours « sucre rouge », où des jeunes retourné·es et entrepreneur·ses des quatre coins du pays se retrouvent pendant une semaine dans une ferme isolée au milieu des montagnes pour repenser les réseaux d'approvisionnement en circuits courts à partir de modèles écologiques transnationaux. Lors du séjour de janvier 2019, Qiu Ge et Qiu Sao accueillent dans leur ferme une dizaine

d'entrepreneur·ses qui vendent leur sucre rouge sur des plateformes en ligne dans plusieurs régions de Chine. Les jeunes sont logées et nourries, le couple qui les accueille montre pendant la période les différentes activités dont découlent les produits – cuisson et transformation des cannes à sucre en sucre rouge, abattage et découpe d'un porc, séchage des viandes fumées, récolte de produits maraîchers, etc. Il ne s'agit pas dans ces périodes uniquement d'agir comme le couple le ferait dans ses activités normales de production, mais de les donner à voir aux entrepreneur·ses qui les mettront ensuite en scène sur les réseaux sociaux. Dans le même temps, les entrepreneur·ses qui se retrouvent à la ferme passent aussi ces journées à échanger sur leur activité marchande – et sociale : la ferme devient pour une semaine un « espace écologique » de réflexivité autour de la promotion de l'agroécologie sociale en Chine contemporaine.

IV. B. Méthode d'enquête ethnographique

L'enquête ethnographique multi-site a ainsi été réalisée au cours de plusieurs séjours entre mars 2017 et septembre 2019. Elle est constituée d'observations *in situ* dans les espaces de production et de distribution, d'observations participantes dans un programme de recherche-action, d'entretiens collectifs et individuels, et du recueil de sources matérielles.

IV. B. 1. Observations

IV. B. 1. a. Temporalités

Les observations de la thèse ont été réalisées au cours de plusieurs séjours dans le Yunnan et le Guangxi alors que je vivais en France ou en Chine selon les années de cotutelle (2016 – 2018 en France, 2018 – 2020 en Chine, 2020 – 2022 en France). En 2017, un premier séjour de quatre mois d'observations préparatoires dans le Yunnan a permis l'appréhension d'un marché-réseau autour d'intermédiaires marchand·es réunies par un marché paysan dans la préfecture de province, Kunming. Un séjour de quatre mois d'observations a également été réalisé dans le Guangxi à partir de la fin de l'année 2018, sur des modalités similaires, alors que le point central des observations était l'un des restaurants de l'Association des ami·es des paysan·nes situé à Liuzhou. Entre ces deux temps « longs », des observations ponctuelles ont été réalisées dans des espaces de promotion ou de production dans le Guangdong et le Shaanxi, ainsi qu'à Shanghai et à Beijing. Nous distinguons également ces moments d'observations *in situ* d'autres moments *d'observation participante*. Entre ces deux périodes de plusieurs mois, ma présence a aussi été plus directement sollicitée par les acteur·rices des réseaux comme sociologue dans le cadre d'une enquête sur les produits de terroir en Chine.

IV. B. 1. b. Modalités

Les observations *in situ* ont eu lieu (1) dans les visites sur les fermes de production et ateliers de transformation, pour des durées d'une demi-journée à une semaine – et jusqu'à trois semaines en séjours cumulés ; (2) sur les marchés paysans, dans les boutiques et restaurants urbains, notamment sous la forme de participation aux distributions de paniers et autres tâches techniques peu qualifiées dans les magasins, et de service dans les restaurants ; (3) dans la participation aux activités organisées par les entrepreneur·ses de la consommation éthique de trois types : (a) des activités de découverte des espaces ruraux à destination des consommateur·rices, sous la forme de séjours à la journée principalement, (b) deuxièmement des activités de promotion de l'agroécologie sociale sous la forme de conférences, de concerts, de concours, etc. et (c) troisièmement des activités de formation sur plusieurs jours destinées aux cercles déjà initiés, sur des thématiques ciblées (*deep ecology*, OGM, produits particuliers, etc.).

IV. B. 1. c. Journal de bord et anthropologie visuelle

Si, dans la plupart des cas, j'ai également été consommateur des produits et des services proposés par les espaces étudiés, je m'y suis systématiquement présenté comme sociologue en cours de recherche doctorale. Les premières interactions ont le plus souvent été médiées par la présence d'un carnet de note et d'un appareil photo, qui ont pu disparaître par la suite lors de la répétition des visites ou des séjours. Les observations ont ainsi gardé plusieurs formes matérielles, dont notamment trois qui sont devenues mes sources principales une fois le terrain clos. La première forme matérielle des observations est une série de carnets de notes qui tiennent dans une poche et constituent ensemble un journal de notes de terrain, consacré à la prise de notes rapides sur le terrain et aux échanges immédiats avec mes interlocuteur·rices, dans lequel on retrouve parfois des passages rédigés mais le plus souvent des mots épars et tremblants, des chiffres, des noms ou des caractères inconnus notés par les personnes autour de moi lors des discussions, des schémas des lieux, des dessins plus ou moins en lien avec la thèse, etc.

La seconde forme est un journal d'enquête rédigé au quotidien pendant les périodes de terrain, sur papier, dans plusieurs carnets A5. Le journal est rédigé selon la méthode de Baud et Weber dans le manuel sur l'enquête ethnographique (Beaud et Weber 2010), consacrant la page de droite aux récits d'observation et celle de gauche aux remarques et références théoriques auxquelles relier les observations. Au fur et à mesure de l'écriture de ce journal, la page de gauche est devenue une colonne, pour n'être qu'une marge dans les derniers carnets. Bien que

je me sois forcé à noter quotidiennement les expériences vécues dans la journée, il reste dans ces carnets des trous de plusieurs jours, plus ou moins rattrapés ensuite, notamment lorsque les conditions matérielles ou des déplacements quotidiens ne me permettaient pas de consacrer une heure à cette écriture avant la nuit.

La troisième forme de données qui constituent les sources matérielles tirées des observations sont un nombre conséquent – autour de 5000 – de photographies et de vidéos des lieux, des personnes, des activités, des animaux, de l’artisanat, etc., observés. Elles sont réalisées à l’aide d’un smartphone ou d’un appareil photo portable d’une meilleure qualité, assez discret. La plupart d’entre elles ont un intérêt informatif, comme une prise de note englobant dans un même mouvement plus rapidement un grand nombre d’informations. Quelques-unes ont également un intérêt esthétique. Elles figent dans une autre forme que par le récit, des manières dont les populations enquêtées interagissent ou les endroits où elles vivent. La répétition d’un même cliché à de nombreuses reprises souligne cependant une chose, au-delà de la tendance à multiplier les prises de vues d’un même objet facilitée par les capacités de stockages croissantes des appareils numériques, c’est l’absence de temps consacré au tri systématique de ces documents et à une analyse fine de certaines des photographies dans la thèse. Afin de profiter malgré cela de ces données précieuses et du décalage de regard qu’elles offrent, je propose d’introduire chaque chapitre de la thèse par une photographie de terrain et son commentaire.

IV. B. 2. Participation

IV. B. 2. a. Informateurs privilégiés

Les observations *in situ* sont en réalité indissociables de l’observation participante effectuée sur la même période. À la fin du séjour de recherche dans le Yunnan (mars – juillet 2017), l’enquête préparatoire m’amène à échanger avec un chercheur taïwanais, Away, militant de la cause paysanne, qui me propose de participer aux recherches collectives qu’il organise autour de l’Association des ami·es des paysan·nes. À la suite de cette proposition, je rencontre grâce à lui le Président de l’Association et participe à leurs côtés à des activités en tant que jeune chercheur sur la question paysanne et l’agriculture biologique. Ces activités prennent la forme de tours d’initiatives paysannes, de réunions d’organisation plus ou moins formelles et d’« ateliers de terroir ».

Par l’intermédiaire de ces deux informateurs privilégiés, les observations deviennent participantes lors de séjours en septembre et octobre 2017, en novembre 2018 et en février 2019 notamment, puis lors des ateliers de février 2019. Je suis introduit sur les lieux des enquêtes

comme un chercheur sur les questions agraires faisant partie du collectif de recherche-action constitué autour d'Away et du Président, de manière plus ou moins formelle et plus ou moins définie selon les périodes de la thèse. Les informations collectées et construites pour la thèse sont alors aussi le sujet de rapports et de publications au sein de l'Association.

IV. B. 2. b. Recherche-action sur les produits de terroir

En tant que chercheur, je participe sur cette période à une recherche-action sur les « aliments de terroir ». Ma posture méthodologique est sensiblement la même que lors des observations *in situ* : observations sur place, participation aux tâches peu qualifiées dans les boutiques, les fermes, les restaurants, prises de notes et de photographies, etc. auxquelles s'ajoutent des réunions de réflexion sur la démarche engagée – à trois en début et fin de « séjour », à quatre avec des jeunes retourné·es actives localement, ou à davantage. Les activités de recherche-action donnent lieu à la rédaction de rapports sur nos activités à la demande de Away, dont trois ont fait l'objet d'une courte publication dans le magazine bimensuel édité par Away à Taiwan, *Pousses Vertes (qing ya'er 青芽儿)*. Lors du premier « atelier de terroir » (*tushicai gongzuofang 土食材工作坊*) en février 2019, je présente également une intervention sur l'agriculture biologique et les produits de terroir en France, en tant que « consultant » (*guwen 顾问*). Cette appellation permet politiquement de m'inviter à l'atelier de trois jours, financé par le bureau pékinois d'une organisation hongkongaise (Oxfam HK). Ce statut arrangé dans la contrainte confère cependant une légitimité plus large à mes interventions sur la question de l'agriculture paysanne, alors que les actes de l'atelier sont également publiés en ligne en accès libre.

En principe, la participation à la recherche-action aurait dû être une activité collective, répartie en petits groupes de recherches sur des terrains donnés au cours des années 2019 à 2021, avec une mise en commun des activités de terrains et ensuite des recherches effectuées. En pratique, la pandémie de covid-19 a pour moi mis un terme aux activités de recherche en Chine à la fin de l'années 2019. Si j'ai participé à la mise en place des ateliers de terroir, je n'ai pas pu ensuite effectuer de terrains spécifiquement pour la recherche-action telle que nous l'avions établie, c'est-à-dire fondée sur la participation conjointe des producteur·rices des activités étudiées et de deux chercheur·ses. Dans cette perspective, l'activité d'observation participante aura surtout eu lieu en préparation de la recherche-action et non dans sa réalisation.

IV. B. 2. c. Méta-terrains

Dans le même temps, les terrains préparatoires aux « ateliers de terroir » ont tout autant constitué pour moi des « méta-terrains » pendant lesquels j'ai pu observer comment Away notamment, et parfois d'autres personnes nous accompagnant, se comportaient dans l'étude des populations vivant de polycultures de subsistance et établissant des liens marchands avec des espaces de distribution urbains. Les « ateliers de terroir », espaces de réflexion sur les activités liées à l'agroécologie paysanne, ont ainsi été des espaces privilégiés pour appréhender la réflexivité des acteur·rices sur leurs activités productrices, éthiques et commerciales.

Si la recherche-action porte sur des périodes précises, l'étiquette de chercheur associé au collectif des Ami·es de paysan·nes ne me quitte cependant plus à partir du premier « tour des initiatives paysannes » de septembre et octobre 2017. Par la suite, dans les terrains qui auront lieu dans le Guangxi essentiellement, mais aussi lors des expériences sporadiques dans d'autres régions, je me présenterai comme faisant une étude sur et avec les Ami·es des paysan·nes, sous la direction du Président et de Away.

IV. B. 3. Entretiens

Au cours des périodes d'observation, quarante-trois entretiens formels, individuels et collectifs, ont été réalisés avec des acteurs et actrices des réseaux de l'agroécologie paysanne. Onze réunions collectives s'y ajoutent, auxquelles j'ai participé en tant que chercheur du groupe de recherche-action sur les produits de terroir. Les entretiens et réunions ont été enregistrés – sauf cinq –, retranscrits et décodés. Tous ont eu lieu en chinois mandarin, sauf un entretien en français. Pour la retranscription, je suis d'abord passé par une entreprise de retranscription en mandarin avant de les reprendre, de les coder et de traduire certains passages en français pour la thèse. Les entretiens ont duré entre trente minutes et deux heures trente, avec une moyenne d'une heure quarante-cinq. Nous pouvons distinguer trois catégories d'entretiens qui constituent un des socles de l'enquête ethnographique, tous trois étant construits sur et autour d'une myriade d'échanges informels tout au long des périodes d'observations.

IV. B. 3. a. Entretiens préparatoires

Pour la période de terrain dans le Yunnan, la plupart des entretiens ont été individuels (19). J'ai rencontré les acteur·rices par effet boule de neige à partir de trois sources principales : (1) une carte des producteur·rices affichée dans une boutique écologique du marché biologique paysan de Beijing visitée à Beijing, (2) des échanges en ligne avec la responsable de l'Alliance des CSA chinoises sur les jeunes retourné·es dans le Yunnan, ainsi (3) qu'une recherche internet

sur les fermes promouvant l'agroécologie dans la région. Dans le cadre du LIA *Post-Western Sociology*, j'avais alors le statut prestigieux de doctorant invité à l'université de Beijing (mars – juillet 2017). Ces entretiens ont eu lieu avec 11 femmes et 8 hommes, qui cumulent des activités de « jeunes retourné·es à la terre » (6 femmes et 6 hommes), de participation active à l'organisation des réseaux de l'agroécologie paysanne (4 femmes et 3 hommes), de recherche scientifique sur l'écologie ou les réseaux de l'agroécologie (6 femmes et 1 homme). L'âge moyen des personnes enquêtées est estimé à 31 ans en 2017 ; toutes les enquêtées étaient dans la tranche d'âge 25 – 35 ans, sauf une professeuse de 58 ans et deux retourné·es d'une petite cinquantaine d'années. Les enquêtées étaient très majoritairement diplômé·es du supérieur – au moins deux ans d'études postbac pour 17 personnes sur 19, dont trois doctorats. À la fin de cette période, j'ai également participé à la mise en place d'un premier entretien collectif avec Away – 66 ans, que j'ai rencontré à cette occasion –, deux jeunes retournés (l'un d'un restaurant inspiré des Amies des paysan·nes et l'autre gérant d'une coopérative de consommateur·rices) et un jeune retourné « entrepreneur flottant ». Ce premier entretien collectif a été prolongé par un dîner dans le restaurant de l'un des participants, c'est à cette occasion qu'Away m'a conseillé de travailler davantage autour de l'Association des amies des paysan·nes et des restaurants du Guangxi.

IV. B. 3. b. Entretiens collectifs

Un deuxième ensemble est constitué d'entretiens collectifs menés entre septembre 2017 et février 2019 avec Away et le Président de l'Association (né en 1972, 45 ans en 2017). Au total, dix-sept enregistrements ont été retranscrits avec le Président, dont dix avec Away également, qui correspondent à neuf entretiens collectifs avec des acteur·rices du réseau des Amies des paysan·nes et cinq réunions en groupe plus restreint – soit à trois, soit avec Premier Secrétaire Liu – de programmation ou de réflexivité sur les terrains. Deux autres réunions collectives font également partie de cet ensemble, mais font intervenir davantage de personnes, sur l'organisation des « ateliers de terroir » pour l'une, sur le bilan du « séjour sucre rouge » pour l'autre. Mis à part Away et le Président, les entretiens ont concerné des jeunes retourné·es (2 femmes et 7 hommes), né·es entre 1983 et 1989, majoritairement diplômé·es du supérieur (7 sur 9), ainsi que le premier « jeune retourné » de l'Association, né en 1971 et la responsable d'une coopérative agricole de productrices non diplômées, née dans les années 60. Les deux réunions collectives comprenaient également, pour l'une, la responsable d'une organisation non gouvernementale internationale (ONGI) (autour de 50 ans) et cinq jeunes retourné·es d'une

trentaine d'années, et, pour l'autre, onze entrepreneur·ses de l'agroécologie sociale, toutes autour d'une trentaine d'années.

IV. B. 3. c. Entretiens individuels

Une troisième série d'entretiens a été menée à la suite des entretiens collectifs, certains avec des personnes présentes dans les entretiens collectifs, et d'autres avec des membres plus ou moins ancrés dans les réseaux des Ami·es des paysan·nes dans le Guangxi. Ils constituent un ensemble de dix entretiens individuels dans le prolongement des entretiens organisés avec le Président de l'Association, comprenant des producteur·rices de l'Association (1 femme, 2 hommes), le responsable d'un des restaurants de l'Association, deux responsables d'associations de promotion de l'agroécologie et participant aux « ateliers de terroir » (1 femme et 1 homme), un chercheur en sciences sociales sur les réseaux de l'agroécologie paysanne et participant des « atelier de terroir ». Toutes ces personnes étaient nées dans les années 1980, beaucoup vers la fin, sauf le responsable de restaurant, né à la fin des années 1970. Quatre personnes sur les dix étaient diplômées du supérieur (une retournée, deux responsables de réseaux, un chercheur).

IV. B. 3. d. Échantillon

Dans l'ensemble la plupart des entretiens concernent ainsi des personnes qui se considèrent elles-mêmes comme « jeunes retourné·es », nées dans la seconde moitié des années 1980, comprenant une majorité d'hommes (30 femmes et 38 hommes), travaillant en majorité dans la production et la promotion de produits agricoles paysans, ayant vécu un parcours migratoire avec des périodes de vie urbaines et des études supérieures. Cet échantillon souligne la sous-représentation dans les entretiens de praticien·nes non diplômées, qui sont davantage présentes dans l'observation. Il montre cependant aussi bien comment la thèse, par la démarche méthodologique, s'est dirigée vers l'analyse des carrières de jeunes diplômé·es retourné·es à la terre et vers la compréhension de l'agroécologie sociale qu'ils et elles construisent à partir de ces carrières.

Si l'échantillon comporte une majorité d'hommes, c'est en ainsi en partie dû à l'orientation de la thèse vers la figure des jeunes retourné·es (9 femmes et 16 hommes dans les entretiens). Cette disparité ne reflète pas la situation à l'échelle de la Chine : elle semble particulière aux groupes de jeunes associés à l'Association des ami·es des paysan·nes dans le Guangxi – par contraste, les jeunes interviewé·es dans le Yunnan comportaient autant de femmes que d'hommes. La disparité de genre dans les jeunes proches des Ami·es des paysan·nes trouve éventuellement une explication par la position particulière de l'Association sur le « retour à la terre », où elle

encourage spécifiquement le retour à l'agriculture de jeunes locaux·ales dans le village familial¹⁷, là où les organisations soutenant les néo-paysan·nes (*xin nongren* 新农人), d'origine plus urbaine, ont une population plus féminine. Cette disparité dans l'échantillon du Guangxi obstrue également la présence de groupe de femmes agricultrices, non diplômées, organisées en coopératives de productrices, jouant un rôle essentiel notamment autour du restaurant *Aux bons produits de la terre* de Nanning et dans les associations *Sili* et *Eco-women* de Kunming. Enfin, en se focalisant sur les jeunes retourné·es diplômées, l'échantillon des entretiens cache également l'organisation des pôles de consommation des produits de l'agriculture biologique paysanne, notamment réunis en « groupes de mamans » (*mama tuan* 妈妈团).

Pour ces différentes raisons et pour que la langue utilisée ne vienne pas recréer une disparité non représentative des résultats de l'observation, la thèse est rédigée en écriture inclusive. Afin de démasculiniser certaines formules, l'usage du point médian indique la coprésence des genres dans les groupes d'acteur·rices. Les accords de proximité et de sens sont privilégiés par rapport à la règle de primauté du masculin. La lecture permettra à l'œil de s'habituer à des formes encore émergentes comme celles, récurrentes dans la thèse, des « producteur·rices » et « consommateur·rices »¹⁸. Nous avons cependant tenté d'éviter de cumuler plusieurs adjectifs à l'une de ces formes qui, par la règle de proximité, s'accorderont différemment selon qu'ils sont antéposés ou postposés, comme ce serait par exemple le cas pour les « petits paysan·nes rurales ».

IV. B. 4. Recueil de sources écrites

Les notes d'observations et les retranscriptions d'entretiens et de réunions constituent la base de données principale sur laquelle s'appuie la rédaction de la thèse. Une seconde base de données est compilée à partir du recueil de données écrites, publiées et diffusées par les organisations étudiées : les menus, affiches et plaquettes de présentation de l'Association des ami·es des paysan·nes et des associations du même réseau ; les productions de la recherche-action et la revue *Pousses vertes* éditée par Away ; les revues proposées par les organisations non gouvernementales (ONG) ou entreprises de l'agroécologie paysanne.

¹⁷ Pour les jeunes hommes, le retour au village est moins contraignant et socialement mieux accepté que pour les jeunes femmes.

¹⁸ Pour s'habituer à ces formes, la lecture peut par exemple les prononcer « producteurices », « consommatrices », etc.

IV. B. 4. a. Matériel de promotion

L'Association des ami·es des paysan·nes a produit plusieurs générations de matériaux de diffusion et de promotion de son activité. Pendant les périodes d'observation, j'ai récolté trois menus des restaurants, imprimés sur une feuille A4 recto-verso (éditions septembre 2017, octobre 2018, septembre 2019). Ces menus indiquent les plats proposés, mais montrent également des photographies des espaces de production et sont introduits et conclus par des slogans publicitaires et militants de l'Association. J'ai également tenté de photographier systématiquement les placards pédagogiques affichés sur les murs, drapeaux ou peintures murales des espaces de distribution (62 sur les terrains cumulés du Yunnan et du Guangxi), qui détaillent les lieux et méthodes de production, les particularités des restaurants et des boutiques, les définitions de la consommation éthique ou de l'agroécologie sociale, proposent des slogans commerciaux et politiques, etc.). Lors du déménagement d'un des restaurants de Liuzhou en avril 2019, plusieurs cartons de documents de promotion de l'Association ont été redécouverts dans des remises, dont des exemplaires m'ont été remis par le Président. Il s'agit de livrets de présentation de l'Association, l'un auto-édité en 2010 (60 pages) et l'autre édité par PCD en 2013 (48 pages), d'un menu imprimé sous la forme de livre en 2012, comprenant des encarts présentant les producteur·rices, les méthodes de production et de transformation et la démarche de l'Association (26 pages), des livrets spécialisés sur certains produits (tofu-bambou, tofu à la saumure), de cartes postales, d'un journal édité pour trois tirages (dont je n'ai récupéré que le second tirage, de 2013), deux tote-bags imprimés « Revenir à la terre » et « culture agroécologique », etc.

À côté du matériel de promotion, j'ai également gardé la trace, souvent photographiée, des étiquettes des produits vendus par l'Association.

IV. B. 4. b. Publications spécifiques

Une seconde source matérielle sont les publications issues des ateliers de recherche-action, notamment publiés dans la revue *Pousses Vertes* (*qing ya'er* 青芽儿). La revue a été créée en 2003 par Away, qui en est toujours l'éditeur, afin de donner la parole aux agriculteur·rices lors de mobilisations contre les expropriations de terres arables à Taïwan. La revue est aujourd'hui bimensuelle, elle a fêté son centième numéro en décembre 2021. Lors d'événements associés à la recherche-action sur les aliments de terroir, la revue propose des numéros spéciaux – pour le congrès international Slow Food, pour les « ateliers de terroir ». La revue propose aussi des versions retravaillées des interventions faites lors de ces événements. De manière plus générale, la revue recense des initiatives agroécologiques, essentiellement à Taïwan, mais également à

Hong Kong ou en Chine continentale. L'un des objectifs initiaux de la revue était de rendre accessibles aux paysan·nes en lutte des informations et des expériences d'autres mobilisations pour la défense des terres arables – autour de la question de l'accès à la terre pour les agriculteur·rices, dans la continuité des mouvement taïwanais et hongkongais pour une justice foncière ou *Land Justice* (*tudi zhengyi* 土地正义). Dans cette perspective d'accessibilité à des populations non diplômées et non habituées à la lecture, la revue propose des articles écrits avec une police de grande taille, en définissant systématiquement le vocabulaire scientifique et militant, et illustrés de photographies ou de dessins. Les thématiques ont progressivement intégré des problématiques alimentaires, en effectuant notamment le lien entre les mobilisations pour l'accès à la terre et le choix des pratiques agricoles, en termes de cultures et de commercialisation – autour des notions de souveraineté alimentaire (*shiwu zhuquan* 食物主权 ou *liangshi zhuquan* 粮食主权) et de souveraineté des semences (*zhongzi zhuquan* 种子主权). La revue, auto-éditée à Taïwan grâce à des financements privés jouit d'un grand prestige à Hong Kong où sont localisés les sièges des deux principales organisations de développement actives en Chine continentale dans le domaine de l'agriculture biologique (Partnerships for Community Development et Oxfam HK). À travers ces organisations, la revue a été diffusée en Chine continentale également, notamment sous la forme de copies pirates circulant entre les espaces écologiques naissants de l'agroécologie sociale – sous le regard approbateur de l'éditeur. C'est en partie le prestige dont jouissent Away et sa revue qui se répercute sur moi lors de l'enquête. Away m'a également fait parvenir chaque numéro de la revue depuis septembre 2017. À part de manière exceptionnelle lorsqu'ils étaient présentés dans une boutique ou un restaurant, je n'ai pas eu accès aux numéros plus anciens. Par ailleurs, si je fais dans le corps de la thèse référence à certains articles et que j'en cite et analyse des passages précis, je n'ai pour autant pas effectué d'analyse systématique des numéros en ma possession.

IV. B. 4. c. Publications extérieures

Un troisième ensemble de sources écrites élargit le cercle des instances de diffusion : il s'agit des revues et matériels de formation ou d'information sur les questions d'agroécologie, de retour à la terre, l'usage des pesticides, des OGM, etc., proposées par d'autres organismes que les Ami·es des paysan·nes ou *Pousses vertes*. Avec l'essor des mouvements pour la défense d'une agroécologie sociale, et dans la continuité de la démarche de diffusion de *Pousses Vertes*, plusieurs revues spécialisées ont vu le jour.

Dans le cadre de la thèse, la lecture des publications de l'organisation de développement Partnerships for Community Development (PCD, en chinois : *shequ huoban* 社区伙伴) a été

riche tant en termes de contenus que dans la compréhension des mécanismes de construction de réseaux de l'agroécologie sociale en Chine continentale. La principale publication régulière de PCD est *Fragrances d'une terre voisine* (*bilin nitu xiang* 比邻泥土香), avec une ou deux publications annuelles depuis novembre 2009. La revue est essentiellement orientée vers le partage des expériences vécues par les jeunes retourné·es participant au programme d'affectation de « stagiaires » dans des espaces de production ou de diffusion de l'agroécologie sociale, commencé en 2007. L'Association des ami·es des paysan·nes participait jusqu'à 2012 à ce programme. Partant, plusieurs numéros de la revue évoquent des expériences vécues par des jeunes retourné·es avec les Ami·es des paysan·nes (en 2008, 2009, et 2011). Ces récits rétrospectifs sont en général très laudatifs, avec quelques thèmes récurrents comme l'harmonie des collectivités rurales, celle entre les populations rurales et les non-humains avec lesquels elles travaillent – l'admiration d'une agroécologie « primitive » –, les contradictions entre le bien-être général apporté par la vie rurale et le travail manuel et cependant les difficultés physiques et économiques rencontrées, ou encore les incohérences des producteur·rices manquant de sens marchand ou des consommateur·rices manquant de conscience politique et sociale.

Si ces récits ont tendance à mettre en avant leurs auteur·rices, ils constituent néanmoins des témoignages triples, (1) des activités de l'Association des ami·es des paysan·nes entre 2007 et 2012 d'une part, (2) des pratiques de valorisation d'une agriculture paysanne par ailleurs systématiquement décriée dans les autres médias, et (3) de la construction d'une catégorie d'entrepreneur·ses de la consommation éthique comme indispensables à la prospérité de l'agroécologie sociale. Aux côtés de *Fragrances d'une terre voisine*, PCD propose d'autres publications irrégulières, consacrées à des thématiques ou des régions particulières, dans lesquelles sont également publiées des paroles de jeunes retourné·es, des expériences d'agriculture biologique ou de circuits courts alimentaires.

De nombreuses organisations ont ainsi leur propre publication, organe de promotion de leur vision de l'agroécologie sociale. Ces publications sont potentiellement disponibles à la lecture ou à la vente dans les espaces urbains de distribution des produits paysans, dans les métropoles centrales chinoises comme dans les boutiques de villes plus modestes. Parmi les plus répandues sont fréquemment présentées aux côtés de *Pousses vertes* et *Fragrances d'une terre voisine* les publications de Nurtureland (*wotu gongfang* 沃土工坊), *Sustainable Agriculture* (*kechixu*

nongye 可持续农业) depuis 2017 et le mensuel du Jardin citoyen Petit âne (*xiaomaoliu shimin nongyuan* 小毛驴市民农园), *La lettre des CSA* (*CSA jianbao* CSA 简报) depuis 2009.

Des centres de recherche enregistrés comme associations ou comme entreprises proposent également des rapports d'activité qui se rapprochent parfois du partage d'expérience ou de recherches scientifiques. L'un des membres organisateur·rices des « ateliers de terroir » publiait en ce sens quelques années auparavant un recueil de *Notes des champs* (*tianye biji* 田野笔记) en tant que coéditeur pour l'Institut James Yen pour la reconstruction rurale. Davantage restreints à une diffusion régionale, le centre *Sili* pour les alternatives écologiques aux produits chimiques agricoles dans le Yunnan publie plusieurs fois par an des livrets d'information scientifique à destination agriculteur·rices sur les intrants chimiques, les pesticides, les OGM, etc. Si nous n'en avons pas étudié le contenu même, ces documents ont été une source précieuse quant à la construction et la diffusion d'un savoir scientifique, ainsi que sur les processus d'appropriation ou d'autonomisation des populations rurales agricoles.

Enfin, des universités publient également des rapports qui relèvent davantage d'une presse militante que de publications scientifiques. L'université Renmin participe par exemple à la publication des *Actes des assemblées annuelles sur les CSA chinoises*, dans lesquelles interviennent de jeunes retourné·es associées aux Ami·es des paysan·nes ; l'université Tongji publie quant à elle des « Recueils d'images » collectifs sur un village de la région du Shaanxi, présentés lors des « ateliers de terroir », intitulés *Souvenirs ruraux* (*xiangcun jiyi* 乡村记忆). J'ai privilégié l'analyse des textes de *Pousses vertes* et de *Fragrances d'une terre voisine* parce que ces revues traitent le plus directement de l'Association des ami·es des paysan·nes. Cependant, d'autres textes tirés de ces deux publications ont également été mobilisés lorsqu'ils traitaient des terrains du Yunnan ou qu'ils présentaient des initiatives similaires, comparables ou contradictoires avec celles étudiées. Les autres publications citées ici ont également beaucoup été consultées, notamment en début d'enquête, pour appréhender les différents cercles de l'agroécologie sociale en coopération et en compétition.

Ces différentes publications, émergeant de près ou de loin du réseau des Ami·es des paysan·nes, ont progressivement constitué un corpus enrichi permettant à la fois d'accéder aux récits des activités de l'Association avant le commencement de l'enquête, et surtout de comprendre les mécanismes de construction d'une agroécologie sociale et de concurrence ou d'intégration au sein de réseaux plus larges.

IV. B. 5. Remarques sur une enquête en contexte chinois.

IV. B. 5. a. Une enquête en mandarin

Ces sources, qu'elles aient été construites au cours de l'observation, à travers les entretiens, ou sélectionnées et récoltées de matériaux secondaires, sont intégralement produites dans un contexte chinois, où le mandarin a été la langue principale des échanges. Plusieurs périodes de terrain ont vu des dialectes du Yunnan ou du Guangxi prendre davantage de place dans les interactions, mes maigres efforts d'adaptation ont alors davantage prêté à rire que permis de véritables échanges de fond, ils ont peut-être facilité la communication d'une manière ou d'une autre. Dans ces moments-là, en présence de populations ne communiquant pas grâce au mandarin d'ordinaire, j'ai presque systématiquement été accompagné par une personne parlant le dialecte et le mandarin, souvent le Président ou un·e jeune retourné·e du village.

Concernant le mandarin, sa pratique était indispensable pour comprendre les échanges en cours autour de moi, écrits et oraux. J'ai commencé à apprendre le chinois assez tôt dans mon parcours scolaire, en 2002, puis me suis appliqué à apprendre plus avant cette langue en classe préparatoire avant d'intégrer l'ENS de Lyon en spécialité langue chinoise. J'ai mené une licence de l'écrit chinois en même temps que ma licence de sociologie et ai commencé mes recherches de mémoire en sociologie sur des terrains chinois dans le cadre d'un master d'études chinoises, qui m'a mené à obtenir également les concours de l'enseignement en chinois, CAPES et agrégation. La formation en langue a été complétée par des séjours d'études et de tourisme, sur un total d'environ quatre années cumulées passées en Chine depuis 2005. Tout en étant loin de pouvoir prétendre à une compréhension parfaite de la langue chinoise et des formes spécifiques d'interactions quotidiennes en Chine, ces formations m'en ont forgé une appréhension globale, qui m'a permis de m'adapter relativement rapidement aux différents terrains.

Deux remarques cependant, qui pourraient certainement être formulées sur des terrains francophones également. La première étant que la pratique du terrain dans une langue étrangère a été particulièrement éprouvante, et qu'il m'est arrivé d'interrompre des temps d'observation, voire de raccourcir volontairement des entretiens, pris d'une fatigue qui m'empêchait de rester attentif. La seconde étant que le recours à une entreprise de retranscription pour une première mise à l'écrit des entretiens a été salvatrice, parce que la retranscription intégrale en chinois de plus d'une centaine d'heures d'entretiens aurait considérablement réduit le temps disponible pour leur analyse, et parce qu'il m'est arrivé de comprendre uniquement au moment de réécouter et reprendre les transcriptions certains éléments clés des entretiens que je n'avais pas été à même de saisir sur le moment.

Si ma pratique du mandarin a été un obstacle à de nombreux échanges qui auraient pu être plus approfondis, elle a cependant également suscité une forme de curiosité chez une partie non négligeable des enquêtés. La présence d'un étranger blanc a été accueillie de manière généralement très favorable par une population enquêtée ayant rarement eu d'interactions avec des populations étrangères, notamment non-asiatique. La disposition bienveillante avec laquelle les observations et questions ont été acceptées était soutenue par une perception très enthousiaste de l'Europe occidentale et de la France en particulier, construite certes comme (1) le pays des libertés, du romantisme et des pneus Michelin, mais également comme (2) un espace au cœur des processus de retour à la terre et à l'agroécologie, proche de l'Italie (Slow Food) et de la Suisse et l'Allemagne, associées au renouveau des circuits courts dans les années 1970, et (3) ayant connu des processus de reconnaissance et d'institutionnalisation des produits de terroir (dans l'imaginaire collectif : le vin et le foie gras, puis les fromages).

IV. B. 5. b. Contexte politique favorable

À une seule occasion, mon apparence d'étranger a été un obstacle manifeste à la pratique du terrain. En juin 2017, dans le contexte de promulgation de la loi sur les ONG étrangères au premier janvier de la même année et à la suite d'un contrôle policier le mois précédent, la responsable d'une coopérative agricole a refusé ma visite. La gestion de la coopérative étant affiliée à une importante association de travail social, la responsable a exprimé la crainte qu'une présence étrangère puisse susciter un doute quant à l'origine des financements de l'association. Mise à part cette expérience, la pratique du terrain n'a pas rencontré de contraintes politiques. Le choix du sujet de thèse avait anticipé cet évitement du politique, en passant d'une réflexion de master sur des associations d'accès au droit et à la parole pour des populations discriminées (autour de migrations ou de questions de santé notamment) à l'étude d'associations environnementales. Si la question politique est éminemment sensible autour des scandales alimentaires et des transformations agraires, la question des circuits courts alimentaires et l'émergence de dispositifs de vente en ligne sont cependant considérées pendant la période comme des sujets encouragés par les autorités politiques. La « revitalisation rurale » et les « économies numériques » étaient par exemple placées en tête du podium des trois « tendances » sur la principale plateforme scientifique chinoise, CNKI, à la fin de l'année 2021.

IV. B. 5. c. Présentation de soi

Au-delà de la langue et de mon apparence, ma présence a également été favorisée par d'autres privilèges. Si le cursus universitaire suivi en France n'évoquait rien sur les terrains d'enquête, le rattachement à des universités chinoises a suscité une forte reconnaissance et a amplement

légitimé mon statut de chercheur. Lors de la première période de terrain, je me suis présenté comme doctorant invité par l'université de Beijing. À partir de septembre 2017, la convention de cotutelle entre l'ENS de Lyon et l'ECNU a été officialisée et j'ai continué mes recherches avec le statut de doctorant de l'ECNU. Le rattachement à ces deux universités chinoises prestigieuses a largement participé à légitimer ma démarche auprès des populations de jeunes retournées à la terre notamment, elles-mêmes diplômées de deux ou trois années dans le supérieur et reproduisant par moment une hiérarchie fondée sur le capital culturel dans les espaces de production et de distribution.

Le fait que je sois un homme a aussi probablement joué un grand rôle dans mon acceptation sur les terrains, notamment ceux du Guangxi. La constitution du groupe de jeunes retournés à l'agriculture autour du Président est très majoritairement masculine. Si, en pratique, ces jeunes hommes travaillent souvent avec leurs compagnes et qu'ils emploient des femmes de leur famille ou du village, ce sont eux qui bénéficient d'une image publique en tant qu'entrepreneurs et qui sont davantage invités par le Président et Away à prendre la parole dans les espaces de discussion et de diffusion. Lors des événements publics, nous avons pu observer une certaine parité des genres, mais les activités sociales et professionnelles étaient souvent genrées, avec des jeunes retournés masculins se revendiquant de la pratique agricole et de jeunes retournées féminines assurant des tâches de gestion et d'organisation de la vente et des réseaux. Sans que cela n'ait jamais été exclusif, les moments de sociabilité autour de l'alcool étaient souvent très masculins, ce qui a pu avoir une influence sur la répartition des convives à table par exemple¹⁹. Il faut néanmoins souligner que c'est tout autant une distance exprimée vis-à-vis de cet ordre viril qui a en partie attiré la bienveillance du Président de l'Association, qui, bien qu'accordant surtout son soutien à de jeunes hommes, est lui-même très critique de ces pratiques sociales démonstratives.

L'enquête ethnographique a ainsi été mise en place progressivement, en suivant à la fois des modèles et pratiques méthodologiques constituées en amont de la thèse, mais également d'autres pratiques plus inédites pour moi, notamment dans l'observation participante en tant que chercheur associé au projet étudié. La participation aux activités et programmes de recherches sur les terrains, avec les acteur·rices, a contribué à donner forme à la méthodologie

¹⁹ Qui suit par ailleurs un ordre ritualisé propre à chaque région en fonction d'une hiérarchie entre personnes invitant et personnes invitées.

de l'enquête elle-même. Les recherches effectuées dans le Yunnan, dans le Guangxi, et lors des « tours d'initiatives paysannes » ont alors accordé au fur et à mesure de la thèse davantage de place à des entretiens collectifs ou individuels, à des prises de notes rapides, la rédaction du journal de terrain ou la prise de photographies. Les différentes expériences ethnographiques se répondent et constituent dans un mouvement discontinu l'enquête multi-site autour des Amis des paysannes, dans le Guangxi principalement, et dans ses branches du Yunnan et du Shaanxi.

Dans cette perspective d'enquête multi-site, les terrains du Guangxi éclairent le lien entre les intuitions des terrains préparatoires du Yunnan et la recherche-action sur les aliments de terroir dans une réflexivité transnationale. Dans le même temps, les terrains matériels observés par l'enquête ethnographique sont une facette d'un ensemble de transactions qui s'étend tout autant sur des réseaux numériques. L'omniprésence des outils et des interactions numériques demandent d'y consacrer un temps de réflexion dans le prolongement mais à côté de la méthode ethnographique.

IV. C. Ethnographie des réseaux sociaux

WeChat, ou Weixin (*weixin* 微信), a été le réseau social privilégié pour la communication pendant les périodes de terrain. Le réseau se présente sous la forme d'une application pour smartphone, avec une plateforme de services comprenant un tchat, un mur public de diffusion d'informations personnelles (*pengyou quan* 朋友圈), des comptes officiels ou comptes publics (*gongzhong hao* 公众号) où sont diffusés des textes, un système de paiement en ligne (*weixin zhifu* 微信支付) associé à un porte-monnaie intégré à l'application ou à un compte bancaire. Ces services impliquent d'associer à l'application des données personnelles attestées par passeport ou carte d'identité. Pour celles à qui la question a été posée, et ce jusque dans des montagnes reculées, l'intégralité des personnes rencontrées au cours des terrains de thèse avaient associé leur identité réelle à l'application et utilisaient ces services. Au-delà de ces fonctionnalités propres, l'application fournit un accès à des « mini-programmes » proposés par d'autres entreprises, ce qui en fait également une plateforme réunissant des services de transport et de localisation, de logement, de livraison de repas, de divertissement, etc. Pendant les trois années passées en Chine lors des terrains de thèse, Weixin a constitué un outil de communication incontournable, non seulement pour mener à bien la recherche, mais aussi pour pratiquer un nombre non négligeable d'activités quotidiennes.

L'expérience des usages du numériques en Chine à partir du milieu des années 2010 atteste de l'emprise des technologies numériques sur toute forme d'interactions, numériques comme physiques. L'entreprise Tencent qui commercialise l'application Weixin en propose également une version légèrement différente pour les usager·ères en dehors du territoire chinois, cette version est nommée WeChat. Dans la rédaction de la thèse, les appellations WeChat et Weixin sont utilisées indifféremment.

IV. C. 1. Un outil de communication

IV. C. 1. a. Prise de contact

En tant qu'outil de communication, WeChat a été utilisé à la fois pour envoyer des messages individuels, échanger à travers des notes vocales, participer à des groupes de discussion à plusieurs. L'application a indéniablement constitué le vecteur principal des communications à distance. Les prises de contact avant les périodes d'observation ou les entretiens ont systématiquement été mises en place par ce média²⁰. Lors des demandes de contact par WeChat avec des personnes inconnues, l'interlocuteur·rice reçoit un message type, « bonjour, je suis... », qui peut être modifié afin que la personne soit davantage informée et accepte l'échange. Avec ce premier message, l'interlocuteur·rice reçoit en même temps une autre information cruciale pour la constitution des réseaux : la manière dont la personne qui effectue la demande a obtenu son contact – par une personne déjà « amie », par un groupe de discussion en commun ou par la recherche précise de son identifiant. Dans cette perspective, avant même qu'une discussion ne commence, la personne contactée connaît déjà une identité proclamée de la personne qui lui écrit et l'élément du réseau qui les a mises en relation. Dans les premiers échanges, j'envoyais aussi quelques lignes de présentation de la recherche rédigées en fonction du lieu ou de la personne à rencontrer. Cela me permettait dans le même temps de préparer les observations et entretiens, qui ont souvent eu lieu dans des endroits difficiles d'accès.

IV. C. 1. b. Présentation de soi

Si certains aspects de la présentation que j'ai faite de moi dans les interactions de face-à-face ont pu être déterminants pour la réalisation de l'enquête – parlant chinois, occidental blanc, fortement diplômé, homme cisgenre, etc. –, l'image construite sur les réseaux sociaux a certainement eu un poids au moins équivalent. L'image que pouvaient avoir de moi les personnes rencontrées de manière numérique était également construite dans une démarche

²⁰ Une exception vient confirmer la règle, lors de la première visite de ferme à l'arrivée dans le Yunnan, improvisée sur le trajet d'une autre activité, où j'ai appelé le responsable de l'exploitation dont le numéro était affiché à l'entrée.

active sur le mur public de l'application WeChat. Après les premières visites de lieux de production ou de distribution des produits paysans, j'ai publié sur mon « mur » des images de ces lieux et des acteur·rices y travaillant en y ajoutant un commentaire. J'ai ainsi participé à construire une image de moi disponible aux personnes « amies » sur WeChat, avec pour objectif de mettre en scène mon activité de recherche comme étant à la fois sérieuse et bienveillante. Par ces images et commentaires, j'ai tenté de montrer que je connaissais la langue et le vocabulaire de l'agroécologie et que j'étais déjà inséré dans certains réseaux. Le choix des images était effectué à la fois pour retransmettre à un éventuel public le sujet de mes recherches, et à la fois pour remercier les personnes qui m'avaient accueilli en valorisant leur travail agricole, en transformant pour ainsi dire mes matériaux de terrain en images promotionnelles. En ce sens, les données de ce mur constituent tout autant des informations sur la manière dont j'ai cru à un moment donné que les enquêté·es apprécieraient être mises en valeur.

Cette démarche a éventuellement eu pour ambition d'élargir les réseaux de consommation ou d'interactions professionnelles des personnes rencontrées – bien que la plupart d'entre elles fassent déjà partie de réseaux d'interconnaissance. Elle a surtout tenté de me légitimer socialement comme étant déjà partie prenante de plusieurs cercles de l'agroécologie sociale chinoise. Avec un système de « likes » et de commentaires sur les photographies du mur, des personnes qui se connaissaient par d'autres réseaux se rendaient compte que je fréquentais également ces cercles et ont à une ou deux occasions cherché à leur tour à bénéficier des réseaux construits au cours de ma recherche.

IV. C. 1. c. Suivi des échanges en dehors des périodes de terrains

L'usage de WeChat a été continu au-delà des moments de rencontre et a participé à la construction de relations plus stables, par des messages occasionnels ou par des commentaires et réactions aux activités diffusées sur les murs des unes et des autres. Au cours des années de terrains intermittents, entre la Chine et la France d'une part, entre le Yunnan, le Guangxi et Shanghai d'autre part, l'application a été un outil de maintien des relations, qui a permis la continuité numérique des terrains séparés géographiquement, alors que les enquêté·es du Yunnan commentaient par exemple les activités dans le Guangxi et se situaient elleux-mêmes par rapport aux réseaux locaux, faisant des liens entre les activités économiques et les accointances politiques ou spirituelles. Ces échanges ont ainsi également permis de préparer les terrains depuis la France ou Shanghai, en annonçant dans les semaines précédant ma venue les lieux dans lesquels je souhaitais me rendre, en prévoyant de revoir un·e enquêté·e, en signalant

au Président et à Away les durées pendant lesquelles j'étais disponible pour des tours d'initiatives paysannes en commun.

Après les périodes d'observation ou certains entretiens, et *a fortiori* à partir du moment où nous avons décidé de clore les terrains, les échanges en ligne ont permis de faire quelques vérifications malgré la distance, et de prévoir une période de vérification en présence et de retours sur les terrains. Je n'ai jamais eu l'occasion de pratiquer un entretien uniquement par l'application, mais les notes vocales envoyées sur les tchats individuels ont parfois été très utiles pour préciser un point mal saisi dans les entretiens, dans une temporalité immédiate après ceux-ci, le jour même ou le lendemain. Une fois rentré en France, j'ai fréquemment échangé avec le Président et avec certains jeunes retourné·es à propos de détails sur l'Association, des dates, la manière dont avaient eu lieu certaines rencontres. Si ces démarches peuvent sembler insignifiantes, la possibilité de maintenir un échange continu à distance a grandement participé à la construction de la cohérence de mon sujet de recherche.

IV. C. 2. La transmission d'informations

Les échanges sur les tchats individuels ou collectifs consistent de fait en échange d'informations. Quelques formes typiques d'informations circulent qui peuvent être rappelées rapidement.

IV. C. 2. a. Transmission de cartes de visite et interconnaissance en ligne

La transmission des informations de contact a déjà été mentionnée, il s'agit en réalité d'une « carte de visite » propre à l'application qui permet de transmettre certaines informations. Trois informations contenues dans cette carte ont déjà été évoquées, c'est-à-dire le compte dont est issu la carte, qui permet de savoir qui recommande la personne effectuant la demande d'amie, la phrase de présentation qu'ajoute la personne en question et les informations qu'elle rend disponible sur son mur à un « cercle d'amies ».

Bien que les « amitiés » sur WeChat n'aient pas de valeur dans l'absolu et soient très souvent insignifiantes et négligées, les cartes de visite sont cependant parfois l'objet d'échanges négociés. Le fait d'avoir dans son carnet d'adresse tel contact offre à son ou sa propriétaire une position d'autorité, parce qu'elle jouit du crédit social de la relation présumée et qu'elle a à son tour la possibilité d'en faire don. Les cartes de visite ne sont pas publiques, et il n'existe pas d'annuaire des comptes WeChat où l'on pourrait retrouver une personne grâce à son nom. Le fait de posséder le contact de quelqu'un·e est en ce sens un *capital social numérique*, très superficiel, mais qui fait néanmoins en soi déjà l'objet d'échanges. Les relations de cercles

entrecroisés qui s'établissent sur WeChat révèlent ainsi des jeux de pouvoir qui ne se donnent pas à voir ailleurs. Ceux-ci apparaissent notamment dans les relations marchandes où les entrepreneur·ses contournent d'autres intermédiaires marchands par le biais de relations interpersonnelles.

Dans les échanges de cartes de visite se manifeste également un phénomène d'interconnaissance propre aux relations numériques, qui donne l'impression que tout le monde se connaît. Les dimensions économiques, écologistes, militantes des différents cercles de l'agroécologie sociale chinoise sont particulièrement entremêlées dans les interactions en ligne. Les acteur·rices de ces mondes émergents ont entendu parler les unes des autres, se sont vues écrire dans des tchats de discussion thématique ou d'organisation d'événements, et se connaissent virtuellement à travers des pseudonymes et une cartographie numérique des appartenances exprimées. À plusieurs reprises au cours des terrains, j'ai assisté à la « rencontre » de jeunes retourné·es, qui resituaient mutuellement l'interlocuteur·rice comme étant « en virtualité » tel pseudonyme, tel avatar, telle personne avec qui des échanges marchands ou non avaient déjà eu lieu : « Bonjour, je suis untel, “machine” sur WeChat » a été une phrase d'introduction récurrente.

IV. C. 2. b. Transmission d'historiques de discussion

Un autre objet de transmission dans les discussions en ligne est l'historique de discussion avec d'autres interlocuteur·rices. Cette pratique a été plutôt sporadique dans mes interactions en ligne. Il est pourtant arrivé plusieurs fois que, pour m'expliquer une position ou me raconter une situation, mon interlocuteur·rice transmette directement un extrait de la discussion sur un autre tchat.

Éventuellement comme une correspondance épistolaire, les historiques de discussion offrent un matériel précieux pour la recherche en ce qu'ils montrent ce qui se passent entre deux interlocuteur·rices lorsque l'observateur n'est pas là. Cependant, contrairement à la lettre et bien que le temps de réponse ne soit pas forcément immédiat, il s'agit là d'échanges plus courts et spontanés, qui transmettent des interactions parfois très proches du langage oral.

Le geste de transmission des historiques lui-même est également significatif, puisqu'il accorde une importance singulière au passage sélectionné dans un fil continu et met en avant le choix de le montrer à un·e interlocuteur·rice tierce.

IV. C. 2. c. Transmission d'événements et publications en ligne

En troisième point sur la transmission par les réseaux sociaux de communication, WeChat permet de transmettre des événements et des publications en ligne. Proche de nombreux autres réseaux sociaux sur ce point, l'application se fait outil d'organisation et d'information. Lors de la transmission de ces informations circulent à la fois le contenu du document, mais également des données accumulées au cours de sa circulation, comme le nombre de personnes ayant vu ou lu l'information et le nombre de participant·es aux événements. Plus particulièrement, ces métadonnées accumulées indiquent aussi le nombre de personnes parmi les « ami·es » WeChat ayant eu lu (ou ouvert) l'article, et permettent d'accéder plus rapidement à leurs commentaires et d'y répondre directement. À nouveau, les invitations aux événements ou publications en ligne sous ces différents formats transmettent donc bien plus d'informations que celles qui sont contenues dans les documents eux-mêmes : l'étude des métadonnées sur la circulation des documents et les enchaînements de commentaires permet déjà en soi de mettre en place une cartographie des différents réseaux des cercles de l'agroécologie sociale, en soulignant les accointances, les coopérations ou les formes de concurrence entre les collectifs locaux.

IV. C. 3. Pratiques de consommation quotidienne

Si les tchats constituent un outil de communication inévitable depuis une dizaine d'années en Chine, pour les communications quotidiennes et la transmission d'informations organisationnelles, ils sont aussi utilisés comme espaces marchands de promotion et de vente des produits de l'agroécologie sociale.

IV. C. 3. a. Présentation et promotion des produits

Les tchats ont constitué un lieu favorisé des échanges marchands en ligne pendant les premières années du e-commerce de produits fermiers. De nombreux groupes QQ (service également proposé par l'entreprise Tencent, se concentrant sur les tchats sans la notion de plateformes de services divers) avaient été mis en place avant que WeChat ne devienne le réseau le plus massivement utilisé. Si des sites et mini-applications spécifiquement dédiées à la vente en ligne ont été développés et se sont imposés depuis, les tchats restent les principaux espaces de présentation et de promotion des produits.

Sur les tchats sont ainsi envoyées des informations parfois très précises sur les produits vendus, relatives à la saisonnalité, aux méthodes employées, aux variétés des produits, aux caractéristiques géographiques des espaces de production, etc. Les informations concernent également les producteur·rices, portant aussi bien (1) sur l'activité professionnelle concernée,

la transmission de savoir-faire ou les choix agricoles, que (2) sur des aspects plus personnels, comme la situation familiale, les habitudes de consommation, les loisirs, l'histoire individuelle, ou que (3) sur les implications de la relation de vente en circuit court, les projets menés à bien à travers ces modalités de vente, les ambitions, projets en cours ou à venir, etc.

Ces informations prennent la forme de notes écrites, de photographies, de vidéos donnant la parole aux producteur·rices, à leurs parents et leurs enfants, ou les mettant en scène dans leur activité de production ou de transformation. L'étape de présentation des produits constitue en ce sens à la fois une transmission des informations et une promotion marketing des produits, des modes de production et des modalités de commercialisation.

Deux autres médias sont actuellement employés à grande échelle pour des usages similaires, il s'agit de Weibo et de Douyin. Weibo, pour Sina Weibo (*xinlang weibo* 新浪微博) est une plateforme de microblogs proposée par Sina Corporation qui permet de publier sur une page dédiée de courts messages et du contenu visuel accessibles depuis un navigateur internet. Elle permet notamment la création de communautés virtuelles par un système d'abonnement à des groupes et de suivi des pages individuelles. Douyin, abréviation romane de l'application chinoise micro-vidéo douyin-vibrato (*douyin duanshipin* 抖音短视频), traduite TikTok à l'international, est proposée par l'entreprise ByteDance. Sur cette application, les producteur·rices et surtout les entrepreneur·ses et jeunes retourné·es à la terre publient des vidéos de promotion de leurs produits dans un format très courts, de moins de 60 secondes. La mise en scène de la production et de la transformation, parfois de la consommation des produits est extrêmement travaillée sur cette application. D'une part, l'accès à des caméras de qualité et à des compétences de montage se répand rapidement et, d'autre part, l'usage marketing d'une vidéo virale est de plus en plus valorisé, y compris pour la promotion de produits de « terroir » et de « qualité ».

De manière générale, ces trois plateformes, WeChat, Weibo et Douyin, concentrent l'essentiel des échanges d'informations, dans les cercles de l'agroécologie paysanne, mais également en dehors. Malgré un suivi régulier des formes de promotion sur ces médias, la veille numérique dans la thèse s'est concentrée sur le premier, et notamment sur le fonctionnement des tchats collectifs autour de la consommation.

IV. C. 3. b. Groupes de consommateur·rices par interconnaissance locale

Si les groupes de tchats servent aujourd'hui surtout à la promotion de produits et redirigent vers d'autres plateformes de vente, ils ont constitué pendant l'essentiel du terrain un espace marchand où s'effectuaient les commandes et les paiements.

Après avoir effectué les opérations de présentation et de promotion des produits, les modérateur·rices du groupe rédigent un post proposant un nombre limité de produits et une série de numéros sous forme de liste. Les consommateur·rices s'inscrivent sur cette liste en précisant les produits et les quantités qu'ils désirent acheter. Après une période donnée, par exemple quotidienne pour les légumes, hebdomadaire pour d'autres produits animaux, bi-hebdomadaire pour des produits transformés de longue conservation, etc., les listes sont closes. Les paiements sont effectués sur un autre tchat, individuel, au moyen des fonctionnalités de transfert d'argent de l'application WeChat. Les produits sont alors acheminés dans un second temps vers les consommateur·rices, soit vers un point de réception, soit livrés à domicile.

Les consommateur·rices voient ainsi défiler sur le tchat la liste des autres client·es et le contenu de leur « panier ». L'accès aux informations d'achat d'autres membres d'un groupe prolonge la manière dont ces groupes sont créés souvent par interconnaissance locale (Guo 2020). Les réseaux de consommation numériques s'inscrivent dans des réseaux physiques souvent en lien avec la consommation (client·es d'une boutique ou d'un restaurant), l'éducation (parents d'élèves) et avec la famille élargie (parents et proches). Dans les tchats, les échanges reflètent cette interconnaissance : le contenu des fils de discussion ne se réduit pas à la promotion des produits et aux listes de consommateur·rices, mais aussi à des commentaires individuels et à des recommandations entre membres. Ces interactions construisent les tchats collectifs comme le prolongement d'espaces matériels d'interconnaissance tout en les spécialisant sur les questions de consommation.

Ces informations subsidiaires participent dans le même temps à maintenir des relations marchandes fondées sur des dispositifs de confiance personnels et impersonnels (Karpik 1996). Les membres ont accès à des informations qui dépassent largement les cercles d'interconnaissance locale. Un tchat collectif peut accueillir jusqu'à 500 membres, ce qui amène les entreprises soit à faire des tris réguliers dans les abonné·es du tchat pour conserver les client·es actives, soit à multiplier le nombre de tchats et à dupliquer les informations. Ces pratiques numériques construisent donc des cercles de consommation à partir d'interconnaissances locales et en les élargissant à plusieurs centaines de consommateur·rices dont les informations de consommation sont rendues publiques sur le tchat. Partant, elles

mettent en place des processus de captation des publics (Cochoy 2004) grâce aux outils numériques qui prolongent, et en réalité prennent le dessus sur, les activités marketing effectuées dans les espaces matériels.

IV. C. 3. c. Magasins en ligne

Les tchats de consommation ont de plus en plus laissé la place à d'autres programmes informatiques spécialisés dans les échanges marchands. Le plus important est Weidian (*weidian* 微店), le micro-magasin proposé sur l'application Weixin/WeChat. Sur ce programme, les produits sont présentés sous des vignettes qui les illustrent de plusieurs photographies, accompagnées d'informations marchandes comme le prix unitaire ou au kilo, et la quantité de produits disponibles.

Lorsque les client·es cliquent sur les vignettes, ils accèdent également à d'autres informations, comme une liste déroulante de personnes ayant acheté le produit, et à des commentaires postés par d'autres consommateur·rices. Le dispositif est à la fois moins exposant, puisque la liste des achats n'est pas diffusée à toutes lors de la commande, mais l'application reproduit un effet de confiance partagée au sein d'un groupe de consommation en transmettant tout de même certaines informations sélectionnées.

Alors que les tchats sont réservés aux personnes acceptées par leur modérateur·rices, les micro-magasins sont ouverts à tout public. Les entrepreneur·ses mettent en place des systèmes de membres avec des prix préférentiels qui participent potentiellement à recréer un effet de communauté restreinte de consommateur·rices.

Les micro-magasins Weidian permettent également de transmettre des informations plus génériques sur les produits et les modes de production, par des contenus épinglés aux pages d'accueil, et non plus par des contenus défilants avec la chronologie des échanges comme dans les tchats.

De la même manière que les Weidian mais moins présents sur les terrains observés, les magasins Taobao (*taobao dian* 淘宝店) proposent des modes d'achat similaires. Les entrepreneur·ses de l'agroécologie paysanne mobilisent le plus souvent de concert plusieurs de ces dispositifs de vente et de promotion de leurs produits.

IV. C. 3. d. Groupes d'intermédiaires marchand·es et élargissement des collectifs locaux

À côté des tchats de consommation, des groupes de discussion à d'autres échelles existent également sous la forme de tchats WeChat, il s'agit de groupes d'intermédiaires marchand·es

qui s'échangent des informations sur les produits qu'ils vendent. Chaque groupe est consacré aux produits de l'un ou l'une des entrepreneuses. Ils y mettent en place des échanges marchands à plus grande échelle avant de proposer ces autres produits sur les chats de vente aux particuliers. Là encore, ce ne sont pas uniquement des produits qui sont échangés sur les chats, mais tout autant de matériels d'information et de promotion des produits. Chaque année, les modérateur·rices de ces chats « professionnels » proposent de nouvelles images et de nouvelles vidéos des processus de production et de transformation, renouvellent les arguments de vente, rajoutent ou modulent les informations à destination des publics particuliers, travaillent à la singularisation des produits. Il ne s'agit pas tant dans ces groupes de convaincre les autres entrepreneur·ses que de transmettre les informations qui leur permettront de renouveler la captation du public local.

Ces groupes d'entrepreneur·ses – qui sont aussi parfois producteur·rices, pas uniquement intermédiaires – ont également une fonction d'élargissement des réseaux locaux. À travers la promotion des produits et, à nouveau, la monstration des échanges marchands à d'autres entrepreneur·ses, se constituent ou se renforcent des alliances entre les collectifs locaux de promotion de l'agroécologie. La dimension politique des chats y est tout autant perceptible que la dimension marchande, dans la mesure où les pratiques marketing y reflètent ou se rapportent aux appréhensions multiples et définitions plurielles de l'agroécologie sociale émergente. S'y dessinent ainsi également les affinités qui constituent les cercles à des échelles plus larges, comme des groupes nationaux voire transnationaux.

IV. C. 4. Veille informatique

Au cours des périodes de terrain, mais également entre les terrains et de manière continue pendant les mois qui ont suivi leur clôture, le travail ethnographique grâce aux outils numériques a été prolongé d'une veille informatique. Elle a avant tout consisté en une veille sur les chats de consommateur·rice, afin d'effectuer un suivi des produits proposés eux-mêmes, selon les saisons et d'une année sur l'autre et de notes sur l'évolution des formes de promotion de l'agroécologie, avec notamment une augmentation sensible des formes vidéo. Cependant, le travail de veille englobe également d'autres formes de chats, de comptes officiels et de cercles d'ami·es. Il a été effectué au présent, mais mobilise tout autant les données sauvegardées au cours des cinq dernières années.

IV. C. 4. a. Tchats semi-ouverts

Si nous avons présenté brièvement les tchats marchands, ceux-ci ne doivent pas faire d'ombre à d'autres tchats tout aussi importants dans la construction des réseaux de l'agroécologie sociale. La veille informatique effectuée au cours de la thèse a porté sur l'ensemble de ces tchats.

Il existe une myriade de tchats de discussions collectives. Nous pouvons en distinguer quatre types à partir de 14 groupes suivis au cours de la thèse : les groupes marchands pour des client·es individuelles créés par les entreprises (4 suivis) ; les groupes de conseils pratiques sur l'agriculture biologique ou la gestion d'une entreprise de vente en circuit court, et d'échanges théoriques sur le retour à la terre, proposés par un organisme de formation, associés à une localité géographique et comprenant des personnes ayant participé à des ateliers en commun (3) ; des groupes établis à l'occasion d'un événement et qui perdurent autour des thématiques, créés par les organisateur·rices de l'événement (2) ; des groupes d'organisation de réseaux professionnels ou de promotion d'un produit pour des entrepreneur·ses intermédiaires (5). Ces différentes catégories se recoupent éventuellement, en fonction de certaines temporalités, et constituent toutes des espaces temporaires de sociabilité – professionnelle, militante et religieuse notamment.

Ces espaces de communication sont semi-ouverts en ce qu'ils permettent à un large public d'échanger (jusqu'à 500 membres) mais qu'il faut, pour y adhérer, avoir reçu une invitation de la part d'un·e membre déjà inscrite. Ils sont parfois établis sur le temps long ou sur une courte période, pour l'organisation d'un événement. Certains dérivent de leur objectif premier et deviennent des espaces de communication après avoir été fondés pour l'organisation d'un événement, d'autres deviennent la vitrine d'un produit après avoir été conçus pour la vente temporaire d'un autre produit, dans un cas également, un groupe atteste de la tentative échouée de former un réseau professionnel local, qui s'est reformé ailleurs, à l'occasion d'un événement physique et avec d'autres acteur·rices.

IV. C. 4. b. Comptes officiels

Un autre objet de la veille informatique a été le suivi des comptes officiels ou comptes publics (*gongzhong hao* 公众号), sur WeChat également. La plupart des entreprises de promotion et de vente de produits paysans mettent en place, en plus des tchats de consommation et des magasins en ligne, des comptes ouverts au public sans sélection ni restriction de membres, qui sont une vitrine des activités proposées quelles qu'elles soient. Ces comptes fonctionnent notamment sur la publication d'articles en ligne sans limites de caractères. Des publications

détaillées relatives aux activités des entreprises sont ainsi proposées sur ces espaces, qui offrent ainsi de centraliser les informations et les services autour d'un compte officiel de référence.

Les comptes officiels sont nombreux, et le rythme de publication sur certains d'entre eux peut être d'un ou plusieurs articles quotidiens. Il n'est pas possible dans une recherche de thèse d'effectuer une veille sur tous les articles publiés, à moins éventuellement d'en faire l'objet d'étude principal. Nous avons néanmoins tenté de lire au minimum les titres des publications d'une trentaine de comptes officiels, de manière à suivre les tendances, notamment quant aux pratiques et au vocabulaire employés pour définir l'agroécologie sociale dans des cercles différents – en particulier dans le Yunnan, le Guangxi et à Beijing. Plusieurs types de comptes officiels ont été suivis : des comptes d'entreprises de promotion et distribution de l'agroécologie sociale (13) – dont 2 autour de la constitution de réseaux régionaux et 2 de réseaux nationaux, des comptes de fermes et espaces de production (7), ceux de marchés paysans (2), ceux de centres de recherches (3), ceux de centres de formation (4), ceux de réseaux écologistes plus englobants (3). Ces dimensions se recoupent par ailleurs souvent dans les publications des comptes officiels.

Les abonné·es des comptes publics peuvent voir combien de leurs ami·es WeChat sont également abonnés, de même que le nombre d'ami·es ayant lu un article est également affiché dans les informations de celui-ci. Les comptes permettent également rediffuser les articles publiés sur d'autres comptes. À travers cet ensemble de métadonnées – les abonné·es, les lecteur·rices, les rediffusions – le suivi des comptes officiel permet ainsi d'affiner dans une perspective plus institutionnelle la cartographie des cercles de l'agroécologie sociale.

Il nous semble par ailleurs utile de préciser deux points, au vu des observations de terrain et des échanges *de visu* comme des échanges numériques. Premièrement, les publications imprimées disponibles dans les boutiques et les restaurants font également l'objet de publications numériques disponibles sur les comptes officiels des associations ou entreprises qui les proposent à la publication. Deuxièmement, les publications en ligne touchent un public beaucoup plus élargi que les revues matérielles et suscitent davantage d'échanges sur les réseaux sociaux qu'elles ne semblent en inspirer dans des conversations de face-à-face.

IV. C. 4. c. Cercles d'ami·es

Les murs publics individuels, ou cercles d'ami·es (*pengyou quan* 朋友圈), sont également un espace de retransmission et de commentaires des articles publiés sur les comptes officiels. La mise en valeur d'une lecture ou d'une information appréciée par un·e utilisateur·rice de WeChat

se fait sur cet espace personnel accessible à un public choisi – chacun·e peut décider de qui a accès ou non à son contenu, sur quelle période de temps, et pour un nombre de posts donné. Sur son propre mur sont alors affichés dans un ordre chronologique tous les posts des « ami·es » dont on souhaite voir les publications et qui nous y ont autorisé.

Cette fonctionnalité, très proche de ce que propose un mur Facebook, fait de la lecture régulière de son cercle d'ami·es un objet particulièrement intéressant de la veille numérique : y sont concentrées toutes les informations que les contacts ont souhaité diffuser, accompagnées des commentaires que les autres contacts ont également effectués. Elle constitue ainsi le pendant individuel de la cartographie des réseaux que permettent les comptes officiels.

Cette remarque doit elle-aussi être formulée avec nuance : comme pour d'autres réseaux sociaux, la circulation sur les différents profils individuels à partir des publications apparaissant sur un cercle d'ami·es peut également être inversement chronophage et déboussoler si elle n'est pas effectuée de manière systématique, en suivant un objectif préalablement défini et en notant les étapes de navigation.

Dans le cadre de la thèse, j'ai effectué une veille sur les cercles d'ami·es lors des périodes de terrain, afin de situer plus précisément les individu·es rencontrées, les affinités personnelles et les rattachements aux associations et entreprises. En dehors des périodes de terrain, la consultation des cercles d'ami·es a pu apporter des éléments pertinents à l'analyse, mais a cependant surtout occasionné un risque de perdre le fil de la réflexion en se noyant dans un flot continu d'informations non-hiérarchisées.

IV. C. 4. d. Archives de données numériques

Au terme de cinq années de veille numérique, de février 2017 à juin 2021, mon compte WeChat a accumulé et sauvegardé plus de 6 giga-octets de discussions et de publications individuelles ou collectives. Si cela comporte des échanges personnels ainsi que des échanges universitaires sans rapport avec la recherche, les données relatives aux terrains de thèse y sont amplement majoritaires.

Ces sauvegardes permettent un accès à tout moment à des échanges qui ont eu lieu sur cette période, y compris dans les groupes de plusieurs centaines de membres, avec la possibilité de naviguer dans les données par des fonctions de recherche. Toutes les fonctionnalités de communication et la possibilité d'archiver l'intégralité des données font de l'application WeChat un outil très utile pour la recherche d'informations précises, pour savoir par quel intermédiaire telle personne a été rencontrée, à quelle date, dans quelles conditions, etc. Dans

le même temps, la quantité impressionnante de données archivées peut tout autant reproduire l'effet d'étouffement et de perte de repères d'une recherche non structurée sur un moteur de recherche ouvert.

En conclusion, l'accumulation de données numériques permet et demanderait un travail titanesque afin d'analyser en profondeur ce qui ressort des interactions en ligne et de prétendre à une ethnographie numérique. Il existe des méthodes de travail sur les données numériques qui permettraient de retracer les réseaux et les interactions, de définir des centres nodaux et des espaces périphériques, des points de transition, entre les collectifs locaux, nationaux, les espaces de production, de distribution, de formation, de recherche, etc. Cependant, nous avons choisi d'utiliser ces données comme un soutien à l'enquête ethnographique matérielle plutôt d'en faire le fondement d'une enquête numérique. Cela découle certainement d'une forme de frilosité technologique, n'étant pas moi-même personnellement très familier des réseaux sociaux numériques, mais cela provient également d'une double appréhension : (1) la crainte d'être perdu au milieu de données infinies, puisque nous avons pu observer qu'entre les contenus et leurs métadonnées, les informations accessibles se multiplient de manière exponentielle, et (2) la crainte d'être trompé dans mes analyses par des résultats algorithmiques dont je ne maîtrise pas toutes les dimensions. Un travail mené de concert entre des technicien·nes informatiques et le ou la sociologue revenant du terrain serait la clé d'une analyse numérique fine et complète, mais cela constituerait un travail à part, avec un budget et des disponibilités que ne permet pas actuellement le cumul d'activités de recherche et d'enseignement requis des doctorant·es pendant la thèse.

貳. Deuxième partie :
Chapitres d'analyse



Abondance des récoltes et de l'élevage

La gravure de Wo Zha, réalisée au début des années 1940, est reprise par l'Association sur ses cartons d'emballage.

Le Président à la foire paysanne de Linxi (5 novembre 2018)



L'Association des ami·es des paysan·nes a été fondée par le Président Zhou (à droite). Devant la difficulté d'accéder à des produits sains, dont il pouvait être assuré de la qualité, il met en place avec quelques collègues son propre dispositif d'approvisionnement. Il recherche les plus petits étals dans les foires paysannes et rend visite aux producteur·rices pour s'assurer des modes de production écologique. Sur ces critères, il établit un groupement d'achat en commun qui devient l'Association des ami·es des paysan·nes au milieu des années 2000.

La province du Guangxi est caractérisée par ses monts karstiques et ses paysages de rizières en terrasses. Un des corolaires de cette géographie est la persistance d'une agriculture de subsistance dans les montagnes. En surplus de la consommation familiale, les paysan·nes vendent les produits de l'élevage ou du maraîchage dans des foires hebdomadaires. Chaque foyer, souvent représenté par une femme âgée, propose un produit sur un étal d'un ou de deux mètres carrés : un sac de toile de jute ou de plastique tissé posé à même le sol. Les femmes au premier plan tiennent dans leur main une canne de bambou taillé qui leur permet de transporter leur marchandise en équilibre sur l'épaule. Spécificité de la région autonome zhuang du Guangxi, les costumes traditionnels différencient les appartenances aux nombreuses ethnies locales.

Comme sur cette photographie, les foires ont souvent lieu autour d'autres espaces marchands, notamment des halles couvertes où sont vendus des produits alimentaires récoltés par des grossistes auprès de différents producteur·rices et des produits d'usage quotidien. Ces lieux témoignent de la coexistence de pratiques villageoises séculaires et de produits issus d'une économie globalisée.

I. Contexte historique et institutionnel des systèmes agroalimentaires dans le sud-ouest de la Chine

Le premier chapitre de la deuxième partie rappelle brièvement le contexte institutionnel et historique dans lequel s'insèrent les mouvements pour une agroécologie paysanne et l'apparition de « néo-paysan·nes ». Alors que la figure des paysan·nes sert de socle à l'établissement du régime communiste de la Chine Nouvelle, les réformes agraires successives en Chine depuis une cinquantaine d'années engendrent une série de transformations et de dépaysonnement des mondes agroalimentaires. L'économie capitaliste restructure profondément les modes de production et d'approvisionnement. L'apparition et la multiplication de scandales alimentaires liés à l'agriculture industrielle participent à ébranler la confiance des mangeurs et mangeuses dans les institutions qui fournissent et certifient les aliments. Les « systèmes agroalimentaires alternatifs » émergents dont font partie l'Association des ami·es des paysan·nes et les marchés paysans du Guangxi et du Yunnan tentent d'appréhender les chaînes d'approvisionnement sous un angle renouvelé, en recréant des régimes de confiance.

Dans ce chapitre, nous tenterons de clarifier l'hypothèse partielle suivante :

Le contexte de méfiance dans les mondes agroalimentaires et les transformations de l'espace social alimentaire informent la formulation de directives politiques comme la mise en place des mesures de développement rural – dans leurs dimensions sociales, écologiques, économiques, agraires, culturelles. La transition des mobilisations sur les questions agraires vers les négociations pour une alimentation saine et une agriculture biologique éclaire en miroir la continuité et les contradictions entre les politiques sociales pour la modernisation rurale et les politiques écologiques de promotion d'un capitalisme vert.

Au cours du 20^e siècle, le Parti Communiste Chinois (PCC) se construit en grande partie comme le représentant d'une Chine paysanne. Les paysan·nes ont été considérées comme la base de légitimité du mouvement communiste à partir de la grande marche au milieu des années 1930. Les réformes agraires successives sont construites politiquement comme le pivot de la répartition des richesses. Dans le même temps, les différentes formes de collectivisation et de division des terres empêchent un temps la reformation de grands propriétaires terriens. La collectivisation et les « communes » rurales coopératives imprègnent durablement les structures sociales villageoises. Aujourd'hui, l'agriculture de petite échelle est encore favorisée en un sens par la distribution parcellaire de la terre et par des pratiques de redistribution régulière sous la

direction des collectivités territoriales. Dans le même temps, le remembrement des terres paysannes est également encouragé depuis le milieu des années 1980 dans le cadre de politiques de modernisation des zones rurales et de l'agriculture en particulier. Le remembrement permet la mise en place de foyers paysans élargis et incite au développement d'entreprises de l'agribusiness par des subventions pour la location de terre, la mise en place de contrats de sous-traitance ou l'emploi de travailleur·ses salariées. Par le même processus général de modernisation, la Chine a vécu un exode rural important, transformant à la fois les zones urbaines et rurales, dans des formes de nouvelles ruralités. La recomposition des espaces urbains et ruraux en souligne la continuité. L'espace social suit les mêmes mouvements de transformation et les structures villageoises se détachent de la question agricole alors que les réformes de la propriété foncière ouvrent la voie à l'exploitation privée et à la sous-traitance de la production. Des retours dans les zones rurales sont observés notamment lors de la crise économique de 2008, sans que cela constitue un phénomène massif ni continu. Les directives les plus récentes reviennent sur les questions rurales, et notamment sur la pauvreté dans les zones les plus reculées, en posant la question de la mise en relation entre les producteur·rices et le marché. Des initiatives pour le maintien d'une agriculture paysanne sont également encouragées par des structures institutionnelles, qu'elles soient directement issues des autorités politiques ou indirectement, par le biais des universités notamment. Nous observons au moins deux perspectives concomitantes et contradictoires à l'égard des initiatives rurales contemporaines dans le domaine de l'alimentation, alors que certains chercheur·ses soulignent la « fin des alternatives » pour les mouvements de soutien aux coopératives de petits agriculteur·rices (Day et Schneider 2018; Yan, Bun, et Xu 2020), et que d'autres attestent au contraire du renouveau de la place des petits paysan·nes dans les directives officielles et de l'émergence d'un espace scientifique de réflexion et d'action dans ce domaine – moins sensible et mieux financé (Yang et Wang 2017; H. Yang, Vernooy, et Leeuwis 2018).

Le contexte historique et institutionnel permet de poser plus avant la question de la définition des mouvements « alternatifs » en Chine. Deux traductions proposées dans les études chinoises sur les circuits courts alimentaires éclairent la problématique : une première traduction comprend un caractère politique, *linglei* (另類), qui signifie « qui relève d'une autre catégorie » et comprend une dimension critique et contestataire des modes d'approvisionnement majoritaires ; une seconde traduction est davantage mobilisée dans la littérature scientifique, *tidaixing* (替代性), qui signifie « de remplacement » et renvoie davantage à la mise en place de circuits parallèles. En quoi sont donc « alternatifs » les canaux d'approvisionnement en circuits

courts de l'agroécologie sociale chinoise ? Leur émergence est rendue possible justement par la disparition de questions plus politiques et plus sociales dans l'espace politico-public. Les mouvements « contestataires » également sont réduits à une expression contrainte dans un espace de contestation autorisé, dirigés non plus vers l'accompagnement de la lutte de paysan·nes prolétarisées dans des espaces ruraux paupérisés, mais vers les difficultés d'accès à une nourriture saine pour une frange très supérieure des classes moyennes chinoises.

Ainsi, au-delà de la question proprement agricole, c'est la question de la définition d'une « agriculture paysanne » (*xiaonong nongye* 小农农业) ou d'une agroécologie (*shengtai nongye* 生态农业) qui est soulevée. La réapparition sur la scène politique de la figure du « petit paysan·ne » renvoie à une question commune : quels avenir·s sont envisageables pour des espaces non rentables par leur production agricole ? Si les pratiques agricoles sur petites parcelles ne survivent pas dans les transformations capitalistes des mondes agricoles, d'autres activités sont mises en avant comme potentiel d'intégration verticale dans la modernisation. Les populations de producteur·rices des montagnes du Yunnan et du Guangxi sont des catégories en marge de la population agricole et des vagues de modernisation, en cela que la géographie des montagnes ne permet pas une mécanisation des cultures ni une industrialisation de la production. Ce sont des espaces de transmission de savoir-faire familiaux et de variétés cultivées indigènes. En ce sens, dans l'écologie même de leur communauté, les populations des montagnes héritent de pratiques alternatives aux directives centralisées. Elles s'ancrent dans une « histoire anarchiste de l'État » et dans des processus sur le temps long d'évitement de l'ordre centralisé, construisant des structures sociales et culturelles en marge, entre ethnies « minoritaires » dans des espaces reculés. Cette histoire est continue, depuis le travail de Scott sur l'histoire de la Zomia (J. C. Scott 2019b) jusqu'au début du 21^e siècle, en passant par les politiques communistes de redéfinition des patrimoines ethniques et aujourd'hui dans le retour à la terre « alternatif » de jeunes diplômé·es, qui croise la formation d'élites locales issues des communautés ethniques indigènes.

En marge des processus de modernisation agricole, les populations des montagnes sont pourtant intégrées dans des transformations capitalistes des mondes ruraux par le tourisme et la gastronomisation des cuisines locales. Alors que les espaces montagnards constituent les derniers bastions d'une agriculture de subsistance persistante, la pluriactivité dépasse les frontières de la ferme et les populations indigènes s'emparent d'autres sources de revenus issues de la modernisation et de la globalisation. Le tourisme ethnique est devenu dans certaines régions l'un des revenus principaux. L'agrotourisme, ou le tourisme vert de manière plus

générale, est aujourd'hui une activité de plus en plus répandue à travers des maisons d'hôtes de loisir, des parcs écologiques, des promenades naturelles, etc. Qu'elles soient portées par des populations indigènes ou des populations urbaines nouvellement installées, ces pratiques touristiques participent d'une marchandisation des zones de montagne.

Dans une perspective similaire, l'alimentation est l'objet d'une appropriation marchande et urbaine. La cuisine chinoise est considérée en Chine et ailleurs comme l'une des plus réputées au monde. La gastronomie se construit sur des pratiques, une histoire, des récits nationalistes autour de la cuisine impériale, mais aussi des cuisines régionales et ethniques. Les pratiques culinaires et alimentaires de terroir sont aujourd'hui valorisées comme des patrimoines. Les produits de terroir et aliments fermiers font l'objet d'un marché national et participent fortement de l'économie locale de certaines régions, y compris reculées et externes à l'économie des grains. C'est également une des formes de modernisation des mondes ruraux que d'authentifier dans les campagnes des coutumes et produits locaux. La gastronomisation des terroirs se fait ainsi le pendant culinaire des tourisms ethniques et écologiques. Les processus de mise en tourisme et de gastronomisation attestent des transformations des structures sociales et professionnelles, comme des espaces sociaux alimentaires. Les mouvements d'inventaire et d'authentification des pratiques locales relèvent autant de démarches scientifiques que de stratégies politiques et commerciales. Le renouveau ou la réinvention de la tradition paysanne ouvre ainsi de nouvelles voies de développement pour les réseaux agroalimentaires parallèles ou alternatifs aux entreprises de l'agribusiness.

Dans ce cadre politique et économique de modernisation des mondes agricoles et des mondes ruraux, de nouveaux acteur·rices émergent en marge des institutions étatiques et industrielles. Ensemble, ils et elles constituent une nébuleuse de fermes, de centres de recherche, d'espaces de vente, d'ONG, que certains groupes universitaires qualifient de réseaux ou de systèmes agroalimentaires alternatifs, et qui prennent forme notamment dans ce que nous appelons des « espaces écologiques ».

En Chine contemporaine, nous pouvons distinguer trois cercles sensiblement différents dans lesquels sont pratiquées une agriculture biologique paysanne et une distribution en circuits courts des produits alimentaires. Pour chacun de ces cercles, nous mettons en exergue des organisations qui en sont devenues des institutions de référence. Le premier cercle est celui des centres de recherche universitaires. Il s'ancre, ou au moins s'inscrit, dans le prolongement du mouvement rural porté par le centre Liang Shuming pour la Nouvelle Reconstruction Rurale, associé notamment à l'université Renmin. Si le mouvement orientait les recherches vers la

production, des entrepreneur·ses apportent à ce cercle une dimension marchande en organisant plusieurs dispositifs de distribution et surtout de visibilité, à l'échelle nationale et internationale. Ce cercle, sous les tutelles universitaires, met en place une économie de la singularité fondée sur un marché de produits « sains » dans le cadre d'une crise de la sécurité sanitaire des aliments.

Le second cercle est celui des organisations non gouvernementales (ONG), dont l'économie est fondée sur des financements internationaux pour le développement des zones rurales. L'une des premières ONG à avoir été présente autour de l'agriculture biologique paysanne est Partnerships for Community Development qui introduit l'idée de développement de l'agriculture biologique pour soutenir les populations rurales. La deuxième, qui constitue ainsi une deuxième « tutelle » ou institution de référence de ce cercle, est Oxfam HK (Hong Kong), qui inclut dans son programme de développement une revalorisation des pratiques locales d'agriculture biologique. Ces associations travaillent en coopération entre elles, et avec d'autres, World Vision et Greenpeace notamment. Elles travaillent également avec des groupes de recherche universitaires, et sont soumises aux lois sur les ONG en Chine qui déterminent leur budget, leur sphère d'action et leurs capacités de coopération. Elles participent d'une économie du développement fondée sur le financement d'actions de développement par projets.

Le troisième cercle est celui des entreprises commerciales et des groupements de consommateur·rices. Ces acteur·rices, dont l'Association des ami·es des paysan·nes constitue l'une des institutions de référence aux côtés du marché paysan biologique de Beijing, ont une action associative non nécessairement déclarée officiellement, mais portée par des structures commerciales. Il s'agit de restaurants pédagogiques, de marchés paysans avec des démarches inclusives des consommateur·rices, de boutiques de vente financées par des groupes d'achats. Ces formes commerciales sont influencées directement par l'expérience taïwanaise et indirectement par les récits d'expériences états-uniennes et européennes. Elles participent à reconstruire localement des liens en circuits courts entre les espaces de production et les espaces de distribution.

Afin de mieux appréhender ce contexte historique et institutionnel, nous reprendrons ces idées en trois temps, (1) autour de la figure paysanne politique et de l'histoire des réformes agraires, (2) autour de la valorisation contemporaine de traditions naturelles et sauvages, et (3)

autour des orientations principales qui se dégagent des cercles émergents de l'agroécologie sociale.

I. A. La figure paysanne et l'histoire des réformes agraires en Chine

I. A. 1. Révolution paysanne et transformations agraires

I. A. 1. a. La classe paysanne dans la prise de pouvoir du Parti Communiste Chinois (1919 – 1949)

Le rôle politique accordé aux paysan·nes dans la construction historique de la révolution communiste au cours de la première moitié du 20^e siècle chinois est essentiel, notamment comme soutien ou faire valoir de Mao Zedong au sein des luttes de faction : « La voie paysanne, clef de la victoire, c'est lui qui l'incarnait » (Bianco 2010: 78).

La phase paysanne du Parti Communiste Chinois constitue selon L. Bianco « l'expérience clef de la révolution chinoise » (Bianco 2007: 110). À partir de 1927, Mao Zedong reproduit dans le Jiangxi l'expérience des unions paysannes du Hunan, du Zhejiang et du Guangdong. La guérilla constitue la forme d'action révolutionnaire, pendant paysan de la grève ouvrière, et la révolution agraire occupe la place centrale de son programme. « Quant à la composition sociale du "parti de la classe ouvrière", elle se résume à ceci : des paysans entraînés par des intellectuels et secondés au besoin par des troupes de bandits, eux-mêmes issus de la paysannerie » (Bianco 2007: 110). C'est à travers les expériences des soviets du Jiangxi (1931 – 1934) et de la Longue Marche (1934 – 1935) que Mao accède à la reconnaissance et à la tête du parti et de l'armée. Avec l'installation à Yan'an et le début de la guerre contre le Japon, une population paysanne de 90 millions de personnes adhère aux troupes révolutionnaires. Le ralliement des paysan·nes à la cause révolutionnaire se fait dans la continuité de révoltes et de résistances paysannes prolongées au sein de la révolution (Bianco 1968). La guerre civile entre forces communistes et nationalistes qui reprend à la fin de la guerre de résistance contre le Japon reproduit l'engagement de la population paysanne autour de la révolution agraire. Les troupes communistes parviennent notamment à maintenir la cohésion procurée pendant la guerre par la résistance antijaponaise à travers une révolution sociale autour de la propriété de la terre et de la redistribution aux paysan·nes pauvres.

La classification des contre-révolutionnaires passe à la fin de la guerre de la catégorie de « pro-japonais » à celles de propriétaires fonciers ou paysans riches. Par ce mouvement de

classification comme par les différentes reclassifications de la révolution permanente, l'appartenance aux classes d'ouvrier·ères agricoles, de paysan·nes pauvres et de paysan·nes moyens devient un critère de reconnaissance essentiel (Bianco 1968). La classe paysanne dans la pensée maoïste correspond au critère de référence révolutionnaire – basé sur les revenus, la propriété, l'emploi, mais aussi l'arrière-plan familial en termes politique et social – à partir duquel les différentes vagues de classification ont pu avoir lieu (Sargeson 2016).

Ces expériences font du marxisme à la chinoise une pensée fondée sur les forces paysannes davantage que sur les forces ouvrières. La figure du paysan·ne reste pendant toute la période de la révolution puis de la Chine nouvelle, jusqu'au début des années 1980, la figure révolutionnaire fondamentale. La misère paysanne est ainsi à la fois la source d'une population de révolutionnaires et la base contre laquelle exercer la révolution, notamment par des réformes agraires.

La figure paysanne construit une image de légitimité pour le Parti Communiste Chinois, lui permettant de se représenter à la fois comme parti soutenu par un mouvement populaire (contre les seigneurs de la guerre puis contre le parti nationaliste) et comme parti de soutien et de protection des masses par des combats (dans une guerre civile) et des luttes politiques de répartition des richesses (comme objectif politique de la révolution). La redistribution des terres par les réformes agraires crée une petite propriété paysanne, rapidement remise en question par la collectivisation de la production. Les populations paysannes, devenues temporairement propriétaires de leur moyen de production, sont dans la seconde partie du 20^e siècle confrontées à des transformations récurrentes de la gestion agricole, alors que la paysannerie est « sacrifiée elle aussi sur l'autel de la modernisation ou de l'utopie » (Bianco 2016: 138).

I. A. 1. b. Collectivisme (1949 – 1980)

À la fondation de la Chine nouvelle en 1949, la réforme agraire constitue un des socles de la renommée et de la reconnaissance du nouveau régime et du parti communiste par la population, majoritairement rurale. Entre 1949 et 1980, trois grandes réformes de la propriété ont une influence directe et immédiate sur les relations des paysan·nes à l'agriculture (He Bochuan 2007). La mise en place de la collectivisation permet d'établir les fondements de l'extraction du surplus agricole par l'État, afin de développer l'industrie et l'urbanisation (Sargeson 2016). Dans un premier temps, la « loi de réforme agraire » du 3 juin 1950 instaure un système de propriété privée fondé sur la répartition des terres commencée dès le début des années 1930.

À partir de 1953, le gouvernement socialiste met en avant le développement de coopératives de production. Les terres paysannes sont intégrées à la propriété collective des coopératives. Les relations entre les foyers et les parcelles de terre cultivées sont remises en cause par la collectivisation, d'autant plus que le plan dit des trois choses fixes (*san ding* 三定) détermine collectivement à partir de 1955 quels sont les produits à cultiver, quelles quantités doivent être produites et quelles quantités doivent être remises à la collectivité. La planification économique détermine collectivement les quantités et les prix d'achat aux coopératives rurales et de redistribution vers les villes (*tonggou tongxiao* 统购统销). Le marché des grains est strictement contrôlé par l'État qui interdit formellement l'exploitation privée.

Dans un troisième temps, à partir de 1958, les communes populaires (*renmin gongshe* 人民公社) prennent en charge l'exploitation de la terre et le revenu de l'exploitation au-delà de la simple propriété. La propriété collective est alors répartie entre des brigades de production et des équipes de production et non plus par foyers ruraux. Le système de la coopérative socialiste de production est alors fondé sur la mutualisation des moyens de production et des forces de travail. La propriété collective n'est remise en cause qu'en 1978, alors que l'agriculture constitue la première des « quatre modernisations » (*si ge xiandaihua* 四个现代化) symbolisant le début de la politique des réformes et d'ouverture, marquant la fin du maoïsme et la mise en œuvre d'une économie de marché.

I. A. 1. c. Crise agraire et cession de propriété des terres

Dès 1978, le « contrat de production fixé au niveau du foyer » commence à redéfinir la terre comme la propriété de la collectivité territoriale avec un droit d'usage par répartition entre les résidentes. L'innovation centrale des nouvelles réformes agraires à partir de 1978 est le contrat de protection des ménages (*baochan daohu* 包产到户) ou système de responsabilité des ménages (*fentian daohu* 分田到户). Il permet aux foyers paysans d'occuper des parcelles arables et de gérer la production agricole alors que la terre est définie comme propriété de la collectivité rurale à l'échelle du village (Ye 2015). Les produits de l'agriculture sont centralisés et distribués par les entreprises de bourgs et de villages, mises en place au démantèlement des communes populaires, et un système de taxes par les autorités centrales organise les quotas de production, la conservation des surplus de l'agriculture par les foyers et les amendes en cas de déficit.

Les parcelles sont découpées et attribuées aux paysannes résidentes, le droit de propriété collectif garantissant un droit égal d'accès à la terre. Sur le même principe, les terres sont

régulièrement redistribuées entre les familles. Les contrats de location des terres agricoles sont établis sur une durée de trente ans, qui peut être modulée selon les politiques de redistribution locales. Ce mode de découpage entraîne une fragmentation territoriale qui empêche le remembrement en parcelles plus importantes, y compris entre parcelles d'un même foyer.

Si le bâti peut éventuellement constituer une propriété pour des personnes physiques ou morales, et donc un bien marchand, le sol demeure la propriété inaliénable de l'État. C'est sur cette base de structure foncière qu'une lutte s'engage entre les gouvernements locaux et les autorités centrales autour de la propriété collective du sol, de sa redistribution et de la répartition des revenus de la terre (He Bochuan 2007).

En 1988, le rôle de gestion de la terre est délégué aux gouvernements locaux et un amendement à l'article 10 de la constitution stipule que la terre peut être cédée, si « la cession est réalisée en conformité avec la loi ». Cet amendement est un tournant crucial dans la répartition et l'exploitation des terres, et une première étape dans un processus de transformation capitaliste et de « dépayssannisation » des zones rurales (Q. F. Zhang et Donaldson 2010; Ye 2015). Cette évolution juridique permet la restructuration des parcelles paysannes : celles-ci peuvent être regroupées en terres agricoles pour une exploitation mécanisée, ou en terrains à bâtir dans une perspective immobilière.

Dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation des zones côtières, le désengagement de l'État vis-à-vis des zones rurales favorise une gestion prédatrice des terres par les collectivités locales et les entreprises privées. À travers plusieurs réformes successives la terre devient le support d'activités financières pour les gouvernements locaux, notamment à travers l'expropriation des usager·ères paysannes et la cession de parcelles sélectionnées à des entreprises d'exploitation à grande échelle.

À l'échelle locale, les collectivités territoriales trouvent dans la dérégulation de la propriété un marché pour spéculer sur la redistribution des terres. À l'échelle nationale, les autorités centrales sont prises en tenailles entre la promulgation de politiques libérales et la difficulté à prévenir la corruption entre entrepreneur·ses et cadres locaux pour la cession des terres agricoles. La lutte entre les échelons de l'autorité politique se cristallise ainsi autour des réquisitions, des expropriations et du transfert des terres agricoles à des entreprises, notamment de l'agribusiness ou de promotion immobilière.

La redéfinition de la valeur marchande de la terre par les politiques libérales entraîne une crise agraire qui porte d'abord préjudice aux paysan·nes, dont l'accès à la terre est de plus en plus

restreint et conflictuel (Svartzman 2013, 2019). La réquisition des terres devient l'une des principales sources de revenu des gouvernements locaux (Zhou 2007). Une série de lois qui se succèdent entre les années 1990 et 2000, tente d'enrayer le rythme des réquisitions. Elles multiplient le nombre de réquisitions pouvant être considérées comme illégales mais ne parviennent pas à endiguer celles-ci. Le déficit de propriété des terres par leurs usager·ères a en ce sens un rôle essentiel sur l'urbanisation ou l'industrialisation de l'agriculture : ce sont les autorités territoriales, les collectifs villageois, qui autorisent le transfert des parcelles à des entreprises (He Xuefeng 2013a, 2013b).

Les réquisitions et expropriations sont monnaie courante sur les terrains ruraux. Zhang Yang, entrepreneur de l'entreprise en circuits courts Maître Citron dans le Yunnan, a vécu deux réquisitions de terres alors qu'il était retourné dans sa famille dans le Sichuan pour cultiver des citrons jaunes. Il blâme la corruption au niveau local.

À deux reprises, le jeune retourné à la terre a été exproprié de ses terrains sur ordre des autorités locales, justifié par des travaux de construction, d'une autoroute la première fois, d'extraction de gaz de schiste la seconde. Lors de la seconde expropriation notamment, Zhang Yang s'est associé à deux aînés du village pour revendiquer leur droit à une compensation plus équitable²¹, ils ont porté plainte au gouvernement de la province, le Bureau des Lettres et Visites de la province a remis en question leur légitimité²² ; ils ont porté plainte à plusieurs autres échelons administratifs (au Gouvernement de district, au Gouvernement de province, à la Commission centrale d'inspection disciplinaire et au Ministère de la terre et des ressources) et ont obtenu gain de cause – sans savoir précisément grâce à laquelle de leurs démarches. Ils critiquaient deux aspects de la politique d'expropriation. Premièrement, le prix des compensations, à savoir 300 yuans (à peu près 40 euros) de compensation par mètre carré de maison détruite, n'aurait pas permis de reconstruire une maison à l'identique. Deuxièmement, les méthodes employées relevaient du gouvernement personnel ; les agents allaient voir séparément les villageois·es en négociant avec ceux qui protestaient quelques mètres carrés supplémentaires.

Les réformes sur la propriété accordent aux gouvernements locaux des prérogatives sur les terres dont certains s'emparent pour générer des profits aux dépens des usager·ères. La mobilisation contre les réquisitions de terre souligne la transformation des structures sociales,

²¹ Zhang Yang le formule ainsi : « Eux ils n'étaient pas enclins faire des comptes d'épicier, mais là c'était injuste. » Entretien avec Zhang Yang, 5 mai 2017, 20170505ZY.

²² Sur le système des Lettres et Visites, voir notamment Thireau et Hua (2010).

et des notions de légitimité et de justice dans les villages (Thireau et Wang 2001; Thireau et Hua 2007).

I. A. 1. d. Transformations capitalistes contemporaines et dépayssannisation

En parallèle et dès le début de la période des réformes, à partir de 1978, s'engagent des processus de « dépayssannisation » portés par les directives des autorités politiques centrales (Yan et Chen 2015; Trappel 2021). Par le concept de dépayssannisation, les auteur·rices rendent compte de la réduction du nombre d'agriculteur·rices de petites échelles au profit d'une appropriation de la terre par des entreprises soutenues par les politiques de modernisation rurale.

La répartition des terres sur de très petites parcelles individuelles de 1 ou 2 mus (1 ou 2 quinzièmes d'hectares) permettait aux foyers ruraux de pratiquer une agriculture de subsistance mais non de développer une production agricole tournée vers le marché. Afin à la fois de réguler la cession des terres paysannes et de promouvoir l'industrialisation contrôlée de l'agriculture, l'État déploie des politiques de développement rural proposant de nouveaux statuts agricoles. Les entreprises de bourgs et de villages laissent la place à de « nouveaux types de sujets de l'administration agricole » (*xinxing nongye jingying zhuti* 新型农业经营主体). Parmi ceux-ci, les entreprises « têtes de dragon » (*longtou qiye* 龙头企业), les coopératives spécialisées (*zhuanye hezuoshe* 专业合作社), les fermes familiales (*jiating nongchang* 家庭农场), et les grands ménages agricoles (*nongye dahu* 农业大户), sont notamment mis en avant par des subventions et des crédits d'impôts (Lingohr 2007; Schneider 2017). Ces « nouveaux sujets agricoles » ont pour fonction d'entraîner (*daidong* 带动) les foyers paysans vers la modernisation des pratiques agricoles (Trappel 2021). Ils sont construits sur une économie externalisée, fondée sur une division des tâches à l'échelle nationale, entre les entreprises de fabrication des plants, des intrants ou des petits d'élevage, les espaces de production ou d'élevage et les entreprises de transformation et de distribution (Q. F. Zhang et Hu 2021).

L'activité agricole des petits exploitant·es est ainsi transformée par ces réformes structurelles. Les résident·es rurales sont dépossédées de la terre comme moyen de production, de manière violente ou de manière douce (Xu et Fuller 2018) et sont amenées à continuer à exercer une activité agricole sur les terrains réquisitionnés et cédés aux nouveaux sujets.

Dans le Guangxi, pendant la deuxième période d'observation, une offre de contrat reçue par Huang, un jeune retourné travaillant avec l'Association des ami·es des paysan·nes, lui propose ainsi de racheter (c'est-à-dire de louer sur une période de 30 années) les terrains agricoles d'une

coopérative qu'il dirige. Le contrat de transfert de terre (*tudi liuzhuan xieyi* 土地流转协议) stipule que l'entreprise s'engage dans le même temps à employer les travailleur·ses de la coopérative, offrant ainsi un double revenu : la somme versée pour la location de la terre et le revenu du travail effectué²³.

Dans cette perspective, les paysan·nes chinoises font à travers les transformations agraires l'expérience d'une semi-prolétarianisation (Gürel 2014, 2019). Lors des transferts de parcelles paysannes, les populations locales conservent en droit l'accès à la terre comme moyen de production, mais les nouveaux sujets agricoles extraient la survaleur de leur travail (Q. F. Zhang et Donaldson 2010; Ye 2015) et l'accès à un surplus de production est remplacé par un travail salarié sur les terres mêmes dont iels ont été dépossédés.

Le contrat reçu par Huang souligne également d'autres failles du système d'incitations en crédits d'impôts, mis en place par les autorités centrales. Les entreprises sont encouragées à accumuler des surfaces de plus de 300 mus²⁴ pour recevoir des subventions, ce qui donne lieu à de nouvelles formes de fraudes où des terrains sont laissés à l'abandon une fois les subventions captées par des entités administratives conçues à cet effet (Hu, Zhang, et Donaldson 2017). À l'inverse, certaines associations de promotion de l'agroécologie chinoise, comme le centre *Sili* pour des alternatives écologiques aux pesticides dans le Yunnan, vont tenter d'agir à la fois par des canaux juridiques, en recensant les cas de transfert de terres similaires à celui de Huang, et par des canaux économiques, en proposant des financements sous forme de micro-crédits à des fermes ou coopératives de moins de 300 mus.

Nous pouvons en résumé distinguer plusieurs modalités générales des transformations agraires vers une agriculture capitaliste en Chine. La modernisation agricole se construit sur les réformes foncières et la mise en place d'un droit de propriété semi-privée dès les premières années de la décollectivisation. Elle se déploie par la voie de l'agro-industrie, renforcée notamment à l'échelle nationale par la réforme des coopératives agricoles contemporaines sur un modèle entrepreneurial en 2007 (Gürel 2014; Gong et Gürel 2019). La bureaucratie locale joue un rôle tout autant, si ce n'est plus actif dans la dépaysannisation en laissant les villageois·es rendre leurs contrats fonciers aux collectifs villageois, et ainsi transférer les terres (Trappel 2016).

²³ Notes de terrain, Donglan, mars 2019.

²⁴ Soit l'équivalent de 20 ha. En France la moyenne est de 65 ha par exploitation en 2016, soit près de 1000 mus. En Chine, elle est d'un demi hectare par exploitation, soit 7 à 8 mus. Cette moyenne nationale ne rend pas compte des disparités entre l'est et l'ouest du pays, dans les régions de l'ouest, dont les provinces du Yunnan et du Guangxi, la moyenne est d'un demi mu par exploitation, soit 330 m² (statistiques du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation 2019).

C'est également dans ce processus de transformation capitaliste que les résident·es rurales sont séparées du travail de la terre et que disparaît l'idée de classe paysanne (Sargeson 2016, 8).

Le concept de dépayannisation décrit enfin également la transition d'une population rurale vivant de l'agriculture vers une population semi-urbanisée, professionnalisée dans les espaces urbains et consommatrice d'une production industrielle, bien que toujours affiliée administrativement aux zones rurales. De manière générale, les politiques rurales émergent de politiques plus larges sur la division entre zones urbaines et rurales. Nous pouvons en souligner trois grandes vagues (Day et Schneider 2018) pour resituer le processus de dépayannisation dans les réformes structurelles. D'abord, une structure duale urbaine-rurale (*chengxiang eryuan jiegou* 城乡二元结构) est mise en place, en passant notamment par la distinction entre des statuts urbains et ruraux, à travers des livrets de résidence (*hukou* 户口), le système d'achat et de ravitaillement unifié (*tonggou tongxiao* 统购统销) et l'unité de travail urbaine (*danwei* 单位). Ensuite, dans un deuxième temps, la structure duale est progressivement démantelée, mis à part le permis de résidence. Le système d'état civil chinois encore en vigueur dans les années 2020 distingue un statut de résidence rural (en chinois, « agricole » : *nongye hukou* 农业户口), d'un statut urbain (« non-agricole » : *fei nongye hukou* 非农业户口), qui octroient des droits à leurs détenteur·rices en fonction des lieux de résidence, et notamment une parcelle de terre pour les résident·es rurales. Enfin, dans un troisième temps, le parti lance à la fin des années 2000 une accélération des migrations campagnes-villes et de la modernisation agricole. Ces politiques passent par l'intégration rural-urbain et la capitalisation de l'agriculture à grande vitesse, avec des mesures d'industrialisation, de production agricole de grande échelle, de transfert des terres et d'urbanisation. Les migrations internes massives entre zones rurales et urbaines entraînent avec elle une transformation des zones rurales et l'apparition de phénomènes comme les « villages fantômes » ou les « villages urbains » (Wen et Wu 2017) et des politiques de « citoyennisation (*shiminhua* 市民化) ou d'« urbanisation » des ruraux·ales, entre processus de civilisation et intégration dans les espaces urbains.

En comparaison avec les processus occidentaux de migrations intérieures ou de remembrement des espaces agricoles, les transformations capitalistes en contexte chinois ont lieu à très grande vitesse, ce qui peut amener à les analyser en terme de modernité compressée (K.-S. Chang 2017; Roulleau-Berger 2017b). De la même manière qu'apparaissent en Chine des processus de revalorisation d'une agroécologie sociale par des néo-paysan·nes d'origine urbaine concomitants à la persistance d'une agroécologie paysanne dans les zones de montagne, les

effets de la modernité compressée se donnent aussi à voir dans des mouvements migratoires inversés, des villes vers les campagnes, soutenus par des technologies numériques et les possibilités de vente en ligne (Sun 2021), alors même que les vagues de migrations des campagnes vers les villes, de l'agriculture vers l'industrie, suivent encore une courbe croissante.

I. A. 2. La reconstitution d'un héritage paysan

L'industrialisation et l'urbanisation occupent la scène publique comme priorité politique pendant les premières décennies de la période des réformes et de l'ouverture. Alors que la modernisation des zones rurales passe par la dépaysonnisation, la question paysanne n'est plus évoquée qu'à travers un courant intellectuel minoritaire pour les coopératives intégrales. Devant la libéralisation continue des politiques rurales et le dénigrement généralisé des populations paysannes, c'est en partie de ce courant qu'émergent les initiatives pour les circuits courts alimentaires, notamment par la mise en scène de figures de « néo-paysan·nes » diplômées et connectées à des espaces marchands urbains.

I. A. 2. a. Disgrâce et transformations de la figure du petit paysan·ne

Au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, à partir des politiques de réformes et d'ouverture notamment – à partir de 1978 –, la figure paysanne constitue un contrepoint « terreux » (*tu ±*) à l'image de la modernité urbaine. L'extraction gouvernementale de la survaleur du travail paysan pour moderniser et urbaniser les zones côtières accroît le décalage et les inégalités entre villes et campagnes.

La construction de la figure du paysan·ne dans la période post-maoïste suit deux parcours parallèles. L'un, dans la lignée de la pensée maoïste, maintient l'image d'une population rurale comme socle du régime, notamment par sa proportion dans la population totale, dans ce qui a pu être appelé un essentialisme stratégique (Yan, Bun, et Xu 2020) – du fondement légitime de la prise de pouvoir du parti communiste, les paysan·nes deviennent un réservoir de main-d'œuvre pour le développement industriel de la Chine s'intégrant dans l'économie de marché. L'autre parcours s'inscrit au sein du premier, dans une différenciation rurale concomitante aux réformes agraires, avec la distinction de bons et de mauvais sujets de la modernisation rurale et l'accroissement des inégalités au sein de la catégorie même (Q. F. Zhang 2015; Yan et Chen 2015; Y. Huang 2015; H. Huang 2019).

Progressivement, les paysan·nes et la petite agriculture sont désignées comme la maladie des systèmes agroalimentaires chinois. Les discours politiques de promotion d'une modernité

urbaine désignent les résident·es rurales comme des populations à la traîne, qui doivent faire l'objet de programmes de soutien pour être intégrées dans le progrès national. Les *nongmin* (农民) constituent une catégorie sociale et géographique vague qui réunit les petits paysan·nes, les agriculteur·rices et les résident·es rurales. Cette catégorie large est construite dans les discours et directives de la modernisation comme ignorante et arriérée (Schneider 2015). Les paysan·nes, aussi bien comme forme sociale que comme groupe professionnel, sont décriées par les transformations capitalistes et la mise en place des « nouveaux sujets agricoles ». La figure paysanne en vient à représenter le retard de l'agriculture chinoise « traditionnelle », et la transmission pratique d'une histoire et d'un patrimoine agricole indigène comme la raison principale de ce retard.

Les politiques de dépaysonnisation, de séparation entre résident·es et environnement agricole, passent ainsi par la construction discursive de la dépréciation systématique des petits exploitant·es. « Le dédain et le mépris largement diffusé à propos des petits producteur·rices sont des éléments clés de comment procèdent les projets de modernisation » (Schneider 2015).

Les questions rurales reviennent à l'agenda au début du 21^e siècle, mais le renouveau des politiques de modernisation rurale participe à reproduire et remodeler une figure paysanne « arriérée ». C'est la première fois que la figure du « petit paysan·ne » est remobilisée depuis les réformes. Ce n'est alors plus comme une force de soutien au parti, mais comme une catégorie générale, englobant une diversité de situations locales, qu'il est nécessaire de sortir de la grande pauvreté et du retard technologique par la modernisation, et en particulier la « stratégie de revitalisation rurale » (*xiangcun zhenxing zhanlüe* 乡村振兴战略). À partir de plusieurs documents officiels²⁵, nous retraçons les grandes lignes de la réémergence de la figure paysanne comme bénéficiaire de la restructuration rurale.

Les textes officiels évoquent des « petits paysan·nes » (*xiaonong* 小农) ou petits foyers paysans (*xiaononghu* 小农户), en posant la question du lien entre ces foyers et le marché. Ils prônent la modernisation par la mécanisation de l'agriculture mais aussi par la collectivisation du travail et l'autonomisation des groupes locaux à travers des formes de collectifs de production. À l'encontre de la disparition des petits producteur·rices dans les directives centrales entre 1980

²⁵ Les documents numéro 1 du comité central (*zhongyang yi hao wenjian* 一号文件) de 2018 et 2019 ; le plan pour la stratégie de revitalisation rurale 2018 – 2022 (*xiangcun zhenxing zhanlüe guihua* (2018-2022), 《乡村振兴战略规划 (2018—2022 年) 》) ; le programme national pour le développement agricole durable 2015 – 2030 (*quanguo nongye kechixu fazhan guihua* (2015-2030), 《全国农业可持续发展规划 (2015-2030 年) 》).

et 2010, les politiques de revitalisation rurale leur redonnent ainsi une existence en les incitant à se réunir derrière les nouveaux sujets ruraux.

La mobilisation de la notion d'autonomie rejoint en particulier la réflexion sur l'émergence de circuits courts alimentaires chinois. Les directives officielles soulignent les ambiguïtés des pratiques de sous-traitance à des entreprises, présentées comme une solution à un manque de compétences, notamment en termes de gestion des terres (*tudi tuoguan* 土地托管), mais également comme un risque lors de la location des terres à des entreprises commerciales (*nonghu chengbao di* 农户承包地).

La question de l'autonomie (*zizhu* 自主) et de l'autogestion (*zizhi* 自治) est abordée en termes de progrès social et de développement des compétences locales, dans un objectif d'enrichissement individuel, « premier pas de la modernisation du pays ». Les textes mettent en avant la constitution de « groupes autonomes » en termes de capacités de gestion à l'échelle du village, acquises grâce à l'intervention de « groupes de services “socialisés” » (*shehuihua* 社会化). Le terme employé à plusieurs reprises indique une nette distinction entre des acteurs sociaux qui font partie de la société et d'autres, paysan·nes, qui n'en font pas partie. Dans une certaine violence symbolique, les textes de 2018 et 2019 font réémerger la figure du petit paysan·ne comme une catégorie arriérée à entraîner (*daidong* 带动) vers la société et l'économie de marché.

Les directives orientent vers une autonomie sous la tutelle du parti et dans le cadre d'une réglementation des structures de production (fermes familiales et coopératives spécialisées notamment). Le renouveau de la figure du petit paysan·ne participe ainsi d'un retour à des formes de sociabilités communistes, réformées et revalorisées par la nouvelle ère Xi Jinping.

Les premiers documents du comité central en 2021 et 2022 – indiquant la direction générale à suivre au cours de l'année – portent de nouveau sur la revitalisation rurale, mais les notions de petits paysan·nes et d'autonomie n'y sont qu'évoquées à une ou deux reprises chacune.

Dans le même temps, au-delà des nouveaux sujets agricoles, les textes officiels ouvrent la gestion des espaces agricoles et ruraux à de nouvelles formes de collectifs non explicitement définis ou nommés. Les directives centrales sont ainsi perçues comme une opportunité voire un pas vers certains cercles de l'agriculture paysanne biologique qui sont, eux, déjà « socialisés » ou « civilisés », à la fois reliés à des cercles de consommation urbains, présents sur les terrains ruraux, et rattachés à certaines sphères politiques comme le souligne la composition du comité

d'organisation de l'Assemblée annuelle des CSA 2019 (CSA *dahui* CSA 大会), qui comptait, parmi les trois organisateurs officiels, le département de l'université Renmin pour l'étude de la pensée de la nouvelle ère Xi Jinping.

Les textes réduisent ainsi fortement les possibilités de développement endogène ou alternatif, en rattachant systématiquement l'acquisition de compétences et d'autonomie à des « élites » rurales. Le renouveau de la figure des petits paysan·nes participe en ce sens à des « formes douces » de restructuration rurale (Xu et Fuller 2018). Les textes officiels sont cependant également appréhendés comme une forme de consécration pour des groupes de recherche et d'action qui ont participé à la formation des cercles marchands de l'agroécologie chinoise et y voient une ouverture, voire la légitimation de leur travail par la plus haute autorité politique.

En ce sens, ces directives bénéficient en partie à des groupes associatifs et universitaires qui travaillent avec des petits paysan·nes depuis une quinzaine d'années, mais qui ont dû abandonner l'aspect plus proprement social de leur travail auprès des coopératives.

I. A. 2. b. Les ramifications des mouvements pour les coopératives intégrales

Le renouveau de la figure des petits paysan·nes s'inscrit dans une histoire de l'engagement des intellectuel·les auprès des populations rurales (Yan, Bun, et Xu 2020). Il souligne la victoire de certaines conceptions de la recherche-action sur d'autres, en l'occurrence, la reconnaissance politique des actions universitaires pour l'« innovation » dans des coopératives spécialisées (Song et Vernooy 2010; H. Yang 2013; Song et al. 2014; H. Yang, Vernooy, et Leeuwis 2018) et la fin du mouvement de la Nouvelle Reconstruction Rurale (NRR) pour les coopératives intégrales (Day et Schneider 2018).

À la fin des années 1990, la perspective de développer des coopératives agricoles intégrales a pris de l'ampleur dans le sillage des réflexions sur les trois problèmes ruraux (*sannong wenti* 三农问题) portées par les économistes et spécialistes des transformations agraires Wen Tiejun et Li Changping – le problème de la population rurale, le problème des structures villageoises, le problème de l'agriculture (Wen Tiejun 2000, 2009). Là où les réformes centrales considèrent l'agriculture comme étant le problème principal des zones rurales, Wen et Li proposent la création d'un mouvement pour la Nouvelle Reconstruction Rurale comme une expérimentation polanyienne de réencastrement, qui considère que le problème principal est de réinscrire les populations rurales dans des structures sociales et économiques (Day et Schneider 2018). Le mouvement exprime une divergence fondamentale avec l'État, en affirmant que les problèmes

de la production agricole sont plus pressants sous la forme industrielle et capitaliste de la modernisation (Wen Tiejun 2013).

La NRR tente de revaloriser la forme paysanne de production et de transactions locales comme la seule à même d'absorber et de faire vivre les populations rurales encore nombreuses. Pour cela, elle appelle à mettre en place des coopératives intégrales (*zonghexing hezuoshe* 综合性合作社) avec un système de financement par micro-crédits notamment. Plusieurs bases expérimentales sont mises en place dans l'idée de travailler à l'autonomie des populations paysannes contre les marchés et le capital (Wen Tiejun 2005). Les coopératives intégrales ont suscité un vif intérêt dans les études en économie et en sociologie rurales notamment, y compris dans des recherches critiques sur les formes capitalistes ou les structures pyramidales qu'elles ont également pu adopter (Pan et Du 2012; X. He 2007; H. Guo 2013; Hale 2013; Lammer 2017).

Le mouvement prend forme au cours de la première décennie du 21^e siècle, mais le tournant libéral de la fin des années 2010 y met un terme, notamment la réforme de la loi sur les coopératives agricoles de 2007 et l'introduction progressive des « nouveaux sujets agricoles » (Wen T. 2013; Wang Chunguang 2018; Wang Chunguang et Shan 2018). Si la thématique des trois problèmes ruraux est adoptée officiellement à partir de 2004 par les autorités centrales, le tournant libéral signe pourtant la « fin des alternatives » (Day et Schneider 2018) en termes de réformes rurales fondées sur les économies paysannes.

I. A. 2. c. Le retour à la terre de « néo-paysan-nes »

La mise à mal de l'enthousiasme universitaire et associatif pour les coopératives agricoles a un effet immédiat sur la mise en place de réseaux agroalimentaires alternatifs en Chine contemporaine. De nombreux·ses militantes de la Nouvelle Reconstruction Rurale se sont tournées vers d'autres formes d'action économique auprès des populations rurales sous la pression des réformes (Si, Schumilas, et Scott 2015; Si et Scott 2016).

Lors des terrains dans le Yunnan notamment, plusieurs jeunes retourné·es à l'agroécologie avaient été formées auprès de centres de recherche sur la Nouvelle Reconstruction Rurale et bénéficiaient d'un soutien officiel des autorités locales pour leurs initiatives agroalimentaires alternatives. L'échec politique des activités militantes auprès des coopératives intégrales a entraîné l'émergence et la diffusion de modèles économiques de circuits courts alimentaires, parfois dans des coopérations entre autorités et associations (Zhou *et al.* 2016).

Certains néo-ruraux·ales trouvent ainsi leur compte dans les réformes et les processus de transformation capitaliste. Plusieurs exploitations en agriculture biologique des cercles de l'agroécologie sociale, dont certaines parmi les plus renommées du pays, peuvent accéder à la terre grâce au système de « prise en charge » (*chengbao* 承包) et la location directe auprès des collectivités territoriales. Wang Jianjun dans le Yunnan peut accéder de cette manière, en créant une coopérative, à 200 mus de terres (13 ha) et y employer des ouvriers et ouvrières-migrantes pour la cultiver. Le travail agricole y est salarié à la tâche sur des terres « prises en charge » à la place de foyers ruraux locaux. En tant que chef de coopérative, Wang peut d'une part accéder à la propriété-usage d'un terrain dont la superficie est plus de dix fois supérieure à celle des parcelles habituellement allouées par les autorités villageoises, et son terrain est d'autre part constitué de deux lots de 100 mus chacun ce qui permet une exploitation rationnelle des parcelles, là où les parcelles paysannes sont disséminées. Dans la lignée des réformes du droit de propriété, la plateforme commerciale de circuits courts créée par Wang extrait ainsi une survalue liée aux caractéristiques biologiques de la terre et à celles, « paysannes », de la production, dans une forme d'exploitation à la fois conforme aux transformations capitalistes et revalorisée comme agroécologique.



La Communauté des Tomates de Zimeng, une exploitation en circuit court restructurée de parcelles paysannes grâce au statut de coopérative (9 avril 2017)

Un nouveau phénomène, très contemporain, est ainsi le retour à la terre de néo-paysan·nes, qui s'ancre à la fois dans les politiques publiques, dans la bifurcation générale du mouvement pour la Nouvelle Reconstruction Rurale et, de manière plus marginale mais qui nous intéresse particulièrement avec l'Association des ami·es des paysan·nes, dans le retour à la terre de locaux·ales non diplômés.

Dans le prolongement des politiques de revitalisation rurale, et de la mise au centre de la figure des petits paysan·nes à « entraîner » vers la modernité, le gouvernement Xi lance au milieu des années 2010 une campagne de participation des jeunes à la construction des zones rurales²⁶, matérialisée par des subventions, des moyens de transports, des formations à l'entrepreneuriat, etc.

Cette politique se construit sur l'héritage communiste des jeunes instruit·es dans les années 1960 et 1970 (Bonnin 2004)²⁷. Si le mouvement maoïste était construit, en termes idéologiques, sur la formation de la jeunesse par les classes paysannes, la politique contemporaine met en avant la transmission de compétences par les jeunes « envoyé·es à la campagne » aux populations rurales. La problématique des trois problèmes ruraux y est mobilisée autour de l'idée que les jeunes retourné·es vont pouvoir résoudre les problèmes de disparité entre les villes et les campagnes par la mise en place de nouvelles pratiques de gestion, notamment en termes d'entrepreneuriat et de commerce numérique.

Le vocabulaire des circuits courts rappelle lui aussi le mouvement d'envoi des jeunes instruit·es à la campagne (*shangshan xiexiang yundong* 上山下乡运动), littéralement « monter dans les montagnes et descendre à la campagne », alors que les néo-ruraux·ales utilisent abondamment le terme « revenir à la campagne » (*fanxiang* 返乡) pour désigner leur activité, rurale ou non, et se désigner elleux-mêmes : étudiant·es retournées à la campagne, jeunes retourné·es à la campagne, entrepreneur·ses retournées à la campagne, etc.

Ce contexte politique participe indirectement à l'apparition d'une nouvelle figure associée à la paysannerie dans la première décennie du 21^e siècle, celle des « néo-paysan·nes » (*xin nongren*

²⁶ « Propositions pour aller plus avant dans le déploiement de l'action de grand œuvre de la jeunesse pour la revitalisation rurale » (*guanyu shenru kaizhan xiangcun zhenxing qingchun jiangong xingdong de yijian*, 《关于深入开展乡村振兴青春建功行动的意见》), document 5 de 2019, Groupe de la jeunesse du parti communiste, mars 2019.

²⁷ Tournant politique de la Révolution Culturelle, l'envoi des « jeunes instruit·es » à la campagne entre 1968 et 1980 désigne l'expédition de force de 17 millions de jeunes citoyen·es vers les zones rurales. Le mouvement, ayant notamment pour objectif de reprendre le dessus sur les actions urbaines des gardes rouges, est justifié à la fois par la rééducation des jeunes à travers des pratiques paysannes, par un enthousiasme volontaire pour l'édification du socialisme et par le renforcement des régions les plus éloignées.

新农人) de l'agroécologie sociale, caractérisées par une gestion innovante des terres agricoles, des pratiques sociales, une forte connectivité, un haut niveau d'études et une origine ou des habitudes urbaines (Du 2015). Si les circuits courts alimentaires chinois ne se construisent pas en référence directe aux politiques de modernisation, ils bénéficient cependant des ressources mises à disposition dans le cadre de ces directives.

Répondant aux attentes des politiques de modernisation rurale, les jeunes retourné·es s'emparent également du soutien des autorités aux nouveaux sujets agricoles comme des outils contre des formes plus violentes de transfert de terres. Une partie des mouvements de redéfinition d'une agroécologie sociale se construisent à la fois avec les politiques de modernisation et contre les transformations capitalistes contemporaines.

L'Association des ami·es des paysan·nes prévient par exemple le transfert de terres des coopératives agricoles écologiques vers des entreprises en organisant des rencontres dédiées à ces questions où les producteur·rices partagent les expériences de remembrement et de transfert de terres dans leurs villages respectifs. Dans le cas de l'exploitation des terrains de la coopérative dirigée par Huang, qui a reçu une proposition de prise en charge des terres et d'emploi des membres de la coopérative sur les terrains loués, la signature du contrat de transfert de terres peut être évitée notamment par le partage d'expérience avec d'autres coopératives. Huang, responsable de la coopérative, sollicite l'avis du Président de l'Association, qui lui répond par l'expérience négative d'une autre coopérative avec laquelle il a travaillé.

L'expérience de Huang illustre ainsi une forme de retour à la terre après des études supérieures, qui passe par la création d'une coopérative avec les villageois, encouragée par les directives centrales. Huang se saisit des outils disponibles pour enregistrer les terres du village en une coopérative spécialisée, un des « nouveaux sujets agricoles », et acquérir davantage de poids économique et politique contre le rachat des terres par des entreprises prédatrices. Dans le même temps, ce statut permet à la coopérative de produire à petite échelle et selon des pratiques agricoles locales, c'est-à-dire de lutter à l'échelle du village contre l'hétéronomie des transformations agraires.



Coopérative écologique constituée autour du village d'origine de Huang – rizières et canards en coproduction, badianiers, pins (12 février 2019)

Pour les jeunes retourné·es des circuits agroalimentaires alternatifs, les mesures de modernisation rurale sont ainsi à la fois des opportunités et des contraintes. De manière générale, elles ne constituent des opportunités pour les petites exploitations que cumulées avec un apport économique extérieur à l'activité agricole. Elles participent quoi qu'il en soit à faire augmenter le prix des terres agricoles et à limiter les acteurs légitimes à une poignée de structures reconnues politiquement.

Yang Lifen, fondatrice de *l'alimambassade du terroir*, fournit son restaurant de Kunming à partir de la production de trois parcelles dans son village d'origine, cultivées par ses parents. Les parents sont dotés d'une quatrième parcelle qui est « prise en charge » (*chengbao* 承包) par une entreprise industrielle d'exploitation du tabac. Alors que Yang cherchait à agrandir l'espace de production, elle ne peut récupérer la parcelle « prise en charge », pourtant la mieux placée et irriguée, au bord de la rivière du bourg, car celle-ci est exploitée pour le tabac. Lorsque nous visitons le village, elle montre un espace indifférencié des autres parcelles mitoyennes, toutes « prises en charge » par la même entreprise et consacrées au tabac. Yang choisit alors d'agrandir une parcelle à l'intérieur du village en rachetant une parcelle mitoyenne à un prix exorbitant²⁸,

²⁸ Je note 100 yuans par m² dans mon carnet, ce qui me paraît impossible, « pourtant je lui demande plusieurs fois », notes de terrain, juin 2017.

sur laquelle elle fait verser de la terre provenant de l'extérieur du bourg pour améliorer la qualité du sol pollué.

Yang et ses parents sont ainsi en compétition pour la terre avec l'industrie du tabac. Iels ne peuvent faire le poids en tant que foyer paysan sans même le statut de « ferme familiale », d'autant plus que l'industrie du tabac est subventionnée pour exploiter en monoculture les terres les mieux placées du village. Ces terres, traditionnellement les plus recherchées, sont par ailleurs rendues inexploitable pour le maraîchage biologique par l'usage excessif d'intrants chimiques qui entraînent une pollution de la terre et de l'eau, y compris sur les parcelles non exploitées pour le tabac directement.

Quatre parcelles d'exploitation de la famille de Yang Lifen (13 juin 2017)



1



2



3

Au premier plan à droite (photographie 2), une parcelle distribuée par la collectivité, exploitée en maraîchage ; à gauche (photographie 1), la parcelle mitoyenne, rachetée, dont la terre a été rajoutée ; au fond entre les bâtiments (photographie 2), la parcelle prise en charge par une entreprise de production de tabac, le long de la rivière ; à la sortie du village (photographie 3), une autre parcelle distribuée par la collectivité, non usitée avant le retour de Yang Lifen en 2017, au milieu des tombes.

Ces processus entraînent cependant dans le même mouvement de nouveaux risques, notamment liés à la sécurité sanitaire des aliments (ou innocuité des aliments) qui sont érigés en problèmes publics aux échelles nationale et internationale. La gestion médiatique des scandales alimentaires qui touchent la Chine depuis le tournant du 21^e siècle renforce une image d'autant plus négative des paysan·nes, et renvoie directement la gestion des systèmes agroalimentaires chinois aux luttes économiques entre les gouvernements locaux et l'autorité centrale.

I. A. 3. Du changement agraire à la méfiance dans les mondes agroalimentaires

Les « alternatives » sont déplacées de la production agricole à l'alimentation : on passe d'une production engagée dans des coopératives intégrales à une consommation éthique à travers des circuits courts alimentaires. Le point focal n'est plus fait sur la misère sociale mais sur les réseaux de confiance avec les producteur·rices. D'une certaine manière, la contestation se concentre sur l'industrie alimentaire en s'adaptant aux transformations de l'économie de marché.

I. A. 3. a. Sécurité alimentaire

Comme conséquence directe et corollaire de la modernisation de l'agriculture chinoise, les systèmes agroalimentaires se construisent au cours de la seconde partie du 20^e siècle sur des modèles de production et d'approvisionnement industriels. La modernisation de la production agricole et l'industrialisation de la chaîne d'approvisionnement sont construites sur des objectifs de sécurité alimentaire. En 1996, le gouvernement central établit un objectif d'autosuffisance en grains à hauteur de 95%, remis en question uniquement au début des années 2010, à hauteur de 80% pour les objectifs 2025. La sécurité alimentaire constitue l'objectif principal des réformes de l'agriculture, pour répondre à la fois à une demande suivant la courbe de croissance démographique, à la crainte de la fluctuation des prix de l'alimentaire sur les marchés globaux, fondée sur l'expérience traumatisante de famines récurrentes dont les répercussions ont été politiques, économiques et sociales à l'échelle nationale (Schwoob 2018a; L. Li 2007; Augustin-Jean et Alpermann 2014). Dans cette perspective, les politiques de sécurité alimentaire établissent des lignes rouges pour restreindre les risques associés aux transferts de terre vers l'immobilier : une certaine quantité de terre doit rester arable pour permettre d'assurer la production de céréales sur le territoire national (Day et Schneider 2018).

La question de la sécurité alimentaire (en chinois, « sécurité des grains », *liangshi zhuquan* 粮食主权) est ainsi essentielle pour le gouvernement, définie comme accès pour tous les

Chinois·es à une nourriture en quantité suffisante, assurée par une autosuffisance nationale (Chaumet 2020).

Dans la perspective des transformations rurales et du renouveau des circuits courts alimentaires, la question de la sécurité alimentaire renvoie à une contradiction comprise dans le double sens du terme « autosuffisance », en fonction de l'échelle locale ou nationale. Les objectifs nationaux d'autosuffisance alimentaire sont fondés sur l'extraction des surplus de production à l'échelle locale – par l'État à travers les nouveaux sujets agricoles ou par des entreprises de l'agribusiness. Concomitant d'un mouvement de reconnaissance du rôle des transformations agraires capitalistes dans la disparité de développement des zones urbaines et rurales et la paupérisation des populations agricoles, le renforcement des politiques de développement rural par la mise en place de nouveaux sujets standardisés illustre la contradiction entre l'objectif de sécurité alimentaire à l'échelle nationale et les obstacles au maintien de pratiques agricoles localisées, notamment vivrières.

Les questions de quantité de production ont des effets directs sur la qualité des productions. L'autosuffisance nationale se construit ainsi au prix de la dépendance des agriculteurs aux marchés des intrants et des semences internationales, c'est-à-dire au prix de l'autosuffisance locale. L'accès à une alimentation de qualité est mis à mal par le démantèlement des structures de production locales, les politiques de remembrement, et la standardisation des pratiques agricoles. En ce sens, les politiques de sécurité alimentaire vont à l'encontre de la souveraineté alimentaire (Bernstein 2014) des producteur·rices d'une part, et de la sécurité sanitaire des aliments (G. Yang 2013; Augustin-Jean et Poulain 2018) d'autre part. La situation de crise sanitaire à travers la pandémie de covid-19 rend en ce sens plus visibles encore les limites de la division du travail agroindustriel qui ont mené à des pénuries et à l'arrêt de certaines activités, là où les productions locales ont pu participer au développement de ressources sur place et au maintien d'un lien social localisé (Q. F. Zhang et Hu 2021).

I. A. 3. b. Crise de confiance dans les mondes de l'agroalimentaire

Le début du 21^e siècle chinois consacre le passage du problème de la quantité alimentaire aux qualités des aliments comme problème public majeur (Augustin-Jean et Alpermann 2014). La thématique de la sécurité sanitaire des aliments (*shipin anquan* 食品安全), ou innocuité des aliments, prend le dessus sur la question de la sécurité alimentaire à l'occasion de la multiplication de scandales alimentaires.

Le scandale du lait contaminé qui a secoué les sphères politique et médiatique en 2008 a cristallisé plusieurs problématiques sur la sécurité sanitaire des aliments, en suscitant une crise sanitaire plus importante que celle provoquée par de précédentes révélations portant pourtant sur le sang contaminé (Keck 2009). En termes directement agroalimentaires, le scandale souligne notamment des productions de qualités différenciées selon des publics ciblés et les intérêts économiques communs entre des industriels de l'alimentaire et d'autres domaines non-alimentaires, au détriment des consommateur·rices. En termes politiques, l'affaire révèle l'intrication d'intérêts politiques et industriels et la mainmise étatique sur les sphères de diffusion médiatique, dans un contexte de visibilité internationale des Jeux Olympiques de Beijing. Elle souligne également le décalage entre les limites des capacités d'actions judiciaires des consommateur·rices, réprimées par les gouvernements locaux, et les effets immédiats des interventions politiques internationales qui ont suscité la révélation de l'affaire et les premières réactions publiques du gouvernement chinois (Keck 2009).

Les scandales alimentaires sont cependant l'occasion de l'expression de critiques légitimes, interdites dans un cadre strictement politique. Ils soulignent des espaces de conflit politique, notamment entre des hégémonies médiatiques maintenues par le gouvernement et les élites entrepreneuriales et des pratiques contre-hégémoniques engagées par des militant·es ou des consommateur·rices (G. Yang 2013). À propos du lait contaminé, les enquêtes rétrospectives sur l'évolution du traitement médiatique révèlent tout autant comment les tactiques d'évitement du politique et de déplacement des frontières des domaines de diffusion pour couvrir le scandale ont également entraîné la formation d'une sphère publique alternative (H. C. Li 2019).

Le scandale du lait montre de nouveau comment l'image des petits paysan·nes est dégradée dans les sphères médiatiques. La logique de dépaysonnisation vise également à construire un discours de responsabilisation des petits producteur·rices comme acteur·rices à l'origine des problèmes et des scandales (Keck 2009; H. C. Li 2019). Comme une forme de contrepoids aux accusations de malversations industrielles, les médias officiels relaient régulièrement des scandales locaux dénonçant la mauvaise utilisation par les petits producteur·rices des pesticides et produits chimiques fournis par les autorités pour leur modernisation (Schneider 2015; Ke et Hisano 2018). Dans une démarche de dénonciation des erreurs commises par les échelons inférieurs, ce sont les petits exploitant·es en bas de l'échelle qui subissent une triple peine : perdre leur moyen de production et de revenu d'une part, assister à la destruction des cadres socio-culturels villageois d'autre part, perdre enfin la reconnaissance sociale de citoyen·es qui

sont incités à acheter des produits industriels vendus comme plus sûrs que les produits non-industriels (Schneider 2015; Bianco 2016).

Les scandales s'intègrent enfin dans un contexte global où les productions locales sont mises en concurrence avec des productions étrangères. À l'échelle individuelle, des circuits de vente en ligne se développent sur des économies morales de la nourriture infantile par exemple, alors que des entrepreneur·ses ouvrent des espaces de vente transnationaux depuis l'Europe ou l'Océanie (Y. Li 2021). À l'échelle internationale, les scandales participent d'une restructuration des standards de qualité des marchés agroindustriels et de la sécurité sanitaire des aliments en particulier (Augustin-Jean et Xie 2018).

I. A. 3. c. Cultures de l'alimentation, anxiété et circuits courts alimentaires

Les discours sur l'alimentation comme source d'anxiété et de risque sanitaire et la médiatisation de scandales alimentaires sont intrinsèquement liés à des processus rapides de mondialisation et d'industrialisation des mondes agroalimentaires.

Ce à quoi J. Klein et d'autres auteur·rices se réfèrent comme une « modernité culinaire » est caractérisée en Chine par la « substitution croissante de cycles de production, de distribution et de consommation alimentaires fondés régionalement par l'agriculture intensive, par des chaînes d'approvisionnement plus longues, et par la hausse de consommation de nourriture transformée et emballée et de nourriture préparée en dehors du foyer – mais s'incarne aussi dans des réactions à ces développements, par exemple dans la forme de mouvements cherchant à promouvoir l'agroécologie ou la nourriture locale » (Klein 2020a). Dans cette perspective, nous rejoignons Goody (1982) sur la définition de systèmes alimentaires, « *food systems* », comme englobant les processus de production, de distribution, de mise à disposition des aliments, mais aussi d'autres pratiques orales ou écrites autour de l'alimentation qui participent à établir un espace social alimentaire (Poulain 2017a).

L'espace social alimentaire est en particulier remodelé par la numérisation des échanges. Dans les restaurants de l'Association des ami·es des paysan·nes, les codes QR remplacent en 2018 les menus sur les tables, ils permettent d'accéder aux choix de plats disponibles, mais également de commander et de payer l'addition. Dans la même perspective, les livraisons à domicile se multiplient. Ces transformations sont à la fois des choix effectués par les restaurants, mais tout autant des contraintes nécessaires à appliquer pour rester concurrentiels sur un marché dématérialisé. Elles nuisent pourtant grandement à la conception et la mise en pratique de l'éthique de l'Association, selon laquelle l'espace de consommation des produits paysans est

également un espace de transmission de savoirs sur les pratiques de production qui viennent ajouter de la saveur, de la densité aux aliments eux-mêmes. Dans une certaine mesure, les transformations des relations de service dans les restaurants nuisent à la constitution d'un espace social alimentaire de confiance dans un lieu entre l'espace privé et l'espace public. Les transformations rapides de la modernité culinaire peuvent en ce sens également être analysées à travers le concept de modernité compressée (Poulain *et al.* 2019).

Les systèmes alimentaires chinois, donc, sont empreints de méfiance. Méfiance envers les politiques agricoles qui engendrent une dépendance de l'agriculture aux intrants chimiques, méfiance vis-à-vis des autorités centrales dont les politiques de régulation ne permettent pas d'endiguer les scandales alimentaires, méfiance vis-à-vis des autorités locales qui gèrent les terres collectives à travers des relations interpersonnelles, malgré les politiques de lutte contre la corruption et contre le gaspillage alimentaire, méfiance vis-à-vis des organismes de certification y compris biologique qui sont impliqués dans les affaires de corruption, méfiance vis-à-vis des producteur·rices enfin qui sont accusées de répandre des produits chimiques sans mesure et de cultiver leur jardin séparément pour leur consommation personnelle. En ce sens, le contexte de méfiance crée des situations d'anxiété chez les consommateur·rices, notamment chez les jeunes parents, et plus particulièrement chez les mères qui constituent le public principal de nombreux circuits courts émergents (Shi *et al.* 2011; Guo 2020).

La défiance très répandue envers les entreprises de production, de transformation, de distribution, de certification, s'ancre dans une crise de la confiance sociale plus large et liée au contexte de transformation rapide des institutions communistes (Y. Yan 2012). Zheng et Peng (Zheng, Peng *et al.* 2003; Peng 1999) analysent dans cette perspective six formes de méfiances, dont deux touchent particulièrement les mondes agroalimentaires : la méfiance dans le marché, dans les distributeur·rices de services, parmi d'autres formes de méfiance dans les ami·es ou les parents, dans les agent·es de la loi, dans les institutions législatives, dans les valeurs morales.

Dans ce contexte, les circuits courts alimentaires se construisent autour de l'idée de confiance et de la sécurité sanitaire des aliments. Afin de rétablir des régimes de confiance, les réseaux agroalimentaires alternatifs créent des espaces « sûrs » où sont exposés à la fois les produits, les modes de production et les filières d'approvisionnement. La constitution des régimes de confiance est également fondée sur la reconstruction d'une image des paysan·nes producteur·rices et des espaces de production.

Les médias chinois redonnent aujourd'hui une place centrale à l'alimentation, sur les plans de la gastronomie, de la régulation et des scandales alimentaires. La mise en valeur de la cuisine chinoise et des savoir-faire locaux dans la série *La Chine au bout de la langue* montre par exemple depuis 2014 comment l'alimentation tient un rôle pluriel et central de divertissement et de promotion de valeurs nationalistes (Rui 2018). La série propose aussi cependant au-delà des clichés sur la Chine rurale une réflexion sur les produits, les producteur·rices et les méthodes de fabrication.

De la même manière, les circuits courts alimentaires tentent de faire face à l'anxiété dans la consommation alimentaire en reconstituant une image de l'alimentation fondée sur des certifications plurielles. La promotion des produits de l'agroécologie passe à la fois par la référence à des normes industrielles – les produits répondent à une série de critères de sécurité sanitaire des aliments établis par des examens standardisés en laboratoires – et par le récit de pratiques artisanales – notamment de modes de production « à l'ancienne », avec moins de division du travail et permettant la traçabilité des aliments.

Les circuits courts diversifient les organismes de certification, en se rattachant à des institutions universitaires et philanthropiques et participent ainsi à redéfinir des régimes de confiance en transposant à des institutions moins décriées des rôles sociaux jusque-là assurés par les figures de la méfiance.

Alors que les transformations des mondes agroalimentaires impactent jusqu'aux petits paysan·nes des montagnes reculées, les défenseurs d'une agroécologie paysanne mobilisent les outils des économies globales, à travers des formes de patrimonialisation ou de mise en tourisme, pour jouer en retour sur les relations marchandes à partir des économies de subsistance.

I. B. Cultures paysannes et construction d'une tradition naturelle et sauvage

Tout se passe comme si le renouveau de l'agroécologie paysanne était ancré dans une histoire politique des minorités montagnardes et ethniques au-delà de l'histoire de la modernisation agricole et des transformations capitalistes. Il se construit en référence à un passif ou un passé de la résistance rurale : « résistance légitime » vis-à-vis de l'exploitation autoritaire des terres d'une part, mais aussi formes de « résistances quotidiennes » propres aux montagnes du sud-ouest, voire un folklore des montagnes comme repaire de brigand·es. Ces thématiques

sont réappropriées et réactualisées par les réseaux de renouveau des circuits courts, notamment autour du tourisme et de la gastronomie de terroir.

I. B. 1. Persistance de cultures paysannes et résistances montagnardes

Le deuxième numéro de la revue *Fragrances d'une terre voisine* distribué par l'organisation de développement Partnerships for Community Development propose en novembre 2009 un dossier de récits rapportés des producteur·rices de l'Association des ami·es des paysan·nes. Les quatre « jeunes retourné·es », en stage auprès de l'Association, qui ont compilé le recueil intitulent le dossier « Rivières et lacs » (*jianghu* 江湖), termes qui désignent une société parallèle de fuyitifs et hors-la-loi, vivant à la marge des centres politiques et économiques et selon des codes qui leur sont propres. Les jeunes justifient ainsi le choix du titre :

La raison en est principalement que, parmi les associations de maintien de l'agriculture paysanne, la manière dont l'Association des ami·es des paysan·nes fait les choses est unique, ils considèrent vraiment au maximum les relations d'affection avec les paysan·nes. Aujourd'hui beaucoup de gens n'osent plus croire en personne, mais le slogan que proposent les ami·es des paysan·nes est vraiment mis en pratique : toutes les certifications des aliments ne reposent que sur un seul et unique élément, le sentiment (*qinggan* 情感). Du point de vue des autres, ça manque de preuves solides, mais eux se fient davantage à « l'esprit de la marge » (*jianghu yiqi* 江湖义气).²⁹

La société des « rivières et lacs », la marge, est une image galvaudée de la littérature chinoise de cape et d'épée. Elle illustre justement à merveille les processus de reconstruction d'une culture paysanne reculée dans les montagnes, à travers la mise en récits des expériences de la ruralité comme d'un environnement protégé des pollutions industrielles et ancré dans une histoire de la résistance à l'autorité.

I. B. 1. a. Un récit montagnard de la biodiversité protégée

Dans le Yunnan et le Guangxi, les réformes agraires comme les transformations des mondes agroalimentaires ont été détournées, atténuées ou ralenties par la situation géographique dans les montagnes. L'impossibilité ou la difficulté à cultiver la terre sur des grandes étendues planes a retardé les effets du remembrement agricole, et notamment l'industrialisation et la mécanisation des cultures.

L'Association des ami·es des paysan·nes dans le Guangxi – mais aussi d'autres associations dans le Yunnan, comme *Vert Labeur* (*lügeng* 绿耕) ou le Centre *Sili* pour les alternatives écologiques aux pesticides (*yunnan sili shengtai tidai nongyao jishu zhongxin* 云南思力生态

²⁹ *Fragrances*, préface au dossier « Rivières et lacs », PCD, n°2, novembre 2009.

替代农药技术中心) – font le lien entre les difficultés rencontrées dans la mise en place d'une agriculture productiviste et la persistance d'une agriculture de subsistance dans les montagnes. Les montagnes ont en quelque sorte été protégées de la modernisation rurale. L'Association constate cependant la disparition des économies de subsistance, par des effets indirects comme les processus migratoires et le vieillissement des populations locales, mais aussi, dans le même temps, les impasses professionnelles et sociales auxquelles se heurtent une grande partie des personnes ayant migré vers les villes.

C'est dans ce contexte que l'idée de promouvoir le retour à la terre de la dernière génération de migrant·es émerge comme une nécessité.

Dans ce cadre d'agriculture de subsistance persistante, des collectifs comme l'Association organisent des collectes de produits paysans auprès de populations isolées qui se regroupent sur des foires de montagne pour vendre les surplus de l'agriculture vivrière. La qualité des produits n'est pas déterminée par des certifications mais par « l'esprit de la marge », alors que les populations productrices n'ont pas accès aux pratiques ou aux intrants industriels. L'Association se fournit aussi auprès d'espaces de production comme la ferme en agroécologie de Qiu Ge et Qiu Sao, qui se sont installés en coopération avec l'Association pour approvisionner ses restaurants.

D'autres collectifs mettent aussi en place des formes de production dans des espaces propres, comme Maître Citron qui, devant les difficultés à trouver certains fruits dans les cercles de l'agroécologie sociale, produit des citrons jaunes et verts et collecte des bananes et des fruits du dragon, ou Wang Jianjun qui voit dans la demande croissante pour l'agroécologie un engagement social et une opportunité économique. Pour ces derniers, qui ne sont pas originaires du Yunnan où ils s'installent, la région est attractive parce que son environnement montagnard demeure un des moins pollués de Chine³⁰.

Ce sont autant de manières divergentes de réinvestir des lieux délaissés, auxquels les jeunes retournés sont plus ou moins attachés, et qui ne se comprennent pas uniquement par l'angle des politiques publiques.

Le retour à la terre est cependant aussi une forme d'engagement social et politique. Il se fait à la fois au niveau individuel et au niveau collectif, y compris avec des jeunes qui ne sont pas

³⁰ Entretien avec Wang Jianjun, 9 avril 2017, 20170409WJ ; entretien avec Zhang Yang, 5 mai 2017, 20170505ZY.

issues de la région et qui s'éloignent partiellement des centres politiques par l'installation en zones rurales.

I. B. 1. b. Une alternative inscrite dans la résistance des peuples de collines

La perspective de la distance vis-à-vis de la modernisation agricole s'ancre dans une histoire plus longue et dans des représentations sur le long terme des territoires concernés. Les espaces de production relevant d'une agriculture de subsistance dans les montagnes sont les terres d'habitation de minorités ethniques, les Dong et les Zhuang dans les réseaux des amies des paysannes au Guangxi, les Bai, les Hani, les Miao, les Yi, dans les réseaux du marché paysan de Kunming. Ces territoires font partie de l'ensemble plus vaste que James C. Scott appelle la Zomia (J. C. Scott 2019b). En suivant presque mot à mot le politiste et anthropologue, la catégorisation des résidentes des montagnes selon des pratiques et des ordres sociaux « sauvages » est reproduite par les politiques modernistes et ethnistes contemporaines : à la traîne du progrès culturel et matériel et devant faire l'objet de programmes de développement pour leur intégration dans la vie économique et culturelle de la nation.

Scott fait appel à « de vieilles croyances populaires qui ont cours dans les vallées » selon lesquelles les populations des montagnes n'auraient pas su effectuer une transition vers la « vie civilisée ». Ce sont les mêmes discours qui sont formulés dans les directives centrales de revitalisation rurale. L'auteur construit l'histoire de la Zomia comme relevant d'une démarche volontaire pour tenir à distance l'État de peuples qui auraient ensuite été catégorisés en ethnies minoritaires. En s'inspirant de la proposition de Scott, nous retrouvons également dans les démarches de certains mouvements de promotion d'une agroécologie paysanne les logiques d'évitement de l'État qui caractérisent les peuples de la Zomia à travers leurs pratiques agricoles, leurs organisations sociales, leurs légendes, leur culture (J. C. Scott 2019b, 244).

Le parcours de Zhang Yang, entrepreneur de Maître Citron, montre ainsi d'abord un mouvement vers l'urbanisation, du Sichuan vers les plaines, par une licence à l'université de Dalian pendant quatre années, puis un emploi à Beijing pendant quatre années également, suivi d'un retour gradué vers les montagnes pour s'éloigner de la « pression »³¹ de la capitale Beijing à la préfecture de la province du Sichuan Chengdu, puis de la ville au village familial dans le bassin du Sichuan et enfin vers une installation avec sa compagne dans un village de montagnes du Yunnan. Les déplacements sont motivés par un éloignement des angoisses de l'urbanisation

³¹ Entretien avec Zhang Yang, 5 mai 2017, 20170505ZY.

mais aussi du pouvoir des autorités politiques sur les terres, comme il l'exprime à propos de la mobilisation contre les expropriations dans le Sichuan.

Les « rivières et fleuves », la « marge des fugitifs » choisie par les jeunes retourné·es pour symboliser les montagnes où se fournit l'Association des ami·es des paysan·nes, est en ce sens un refuge également pour les acteur·rices de certains circuits courts contemporains, dans des processus de reconstruction à la fois politiques et romanesques d'un mode de vie alternatif.

L'Association se construit cependant explicitement sur la notion d'autonomie et dans une démarche distante de l'État et des organisations internationales de philanthropie. Son fondateur, le Président, insiste notamment sur l'importance de l'autosubsistance des petits producteur·rices y compris vis-à-vis de l'Association elle-même. Il rejoint l'idée de la fuite volontaire dans les montagnes : les négociations qu'il engage au nom de l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, notamment par le retour des jeunes diplômé·es ou migrant·es, reposent sur l'idée d'une situation géographique et sociale particulière dans les montagnes qui permet éventuellement l'« alternative ».

Les réticences du Président à la construction de relations avec les autorités ou avec les organisations de développement ne sont pas idéologiques mais dérivent de son expérience des circuits courts. L'Association a d'abord été institutionnalisée par sa reconnaissance dans les mondes du développement, le Président avait également envisagé en 2018 de faire officiellement enregistrer l'Association comme un organisme à but non lucratif. Il a abandonné devant le statut des ONG en Chine, soumis à la double tutelle du Ministère des Affaires Civiles et d'une institution qui se porte garante, en fonction de la sphère d'activité de l'organisation – locale, régionale ou nationale. Une ONG, une GONGO (*Government Organized Non Governmental Organization*), doit rendre des rapports réguliers à ces deux instances (F. Wu et Chan 2012). Pour lui, le fondateur, qui travaille avec des petits paysan·nes vivant dans des lieux reculés, avec des sociabilités presque uniquement locales et conservant des pratiques agricoles et culturelles transmises localement, l'injonction à la modernisation par la mécanisation et le tourisme tout autant que la tutelle idéologique gouvernementale sont surtout des freins à l'autonomie des paysan·nes et au marché-réseau qu'ils constituent entre l'Association, les petits paysan·nes et d'autres plateformes intermédiaires. La possibilité de recevoir des subventions et un soutien institutionnel vont de ce point de vue dans un sens opposé à celui de l'autonomie.

Avec l'Association, se développent des relations d'entraide au-delà des transactions marchandes. Le Président multiplie les expériences de résistances locales, qui prennent la forme

de résistances quotidiennes par la modulation de discours publics (J. C. Scott 2019a), de résistances légitimes sur l'accès à la terre ou à l'alimentation notamment (O'Brien et Li 2006; O'Brien 2013) ou d'échanges de compétences de négociation en contexte capitaliste, autant avec les autorités locales qu'avec des entreprises prédatrices, autour des transferts de terre et des risques d'expropriation.

Comme le montrent les échanges avec Huang, les discussions qui peuvent avoir lieu autour de l'Association illustrent comment s'opposent des manières de résister – elles-mêmes parfois fondées sur des armes capitalistes comme l'usage du statut de « coopérative » par Huang – et des tentatives de quadriller, de normer, de contraindre par des contrats d'exploitation.

L'Association, par son statut de collectif sans existence légale et son refus des actionnaires extérieurs aux restaurants, réaffirme sa frilosité vis-à-vis des liens d'attache et de contraintes que fournissent l'État et le marché dans un contexte de capitalisme autoritaire.

Une des formes de résistance est justement à percevoir dans la manière dont les populations rurales se protègent dans des formes d'auto-sécurité sociale (*shehui ziwo baohu* 社会自我保护) dans un processus de passage d'une assurance institutionnelle à la prise en charge individuelle du risque, sur le modèle « un foyer deux systèmes » (*yijia liangzhi* 一家两制) avec des productions non déclarées à usage local, et la mise en place de coopératives informelles (Xu, Zhou, et Pan 2013; Zhou *et al.* 2016; Ye, Dou et Zhang 2018). Ces pratiques constituent autant d'armes ou de tactiques de résistance par la mise en place de discours parallèles, à destination du public extérieur ou de la sphère privée et villageoise (J. C. Scott 1985; Y. Guo 2013).

I. B. I. c. Sélection et formation des élites locales

Le retour des jeunes diplômés ne renvoie pas seulement à une forme de renouvellement de la fuite contre l'État (la civilisation et la modernité) mais participe également de la construction d'une élite locale qui rattache les lieux « sauvages » à l'autorité centrale – et aux marchés alimentaires – par un lien marchand et politique.

Wang Shounong, paysan issu d'une famille de « minorité ethnique » est nommé secrétaire du parti du village après une formation payée par l'État. Il propose dans les collines du Guizhou un lieu de culture de variétés anciennes de riz, de préservation des semences et des pratiques traditionnelles. En étant responsable politique, il bénéficie d'un pouvoir décisionnel quant aux financements des pratiques agricoles et à la répartition des terres. Dans la lignée des politiques

d'envoi des jeunes à la campagne, les autorités locales forment le jeune homme à la direction administrative et politique. Il jouit ainsi d'une part d'une grande reconnaissance dans les cercles de l'agroécologie sociale, étant le porteur de projet d'une coopérative écologique institutionnalisée, et permet d'autre part aux autorités politiques d'accéder par sa personne aux économies morales qui structurent le village de montagne.



Liu Yichao à gauche, fondateur de *Premier Secrétaire Liu*, et Liu Jun à droite, producteur d'alcool de maïs (4 octobre 2017)

Sur la photo, derrière les deux jeunes retournés, à gauche, deux affiches de l'Association des amies des paysan·nes indiquent « Pour mes graines, c'est moi qui décide » et présentent la démarche de Liu Jun, valorisant une variété ancienne à travers des pratiques de production et de transformation écologique ; à droite, une affiche représente le président Xi Jinping avec le slogan : « Le rêve chinois, le rêve d'une armée forte ».

Liu Yichao de *Premier Secrétaire Liu* et Deng Chongjian de l'atelier de tofu-bambou accèdent tous deux à des postes dans la fonction publique (enseignant pour Liu et contractuel à la mairie pour Deng) après avoir été dans l'armée. C'est en partie sur le capital économique et social accumulé à ces postes qu'ils peuvent « retourner » à la terre. C'est également en portant les valeurs de l'État – notamment de l'armée – et du parti communiste qu'ils effectuent ce retour et créent des liens marchands et sociaux entre les zones montagnardes et les espaces urbains de

consommation. Premier Secrétaire Liu avait d'ailleurs d'abord choisi comme nom pour sa plateforme « Les nouveaux jeunes instruits », mais l'enregistrement d'une entreprise ne pouvait comprendre le terme de « jeune instruit·e ». Qu'il s'agisse de Liu ou de Deng, de producteur·rices de miel dans les montagnes du Shaanxi pour le premier ou des productrices de soja dans les collines du Guangxi pour le second, il s'agit dans les deux cas de populations exclues de la modernisation pour qui la relation avec l'extérieur passe en grande partie par ces jeunes retournés. La construction de réseaux « alternatifs » participe ainsi à faire circuler certaines valeurs politiques du régime.

De différentes manières, les jeunes retourné·es recréent une image paysanne à partir de leurs arrière-plans familiaux, professionnels, politiques. À travers cette image, iels transforment l'héritage historique et culturel des populations du sud-ouest en une « tradition » des montagnes, de l'agriculture paysanne de subsistance, de l'agroécologie.

I. B. 2. L'émergence de traditions rurales, ancestrales et naturelles

I. B. 2. a. Persistance de l'agriculture paysanne et renouveau de la pluriactivité

Dans le cadre de la valorisation d'une agriculture de subsistance persistant dans les zones de montagne, les jeunes retourné·es issues des populations indigènes et les associations de maintien de l'agriculture paysanne réactualisent des pratiques d'entraide, d'autosubsistance et d'autonomie. Iels donnent une visibilité à des disparités sociales tuées par les politiques de modernisation et une reconnaissance au travail paysan. En achetant les produits plus chers que le prix du marché (entre 1,3 et 1,5 fois pour l'Association par exemple) et en diffusant lors de la vente des images et des textes rapportant le rôle social et économique des pratiques agricoles locales, les acteur·rices des circuits courts dans les montagnes du sud de la Chine revalorisent des modes de vie et des structures sociales décriées partout ailleurs dans l'espace public.

Ce faisant, en reliant les espaces reculés aux espaces marchands urbains, les circuits courts alimentaires participent cependant d'une transformation des économies locales. Dans le Yunnan, Xiao Q retourne dans son village en tant que travailleuse sociale par l'intermédiaire d'un centre de recherches de l'université du Yunnan, *Vert Labeur*. Elle participe à faire de son village un espace de recherche-action. Malgré toutes les précautions vis-à-vis des changements que cela peut entraîner, c'est tout le système de valeurs local qui est transformé dans la démarche de le préserver. Les recherches du centre *Vert Labeur* sont fondées sur le système de production local, visent à sa préservation, mais en font par là même un objet au cœur de controverses sur l'intervention des associations en zones rurales.

Le centre, qui agit comme lieu d'expérimentation et de travail social avec l'université, valorise les savoir-faire locaux comme le riz coloré ou les étoffes de lin et de soie. Il participe au renouveau de la pluriactivité en établissant un espace marchand en ligne comme débouché national pour des produits à haute valeur ajoutée. D'une certaine manière, il insère l'économie de village dans une économie globale, et dans le même temps, en valorisant la base de ressources locales, il prévient de transformations capitalistes plus contraignantes.

Les espaces reculés sont également le lieu de transformation et de modernisation au-delà des professions agricoles. Les activités marchandes en particulier s'orientent toujours davantage vers le tourisme. Les espaces de production vivrière dans les montagnes sont des espaces de pluriactivité, de production, de transformation, de vente, de cueillette, de chasse, etc. Depuis les années 2000 s'y ajoutent d'autres formes de valorisation du territoire. Les zones montagneuses, en particulier les collines karstiques du Guangxi, sont construites à l'échelle nationale comme des zones de tourisme intérieur notamment dans le cadre de politiques d'attraction des espaces ruraux défavorisés (Taunay 2009, 2010; Gauché 2017).

I. B. 2. b. Tourisme ethnique

Comme ailleurs dans les montagnes du sud-ouest (Oakes 1997; Guyader 2021, 2009), un tourisme ethnique se développe dans les montagnes de Sanjiang, à la frontière du Guizhou dans le nord du Guangxi, autour de la minorité dong. Il s'appuie sur une série de pratiques architecturales, culturelles et culinaires reconnues nationalement par le conseil d'État de la RPC (2006) et internationalement par l'Unesco. C'est une des raisons pour lesquelles un jeune retourné, Yang She, soutenu par l'Association, pense son retour à la terre avec une optique touristique à terme. Après dix années en tant que migrant dans une autre région, il reprend la ferme familiale en pluriactivité sur des parcelles disséminées entre les collines : élevage de petits porcs noirs et de poulets blancs – deux variétés locales –, culture de théiers, élevage de bœufs par délégation avec des producteur·rices de riziculture en terrasses. Il reconstruit l'exploitation familiale en y intégrant des transformations pour que d'éventuels touristes puissent visiter les espaces de production en même temps que les paysages et les cultures de la région. Dans le village, il a participé à la reconstruction d'une tour de tambour en crochets de bois – pièce d'architecture locale – espace de sociabilité et de pratiques de danses et chants ethniques ; il fait visiter un moulin hydraulique à l'abandon en bas de la route ; il met en valeur certains plats locaux comme caractéristiques de son ethnie. Cette mise en valeur de l'exploitation pour correspondre à certaines attentes touristiques est cependant l'objet de choix réfléchis. Par exemple, il refuse dans le même temps de vendre au Président du « vin de soleil »

(*chongyang jiu* 重阳酒), boisson alcoolisée à base de riz glutineux fermentée. Longue à préparer et réservée aux fêtes rituelles des populations locales, il ne la commercialise pas malgré le prix avantageux que le Président lui propose. Comme argument à ce refus, Yang She avance que le village ne produit pas assez de vin de soleil pour à la fois le consommer lors des fêtes et en faire un produit marchand.



Répétition d'orgues à bouche devant la tour en crochet de bois reconstruite dans le village de Yang She (5 février 2019)

Le cas de Afu est aussi exemplaire de la mise en valeur des traditions agricoles et culinaires ethniques dans une démarche touristique associée à un projet d'agroécologie sociale. Il met en place vers Sanjiang également plusieurs dispositifs de valorisation de la production locale, par un restaurant, par la vente de produits de terroir, par la riziculture et la culture du thé de variétés anciennes, par un atelier de mémoire locale et par l'organisation de séjours d'expérience profonde de la vie des montagnes. Il valorise ainsi le patrimoine local et son activité entrepreneuriale aux échelles nationales et transnationales – il fait par exemple inscrire le vin de soleil dans le projet de l'Arche du goût de l'association internationale Slow Food, qui recense des produits de terroir sur une plateforme internet. Portant comme projet de retour à la terre la

revalorisation de pratiques et de produits locaux, Afu obtient des financements d'organisations internationales de solidarité pour la production de thés et de variétés de riz indigènes, qu'il commercialise ensuite pour certaines sous la forme de vin. Si l'organisation des séjours permet de financer en partie le travail de recherche sur les arts agricoles et culinaires, l'essentiel de ses revenus sont cependant assurés par les financements par projets des fondations pour le développement rural. Il s'agit donc d'un développement endogène sur une base de ressources locales mais qui se conforme aussi aux « standards » de communication des organisations philanthropiques.

I. B. 2. c. Écotourisme, agrotourisme

Au-delà du tourisme ethnique, qui se développe depuis longtemps, une nouvelle forme de tourisme apparaît depuis le milieu des années 2010 sous la forme d'agrotourisme ou de tourisme vert. Sur les terrains étudiés, l'agrotourisme est très lié au tourisme ethnique, justement parce que les espaces préservés se trouvent dans des terres reculées, où des cultures minoritaires survivent encore elles-aussi.

Li Tingting, originaire de la ville de Dali dans le Yunnan, est allée s'installer dans un village des montagnes de la région pour vivre dans un environnement naturel, au rythme des populations d'un village de minorité ethnique Yi et de culture animiste. Elle avait avant cela travaillé dans un centre de recherche et de travail social sur les questions rurales, affilié à l'université du Yunnan. Elle avait ensuite effectué une première forme de « retour à la terre » en travaillant dans une auberge de jeunesse également située dans les montagnes de la région, portée par un idéal de circulation des savoirs entre cultures locales et public international. Pour financer son second « retour à la terre » et partager la découverte de ce « lieu idyllique », elle fait construire une auberge selon des pratiques traditionnelles et par des artisans locaux.

Dans une démarche qu'elle n'assume pas elle-même comme telle – elle dit vouloir éviter au contraire que le village ne devienne trop fréquenté par des citoyen·es³² – elle met en place un tourisme vert fondé sur la nature, l'architecture et les pratiques culturelles et rituelles locales. Après un premier séjour individuel, nous revenons dans le village avec un groupe d'une quinzaine de personnes à l'occasion d'un « atelier d'écologie profonde » intitulé « la beauté de l'animisme ». La participation de cinq jours est facturée 1380 yuans par personne (équivalents environ à 190 euros, soit 30 euros de plus que le revenu mensuel minimum pour les zones rurales dans le Yunnan en 2017), elle comprend la formation, le logement et les repas. Parmi

³² Entretien avec Li Tingting, 23 avril 2017, 20170423LT.

les critères de sélection des participant·es, à côté des « coreligionnaires de la Reconstruction Rurale, de l'éducation naturelle, de l'agriculture naturelle, de la permaculture, etc. », nous pouvons également souligner la « priorité accordée à des jeunes de 20 à 33 ans, ayant des compétences en anglais, ayant une expérience professionnelle ou universitaire des villages écologiques ».

Lors du stage, les activités étaient orientées autour de la perception de la nature et des formes de cohabitation entre humains et non-humains, par des visites des lieux animistes, l'observation d'animaux sauvages dans le village, les interactions avec l'environnement naturel, etc. L'atelier était assuré par une Thaïlandaise et un Néerlandais, moniteur·rices d'une organisation de permaculture en Thaïlande, qui faisaient une tournée de formations en Chine. Les stagiaires étaient venu·es de toute la Chine, en majorité des femmes, Han, d'une trentaine d'années. Sous la forme d'un stage, l'environnement naturel et social animiste devient un argument de vente pour des formes de tourisme ethnique et écologique, ancré dans une économie internationale.



Participant·es de l'atelier d'écologie profonde (21 mai 2017)

La photographie ci-dessus a été prise pendant un temps libre de méditation et de communion avec les végétaux, qui a été l'occasion d'une série de selfies de groupes alors que le moniteur s'était isolé pour l'activité. Nous pouvons notamment y voir Li Tingting, deuxième en partant de la droite, Lu Ping avec le chapeau de paille au centre, « directrice » de Partnerships for Community Development dans le Yunnan, Meng Meng à côté d'elle, porteuse du projet « Vie lente » à Guangzhou, et Wang Xiangdang allongé dans l'herbe, ancien stagiaire de l'Association et actionnaire de l'Alimambassade de terroir : l'atelier d'écologie profonde offre un lieu d'échange entre les élites de l'agroécologie sociale.

Quelques années après l'installation de Li Tingting, en janvier 2021, le journal yunnanais en ligne *Le temps de la ville* publiait un article retraçant en une phrase le parcours de la jeune

retournée. Il précisait que, si elle a été la première « néo-villageoise » du village, « de plus en plus de personnes ont trouvé cet endroit, que ce soit pour y voyager, y passer des vacances, y habiter, entreprendre ; on peut toujours trouver ici un bout de ciel qui nous appartienne. » Ces pratiques d'installation et les visites temporaires transforment durablement cet environnement, y compris matériellement. De plus, à l'encontre de formes d'agrotourisme ou de tourisme vert construites autour de la mise en valeur d'une nature préservée comme le montrent la mise en tourisme de certaines zones de montagne en France (Hagimont 2017a, 2017b), le tourisme écologique chinois est fondé sur d'autres mises en forme et contraintes de la nature, par exemple par le tracé d'itinéraires délimités et bétonnés reliant des belvédères ou des éléments naturels remarquables (Taunay 2009, 2010).

À l'instar de l'influenceuse internationale Li Ziqi, qui diffuse à la fois des valeurs « paysannes » et communistes dans ses vidéos de retour à la terre, les jeunes retourné·es transforment à leur échelle les environnements où iels s'installent dans une démarche contradictoire, en valorisant les ressources locales et en les insérant dans des économies globales. Cette démarche est particulièrement prégnante dans le cas des aliments de terroir que valorisent les circuits courts alimentaires.

I. B. 3. Cuisines alimentaires locales et produits de terroir

I. B. 3. a. Revalorisation et romance des alimentations locales

Une mise en tourisme des pratiques alimentaires se développe avec la revalorisation des pratiques locales et des espaces naturels. Par le retour à la terre et la mise en place des circuits courts, les représentations et les savoir-faire circulent entre les échelles locales et globales. Dans cette circulation, les pratiques et les produits sont romancés, mis en scène au sein de systèmes de valeurs eux-mêmes informés par les différentes échelles.

Divers processus de revalorisation du rural sont réalisés par les acteur·rices des circuits courts alimentaires. Nous observons par exemple de la vente directe en costumes traditionnels sur le marché paysan de Kunming, des restaurants de style ethnique ou rustique comme ceux de l'Association, *Aux bons produits de la terre*, ou *l'alimambassade du terroir* dans le Yunnan, des auberges avec de la restauration locale comme le proposent Afu ou Li Tingting. Ces formes de mise en tourisme rejoignent des activités qui sont également soutenues par les politiques de développement du tourisme intérieur chinois, comme la promotion des maisons d'hôtes et de loisir rurales (*nongjiale* 农家乐) (Park 2014; Klein 2020b).

Ce qui transparaît dans la redécouverte des saveurs rurales, ce sont des dispositifs de mise en valeur de zones paupérisées et impropres à l'exploitation par le transfert des terres. À travers les maisons d'hôtes *nongjiale*, la campagne devient écologique et naturelle. Par les cuisines locales, des produits quotidiens deviennent des aliments étranges, surprenants, attrayants ou dégoûtants. Dans ces processus, dans la mise en place de ces dispositifs y compris dans les cercles des circuits courts, nous observons la circulation des représentations du local dans des réseaux de relations marchandes, subventionnées par des politiques centrales et informées par des constructions sociales et des perceptions du rural à d'autres échelles (J. Y. Zhang 2018). Cette logique marchande est particulièrement visible dans l'explosion du nombre de concurrents des restaurants de l'Association des ami·es des paysan·nes alors que ceux-ci ont été parmi les premiers à l'échelle nationale à faire valoir l'origine rurale et locale des aliments préparés aussi bien que la simplicité de la transformation en cuisine comme des arguments de qualité : « Ça vient de la terre, c'est exquis ! » (*tude, shi meihao* 土的, 是美好!).

En 2018 à Liuzhou, une dizaine de restaurants proposaient des services assimilés à ceux des restaurants *Aux bons produits de la terre*, reprenant jusqu'à l'esthétique de son logo et des uniformes de service. Les concurrents n'en reproduisent pour autant pas les pratiques de l'Association dans les rémunérations des producteur·rices ou le travail en cuisine, se limitant à une sélection de produits, ce qui amène l'Association à devoir attester davantage de son intégrité et de la particularité de son fonctionnement.

Les circuits courts « intègres » participent cependant à un développement ambigu du tourisme intérieur (Klein 2013b; Oakes 2013, 2020), comme dans l'invention de plats ou de traditions « locales » fondées sur une circulation internationale des savoirs. Nous observons des pratiques similaires au sein même des cercles de l'agroécologie paysanne, avec un processus de mise en valeur de certains produits ou de certaines formes de préparation culinaire pour répondre aux attentes des jeunes diplômé·es qui les diffuseront à un public plus large.

Lors d'un séjour de recherche-action chez Liu Jun, alors que nous déjeunions avec la famille du producteur d'alcool de maïs, nous nous réjouissons de la tradition portée par le père de trinquer trois fois avec chaque convive autour de la table, comme une pratique alimentaire associée à une pratique agricole. Étaient présents de notre « groupe de recherche » le Président, Away, Premier Secrétaire Liu et Liu Jun, accueillis dans la famille du dernier par ses parents, ses sœurs, leurs enfants, et deux voisin·es. Un des plats servis était fait de feuilles de patates douces. L'une des sœurs nous explique que ces feuilles constituent d'habitude la pâture des

porcs de la ferme, mais qu'elle les a préparées comme un plat traditionnel exprès pour nous, pour satisfaire notre recherche de traditions culinaires locales. Cela nous rappelle le témoignage d'une intervenante pendant le congrès international Slow Food auquel nous assistions quelques jours auparavant. Un groupe de femmes, originaires d'une minorité ethnique dans les montagnes du sud-ouest, avaient accueilli des représentant·es de Slow Food et des étranger·es dans le village. Elles avaient ri des visiteur·ses qui avaient voulu manger les feuilles de végétaux qui étaient mises de côté pour nourrir les bêtes.

Entre les producteur·rices paysannes et les défenseur·ses de l'agriculture paysanne se construisent des relations analogues à celles des résident·es rurales accueillant les touristes urbains. Des visions du monde se rencontrent où les uns se jouent des perceptions qu'en ont les autres, mais en sont aussi parfois les victimes. Les chercheur·ses et humanitaires sur le terrain construisent une appréhension romanesque de leur objet d'étude et de soutien, parfois ridicule pour les populations locales. Leurs démarches suscitent ainsi l'incompréhension des locaux envers un idéal perçu comme un retour en arrière et envers le décalage entre les prises de position académiques ou militantes et les modes de vie quotidiens.

I. B. 3. b. La fabrication des produits de terroir

Les ambiguïtés sur la mise en tourisme révèlent en parallèle l'insertion des produits locaux dans une économie globale. Il y a en Chine une histoire des terroirs, des produits issus des coutumes et climats du pays (littéralement du vent et de la terre, *fengtu* 风土) ou d'un milieu écologique (littéralement de l'eau et de la terre *shuitu* 水土), qui portent en eux les déterminants écologiques locaux et les pratiques et savoir-faire de préparation, comme ils forment les personnes qui les préparent.

La mise en valeur du terroir ouvre une réflexion sur les formes de collaboration autour des « produits spécifiques de terroir » (*tutechan* 土特产), entre des officiels, des entrepreneur·ses, des consommateur·rices, des spécialistes, des commerces étrangers, comme le montrent les processus de réinvention de la culture du thé dans le sud de la Chine sous l'impulsion d'opportunités commerciales internationales (Tan et Ding 2010). La question du « spécifique » et du « terroir » s'inscrit dans une perception de l'artisanal sur des critères internationaux, et les démarches de valorisation des cultures locales se confondent parfois avec celles qui sont destinées à obtenir des certifications internationales (Chan 2012; Klein 2018; Mak 2014).

Les pratiques récentes de promotion et de certification des cuisines régionales et des spécialités culinaires locales peuvent ainsi être perçues comme des tentatives de participer au

développement rural et de protéger des patrimoines régionaux considérés comme mis en péril par des rapports de concurrence croissants aux échelles nationale et internationale. Les démarches de certification et d'authentification sont cependant elles-mêmes en compétitions entre différentes échelles qui définissent en retour la perception d'espaces reculés dans les montagnes comme à la fois « sains » et « arriérés », symboles d'une économie à la traîne et associés à des minorités ethniques (Klein 2014, 2015, 2018).

Le travail sur le terroir souligne ainsi les manières de promouvoir certains produits, en les associant à des caractéristiques parfois étrangères aux mondes agroalimentaires – comme dans la promotion d'un thé « écologique » et « taoïste » (DeBernardi 2015) – ou permet les comparaisons internationales, y compris en ce qui concerne les formes de récupération de discours écologiques par les entreprises de l'agribusiness (Tracy 2013).

Les savoir-faire sont diffusés et authentifiés de manières variées. La reconnaissance par le goût est en particulier mise en valeur dans les restaurants de l'Association des ami·es des paysan·nes, comme renaissance de saveurs d'antan. Dans leurs menus, les restaurants de l'Association prennent en exemple les œufs fermiers ou les fèves de soja germées dans des récits de personnes âgées qui retrouvent au restaurant des saveurs oubliées de leur enfance³³. Dans la même perspective, ce que Deng Chongjian, producteur de tofu-bambou, au début de son entreprise de retour à la terre, considère comme un moment de révélation que son travail n'est pas vain, c'est également l'exclamation d'un vieil homme sur un marché de pays : « Ça c'est du vrai ! ça fait des décennies que je n'avais pas vu un tofu-bambou pareil ! »³⁴

**Le goût du poulet fermier, vous en souvenez-vous encore ?
Menu des restaurants (2012)**

土鸡的味道 还记得吗

土生良品的土鸡有四个标准：
本土家传品种、自然孵化、散养和不喂外来饲料。
在我市三江、融水，尚有保育完好、
丰富多样的家传土鸡品种。
土生良品发展土鸡传递计划，将这些毛色鲜亮、
充满活力的土鸡品种传递给农户中散养，
鸡生蛋、蛋生鸡，代代相传。




| | |
|--------------|--------|
| 白切鸡(行鸡) | 128元/只 |
| 白切鸡(线鸡) | 65元/份 |
| 白切鸡(线鸡) | 158元/只 |
| 滋补清水鸡(行鸡) | 80元/份 |
| 滋补清水鸡(行鸡) | 128元/只 |
| 滋补清水鸡(线鸡) | 65元/份 |
| 滋补清水鸡(线鸡) | 158元/只 |
| 滋补清水鸡(线鸡) | 80元/份 |
| 香菇焖鸡 | 65元 |
| 香菇木耳焖鸡 | 65元 |
| 香菇蒸鸡 | 65元 |
| 泡椒/青椒炒鸡杂 | 38元 |
| 酸菜/酸笋/酸豆角炒鸡杂 | 30元 |

土鸡，冬季肥一点，肉多一些，有行鸡也有线鸡，来自古陇、纳社、根坡农友的辛勤收获。

³³ Menu, 2012, autoédition.

³⁴ Entretien avec Deng, 4 avril 2019, 20190404DC.

Les restaurants engagent ainsi un processus de gastronomisation de la cuisine de terroir, par lequel des saveurs sont reconnues comme goût authentique du terroir. Le processus s'effectue dans les restaurants par la « transformation des représentations associées à l'espace social alimentaire » autour d'« objets culturels porteurs d'une part de l'histoire et de l'identité d'un groupe social » (Poulain 2011, 245). Des plats communs dans la région, dans le sud, voire dans toute la Chine sont érigés en gastronomie de terroir car ils sont produits localement dans un savoir paysan de « transmission familiale », transformés selon une « culture traditionnelle » et préparés de manière à « restituer leur saveur d'origine ». Le goût du terroir devient ainsi un critère d'authenticité : la traduction sensorielle d'un patrimoine immatériel paysan.

On observe donc une célébration du local (*tu 土*) qui, dans le cadre d'une place croissante de la Chine dans l'économie globale, interroge notamment la circulation internationale du modèle de certification d'indication géographique ou la reconnaissance de la cuisine chinoise comme un héritage culturel immatériel. À l'inverse de la transformation des pratiques de production et de dégustation du thé selon des critères internationaux, l'exemple de la consommation et de la production de vin en Chine montre en particulier comment l'insertion du pays sur les marchés globalisés participe en retour d'une appropriation de pratiques agricoles et culinaires associées à d'autres terroirs (Petric 2022).

Portés par l'Association des ami·es des paysan·nes, les ateliers de recherche-action sur les « aliments de terroir » s'ancrent directement dans cette dimension de « patrimonialisation » caractérisant la modernité culinaire comme pan de la modernité compressée (Poulain *et al.* 2019). La recherche-action se construit sur une expérience de la terre, du terroir, des pratiques locales agricoles et culinaires, donc de manière très locale, mais dans le même temps érigée sur une base internationale de réflexion et d'observation autour des questions relatives à l'alimentation, aux cultures, à l'approvisionnement des villes, etc. (Shu 2020a, 2020b).

Le renouveau de la tradition paysanne ouvre des opportunités économiques pour les réseaux alimentaires, à l'intersection entre local et global, par des démarches de valorisation qui prennent parfois des tournures plus spectaculaires que militantes (Deléage 2014). La valorisation des terroirs est de plus en plus portée par des réseaux de circuits courts qui proposent des alternatives aux scandales alimentaires liés aux mondes agroindustriels et

recomposent la confiance dans les petits producteur·rices par la mise en scène de la production et des relations de vente directe.

I. C. Filiations institutionnelles et approches de la « communauté »

Une pluralité d'initiatives agroécologiques prennent forme en Chine depuis le milieu des années 2000, alors que les approches sociales des questions agraires rencontrent les problématiques écologiques de plus en plus présentes dans l'espace public depuis les années 1990 (M. Ho et Jobin 2014). Nous distinguons trois branches dédiées à la valorisation de l'agroécologie en Chine, qui participent à créer ensemble des réseaux agroalimentaires alternatifs. Elles s'ancrent dans trois contextes institutionnels différents, à savoir le contexte universitaire, le contexte associatif et le contexte commercial.

Les relations entre ces trois contextes sont nombreuses et complexes, ils se croisent et se mêlent dans des échanges continus, concurrents et constructifs entre les espaces. Cet entrelacs de mondes sociaux semble constitutif du phénomène dès son apparition, comme le formule J. Klein (2009) : « Nous avançons que l'étude de l'écologie et de la consommation engagée en Chine urbaine devrait inclure à la fois les ONG et les entreprises commerciales ». Nous en proposons ici une approche typologique selon les trois courants principaux.

I. C. 1. Tutelles universitaires et nouvelles filières marchandes

Les circuits courts alimentaires qui bénéficient de la plus grande visibilité dans les médias chinois comme dans les recherches en sciences sociales (Si et Scott 2016; Yang et Wang 2017; Guo 2020) sont ceux qui se sont construits à partir de la filière universitaire, dans le prolongement de la réflexion sur les coopératives agricoles intégrales. Ils prennent pour modèle les expériences internationales des Alternative Food Networks, notamment états-uniens, et participent massivement à définir dans la sphère publique chinoise les notions d'agroécologie sociale ou de néo-paysan·ne.

I. C. 1. a. La continuité de la Nouvelle Reconstruction Rurale

Un des points de départ des réseaux de l'agroécologie paysanne en Chine contemporaine est l'initiative militante et intellectuelle pour l'organisation des petits producteur·rices du mouvement pour la Nouvelle Reconstruction Rurale (NRR). La NRR a été abondamment étudiée au début du 21^e siècle (Wen et Pan 2018; X. He 2007; Hale 2013; Day 2008; Day et

Schneider 2018; H. Yan, Bun, et Xu 2020; Zhao 2011). Le mouvement se construit notamment autour des thèses de Wen Tiejun, doyen du département d'agriculture et de développement rural de l'université Renmin, sur la crise agraire et les trois problèmes ruraux (Wen T. 2013). Le chercheur construit ses réflexions et approches pratiques en référence directe à un courant intellectuel porté par Liang Shuming dans les années 1930, la reconstruction rurale (H. Yan et Chen 2013; Qu et Li 2017). Wen Tiejun fait le lien entre les difficultés des petits producteur·rices séparés à s'organiser pour être compétitifs sur un marché de plus en plus dominé par l'agribusiness et le tournant écologique des directives centrales de l'État-parti, notamment autour de la « civilisation écologique » (Shi et al. 2011; Wang Xiaoyi 2019). Une définition des paysan·nes comme un tout homogène sans distinction de classe ou de genre a pu être l'objet de critiques dans des controverses universitaires à propos du mouvement (Yeh, O'Brien, et Ye 2013; X. He 2007; Hale 2013).

Ce mouvement étant à l'origine de nombreuses expérimentations de coopératives ou de fermes en vente directe, de nombreux·ses acteur·rices de l'agroécologie en sont issues à la fois par les formations dans les centres universitaires et par la pratique dans les espaces de production.

I. C. 1. b. L'université Renmin et les projets de recherche-action

C'est d'abord la sphère universitaire qui développe en Chine le concept de *Community-Supported Agriculture* (CSA), importé des États-Unis. L'une des premières organisations à porter cette notion est le Jardin citoyen Petit Âne, créée en 2008 (*xiao maolü shimin nongyuan* 小毛驴市民农园). Le Jardin citoyen Petit Âne, abrégé Petit Âne, est situé dans la banlieue nord-ouest de Beijing. Il est défini comme un projet ayant pour but d'éveiller les classes moyennes et supérieures à l'écologie et à la consommation verte (Shi et al. 2011).

Fondé en 2009, il s'agit d'un projet de maraîchage et de recherche élaboré collectivement par la municipalité de Haidian (comité à l'agroforesterie) et le Centre pour la reconstruction rurale de l'université Renmin (*zhongguo renmin daxue xiangcun jianshe zhongxin* 中国人民大学乡村建设中心). Il occupe un terrain d'une dizaine d'hectares, les pratiques agricoles adoptées lors de son établissement correspondent aux critères pour une certification biologique. L'initiative propose un espace de production sous la forme d'une *Community-Supported Agriculture*, ouverte à la participation des publics et à la pluriactivité agricole et culturelle. La répartition de la terre se fait par système de membres, ou chacun·e reçoit une parcelle de 30 m² à exploiter pour sa consommation personnelle.

Plusieurs projets fondateurs de l'agroécologie sociale ont été établis sur le même modèle de coopération entre des institutions académiques et des collectivités territoriales. Ils proposent des formations au sein des universités en master et doctorat, avec des emplois à temps partiel dans les centres de recherche et d'expérimentation. Le Centre pour la reconstruction rurale de l'université Renmin, le « Centre Rural », est connu et appelé ainsi par l'intégralité des jeunes retourné·es rencontrés. Il se divise lui-même en huit projets, dont les plus importants sont le Centre Liang Shuming pour la nouvelle reconstruction rurale, fondé en 2004 et une série de projets nommés Guoren – « bienveillance nationale » (*guoren* 国仁), dont le Jardin citoyen Petit Âne est une des mises en œuvre. À côté de cela, chacune des grandes universités chinoises est associée à des projets qui constituent des institutions de référence pour les acteur·rices des circuits courts alimentaires, comme espaces de conception de l'agroécologie, espaces liés au pouvoir politique, et espaces de formation.

Non loin du Jardin Petit Âne de l'université Renmin a été fondée la ferme des Récoltes Partagées soutenue par l'université Tsinghua ; ailleurs nous retrouvons également le centre Vert Labour par l'université du Yunnan et l'université Zhongshan, ou encore le Réseau des Semences Paysannes et les projets de sélection participative par l'Académie des Sciences Sociales de Chine. Ce sont des démarches de développement et de recherche associées, qui sont ouvertes sur des débouchés économiques. Ces organisations, fermes et plateformes de vente, ne sont pas nécessairement fondées par les universités, mais ces dernières participent au premier plan à leur reconnaissance vis-à-vis des publics de consommateur·rices et à leur rayonnement national.

Avec l'évolution des projets associés au Centre Rural, des formations spécialisées ont vu le jour – dans les domaines comme les coopératives intégrales, l'agriculture biologique, l'éducation naturelle, les semences paysannes, etc. Les figures de référence de ce cercle sont des enseignantes-chercheur·ses affiliées aux grandes universités, Wen Tiejun à l'université Renmin, Zhang Heqing à l'université Sun Yat-sen, He Xuefei à l'université de Wuhan, Song Yiqing à la CAS. À leurs côtés, la personne de Shi Yan, jeune retournée hypermédiatisée, est aussi une figure de référence, et un modèle d'entrepreneuse de l'agroécologie sociale.

I. C. I. c. Importation du modèle des CSA états-uniens et entrepreneur·ses modèles

Le projet « Petit Âne » introduit l'idée du jeune diplômé·e modèle comme figure centrale des systèmes agroalimentaires alternatifs.

À partir de 2010 sont organisées par les mêmes acteur·rices des réunions annuelles des CSA sous l'égide de Petit Âne et du département de reconstruction rurale de l'université Renmin. Les « assemblées annuelles des CSA » (CSA *nianhui* CSA 年会) sont une vitrine des travaux des initiatives universitaires. Chaque année un nombre croissant d'acteur·rices collectives et individuelles civiles présentent leurs initiatives dans des sessions plénières et des ateliers de réflexion et de partage d'expériences, auxquels les collectifs émergents participent plus activement.

Dans cette branche, on peut noter l'importance d'une jeune retournée, Shi Yan, qui est devenue la figure modèle de la diplômée retournée travailler les champs. Après une thèse de sociologie à l'université Renmin sur les CSA aux États-Unis, elle participe à la formation du Jardin citoyen Petit Âne, puis crée dans le cadre d'un post-doctorat à l'université Tsinghua une ferme d'expérimentation de CSA dans la banlieue de Beijing, les *Récoltes Partagées*, d'après le nom de l'ouvrage d'E. Henderson dont elle a proposé une traduction chinoise (Henderson, En, et Gussow 2007; Henderson et En 2012). Avec un groupe de jeunes diplômé·es et le soutien de l'université Tsinghua, elle loue quelques hectares, y installe des serres, y cultive la terre en employant les villageois à qui elle loue les terres, et livre des paniers de légumes à domicile. Le maintien de l'agriculture paysanne concerne ici de jeunes urbain·es diplômé·es qui se font elleux-mêmes néo-paysan·nes, dans la lignée des politiques de modernisation rurale.

Ce mouvement soulève plusieurs tensions dans sa mise en place en contexte chinois : (1) c'est un modèle importé qui est appliqué en Chine en maintenant le discours original. Cela crée un décalage entre les pratiques et les représentations de ces pratiques – en termes de communauté, d'emploi local, d'économie circulaire, etc. (2) La ferme est construite autour de l'idée de transmission de la part de figures tutélaires. La grande figure est celle de Wen Tiejun, qui fait des CSA un héritage des coopératives intégrales. Dans les cercles de l'agriculture paysanne chinoise, tout le monde connaît la figure de Wen Tiejun, les acteur·rices font souvent référence soit à sa pensée, soit aux mouvements qu'il a dirigés, l'initiative Petit Âne, le centre Liang Shuming et l'alliance des CSA. Il s'agit avant tout d'une transmission universitaire, mais d'autres formes de transmission sont mises en avant, notamment la passation d'un savoir d'une génération à l'autre. Shi Yan elle-même est devenue une figure incontournable de ces réseaux, autour d'un storytelling sur son retour à la nature et à une vie simple. Son site internet met en scène des photographies de son enfance, d'elle étudiante, de son mariage dans les champs – avec l'entrepreneur fondateur de l'application de jardin potager à distance *E-ferme* –, du travail maraîcher, etc..... (3) Les projets de développement dans ce cadre se construisent avec les

réformes. Ils dérivent de l’approche sociale des coopératives intégrales vers le côté commercial de réseaux de distribution à des populations aisées.



Bannière de présentation de la ferme des Récoltes Partagées : néo-paysan·nes à gauche et praticien·nes aguerries à droite³⁵

Si la notion de participation est mobilisée, son sens diffère de l’action coopérative à partir des pratiques locales dans les propositions de transformations agraires. L’idée de participation, dans l’agroécologie chinoise, est liée aux interactions avec une « communauté » de consommation, client·es des fermes de production biologique dirigées par des néo-paysan·nes diplômées. La participation de la communauté prend la forme d’échanges essentiellement numériques et de visites de divertissement sur les lieux de production (Martindale 2021a; 2021b).

La figure de Shi Yan est également une des clés de l’inscription dans les réseaux internationaux occidentaux. Le sujet de sa recherche et son expérience états-unienne sont présentés comme les éléments déclencheurs pour son retour à la terre. Elle assure aussi le rôle de vice-présidente dans une organisation internationale pour la promotion de l’agriculture paysanne biologique, URGENCI. Elle assume la fonction de représentante du retour à la terre lors d’événements à rayonnement international, par exemple lors du 7^e Congrès international de Slow Food à Chengdu en septembre 2017.

Le congrès international Slow Food illustre ainsi à la fois les relations entre monde universitaire, monde associatif et monde politique, et l’encastrement des circuits courts chinois dans des mouvements commerciaux internationaux. L’événement est organisé conjointement par Slow Food et la municipalité de Chengdu ; sur place, les grandes figures en sont Carlo Petrini, président-fondateur de Slow Food, Wen Tiejun et Shi Yan. L’organisation du congrès montre

³⁵ Site des Récoltes Partagées (<http://www.fxshcsa.com/>), sous chaque image, le nom, l’âge et les années de métier paysan ; au centre des images : « Nous aimons ardemment la terre, notre nom est “paysan·nes” » (consulté le 27 janvier 2021).

les limites des mouvements alternatifs alors que les intervenant·es étrangères et les intervenant·es chinoises sont séparées en deux lieux distincts, que certaines phrases à caractère politique ne sont pas traduites de l'italien au chinois et que les interventions présentent des expériences aussi diverses que celles de coopératives de production et des formes d'agrotourisme comme autant de formes que peut prendre la stratégie de revitalisation rurale. Dans une construction orchestrée d'un capitalisme d'État « vert » ou « écologique », des mouvements universitaires et militants sont soutenus par les institutions politiques dans une économie de marché fondé sur les ressources culturelles, ethniques et écologiques.

Dans cette perspective, les mouvements sous la tutelle universitaire conceptualisent les circuits courts alimentaires en Chine mais la définition de l'agriculture paysanne qu'ils proposent est parfois en pratique réduite à une production biologique de petite échelle dont les acteur·rices sont de jeunes diplômé·es, subventionnées par le monde universitaire, qui reproduisent des formes d'exploitation envers des populations de travailleur·ses rurales. Les espaces de vente numériques fonctionnent sur des modes de livraison à domicile, et les consommateur·rices sont issues des strates à revenus supérieurs résidant dans les grandes métropoles (Shi *et al.* 2011; Guo 2020).

I. C. 2. Les organisations hongkongaises de développement

Le deuxième ensemble d'organisations de référence est constitué d'organisations internationales pour le développement. Partnerships for Community Development et Oxfam HK sont les deux fondations hongkongaises pour le développement rural les plus présentes dans les cercles des circuits courts alimentaires chinois. Avec d'autres, elles encadrent, dirigent, financent la plupart des projets relatifs à l'agroécologie paysanne en Chine. Si le terme de CSA est largement employé dans ces réseaux également, la communauté est ici celle des acteur·rices ruraux de l'agroécologie, les travailleur·ses agricoles qui sont soutenues par les projets de développement.

I. C. 2. a. Partnerships for Community Development et la production écologique

La première organisation en termes de références dans les milieux de l'agroécologie paysanne est Partnerships for Community Development, PCD (*shequ huoban* 社区伙伴). Établie en 2001 à Hong Kong, l'organisation est financée par la fondation Kadoorie dans le but de soutenir le développement durable rural en Chine, notamment dans le sud (Yunnan, Guizhou, Guangxi, Guangdong). Selon l'historique présenté sur son site internet, elle « introduit [à partir de 2003] le concept d'Agriculture Soutenue par la Communauté (*Community-Supported Agriculture*,

CSA) » en Chine comme un élément de son programme sur les mobilités ville-campagne et les ouvrier·ères-migrant·es³⁶. En 2005, l'organisation lance un programme de stage pour jeunes (*qingnian shixisheng jihua* 青年实习生计划) afin de former aux questions écologiques. Le plan stratégique est officiellement renouvelé en 2007 avec comme nouvel angle principal l'agriculture écologique. Le travail avec les ouvriers et ouvrières-migrantes est intégré dans le programme rural. Sur cette lancée, PCD organise des événements et des formations sur différents thèmes liés à l'agroécologie : les CSA, les EDE (*Ecovillage Design Education*), le changement climatique, la réhabilitation des cultures écologiques, le respect de la nature, l'éducation naturelle...

Pour promouvoir l'expérience des stagiaires, PCD commence la diffusion d'une revue, *Fragrances d'une terre voisine*, diffusée partout en Chine continentale. À partir de 2009, l'organisation adopte complètement un plan dirigé vers l'écologie, en passant du « travail avec les communautés désavantagées et les groupes marginalisés » au « travail avec les communautés pour reconnecter les cœurs des humains avec la nature et explorer des chemins pour vivre d'une manière durable ». Plusieurs programmes d'échanges sont organisés avec des associations internationales, notamment taiwanaises et hongkongaises, des colloques également, comme le workshop sur l'agriculture écologique organisé à l'université Polytechnique de Hong Kong avec 70 intervenant·es en 2015.

D'un point de vue administratif, PCD a été enregistrée au Yunnan comme une fondation en 2013, avec des bureaux régionaux à Nanning et Guangzhou. En 2017, au moment des réformes sur les ONG internationales en Chine (Holbig et Lang 2021), l'organisation a reçu le certificat d'enregistrement des organisations non gouvernementales étrangères accordé par le Bureau de la sécurité publique à Beijing. Un bureau officiel a été ouvert à Beijing, les branches locales ont été fermées, et un programme rural du sud-ouest a été monté. Des collaborations avec des centres de recherches et des organismes politiques sont développées, comme le Forum sur la Civilisation Écologique en Chine. Le programme de stage pour la jeunesse a été élargi à des échanges entre pays du sud-est asiatique.

PCD occupe une place centrale, parce qu'elle finance et parce qu'elle diffuse. Beaucoup de jeunes retourné·es sont financées par ses programmes et les jeunes se connaissent entre elleux grâce à ces réseaux notamment. PCD a donc choisi d'orienter son action de développement

³⁶ Site : <http://www.pcd.org.hk/en/content/our-history> (consulté le 14/05/2021).

sous un axe écologique, là où Oxfam HK propose également une action de développement dans les régions paupérisées de Chine rurale en présentant ses projets davantage sous un angle social.

I. C. 2. b. Oxfam HK et le développement rural

L'organisation non gouvernementale internationale Oxfam Hong Kong (*xianggang leshihui* 香港乐施会) est créée en 1976, avec un premier projet d'aide aux communautés vulnérables en Chine continentale en 1987. Un travail de gestion des désastres et de développement rural commence en 1991 pour le Yunnan et le Guizhou, puis le fonds de développement pour les projets en Chine continentale est établi en 1992, qui se spécialise sur des questions alimentaires (Oxfam Rice Sale) en 1996 et plus généralement sur la question de la pauvreté (1997). À la suite des séismes entre 2008 et 2010 l'organisation porte plusieurs projets dans le Sichuan et le Yunnan. En 2014, elle interroge également la notion de minorités ethniques et les difficultés d'apprentissage du mandarin pour les cultures minoritaires (Liu 2016).

À partir de 2017, Oxfam HK est également enregistrée en tant qu'ONG en Chine, selon la « loi de la république Populaire de Chine sur l'administration des activités des organisations non-gouvernementales d'outre-mer sur le territoire chinois ». Oxfam HK peut ouvrir plusieurs bureaux chinois qui lui permettent d'agir indirectement sur tout le territoire de Chine continentale. L'organisation ouvre un bureau à Beijing, un dans le Guangdong, un dans le Gansu et un dans le Yunnan. Celui du Yunnan, sous la supervision du Bureau du Yunnan pour la réduction de la pauvreté (tutelle administrative officielle), a pour programmes thématiques le développement rural, la gestion des désastres et le traitement du VIH. Le bureau de Beijing, qui couvre les provinces n'ayant pas leur propre bureau, a parmi la liste de ses dix programmes thématiques le développement rural et l'agriculture et la réduction de la pauvreté. Ce bureau est sous la supervision de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec les pays étrangers. Les relations entre les initiatives de circuits courts et Oxfam HK leur apportent ainsi également un ancrage à la fois institutionnel et international.

C'est le bureau de Beijing qui finance par exemple les événements organisés dans le Guangxi par l'Association des ami·es des paysan·nes autour des ateliers sur les « aliments de terroir ». L'approche par l'agriculture est sociale avant d'être écologique³⁷. Le programme de recherche sur les produits de terroir répond aux axes « améliorer les modes de vie et les capacités des communautés à s'adapter au changement climatique » et surtout « préserver les droits et

³⁷ De manière générale, l'organisation alloue 6% de son budget aux questions de gestion agricole et 39% au développement rural et à la gestion des désastres.

améliorer les situations des groupes marginalisés par l'autonomisation »³⁸. Il est mis en avant sur le site de Oxfam HK comme projet collectif « recherche-action sur les cultures des produits de terroir et les mises en relation avec le marché » (“*tushicai wenhua yu shichang duijie xingdong yanjiu*” *xiangmu zu* “土食材文化与市场对接行动研究”项目组). Cette dénomination symbolise la démarche de l'organisation qui met en avant l'Association entre action sociale et recherche scientifique à partir des pratiques des populations soutenues, elles-mêmes participantes, actives dans le projet. Nous verrons également que cela n'empêche pas que la déconstruction des rapports de force soit laborieuse.



Réunion de préparation des ateliers de terroir (16 avril 2018 – photographie transmise par le Président)

Au centre se trouve la directrice du bureau de Beijing d'Oxfam HK, le Président de l'Association est assis à sa droite et Away, le chercheur et militant taiwanais est debout à gauche de l'image. Tout à droite de l'image est assis Le Sixième, un des membres fondateur·rices du projet Guoren porté par le Centre Rural ; autour de la table sont également assis·es une autre représentante d'Oxfam HK, un chercheur associé à l'université du Guangxi et des représentantes de PCD. La réunion a lieu dans le restaurant *Aux bons produits de la terre* à Nanning, de droite à gauche sur les murs, nous pouvons voir une liste de critères de qualité prônés par l'Association, une affiche « Laissons aux soi-disant spécialistes le plaisir de manger des OGM, pour nous, né·es sous une mauvaise étoile, nourrissons-nous de la terre », et deux placards présentant une variété de porcs noirs du Guangxi. Sur la table est servi le thé à l'huile, spécialité de terroir valorisée par l'Association, et, posé au premier plan, on peut apercevoir un numéro de la revue *Pousses Vertes* éditée par Away.

³⁸ Voir *Oxfam in China Programme Brief*, 2018.

I. C. 2. c. *Fonctionnement des ONG et répartition des domaines d'action*

PCD, Oxfam HK et d'autres organisations développent des rapports de concurrence et de coopération. En 2017, lors des terrains dans le Yunnan, la branche de PCD dans le Yunnan avait dû fermer à la suite de la nouvelle loi sur les organisations étrangères et la mise en place d'un bureau d'Oxfam HK pour la région. La présence de l'organisation était pourtant toujours prégnante dans chacun des entretiens avec les jeunes retourné·es, par les soutiens qu'elle avait apportés mais aussi par la continuité des actions sous d'autres formes. Alors que l'organisation n'avait plus d'existence officielle dans le Yunnan à cette période, une des actrices principales du marché paysan *Caiyun* de Kunming était toujours active sous le titre de « directrice de PCD » dans le Yunnan, et des réunions informelles de PCD étaient hébergées dans d'autres associations, dans le Centre pour les alternatives écologiques aux pesticides *Sili* notamment, en coopération avec Oxfam HK également. Le statut de l'organisation à l'époque était teinté de flou pour toutes les participant·es du marché paysan, y compris pour les « anciens » membres de PCD. Ils continuaient leurs projets sans attache officielle, tentant dans l'incertitude de maintenir leurs activités au-delà de la temporalité de l'agenda politique grâce à des coopérations avec les organisations non gouvernementales partenaires et concurrentes.

Les coopérations des ONG internationales se font aussi avec d'autres ONG nationales, comme *Handa* sur le marché paysan du Yunnan ou *Heliu – Rivières*, soutien fondateur de la coopérative en circuits courts du village d'Anlong, considéré comme un des pionniers des CSA en Chine. La plupart des ONG présentes en Chine continentale dans le domaine de l'agroécologie sont cependant des ONG internationales, comme World Vision, Greenpeace ou IFOAM. Elles mettent en place une diversité d'activités de coopération avec des associations locales ou des entreprises. Une démarcation claire se fait en faveur de PCD et d'Oxfam HK en 2017, au moment de leur reconnaissance comme des ONG en Chine.

Les organisations non commerciales chinoises doivent s'enregistrer auprès des Bureaux des Affaires Civiles, sous la tutelle du Ministère éponyme (MAC, *minzheng bu* 民政部). Il existe trois types d'organisations à but non lucratif officielles que sont les associations de membres (*shehui tuanti* 社会团体 – littéralement « groupes sociaux »), les organisations non gouvernementales à but non lucratif (*minban feiqiye danwei* 民办非企业单位 – littéralement « unités civiles non entrepreneuriales ») et les fondations (*jijinhui* 基金会). Chaque type est soumis à des formes de contrôle non équivalentes mais l'on peut souligner deux caractéristiques qui concernent toutes les associations officielles depuis la réglementation de 1989/1998 :

l'exclusivité — qui stipule qu'une seule organisation peut s'inscrire dans un secteur administratif donné à chaque échelon — et la double supervision — d'une agence gouvernementale et de l'un des échelons des affaires civiles (F. Wu et Chan 2012). Selon ces procédures et étant donné le nombre considérable de GONGO (*Government Organized Non Governmental Organization*) mises en place à chaque échelon et dans chaque secteur comme autant de formes d'organisation orientée des sociétés civiles (J. Y. J. Hsu et Hasmath 2014; C. Hsu 2010), seules peu d'organisations à but non lucratif peuvent devenir officielles. Pullulent alors à côté des ONG et des GONGO d'autres associations, dans des cadres universitaires, se formant de manière informelle autour de fondations philanthropiques, déclarées en tant qu'entreprises, non déclarées, etc. Dans le cas de l'Association des ami·es des paysan·nes, les restaurants *Aux bons produits de la terre* sont des entreprises, mais l'Association elle-même ne constitue pas un collectif officiel, elle n'a pas d'existence légale. Les démarchages qu'effectue le Président dans les foires paysannes se font sous la houlette de la « section des aliments » des restaurants, et l'organisation des ateliers sur les « aliments de terroir » constitue officiellement un projet de recherche avec les restaurants.

Cette répartition des activités non-gouvernementales par régions et par domaines d'activité met PCD et Oxfam HK en concurrence sur le développement rural et leur impose de se partager les espaces et secteurs pour leurs projets. Ce partage se fait cependant dans une coopération informelle, que nous observons par exemple autour de l'organisation des ateliers de terroir : la préparation des ateliers lors du second « séjour de recherche-action » s'est faite avec la directrice de PCD (ONGI), mais c'est finalement Oxfam HK (ONGI) qui a financé le projet et qui était présente pendant les ateliers, alors que c'est Guoren – branche du Centre pour la reconstruction rurale de Renmin (centre universitaire) – qui accueillait l'événement portant sur l'activité de l'Association des ami·es des paysan·nes – représentée officiellement par ses restaurants (entreprises).

Les organisations de développement financent les projets agricoles, en imposant en retour leurs calendriers, leurs valeurs et leurs critères du juste et du légitime. Elles sont présentes sur quasiment tous les terrains étudiés dans la thèse : les marchés paysans de Kunming et de Nanning, les stagiaires des restaurants, les ateliers de terroir, les entreprises de Maître Citron et de Premier Secrétaire Liu, etc. sont en partie financés et soutenus par des organisations de développement. D'autres entreprises de circuits courts alimentaires sont davantage issues du milieu universitaire : Wang Jianjun et Wang Soumin par exemple insistent beaucoup sur leur lien avec la NRR et sur leurs relations personnelles avec Shi Yan, mais établissent cependant

en 2017 deux nouveaux projets, le Centre Durable du Yunnan et l'association des CSA du Yunnan, en commun avec des entreprises associées aux ONG. Les deux jeunes retournés bénéficient au moins indirectement des financements et des réseaux d'entraide et de vente liés aux ONG.

I. C. 2. d. Autres influences internationales

Au-delà de ces associations régionales, deux autres cercles internationaux ont une influence directe sur les cercles chinois de l'agroécologie paysanne. Ce sont le mouvement Slow Food et les mouvements anthroposophes. Slow Food s'est implanté en Chine au milieu des années 2010 et témoigne des processus de marchandisation du terroir en Chine : du militantisme associé à une spectacularisation des produits paysans (Deléage 2014) ne demeure plus que la seconde partie. Comme ailleurs en Europe notamment, une « éthique du slow » (Diestchy 2016; Lotti 2010) se diffuse comme argument marketing, à travers la promotion par des événements physiques et numériques de l'escargot de Slow Food comme un label de qualité.



Spectacularisation du 7^e Congrès international de Slow Food (29 septembre 2017)

L'anthroposophie est présente sous la forme de fermes se revendiquant de la biodynamie (*shengwu huoli nongye* 生物活力农业). Davantage encore, elle est mobilisée comme une affiliation idéologique commune à l'origine de liens entre les espaces coopératifs de vente et des écoles de pédagogie Steiner-Waldorf (*huadefu xuexiao* 华德福学校). De nombreuses consommatrices de produits de l'agriculture biologique sont également mères d'enfants en bas âge. Elles constituent des cercles de consommation où l'alimentation et l'éducation sont associées. Parfois, comme dans le groupe d'achat de produits fermiers de l'Association des

ami·es des paysan·es à Nanning, les écoles Waldorf sont elles-mêmes clientes des plateformes de vente. Pour l'ouverture du marché paysan de Nanning, c'est le responsable de l'école Waldorf locale qui avait fourni le lieu d'exposition et invité les parents d'élèves à participer³⁹. Dans les deux premières années après sa formation, la plateforme de vente du Guangdong Wotu, *Nurtureland*, avait un public composé à 80% de parents d'élèves des écoles Waldorf de Guangzhou, Zhuhai, et Shenzhen⁴⁰. Certain·es jeunes retourné·es qui prennent part aux plateformes de vente font également partie de ces écoles, y enseignent ou y suivent des formations. Chen Peng, jeune retourné à Zhongshan qui héberge le second « séjour de recherche-action », accueille dans sa ferme écologique les enfants de l'école Waldorf avec un potager pour enfants et un terrain de jeu et des activités relatives à l'agroécologie.

Les ONG et mouvements militants ou idéologiques sont directement présents sur le territoire de Chine continentale. Cependant, pour bien comprendre l'effet institutionnel du rattachement aux ONG, il est aussi nécessaire de les insérer dans des réseaux philanthropiques plus larges, englobant d'autres organisations participant au développement de l'agroécologie paysanne. Des ONG de développement de l'agriculture biologique participent à la construction des projets, à leur financement et au rayonnement de l'activité des systèmes agroalimentaires alternatifs aux échelles continentale et globale. IFOAM est présente dans de nombreux événements de l'agroécologie chinoise par exemple. Son président à l'échelle régionale, pour IFOAM Asia, est le chercheur Zhou Zejiang qui participe activement à faire reconnaître les démarches de l'agroécologie chinoise dans les cercles asiatiques, y compris par l'organisation de congrès et de workshops internationaux. Des organisations internationales comme l'Unesco ou la FAO sont également indirectement présentes sur les terrains, soit parce qu'elles participent au financement de projets avec lesquels se construisent les systèmes alternatifs, soit parce qu'elles servent de modèle à la formulation et à la mise en place de projets financés par d'autres organisations.

³⁹ Entretien avec He Ye, 27 mars 2019, 20190327HY.

⁴⁰ L'histoire de Wotu est présentée sur le site de la plateforme comme se situant entre philanthropie et commerce équitable : « Intérêt public à gauche, commerce à droite, Nurtureland entre les deux : les pratiques d'entreprise sociale de Nurtureland », site internet de l'entreprise, onglet « histoire », (wotugongfang.com) (consulté le 22.02.2021).

I. C. 3. Formes commerciales et groupements de consommateur·rices

I. C. 3. a. *L'Association des ami·es des paysan·nes et le retour à la terre*

L'Association des ami·es des paysan·nes a été une des premières associations à mettre en place une centrale d'achat de produits paysans. Contrairement aux ONG, elle n'est pas enregistrée auprès du MAC mais est constituée d'un collectif informel agissant sous la tutelle commerciale des restaurants et très concentré autour de la personne du Président. L'Association promeut le maintien de l'agriculture de subsistance, l'artisanat local et une cuisine de terroir, en repensant l'approvisionnement alimentaire urbain par le développement de réseaux locaux en circuits courts.

Depuis 2003, un noyau dur composé d'une dizaine de personnes autour du « Président », le fondateur de l'Association, expérimente des dispositifs d'approvisionnement en relation directe avec des foires de petits exploitant·es, des fermes familiales et des coopératives agricoles. Ils⁴¹ ont d'abord entrepris de collecter des biens de « qualité » pour eux-mêmes – c'est-à-dire cultivés localement, sans intrants ni engrais chimique –, à travers une relation de commerce équitable envers les producteur·rices. Le Président a été contacté par l'organisation Partnerships for Community Development en 2006 alors qu'il commençait à employer le terme de CSA, découvert sur internet, pour ses activités. PCD a convaincu le Président que l'Association pourrait prendre place dans des marchés nationaux et internationaux. Le Président a alors participé à des événements internationaux en Chine et en Europe, avec beaucoup d'admiration pour Slow Food par exemple. L'Association a accueilli dans le Guangxi pendant quelques années des stagiaires de PCD, elle a travaillé avec d'autres fondations de développement, ONG et groupes de recherche universitaire sur les coopératives intégrales. À la fin des années 2010, l'Association est devenue une institution de référence des réseaux de l'agroécologie paysanne chinoise. Depuis 2015, l'Association s'est progressivement reconcentrée sur l'échelle régionale. Par exemple, elle n'accueille plus les stagiaires de PCD – et ses subventions – mais soutient davantage les jeunes locaux·ales retournant à l'agriculture paysanne.

En 2019, à travers une plateforme en ligne, plusieurs restaurants *Aux bons produits de la terre* et boutiques dans une métropole au centre du Guangxi, l'Association distribue à une population urbaine des produits paysans sous forme de paniers de légumes et de viandes, de plats cuisinés ou de produits transformés. L'histoire de l'Association souligne ainsi différentes formes que peuvent prendre les réseaux alternatifs, à travers les coopérations entre les mondes sociaux et

⁴¹ Le noyau dur est composé d'hommes uniquement.

les échelles géographiques, mais aussi par les désillusions et déconvenues vécues dans ces rencontres.

Devant le constat de la disparition du patrimoine paysan local, à travers différentes formes de modernisation des pratiques agricoles, alimentaires, professionnelles et devant les échecs successifs de la mobilisation de consommateur·rices au fonctionnement de l’approvisionnement alimentaire, l’Association met en place ses restaurants pédagogiques, *Aux bons produits de la terre*, qui lui permettent à la fois d’écouler une grande quantité de produits paysans avec une rémunération des producteur·rices au-dessus des prix du marché et une sensibilisation des publics de consommateur·rices aux questions sociales et écologiques. Pour agir à son échelle sur les transformations sociales dans les montagnes, l’Association encourage des formes de retour à la terre, physique ou symbolique, de jeunes retourné·es issues de la région.

L’Association est considérée dans les cercles de l’agroécologie chinoise comme une institution de référence parce qu’elle en a été l’une des premières et parce qu’elle a accueilli et formé beaucoup de jeunes stagiaires. Les produits paysans issus de son réseau sont présents dans de nombreuses plateformes de circuits courts, y compris à l’échelle nationale. L’Association est cependant également critiquée, notamment comme étant une entreprise capitaliste s’enrichissant sur des transactions marchandes inégales avec des petits producteur·rices. La position marchande de l’Association en fait de fait un objet d’étude passionnant, qui illustre avec clarté les tensions qui se déploient dans les cercles de l’agroécologie chinoise autour du capitalisme vert, et les ambiguïtés des « espaces écologiques » qui se construisent à la rencontre des trois tutelles – universitaires, philanthropique et commerciale.

Après avoir adopté l’appellation de CSA pendant des années, le Président et l’Association considèrent que la notion de « communauté » relève d’un choix discursif d’autopromotion des associations et entreprises en circuits courts, et qu’elle illustre un inversement des valeurs dans ce que l’on observe en Chine sous l’appellation de *Community-Supported Agriculture* : « Le chinois aime à traduire *Community-Supported Agriculture* par “agriculture soutenue par la communauté”, c’est-à-dire la mise en relation entre des consommateur·rices de la communauté locale et des petits producteur·rices locales, en réalité, il s’agit en pratique plutôt que l’agriculture soutienne la communauté. »⁴² Par cette formule, l’Association traduit son expérience de mises en relation directe entre des consommateur·rices et des producteur·rices,

⁴² Livret de présentation *Le terroir, c’est durable*, autoédition, 2010 – première page : « Qu’est-ce que les CSA ? »

au cours desquelles le pôle de consommation a à plusieurs reprises tenté et réussi à infléchir le rapport marchand à son intérêt au détriment de celui de la production.

I. C. 3. b. Marchés paysans

Parmi les institutions de référence des circuits courts alimentaires chinois, le marché paysan biologique de Beijing (*beijing youji nongfu shiji* 北京有机农夫市集) occupe un statut de modèle, à la fois en tant que réussite économique pour les producteurs·rices y participant et en tant que référence militante sur le fonctionnement des rapports de confiance. Fondé en 2010 par Chang Tianle, ancienne journaliste au *China Daily* puis travailleuse sociale et cadre en ONG internationales, le marché de Beijing est l'institutionnalisation d'une performance proposée par des artistes internationaux sur les relations entre produits fermiers et consommation urbaine, il est d'emblée inscrit dans des réseaux internationaux. À sa fondation, il est aussi en lien avec le projet Petit Âne, de l'université Renmin, qui participe à établir des relations entre des producteurs·rices locales et les organisatrices. Le marché fonctionne sur la participation de producteurs·rices de la région de Beijing et du Hebei à des marchés de plein-vent une à deux fois par semaine, situés dans deux centres commerciaux de la proche banlieue pékinoise. Au cours du processus d'institutionnalisation du marché, les organisatrices mettent en place différents dispositifs de confiance, autour de la relation entre production et consommation en organisant des groupes de consommateur·rices selon un Système de Garantie par la Participation (SPG, ou *Participatory Guarantee System*, PGS) et des événements de formation des consommateur·rices à l'alimentation biologique, locale et non-industrielle. De la même manière que d'autres organisations pékinoises comme le Jardin citoyen Petit Âne et la ferme des Récoltes Partagées, le Marché paysan de Beijing a fait l'objet de la majorité des recherches en sciences économiques et sociales sur les circuits courts alimentaires en Chine (Schumilas 2014; Si, Schumilas, et Scott 2015; Si 2018).



Un marchand de fromages sur le marché paysan biologique de Beijing (1^{er} avril 2017)

Parmi les produits paysans, un étal de fromages « à la française ».

Le marché paysan *Caiyun*, à Kunming dans le Yunnan, se construit à la fois en référence au marché pékinois et dans un processus localisé. Il est lui aussi inscrit dans des réseaux internationaux, avec notamment la branche yunnanaise de l'organisation PCD parmi les institutions fondatrices en 2013. Mais il cherche à se construire sur une participation horizontale des organisations locales. Après plusieurs marchés mensuels en 2013 et 2014, des dissensions entre les organisations participantes y mettent un terme en 2015. Il est relancé en 2017 peu avant les terrains de thèse dans le Yunnan. À ce moment-là, il a lieu une matinée par mois, composé d'une dizaine d'étals, dans des lieux publics différents à chaque fois, à plusieurs reprises devant un centre commercial de la périphérie. Les informations pour y accéder sont diffusées sur un compte public WeChat, pour un public d'abonné·es. Y participent ou y ont participé à la fois des boutiques, des coopératives et des producteur·rices individuelles. Pour plusieurs producteur·rices, il s'agit d'une vitrine afin de capter un nouveau public, en se réunissant sur un même lieu avec des entités similaires et en donnant au marché un air d'événement, alors que les marchés alimentaires communs (*nongmao shichang* 农贸市场) ont généralement lieu dans des espaces définis, couverts et avec des étals attribués. Les étals prenant place avec régularité dans le marché *Caiyun* sont ceux de boutiques urbaines (*Bangbang*, *Racines anciennes*, *Vert Labeur*) et ceux de deux coopératives de productrices soutenues par le Centre *Sili*, qui prend en charge pour elles les frais de transport et de participation au marché. D'autres producteur·rices y participent sporadiquement mais plusieurs d'entre elleux expriment des difficultés à venir, en termes de temps et de financement de cette activité peu rentable.



Vendeuses de produits récoltés et issus de l'agriculture paysanne sur le marché paysan Caiyun (27 mai 2017)

La mise en place du marché témoigne de difficultés relatives à l'organisation entre les différentes entreprises et associations. Dès la deuxième année, en 2014, le marché cesse à la suite de conflits sur les modalités d'organisation et les rapports de hiérarchie entre les organisations les plus anciennes dans le domaine du maintien de l'agriculture paysanne. En 2017, deux tentatives de réformer l'organisation du marché ont de nouveau lieu, avec la participation de deux intervenant·es extérieures, un jeune retourné ayant été stagiaire spécialisé dans la distribution participative auprès de l'Association dans le Guangxi, Wang Xiangdang, et une jeune chercheuse sino-états-unienne travaillant sur les CSA. Ces deux tentatives successives se soldent par le rejet des interventions extérieures. Plus tard la même année, le Centre Durable prend forme avec une partie des acteur·rices du marché paysan, davantage orienté vers une activité marchande avec un important travail de diffusion numérique, et la mise en place d'événements physiques de formation et de partage d'expérience.

I. C. 3. c. Les associations de consommateur·rices et l'influence taiwanaise

Le marché paysan de Nanning dans le Guangxi est fondé par des stagiaires de PCD. Il rencontre des difficultés similaires à celui de Kunming, mais il se construit de manière plus unilatérale autour d'une boutique et d'un groupement de consommateur·rices. Le groupement de consommateur·rices fonctionne grâce à un groupe de discussion sur WeChat où sont proposés des produits frais des environs de Nanning, livrés quotidiennement dans une boutique en centre-ville, et sur lequel les consommateur·rices peuvent composer un panier à venir récupérer.

À Nanning, ce groupe est en concurrence avec deux autres groupes de consommateur·rices, celui de l'Association des ami·es des paysan·nes à Nanning et celui de Maman Xixi. Les trois circuits de vente fonctionnent de la même manière, par des groupes de discussion WeChat. Ils sont issus d'un même mouvement : l'Association a fondé un premier groupe d'achat en commun qui a rencontré un rapide succès, elle a alors participé à la fondation d'un second groupe pour le marché paysan de Nanning. Le groupe de Maman Xixi a, lui, été fondé par un ancien stagiaire de l'Association – Wang Xiangdang, celui qui proposera en 2017 de participer à la réforme du marché paysan Caiyun de Kunming. Il constitue un groupe dissident de l'Association. Wang Xiangdang avait auparavant dirigé le projet de l'Association de mettre en place grâce aux groupes numériques des échanges directs entre les consommateur·rices et les producteur·rices. Les deux pôles étaient en relation pour l'organisation préalable des transactions marchandes, des consommateur·rices allaient chercher les produits dans les fermes selon un roulement des services et l'Association fournissait le véhicule de transport et un local pour les distributions. À la suite de contentieux entre consommateur·rices et de négociations au

désavantage des producteur·rices, l'Association a mis un terme au projet. Wang Xiangdang a repris l'idée avec une des consommatrices principales, Maman Xixi. Maman Xixi monte alors également un groupe numérique, collecte les produits de plusieurs producteur·rices de l'Association et organise les distributions dans un garage individuel en prélevant un pourcentage sur le prix des produits. Elle constitue ce qui a été nommé un groupe de mères, ou groupe de mamans (*mama tuan* 妈妈团), réunissant pour la majorité des mères de famille.

En plus des rapports concurrentiels entre les groupements de consommateur·rices, les consommateur·rices sont souvent inscrites simultanément sur les différents groupes. Iels choisissent leurs espaces d'achat en fonction des prix et des produits proposés, renouvelant régulièrement la concurrence entre les associations de collection des produits paysans.

Les coopératives de consommateur·rices constituent un aspect légèrement différent de cette branche « privée » des circuits courts alimentaires. À Kunming, une des associations phares des circuits courts alimentaires est une coopérative de consommateur·rices, *Runtu Bangbang - Entraide*. La coopérative a une existence matérielle sous la forme de deux magasins de produits paysans, enregistrés comme entreprise, les magasins « l'entraide pour une vie saine ». La coopérative est créée sur le modèle taïwanais de l'*Alliance des Maîtresses de maison* (*taiwai zhufu lianmeng* 台湾主妇联盟). Elle est fondée sur un dispositif d'inscription dans la coopérative par le versement d'une caution et sur la participation aux décisions sur les produits recherchés et le choix des espaces de production. Les produits sont commandés en ligne sur un groupe de discussion dans un premier temps, puis sur un micro-magasin WeChat à partir de la mi-année 2017. Les produits frais sont livrés deux fois par semaine dans l'un des magasins. Les consommateur·rices peuvent venir les chercher ou demander à se faire livrer à domicile. Le magasin propose également des produits non périssables, en vrac ou emballés, y compris proposés par d'autres plateformes en dehors de la région, comme les citrons séchés de *Maître Citron* ou le tofu-bambou de l'Association des ami·es des paysan·nes. Le deuxième magasin est aménagé autour d'un espace convivial pour y organiser des réunions de coopérateur·rices. À côté des échanges marchands et décisionnels, la coopérative organise mensuellement des « tours écologiques » (*shengtai you* 生态游) de visite en famille des villages de production, avec des temps dédiés à la formation à l'écologie.

Chacun de ces groupes commerciaux met son activité en avant comme « d'intérêt public » (*gongyi* 公益). Pour la boutique du marché paysan de Nanning comme pour celle de *Bangbang*

à Kunming, les organisateur·rices n'ont commencé à dégager un salaire qu'après une ou deux années d'activité.

Les espaces commerciaux sont en lien étroit les uns avec les autres. Certains producteur·rices sont présentes sur les différentes plateformes, qui distribuent aussi des produits transformés par les autres associations ou entreprises marchandes. Ensemble, ces espaces développent une économie commune autour de produits paysans et biologiques. Les dispositifs économiques en circuits courts, où des biens de consommation sont produits expressément pour répondre à une demande individualisée, illustrent la mise en place d'une économie des singularités (Karpik 2007; 1989) fondée sur un marché spécifique de produits « sains » et de « qualité ».

L'émergence de réseaux de circuits courts depuis le milieu des années 2000 en Chine s'inscrit ainsi dans un ensemble de processus structurels qui les informent et avec lesquels ils interagissent. Dans une certaine mesure, ils se construisent sur une demande sociale, dans un contexte de méfiance dans les mondes agroalimentaires industriels comme artisanaux. Ils répondent également à une commande sociale, dans le cadre du prolongement des processus de dépayssation par l'installation d'élites entrepreneuriales pour moderniser les zones rurales. Dans cette perspective, les circuits courts alimentaires rencontrent des politiques de valorisation des zones rurales par d'autres canaux que l'agriculture, notamment à travers le tourisme, la patrimonialisation des cultures ethniques ou la gastronomisation des terroirs. Cette inscription des circuits courts dans un contexte favorable souligne à la fois l'encastrement politique d'un mouvement commercial et universitaire, et d'autre part les processus de transformation des économies locales par des normes circulant à l'échelle globale.

Dans le même temps, ces circuits courts soulignent tout autant l'agentivité des acteur·rices qui les mettent en place et se saisissent des différentes contraintes politiques et commerciales pour préserver des pratiques agricoles, des savoir-faire et des environnements locaux. Les dispositifs d'approvisionnement directs entre des espaces ruraux et des espaces urbains manifestent en Chine des phénomènes résurgents d'économies paysannes, qui ne peuvent être restreints au renouveau urbain de transactions entre élites culturelles et économiques. L'alternatif désigne alors à la fois des circuits « de remplacement » comme des compléments inscrits dans les systèmes agroalimentaires industriels et d'autre part des formes de relations économiques et sociales « d'un autre genre », comme des possibilités contestataires de repousser

temporairement et localement les transformations capitalistes de l'industrialisation et de l'urbanisation. La mobilisation du terme agroécologie suit les mêmes mouvements pluriels. Son emploi désigne à la fois des pratiques séculaires, locales, en déshérence, et le recours à des cadres renouvelés par les institutions internationales de l'agroalimentaire (Loconto et Fouilleux 2019). Dans cette perspective, l'appréhension du contexte historique et institutionnel de l'émergence – de la résurgence – des circuits courts et de l'agroécologie paysanne offre à voir à la fois les spécificités des économies et des éthiques localisées de l'alimentation, et leur inscription presque contrainte dans des échanges de savoirs et de compétences à l'échelle globale.

Ce qui se joue dans ces espaces n'est alors pas uniquement économique, mais aussi culturel et social, voire politique. C'est en ce sens qu'ils ne sont pas uniquement des espaces de vente, mais bien des « espaces écologiques » – parmi d'autres, également dans des lieux de production notamment. Les trois cercles de l'agroécologie chinoise et leurs institutions de référence constituent ainsi ensemble un espace marchand pour les produits paysans. Dans un contexte de méfiance généralisée dans les aliments et les institutions, les échanges et la circulation des acteur·rices entre les initiatives agroécologiques participent à établir un marché-réseau d'interconnaissance et de confiance, où se développe une économie de la qualité et des singularités. Les circuits courts alimentaires s'insèrent dans les dispositifs économiques capitalistes en tentant d'y proposer des formes alternatives, qui participent malgré tout à les alimenter.

Négociation de tomates cerises dans une foire de montagne (15 septembre 2019)



Yang She attend. Il est fébrile, vient régulièrement chercher conseil auprès du Président. Il n'est pas encore 8h du matin mais la foire bat son plein depuis plusieurs heures. C'est la saison des petites tomates et Yang She veut en acheter en grande quantité pour fournir son restaurant. Comme le Président une quinzaine d'années avant lui, il a ouvert une boutique en ville et un restaurant de produits de terroir. Il s'approvisionne là où les produits sont sains et vendus directement.

Là, le prix des tomates ne convient pas. Yang She voudrait acheter mais le Président lui déconseille. Le prix baisse de quelques centimes depuis une heure déjà. Bientôt, ce sera le moment opportun. Yang She rayonne : il connaît la foire depuis toujours, il a grandi là, dans un village d'une dizaine de foyers au milieu des montagnes derrière. Mais ce n'est que depuis son retour à la terre qu'il se prête au jeu du marché. Le mot passe parmi les vendeuses. Un prix au kilogramme est fixé pour l'achat de toute leur récolte. Une queue se forme petit à petit autour du jeune retourné qui remplit ses cartons du contenu de sacs et des paniers.

Sur la photographie, on peut voir le jeune homme au milieu des productrices. Il est allé chercher des cartons vides dans l'épicerie à côté pour y stocker ses achats. Dans sa main gauche, il tient une liasse de billets et un paquet de cigarettes, les deux attributs de l'entrepreneur-se : les échanges commerciaux sont ponctués de distribution de cigarettes.

II. Réseaux de transactions et agencements marchands

Le présent chapitre introduit l'idée que les réseaux de transactions étudiés, les circuits courts alimentaires dits « alternatifs », sont justifiés par des arguments sociaux et écologiques, et s'inscrivent cependant dans une logique commerciale capitaliste. Les agencements marchands construisent un espace d'échanges où des économies différenciées entrent en concurrence ou en coopération, notamment par la construction de cadres normatifs et de critères de jugement. Ce chapitre se présente ainsi comme une introduction à l'agroécologie sociale par l'angle des réseaux de transactions économiques et des agencements marchands. Il propose une analyse de la formation de cadrages pour un nouvel espace marchand, à partir du cadrage politique de l'industrialisation des mondes agroalimentaires, de l'émergence de formes alternatives ou contestataires, et des processus d'institutionnalisation des formes émergentes pour les réguler et les contraindre.

Par la promotion de la civilisation écologique, d'un plan de « développement durable » sur quinze ans et de la stratégie de revitalisation rurale, les autorités politiques chinoises soutiennent des projets « écologiques » dans les domaines de l'énergie, du tourisme, de l'agriculture, de l'alimentation, etc. Dans ce contexte politique et économique, trois cadres de référence développent un marché de produits biologiques paysans. Les acteurs·rices qui constituent l'espace marchand concerné s'entendent sur l'emploi du terme « agroécologie » (*shengtai nongye* 生态农业) pour désigner les modes de production. L'agroécologie connaît différentes modalités, elle peut désigner une agriculture certifiée biologique (*youji nongye* 有机农业), se référer à des cultures selon une écologie originelle (*yuanshengtai zhongzhi* 原生态种植)⁴³, voire renvoyer à la collecte de produits sauvages (*yeshengcai* 野生菜). De manière générale, l'agroécologie se réfère à une culture paysanne de petite échelle, que ce soit par le retour à la terre de « néo-paysan·nes » (*xin nongren* 新农人) ou à travers la référence à une agriculture de subsistance (*ziji nongye* 自给农业) et à la tradition de transmission familiale de variétés indigènes (*jiachuan pinzhong* 家传品种). Parce que les circuits courts offrent des débouchés économiques à des produits ne correspondant pas aux critères du marché de l'agriculture productiviste, ils sont définis par leurs acteurs·rices dans leur dimension solidaire, comme une agroécologie sociale (*shehui shengtai nongye* 社会生态农业).

⁴³ Le terme, qui est parfois également traduit « primitif » est emprunté au vocabulaire de l'écologie scientifique.

Le marché des cercles de l'agroécologie se constitue autour de produits alimentaires frais et transformés, répondant à des critères marchands et écologiques, sans pesticides ni intrants chimiques et vendus en circuits courts dans des relations de confiance personnelles ou impersonnelles. Le marché est ainsi d'abord « défini très simplement comme l'espace où se joue la circulation des biens et des services entre personnes individuelles ou morales, contre rétribution monétaire, dans une situation d'incertitude relative (au moins préalable à l'échange) portant à la fois sur le contexte, les objets et les sujets de la transaction » (Cochoy 2012a). L'action marchande y est alors « un mouvement d'exploration du monde, d'expérimentation sociale ».

Tenter de définir le marché en formation de produits paysans revient à l'analyser comme un ensemble de processus en jeu et non sous une forme statique, notamment à partir de l'idée que « le lien économique et/ou social [peut] être considéré comme le support, mais aussi comme l'objet, l'horizon, voire le résultat de l'échange » (Cochoy 2012a). Dans cette perspective, Cochoy invite à appréhender la sociologie économique comme une sociologie relationniste sous l'influence de la sociologie des sciences et des techniques, surtout en référence à la théorie de l'acteur-réseau de Latour et Callon (Callon 1986; Akrich, Callon, et Latour 2006; Callon et Latour 2017). Dans le sillage de la sociologie des sciences, nous pouvons reconnaître cet espace marchand comme un « collectif » où les personnes et les choses interagissent, échangent et combinent leurs propriétés. Les différentes entités en présence comprennent ainsi les « communautés » de consommateur·rices et consommatrices, les entrepreneur·ses « flottantes » et « retournées à la terre », les producteur·rices paysannes, « diplômées » ou « praticiennes » en coopérative, ainsi que les lieux de rencontre – ce que nous appellerons les « espaces écologiques » –, les savoir-faire, les traditions, les entités non-humaines qui constituent ce « collectif ». Le marché est alors compris selon une approche « relationnelle » (Steiner 2005) par l'étude des dispositifs concrets par lesquels passe successivement le produit jusqu'à l'achat final.

Au-delà de l'idée d'une chaîne linéaire qui relierait des pôles « offre » et « demande » opposés, l'intensification des collaborations entre l'offre et la demande tend à brouiller les distinctions entre la production, la distribution et la consommation. Les espaces de vente des cercles agroalimentaires alternatifs illustrent l'activité réflexive des acteur·rices, producteur·rices, intermédiaires et consommateur·rices dans des « forums hybrides » où le fonctionnement des marchés est débattu et discuté et où convergent les interrogations savantes et les préoccupations profanes (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000). L'étude de ces espaces montre comment la

consommation peut être structurée par le marché, et comment les pratiques et les choix des consommateur·rices façonnent eux-aussi les rapports marchands (Dubuisson-Quellier, Gojard, et Plessz 2019). Ces collectifs participent d'une économie des qualités entendue comme l'ensemble des dispositifs économiques au sein desquels les produits sont qualifiés et singularisés. Elle comprend aussi bien les étapes de production que celles de distribution. Les consommateur·rices et les agent·es de production et d'intermédiation y sont considérées comme des acteur·rices des processus de qualification et de singularisation, notamment à travers des espaces de discussions et de débats. Schématiquement, la qualification consiste à classer, évaluer, juger les produits quand la singularisation consiste à ajuster et apparier les produits aux consommateur·rices. Ces processus s'effectuent par la mise en place de dispositifs de « cognition distribués » (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000; Conein 2004) qui ont pour but de fournir et de lier des informations pour permettre à la clientèle de choisir. Les consommateur·rices participent cependant également elleux-mêmes à la formation des dispositifs sociotechniques lors des choix de consommation, notamment en e-commerce.

Dans une économie des qualités, il s'agit de penser la qualité comme une propriété variable, à la fois comme propriété des produits mais aussi et surtout comme critère en tant que tel. Les variations de la qualité ont en ce sens des conséquences considérables sur le fonctionnement des marchés. Les contributions de Lucien Karpik jouent un rôle majeur quant à la compréhension de cette économie : la distinction qu'il effectue entre le marché-jugement et le marché-prix souligne l'importance de mécanismes sociaux comme la réputation (Karpik 1989), la confiance (Karpik 1996), le rôle des dispositifs techniques propres à soutenir l'une et l'autre comme les guides d'achat (Karpik 2000) et capables d'ajuster les « singularités » des produits aux « modes d'engagement » des consommateur·rices (Karpik 2007). Dans le prolongement de cette approche, l'économie des qualités (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000) met au jour différents éléments cognitifs et techniques qui concourent à construire la relation d'échange comme un processus participatif et réflexif.

Dans une perspective de sociologie économique relationniste, ce chapitre étudie le caractère dynamique des liens en train de se faire ou de se défaire, les associations constitutives de l'économique et du social qui se nouent avant mais aussi dans le cours de l'échange. Dans cette conception de l'encastrement comme un processus d'association (et non uniquement comme état d'inclusion), l'approche par les circuits alimentaires alternatifs illustre à la fois le marché comme liquéfacteur de liens et comme producteur de liens dans des opérations de collection (Cochoy 2012a).

Les circuits alternatifs se présentent comme des processus de re-mise en relation entre les acteur·rices des transactions au-delà de l'acte marchand, allant à l'encontre des processus de liquéfactions des structures sociales – notamment par la dissolution des communautés traditionnelles dues à l'avènement du marché du travail – par la recréation de liens dans les communautés locales (Chiffolleau 2019). Les circuits alimentaires alternatifs répondent pourtant aux mêmes logiques marchandes, fonctionnent également par la mise en place d'équipements marchands issus des mondes marchands industriels – dispositifs de sélection, de collection, qualification et singularisation, attachement et captation des publics.

Les circuits courts alimentaires réduisent le nombre d'intermédiaires entre la production et la distribution – de zéro à deux intermédiaires dans les espaces observés. Dans ce cadre-là, le travail marchand effectué par un ensemble de professionnel·les du marché est lui aussi concentré dans les mains d'un groupe restreint. Ce « travail incessant d'assemblages » (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2006) comprend dans les réseaux de transaction conventionnels « l'ensemble des personnes (experts en recrutement, consommateurs, distributeurs...), des métiers (marketing, design, packaging...) et des dispositifs (presse, emballages, guides d'achat, cahiers des charges...) dont la tâche consiste à “travailler le marché”, à le construire, à l'animer, à l'organiser, à le gérer et à le maîtriser » (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000). Dans chacun des circuits courts de l'agroécologie chinoise émergente cependant, le travail marchand est condensé, effectué par une ou deux personnes – intermédiaires ou elles-mêmes productrices – avec comme objectif principal d'attester de la relation de confiance à l'origine du produit. Le contexte de méfiance dans la petite production demande un travail redoublé pour attester, par les activités de packaging et de marketing, de la qualité de l'environnement et des produits comme de la qualité morale (*suzhi* 素质) des producteur·rices.

Un décalage s'affirme avec les lectures de la nouvelle sociologie économique quand Cochoy écrit que « le côté des producteurs tient donc celui des consommateurs » (Cochoy 2012a). Une des grandes interrogations que soulèvent les membres des circuits agroalimentaires alternatifs chinois, c'est bien « comment un acteur individuel ou collectif s'y prend-il pour avoir prise sur ses publics ? » (Cochoy 2004), ou, autrement dit, comment attacher les publics aux produits qui leurs sont proposés ? Tout se passe comme si les dispositifs instaurés mettaient eux-mêmes en échec la captation des publics, comprise comme le processus qui « consiste à mettre en œuvre des dispositifs qui s'efforcent de tirer parti des dispositions que l'on prête aux personnes pour dévier leur trajectoire, les soustraire à l'espace extérieur, les placer sous contrôle » (Cochoy 2004). On assiste bien en Chine à la formation de groupes plus ou moins performés par la

dynamique marchande, jusqu'à l'établissement de « communautés » de client·es (numériques dans leur forme mais bien réelles dans leurs échanges), mais celles-ci imposent en retour des dispositifs marchands aux négociant·es elleux-mêmes, et indirectement aux producteur·rices. En un sens, la singularisation des produits atteint un degré tel que les consommateur·rices imposent en retour aux intermédiaires négociant·es d'effectuer des réajustements continus entre le cadrage « alternatif » qu'ils proposent et le cadrage de l'économie de marché attendu également dans les espaces contestataires.

Ces processus révèlent aussi d'autres formes de concurrence dans les marges où les réseaux alternatifs reproduisent les équipements marchands de l'alimentation agroindustrielle, avec l'agriculture de production biologique conventionnelle par exemple. Au carrefour entre les différents mondes productifs, les entrepreneur·ses établissent des articulations entre des ordres économiques et sociaux multiples, coordonnent des conventions hétérogènes (Zalio 2013). La comparaison entre différents produits de l'Association des ami·es des paysan·nes et la mise en lumière des relations de coopération ou de concurrence avec d'autres plateformes de vente illustrent les tensions qui se cristallisent autour de la formule « le client est roi ». Par la mise en place de dispositifs différenciés, les plateformes alternatives engagent des compromis devant les difficultés économiques et sociales ou entament parfois des processus de conventionnalisation (Buck, Getz, et Guthman 1997) – que ce soit par la transformation de leurs « valeurs originelles » ou à travers de nouveaux canaux de captation par le tourisme ou le patrimoine culturel, ces plateformes participent ainsi à détacher les clients de cercles davantage alternatifs. Les compromissions et opportunités économiques soulignent à nouveau le *continuum* entre marchés « conventionnels » et « alternatifs » au sein d'une économie de marché étatique.

Il s'agit alors dans ce chapitre d'étudier l'espace et les agencements marchands que participent à créer les agent·es de production et de distribution comme les institutions de références des réseaux alternatifs, et en particulier le modèle économique de l'Association des ami·es des paysan·nes. Nous proposons pour cela de suivre l'hypothèse partielle suivante :

L'agroécologie en Chine contemporaine est définie par les agencements marchands de ses réseaux de transaction autant que par ses pratiques de production. La construction d'un espace marchand de produits paysans en réponse aux scandales alimentaires liés à l'agriculture productiviste passe par la mise en place de dispositifs techniques et de cadres normatifs autour des notions de « confiance » et de « qualité », qui donnent lieu à des controverses éthiques quant à l'inscription de cet espace dans une économie de marché.

Après une première définition du marché par ses produits et ses acteur·rices principales, producteur·rices, « communautés » de consommateur·rices et entrepreneur·ses, la réflexion s'arrêtera sur certains dispositifs marchands des systèmes agroalimentaires alternatifs chinois, notamment à travers l'exemple du marché paysan de Kunming, et des rapports de coopération et de concurrence dont ils témoignent. En rebondissant sur les dispositifs marchands mis en place par l'Association des ami·es des paysan·nes, ce chapitre montrera en quoi les dispositifs sociotechniques mobilisés pour redéfinir l'agroécologie paysanne comme un mouvement environnemental et éthique passent par la diffusion de répertoires d'action, d'équipements permettant aux consommateur·rices de choisir les produits en les identifiant et en les qualifiant, correspondant à autant de processus de singularisation des produits et d'attachement des consommateur·rices. Les circuits courts participent ainsi d'une économie verte visant d'une part à la satisfaction d'un bien-être collectif par une réflexion et une action avec l'environnement naturel, mais se construisant sur des logiques et des équipements marchands inscrits dans l'économie de marché. Ils sont autant informés par la sphère économique que par les réseaux écologiques ou militants dans lesquels ils sont encastés. Les économies des singularités, du développement, et du patrimoine donnent lieu à la reprise de répertoires d'action constitués de filiations et de ruptures avec le cadrage des politiques de modernisation rurale.

II. A. Un espace marchand pour les produits de l'agroécologie paysanne

La multiplication des scandales alimentaires a participé à rompre la confiance dans la qualité des produits de l'industrie agroalimentaire (Zhao, Zhang, et Ma 2009; Yan 2012). Alors que l'agriculture industrielle est devenue la première source d'approvisionnement en aliments frais ou conditionnés des centres urbains, la crise de la confiance dans les institutions agroalimentaires ouvre en creux un nouvel espace marchand pour des produits d'autres formes agricoles, comme l'agriculture paysanne biologique que les entreprises chinoises de vente en circuits courts promeuvent depuis le milieu des années 2000.

II. A. 1. Scandales alimentaires et produits « spécifiques » de consommation courante

Les processus de valorisation d'une agroécologie paysanne ouvrent un marché fondé sur des produits alimentaires « sains ». L'innocuité des aliments ou sécurité sanitaire des aliments

(*shipin anquan* 食品安全) rejoint et complète les problématiques de sécurité alimentaire (*liangshi anquan* 粮食安全) – qui vise notamment à garantir l'accès à une nourriture en quantité et en qualité nutritionnelle suffisante – et de la souveraineté alimentaire (*shiwu zhuquan* 食物主权 ou *liangshi zhuquan* 粮食主权) – qui introduit l'idée d'une organisation localisée de la production alimentaire, notamment par le droit des populations à décider de leurs régimes alimentaires et à établir leurs propres systèmes alimentaires. Les produits « sains » consistent en premier lieu dans des aliments frais de consommation quotidienne, mais aussi dans des produits moins ordinaires, transformés ou associés à des espaces de production particuliers. La définition des produits qui circulent dans cet espace marchand émergent participe à établir les critères d'une « nouvelle » agroécologie paysanne.

II. A. 1. a. Produits du quotidien

Fruits, légumes et tubercules, herbes aromatiques, viandes découpées, tofu... Le marché paysan *Caiyun* (*caiyun nongfu shiji* 采耘农夫市集) de Kunming propose des produits que l'on pourrait se procurer dans à peu près n'importe quelles halles marchandes urbaines (*nongmao shichang* 农贸市场). Il en va de même pour les caisses livrées chaque matin au restaurant *Aux bons produits de la terre* de Liuzhou, espace commercial de l'Association des ami·es des paysan·es : mandarines, patates douces, ciboule, tomates, choux, aubergines, poivrons, oignons, piments, ail et diverses salades. Le triporteur dépose les caisses pleines de produits du quotidien qui seront utilisés en cuisine ou vendus dans des paniers pour les foyers consommateur·rices membres du réseau. Les produits sont identiques en nom et en forme à ceux d'autres espaces marchands, que ce soit des superettes de centre urbain ou des enseignes internationales dans des centres commerciaux, des marchés couverts ou des baraques de bord de route. Cependant, leur qualité (sanitaire et nutritionnelle en premier lieu) est assurée différemment que dans ces autres espaces de vente. Ils proviennent de réseaux de confiance où il est garanti aux personnes qui les consomment que la chaîne d'approvisionnement ne permet pas la transformation des aliments, ni par l'ajout de produits chimiques lors de leur culture, ni par des techniques de conservation pour leur stockage ou leur transport. Des produits alimentaires frais sont proposés comme étant issus directement des espaces de production, en passant uniquement par les mains d'intermédiaires associés directement aux espaces de distribution. Le circuit court, avec zéro, un ou deux intermédiaires maximum, sans limitation de distance géographique, assure que le produit est vendu tel qu'il a été cultivé au départ.

Les produits vendus dans l'espace marchand de l'agroécologie paysanne sont ainsi analogues à ceux de nombreux autres espaces marchands de l'alimentation, mais le contexte de leur vente – les agencements marchands de la chaîne d'approvisionnement – permet de les en différencier, d'assurer que ceux-ci ne seront pas sujets aux scandales alimentaires. De la même manière, le conditionnement des produits frais, servis en vrac aussi bien sur les marchés paysans que dans les boutiques, crée une distinction avec les produits analogues vendus emballés dans d'autres espaces marchands.

II. A. 1. b. Produits transformés

Les produits frais sont vendus aux côtés de nombreux produits transformés. Ceux-ci peuvent être conditionnés pour la conservation ou pour la consommation immédiate. Le conditionnement élargit la gamme des produits vendus à d'autres produits alimentaires relevant de la consommation quotidienne : sel, sauce soja, pâtes de blé ou de riz séchées, alcools, sucres, etc. Les produits transformés peuvent l'être uniquement par une technique de conservation ou bien davantage dans une préparation culinaire. Leur conditionnement se fait souvent en boutique, de manière artisanale ; certains espaces de production disposent également d'équipements industriels qui permettent des emballages standardisés. Les restaurants *Aux bons produits de la terre* composent par exemple une pâte pimentée à base de produits paysans locaux, essentiellement du piment, des arachides, du soja fermenté, de la viande et des alevins séchés. L'emballage, la stérilisation et la vente des pots s'effectue en magasin. La relation de confiance y est ainsi identique à celle instaurée dans la vente des produits frais. La provenance des ingrédients n'est cependant pas affichée pour chacun d'eux.

De la même manière, les restaurants achètent des pâtes de riz en grande quantité, que les employé·es emballent ensuite en sachets individuels. Le produit, dont la qualité spécifique réside dans le processus de fabrication traditionnelle sans enduit oléagineux, est vendu comme un produit de l'Association des ami·es des paysan·nes. D'autres produits arrivent à la boutique déjà emballés et sont revendus tels quels, comme la sauce soja ou le sel. Ces derniers sont associés à d'autres marques, leur emballage est industriel. Les produits affiliés à l'Association des ami·es des paysan·nes sont également vendus dans d'autres régions. Les boutiques des cercles alternatifs de Kunming distribuent aussi bien les bouteilles de sauce soja industrielle Hona organic (*heran youji* 禾然有机) que les pâtes de riz artisanales des ami·es des paysan·nes. Le fait qu'ils soient vendus dans le restaurant-boutique de Liuzhou ou dans les boutiques de Kunming en fait cependant des produits de confiance.



Le coin boutique du restaurant *Aux bons produits de la terre de Liuzhou* (9 octobre 2017)

Au premier plan sont exposés des produits spécifiques, pâtes de riz à gauche et tofu-bambou à droite ; sur les étagères, des produits emballés dans le restaurant, pour lesquels le Président a conçu les étiquettes (dont la pâte pimentée au centre) ; sur la droite, des bouteilles de sauce soja biologique industrielle, accompagnées d'un écriteau à la main attestant de la confiance dans le produits : « Sauce soja qu'utilisent spécialement les restaurants *Aux bons produits de la terre*, votre cuisine en a aussi besoin ! »

II. A. 1. c. Produits de terroir

Bien qu'elles représentent un bien de consommation courante, les pâtes de riz sont érigées en produit spécifique car elles sont sélectionnées par l'Association des ami·es des paysan·nes. Au-delà de la vente d'un produit ordinaire – les pâtes de riz sont consommées quotidiennement dans le sud-ouest de la Chine – l'Association promeut un aliment sain, dont la culture est effectuée selon des critères biologiques, et portant les caractéristiques du terroir. En effet, le riz dont les pâtes sont issues est produit localement et le produit fini porte les qualités propres au processus de fabrication traditionnel local. La préparation des pâtes de riz à la vapeur sur claies de bambou est un mode de fabrication en déshérence face à la diffusion croissante d'aliments de production industrielle ou de production artisanale « moderne » – comprenant notamment l'application d'un enduit oléagineux afin de donner au produit fini un aspect plus lisse.

Dans cette perspective, les pâtes artisanales traditionnelles relèvent tout autant d'un produit de terroir exceptionnel, qui ne pourrait pas se trouver ailleurs en Chine parce qu'il tient d'un terroir, autant géologique qu'humain, mais également parce qu'il disparaît de ce même terroir à travers

les vagues de modernisation et d'industrialisation des zones reculées. De la même manière, l'Association produit – par ses échanges spécifiques avec des fermes locales – du sucre rouge de canne, des feuilles de tofu-bambou sur plaques de fonte, de l'alcool de canne à sucre, du tofu à la saumure, du thé à l'huile, etc. autant de produits dont il est possible de trouver des formes similaires dans le commerce mais qui comportent ici les caractéristiques propres de leur terroir et des savoir-faire locaux.



Comparaison entre des pâtes artisanales huilées et des pâtes artisanales traditionnelles (capture d'écran du mur WeChat du Président – 3 janvier 2019)

Commentaire : « Le monde des aliments a aussi ses liftings à la mode, à gauche les pâtes ont besoin d'être huilées, à droite des pâtes non huilées. »

II. A. 1. d. Les critères de l'agroécologie paysanne

L'Association des ami·es des paysan·nes regroupe ainsi dans ses espaces de vente des produits de consommation quotidienne frais et transformés, aliments frais en vrac, aliments secs et conditionnés localement, aliments biologiques produits et conditionnés ailleurs en Chine, voire à l'étranger, produits de terroir locaux, produits de terroir d'autres régions, etc. Si l'Association, comme le marché *Caiyun* de Kunming ou les diverses plateformes qui constituent les cercles agroalimentaires alternatifs de Chine contemporaine, proposent des produits apparemment analogues à ceux disponibles dans d'autres espaces de vente alimentaire, aucun n'y est en réalité comparable. Plus précisément, l'Association comme espace de vente émergent pose directement la question de cette analogie : dans quelle mesure est-il possible de comparer une tomate ou une aubergine vendue dans un de ses restaurants et les *mêmes* produits vendus dans les points de distribution de la chaîne agroalimentaire conventionnelle ? Peut-on craindre que les tomates anciennes produites selon des pratiques agroécologiques paysannes subissent un sort analogue à celui des pâtes « de terroir », qu'elles disparaissent ? L'Association ouvre un

nouvel espace marchand en cela qu'elle établit des débouchés pour des produits n'existant pas ou plus sous leur forme traditionnelle dans l'espace du marché conventionnel par ailleurs. Les produits sont ainsi biologiques (*youji* 有机), écologiques (*shengtai* 生态), naturels (*ziran* 自然) ou sauvages (*yesheng* 野生). En ce sens, ce qu'elle vend n'est pas uniquement un bien, mais aussi un service : elle met en place un processus d'évaluation, de sélection de produits et d'approvisionnement des centres urbains.

Au-delà de la production même de produits qui répondent et transforment de nouvelles demandes de consommation, l'Association sélectionne également des aliments vendus dans les foires de montagne. Ceux-ci ne sont pas issus d'une production destinée à la vente mais d'un surplus d'agriculture vivrière destiné à une consommation familiale locale. Ce faisant, l'Association participe à ériger les pratiques de maraîchage et d'élevage des populations des montagnes, en vue de leur propre consommation, comme critères de confiance pour la distribution vers des centres urbains. Les produits répondent à des critères fondamentaux qui les font accéder au statut d'aliments « sains ». La culture des produits végétaux et animaux sans pesticides ni intrants chimiques est le critère commun aux produits distribués à travers les différents cercles. Ce critère commun constitue également une référence commune pour l'appellation des espaces de production alternatifs dans une agriculture écologique et sociale, ou agroécologie sociale (*shehui shengtai nongye* 社会生态农业), produite par des paysans et des paysannes (*xiaonong* 小农). Au-delà de ce critère commun, les produits de l'agroécologie paysanne cristallisent autant de controverses entre des acteurs pluriels, individuels et collectifs, quant à la définition de celle-ci et de son rôle dans la société chinoise contemporaine.

II. A. 2. Des acteur·rices en interactions continues

Autour de la vente en circuits courts, les acteur·rices à chaque échelon des réseaux de transaction des produits de l'agroécologie paysanne instaurent des relations d'échange réciproques et se partagent les prises de décisions. Les agencements entre les circuits participent à établir un espace marchand. Le renouveau de l'agroécologie en Chine remet en question la distribution « classique » du pouvoir décisionnel dans les échanges marchands. Il passe par l'adoption d'un rôle de distributeur marketing chez certains producteur·rices et la participation des consommateur·rices à des pratiques de contrôle de la production ou de distribution.

II. A. 2. a. Producteur·rices

Les agents producteurs sont pluriels et avant tout caractérisés en creux par leurs pratiques d'exploitation. Directement en lien avec les critères de définition des produits vendus, les terres sont cultivées sans pesticides ni intrants chimiques (*nongyao huafei* 农药化肥). La taille de l'exploitation, le personnel employé, les méthodes agricoles sont quant à elles des variables davantage associées à des valeurs controversées que des normes de définition. L'agriculture de petite échelle (*xiao guimo* 小规模) est un critère partagé. Les espaces de production étudiés sont faits de parcelles de quelques mus⁴⁴ disséminées autour des villages. La plus grande ferme s'étend sur 200 mus, soit 13 hectares, en cumulant plusieurs petites parcelles séparées et une grande parcelle de 100 mus. Les petites exploitations s'inscrivent dans une tradition persistante d'agriculture de subsistance et leur taille est fortement dépendante des politiques foncières chinoises. Si la moyenne est de 7 à 8 mus en Chine, soit un demi-hectare, selon les données du Bureau national des statistiques (2019), la superficie des parcelles est en moyenne de 0,5 mu, soit 330 mètres carrés, dans les régions du sud-ouest dont le Yunnan et le Guangxi. Au sein de ces petites parcelles d'exploitation s'établit une divergence entre des cultures vivrières destinées à la consommation indigène et des espaces de production agricole destinés à la vente.

Les premières, les cultures vivrières, sont l'œuvre de producteur·rices sur des terrains isolés dans les montagnes, sur de très petites parcelles éparses. Les producteur·rices ne forment pas une profession organisée mais des foyers réunis en une occasion hebdomadaire, la foire paysanne ou le marché de village (*cunxu* 墟), dans un espace marchand temporaire. Dans le Guangxi, les personnes présentes dans les foires paysannes pour vendre les produits en surplus sont en grande majorité des femmes de plus de cinquante ans. Elles sont les productrices principales, parfois aidées dans le travail de la terre par un compagnon ou des relations de voisinage.

Ces agent·es producteur·rices ne cultivent pas les terrains dans le but premier de vendre leur production mais dans celui de se nourrir, comme une activité complémentaire à d'autres plus ou moins professionnalisées. La vente s'effectue à l'étal dans des marchés ouverts par une participation irrégulière. Le Président de l'Association des ami·es des paysan·nes effectue des démarchages régulièrement dans les montagnes et collecte les produits du surplus de l'agriculture de subsistance. Cet espace rural est séparé de l'espace marchand de l'agroécologie

⁴⁴ 1 ha = 15 mus (亩), 100 mus = 6,67 ha ; 540 mus cumulés pour la ferme modèle de l'agroécologie pékinoise, les Récoltes Partagées, de l'entrepreneuse Shi Yan par exemple.

telle qu'elle est redéfinie par les jeunes retourné·es entrepreneur·ses dans la Chine contemporaine. Le lien entre les deux espaces est effectué par des intermédiaires parfois producteur·rices elleux-mêmes, qui organisent la collecte de ces produits.



Une parcelle paysanne dans le village de Yang She. Ce dernier dit que la femme et l'homme ont respectivement au moment de la photo 104 et 102 ans (5 novembre 2018).



Un étal dans une foire paysanne dans le nord du Guangxi (5 novembre 2018)

Sur cet étal, une plante médicinale, *Houttuynia cordata* ; sur celui en arrière-plan, du taro.

La seconde source des produits de l'agroécologie paysanne renouvelée est constituée de fermes ou de coopératives écologiques qui produisent expressément des aliments biologiques « paysans ». Les mêmes agents que ceux des produits collectés peuvent par exemple se regrouper en coopératives agricoles pour produire spécifiquement une agriculture biologique, afin de diversifier la consommation locale et d'organiser une chaîne de production sur leurs différentes parcelles réunies. Dans les coopératives étudiées, la plupart étaient également constituées de groupes de femmes de cinquante à soixante-dix ans, issues de minorités ethniques. Les coopératives étaient toutes en lien avec des organisations déjà structurées, relevant du développement rural ou commercial. Approvisionnant directement les restaurants de Liuzhou, la ferme de Qiu Ge et Qiu Sao fonctionne également en agroécologie. La ferme a été établie dans un objectif de production, notamment grâce au soutien économique et symbolique de l'Association, et par la mise en commun de parcelles paysannes affectées à des parents ou voisin·es. Elle s'inscrit à la fois dans une économie des circuits courts de l'agroécologie sociale et dans une économie villageoise.

Une autre forme de coopérative consiste en l'agglomération autour d'une entreprise de production de plusieurs petits agent·es propriétaires. Ceux-ci mettent en commun leurs terres afin de maximiser la production. Ces entreprises coopératives sont en partie dirigées par des jeunes diplômé·es retournées à la campagne (*fanxiang daxuesheng* 返乡大学生) qui se définissent elleux-mêmes comme néo-paysan·nes et organisent la vente urbaine des produits. En complément du travail de la terre, iels coordonnent l'unification des terres dans les coopératives et emploient parfois du personnel pour les cultiver. La coopérative emploie ainsi les villageois·es qui mettent les terres en commun et une main d'œuvre extérieure, souvent constituée soit de villageois·es des alentours, soit de personnel migrant originaire d'autres régions. Au sein des espaces de production se mettent en place des processus de différenciation sociale où sont hiérarchisés les jeunes diplômé·es, les producteur·rices locales propriétaires, les producteur·rices locales salariées, les employé·es migrantes à l'année et les travailleur·ses saisonnières⁴⁵.

Dans le cas de la collecte comme dans celui de la production, les produits de l'agroécologie paysanne passent presque toujours par les mains d'un agent·e intermédiaire, parfois partie prenante de la production, qui alimente l'espace marchand des consommateur·rices urbaines.

⁴⁵ Sur la différenciation rurale en Chine ou dans les cercles de l'agroécologie, voir par exemple (Q. F. Zhang et Donaldson 2010; Lamine, Garçon, et Brunori 2019).

II. A. 2. b. Communautés de consommateur·rices

À l'autre bout de la chaîne d'approvisionnement se trouvent les consommateur·rices de l'agroécologie paysanne. Dans la littérature sur les circuits courts chinois, de nombreuses études analysent les publics de la consommation, les caractérisant comme des consommateur·rices urbaines, à grande majorité entre 30 et 40 ans, puis entre 40 et 50, diplômées, à très hauts revenus (Yang et Wang 2017; Guo 2020; Zhou *et al.* 2016; Zhao, Zhang, et Ma 2009; Du 2015; Xu et Zhou 2014; Chen, 2015). Les observations ethnographiques corroborent cette première définition dans le cadre des marchés paysans urbains, des paniers de légumes et des boutiques spécialisées ; cette catégorie n'a cependant pas fait l'objet d'une étude détaillée ni affinée par entretiens.

Dans le cadre des restaurants néanmoins, ces commentaires s'avèrent moins appropriés. Des groupes plus jeunes (20 – 30 ans) y constituent également une tranche d'âge assez présente. Un groupe caractéristique composait une part importante de la clientèle des restaurants : celui des hommes d'affaires et des officiels. Ce groupe comptait par exemple pour 30% de la recette du restaurant de Liuzhou au début des années 2010. Il a cependant presque intégralement disparu avec les mesures anti-corruption progressives du gouvernement Xi Jinping. Mais le restaurant constitue une exception dans les espaces de vente des produits paysans, puisqu'il les propose déjà transformés pour une consommation immédiate d'une part, et qu'il vise expressément à proposer une alimentation biologique et locale à un prix juste pour les producteur·rices mais accessible pour des consommateur·rices à revenus moyens.

Dans le cas des consommateur·rices des boutiques ou des paniers, iels constituent volontairement des « communautés ». Par divers dispositifs de participation et de transmission de connaissances, les entreprises ou associations des circuits courts chinois intègrent les consommateur·rices aux processus de sélection marchande, au choix des produits et des producteur·rices qui fournissent les plateformes, mais aussi des modes de production et d'approvisionnement eux-mêmes. À travers la connaissance et le choix, les « communautés » réunissent des consommateur·rices réflexives pour qui l'achat revêt une dimension engagée au-delà de la consommation elle-même (Dubuisson-Quellier 2018). Des coopératives de consommateur·rices sont par exemple établies autour d'une adhésion sur caution comme c'est le cas chez *Bangbang – Entraide*, présent dans le marché paysan de Kunming, où chaque coopérateur·rice prend potentiellement part à la sélection des produits recherchés et des espaces de production. D'autres groupes sont formés par les agents producteurs en suivant un système de membres, en fonction d'une adhésion temporaire qui assure des revenus réguliers à la

production, comme dans la coopérative Zimeng qui développe son réseau de consommation, la « Communauté des Tomates de Zimeng ». Les membres sont invité·es à participer à l'évaluation des parcelles de production selon les critères de la charte de la communauté, dans une dynamique de Système de Garantie par la Participation (PGS)⁴⁶.

Dans le cas des paniers des restaurants de l'Association des ami·es des paysan·nes, les communautés se forment par la participation à des groupes en ligne au sein desquels les consommateur·rices commandent les produits désirés. Dans ces différentes configurations, les consommateur·rices forment des groupes érigés en communautés par leurs pratiques de consommation communes, voire par la participation à des activités qui y sont associées : délibérations quant aux objets ou aux formes de consommation, visites et évaluations des lieux de production, accompagnements des enfants sur des parcours écologiques pédagogiques, participations à la mise en place des marchés de plein vent...

Les groupes se forment parfois en amont, se transforment ou se recomposent par l'appartenance des consommateur·rices à des sphères éducatives (notamment autour de la pédagogie Steiner-Waldorf⁴⁷), à des sphères professionnelles, etc. La raison de l'approvisionnement auprès de circuits alimentaires alternatifs est avant tout sanitaire, elle se fait aussi mais rarement pour des causes environnementales ou sociales. Les intermédiaires jouent de ce point de vue un rôle de médiation non seulement commercial mais également moral.

II. A. 2. c. Intermédiaires de la relation « directe »

Les agents de la médiation marchande occupent le rôle central des réseaux de l'agroécologie paysanne. Ils établissent la relation entre les pôles de production et de consommation, articulent la construction des échanges dans un travail marchand d'ajustement continu de l'offre et de la demande (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000; Dubuisson-Quellier 2003). Cependant, dans un contexte de retour à la terre de jeunes migrant·es ou diplômé·es, les intermédiaires font elleux-mêmes aussi partie de ces pôles et jouent souvent des rôles pluriels, entre production, transformation, distribution et consommation. L'Association des ami·es des paysan·nes a ainsi été créée au départ par le Président et quelques collègues afin de se procurer des produits à consommer eux-mêmes. En ouvrant un restaurant après un an de démarchage auprès de paysan·nes, le Président confère à l'Association un rôle d'intermédiaire. Il devient lui-même intermédiaire d'une part, responsable de la « section des aliments » (*shicaibu* 食材部). Pour

⁴⁶ Pour une analyse de l'apparition et de la mise en place des PGS dans le sud-est de la Chine, voir par exemple le travail de D. Leung (2021).

⁴⁷ Voir le développement I. C. 2. d. de cette partie sur la construction et le fonctionnement de cette sociabilité.

cela, il établit des relations régulières avec des producteur·rices et en tant que premier consommateur, effectue une sélection de produits répondant à certains critères de l'agroécologie paysanne. Il organise ensuite la distribution des produits auprès de groupes de consommateur·rices qu'il cherche à convaincre de la qualité des aliments et de la justesse de sa démarche. Il se fait entrepreneur d'une consommation éthique, en analogie à l'entrepreneur de moral beckerien, qui tend à diffuser une vision du monde par l'imposition de normes nouvelles (Becker 2013). D'autre part, il transforme le statut des paysan·nes en producteur·rices attirées. Ceux-ci passent d'une culture vivrière avec vente du surplus à une production spécifique organisée pour la vente. Enfin, par l'ouverture des restaurants et la distribution de paniers de produits paysans, le Président rassemble des consommateur·rices autour d'un espace de consommation et d'une communauté numérique (groupe WeChat en ligne). En ce sens, le travail marchand qu'il effectue en tant qu'intermédiaire crée également des liens, dans une « collection » (Cochoy 2012a) de produits paysans d'une part, et dans la formation de collectifs de producteur·rices et de consommateur·rices d'autre part. Son rôle d'intermédiaire est ainsi pluriel, lui-même fait passer des produits entre zones rurales et urbaines, il participe au choix des produits cultivés par la production et à celui des produits proposés à la consommation. Dans le même temps, le rôle de médiateur du Président infléchit la définition de rôles pour les producteur·rices comme pour les consommateur·rices.

L'individualité de la médiation occupe également une place essentielle dans la formation, la transmission et la délégation de la confiance. La médiation est assurée par les restaurants en tant que lieu de consommation ou de distribution, par l'Association en tant qu'institution de référence, mais les échanges entre les différents groupes (production, médiation, consommation) sont très individualisés, notamment à travers les échanges numériques.

Dans le cas de plusieurs plateformes de vente, les intermédiaires sont les producteur·rices elleux-mêmes. Maître Citron à Yuanjiang comme Wang Jianjun aux alentours de Kunming dirigent des plateformes de vente tout en consacrant une partie de leur temps de travail à la production elle-même et à son organisation. Ils incarnent l'individuation des échanges marchands autour de l'intermédiaire central, qu'ils définissent comme « indispensable »⁴⁸.

De manière générale, l'intermédiaire joue ainsi différents rôles : (1) celui d'organisateur·rice d'une sphère de production, (2) celui de transporteur·se des produits entre les espaces, (3) celui d'entrepreneur·se de la consommation éthique, (4) celui de distributeur·rice dans des espaces

⁴⁸ Entretien avec Wang Jianjun, 9 avril 2017, 20170409WJ.

de vente, et (5) celui de référent·e de confiance quant à la qualité des produits. Au carrefour de ces différents rôles, les intermédiaires dirigent la formation de groupes de production et de consommation, tout en suscitant une attitude réflexive par la mise en relation et communication entre les groupes. Cette mise en relation se fait à travers la spatialisation de la communication dans des espaces physiques et numériques.

II. A. 3. Des espaces hybrides de vente et de service

L'espace marchand qui émerge des réseaux de transactions de l'agroécologie paysanne prend forme dans des lieux de vente physiques – boutiques de produits biologiques, marchés de plein vent, restaurants spécialisés – qui sont le pendant urbain des fermes et des coopératives de production. Cet espace existe davantage encore par les sites de vente et de diffusion numériques hébergés sur des plateformes nationales. Lieux de rencontre entre les agents des espaces de production, de transformation, de distribution ou de consommation, ces espaces de transaction ne sont pas uniquement fondés sur des échanges marchands mais aussi sur des discussions et négociations autour des transactions et des critères qui définissent les produits « paysans » et les frontières des cercles de l'agriculture paysanne biologique.

II. A. 3. a. Boutiques

Dire que les lieux de vente principaux sont les boutiques serait une illusion. Les transactions marchandes entre les consommateur·rices et les plateformes – qu'elles soient directement gérées par les producteur·rices ou des intermédiaires – se font essentiellement en ligne. Les espaces physiques de vente sont cependant des espaces de rencontre, de présentation et de valorisation des produits paysans.

Les produits frais et transformés y sont vendus au milieu de photographies des lieux de productions, accompagnées de textes explicatifs. Une partie des boutiques affiche une carte de la région où les réseaux de production et de transformation sont mis en valeur par leur situation dans un espace local et qui crée une visibilité matérielle des relations de circuits courts. L'emballage de certains produits a lieu dans les boutiques mêmes, dans des pièces attenantes mais aussi souvent au sein de l'espace de vente, ce qui participe à créer un effet de proximité avec les aliments secs également. La livraison des produits frais, végétaux ou animaux, parfois vivants lorsqu'il s'agit de volaille, a lieu selon une temporalité régulière, qui associe les consommateur·rices au rythme de production. Les client·es viennent par exemple dans la

boutique de *Bangbang* à Kunming les mercredis et vendredis pour les produits frais qui y sont livrés le matin.



**La boutique de *Bangbang* –
Entraide avec des produits frais au
milieu et la carte au fond (3 juin
2017)**



**Les premières cartes de membres
de la coopérative de
consommateur·rices affichées dans
la seconde boutique (19 mai 2017)**

À côté de la possibilité d'acheter en ligne et de se faire livrer, la boutique devient un lieu de communication privilégié où les consommateur·rices se retrouvent autant pour échanger et organiser des événements que pour acheter. Dans la nouvelle boutique de *Bangbang*, plus spécifiquement dédiée à la coopérative de consommateur·rices, sont installées une table large et des chaises à disposition des coopérateur·rices, ainsi qu'une étagère qui est consacrée aux objets ou lectures que ceux-ci désirent laisser pour le groupe. Une « communauté » est ainsi mise en scène dans l'espace de la boutique, autour de la table, encadrée par le récit de son histoire affichée sur un mur, imagé de photographies de producteur·rices, et par les cartes de membre des premiers coopérateur·rices sur l'autre. Les boutiques des cercles de l'agroécologie paysanne présentent ainsi les cultures vivantes des espaces de production et placent les consommateur·rices dans une position d'acteur·rices de leur consommation.

II. A. 3. b. *Marchés paysans*

Les boutiques participent à des « marchés paysans » (*nongfu shiji* 农夫市集) qui sont installés régulièrement dans les espaces publics des centres urbains. Ces marchés de plein vent ressemblent fortement aux marchés alimentaires français, notamment aux marchés de producteur·rices. Ils sont cependant un phénomène récent et rare en Chine, alors que les marchés alimentaires conventionnels (*nongmao shichang* 农贸市场) ont lieu dans des halles couvertes et sont tenus par des revendeur·ses. Les marchés paysans se distinguent également des foires de village (*cunxu* 村墟) qui rassemblent hebdomadairement, souvent autour des marchés couverts, des petits producteur·rices locales.

L'un des premiers marchés paysans urbains chinois a ainsi été créé en 2010 à Beijing⁴⁹. Celui de Kunming a commencé à fonctionner en 2012, il est établi mensuellement et unique dans la ville – à l'échelle de la région (46 millions d'habitants sur 400 000 km²), un second marché paysan est ouvert pendant les mois d'été dans la ville de Dali. À Kunming, une vingtaine de stands proposent des produits frais et transformés identiques à ceux des boutiques. Ils sont tenus par les gérants des boutiques du réseau agroalimentaire alternatif local et par quelques producteur·rices des alentours. Les marchés paysans sont formés sur le modèle des *farmers' markets* nord-américains, autour de l'idée d'une mise en relation des producteur·rices et des consommateur·rices, afin d'encourager l'évaluation directe des produits dans une relation de confiance. Ils agissent en Chine comme une vitrine des boutiques et un lieu de construction des réseaux de transaction.

Ce qui différencie le marché paysan *Caiyun* à Kunming du marché paysan biologique de Beijing, c'est qu'y participent également des populations locales des montagnes, encore ancrées dans une économie de subsistance. En ce sens, le marché paysan de Kunming s'inscrit davantage dans la filiation des foires paysannes en déshérence, comme une résurgence ou une modulation à travers un prisme international d'une sphère marchande existante, plutôt que comme l'apparition d'un phénomène innovant.

II. A. 3. c. *Restaurants*

Les restaurants sont surtout ceux de l'Association des ami·es des paysan·nes⁵⁰. Un autre restaurant à Kunming est construit sur le même modèle, *l'alimambassade du terroir*, ouvert par Yang Lifan originaire du Yunnan, après deux années de stage dans le Guangxi au restaurant

⁴⁹ Voir I. C. 3. b. de cette partie.

⁵⁰ Deux actifs en 2019, sept à son apogée.

Aux bons produits de la terre de Nanning. Dans les trois cas, ces deux-là et celui de Liuzhou, ces restaurants proposent une carte presque exclusivement composée d'aliments en circuits courts de proximité. Alors que l'Association du Guangxi a favorisé la formation d'une ferme en agroécologie et de coopératives agricoles après des expériences de collectes, le restaurant du Yunnan s'appuie sur des relations familiales pour l'apport principal en produits frais et des relations de voisinage pour des compléments périodiques. Les différents restaurants sont organisés selon un même style rural mettant en scène des structures et des meubles en bois et de la vaisselle en terre cuite. Chacun dispose d'un espace de vente où sont présentés des produits transformés, issus des producteur·rices fournissant le restaurant ou transmis depuis d'autres plateformes. La décoration des restaurants évoque la chaîne d'approvisionnement des produits : des affiches présentent les producteur·rices et les produits, des claies et autres outils agricoles rappellent les savoir-faire paysans, des instruments de musique et des costumes traditionnels inscrivent les plats consommés dans la spiritualité des populations qui en sont à l'origine. Ces lieux ne possèdent pas d'espace dédié à la communication, ils sont ainsi moins fédérateurs, appellent moins à la coopération et à la participation que les boutiques. Ils ancrent cependant davantage encore les produits dans l'ensemble des étapes de la chaîne d'approvisionnement et font de l'acte de se nourrir un geste en interaction avec les différentes entités qui ont participé à la production des aliments – aussi bien les travailleur·ses que les animaux, les savoir-faire, les spiritualités, etc. Les restaurants représentent ainsi le cadre éminemment matériel de l'espace marchand, où le produit est consommé immédiatement, en relation complémentaire avec les groupes en ligne où les produits circulent virtuellement.

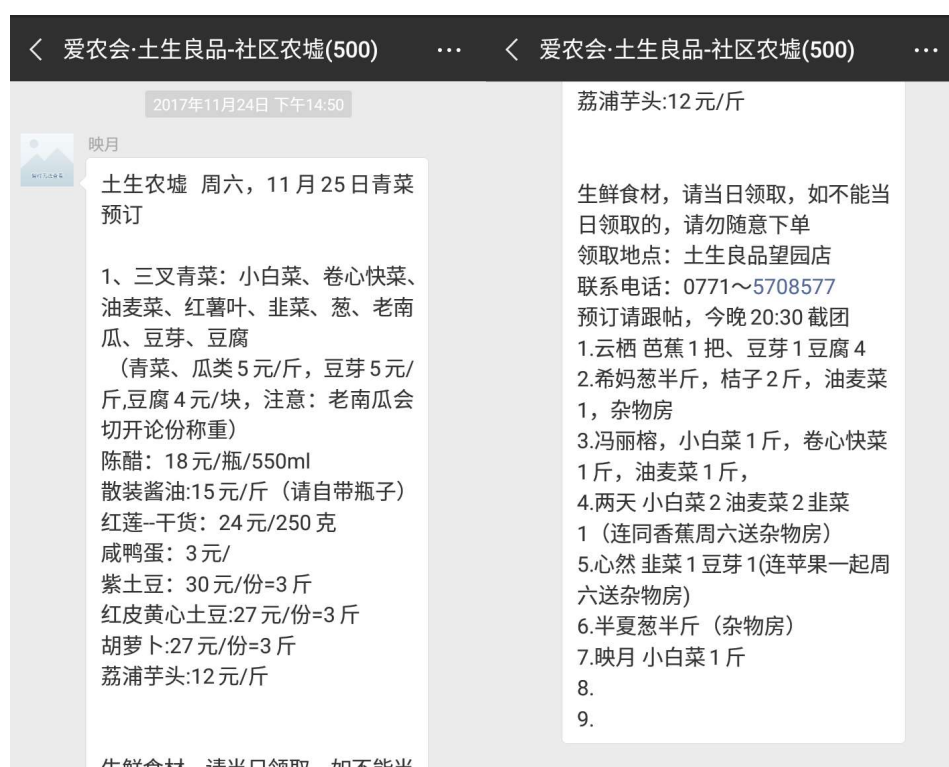


**Le restaurant *Aux bons produits de la terre* de Liuzhou
(9 octobre 2017)**

Construits sur pilotis, la reproduction d'habitats traditionnels de l'ethnie dong ; au mur, des instruments de musique et des outils agricoles.

II. A. 3. d. Groupes en ligne et boutiques en e-commerce

Les transactions marchandes sont essentiellement effectuées en ligne selon des modalités diverses. La formule simple consiste dans la participation à un groupe WeChat (*weixin qun* 微信群), permettant l'interaction sous la forme d'un tchat commun, ouvert à 500 membres maximum. C'est la méthode utilisée par le restaurant *Aux bons produits de la terre* de Nanning jusqu'au début de l'année 2020 : le restaurant propose quotidiennement des produits frais paysans ou transformés à 452 personnes, par un groupe WeChat dédié. Le gestionnaire du groupe propose une série de produits et établit une liste sur laquelle les membres s'inscrivent en précisant les produits qu'ils souhaitent acheter. Le lendemain, les produits frais sont déposés directement des fermes au restaurant en même temps que la livraison des produits pour le restaurant. Les employé·es du restaurant répartissent les produits dans des paniers individuels qui sont ensuite livrés chez les particuliers, ou que ceux-ci viennent chercher sur place.



Captures d'écran du groupe WeChat d'achat en commun de l'Association (13 novembre 2018)

Sur la capture de gauche, des informations sur les produits : date de livraison, produits frais disponibles, liste de produits transformés qui peuvent être achetés en même temps, prix des produits. Sur la capture de droite, des indications pratiques sur le retrait des produits (« les produits frais sont à retirer le jour même »), ainsi qu'une liste de noms ou de surnoms de consommateur·rices et les produits commandés :

1. Yunqi (nom d'une pagode bouddhiste), bananes 1, germes de soja 1, tofu 4
2. Maman Xi, oignons ½ livre, mandarines 1 kg, etc.

Depuis 2020, la vente en ligne du restaurant passe par une autre application, les microsites de vente Youzan (*youzan weixiaodian* 有赞微店). Le groupe WeChat continue d'être actif, son gestionnaire y promeut toujours les produits vendus par l'Association mais les membres effectuent leurs achats sur une plateforme extérieure. Le contenu de la transaction est à peu près équivalent mais l'échange est plus singularisé : les consommateur·rices choisissent les produits de manière anonyme sur la page internet et non plus dans la forme d'un achat groupé auprès d'un producteur·rice. Le passage par une plateforme tierce est privilégié dans les espaces étudiés : l'Association des ami·es des paysan·nes, Maître Citron, la Communauté des Tomates de Zimeng, Bangbang etc. utilisent aujourd'hui tous des microsites pour vendre les produits paysans qui sont ensuite livrés par coursiers aux particuliers.

Les comptes publics en ligne (*gongzhonghao* 公众号) des boutiques offrent d'autres modalités d'interaction entre les consommateur·rices et les boutiques, dont notamment la présentation des producteur·rices par des vidéos consacrées ou des articles publiés avec des photographies du contexte de production ou en lien avec les réseaux agroalimentaires alternatifs de manière plus générale. Au-delà de l'utilisation de plateformes de vente générales dans le but de vendre des produits spécifiques « paysans », des applications sont également conçues pour réunir les « communautés » de consommateur·rices et les producteur·rices. La *Bonne Ferme* (*hao nongchang* 好农场) assure ainsi un espace dédié aux membres de la Communauté des Tomates de Zimeng au-delà de la plateforme de vente Youzan ouverte aux client·es extérieures. Ces applications spécialisées créent à la fois une relation de proximité entre les consommateur·rices et les produits – jusqu'à surveiller en ligne la croissance des tomates de son espace potager – et une singularisation de la consommation qui interfère éventuellement avec la mise en place des espaces de réflexivité en commun.

Malgré cette individualisation de l'espace marchand en ligne, les lieux de vente mettent en place des dispositifs de communication qui soulignent la présence, voire la participation de chaque catégorie d'acteur·rices au sein de toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement. Non seulement les pôles production et consommation sont mis en relation directe de manière temporaire lors de distribution, ou avec un intermédiaire pour passer des commandes « directement », mais les consommateur·rices communiquent également entre elleux autour de leurs pratiques de consommation et des moyens d'approvisionnement. Elles sont placées dans une position réflexive vis-à-vis de leur mode de consommation, de leurs choix alimentaires ou du modèle agroalimentaire conventionnel. Les intermédiaires adoptent aussi une position réflexive en cela que la définition de leur profit, de leur gain, ne se résume pas à la captation de

la marge entre des prix d'achat et des prix de vente, ni même à la capacité à percevoir la possibilité de cet écart (Kirzner *in* Zilio 2013, 627), mais à la mise en place d'une « éthique » autour du commerce équitable et de la consommation engagée. La notion de profit elle-même sort de la visée strictement individuelle et économique puisque le gain est également un gain collectif – incluant notamment les acteur·rices de la production – et axiologique qui comprend la diffusion des valeurs portées par les associations et entreprises. Dans cette perspective, les boutiques, les marchés paysans, les restaurants comme les boutiques en ligne se font « espaces écologiques », c'est-à-dire espaces où les valeurs et les normes des éthiques écologiques prennent forme, se discutent et se diffusent.

D'autres lieux éphémères participent à la construction de la réflexivité des acteur·rices dans ces espaces marchands, ce sont les forums d'échanges autour de l'agroécologie paysanne qui sont organisés à différentes échelles et selon différentes régularités. Les circuits courts alimentaires chinois sont caractérisés par une forte influence des mondes académiques sur la conception de la relation marchande. Une réflexion est menée au sein des universités sur les rôles sociaux et écologiques des échanges économiques, qui prend appui sur des expériences de jardins partagés ou de fermes associées à des « communautés » de consommateur·rices. Si ces espaces ne sont pas eux-mêmes marchands, ils informent les espaces et les formes de transactions commerciales qui ont lieu dans les boutiques physiques et numériques.

Les thématiques liées aux débouchés économiques de l'agroécologie paysanne sont discutées et débattues aussi bien dans des espaces de formation – au sein des départements d'études rurales de certaines universités ou des établissements spécialisés – que dans des lieux spécifiques dédiés à la communication – congrès nationaux ou régionaux, forums, colloques, etc. Si les participant·es à ces réunions jouent essentiellement un rôle intermédiaire dans les réseaux de l'agroécologie, iels informent pourtant aussi bien les modes de production que de consommation.

Ces échanges ont aussi parfois lieu directement avec des producteur·rices, comme c'est le cas lors des ateliers de terroir de l'Association des ami·es des paysan·nes ou dans les séminaires de formation du centre d'étude *Sili* pour les alternatives écologiques aux pesticides. Sous l'égide de cadres universitaires ou des responsables d'associations, d'entreprises ou d'organisations de développement, les espaces de réflexions auxquels participent les intermédiaires, et parfois les producteur·rices et les consommateur·rices, sont des espaces de réflexivité.

Les rôles de chacun·e et les interactions y sont pensés et négociés au-delà des questions d'échange économique et de profit. Ils forment ainsi des « forums hybrides » (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000) où les modalités des échanges marchands et leurs significations sociales sont débattues entre spécialistes scientifiques, professionnel·les de la médiation marchande, praticien·nes de la production et de la transformation et consommateur·rices. Les espaces des transactions marchandes autour des produits de l'agroécologie paysanne prolongent et approfondissent ces questionnements. Il s'y négocie à l'échelle la plus locale les modalités de l'échange, notamment par la conception et la mise en place d'équipements, de dispositifs techniques pour cadrer ces interactions : institutionnaliser les relations de confiance, définir les prix, calculer les profits, négocier les intérêts, capter des publics, etc.

II. B. Les dispositifs techniques de l'agroécologie paysanne

À travers la construction de dispositifs techniques, les acteur·rices des réseaux alternatifs participent aux opérations de cadrage de l'espace marchand émergent.

II. B. 1. Construction de cadres normatifs

Les réseaux de transaction de l'agroécologie se construisent à l'intersection de plusieurs cadres normatifs. Le cadrage du marché, dans un contexte de capitalisme d'État, établit la qualité des produits paysans sur leur standardisation par la modernisation rurale. Dans le même temps, les circuits courts sont encadrés dans un cadrage international des *Alternative Food Networks* (AFN) dont les dispositifs de qualification passent par la relation directe ou la participation comme moyens d'appréhender l'hétérogénéité des produits (Dubuisson-Quellier 2003; Mallard 2002). Les cadrages national et international s'ajustent de manières différenciées en fonction des contextes locaux, dans les transactions auprès de personnes soixantaines non diplômées dans les montagnes du Guangxi ou auprès de jeunes retourné·es maîtrisant des compétences de négociation.

L'Association des ami·es des paysan·nes construit alors un cadre normatif au sein duquel les transactions marchandes sont chargées d'une signification et d'un mode d'action particulier. L'opération de cadrage effectuée par l'Association prend place dans les restaurants, dans les groupes en ligne et dans des espaces de discussion formels et informels. Elle concerne surtout trois aspects que sont premièrement la gastronomisation – les produits de la terre sont les aliments de la meilleure cuisine –, deuxièmement l'éthique alimentaire – l'acte de se nourrir

engage des relations tout au long de la chaîne d’approvisionnement – et troisièmement la valorisation de l’agriculture de subsistance – à travers le rôle de pratiques persistantes et le retour de jeunes dans les montagnes. Ces trois aspects sont trois facettes – culinaire, relationnelle et sociale – d’une même opération de cadrage.

II. B. 1. a. Gastronomisation des cuisines de terroir

L’agroécologie paysanne portée par l’Association est d’abord un cadre construit autour de l’idée que si ce que l’on mange est bon, c’est parce que les ingrédients qui servent à la préparation du plat sont eux-mêmes de bonne qualité.

L’Association propose une notion originale pour penser la cuisine préparée à partir de produits paysans locaux : les « aliments de terroir (*tu shicai* 土食材) ». Elle valorise la cuisine des aliments de terroir comme une gastronomie, qui passe d’abord par la promotion d’un goût authentique des produits locaux. L’expression « goût authentique », littéralement « jus original, goût original » (*yuanzhi yuanwei* 原汁原味) revient régulièrement pour justifier dans le restaurant des plats simples relevant d’une « cuisine des familles » (*jiachang cai* 家常菜) dont le goût est porté non pas tant par une préparation sophistiquée mais par la saveur des aliments fermiers qui les composent. Dans un entretien du 11 novembre 2018⁵¹, le Président commence à parler du rôle de l’Association en évoquant ce point : « Les aliments de terroir, il y a un truc, c’est qu’ils permettent à des consommateur·rices urbaines de faire l’expérience d’une tradition de goût authentique (*yuanzhi yuanwei chuantong* 原汁原味传统). » La démarche s’inscrit dans une tradition de la gastronomie chinoise, évoquant une culture de la table comme lieu central des sociabilités (Sabban 2012b).

L’un des produits-phares de l’Association est le thé à l’huile (*youcha* 油茶) que le Président ou une employée « bat » (*da* 打) au milieu du restaurant avant de le servir accompagné de riz soufflé, d’arachides et d’autres ingrédients à faire tremper. Vendu comme un « café de terroir » (*tusheng kafei* 土生咖啡)⁵², le thé à l’huile incarne une forme de sociabilité propre au Guangxi autour d’un rituel de commensalité : le thé est battu et servi sept fois, il rythme le temps long de la discussion.

⁵¹ 20181105HZ.


⁵² *Menu*, 2019.



Le Président préparant le thé à l'huile dans l'espace consacré au milieu du restaurant de Liuzhou (17 mars 2019)

手艺长在生计里面[®]
簸箕蒸粉

您看到的不是在摄影棚，那又是在做什么呢
原来是在做米粉
米浆在师傅手中均匀地摊薄在簸箕里
准备放到火上蒸
土米粉的制作不仅依赖阳光柴火簸箕
还要有世代相传的老谷本
手艺不是放在博物馆展览的
它应长在生计里面



撮饼 撮饼 大家一起来撮饼
24元/打
荞麦饼 12元/半打

柴火灶 簸箕蒸粉 土面条
炒粉/炒面 25元
肉丝煮粉/煮面 25元
清水煮粉/煮面 18元
凉拌粉/面 25元

白米饭 12元/大古 8元/小古 2元/小碗
红/黑米饭 18元/大古 15元/小古 3元/小碗
双色饭 15元/大古 12元/小古
鼎锅米饭 18元/大古 15元/小古 3元/小碗

白粥 12元/大古 8元/小古 2元/小碗
红枣小米粥 18元/大古 15元/小古 3元/小碗

头菜肉末炒饭 28元
蛋炒饭 25元

Pâtes de riz à la vapeur sur claies de bambou (Menu 2012)

« L'artisanat grandit dans la subsistance
Ce que vous voyez n'est pas un disque reflecteur pour studio photo [...]
L'artisanat n'est pas fait pour être exposé dans un musée,
Il grandit dans la subsistance »

La gastronomisation des cuisines de terroir passe ainsi par la préparation de plats d'origine populaire locale à travers la valorisation du goût des aliments communs. Si l'on rejoint l'analyse que propose Jean-Pierre Poulain sur la transformation des cultures alimentaires locales en « patrimoines gastronomiques régionaux » (Poulain 2017a: 26, 2011), les restaurants se distinguent cependant d'autres mouvements de gastronomisation des cuisines régionales en cela qu'ils ne revendiquent pas une cuisine « du Guangxi » (*guicai* 桂菜) mais bien des aliments locaux avant tout⁵³.

La définition des aliments de terroir constitue une démarche réflexive des acteur·rices à travers les « Ateliers sur les aliments de terroir » (*tu shicai gongzuofang* 土食材工作坊) et la recherche-action associée. Par des moments de discussion, de réflexion en commun, des membres de l'Association, producteur·rices ou distributeur·rices définissent avec des militant·es écologistes et des chercheur·ses en agronomie des « aliments de terroir ». Des temps de recherche sont mis en place pour évaluer dans les fermes les processus de fabrication, les savoir-faire locaux, l'écologie de la production. Par les allers-retours entre les terrains et les espaces de communication et de restitution, les ateliers participent également à définir la cuisine du restaurant et la culture de certains produits comme constitutifs d'une gastronomie de la cuisine de terroir, dans le sens de cuisine locale de produits écologiques paysans.

II. B. 1. b. Marketing des éthiques alimentaires : pourquoi bien manger ?

Dans cette perspective, l'Association construit une éthique alimentaire (Coutellec et Pierron 2017) en soulignant l'importance de toutes les relations préexistantes au service d'un plat dans le restaurant. Le cadre normatif s'étend du produit lui-même aux relations dont il est issu. Dans le prolongement de la réflexion sur le goût authentique, le Président estime que le mangeur·se éprouve à travers les aliments de terroir le travail effectué par les producteur·rices. Le Président continue ainsi la phrase citée en amont :

Les aliments de terroir, il y a un truc, c'est qu'ils permettent à des consommateur·rices urbaines de faire l'expérience d'une tradition de goût authentique. Autrement dit, ces ingrédients, ces aliments, sont produits par la culture traditionnelle, donc à travers ces aliments de terroir c'est comme si les consommateur·rices faisaient déjà l'expérience de l'environnement rural, c'est comme ça que je le vois⁵⁴.

L'éthique alimentaire de l'Association passe par une vision du monde, un ensemble de valeurs et une série de critères qui établissent un cadre de signification autour de l'acte de se nourrir de produits fermiers et, partant, de participer aux transactions marchandes de l'agroécologie

⁵³ Voir par exemple le « goût du poulet fermier » en IV.B.3.b. de cette partie.

⁵⁴ Entretien avec le Président, 11 novembre 2018, 20181111HZ.

paysanne⁵⁵. Le restaurant construit la promotion du service qu'il propose autour de cette éthique des relations, et contre « l'anonymisation des biens alimentaires » (Granchamp 2019).

Les restaurants incarnent ainsi davantage que les autres espaces une éthique alimentaire des cercles de l'agroécologie paysanne : parce que sont présentés sur place, dans le moment même de la consommation, des éléments qui ont participé à la formation des aliments servis, la consommation au sein des restaurants offre une perception élargie de ce qu'est l'acte de se nourrir. L'expérience de consommation est enrichie alors que ce qui est mangé n'est pas uniquement un aliment mais également le récit de relations dans lequel celui-ci s'insère. Les restaurants exposent ainsi des instruments de musique et costumes rituels qui évoquent la spiritualité des populations productrices lors des fêtes religieuses, des calendriers agricoles au sein desquels elles s'inscrivent, quelques volailles empaillées, variétés indigènes de transmission familiales, des outils de travail dans les rizières et les champs, des nasses à poissons etc. L'espace des restaurants incarne ainsi une vision du monde selon laquelle l'acte de se nourrir entraîne la mise en relation de la personne qui mange avec les entités qui constituent les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement. Il interroge ce que signifie l'acte de se nourrir au regard de la chaîne d'approvisionnement et développe par là une définition de l'agroécologie paysanne enrichie de cette éthique alimentaire des relations.



Le restaurant *Aux bons produits de la terre* à Nanning (28 mars 2019)

Au mur, à droite des chapeaux et des outils en bambou, une banderole indique : « Manger correctement est un acte agricole ».

Bien manger, c'est ainsi manger sainement mais aussi manger éthiquement. Prendre en compte les différents agents à l'œuvre dans la chaîne de production des aliments revient à mettre en

⁵⁵ Pour plus de détails sur l'éthique alimentaire, lire la sous-partie B du chapitre III de cette partie.

scène la considération des mangeur·ses pour ce qu'engage leur action auprès des personnes productrices comme des animaux, des végétaux, des éléments naturels et spirituels. L'éthique alimentaire de l'Association se retrouve notamment dans les questions de réappropriation des terres, du travail et de la rémunération des communautés paysannes.

II. B. 1. c. La vieille paysanne et le jeune retourné : deux modèles de retour à la terre

Dans cette perspective, le cadre normatif de l'agroécologie paysanne implique également une dimension sociale et environnementale. Deux formes de retour à la terre sont mises en valeur : le recours à une agriculture de subsistance persistante et le renouveau d'une petite paysannerie par des jeunes retourné·es. Dans les deux cas, l'Association souligne le rôle des producteur·rices dans une communauté locale, qui valorisent des produits et des savoir-faire en désuétude.

La première forme consiste à recréer des liens de circuits courts entre les zones de montagne et les centres urbains. Le sens de « retour » désigne alors la résurgence de pratiques agricoles et alimentaires anciennes sous l'effet d'une demande urbaine croissante. La seconde désigne plus concrètement les jeunes qui retournent dans les campagnes (*fanxiang qingnian* 返乡青年) afin d'y exercer une activité d'ordre agricole, que ce soit la production ou la mise en valeur d'agricultures locales. Ces deux retours se chevauchent en cela que le lien entre les villes et les campagnes est souvent opéré par ces « jeunes ». La question de la transmission y est centrale, aussi bien des savoir-faire – comme ceux du tofu en saumure, des pâtes de riz sur claies ou des feuilles de tofu-bambou sur cuves de fonte – que celle des variétés indigènes végétales et animales – transmises au sein des familles rurales (*jiachuan pinzhong* 家传品种) ou dans des banques de semences paysannes. Aussi bien les jeunes populations qui s'installent en zone rurale que les populations plus âgées qui y demeurent encore – qui y survivent – sont à contrecourant du développement du capitalisme marchand. Les politiques de modernisation rurale et les idéaux liés à un « rêve chinois » (*zhongguo meng* 中国梦) urbain transmis aussi bien lors de la construction d'établissements scolaires que de routes nouvelles, encouragent les déplacements des campagnes vers les villes et rendent tout autant difficile de rester dans les zones montagneuses reculées que d'y retourner.

La mise en place de réseaux de transactions marchandes dans lesquels circulent les produits de ces agricultures résurgentes participe alors d'un mouvement de soutien économique aux groupes de resté·es et de retourné·es. Ce mouvement est social et environnemental en cela qu'il s'inscrit dans des démarches plurielles pour l'indépendance des populations vis-à-vis de

l'économie de marché. Elles sont relatives à la terre et à l'environnement naturel, mais tout autant aux possibilités de vivre ensemble selon des sociabilités – vis-à-vis des transferts de propriété, de l'utilisation plus ou moins forcée d'intrants chimiques, de capacité pour les populations locales à subvenir à leurs besoins en s'appuyant sur les ressources locales et en se limitant à celles-ci, plutôt qu'à d'autres formes de subventions recréant de la dépendance.

En ce sens, la démarche de l'Association établit un cadre qui donne sens aux transactions marchandes qui ont cours dans les espaces qu'elle met en place et autour des produits fermiers qui y circulent. Les dispositifs relationnels qui relient les différents acteur·rices des réseaux de l'Association sont autant d'opérations de cadrage – sous des aspects culinaire, éthique, social, etc. Le cadre ainsi construit définit dans le même temps l'approche de l'agroécologie de l'Association. Elle s'inscrit dans des controverses avec les autres organisations de l'agroécologie sociale avec lesquelles l'Association construit les réseaux agroalimentaires alternatifs chinois.

Le cadrage effectué par l'Association dans ses restaurants et les événements qu'elle organise prend forme dans des discours, à travers des récits d'expériences et dans des mises en scènes matérielles dans les espaces de distribution. Il est transmis, ou s'impose aux consommateur·rices à travers des dispositifs marchands qui soulignent justement comment ce cadrage permet de recomposer la confiance, d'identifier et de qualifier les aliments paysans.

II. B. 2. Circuits courts et relations de confiance

La forme principale d'échange dans les réseaux de transaction de l'agroécologie chinoise est le circuit court alimentaire entre des producteur·rices et des consommateur·rices avec zéro, un ou deux intermédiaires. Cette forme d'agencement marchand – en ligne, dans des marchés, dans des boutiques, etc. – fait l'objet d'un renouveau dans les pratiques de consommation urbaines depuis les années 1990 en France et dans les pays anglo-saxon (Chiffolleau 2019; Deverre et Lamine 2010).

Une des questions récurrentes dans l'espace marchand de l'agroécologie paysanne, la confiance entre les différents pôles de la chaîne d'approvisionnement, renvoie à la disponibilité des informations publiques concernant les produits. Dans le contexte de méfiance vis-à-vis de l'industrie agroalimentaire, les informations transmises par les entreprises de cette industrie, mais aussi par les tenants des autorités politiques relevant de l'alimentation biologique, sont considérées comme au moins incomplètes, au plus comme falsifiées. Comment alors définir la

qualité d'un produit lorsque l'information publique fait défaut ? C'est la question à laquelle tente de répondre la notion d'économie de la qualité proposée par L. Karpik (1989; 1996). Ce dernier interroge les dispositifs de confiance mis en œuvre pour attester de la qualité des produits et des services. Dans un premier temps, nous abordons la question de la confiance à partir d'une réflexion sur les produits et privilégions en ce sens l'analyse des dispositifs de confiance dans les réseaux alimentaires alternatifs. Le défaut d'information est pallié par des dispositifs personnels, comme l'interconnaissance et l'établissement d'un « marché-réseau », et impersonnels, à plus grande échelle et sans relation de connaissance directe, comme les guides et les classements. Ceux-ci participent à redéfinir l'agroécologie par des opérations de cadrage autour des nouvelles informations.

II. B. 2. a. Marché-réseaux et dispositifs de jugement personnel

« Le défaut de confiance réciproque, c'est comme une trace de pesticides au fond du cœur » (*mei you huxin, cai shi xinzhong de nongcan* 没有互信, 才是心中的农残). Cette formule est inscrite dans le menu des restaurants *Aux bons produits de la terre*⁵⁶, elle fait directement écho aux répercussions des scandales alimentaires sur le rapport de confiance des consommateur·rices à leur nourriture et aux pratiques de production. Les échanges de produits s'organisent autour de la notion de confiance (*xinren* 信任). Comment avoir confiance dans les produits consommés ? Cette question est posée aussi bien par des consommateur·rices que par des intermédiaires. La relation de confiance se constitue progressivement. Dans le cas de l'Association des ami·es des paysan·nes et de la collecte dans des foires paysannes de produits de l'agriculture de subsistance, la question est celle de la régularité, de l'institutionnalisation d'une relation de confiance personnelle entre la pluralité des vendeurs et vendeuses présentes dans les marchés et l'émissaire du restaurant.

Parce que l'Association est reconnue au sein des cercles pour le maintien de l'agriculture paysanne en Chine, c'est la confiance dans le jugement même de son Président-fondateur qui légitime la démarche d'authentification aux yeux des consommateur·rices. Pourtant, le processus d'identification des savoir-faire commence, avant tout, par une expérience individuelle des pratiques paysannes. Le Président évoque ainsi les premiers pas de l'Association : « Au début, j'allais sur les marchés, j'allais voir les paysan·nes avec les étals les plus petits. S'ils me disaient que c'était planté dans leur jardin sans produits chimiques, je leur achetais tout et j'allais voir chez eux »⁵⁷. L'expérience ponctuelle d'un rapport de confiance

⁵⁶ Menu 2019.

⁵⁷ Note de terrain, 29 septembre 2017.

personnel est transformée par la répétition et la régularité des transactions. Dans un entretien sur les démarchages de l'Association dans des foires de montagne, le Président décrit :

J'ai tout vu, tout genre d'escrocs, toutes les entourloupes, mais je m'en moquais. Même lorsqu'on se faisait avoir ça ne nous faisait ni chaud ni froid. C'est comme ça, tu te fais avoir une fois, pas deux. Quand on collectait les œufs fermiers à l'époque ça valait le détour. On allait dans des foires de village, des marchés paysans traditionnels, dans les campagnes, pas en ville. Dès que notre voiture s'arrêtait sur place, les paysan·nes reconnaissaient la voiture, pas nous, ils voyaient la voiture et : « le patron arrive, le patron arrive, je vais pouvoir écouler mes œufs ! » On n'était pas encore arrivé qu'iels faisaient déjà la queue d'ici à là-bas en nous attendant. Quel sentiment de réussite ahah. [...] Il y avait des paysan·nes très drôles, iels... parce qu'il y avait tellement de monde qui faisait la queue pour nous vendre des œufs, comment est-ce qu'on pouvait savoir si les œufs étaient vraiment fermiers, hein ? Il y avait des paysan·nes très malines, qui disaient : « Tu es déjà venu chez nous », parce qu'on allait aussi voir les fermes. Ou il y en avait qui rapportaient un reçu, ou bien qui montraient un menu ou un journal des restaurants *Aux bons produits de la terre*, « c'est un journal que tu m'as donné, ça certifie mes œufs, on se connaît. » Je trouve que ça aussi ça fait réfléchir⁵⁸.

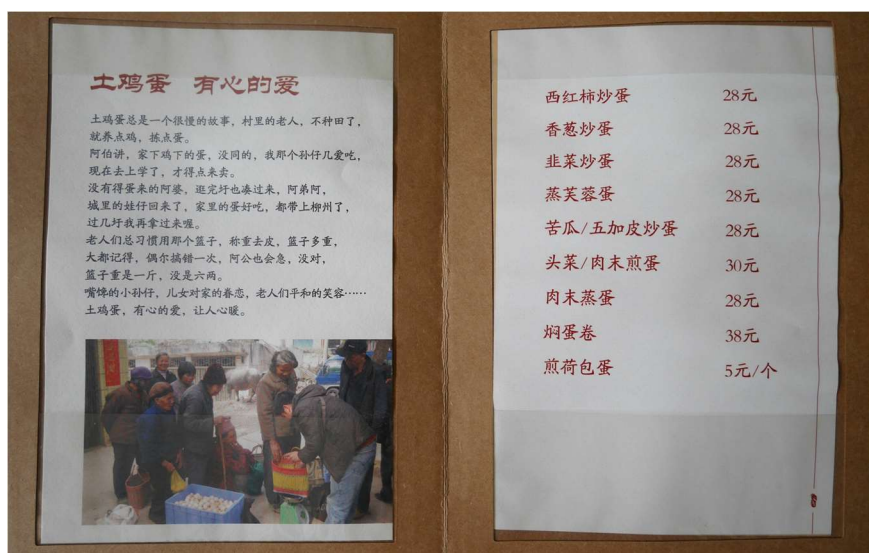
Dans l'anecdote du Président, l'Association met en place, pour se procurer des aliments « sains », un dispositif de confiance dans des producteur·rices avec lesquelles elle n'a pas de relation régulière. « Se faire avoir une fois, pas deux » consiste alors à exclure la fraude des transactions régulières afin d'établir une relation institutionnalisée. Une idée reste récurrente dans la plupart des discours des consommateur·rices comme dans celui du Président, c'est qu'il y a toujours un risque de se faire avoir, que les producteur·rices sont susceptibles d'être des « escrocs ». Devant cette méfiance, le Président, ou l'émissaire de la « section des aliments », effectue un choix, une première sélection, pour garantir la qualité des aliments. Il assure un rôle d'intermédiation de la confiance entre les producteur·rices et les consommateur·rices. Pour ce faire, il met en place avec les producteur·rices des dispositifs de jugement personnel, fondés sur l'expérience pragmatique de la relation interpersonnelle et des produits, visibles sur l'étal même – taille, forme, variété –, et dont la qualité de production est éventuellement vérifiée par des visites dans les fermes.

Les producteur·rices inventent des astuces pour se faire voir et reconnaître du Président, qui sont autant de stratagèmes pour pallier l'absence de label ou d'un système de reconnaissance institué. Le Président est attendu, les producteur·rices tentent de vendre leurs produits à travers des rhétoriques de la confiance (« on se connaît », « tu as déjà acheté... », « voici une preuve écrite », ils le nomment « patron », etc...). Il s'agit alors d'une première étape de

⁵⁸ Entretien avec le Président et Away, 6 novembre 2018, 20181106HZco.

l'intermédiation de la confiance (Chantelat et Vignal 2002) qui se joue là, la reconnaissance de la qualité d'un savoir-faire paysan. Après une première rencontre avec des producteur·rices, la « section des aliments » certifie la qualité des aliments en visitant les espaces de production, en s'assurant du respect d'un certains nombres de critères construits à la fois par une appréhension locale et paysanne de l'agroécologie et par les demandes de qualité des consommateur·rices. Sur le long terme, la relation de confiance s'institutionnalise par des visites régulières des lieux de production, au moins semestrielles. La seconde étape dans l'intermédiation de confiance consistera alors ensuite à transmettre cette expérience aux consommateur·rices urbains des restaurants ou des paniers de légumes, sous la forme d'une expertise.

Le Président, représentant de la « section des aliments », établit ainsi un processus d'authentification par l'expérience et la délégation de la confiance : (1) il fait l'inventaire de savoir-faire de subsistance, (2) il en détermine le caractère « paysan » par une expérience vécue, régulièrement renouvelée, dans les fermes, les coopératives, les foires de montagne, (3) il discute de l'héritage local avec les producteur·rices, définit avec eux la dimension traditionnelle de leurs pratiques, (4) il met en scène les savoir-faire dans les restaurants où sont servis les aliments cuisinés en y présentant des affiches, des brochures pédagogiques imagées, des outils agricoles, des animaux empaillés, des vêtements indigènes, de l'artisanat, etc.



La queue pour vendre les œufs fermiers (Menu, 2012)

Commentaire : « Les œufs fermiers, c'est toujours une histoire très lente. Les anciens au village ne cultivent plus la terre, alors iels élèvent quelques poules, iels s'occupent des œufs. [...] »

L'image et le récit tendent à construire la relation de confiance personnelle.

Le Président met ainsi en place un « marché-réseau », pour reprendre la notion de Karpik analysant les dispositifs de confiance dans une économie de la qualité. Karpik (1996: 532) le définit ainsi :

Le marché-réseau se distingue du marché conventionnel fondé sur une relation bilatérale autour d'une information publique par une relation triangulaire dans laquelle une tierce partie, à laquelle on fait confiance pour son expérience et son désintéressement, devient la source et le garant d'une information qui crée les conditions nécessaires aux engagements contractuels.

À travers la mise en scène de l'histoire de l'Association, constituée au départ de consommateur·rices cherchant à obtenir des produits pour elleux-mêmes, le Président construit une image de désintéressement. Il recherche des produits sains pour lui. Les circuits courts avec des prix plus élevés que ceux du marché répondent également à un impératif culturel de préservation des pratiques et des aliments. Le Président en tire cependant des rétributions symboliques – son Association et sa personne sont renommées dans les cercles nationaux de l'agroécologie. En tant qu'actionnaire principal (investissement qu'il estime à 70% des sommes engagées dans l'Association et les restaurants), il tire également un revenu depuis la fin des années 2000. Le désintéressement ne relève pourtant pas uniquement d'un travail de marketing pour légitimer les circuits d'approvisionnement, il prend aussi des formes matérielles : la rémunération du Président est par exemple inférieure à celle de certain·es employé·es⁵⁹. Contrairement à la quasi-intégralité des intermédiaires marchand·es rencontrées pendant la thèse, le Président est extrêmement timide, il refuse de diffuser une image publique de lui-même et est également très réticent à prendre la parole en public.

Le Président achetant les produits au-dessus du prix habituel des foires paysannes « a cassé le marché » (*pohuai le hangjing* 破坏了行情). Il change la donne dans l'information publique concernant les produits vendus. Il associe une valeur plus élevée à des produits « paysans », « traditionnels » plutôt qu'à d'autres. Il rompt ainsi un équilibre qui existait dans les échanges marchands avant cette mise en valeur, et selon lequel un œuf de poule élevée en batterie avait le même prix, voire était plus cher qu'un œuf fermier. Cette démarche participe à établir de nouveaux produits « paysans » en les distinguant d'autres produits « non-fermiers », voire industriels.

En revanche, ni le Président ni les consommateur·rices de l'Association n'ont accès à une quelconque forme d'information publique concernant le produit. L'information est privée et

⁵⁹ Les co-gérants et les chef·fes cuisinières.

récoltée par le Président, intermédiaire pour l'Association, en même temps que le produit est acheté. L'information devient publique quand elle est garantie par l'intermédiaire à qui les client·es accordent leur confiance. Dans le cadre singulier de la collecte de produits de l'agriculture de subsistance, ce ne sont pas tant les producteur·rices qui sont à l'origine de l'information publique que les intermédiaires. Le rôle prépondérant des intermédiaires rejoint l'analyse de l'information publique disponible selon un *régime professionnel* d'une économie de la qualité, qui « combine le service professionnalisé fondé sur le pouvoir discrétionnaire du praticien, la connaissance procurée par le marché-réseau, la confiance-croyance et une garantie apportée au public par des dispositifs de contrôle imposés par le pouvoir professionnel » (Karpik 2013: 187). Une des formes d'institutionnalisation de transactions marchandes de confiance passe ainsi par la transmission de poules de variétés anciennes et locales à des paysan·nes dont les conditions d'élevage ont été ainsi authentifiées afin d'en collecter ensuite les œufs, dans ce que l'Association nomme son « programme de transmission des poulets fermiers » (*tuji chuandi jihua* 土鸡传递计划). Cette analyse est également applicable à d'autres plateformes qui collectent les produits vendus – comme Premier Secrétaire Liu ou une partie des produits de la Communauté des Tomates de Zimeng. La situation est différente lorsque la production est organisée en concertation avec les plateformes de vente.

II. B. 2. b. Appellations et dispositifs impersonnels

Au-delà des relations réitérées dans les foires paysannes, l'Association construit des relations continues avec des fermes et coopératives qui intègrent et transforment son « marché-réseau ». L'Association des ami·es des paysan·nes soutient l'initiative d'un jeune retourné à la terre, Qiu Ge, qui s'engage dans la mise en place d'une ferme écologique familiale autour de la production de légumes, de riz, de porcs, de canards et de sucre rouge. Cette ferme devient l'espace de production principal pour fournir le restaurant de Liuzhou. La relation de confiance entre le Président et Qiu Ge est constitutive de la relation marchande, elle s'inscrit dans une relation d'amitié et dans une relation professionnelle fondée à la fois sur l'interdépendance entre les deux espaces – de production et de distribution – et sur l'autonomie entre eux. Les produits sont donc le résultat d'une démarche concertée de production selon les critères définis en commun de l'agroécologie paysanne.

Cette démarche entraîne dans le même temps une autre relation à l'information publique : la qualité et le prix des produits font l'objet d'une définition commune par le producteur et le revendeur, qui établissent directement l'information rendue publique pour les

consommateur·rices. Ils mettent alors en place un dispositif impersonnel fondé sur la diffusion d'informations qui viennent qualifier des produits spécifiques.

L'Association, bien qu'elle ne soit pas reconnue officiellement comme telle, devient une marque, voire un label (Bergeron, Castel, et Dubuisson-Quellier 2014; Rodet 2013) – le logo des restaurants est apposé sur des produits vendus dans la boutique et dans d'autres boutiques ailleurs en Chine, il authentifie les produits comme ayant suivi un processus de sélection et de production propre à l'Association. Cette forme de coordination est analysée par Karpik comme un *régime de l'authenticité* (Karpik 2013: 185). Dans les cercles de l'agroécologie paysanne, l'Association des ami·es des paysan·nes devient une « appellation » reconnue, entendue comme un mécanisme qui associe « des noms à des constructions délibérées de la singularité » (Karpik 1996). Elle devient une référence qui garantit et certifie les produits vendus à travers l'authentification d'un environnement et de savoir-faire de production. Le dispositif mis en place selon ce régime est ainsi (1) impersonnel – on connaît l'appellation et non les acteur·rices, même si l'on a pu entendre parler du Président –, (2) substantiel – les connaissances visent les contenus spécifiques des produits, les qualités écologiques, les savoir-faire de production, etc. –, et (3) il porte sur un marché restreint – celui des consommateur·rices de l'agroécologie paysanne à travers un nombre limité d'espaces de vente. La construction des informations publiques se fait cependant toujours à travers des dispositifs personnels relevant du marché-réseau de l'Association. La valorisation des produits s'effectue au sein de groupes d'interconnaissance, que ce soit en dehors des marchés – dans des sociabilités autour des jeunes enfants notamment – ou en leur sein, dans la relation de confiance personnelle tissée avec les intermédiaires revendeur·ses dans les boutiques physiques ou numériques.

D'autres dispositifs impersonnels complètent l'information construite par le duo producteur-intermédiaire et renforcent la reconnaissance de l'appellation des ami·es des paysan·nes. Les produits de la ferme de Qiu Ge sont testés selon des procédés scientifiques définis par des organismes tiers de l'agriculture biologique. Si l'Association ne fait pas certifier les produits par des labels biologiques officiels, elle reprend cependant leurs normes de qualité et compare les résultats obtenus sur les analyses des produits de la ferme avec ces critères définis selon des expertises scientifiques. Ces analyses, rendues publiques par une autre plateforme de vente qui distribue également les produits de la ferme de Qiu Ge à Beijing (*Beijing Fuping*), participent à renforcer le dispositif de jugement impersonnel. Une plateforme tierce assoit la reconnaissance des produits de l'Association selon les critères officiels de l'agriculture biologique : elle confirme la qualité des produits analysés – et la justesse de l'information

publique établie par l'Association – et prévient en tant que tierce partie désintéressée les risques de falsification des chiffres ou de corruption qui sont à l'origine de nombreux scandales alimentaires. Cette perspective d'analyse construit un lien entre des phénomènes d'incertitude alimentaire se multipliant dans l'industrie agroalimentaire à l'échelle internationale et les réponses qui y sont apportées (Sylvander 1994). La certification engage un processus de singularisation de l'offre qui se détache par ces agencements marchands des autres produits proposés dans le marché (Karpik 1996: 2013).

La transformation du nom de l'Association en une appellation est renforcée par une autre forme de dispositif de jugement impersonnel : la réputation. Jouant comme un « mécanisme de neutralisation de l'opportunisme » (Karpik 1996), la réputation de l'Association et des produits vendus est renouvelée régulièrement par les discours d'autres plateformes intermédiaires distribuant ses produits. Des entrepreneur·ses comme des consommateur·rices particulières sont invitées à visiter la ferme, à suivre les processus mis en œuvre dans l'agroécologie, les savoir-faire traditionnels mobilisés, le rapport aux cycles écologiques végétaux et animaux, etc. Ces visites sont l'occasion de récits diffusés en ligne ou dans les « espaces écologiques » comme témoignages de l'authenticité des pratiques de la ferme. Les visiteur·ses prennent des photographies des lieux, des travailleur·ses, des produits, des jardins, des enclos, et construisent un récit personnalisé de leur expérience. La participation de ces publics aux activités de production met en scène la relation directe entre la production et la consommation. Elle contribue à établir la réputation de l'Association au sein des cercles restreints de l'agroécologie paysanne.

Les intermédiaires en visite chez Qiu Ge (4 janvier 2019)

Un intermédiaire explique au producteur (Qiu Ge, au centre) et au boucher présent pour l'occasion (au premier plan à gauche) comment les porcs sont découpés dans sa région, pendant que d'autres documentent les travaux de la ferme.



II. B. 2. c. Reprises des équipements marchands, sélection et collection

En établissant un réseau alternatif aux circuits industriels, l'Association reprend cependant des méthodes d'authentification et de garantie de la confiance qui sont en partie issues des équipements techniques des sphères marchandes conventionnelles, comme les labels, la réputation, etc. En retour, les dispositifs singuliers qu'elle met en place sont également repris et détournés dans d'autres espaces marchands. Alors que le premier restaurant *Aux bons produits de la terre* était le seul à proposer ces services au milieu des années 2000, ils sont plus d'une dizaine à Liuzhou à la fin des années 2010, qui s'inspirent ou copient minutieusement le logo du restaurant, le design du menu et des locaux, les habits de travail des cuisinier·ères et serveur·ses. Les restaurants concurrents mettent en scène dans leurs locaux les équipements marchands inventés par l'Association : des photographies attestent des relations personnelles et de la vente directe, de l'environnement naturel d'élevage et de maraîchage, des graphiques indiquent la distance de production ou les critères scientifiques de qualité des produits. Le modèle de l'Association est ainsi reproduit par des restaurants de Liuzhou qui s'arrangent cependant avec les principes fondateurs du restaurant *Aux bons produits de la terre*. Tout en s'inspirant des discours de l'Association des ami·es des paysan·nes concernant la provenance des produits et leur transformation minimale dans la préparation culinaire, les restaurants concurrents n'en respectent pas toujours scrupuleusement les normes. En cuisine, ils utilisent éventuellement des produits exclus des restaurants de l'Association ou ne se fournissent pas nécessairement auprès de producteur·rices en agroécologie. Dans un processus de récupération des répertoires d'action contestataires (Zelizer 1978), la multiplication des restaurants de terroir plus ou moins industriels se fonde ainsi en partie sur la construction d'arguments marketing inspirés de leur mise en cause. En ce sens, la circulation des équipements marchands, par des allers-et-retours entre sphère alternative (contestataire) et industrielle, souligne les capacités d'adaptation de l'économie de marché à sa critique (Dubuisson-Quellier 2011; Boltanski et Chiapello 2011).

Les copies du restaurant font parfois davantage de bénéfices que le premier, suivant un processus proche de la « sélection adverse » que décrit Akerlof à propos du marché des voitures d'occasion (Akerlof 1970). Les client·es des restaurants se tournent davantage vers des restaurants qui proposent un service similaire pour un prix moins élevé. Frank Cochoy (2012a) écrit ainsi pour résumer le processus de sélection adverse :

En situation d'asymétrie d'information (lorsque par exemple le vendeur en sait plus sur son produit que l'acheteur), les mauvais produits chassent les bons ; en effet, en l'absence d'information sur la qualité, l'acheteur n'a aucune raison de payer le bien

recherché davantage que le prix moyen du marché, de sorte que les bons produits, plus chers car plus coûteux à produire mais « pris au piège » de l'absence d'information, ne trouvent plus preneur.

D'où provient l'asymétrie d'information ? D'une part dans le cas de l'Association, le vendeur en sait plus sur son produit que les acheteur·ses – en partie parce qu'il met justement lui-même en place les dispositifs de connaissance afin de transmettre son expérience –, d'autre part les acheteur·ses en savent davantage que le vendeur, sur leurs exigences notamment, en termes de packaging, de disponibilité, de prix, etc. Le Président se trouve en quelque sorte « pris au piège » lui aussi. Dans un contexte de méfiance des produits alimentaires, il met en place de nouveaux dispositifs de confiance comme autant d'équipements pour recréer de l'information publique et ajuster une offre paysanne à une demande urbaine (Dubuisson-Quellier 2003). Dans le cadre des paniers maraîchers distribués dans les restaurants et vendus par des transactions en ligne, l'information circule : les consommateur·rices entrent numériquement directement en contact avec les producteur·rices et peuvent vérifier de manière renouvelée, presque instantanément, la relation interpersonnelle de confiance. Dans le cadre de restaurants cependant, la clientèle est moins attachée – elle maintient des contacts moins réguliers et moins assidus – et les dispositifs de confiance peuvent être plus facilement mis en scène sans que cela n'engage réellement l'origine des produits ni ce qui se passe en cuisine. En ce qui concerne les restaurants de l'Association, des consommateur·rices ont reproché au Président ses prix en le comparant avec des concurrents moins scrupuleux, et se sont détachés de ses restaurants.

Les contradictions, les conflits qui peuvent émerger des asymétries d'information reposent notamment sur le fait que le réseau n'est pas uniquement un réseau marchand de produits paysans, mais aussi un espace de mise en relations autour de la promotion d'une vision du monde. Ce que font les acteur·rices intermédiaires des réseaux de l'agroécologie paysanne, ce n'est pas seulement de vendre des produits spécifiques, mais c'est aussi et surtout de redéfinir l'agroécologie paysanne et de réunir un public autour de cette notion.

L'Association met en place un double processus de sélection et de collection (Cochoy 2012a) pour identifier un ensemble de produits de l'agroécologie paysanne. Dans un premier temps, elle sélectionne des produits parmi un ensemble indéterminé de produits assimilés : par les choix que la « section des aliments » de l'Association effectue, elle assure à son public que le produit redistribué est passé par un tri, qu'il répond à certains critères de sélection sur lesquels les consommateur·rices peuvent se reposer.

La place donnée au terme « paysan » (*xiaonong* 小农) est centrale, sa définition donne le « la » qui oriente le travail de sélection des produits. La sélection des produits paysans participe à définir ce qu'est l'agroécologie paysanne autour de critères de confiance et de développement de nouvelles formes de production. La taille de l'exploitation, le savoir-faire agricole, l'ancrage dans des cycles écologiques constituent des critères liés aux modes de production. Le circuit court et la relation d'interconnaissance constituent des critères liés aux formes de distribution. La réappropriation par les populations productrices des moyens de production et la participation à la définition des prix constituent des critères liés à la conception sociale de l'acte agricole. Le processus de sélection marchande rejoint ainsi un processus de promotion d'une appréhension écologique et sociale de l'agriculture et de l'alimentation en général.

La diffusion de cette vision du monde fait des intermédiaires des entrepreneur·ses de la consommation éthique qui ne sont pas uniquement intéressés par un profit pécunier mais aussi par la diffusion d'une idéologie (Micheletti 2003). Iels s'engagent alors au-delà des rapports marchands dans d'autres formes de dispositifs impersonnels – extérieurs aux liens production-médiation – pour vendre non seulement leurs produits mais surtout leurs idées, comme les certifications d'entreprises sociales ou les concours d'entrepreneuriat social. Iels prennent part dans des débats publics sur l'agriculture, la santé, les transformations rurales en tant qu'« entrepreneur·ses de causes » (Steiner et Trespeuch 2014). Des controverses se construisent entre les différents entrepreneur·ses et les différentes visions du monde, qui les distinguent autant qu'elles les rapprochent. Des rapports de concurrence et de coopération se mettent en place, les deux se succèdent parfois dans le temps ou encore donnent lieu à des formes de coopération entre concurrents (Lazega 2013). La compétition « s'établit entre pairs qui partagent une commune mesure, des équivalences et des classements », elle constitue également une « instance socialisatrice » au sein d'un cercle restreint (Bruno 2012).

L'Association effectue alors également dans un second temps une action de collection : elle réunit sur sa plateforme de vente et dans ses restaurants des produits de différents types, elle établit les critères qui les rapprochent, parce qu'ils répondent à des caractéristiques communes – écologiques, paysannes, éthiques, etc. – qu'aucune autre plateforme de vente n'avaient identifiées auparavant. L'Association propose ainsi un ensemble d'aliments produits dans des lieux variés, réunis sur les critères de sélection en une collection d'aliments de terroir, paysans et écologiques. Les plateformes réunissent des aliments issus d'espaces de production éparés, à l'échelle de la région ou du pays. Elles les transforment en faisant émerger de nouvelles catégories marchandes – produits de terroir, paysans, biologiques, locaux, etc. La formulation

de ces catégories n'a pas uniquement pour effet de renouveler l'offre des systèmes alimentaires mais de proposer également des visions du monde « alternatives » – en matière d'ancrage environnemental, de statut social des populations rurales, d'implications du parcours des aliments dans la chaîne d'approvisionnement.

Dans cette perspective, l'espace marchand de l'Association participe aussi d'une collection des publics : il réunit autour de produits et de la définition des critères de qualité deux collectifs distincts, des producteur·rices d'un côté, des consommateur·rices de l'autre. Ils constituent parfois un collectif commun, comme les groupes en ligne d'échanges à propos des produits ou à l'occasion des ateliers de terroir. En ce sens, les visions du monde s'érigent en « systèmes alternatifs » qui informent les ordres sociaux, par la collaboration avec des producteur·rices en coopératives, aussi bien qu'avec d'autres publics d'intermédiaires et de consommateur·rices. Le vocabulaire de la communauté et de la coopération souligne davantage encore ces processus de collection, en particulier dans des « collectifs d'entraide entre la ville et la campagne » (*chengxiang huzhu zuzhi* 城乡互助组织) et dans les coopératives de consommateur·rices (*xiaofeizhe hezuoshe* 消费者合作社) qui forment la clientèle de l'agroécologie.

Les processus de sélection et de collection soulignent ainsi à quel point les agencements marchands sont au centre d'une dynamique des liens sociaux en train de se faire et de se défaire (Cochoy 2012b). Par la mise en place de dispositifs de jugement, l'Association des ami·es des paysan·nes participe à transformer l'information publique concernant les aliments issus d'une production paysanne. Pour que l'information soit transmise, crue, et que le public reste attaché aux restaurants, l'Association lui accorde une place active dans le choix des produits, des espaces de production, des emballages, etc. Elle met en place des processus de qualification qui consistent notamment à adapter les singularités des produits aux moyens d'engagement des consommateur·rices.

II. B. 3. Liens marchands et économie des qualités

L'évaluation de la qualité des produits soulève la question des interactions complexes entre les acteur·rices dans les processus dynamiques de qualification et surtout de requalification, qui incluent toutes les opérations de production, de transformation et de distribution. La réflexion se déplace d'une économie de la qualité centrée sur la définition de la qualité d'un produit à une économie des qualités qui interroge les processus d'évaluation et d'attachement des consommateur·rices (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000). Les consommateur·rices participent avec les autres acteur·rices à l'objectivation de ces qualités dans des processus

réflexifs de qualification (Musselin *et al.* 2002). Les plateformes intermédiaires proposent en ce sens non pas seulement des produits, mais surtout des services de singularisation de l'offre à la demande. Le rôle participatif des publics remet parfois en question celui des intermédiaires et les services qu'ils proposent. Les conflits entre les consommateur·rices et les producteur·rices-intermédiaires soulignent que les dispositifs d'attachement des consommateur·rices sont aussi l'objet de négociations.

II. B. 3. a. Qualification et singularisation

Les produits de l'agroécologie paysanne sont inscrits dans une économie des qualités. Cette notion est reprise par Callon, Méadel et Rabeharisoa dans un article éponyme (2000), dans le prolongement la théorie de l'économie de la qualité de L. Karpik (1989). La question se décale de la problématique de la confiance dans un produit ou un intermédiaire lorsque manque l'information publique à celle de la construction des critères de qualité dans un processus d'allers-retours réflexif entre les acteur·rices de l'offre et de la demande.

L'Association des ami·es des paysan·nes opère une transformation de la représentation des produits paysans. Dans un processus de qualification, elle attribue des propriétés – des qualités – à des biens alimentaires que discréditent par ailleurs les politiques de modernisation rurale car non contrôlés à travers les circuits de production industrielle. L'Association fournit en ce sens un cadrage au marché qui ne permet pas de traiter de telles qualités (Dubuisson-Quellier 2003). La qualification désigne ainsi la mise en mouvement d'un « bien » qui se transforme non pas tant à travers des changements physiques, matériels, mais surtout par l'établissement ou le rétablissement de qualités – qui peuvent être liées à un apport nutritionnel, au goût, à l'éthique, etc. L'Association fournit des répertoires d'action, des équipements qui permettent aux consommateur·rices de choisir les produits en les qualifiant et les identifiant (Dubuisson-Quellier 2011).

À travers ce processus, des biens communs sont définis comme particuliers. Nous rejoignons Callon, Méadel et Rabeharisoa dans l'appréhension d'une économie des qualités comme « économie (dynamique) du produit (par opposition à une économie plus statique du bien) dans laquelle les modalités d'établissement de l'offre et de la demande ainsi que les formes de compétition sont tout entières mises en forme par les stratégies organisées que déploient les différents acteurs pour qualifier les biens » (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000: 222). À la fois dans les commentaires qui sont exprimés dans les restaurants de l'Association et plus encore dans les échanges en ligne entre consommateur·rices et producteur·rices, sur les groupes de discussion numériques, le processus de qualification devient l'objet central des interactions.

La demande s'effectue de manière précise, sur la forme ou le goût d'un produit par exemple – pas nécessairement comme une commande, mais par des questions répétées notamment. Elle s'affine devant des photographies de produits qui permettent à des préférences de s'exprimer. Dans le même temps, la qualification comprend davantage encore les démarches des producteur·rices pour présenter les produits sous certains aspects, en souligner certaines qualités matérielles ou non, là aussi en mobilisant des images du contexte de production et des étapes de transformation du produit. Elles présentent un cadre dépassant le produit lui-même, comprenant les paysages autour de la ferme, la figure des paysan·nes, des moments de consommation en famille, avec des enfants, etc.

Ces moments d'échanges, physiques et en ligne, sont au cœur de la qualification des produits, comme autant de « situations dans lesquelles cette qualification-requalification constitue un enjeu explicite pour l'ensemble des agents engagés » (Callon, Méadel, et Rabearisoa 2000: 222). L'établissement de l'offre est effectué par des allers-retours réflexifs entre les producteur·rices, les intermédiaires et les consommateur·rices.

La qualification consiste ainsi en l'évaluation des produits selon certains critères de jugement, des tests, etc. Concernant les produits de l'agroécologie paysanne, la qualification des produits comprend trois formes d'évaluation. D'abord, les produits passent par des évaluations sanitaires. Des critères nutritionnels, calorifiques, etc. constituent la composante scientifiquement attestée des produits selon des tests en laboratoire. Mais elles sont aussi fondées sur la circulation de rumeurs associées aux différentes organisations des circuits courts. Deuxièmement, la qualification des produits consiste en la définition des possibilités d'utilisation pratique, selon leur conservation, leur goût, des recettes proposées pour la préparation, etc. L'aspect pratique intègre aussi l'accessibilité des produits dans les boutiques et restaurants. Troisièmement, le partage de l'expérience des produits dans des groupes de consommation spécifique participe également à la qualification. Les différents agent·es jouent un rôle actif et réflexif dans le processus de qualification. Il se met en place une coopération autour de la qualification des produits entre les consommateur·rices et les producteur·rices et intermédiaires. Les produits ne sont pas vendus dans une circulation unilatérale de l'information. Celle-ci est construite également par les consommateur·rices qui définissent le produit dans leurs pratiques de consommation. Dans cette activité de qualification, les produits répondent de mieux en mieux à la demande alors que s'affinent les critères d'évaluation des consommateur·rices. Les produits, de plus en plus spécifiques à la fois aux consommateur·rices et aux producteur·rices, sont ainsi de plus en plus singularisés.

Par les activités de sélection et de collection, l'Association propose des produits choisis, extirpés du lot des biens alimentaires incertains, et rassemble divers produits sélectionnés sous une même dénomination, les « aliments de terroir » (*tu shicai* 土食材) des ami·es des paysan·nes. Dans un processus de qualification, les propriétés des produits sont affinées pour correspondre aux attentes des consommateur·rices, comme ces attentes sont remodelées selon l'éthique de l'Association. La qualification des produits répond d'un double mouvement d'adaptation de l'Association à une demande particulière parallèle à des techniques d'inflexion de la demande.

À travers ces processus se met en place une économie des singularités où les produits paysans vendus dans les paniers en circuits courts de l'Association deviennent des biens « singuliers » : premièrement, les biens sont accessibles et destinés à des individu·es singulières, membres des groupes de consommation restreints. Deuxièmement, les individu·es ont un regard sur l'origine et les processus de fabrication des produits, participent à leur qualification. Troisièmement, iels s'inscrivent dans une économie de la qualité, où la qualité n'est pas uniquement déterminée par le prix, mais par des dispositifs de jugement personnels et impersonnels.



Captures d'écran du groupe WeChat de l'Alimambassade du terroir (9 novembre 2018)

Sur l'image de gauche, une annonce pour de la viande de porc, comprenant la date d'abattage, le village et la famille d'élevage, « porc fermier en élevage traditionnel, non nourri au fourrage », descriptifs des parties du porc à commander. L'annonce indique aussi la possibilité d'acheter d'autres produits locaux (poulet, soja), des produits d'autres entreprises en circuits courts (sucre rouge de Qiu Ge), et des produits industriels (sauce soja Hona, céréales Yueyi, etc.). Sur la même image, une consommatrice répond : « Je voudrais une livre de jarret, avec du gras et du maigre, merci ! » À droite, des photographies présentant les légumes de la ferme. L'offre et la commande sont singularisées par les interactions en ligne.

Les mécanismes de singularisation permettent d'analyser les formes d'appariement selon lesquelles l'offre proposée correspond de plus en plus à une demande singulière, individualisée ou spécifique. Ce double mécanisme « devient une préoccupation constante des agents » (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000). Par des arguments sanitaires et scientifiques, mais aussi selon des discours émotionnels et des dispositifs matériels faisant appel à leurs affects, les plateformes intermédiaires attachent ainsi les consommateur·rices aux produits.

II. B. 3. b. L'intermédiation comme un service

Les processus de sélection, de collection, de qualification et de singularisation ne s'analysent donc pas tant en termes de marché que d'« agencements marchands ». Les intermédiaires de l'agroécologie paysanne construisent de nouveaux biens singuliers à travers des processus de captation, de traduction, d'ajustement (Callon 2012; Dubuisson-Quellier 2003; Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000).

F. Cochoy propose l'idée de deux dispositifs de captation (Cochoy 2002) : d'abord la mise en place d'un dispositif sociocognitif qui permet de situer les différents produits les uns par rapport aux autres, tel emplacement sur un linéaire, un emballage qui caractérise le produit et permet de le comparer à d'autres, des repères ajoutés par le distributeur. La mise en scène des produits de terroir dans les restaurants ou les boutiques en ligne relèvent de ce premier dispositif, par un ensemble de mécanismes pédagogiques et esthétiques. Le consommateur·rice est ainsi « guidé, assisté, par des dispositifs matériels qui sont autant de repères, de points d'appui, d'« affordances » (promissions), dans lesquels sont distribuées des informations » (Callon, Méadel, et Rabeharisoa 2000: 225)). Deuxièmement, un dispositif qui prend en compte le rôle des évaluations collectives dans les communautés, les familles etc. Les intermédiaires participent alors plus ou moins discrètement à l'organisation des communautés et des espaces de communication et d'évaluation. La définition de « communautés » de consommateur·rices participe de ce processus. La matérialité du produit et son emballage sont ainsi tous deux compris dans un même processus de qualification. La notion d'agencements marchands se construit contre la distinction entre l'offre et la demande qui « rend invisible le travail anonyme

et collectif des professionnels du marché, qui jouent pourtant un rôle central dans la qualification-requalification des produits » (Callon, Méadel, et Rabearisoa 2000: 226).

L'Association des ami·es des paysan·nes a développé en 2014 et 2015 un dispositif de distribution de produits maraîchers et animaux en vente directe entre des consommateur·rices et des producteur·rices. En communication par les groupes WeChat de l'Association, les consommateur·rices et les producteur·rices se sont retrouvées régulièrement pendant plusieurs semaines dans un local fourni par l'Association. Sans la présence de membres salarié·es de l'Association, les acteur·rices des pôles consommation et production organisaient la vente directe et la rémunération sur place, selon un modèle importé de *Community-Supported Agriculture* nord-américaine⁶⁰. Le dispositif avait pour but la réduction du travail intermédiaire et la réduction des prix relative à la soustraction du pourcentage prélevé par l'Association. Après plusieurs essais d'organisation autogérée – sans intermédiaire – les consommateur·rices les plus investies ont réclamé des remises proportionnelles à leur temps d'investissement dans le dispositif en négociant directement avec les producteur·rices. Devant la perte de revenu que cela signifiait pour ces dernières, l'Association a mis un terme à l'initiative. Elle l'a renouvelée dans des conditions négociées : rappel du coût de production pour les producteur·rices, rappel du coût logistique pour le transport et la location du local mis à disposition, estimation des prix selon les informations publiques. Des réclamations similaires ont été formulées par les consommateur·rices lors de trois nouvelles tentatives. L'Association cessa de promouvoir cette forme d'échange.

Un stagiaire de l'Association, Wang Xiangdang, coopéra avec une des consommateur·rices les plus impliquées pour organiser un système analogue en dehors du cadre de l'Association. La consommatrice, Maman Xixi, a pris en charge les frais logistiques et a recalculé les prix de vente auprès des producteur·rices – en négociant les quantités et la régularité des ventes. Avec certaines d'entre elleux, elle a renouvelé l'expérience de la vente directe selon le dispositif modifié et ouvert un espace de vente concurrent. Sa rémunération en tant qu'intermédiaire est calculée selon les frais logistiques avancés. Elle présente sa démarche comme relevant de l'intérêt général (*gongyi* 公益). De consommatrice attachée à des produits au sein d'une communauté de consommateur·rices, elle crée à son tour une communauté de consommation par des mécanismes de détachement et ré-attachement en devenant elle-même intermédiaire.

⁶⁰ Équivalent anglo-saxon des Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, les termes de « CSA » sont largement employés dans le contexte chinois dès la fin des années 2000.

Par cette démarche, elle transforme la vision du monde portée par les entrepreneur·ses de l'Association des ami·es des paysan·nes pour une consommation éthique : les paysan·nes productrices sont légèrement moins rémunérées dans la nouvelle configuration mais amenées à vendre davantage dans une agriculture de production spécifique. Les consommateur·rices retrouvent un rôle moins participatif pour des prix d'achat similaires, voire inférieurs. Quelques années plus tard, en janvier 2019, l'Association doit à son tour baisser les prix de vente de ses légumes en panier pour correspondre au prix fixé par ces agencements marchands concurrents, alors qu'ils ont été rejoints par une nouvelle organisation – le marché paysan de Nanning. L'Association ne fait alors plus aucune marge sur le dispositif de vente de paniers mais garantit en retour l'attachement de ses consommateur·rices.

Une expression revient souvent dans les discussions avec le Président de l'Association : « se faire tirer par le bout du nez » (*qianzhe bizi zou* 牵着鼻子走)⁶¹. La métaphore désigne le bœuf que l'on conduit dans les rizières en le tirant par l'anneau qu'il a dans le nez s'il rechigne. Selon le Président, les producteur·rices se font « tirer par le bout du nez », les intermédiaires également.

Plusieurs transformations des dispositifs de vente sont vécues comme des échecs « idéologiques » (*lixiang* 理想) par le Président ⁶², à la suite de réclamations de consommateur·rices. Le restaurant a par exemple échangé des boîtes en carton recyclé contre des emballages en plastique pour les plats à emporter. Il s'est aussi inscrit sur le site de livraisons de produits alimentaires cuisinés Meituan (*meituan* 美团), ou encore a engagé un processus d'approvisionnement en soja biologique du nord-est (2000 km à vol d'oiseau) pour remplacer du soja local dont la qualité variait considérablement selon les espaces de production en agroécologie paysanne dans les montagnes du Guangxi. À chaque fois, ce sont des réclamations réitérées de la part de consommateur·rices qui ont eu gain de cause sur une posture « idéologique » du Président – écologie, consommation sur place, locavorisme.

Les circuits courts alimentaires doivent ainsi tenter d'attacher les consommateur·rices par des ajustements qui prennent en compte la perception ou les attentes forgées par le cadrage du marché. Si l'Association parvient à détacher un public de la nourriture industrielle et à l'attacher à l'agroécologie paysanne, c'est en partie au détriment de ses valeurs originelles, dans un

⁶¹ Par exemple, entretien avec le Président, 5 novembre 2018, 20181105HZ.

⁶² *Ibid.*

processus qui rappelle celui de la conventionnalisation de l'agriculture biologique (Buck, Getz, et Guthman 1997; Lamine, Egon, et Bui 2016).

La boutique d'une autre entreprise dans le Guangdong, *Nurtureland*, fait face à des difficultés similaires alors que les consommateur·rices la comparent à une épicerie mitoyenne. Dans l'épicerie, l'un des leaders mondiaux du e-commerce, la firme Taobao, a fait installer un équipement numérique de décompte du nombre de canettes de Coca-Cola disponibles en temps réel, associé à un service de livraison en flux tendu. Dans le contexte chinois contemporain où coexistent un développement subventionné des technologies numériques de l'information et des agricultures de subsistance dans les montagnes, le travail marchand d'ajustement des dispositifs techniques est complexifié par l'écart entre les cadrages proposés.

En ce sens, l'expérience des agencements marchands dans les cercles de l'agroécologie du Guangxi va à l'encontre de l'affirmation de Cochoy selon laquelle « le côté des producteurs tient donc celui des consommateurs » (Cochoy 2012a). Dans le cadre de l'agroécologie où les intermédiaires cherchent à imposer une vision du monde alternative au développement industriel et numérique, à travers des agencements marchands participatifs, les relations de concurrence soulignent comment le groupe des consommateur·rices tient celui des producteur·rices « par le bout du nez ».

Les processus de qualification sont ainsi en permanence remis en question par les consommateur·rices dans une posture réflexive. La qualité marchande des produits s'avère un processus de négociations réitéré entre une pluralité d'acteur·rices en présence (Stanziani 2005). Dans les interactions croissantes avec les producteur·rices, les consommateur·rices acquièrent une meilleure identification des produits et une plus large maîtrise des causes qui les déterminent. Amenés à être conscients de plus en plus de détails de production des biens singuliers, les consommateur·rices ne peuvent pas feindre l'ignorance dans leur acte de consommation, iels sont obligés à une réflexivité permanente, et à des requalifications conséquentes des produits. Dans le même temps, conscient·es également des difficultés rencontrées par les producteur·rices dans un contexte de décrédibilisation de l'agriculture paysanne, iels sont également en position d'infléchir les modalités de distribution vers la satisfaction de leur intérêt plutôt que de viser un bien-être collectif.

II. B. 3. c. La mise en scène des communautés de consommateur·rices

Le modèle international auquel se réfère la plupart des initiatives de l'agroécologie chinoise est celui de la *Community-Supported Agriculture*. Dans son prolongement, les réseaux de circuits

courts entre des espaces de production ruraux et des consommateur·rices urbaines mobilisent à loisir la notion de « communauté ». Son emploi en chinois (*shequ* 社区) désigne un groupe social dans un territoire géographique et est associé aujourd'hui au plus petit échelon administratif local. Dans les cercles de consommateur·rices, la communauté est étudiée comme un entrelacs de relations interpersonnelles fondées sur la parentalité, les spiritualités et la santé (Li et Zhou 2018). Sa définition est interrogée dans des assemblées réunissant producteur·rices, jeunes retourné·es intermédiaires et consommateur·rices, dans des ateliers de réflexion, dans des colloques universitaires, de manière à cibler la pertinence d'une telle notion. Ces moments de réflexivité sur ce qui fait collectif sont eux-mêmes des étapes de formation d'une communauté élargie d'appartenance aux cercles de l'agroécologie sociale, un monde de « rivières et lacs » (*jianghu* 江湖) à la marge, avec son fonctionnement propre⁶³. Les temps consacrés à la réflexivité sur les transactions font également partie des équipements marchands qui à la fois font lien (Chiffolleau 2019), et font émerger ce que le client·e veut en lui donnant corps au sein d'une communauté de semblables.

Portées et encadrées par l'émergence d'institutions de référence nationales et de réseaux régionaux de l'agroécologie paysanne, des communautés de consommateur·rices sont définies sur chacune des plateformes de vente depuis le début du 21^e siècle. Dans un processus de qualification réflexif, les intermédiaires interagissent avec les acteur·rices des groupes de consommation. Les intermédiaires contribuent, à travers les équipements marchands, à former ces groupes et à les définir comme des communautés. Le terme est employé directement pour désigner leur clientèle sur certaines plateformes comme le Marché paysan de la communauté (*shequ nongxu* 社区农墟) de l'Association des ami·es des paysan·nes ou la « Communauté des Tomates de Zimeng » (*Zimeng Tomato Community*, en anglais dans le texte). D'autres termes désignent des opérations de collection similaires, comme la « coopérative de consommateur·rices » (*xiaofeizhe hezuoshe* 消费者合作社) de *Bangbang – Entraide*. Ces différentes communautés sont attachées à des plateformes de vente et partagent chacune des routines de consommation. La communauté est faite à la fois par la revendication d'appartenance à un groupe social (Lamine 2008), dans un processus de distinction, et par la mise en scène d'un groupe d'intérêt partagé orchestrée par les intermédiaires marchand·es.

Les plateformes intermédiaires opèrent l'activation des réseaux dans lesquels les consommateur·rices sont plongées, en s'adressant par exemple aux enfants ou à leur bien-être,

⁶³ Voir I. B. 1.

en jouant sur l'inscription des enfants dans les réseaux scolaires. Le rapport émotionnel à la santé est essentiel dans le processus de singularisation qui met en scène des producteur·rices elleux-mêmes parents de jeunes enfants fournissant des produits pour des consommateur·rices parents de jeunes enfants. Les photos des enfants dans les potagers ou en train d'être nourris de produits biologiques constituent un dispositif marketing récurrent de l'agroécologie paysanne chinoise.

La collection d'un public attaché passe par des activités en commun et la mise en place de systèmes de responsabilités partagées par les producteur·rices et les consommateur·rices (Chiffolleau 2017). Les consommateur·rices des plateformes sont sollicitées non seulement comme client·es, mais également comme contrôleur·ses sanitaires ou comme parents d'élèves. La Communauté des Tomates de Zimeng met ainsi en place un Système de Garantie par la Participation pour inciter les consommateur·rices à faire elleux-même des contrôles – « si les membres ne participent pas, c'est impossible de recomposer la confiance »⁶⁴. À Foshan, la ferme écologique de Chen Peng accueille de son côté les enfants de l'école Waldorf pour des activités de plein air. Nous rejoignons Callon, Méadel, et Rabeharisoa (2000: 233) lorsqu'ils écrivent : « la prestation de service, puisqu'elle implique l'usage par le consommateur de cette capacité technique, organise un système d'action auquel, pour bénéficier de cet usage, le consommateur participe en personne. Au cours de l'interaction ainsi construite, il devient un élément de ce système d'action ; il agit, réagit, et, ce point est de première importance, en interagissant, il construit et explicite peu à peu ses préférences. » La prestation de service agit ainsi comme une machine à faire émerger ce que le client·e veut à travers différentes situations, en l'attachant au sein d'une communauté de semblables, et à fabriquer de manière progressive la singularisation.

La vente en ligne agit comme une forme de qualification encore plus aiguë. Le choix des produits sur les plateformes en ligne est d'autant plus orienté vers la singularisation des produits qu'il est fondé sur l'observation en continu des client·es dans leurs choix. Dans le tchat ou dans l'application d'achat des produits de la Communauté des Tomates de Zimeng, les préférences d'achat sont enregistrées et affichées publiquement, les achats des autres membres défilent sur les pages des produits consultés. Le dispositif informe les choix des autres consommateur·rices dans une mise en relation entre les membres selon leurs pratiques de consommation. En ce sens, l'intermédiaire finit par en savoir autant que les consommateur·rices sur leurs choix et elleux-

⁶⁴ Entretien avec Wang Jianjun, fondateur de la Communauté des Tomates de Zimeng, 9 avril 2017, 20170409WJ.

mêmes participent ainsi activement au processus de requalification qui « devient la matière même de la relation marchande » (Callon, Méadel, et Rabearisoa 2000: 234). La (re)qualification des produits s'appuie sur cette base matérielle et collective organisée par le système de relations des communautés attachées.

Les consommateur·rices sont également d'autant plus réflexives dans les échanges numériques (Cochoy *et al.* 2019), sollicitées par des fenêtres surgissantes et par des associations de produits. Iels sont amenées à revenir sur leurs choix, à rompre leur routine ou à la réaffirmer au sein même des espaces de collection des produits auxquels iels sont attachées. Prise dans des dispositifs de cognition distribuée (Conein 2004), la consommation est alors à la fois plus rationnelle et plus émotionnelle. En effet, les consommateur·rices sont toujours renvoyées à leur identité sociale, collective et informée par leur acte de consommation même.

L'agroécologie paysanne se construit ainsi dans des relations de concurrence, sur des controverses à propos de visions du monde, de connaissances scientifiques ou techniques, et sur des dispositifs de jugement qui parviennent parfois à établir la confiance, sans résoudre les incertitudes. Des cadres normatifs différenciés découlent et encadrent les dispositifs techniques. Ils se rencontrent et construisent plusieurs définitions de l'agroécologie paysanne.

II. C. Des économies différenciées

Comme dans tout marché, les agencements marchands au sein des réseaux agroalimentaires alternatifs sont faits de coopérations, de concurrences et de compromission. Dans une perspective économique globale, des controverses autour des cadres normatifs soulignent trois formes d'économies – économie des singularités, économie du développement, économie du patrimoine. Celles-ci reposent sur des arguments sociaux et écologiques communs, mais s'ancrent de manières différenciées dans l'économie de marché et dans les politiques de modernisation rurale. Elles participent au déploiement d'un capitalisme d'État autour de la protection de l'environnement, des populations paupérisées et des cultures paysannes.

Le cadre construit par l'Association des ami·es des paysan·nes reprend des dispositifs techniques partagés par d'autres organisations des réseaux agroalimentaires alternatifs. La mise en place des agencements marchands autour de l'Association souligne dans le même temps les

controverses autour de la notion d'agroécologie et les tensions concurrentielles qui s'y rapportent. Si l'Association soutient l'agroécologie paysanne, d'autres organisations soutiennent également une « agroécologie » qui n'a pas grand-chose à voir avec la définition qu'elle en propose.

II. C. 1. Économie des singularités

La notion d'économie des singularités est empruntée à L. Karpik (2013). Elle désigne ici, au-delà de l'analyse des dispositifs de jugement dans le marché-réseau d'une économie de la qualité, la singularisation réciproque des produits et des publics autour de biens spécifiques. Dans la situation d'incertitude alimentaire dans laquelle se trouvent les consommateur·rices chinoises, les biens de consommation courante deviennent des biens singuliers par le travail marchand des intermédiaires : ils sont produits dans des conditions scrupuleusement définies, respectant des critères précis, parfois à destination d'un public établi préalablement à la production, et vendus selon des canaux particuliers qui garantissent leur singularité. La tomate des halles de quartier (*nongmao shichang* 农贸市场) et celle des marchés paysans (*nongfu shiji* 农夫市集) n'a de commun que le nom.

II. C. 1. a. Une agroécologie productive

La forme de restaurant telle qu'elle est proposée par l'Association des ami·es des paysan·nes est assez ouverte à un public varié. Les prix proposés sont ceux d'un restaurant moyen et surtout sont publics : l'information est partagée et la porte est ouverte à toutes et à des horaires réguliers. Les restaurants de l'Association, en dehors du contexte structurel de mise en tourisme des zones rurales dans lequel ils s'inscrivent, restent relativement en dehors de l'économie des singularités car leur démarche même s'adresse à un public élargi.

Dans les relations d'achats de produits frais ou transformés sous formes de panier, l'information est divulguée à un groupe de membres restreint et les produits et les prix fluctuent en fonction des saisons ou des aléas météorologiques. Si l'Association tend à favoriser la consommation locale des aliments produits dans la région – dans les restaurants ou par le dispositif de paniers notamment – certains produits sont vendus presque exclusivement en dehors de la province, dans les grandes métropoles de la côte. Le sucre rouge fabriqué par Qiu Ge et Qiu Sao est vendu par des plateformes intermédiaires à Guangzhou et Beijing. Dans le cas de produits comme celui-ci, les aliments deviennent des biens spécifiques destinés à des publics très restreints, selon des dispositifs de singularisation avancés. Ces dispositifs sont répandus dans d'autres espaces de production de l'agroécologie paysanne.

Des fermes-entreprises se développent selon une économie des singularités, en produisant expressément des aliments selon les critères de la demande. Elles proposent non seulement des produits d'une certaine qualité mais surtout des critères pour évaluer ou rendre compte de la qualité des produits. Celle-ci est sous certains aspects « incommensurable » : le goût, la fraîcheur, la forme des légumes sont immédiatement perceptibles mais leurs qualités nutritionnelles, leur composition chimique ne sont appréhendables qu'à travers des rapports scientifiques. D'autres qualités – physiques comme spirituelles – n'apparaissent même qu'à travers une expérience longue des produits, dans l'histoire de leurs usages. Dans le cadre d'une évaluation complexe qui dépasse les capacités des acheteur·rices elles-mêmes, « le choix économique est plus fondé sur le jugement que sur la comparaison des prix » (Karpik 1989). Dans une situation d'asymétrie d'informations, les fermes-entreprises, à la fois espaces de production et de distribution en ligne proposent un type d'activité qui relève davantage du service que de la production même des produits qu'elles proposent. À partir d'opérations de sélection et de collection – de produits et de publics –, elles rétablissent de la confiance par des liens personnels et par des expertises impersonnelles.

II. C. 1. b. Une coproduction agroécologique entre villes et campagnes

La ferme qui fournit la Communauté des Tomates de Zimeng dans le Yunnan fonctionne ainsi sur un modèle analogue à celui de l'Association des ami·es des paysan·nes – à qui elle fournit des tomates lorsque la saison est passée dans le Guangxi. L'entreprise a été fondée en 2014 par Wang Jianjun, jeune retourné après des études supérieures en ville, originaire d'une autre province. Elle propose des fruits et légumes frais issus de la collecte auprès de paysan·nes alentours et de ses propres terrains. Les produits collectés le sont auprès de producteur·rices en agriculture vivrière qui tendent à l'agriculture de production sous la gestion de l'entreprise Zimeng. Les produits de la production de la ferme même sont cultivés par des employé·es sur des terres louées par le fondateur de la ferme.

La ferme vend des fruits et légumes comme des produits spécifiques. Dans une annonce pour des oranges du Ganzhou, l'entreprise indique « comme produits particuliers nous vendons des tomates, des carottes etc. »⁶⁵. Les tomates sont des « produits particuliers » (*tese chanpin* 特色产品), en caractères gras dans le texte de la présentation de la ferme. Cela indique que ces produits sortent de l'ordinaire et introduit une série de dispositifs de jugement personnels et impersonnels pour estimer la spécificité du produit. Dans la même page de présentation sont

⁶⁵ « Promotion des oranges du Jiangxi », Compte public de la Communauté des Tomates de Zimeng, WeChat, publié le 21 novembre 2020 (consulté le 01 décembre 2020).

établis les standards (*biaozhun* 标准) scientifiques (sans traces de pesticides, engrais chimiques, hormones, additifs, désherbants, OGM) attestés par une certification biologique (CHCC).

Au-delà du dispositif impersonnel, la ferme revendique également une certification personnelle des consommateur·rices-membres par un Système de Garantie par la Participation (*canyushi baozhang tixi* 参与式保障体系) prenant la forme de visites dans les espaces de production. Un autre dispositif de jugement passe par la construction du réseau personnel du fondateur qui « a reçu l'influence du professeur Wen Tiejun, spécialiste des trois questions rurales, et de son élève Shi Yan », deux figures centrales de la Nouvelle Reconstruction Rurale et des réseaux alimentaires alternatifs chinois qui participent à la diffusion de l'agroécologie dans les cercles universitaires et politiques.

Enfin, la ferme établit son activité de production comme un engagement pour un bien commun qui participe au débat public sur la modernisation de l'agriculture. La présentation souligne les aspirations de l'entreprise pour une « agriculture écologique durable », ses engagements pour l'« agroécologie » (*shengtai nongye* 生态农业), la « révolution alimentaire » (*shicai geming* 食材革命) et la production en commun villes-campagnes » (*chengxiang gongsheng* 城乡共生) ainsi que ses valeurs : écologie, équité, entraide et bienveillance. Le néo-paysan Wang, se construit un rôle d'entrepreneur éthique de l'agriculture biologique et de la consommation engagée.

L'annonce en question concerne des oranges de Ganzhou (dans le Jiangxi, à une distance de 1200 km de Kunming). L'entrepreneur sélectionne ce produit qui répond aux critères de sa ferme-entreprise et en ajoute d'autres. À nouveau sont mobilisés des dispositifs de jugement personnel – ancienneté de la collaboration, participation commune et répétée à des événements de l'agriculture biologique, photographie de la visite des terrains du Jiangxi par l'entrepreneur du Yunnan, etc. – et impersonnel – reproduction de la certification biologique et présentation d'un tableau récapitulatif des différentes certification, photographies d'un groupe de recherche universitaire sur les terrains cultivés – qui participent à rendre publiques des informations sur la qualité des produits et de la prestation de service. Une série de « vraies photographies du verger » atteste enfin de l'authenticité de l'agriculture biologique, soulignant le débroussaillage manuel et la biodiversité – photographies de fleurs, d'un nid avec des œufs, d'une coccinelle se nourrissant de pucerons. Les photographies des oranges dans les fruitiers, récoltées, emballées, ouvertes, sont accompagnées de commentaires d'ordre sensible sur leur goût, texture, densité, fraîcheur, odeur, etc.

II. C. 1. c. Une sélection sûre, une collection saine

Wang sélectionne ainsi des produits dans les montagnes et au-delà pour n'offrir que des aliments de qualité. L'agencement marchand est dans le même temps une opération de collection en cela que l'entrepreneur propose sur son site une plateforme qui regroupe des produits correspondant aux critères de sa ferme, qu'il estime répondre aux attentes des consommateur·rices. Ce faisant, il contribue à développer une économie des singularités autour d'une agroécologie définie avant tout par ses caractéristiques sanitaires. Si le néo-paysan qu'il est défini quatre « valeurs » – écologie, équité, entraide, bienveillance –, les critères de qualité sont directement reliés à des questions de santé. Les produits sont avant tout sans risques sanitaires pour les consommateur·rices. Pesticides, OGM, engrais chimiques etc. sont exclus pour des raisons de santé davantage que d'environnement. Le premier slogan qui apparaît dans l'annonce est ainsi : « Cultiver la terre pour manger sainement, pour manger sûrement ; du labour poussent des aliments sains et sûrs ». Les questions de sécurité alimentaire des aliments (*shipin anquan* 食品安全) et de santé (*jiankang* 健康) sont alors les premiers objectifs d'une agriculture biologique portée par la valeur « écologie ». L'« entraide » et la « bienveillance » renvoient à la relation de confiance en circuit court qui assure la fraîcheur et l'authenticité de produits bons pour la santé. Ces mots-clefs participent à définir le cercle des consommateur·rices comme une « communauté » partageant le soin du bien-être des un·es et des autres au-delà des produits commerciaux. Le positionnement en faveur de l'environnement souligne également comment le discours se construit pour répondre à une norme sociale, alors que ses arguments sanitaires ne relèvent que d'une allégation marchande (Dubuisson-Quellier 2011).

II. C. 2. Économie du développement

Les systèmes agroalimentaires alternatifs s'insèrent dans des réseaux de développement et de solidarité, qu'ils soient mis en place par des organisations internationales ou par les autorités politiques nationales. Des institutions du développement – universités, fondations, organismes de développement rural ou de développement écologique – soutiennent les initiatives émergentes de ces réseaux, voire sont à l'initiative de certaines d'elles. La circulation d'un capital économique important à travers ces réseaux influence profondément les initiatives agroalimentaires alternatives. L'économie du développement devient un des éléments fondamentaux de la construction des cadres normatifs des agencements marchands dans les circuits alternatifs.

II. C. 2. a. *Un financement par projet*

La place de l'économie du développement est prépondérante quant aux financements des initiatives émergentes de l'agroécologie sociale, à la structuration des réseaux de diffusion et de distribution, et à l'organisation de la production elle-même. Ce cadre est construit par des organisations internationales de solidarité. Les foyers ruraux participant au réseau de l'Association des ami·es des paysan·nes bénéficient aussi souvent d'aides de l'État dans le cadre des politiques de lutte contre la pauvreté. Si ces aides constituent un ancrage dans l'économie du développement à l'échelle nationale, elles restent cependant cantonnées à la salubrité des équipements sans davantage d'implication sur les modes de production et les agencements marchands.

Des organisations de développement subventionnent des projets d'agroécologie selon des financements par projets. Ce mode de financement rythme l'organisation de la production selon des objectifs à atteindre dans le temps imparti par les fondations, dont la réalisation conditionne le renouvellement éventuel des financements. Les notions d'autonomisation (*nengli jianshe* 能力建设), d'autonomie (*zizhuxing* 自主性) et de durabilité (*kechixuxing* 可持续性) constituent trois des critères essentiels de l'agroécologie promue par les organisations de développement. Elles soulignent deux aspects interdépendants du développement, social et écologique. Un projet d'agroécologie est accepté ou réussi – c'est-à-dire que ses financements pourront éventuellement être renouvelés – s'il répond des critères définis en amont par les organisations. Dans une perspective sociale, les projets doivent mobiliser les ressources locales de manière à permettre le développement autonome et durable des populations indigènes – structures sociales coopératives, valorisation du travail féminin, réappropriation des espaces de production, mise en place de réseaux de transaction locaux, pouvoir décisionnaire sur les rémunérations, etc. Ces critères sont intrinsèquement liés à une visée écologique. L'utilisation des sols doit également correspondre à des pratiques autonomes et durables – transmission de semences indigènes, mise en place de banques de semences, rejet des pesticides, engrais chimiques, OGM, et des entreprises qui les mettent en vente.

Les financements des projets d'agroécologie dans une économie du développement se font ainsi par subventions (*buzhu* 补助) localisées. Elles sont accompagnées de visites d'expert·es, de groupes de recherches appartenant aux universités locales ou nationales. Les universitaires coordonnent et évaluent la mise en place de certains projets. Iels participent directement à la renommée des espaces de production et à leur valorisation dans les réseaux de transaction.

II. C. 2. b. Une démarche d'éducation populaire

Les organisations de développement financent également la participation de « stagiaires » (*shixisheng* 实习生) aux activités de production ou de distribution. Ceux-ci participent à la circulation de compétences, notamment en termes de mise en valeur de la production dans les réseaux de vente. La mise en relation des espaces de production ruraux et d'espaces de vente urbains constituent ainsi un autre critère essentiel de l'agroécologie dans ce cadre normatif.

Dans une perspective similaire, la circulation des stagiaires participe de l'éducation populaire (*gongzhong jiaoyu* 公众教育) : stagiaires et producteur·rices paysannes participent à la distribution des produits vers les centres urbains, parfois à l'organisation des étals de marchés paysans et à la transmission des savoirs, notamment relatifs aux technologies de l'information. L'économie du développement développe toute une grammaire du *care* autour de la vulnérabilité de personnes restées (ou « laissées », *liushou* 留守) dans les montagnes. Dans des démarches d'autonomisation, les organisations de développement revalorisent les activités plurielles de ces personnes en œuvrant à la visibilité d'un travail ancré dans une localité et une écologie constitutive. Le renouvellement des liens entre villes et campagnes participe à ouvrir des débouchés économiques et à recréer de la « confiance en soi » (*zixin* 自信), mais instaure également de nouvelles inégalités au sein des villages ainsi qu'entre les membres des organisations et les « groupes vulnérables » (*ruoshi qunti* 弱势群体).

En ce sens, la définition de l'agroécologie est orientée par des grammaires internationales du développement et de l'écologie et se construit dans l'idée d'une fonction sociale et environnementale de l'agriculture vivrière (Loconto et Fouilleux 2019). L'agroécologie paysanne tend au développement des compétences agronomiques et écologiques des résident·es des zones rurales et à la revalorisation de savoirs locaux.

II. C. 3. Économie du patrimoine

Une autre forme d'économie se développe autour du patrimoine. Elle est également directement intégrée dans le concept d'économie verte, en mobilisant différentes approches de l'environnement comme source de profit. Sa forme la plus contemporaine est l'écotourisme, mais l'économie du patrimoine sollicite également la gastronomie et les cultures minoritaires.

II. C. 3. a. Un tourisme ethnique et environnemental

L'économie du patrimoine a commencé à se développer dans les années 1980 et 1990 autour de sites géologiques particuliers. À partir du début des années 2000, elle s'étend aux minorités

ethniques, dont la culture est revalorisée régulièrement par des vagues littéraires de retour aux racines, par des spots touristiques faisant la promotion des couleurs bariolés des costumes ethniques. Le Guangxi a connu depuis plusieurs décennies un essor touristique très important lié à la géologie locale. Les monts karstiques, les rivières souterraines, les forêts de pierre sont devenus des images incontournables du tourisme naturel aux échelles nationales et internationales. Depuis quelques années, une nouvelle forme d'écotourisme apparaît autour de pratiques agroécologiques. Le tourisme autour des rizières en terrasse avait été amplement encouragé et subventionné avec le développement du tourisme interne. Au-delà de ces « systèmes ingénieux » reconnus comme patrimoine agricole mondial par la FAO, les pratiques paysannes deviennent un objet d'attraction touristique. La mobilisation du vocable « agroécologie » se répand comme critère promotionnel pour le tourisme écologique.

II. C. 3. b. L'apparition d'écohameaux

À une quinzaine de kilomètres de la ferme de Qiu Ge, le village de Zhongdu se transforme radicalement entre 2015 et 2020. Le quartier le plus ancien du bourg est rénové en « vieille ville » et doté d'un musée des pratiques agricoles qui présente des produits alimentaires locaux. Plusieurs points de belvédère sont installés à la sortie nord du village, en direction des monts karstiques. Entre le village et le « Parc géologique national des grottes karstiques du pont Xiang » (*xiangqiao yanrong guojia dizhi gongyuan* 香桥岩溶国家地质公园), attraction principale des monts aux alentours de Zhongdu, sont construits un espace d'observation des cascades, une promenade dans la forêt de pierre et un musée du karst. Si le village n'est situé qu'à quelques dizaines de kilomètres de sites parmi les plus visités de Chine, il reste encore en marge des circuits touristiques les plus établis. Une dépêche de l'agence Xinhua encourage le tourisme dans ce village en 2018, associant le développement du tourisme à la lutte contre la pauvreté⁶⁶. Ce qui nous intéresse plus précisément est la rénovation d'un hameau à la sortie du bourg comme hameau écologique. Il est probable que si la mise en valeur du site avait eu lieu quelques années auparavant, l'aspect agricole en eu été entièrement absent. Dans le hameau écologique inauguré en 2017, encore en cours de rénovation – voire de construction – en janvier 2019, l'agriculture de petite échelle occupe cependant une place centrale.

⁶⁶ « À Luzhai dans le Guangxi : le tourisme écologique est bénéfique à la réduction de la pauvreté rurale » (*guangxi luzhai : shengtai lüyou zhuli xiangcun tuopin*, 广西鹿寨：生态旅游助力乡村脱贫), publié le 10 août 2019, Agence Chine Nouvelle (consulté le 4 décembre 2020).



Zhongdu, vue depuis un des belvédères (13 janvier 2019)

À droite, le village écologique « rénové » ; au centre, rizières et champs de lotus ; au fond, les montagnes karstiques du Guangxi.

Le hameau est situé au milieu de champs de lotus qui en constituent l'attraction principale. Ils forment un environnement fleuri en été et fournissent des produits de consommation alimentaire par leurs racines et leurs graines. Les maisons du hameau ont été rénovées de chaux blanche et un circuit a été bétonné entre les maisons. Le circuit bétonné est surélevé par rapport au sol où poussent les lotus, dont les pieds sont inondés. Des cultures diverses longent le circuit qui traverse le hameau et le relie à d'autres ensembles de bâtiments de la vallée. Des jardins de tomates, des rizières, des plantations de canne à sucre, une roseraie, un étang de pêche, des bananiers et papayers constituent le décor du hameau écologique rénové. Des petites pièces moulées représentant des animaux domestiques et sauvages décorent également le circuit – lapins, cervidés, chats – qui conduit des points de belvédère au « musée de la culture », en passant par la scène publique du hameau et les deux hôtels nouvellement construits. Les hôtels et maisons d'hôte et de loisir rurales (*nongjiale* 农家乐) proposent des produits « locaux et traditionnels » : tofu maison broyé sur meule de pierre, poulet cuit au feu de bois, graines et racines de lotus, miels et alcools locaux. Progressivement, la vie quotidienne des populations rurales est reconstruite et magnifiée comme un patrimoine à part entière, valorisée par les institutions nationales de promotion touristique. La culture des tomates (agriculture commune) rejoint celle des lotus (agriculture spécifique) dans un écohameau « traditionnel » entièrement rénové pour accueillir des touristes urbains en quête de naturel – le tourisme écologique constitue dans ce sens une économie des singularités également.



**Les produits de terroir présentés comme patrimoine dans le musée du village :
pâtes de riz, tofu-bambou, sucre rouge (2 janvier 2019)**

II. C. 3. c. Agroécologie paysanne, pluriactivité et tourisme vert

Dans une réflexion autour du maintien et du développement de l'agriculture familiale, les foyers ruraux sont amenés à mettre en place des activités économiques plurielles, interdépendantes et complémentaires. Les cercles de l'agroécologie paysanne s'insèrent dans une économie du patrimoine où les cultures minoritaires, les architectures traditionnelles, les spiritualités indigènes deviennent des éléments constitutifs d'une agriculture paysanne de pluriactivité.

Yang She, né en 1988, est retourné à la terre dans les montagnes du nord du Guangxi. Pendant une dizaine d'années, il avait effectué des petits boulots dans une province voisine et s'était spécialisé dans la gravure de stèles. En 2017, il s'installe dans la ville la plus proche de son village d'origine et effectue des allers-retours entre les deux lieux. Au village, il prend en charge la gestion de la ferme familiale en valorisant l'élevage de petits porcs noirs « parfumés » (*xiangzhu* 香猪) et celui de poulets « gris aux plumes blanches » (*baiwuji* 白乌鸡), variétés locales nationalement associées à la région. Yang met en place un dispositif de délégation d'élevage bovin à des riziculteur·rices de villages voisins. Il propose une vache⁶⁷ par foyer à des agriculteur·rices pratiquant la riziculture traditionnelle en terrasses, écologique et de petite échelle ; les acquéreur·ses du bovin l'emploient pour le travail des champs et revendent chaque année un veau de l'animal acquis à Yang She. Ce dernier alimente de cette manière une boutique urbaine de produits paysans, dont les produits animaux sont issus de la ferme familiale et du

⁶⁷ Bovin de variété locale également, mais qui ne jouit pas de la réputation nationale des porcs et des poulets.

dispositif de délégation et les produits végétaux sont récoltés auprès de petits producteur-rices dans les foires paysannes des montagnes⁶⁸.



Yang She avec le verrat ; boutique et étal de porc en extérieur (5 et 6 novembre 2018)



Cahutes où sont logés les bovins élevés par délégation, au milieu des rizières, des tombes et des autels animistes (5 novembre 2019)

⁶⁸ Voir la photographie précédant ce chapitre et son commentaire.

À l'interface entre ville et campagne, le jeune migrant retourné établit un dispositif économique innovant qui ouvre des débouchés urbains à des produits jusque-là isolés⁶⁹. Sur le modèle des restaurants *Aux bons produits de la terre*, il ouvre un restaurant promouvant le goût original des produits fermiers (*yuanzhi yuanwei* 原汁原味) : se concentrant essentiellement sur les fondues de viande bovine locale, le restaurant propose comme base de chaque repas une soupe d'os de bœufs sans ajout d'additifs alimentaires. L'espace du restaurant, lui-même espace social autour de l'alimentation, devient dans le même temps le lieu de promotion d'une agriculture paysanne écologique et locale. Yang She mobilise des compétences d'entrepreneur autant que de paysan dans l'ouverture d'un nouvel espace écologique. Une nuit, il me montre par exemple le rez-de-chaussée où il abat les bovins, dans un garage en béton pris entre les immeubles, à l'insu des autorités locales : il tient à les abattre lui-même comme à la ferme, même si cela est interdit en ville, car il n'a pas confiance dans les méthodes des abattoirs et qu'il maîtrise ainsi mieux ses coûts de production. S'il gère les élevages de porcs et de volailles, il engage également un processus de gastronomisation de la cuisine de terroir en valorisant le goût de produits non raffinés et aspire à développer du tourisme écologique dans sa ferme et celle d'un éleveur de canards, également jeune retourné. La mise en scène de ses produits dans un cadre culturel de l'ethnie dong, porté par des outils de bambou, une architecture en bois caractéristique de la région et des pratiques alimentaires, participe d'une économie du patrimoine.

Yang She associe les pratiques locales à une grammaire de l'écologie et du patrimoine culturel et les érige en valeurs qui justifient la qualité de ses produits. Cependant, ne maîtrisant pas les codes discursifs des réseaux de l'agriculture paysanne aux échelles nationale et internationale, ses produits ne se distinguent pas dans leur présentation de ceux du marché conventionnel. La clientèle de son entreprise demeure constituée de populations locales qui apprécient la qualité d'un produit – goût et fraîcheur – mais dont l'évaluation d'autres valeurs partagées dans le marché spécifique de l'agriculture paysanne leur échappe⁷⁰. Les difficultés à relier un marché extérieur entravent le développement endogène alors que les produits de consommation quotidienne peinent à être reconnus comme biens singularisés dans une économie de la qualité⁷¹.

⁶⁹ Yang She est retourné dans le Guangxi en 2017, la route qui relie la voie principale dans la vallée et le village dans la montagne a été bitumée courant 2018.

⁷⁰ Comme les qualités environnementale et sanitaire de la production écologique ou le positionnement culturel qui valorise la diversité paysanne contre la standardisation de l'agriculture moderne.

⁷¹ Pour aller plus loin sur la gastronomisation des cuisines de terroir, voir I. B. 2. et Poulain (2011).

Dans une démarche de pluriactivité – agriculture, cueillette sauvage, tourisme, vente, restauration – l’entrepreneur mobilise les ressources d’un patrimoine culturel ethnique comme autant de critères de légitimité d’une agroécologie paysanne locale. L’économie du patrimoine propose ainsi une approche de l’agroécologie qui tente, par de nouvelles formes de services – tourisme, spectacularisation – d’ajuster les équipements marchands des réseaux alternatifs dans les montagnes paupérisées du Guangxi.

À travers l’étude des produits, des acteur·rices, des espaces de l’agroécologie sociale en Chine contemporaine, il apparaît clairement que les mondes alternatifs n’émergent pas uniquement comme des nouveautés ou des innovations sociales et économiques, mais qu’ils s’inscrivent dans des filiations avec d’autres espaces marchands. Les cadrages des marchés domestiques du capitalisme d’État et des réseaux internationaux pour la bonne alimentation sont en coprésence dans la redéfinition d’une agroécologie sociale. Autour de l’Association des ami·es des paysan·nes en particulier, la dimension paysanne, l’ancrage dans la considération d’une agriculture de subsistance persistante, constitue un des fondements à la fois théorique et pratique de l’activité commerciale. Dans la construction d’un espace marchand de distribution des produits paysans, ce cadrage se heurte à la difficulté de recomposer de la confiance entre consommateur·rices et producteur·rices. Il est également confronté aux concurrences économiques qui prennent parfois la forme de concurrences idéologiques au sein même des cercles des circuits courts. Les différentes formes de cadrage, qui partagent les équipements marchands de sélection, collection, qualification, singularisation ou de captation, font apparaître des logiques économiques concurrentielles des singularités, du développement et du patrimoine. Les économies différenciées ne sont pourtant pas nécessairement exclusives, elles se complètent même souvent au sein d’un seul espace marchand. Ensemble elles participent à redéfinir l’agroécologie sociale selon des intérêts économiques et moraux entremêlés. Les agencements marchands des circuits courts alimentaires sont ainsi encastrés dans une économie verte de promotion d’un rapport non-productiviste à l’environnement et à la consommation, qui participe cependant directement au capitalisme d’État.

Les réseaux de transaction, eux-mêmes enchevêtrés à différentes échelles, contribuent à des formes d'engagement militant, social et moral. Les agencements marchands participent de la réorganisation des cadres d'appréhension de l'écologie dans un contexte capitaliste. Par la revendication de causes et dans des démarches morales qui traversent le travail marchand, les entrepreneur·ses de l'agroécologie sociale participent au débat public. Les réseaux économiques, philanthropiques, universitaires, spirituels, s'entrecroisent dans les initiatives pour une « révolution alimentaire ». L'enchevêtrement des causes et des pratiques soulignent dans leurs nœuds le rôle des entrepreneur·ses de cause, promoteur·rices d'une consommation éthique, qui circulent entre les échelles, redéfinissent l'agroécologie et donnent forme à des espaces écologiques au-delà des transactions marchandes.

Qiu Ge et Qiu Sao à l'entrée de leur ferme, devant l'enseigne de l'Association des ami·es des paysan·nes (3 janvier 2019)



Qiu Ge a toujours fait du sucre rouge une fois l'an dans l'atelier familial, des morceaux de sucre de canne non raffiné, de la *panela* du Guangxi. C'est parce qu'il avait hérité de ce savoir-faire que le Président de l'Association des ami·es des paysan·nes est venu le chercher et l'a convaincu de se joindre à lui. Qiu Ge était transporteur routier dans la région, Qiu Sao était guide touristique dans les montagnes, le couple est aujourd'hui à la tête d'une des fermes en agroécologie les plus renommées de Chine.

Leur retour au pays est indissociable de l'Association. À travers elle, Qiu Ge et Qiu Sao ont découvert que travailler la terre selon des pratiques transmises localement et des savoir-faire familiaux constituait un argument pour vendre leur production de manière régulière et à bon prix. L'Association s'est dans le même temps institutionnalisée grâce à eux comme une référence de l'agroécologie en Chine, promouvant à la fois des produits de terroir et garantissant la qualité de ses produits sur les critères des pratiques agroécologiques.

L'enseigne à l'entrée de la ferme indique cette relation réciproque. Le bâtiment auquel elle est accrochée abrite l'atelier de sucre de canne. Il a été reconstruit grâce aux financements de l'Association, qui a participé également à d'autres infrastructures de la ferme : les soues à cochons, des digesteurs à biogaz, un hangar à compost.

III. Expérience alimentaire enrichie et espaces écologiques

Les interactions entre les initiatives plurielles des circuits courts alimentaires et de l'agroécologie sociale font émerger des positionnements différenciés, notamment dans le rapport à l'agriculture paysanne, aux jeunes et au retour à la terre. Les positionnements, économiques, éthiques, politiques, se construisent sur des processus de définition de l'agriculture paysanne, qui mobilisent aussi bien le vocabulaire vernaculaire des pratiques locales qu'un langage technique international, écologique ou philanthropique. Les controverses autour de la définition de l'agroécologie sociale sont des luttes politiques pour la reconnaissance institutionnelle des espaces de production et surtout de conception intellectuelle, où les un·es et les autres n'ont pas les mêmes armes, quand certain·es luttent aux côtés des paysan·es dont les cadres socio-culturels ont été mis à mal et que d'autres se font les hérauts, jeunes, diplômé·es, d'un retour à la terre « alternatif » qui s'inscrit cependant dans les politiques gouvernementales de revitalisation rurale.

Les réseaux de l'agroécologie paysanne ne sont pas seulement économiques. Certains acteur·rices avancent même plutôt que les réseaux ne sont que secondairement économiques, qu'ils sont avant tout écologiques, sociaux, culturels, gastronomiques, ou patrimoniaux, c'est-à-dire qu'ils défendent une diversité de pratiques socio-culturelles contre la standardisation engrangée par les réformes capitalistes. Comment se construit la cohérence des démarches marchandes « alternatives » ? Cette question essentielle est à la fois évidente et très complexe. Les espaces de vente étudiés sont reliés entre eux par des organisations tierces, des universités, des ONG, des fondations, des associations, qui les caractérisent selon des catégories et un vocabulaire de pensée communs, désignent expressément les similitudes de leurs démarches et de leurs actions. Cependant, le vocabulaire commun, bien que construit internationalement sur des expériences plurielles, n'est pas *a priori* adapté à la diversité des démarches chinoises. Il est importé, appliqué aux initiatives locales, qui se construisent en retour également grâce à lui.

Les processus de construction des expériences locales à partir d'une grammaire internationale de l'écologie et de l'agriculture paysanne – comme réciproquement, les processus d'enrichissement du champ lexical de cette grammaire par les apports des expériences locales – découlent d'un enchevêtrement des réseaux de l'agroécologie paysanne et sociale. Il s'agit d'un enchevêtrement spatial, en fonction des différentes échelles d'action et de la circulation des acteur·rices entre les échelles. Il s'agit également d'un enchevêtrement social car chacun des espaces marchands se rattache différemment à des pratiques davantage morales,

écologiques, patrimoniales, etc. Il s'agit enfin d'un enchevêtrement institutionnel qui résulte de rencontres et de négociations entre des réseaux universitaires, associatifs et entrepreneuriaux pluriels, dans des relations plus ou moins proches ou plus ou moins autonomes vis-à-vis des autorités institutionnelles.

Les trois formes d'enchevêtrement qui constituent les réseaux de l'agroécologie paysanne ont lieu dans des espaces que nous caractérisons d'espaces écologiques. L'adjectif « écologique » désigne d'une part une des préoccupations principales qui fait l'unité des espaces pluriels. Elle fait d'autre part surtout référence à la construction au sein de ces espaces d'un ensemble de relations, d'interactions, de reconfigurations entre des entités individuelles et collectives plurielles. Les espaces écologiques se construisent comme des écosystèmes autour de relations de cohabitation, de coopération, de compétition (C. Larrère et R. Larrère 1997: 133-43). Ils sont traversés de controverses pratiques ou éthiques qui participent à la construction de répertoires d'action et aux processus de négociation des grammaires de l'écologie et des mobilisations. Partant des expériences locales, les pratiques agricoles et sociales, les spiritualités, les conditions de travail, les relations de confiance chargent ces espaces de négociation de dimensions symboliques et morales qui participent grandement à les modeler et moduler. Ainsi, nous tentons dans ce chapitre de démontrer l'hypothèse suivante :

Dans les agencements entre les cadres de référence des circuits courts alimentaires dits alternatifs émergent des espaces écologiques. Se construisant selon des modalités différenciées aux échelles internationales, nationales, régionales ou locales, ils constituent des espaces au croisement entre questions environnementales, alimentaires, agricoles, patrimoniales, touristiques, comme autant de nœuds des réseaux écologiques chinois. Se situant et se construisant différemment selon les dimensions physiques, économiques, sociales, symboliques, numériques de ce qui se joue dans la recomposition contemporaine des mondes agroalimentaires, ces espaces redéfinissent les bases d'une éthique alimentaire dans les interactions plurielles de la chaîne d'approvisionnement.

Les réseaux de l'agroécologie sociale sont faits à la fois d'initiatives éparses et micro-locales de maintien de l'agriculture paysanne et d'institutions nationalement ou internationalement renommées auxquelles les premières se rattachent. Les fermes, les boutiques, les coopératives en lien avec des espaces de distribution urbains à l'échelle locale sont également intégrées dans des marchés paysans ou dans des plateformes de vente en ligne à l'échelle régionale. Certaines organisations tissent leur propre réseau à l'échelle nationale, alors que des associations plus petites se retrouvent également à cette échelle lors des congrès ou de formations spécialisées.

Dans le prolongement, l'échelle internationale assure comme une consécration de la légitimité des initiatives agroalimentaires alternatives en apportant la reconnaissance d'associations internationales ainsi que des financements et des formations dédiés. À chaque échelle les organisations ne se reconnaissent pas toujours dans la définition de plateforme économique, mais relèvent davantage d'associations écologiques, de développement, d'éducation, de préservation du patrimoine, pour partie intégrées dans les réseaux de transactions économiques.

Dans cet emboîtement des échelles, la notion d'agriculture paysanne est redéfinie en « agroécologie sociale », autour de traditions en déshérences, de coutumes persistantes, de formes sociales résurgentes. Les pratiques agricoles sont recensées, catégorisées selon des critères redéfinis à l'aune des normes et des grammaires internationales de l'écologie. Le travail « paysan » ou « écologique », la cuisine « de terroir », les variétés « anciennes » sont repensées et redéfinies localement à partir des cadres interprétatifs internationaux. Des traditions paysannes sont inventées par le renouveau de formes sociales autour des marchés paysans ou du travail fermier. Elles contribuent à la mise en valeur médiatique et commerciale des produits paysans sur les marchés de la « qualité ».

La redéfinition de l'agroécologie sociale suscite tout autant de critiques, qui soulignent les ambiguïtés de la démarche unifiée et de l'inscription dans des formes de communication internationale. La spectacularisation des événements paysans est pointée du doigt comme un biais commercial qui ne sert pas, voire nuit à la cause paysanne. La diffusion sur les réseaux numériques des modèles économiques et sociaux internationaux constitue également une entrave à l'ancrage local, notamment chez des populations de jeunes diplômé·es s'installant en zones rurales inconnues. Des démarches réflexives prennent forme, en ligne et physiquement, pour déconstruire les biais de la mondialisation des alternatives. Elles affirment des spécificités locales dans leurs démarches sociales et économiques, et tentent de remettre en question l'unification des réseaux chinois en un monde agroalimentaire alternatif pour lui préférer éventuellement des démarches variées et conflictuelles qui prennent leur source dans les luttes locales.

Exemple phare de cette démarche, l'Association des ami·es des paysan·nes (AAP) choisit de se concentrer sur les typicités des productions locales après avoir participé à des mouvements internationaux. Contre les transformations capitalistes rurales, elle met en évidence le lien fort entre la préservation de produits de terroir, de la biodiversité et de la diversité culturelle. Elle propose de penser la chaîne d'approvisionnement selon une éthique alimentaire qui porte sur la qualité des relations à chaque étape de la chaîne : conception, production, transformation,

distribution, consommation, recyclage. Sa démarche interroge l'ancrage de l'humain producteur, intermédiaire ou consommateur dans des relations de cohabitation avec différentes entités humaines et non humaines, dans des relations d'autonomie au sein de réseaux de production et de transactions marchandes, et dans des relations de confiance dans les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement.

Dans cette perspective, l'Association valorise la diversité des pratiques paysannes locales comme étant davantage adaptée à la diversité des milieux écologiques que l'agriculture productiviste ou que les modèles de permaculture de jeunes diplômé·es retourné·es à la terre sans ancrage local. L'Association souligne les limites qu'impose l'agriculture modernisée au cours des transformations capitalistes et les risques qu'elle engendre, aussi bien sur la santé individuelle que sur la biodiversité et les structures sociales villageoises. Dans une perspective écologique et sociale, la production intensive sépare, voire isole les unes des autres les différentes entités des chaînes écologiques de production et de consommation. En contrepoint, l'Association des ami·es des paysan·nes construit une éthique alimentaire par sa démarche d'approvisionnement et de distribution dans ses restaurants, où elle propose un autre rapport à l'alimentation en encourageant une expérience plus riche de l'acte de manger.

À travers différents dispositifs, les aliments servis dans les restaurants évoquent le maillage de relations à l'origine des produits. En replaçant la personne mangeant au cœur de réseaux de relations complexes, l'Association construit pour les mangeur·ses une expérience alimentaire riche au-delà des limites de l'agriculture productiviste. Elle rend à la fois hommage aux différentes entités humaines et non humaines participant à la formation de l'aliment final et à l'autonomie que les savoir-faire locaux et l'agriculture familiale de subsistance confèrent aux populations indigènes en les préservant en partie des contraintes des processus modernisateurs.

Par la formulation d'une éthique alimentaire, l'Association s'inscrit dans des controverses sur la définition de l'agroécologie sociale comme un acte politique. L'Association des ami·es des paysan·nes ne participe pas tant au monde de l'agroécologie chinoise en tant qu'espace économique mais plutôt comme espace de reconnaissance. Pour l'Association, la transmission d'une connaissance des formes de production et de transformation des produits par l'expérience enrichie que proposent les restaurants *Aux bons produits de la terre* constitue, au-delà d'un argument de vente, une démarche de reconnaissance sociale du travail paysan. En ce sens, elle s'inscrit en faux contre d'autres démarches davantage orientées par la production d'aliments

sains et sûrs⁷² notamment. L'Association s'ancre pourtant dans des réseaux de transaction et de coopération avec des organisations qui ne partagent pas cette éthique, notamment des organisations de production agricole sans ancrage local dans l'agriculture de subsistance. La sphère de l'agroécologie chinoise se définit ainsi par des relations de controverses autant que de coopérations : les différends qu'entretiennent entre elles les organisations autour des mots et des pratiques paysannes participent à délimiter une sphère autonome d'interconnaissance parfois conflictuelle.

À travers les controverses, les contours d'une sphère autonome de l'agroécologie se dessinent au sein des mondes agroalimentaires. Les débats et les conflits prennent forme dans – et participent à forger – des espaces écologiques, arènes de discussion et de construction de la sphère émergente. Ces espaces sont tissés entre des relations d'interconnaissance numériques et physiques, construits ou pétris par l'engagement de personnes diplômées et de travailleur·ses migrantes, et de travailleur·ses paysannes. Ils sont alors hybrides, laissant plus ou moins transparaître selon les temporalités leurs dimensions physiques, économiques, sociales, symboliques, numériques ou morales.

III. A. Enchevêtrement des réseaux agroalimentaires à différentes échelles

Les notions de « réseaux » ou « systèmes agroalimentaires alternatifs » (*tidaixing shiwu wanglu/tixi* 替代性食物网络/体系) sont une catégorie conceptuelle proposée au sein de groupes de recherche universitaires et associatifs chinois (Tan et Du 2010; Klein 2014; Si, Schumilas, et Scott 2015; Yang 2016; Yang et Wang 2017) qui reprend des catégories construites par les sciences sociales, notamment anglo-saxonnes (Goodman 2003; Deverre et Lamine 2010; Dubuisson-Quellier, Lamine, et Velly 2011; Goodman, Goodman, et DuPuis 2012). Le langage indigène privilégie plutôt les termes de « cercles » (*quanzi* 圈子) ou de « mouvements » (*yundong* 运动), associés à l'« agroécologie sociale » (*shehui shengtai nongye* 社会生态农业), à l'agriculture soutenue par la communauté (*shequ zhichi nongye* 社区支持农业) ou au sigle anglais « CSA » (pour *Community-Supported Agriculture*).

⁷² Les produits sont considérés comme « sûrs » quand la sécurité sanitaire des aliments est garantie par des dispositifs de confiance, en particulier dans les circuits courts alimentaires.

III. A. 1. Des réseaux à différentes échelles

Dans les espaces enquêtés, dans les provinces du Yunnan et du Guangxi, les cercles de maintien de l'agriculture paysanne se construisent sur l'inclusion et la valorisation d'une agriculture de subsistance persistant dans les montagnes. Ils tissent des liens physiques et symboliques entre les échelles du village rural au village global, et réciproquement.

III. A. 1. a. Locale

À l'échelle locale, des fermes et des boutiques constituent des réseaux de circuits courts de proximité, reliant directement un ou quelques villages à un espace de vente spécialisé. L'échelle locale est le premier prisme de définition de l'agroécologie paysanne dans les espaces enquêtés. C'est à cette échelle que se situe l'action. Les producteur·rices travaillent dans l'espace qu'elles transforment et transforment l'espace qu'elles travaillent. Dans la perspective des réseaux agroalimentaires alternatifs, ces espaces locaux sont rendus accessibles à des consommateur·rices urbains à travers des espaces de vente directe, des visites des fermes, des séjours d'expérience.

Afu, jeune retourné à Sanjiang dans le nord du Guangxi, a d'abord ouvert un restaurant sur la route en bord du village. Il s'est inspiré à ce moment-là de l'expérience du Président des ami·es des paysan·nes. Ce dernier l'a épaulé et conseillé dans son retour à l'agriculture et dans les possibilités de financement auprès d'organisations internationales. À côté du travail des champs qu'Afu a repris dans le village familial selon des pratiques transmises localement (variétés anciennes d'arbres fruitiers, thé et riz), il monte avec des membres de la famille un restaurant qui propose à la consommation des plats composés des aliments produits dans son exploitation et dans des exploitations voisines. Plus tard, il organise (en concertation avec deux autres organisations du Guizhou) des « séjours d'expérience profonde » pour proposer à des voyageurs (de la province et de l'extérieur) de visiter les lieux de production et de transformation du thé et du riz notamment, goûter des plats préparés avec la production locale, dormir une nuit dans une habitation de bois caractéristique de la région, échanger avec des personnes âgées du village. Le retour à la terre d'Afu a ainsi un effet local, dans la production de variétés anciennes, qui fonctionne cependant sur l'inscription dans des réseaux plus étendus avec la transmission à des publics touristiques. À l'échelle locale, le retour d'Afu agit également comme processus de cadrage socio-culturel avec la mise en place d'ateliers de mémoire, où les personnes âgées du village racontent leurs histoires agricoles, leur rapport à la terre et aux spiritualités, les pratiques et les variétés qu'ils et elles ont été amenées à travailler selon différentes politiques centrales. La définition de l'agroécologie paysanne qui se tisse à travers

les activités d'Afu dans son village se construisent sur un espace local villageois inséré dans des cercles plus étendus : à l'échelle régionale puisque le jeune retourné tire son expérience des échanges avec le Président et qu'il vend des produits dans la région, à l'échelle nationale puisque des touristes extérieurs viennent visiter le village, et à l'échelle internationale puisqu'il finance ses activités grâce aux fonds de solidarité d'organisations de développement hongkongaises notamment et qu'il participe à des activités d'associations internationales comme l'Arche du goût de Slow Food.

L'essentiel de la vente se fait cependant en ville ou en ligne : l'échelle locale désigne davantage un cercle géographique restreint autour d'une ville que l'espace villageois lui-même. Pour l'Association des amis des paysannes, la création d'un réseau local de transactions entre produits paysans et espaces urbains de consommation vise à préserver un savoir-faire et des variétés locales par la transmission à des consommatrices urbaines. Le menu des restaurants *Aux bons produits de la terre* indique à ses clientes :

Ce qui vient de la terre, ce n'est pas seulement exquis
Cela permet aussi d'assurer la transmission familiale des variétés locales
D'encourager la diffusion de la culture et des savoir-faire indigènes
D'enrichir notre jardin

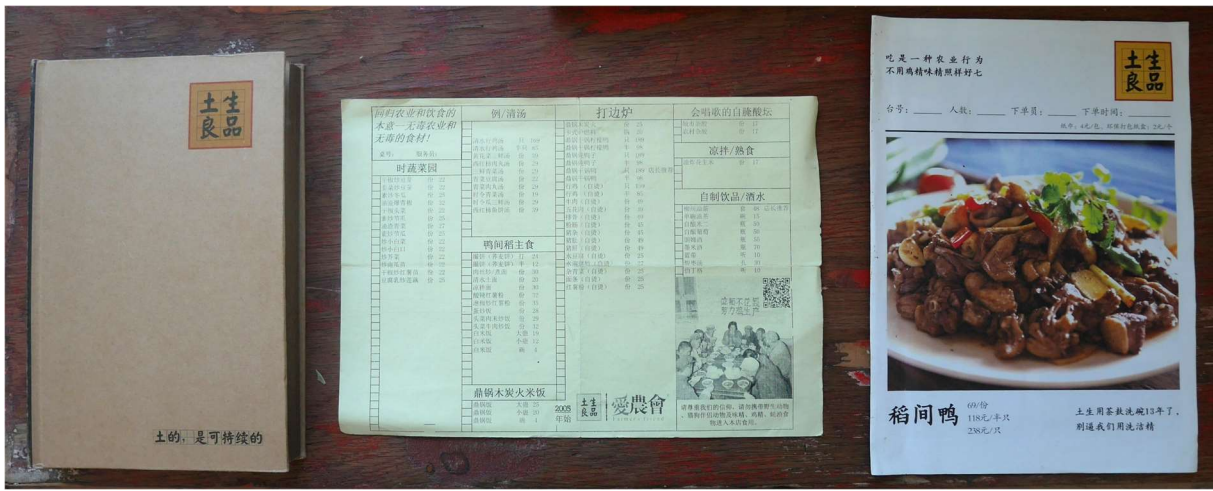
Ensemble avec les clients
Apportons aux foyers ruraux des alentours notre soutien
À l'élevage et la culture qui préservent les variétés indigènes
Au maintien des ateliers artisanaux traditionnels
Construisons ensemble un jardin beau et harmonieux

Le restaurant élabore une cuisine familiale de terroir, locale et indigène
Il est une plateforme de vente de produits fermiers
De transmission entre les générations des variétés locales, des agricultures
traditionnelles, des cultures et élevages naturels
Mangeons local, mangeons de saison

Une cuisine ouverte, sans glutamate ni condiments chimiques, restitue aux aliments
leurs saveurs d'origine
Nous utilisons une huile d'arachide Luhua de qualité d'extraction 5S, et du saindoux
de nos fermes en petite quantité
Nos couverts sont lavés aux résidus de thé et stérilisés à 120 degrés
Les aliments changent au fil des saisons, veuillez nous excuser si nous ne pouvons
vous proposer certains plats

Parce que les coûts de production sont élevés et la logistique compliquée,
l'approvisionnement en aliments n'est pas évident
Veuillez commander un nombre de plats adapté et emporter les restes, merci de votre
soutien⁷³

⁷³ Page d'introduction au menu des restaurants, *Aux bons produits de la terre*, 2012, publication de l'Association.



Menus du restaurant (2012, 2017, 2019)

La localité est érigée comme une valeur ajoutée des produits proposés. Il s'agit d'une proximité géographique et temporelle avec le rappel de l'approvisionnement de saison. La localité porte sur l'origine écologique d'aliments « primitifs » (*yuanshengtai* 原生态), la « transmission familiale de variétés locales » (*jiachuan pinzhong* 家传品种) et le « savoir-faire indigène » de transformation des produits en aliments (*bentu shouyi* 本土手艺). En somme, la « cuisine familiale de terroir, locale et indigène » proposée par les restaurants réinsère la consommation urbaine dans une localité géographique et culturelle. L'Association étant née à Liuzhou, la localité culturelle qu'elle met en valeur est celle du nord du Guangxi. Cependant, avec l'ouverture d'autres restaurants dans la préfecture de province, Nanning, à 200 km au sud, le rapport à la localité est transformé : les restaurants de Nanning se fournissent en aliments produits localement (dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres pour les produits frais), mais distribuent également les aliments spécifiques produits autour de Liuzhou (thé à l'huile, tofu-bambou, sucre rouge). Cette démarche rejoint le développement d'un tourisme du local autour des maisons d'hôtes et de loisirs ruraux (*nongjiale* 农家乐) (Park 2014; Klein 2020)

promu par les politiques nationales et participe d'une gastronomisation des cuisines de terroir (Poulain 2011). Elle va plus loin en un sens puisqu'elle ne prend pas place dans le lieu même de production mais l'offre dans un espace urbain, établissant une continuité entre les mondes urbains et ruraux. L'Association réalise de fait une continuité entre ces mondes comme appartenant au même espace local. Les zones de production ne sont cependant pas toujours accessibles facilement, il faut compter parfois jusqu'à une journée de transport pour rejoindre certaines exploitations dans les montagnes. Il s'agit donc d'un local étendu, qui dans le cas de l'Association rejoint presque les limites de la région du Guangxi (237 600 km²). Cette dernière crée une nouvelle unité de lieu autour de pratiques paysannes qui se recoupent à travers différentes localités du Guangxi.

Les échanges qui ont lieu à l'échelle locale entre l'Association et les producteur·rices tissent à la fois des réseaux économiques et des réseaux de reconnaissance symbolique. L'Association et les restaurants constituent un débouché et une source de revenu régulier pour les espaces de production. Ces derniers se transforment avec la restructuration des ressources autour de la construction des formes de jugement personnel sur un marché-réseau⁷⁴. Les formes de jugement personnel à l'échelle locale se retrouvent à l'échelle régionale dans ce qui constitue davantage le marché-réseau que des échanges entre individu·es.

III. A. 1. b. Régionale

À l'échelle de la région, des plateformes marchandes physiques ou numériques réunissent des produits régionaux et les livrent ou les proposent en boutiques dans les villes principales – Liuzhou, Nanning et Guilin dans le Guangxi, Kunming ou Dali dans le Yunnan. Ces plateformes tissent un réseau régional de producteur·rices accessibles dans un même espace de distribution pour les consommateur·rices. Une plateforme de la préfecture du Guangxi, la Foire Paysanne dans la ville de Nanning (*nanning dushi nongxu* 南宁都市农墟) construit depuis 2013 un réseau réunissant des producteur·rices de la région. De manière irrégulière, elle propose un « marché paysan » (*nongfu shiji* 农夫市集) en centre-ville, c'est-à-dire un marché de plein vent où peuvent se réunir en principe une fois par mois des producteur·rices en agroécologie de la région. La Foire se construit sur une série de relations avec des organisations déjà présentes dans les cercles de l'agroécologie paysanne du Guangxi. Elle est notamment portée par l'organisation de solidarité Partnerships for Community Development. Sa mise en place passe par le travail de He Ye, une « jeune retournée » dans la région du Guangxi, née en

⁷⁴ Voir les II. B. 2. a. sq. de cette partie.

1989 dans le Gansu, ayant fait des études de travail social puis un stage dans une ferme du Guangxi financé par PCD avant de s'installer à Nanning pour s'occuper de la Foire Paysanne.

La Foire est d'abord un marché ouvert, mensuel, construit sur des réseaux existants. Elle s'appuie notamment sur le réseau de consommateur·rices des paniers du restaurant *Aux bons produits de la terre* de l'Association des ami·es des paysan·nes à Nanning et sur celui, entrecroisé, des parents d'élèves de l'école Waldorf de la ville. À l'époque il n'y a que l'Association des ami·es des paysan·nes sur le marché urbain. La Foire prend naissance à partir de ces réseaux : ceux de PCD dans les espaces de production en agroécologie ; ceux de l'AAP dans la distribution et la consommation ; ceux de l'école Waldorf dans la consommation. Dans un entretien⁷⁵, He Ye insiste également sur l'engagement des consommateur·rices et la formation d'un réseau de consommation par les cercles d'interconnaissance. La Foire s'inspire du modèle du Marché biologique paysan de Beijing (*beijing youji nongfu shiji* 北京有机农夫市集) fondé en 2010 – lui-même d'inspiration internationale. La construction du réseau de Nanning repose sur plusieurs membres « jeunes retourné·es ». Wang Xiangdang notamment – alors responsable d'un des restaurants *Aux bons produits de la terre* et qui travaillera ensuite avec Maman Xixi – contribue fortement à mettre en place les premiers marchés paysans, à mobiliser un public de consommateur·rices des paniers du restaurant pour l'organisation active des événements. La prise en charge dans une structure « horizontale » de l'organisation des marchés attise des conflits latents entre leurs organisateur·rices – alors que certain·es essaient d'imposer leur vision de l'agroécologie ou leur personnalité. Les marchés ne sont pas réguliers, six mois après le lancement du premier, ils ne sont plus organisés.

L'année suivante, à partir de 2014, He Ye s'installe à Nanning et propose de s'occuper de la Foire à temps plein. Elle monte, toujours financée par PCD, une centrale d'achat qui propose des produits des producteur·rices de la Foire, à venir chercher dans un local à dates régulières. Au début, elle, ainsi qu'une collègue qu'elle a recrutée dans ses cercles d'amies, se financent sur son « revenu » de PCD et sur la marge de 30% réalisée sur la vente des produits. Son activité repose sur la participation logistique de consommateur·rices, notamment pour le transport de marchandises et les lieux de distribution – un local est fourni par une consommatrice pour le stockage temporaire et la distribution des légumes. À la fin de la seconde année, He Ye rédige un projet de groupement d'achat qu'elle soumet à PCD et obtient un nouveau financement. Celui-ci lui permet d'avoir deux salaires, un local, des frais de transport, des tables pour le

⁷⁵ 27 mars 2019, 20190327HY.

marché pendant un an et demi (2014- 2016). Elle organise ensuite un financement participatif auprès des consommateur·rices pour ouvrir une boutique (une dizaine de participations de 20 000 yuans chacune, soit à peu près 25 000 euros au total). À côté de la boutique ainsi lancée, He Ye et sa collègue obtiennent de nouveaux financements de PCD pour un projet d'éducation alimentaire auquel elles travaillent notamment avec de jeunes retourné·es.

Avec les moyens limités dont elle dispose, He Ye ne construit pas une structure pour aider des personnes à l'installation agricole mais surtout pour sensibiliser des consommateur·rices urbaines à l'alimentation saine. À nouveau, He Ye s'appuie sur les réseaux de PCD pour construire le projet d'éducation alimentaire. Avec l'ouverture de la boutique et la reprise du marché paysan mensuel, He Ye peut proposer de nouveaux débouchés économiques aux petits producteur·rices, surtout aux jeunes retourné·es à la terre⁷⁶, mais elle s'occupe principalement de revendre des produits de producteur·rices déjà aguerries.

Parce que maintenant on s'occupe surtout du côté citadin. On ne va pas trop, y compris maintenant on va chercher des producteur·rices qui ont déjà une pratique agricole écologique, qui ont déjà une certaine base de ce côté-là. Je pense que du point de vue de notre groupe, ou plutôt du point de vue des forces dont on dispose, on n'a pas de quoi soutenir un producteur·rice. Par exemple s'il veut faire une conversion en bio, pour l'aider à construire un produit écologique, disons construire une relation d'offre et de demande, ça on n'aura pas les moyens de le soutenir ou de le financer. Donc on travaille bien plus avec des producteur·rices déjà aguerries, qui ont déjà leur base, ensuite on va proposer des formes de soutien très marginales, c'est tout. Après nous c'est surtout du côté de la ville, qu'on va promouvoir un idéal de vie sain (*jiankang de yi zhong shenghuo linian* 健康的一种生活理念). Le travail du côté ville c'est ce dans quoi on peut se spécialiser aujourd'hui⁷⁷.

Le travail du côté ville, c'est alors de faire la promotion des produits écologiques et d'un « mode de vie sain », c'est de réunir sur une même plateforme différents producteur·rices pour permettre à des urbain·es de faire des courses en circuits courts. Cependant, en s'appuyant et réunissant des producteur·rices qui ont déjà bénéficié des aides de partenaires sociaux et d'organisations de développement, la Foire participe également à institutionnaliser les différentes initiatives d'agroécologie paysanne en un réseau régional. Les producteur·rices présent·es à la Foire ont été soutenu·es par différentes associations ou fondations : l'AAP, PCD, Oxfam HK, Guoren et World Vision notamment. Le travail de He Ye consiste ainsi, comme prérequis à la constitution d'un rapport d'offre et de demande à Nanning, à rassembler un faisceau de canaux qui ont déjà été ouverts dans les domaines agroalimentaires. Les associations

⁷⁶ Sur la construction d'une catégorie de jeunes à travers ces réseaux, voir notamment le chapitre IV.

⁷⁷ Entretien avec He Ye, le 27 mars 2019, 20190327HY.

ne travaillent pas ensemble, mais la Foire tisse un réseau qui les relie dans un espace économique commun, orienté par des valeurs redéfinies autour de l'« idéal de vie sain ». Ce qui réunit, c'est aussi une approche formelle commune aux différentes organisations internationales, comme le souligne le vocabulaire de l'incubation ou de la couveuse d'entrepreneur·ses (*fuhua* 孵化) mobilisé par la jeune retournée He Ye.



Espace de convivialité dans la boutique de la Foire Paysanne et carte des producteur·rices du Guangxi (27 mars 2019)

Les noms des producteur·rices sont significatifs de l'ancrage de la Foire Paysanne dans un cadre normatif international, et de la surreprésentation de jeunes personnes. Sur trente-six participant·es au marché paysan mensuel, douze ont des noms indiquant leur jeunesse ou leur appartenance à des cercles récents de l'agroécologie – « jeunes retourné·es à la terre » (*fanxiang qingnian* 返乡青年), « mi-paysan·ne mi-X » (*bannong bancha* 半农半X), fermes et paysan·nes « écologiques » (*shengtai* 生态).

La mise en place d'un marché paysan régional met également en évidence des tensions entre plusieurs groupes de production. Après l'investissement initial de Wang Xiangdang dans la construction du marché, des conflits éclatent entre des groupes de consommatrices – des « groupes de maman » (*mama tuan* 妈妈团) – qui entraînent une scission : Wang Xiangdang quitte le restaurant de l'AAP pour ouvrir avec Maman Xixi un nouveau groupement d'achat concurrent. Les relations sont ainsi éventuellement conflictuelles avec les consommateur·rices, les pressions de la demande entraînent potentiellement des conflits avec les producteur·rices sur les prix et la diversité des produits par exemple, qui soulignent les effets contradictoires de le « relation directe » des circuits courts à différentes échelles⁷⁸.

⁷⁸ Voir le chapitre II de cette partie.

III. A. 1. c. Nationale

Dans une perspective similaire, la constitution des réseaux de l'agroécologie sociale à l'échelle nationale tend autant à tisser des relations marchandes que des relations de filiations militantes et politiques. C'est à cette échelle que les controverses sont les plus saillantes. Elles y prennent des formes physiques dans des assemblées ou des congrès annuels, où les jeunes retournées se rapprochent de leurs modèles ou en découvrent de nouveaux. C'est l'échelle des universités, des assemblées, des formations spécialisées, des grosses boutiques en ligne, etc.

Nous distinguons trois approches qui coopèrent dans ce mouvement pour l'agroécologie sociale et tendent à constituer un réseau national, voire à s'inscrire dans des réseaux transnationaux. La première approche est d'ordre économique, elle est portée par des entrepreneur·ses de la consommation engagée qui se font elleux-mêmes néo-paysan·nes et engagent de nouvelles formes de transactions marchandes en établissant des fermes écologiques connectées à des « communautés » de consommateur·rices urbaines. La seconde est politique ou sociale, elle passe notamment par des organisations de développement qui financent des projets écologiquement durables dans le domaine de l'agriculture biologique, dans des rapports de coopération ou de concurrence avec les politiques de modernisation. La troisième approche, davantage éthique, pose la question du rapport des humains à leurs milieux à travers les relations qu'engage l'acte de se nourrir. Elle est portée par des associations ou des entreprises qui tentent de repenser les chaînes d'approvisionnement alimentaire à partir de l'agriculture locale de subsistance.

L'action unificatrice des initiatives agroalimentaires alternatives en un réseau proprement chinois est particulièrement visible à l'échelle nationale. C'est la démarche de l'Alliance CSA notamment, dont l'une des fondatrices participe à faire le lien entre les mondes universitaires et commerciaux.

L'Alliance pour l'agriculture soutenue par la communauté (*CSA lianmeng* CSA 联盟), créée en 2017, définit son domaine d'activité autour des trois problèmes ruraux (*san nong wenti* 三农问题) et du soutien à la pauvreté (*fupin* 扶贫)⁷⁹. Ces deux thématiques reprennent directement des directives politiques et soulignent l'encastrement du réseau dans institutions de recherche et d'enseignement. Sur sept membres fondateur·rices de l'Alliance, cinq sont directement affiliées à des universités chinoises, dont des personnalités internationalement reconnues comme

⁷⁹ Voir par exemple la présentation qu'en fait le site *China Development Brief*: <http://www.chinadevelopmentbrief.org.cn/org5759/> (consulté le 20 juillet 2021).

l'économiste des « trois problèmes ruraux » Wen Tiejun (温铁军) de l'université Renmin, le sociologue Shen Yuan (沈原) de l'université Tsinghua – nouvelles sociologies économiques et sociologie des organisations –, et la sociologue He Huili (何慧丽) de l'université d'agronomie de Chine – sociologie rurale et relations villes-campagnes. Les deux autres membres fondateur·rices de l'Alliance, également à l'origine de deux des plus importantes organisations de maintien de l'agriculture paysanne en Chine, sont également diplômées : Shi Yan (石嫣) est docteure en sociologie et Yan Xiaohui (严晓辉) est titulaire d'un master en études culturelles. Derrière ce noyau exclusivement pékinois, une vingtaine de membres d'organisations présentes partout en Chine – avec une surreprésentation du Sichuan – constituent le cercle des fondateur·rices secondaires.

Lors de mes premiers terrains dans le Yunnan, c'est la secrétaire générale de l'Alliance qui m'a fait prendre contact avec plusieurs jeunes diplômé·es retournées à la terre. De la même manière, c'est l'Alliance qui réunit les jeunes dans les Assemblées annuelles des CSA.

III. A. 1. d. Internationale

Le travail de l'Association des ami·es des paysan·nes consiste à recenser et promouvoir les pratiques agricoles et alimentaires locales. Ce travail rejoint, voire s'inscrit directement dans des mouvements internationaux de développement rural, de valorisation des patrimoines agroalimentaires ou de gastronomisation des cuisines de terroir. Trois canaux principaux relient les initiatives chinoises aux mondes agroalimentaires alternatifs : les fondations internationales de développement Oxfam HK et PCD ; le mouvement de valorisation des cuisines locales Slow Food ; les canaux universitaires qui introduisent en Chine les études internationales sur les réseaux agroalimentaires alternatifs. Chacun de ces canaux promeut des éléments de caractérisation et d'évaluation de l'action dans les mondes agroalimentaires et la construction de l'alternative, qui participent à définir différentes formes d'agroécologie paysanne.

Dans les échanges entre les différentes échelles circulent des mots, des constructions sémantiques qui constituent une grammaire de l'agroécologie, élément essentiel des définitions proposées de l'agroécologie sociale et base cognitive partagée sur laquelle se construisent les controverses pour la définition du domaine et de ses frontières. La publication en 2014 par PCD d'un ouvrage de partage d'expériences, *Tomber au sol, prendre racine, la revitaction de l'agriculture soutenue par la communauté*⁸⁰, participe par exemple à poser un cadre

⁸⁰ *Luodi shenggen, shequ zhichi nongye de sudong*, 落地生根, 社区支持农业的舞动, PCD, 2014.

international de référence qui uniformise formellement des initiatives plurielles. L'ouvrage recense les initiatives chinoises, hongkongaises et taïwanaises assimilées à la *Community-Supported Agriculture* et propose un glossaire du vocabulaire pour la définir à partir de termes établis à l'international : « agriculture biologique », « capital social », « consommation engagée », « économie solidaire et sociale », « entreprise sociale », « monnaie locale ou sociale », « permaculture », « révolution verte », « sécurité sanitaire des aliments », « souveraineté alimentaire », etc. Le vocabulaire spécifique au contexte chinois est inséré dans le vocabulaire international avec des éléments de comparaison, comme la différence entre le retour à la terre (*fanxiang* 返乡) chinois et l'entrée à la terre (*jinxiang* 进乡) dans le vocabulaire taïwanais, alors que le second désigne un séjour temporaire quand le premier fait référence à une installation sur le long terme. Le choix est justifié dans une forme d'écriture inclusive afin de proposer une alternative à l'expression figée « aller à la campagne », littéralement « descendre à la campagne » (*xiaxiang* 下乡) qui établirait une supériorité de la ville sur la campagne. Le glossaire permet également de définir le mouvement dans un cadre politique, alors que le terme « retour à la terre » serait par exemple un outil pour distinguer un mouvement populaire propre aux cercles de l'agroécologie sociale des mouvements de jeunes encouragés par les directives centrales⁸¹. Le vocabulaire chinois est ainsi renouvelé à partir d'un vocabulaire international de l'écologie, avec certains mots qui s'inscrivent durablement dans un cadre institutionnel quand d'autres semblent échouer à s'imposer – telle la « revitaction » proposée dès le titre de l'ouvrage à partir du caractère traditionnel de « revivre » (*su* 苏/甦) qui rassemble les éléments « de nouveau, davantage » et « vie », associé à un second caractère, « action » (*dong* 动).

Le vocabulaire international de l'écologie construit un cadre commun de référence sur lequel s'appuient la plupart des initiatives néo-paysannes chinoises, y compris pour adopter une attitude réflexive ou alimenter les controverses. L'Association des ami·es des paysan·nes introduit ainsi un livret de présentation publié en 2011 par un jeu de mot sur le vocabulaire international et le rôle de l'Association dans les montagnes du Guangxi, entre soutien aux petits producteur·rices paysannes et exigences des consommateur·rices urbaines :

Nous nous sommes rendus compte après quelques années d'expérience que la *Community-Supported Agriculture** n'était en réalité pas l'agriculture soutenue par la

⁸¹ Bien que les directives politiques et médias officiels mobilisent désormais le même terme pour encourager le retour à la terre (*fanxiang* 返乡), voir les I. A. 2. c. et I. B. 1. c. de cette partie.

communauté (*shequ zhichi nongye* 社区支持农业) mais l'agriculture soutenant la communauté (*nongye zhichi shequ* 农业支持社区)⁸².

À travers ce jeu d'inversion, l'Association met à distance les cadres internationaux de l'agroécologie sociale et introduit, par la controverse, son rapport particulier au maintien de l'agriculture paysanne.

III. A. 2. De l'inventaires des pratiques paysannes et à l'invention de la tradition

III. A. 2. a. Recensement local et transformation des traditions

Afin de valoriser les savoir-faire et de pérenniser les relations de transactions, l'Association des ami·es des paysan·nes recense des pratiques « traditionnelles » de la région. Elle fait un inventaire de pratiques agricoles du Guangxi pour définir une agroécologie paysanne autour du travail artisanal et d'un rapport à la terre, aux cultures et aux aliments, fondé sur une expérience transmise localement et familialement.

Les restaurants de l'Association rendent visible la persistance des savoir-faire et de l'agriculture familiale dans les montagnes du Guangxi. Les produits sont présentés dans les restaurants par une description du processus de fabrication. La traçabilité des produits ne renvoie pas ici uniquement à la source de production, mais surtout aux pratiques paysannes de transformation. La mise en valeur des savoir-faire justifie un prix plus élevé que celui du marché conventionnel – de deux à quatre fois. Les produits de terroir désignent alors des aliments concentrant les qualités d'une production écologique et d'un savoir-faire de subsistance. L'Association met en valeur un goût authentique, construit tout autant par les qualités gustatives des aliments que par les récits de leur fabrication.

La « section des aliments »⁸³ de l'Association sélectionne progressivement une série de savoir-faire et de manières de table du Guangxi : la convivialité du thé à l'huile de Sanjiang (*Sanjiang youcha* 三江油茶), la cuisson des feuilles de tofu (tofu-bambou) sur cuves de fonte (*tieguo fuzhu* 铁锅腐竹)⁸⁴, les ateliers de fabrication de tofu à la saumure (*lushui doufu gongfang* 卤水豆腐工坊), la confection sur claies de pâtes de riz à la vapeur (*boji zheng fen* 簸箕蒸粉),

⁸² Livret de présentation de l'Association, 2011, *en anglais dans le texte.

⁸³ Essentiellement composé de son fondateur, le Président et d'un autre responsable, parfois secondés d'employé·es des restaurants.

⁸⁴ La traduction littérale de cet aliment est « tofu-bambou », parfois connu en France comme peau de tofu (qui désigne en chinois un autre aliment), feuilles de tofu ou sous le nom japonais de *yuba*. Il s'agit de la peau qui se forme sur le lait de soja en train de frémir, prélevée et séchée.

l'élevage et la culture combinés (*zhong yang jiehe* 种养结合). Dans ses menus, les restaurants introduisent chacun de ces savoir-faire par une même phrase, « l'artisanat grandit dans la subsistance » (*shouyi zhang zai shengji limian* 手艺长在生计里面), suivie du nom et d'une description de la pratique. Plusieurs plats sont proposés en face de la présentation imagée des pratiques, cuisinés à partir des aliments issus des savoir-faire décrits. À travers la confection du menu des restaurants, l'Association fait l'inventaire de savoir-faire « traditionnels » qu'elle érige au rang de gastronomie de terroir.



Tofu-bambou (Menu 2012)

À gauche : « L'artisanat grandit dans la subsistance
Soja local, artisanat de transmission familiale, cuisson en cuves de fonte, produit
uniquement par le goût du feu de bois et du soleil
Aux alentours de Liuzhou subsistent encore quelques ateliers artisanaux de tofu-
bambou traditionnel,
Un foyer de feu de bois, de grandes cuves de fonte, tout est en ordre et bien rangé. »

En haut à droite : « Employons du soja traditionnel, refusons les OGM ! »

En bas à droite : « L'affection pour les artisans rend possible la préservation de la
culture du soja local et l'entrepreneuriat de jeunes retournés à la terre. »

Au-delà des produits utilisés, l'artisanat comme moyen de subsistance désigne un savoir-faire qui repose sur la technique même des praticien·nes. À propos des ateliers traditionnels de tofu à la saumure, le menu précise : « Parce qu'il ne contient pas d'additifs alimentaires, faire un

bon tofu repose entièrement sur le savoir-faire de l'artisan·e »⁸⁵. Les savoir-faire de subsistance se raréfient avec le développement de l'agriculture moderne et de la mécanisation de la production. La cuisson des feuilles de tofu (tofu-bambou, yuba) sur cuves de fonte disparaît sous les contraintes sanitaires et économiques. De nombreux ateliers de tofu-bambou familiaux ont dû fermer après des contrôles sanitaires parce qu'ils utilisaient des cuves de fonte – interdites pour risque de rouille – ou certains produits chimiques dangereux. La consommation de tofu-bambou a drastiquement baissée à la suite des scandales alimentaires engendrés. Une législation récente autorise de nouveau l'usage de plats en fonte dans le commerce et la transformation des produits alimentaire. Son emploi est également été remis au goût du jour par la série *La Chine au bout de la langue (shejian shang de zhongguo 舌尖上的中国)*⁸⁶. La transformation artisanale et traditionnelle du tofu-bambou, produit à partir de grains de soja indigènes pour une consommation locale, est fortement influencée par les transformations juridiques nationales comme par les perceptions socio-culturelles associées à cet aliment.

Deng Chongjian est le producteur de tofu-bambou qui fournit l'Association depuis 2016. Il a été encouragé dans la reprise de l'activité de ses parents par le Président de l'AAP qui cherchait un producteur de tofu-bambou « à l'ancienne » alors que le producteur avec qui coopérait l'Association jusque-là s'apprêtait à cesser son activité. L'Association a assuré à Deng un débouché régulier par la vente dans les restaurants et sur ses plateformes numériques : l'Association est devenue le principal client du producteur. Deng raconte comment ses parents ont cessé cette activité à la suite d'une expropriation de terres (*tudi zhengshou 土地征收*) qui les a privés de leur espace de production mais leur a apporté un petit capital économique :

Iels n'avaient plus assez d'espace, et leurs conditions de vie se sont améliorées après l'expropriation, alors iels n'en ont plus fait [de tofu-bambou]. C'est fatigant, c'est dur de faire ça, personne ne veut le faire. Avant on faisait ça comme moyen de subsistance. Quand les terres ont été réquisitionnées, iels s'en sont mieux sortis. Si tu peux t'acheter un appartement, même une voiture ou une maison, qui voudrait encore faire ça ?⁸⁷

Le tofu-bambou n'est de manière générale plus produit sur cuves de fonte. Deng, qui a hérité du savoir-faire familial, se considère comme un gardien. Il le formule ainsi :

À part nous il n'y a personne qui fasse encore le tofu-bambou comme ça, enfin si, il y en a encore. Mais ceux-là commencent à être un peu vieux, iels sont de la génération précédente. Ceux qui arrivent à 70, 80 ans iels ne peuvent plus continuer. Moi je le

⁸⁵ Menu, *op. cit.* p. 18.

⁸⁶ Saison 3 épisode 1, 2018.

⁸⁷ Entretien avec Deng, 4 avril 2019, 20190404DC.

sais, en vrai cette affaire si on n'en prend pas la succession (*chuancheng* 传承), personne ne le fera⁸⁸.

Alors que la transmission générationnelle du savoir-faire est entravée par des changements structurels, Deng et Wei Shan, sa femme, responsable de la gestion commerciale de la fabrique, ne reprennent pas l'affaire comme le faisaient les parents selon une logique de « subsistance ». Iels se définissent comme des jeunes « retourné·es à la campagne pour entreprendre » (*fanxiang chuangye* 返乡创业). Iels ont repris la succession en modifiant les outils de production pour s'adapter à une économie de marché et non plus de subsistance. Le savoir-faire est transmis mais l'atelier familial devient une petite usine. Deng souligne le paradoxe entre un savoir-faire qui tire sa valeur de son ancienneté et la possibilité de le faire évoluer en transformant les outils :

Faire le tofu-bambou, ce n'est pas un truc figé. Moi par exemple, bon, le feu de bois, les cuves de fonte, le broyage du soja... franchement je peux améliorer tous les maillons de la chaîne, je peux tout faire en mieux, c'est ça ce que je veux dire. Je veux dire ce n'est pas mort, les outils ne sont pas morts. Avant on utilisait des cuves rondes, on les chauffait avec des fagots, chaque cuve donnait une feuille de tofu. Ça c'est la manière de faire originelle. On peut faire mieux. Comme quand j'ai transformé les cuves : avant un foyer ne chauffait qu'une cuve, maintenant je peux faire six feuilles sur un foyer. Sans s'en rendre compte on a augmenté la production par six, c'est ça ce que je veux dire⁸⁹.

Les modifications des manières de faire le tofu-bambou en font un savoir-faire vivant, qui s'adapte à certains contextes tout en respectant des critères d'authenticité. Les cuves de fonte, le travail artisanal, l'usage de variétés locales de soja, la continuité de la chaîne de transformation en un seul et même lieu constituent les fondations du savoir-faire. C'est comme ça qu'il lui a été « transmis ». L'authentification du savoir-faire repose sur l'établissement de ces critères fondamentaux. Ils sont définis dans l'échange entre Deng, en tant que détenteur d'un savoir traditionnel, et le Président de l'AAP, fort de son expérience auprès de générations précédentes de producteurs de tofu-bambou. Pourtant, le processus de fabrication n'est pas « figé » : la transformation des cuves pour pouvoir surveiller six feuilles de tofu plutôt qu'une n'altère ni la technique ni le goût de l'aliment. Elle est présentée comme une économie de mouvement et de temps bénéfique. La définition du savoir-faire « authentique » et « traditionnel » dans les restaurants de l'Association se construit sur la possibilité de transformation, malgré la rationalisation de la pratique qu'elle engage.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ *Ibid.*



Cuves rondes traditionnelles à gauche (9 avril 2019) et nouvelles cuves rectangulaires à droite (10 octobre 2017)

III. A. 2. b. La construction de l'authenticité dans les rapports d'échelle

La transformation des conditions de production renvoie cependant à la question du maintien de pratiques transmises localement et à la construction d'un *régime d'authenticité* (Karpik 2013)⁹⁰ établi notamment autour d'un goût d'origine des aliments : « Le véritable goût du tofu » (*chi doufu de zhenzheng weidao* 吃豆腐的真正味道)⁹¹. Après plus de deux années de collaboration, et bien que la visée première de l'Association soit la transmission des savoir-faire traditionnels le Président propose à Deng de changer de pourvoyeur en soja. Deng se fournit auprès de plusieurs fermes paysannes locales qui ne produisent chacune qu'une quantité limitée de fèves. En septembre 2019, à la suite de remarques de clients des restaurants, le Président rapporte à Deng que le goût de son tofu-bambou varie au cours de l'année. C'est une préoccupation qu'il avait déjà formulée quelques mois auparavant, elle donne alors lieu à une réunion organisée, dans la ferme de Qiu Ge, en présence de Qiu Ge et de Chen Peng. En cherchant tous deux la raison, ils supposent qu'elle se situe au niveau de l'approvisionnement : le goût varie en fonction de la provenance du soja. Le Président conseille alors à Deng de s'approvisionner en soja biologique du Hebei pour pallier la variation de goût, ce qui suscite une longue négociation entre les deux parties : Deng tient à l'approvisionnement local comme « critère fondamental » du savoir-faire du tofu-bambou, quand le Président se défend de pouvoir travailler dans les restaurants avec un produit dont le goût est instable⁹².

⁹⁰ Voir le II. B. 2. b. de cette partie.

⁹¹ Livret 2011.

⁹² Pour ce paragraphe : notes de terrain, 14 septembre 2019.

Cette négociation remet en question la définition du savoir-faire : le choix de l'origine du produit participe-t-il à déterminer l'authenticité de la pratique ? Le Président, en situation de domination économique et culturelle dans la négociation, mobilise les contraintes du marché – les plaintes des consommateur·rices – comme argument de modification de ce que le producteur considère comme savoir-faire authentique.

La question des changements d'échelle est soulevée par cette discussion. La fabrique de tofu-bambou est prise entre, d'une part, une production ultra-locale avec distribution par circuits courts de proximité et, d'autre part, des formes de transformation du produit selon des critères de qualité dictés par une autre échelle, celle de la consommation standardisée – les client·es des restaurants « doivent » pouvoir savoir le goût de ce qu'ils vont manger avant de commander. L'échelle nationale est également engagée dans la démarche d'exportation à d'autres régions, puisque le tofu-bambou de Deng est aussi vendu ailleurs, dans les boutiques paysannes du Yunnan notamment, comme l'un des meilleurs produits de ce type en agroécologie de Chine. Il s'agit donc d'une construction de l'authenticité sur des critères définis de manière assez subjective à une échelle très locale : héritage familial, goût, réseaux de proximité, manufacture artisanale – mais également amendés par les impératifs de rendement et notamment celui de la constance du goût pour un public de consommateur·rices.

Se rencontrent ainsi dans les cercles de l'agroécologie paysanne des réseaux de production ancrés dans un héritage local et des réseaux de consommation avec diffusion nationale. Les tensions qui peuvent se créer dans les attentes, les demandes aux différentes échelles se construisent en parallèle à des tensions entre différents domaines d'action. Ici, l'action sociale et culturelle de la valorisation d'un produit traditionnel « authentique » se heurte à l'activité économique ancrée dans un contexte de capitalisme aux contraintes plurielles⁹³.

La transformation du savoir-faire interroge également la possibilité de sa transmission. Selon Deng, la technique traditionnelle est éreintante, « trop » pour être transmise en tant qu'activité à plein-temps. La transformation de l'atelier familial en petite usine passe par la division des tâches. Si le processus de fabrication reste artisanal et fondé sur le savoir-faire familial, les employé·es de la fabrique ne maîtrisent qu'une des tâches, sous la direction du maître d'œuvre.

Un employé chargé de broyer le soja et faire bouillir le lait, deux employées chargées de la cuisson et de l'étendage les feuilles de tofu, une personne chargée du séchage des feuilles à l'air libre ou en séchoir, une employée chargée de l'emballage, une

⁹³ Pour une analyse de la transformation des activités des circuits courts à travers les échelles, voir notamment (Chiffolleau 2017, 2019).

responsable de la vente (la patronne), un responsable de la production (le patron et maître d'œuvre), ainsi qu'une employée chargée de la gestion des repas du personnel⁹⁴.

La transformation de l'atelier permet la persistance du savoir-faire traditionnel dans une économie de marché où la rentabilité impose la division des tâches traditionnellement effectuées par une même personne. Les restaurants offrent un débouché économique à ces produits « de terroir » en les mettant en valeur dans les lieux de vente et les distribuant dans les provinces de Chine du sud.



Atelier rationalisé pour la production quotidienne de 100 kg de tofu-bambou (4 avril 2019)

⁹⁴ Notes de terrain, 4 avril 2019.

Image du haut : Le soja broyé et transformé en « lait » est filtré (à gauche) puis pompé pour être porté à ébullition (*gun 滚*) dans la grande cuve fumante (à droite). Cette activité a lieu de 2h à 8h du matin.

Image du bas : Le liquide est versé dans les cuves rectangulaires par des canalisations métalliques (robinet à gauche), les cuves de fontes sont chauffées au feu de bois, la peau qui se forme est prélevée et étendue sur des barres en métal (à droite) anciennement faites de bambous. Cette activité a lieu de 8h à 14h.

Deng est la « troisième génération » de producteurs de tofu-bambou que soutient l'Association : « D'un vieux vers un jeune, puis vers une entreprise pleine d'idéal, qui suit des dispositions naturelles – je trouve que l'histoire du tofu-bambou est pleine de sens »⁹⁵. Ce sens est celui d'un processus de valorisation des savoir-faire en train de disparaître. Sous l'effet des additifs alimentaires et de l'emploi de cuves en inox, le savoir-faire du tofu-bambou traditionnel, fait à partir de fèves indigènes et chauffé dans des cuves en fonte, a pratiquement disparu des foires paysannes (*cunxu 村墟*) autant que des marchés urbains conventionnels (*nongmao shichang 农贸市场*).

L'Association des ami·es des paysan·nes tente d'assurer la préservation de ce savoir-faire menacé, en érigeant comme tradition « authentique » une recette et un processus de fabrication dont elle définit et contrôle les critères, exposés et expliqués aux consommateur·rices dans les restaurants. Le Président décrit le rôle « crucial » des restaurants dans le sauvetage de certains savoir-faire :

À l'époque, on pensait aussi que si on voulait trouver du tofu-bambou sans additif, ce serait super difficile. Alors on a monstrueusement augmenté les prix, on a cassé le marché (*pohuai hangqing 破坏行情*). Mais à l'époque le prix du tofu-bambou sans additif c'était autour de 10 yuans la livre, alors on lui [le producteur précédent] a acheté 12, 14, 16, 18 yuans, on a augmenté comme ça jusqu'à maintenant où c'est 20 yuans la livre, c'était ça l'idée. Ensuite je trouve que le plus intéressant c'est que quand on a pu augmenter notre prix d'achat à 20 yuans la livre, ce genre de tofu-bambou traditionnel a pu tenir sur le marché. Il a pu s'installer sur le marché en concurrence avec le tofu-bambou à 10 yuans la livre, avec d'autres à 8 yuans la livre, il avait un espace pour exister. Si on ne s'était pas manifesté à l'époque, j'ose dire que cette fabrique aurait mis la clé sous la porte depuis longtemps, le tofu-bambou traditionnel serait mort depuis longtemps. Par un cheminement comme celui-là, parce qu'on utilisait son tofu-bambou au restaurant, après il y a eu plein de restaurants de village des montagnes qui nous ont imités, qui ont imité les restaurants *Aux bons produits de la terre*. Ils voulaient du tofu-bambou aussi, alors ils étaient obligés d'acheter ce genre de tofu-bambou. Alors sur ce petit marché local, s'est petit à petit constitué une chaîne écologique (*shengtailian 生态链*), je trouve que ça aussi c'est très intéressant. Et

⁹⁵ Entretien avec le Président et Away, 6 novembre 2018, 20181106HZco.

maintenant ça s'est encore développé jusqu'à la dernière étape, le producteur de tofu-bambou que tu connais⁹⁶.

L'Association « casse le marché », elle propose des prix deux fois plus élevés que le marché conventionnel pour assurer la qualité du produit. Au-delà de la relation de confiance entre le Président et le producteur, le réseau alternatif au marché conventionnel assure les conditions de travail du producteur par la régularité des transactions et des prix élevés. Le producteur reçoit un revenu pour la pratique de son savoir-faire. Le revenu versé aux producteur·rices qui fournissent l'Association est estimé « juste » car il prend en compte le savoir-faire au-delà de la pénibilité. La qualité gustative du produit est associée, à travers plusieurs dispositifs de mise en valeur, à l'authenticité d'un savoir-faire.

L'Association fait ainsi exister un produit par le marché. Les transactions économiques deviennent un moyen d'action sur les pratiques culturelles et sociales. En ce sens, le marché ne fait pas que délier les relations de l'économie villageoise mais recrée également des relations autour d'un produit revalorisé (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2006; Dubuisson-Quellier 2011). Le tofu-bambou de Deng prolonge une histoire locale, comme il le souligne lui-même avec émotion lorsque pour la première fois, une personne âgée s'est exclamée : « Ça c'est du vrai ! ça fait des décennies que je n'avais pas vu un tofu-bambou pareil ! »⁹⁷ Si les populations âgées et rurales ne forment qu'une partie marginale de la clientèle (davantage constituée de populations citadines aisées), le fait que cette personne retrouve un goût qui avait disparu est cependant un gage de réussite. Le producteur le reçoit avec émotion, le compliment le touche personnellement, mais ce gage constitue tout autant un outil de communication pour promouvoir le produit dans les menus des restaurants.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Entretien avec Deng, 4 avril 2019, 20190404DC.



Deng pose devant la production du jour (4 avril 2019)

Le tofu bambou sèche à l'air libre (à partir du début d'après-midi) ou en séchoir si le temps est humide.

III. A. 2. c. Dynamique pédagogique et organismes d'authentification

L'Association construit une dynamique pédagogique autour d'un patrimoine paysan du Guangxi. Dans ses restaurants, elle expose certains savoir-faire authentifiés ou qualifiés comme traditionnels et locaux qui font également l'objet d'une reconnaissance institutionnelle nationale ou internationale. En 2006, le centre pour la préservation du patrimoine culturel immatériel chinois⁹⁸ inscrit par exemple sur la liste nationale le grand chant de l'ethnie dong (*dongzu dage* 侗族大歌) ainsi que le savoir-faire de l'architecture en crochet de bois de l'ethnie dong (*dongzu mugou jianzhu yingzao jiyi* 侗族木构建筑营造技艺) puis, en 2014, la fête de l'ethnie zhuang pour le troisième jour du troisième mois du calendrier lunaire (*sanyue san* 三月三)⁹⁹. Les mêmes ou d'autres sont aussi inscrites sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco : le grand chant de l'ethnie dong y est par exemple inscrit depuis 2009¹⁰⁰ et les savoir-faire liés à l'architecture traditionnelle chinoise pour les structures en bois¹⁰¹ évoquent les ossatures en crochet de l'ethnie dong. L'un des

⁹⁸ Sous la direction du Ministère de la culture et du tourisme.

⁹⁹ Cette fête, aussi appelée fête de Shangsi, commémore les « ancêtres » de l'ethnie zhuang. Les populations zhuang les honorent par de danses et de chants collectifs.

¹⁰⁰ PCI 2009, 4.COM.

¹⁰¹ *Ibid.*

restaurants *Aux bons produits de la terre* est construit autour de ce patrimoine reconnu par les institutions nationales et internationales : l'entrée est constituée d'une tour de tambour traditionnelle dong, construite selon l'architecture en crochet de bois sans aucun élément métallique. Les tables du restaurant sont installées sous des maisons sur pilotis dong dont l'architecture – une porte d'entrée devant et une trappe à l'arrière à laquelle on accède par un tronc incliné – incarnent les parades amoureuses du grand chant des Dong. Aux murs sont suspendues des orgues à bouche de bambou (*lusheng* 芦笙) dont les hommes dong jouent en groupe lors des événements rituels – la musique des orgues à bouche est aussi la voix des Dong pour communiquer avec le monde des esprits. Des costumes traditionnels zhuang et dong font écho à ce patrimoine ethnique, aux côtés de divers ustensiles de bambou tressé. Des claies de séchage, des nasses à poisson, des chapeaux, divers récipients, des passoirs à thé à huile, tous de bambou tressé, constituent l'ornement du restaurant et symbolisent le patrimoine immatériel paysan, les savoir-faire agricoles dans les rizières ou celui du tressage du bambou. Le calendrier agricole des vingt-quatre périodes solaires¹⁰² (*qijie* 气节) est lui-aussi au cœur de la valorisation du patrimoine immatériel paysan dans le restaurant. Un calendrier des périodes solaires est suspendu au mur parmi les affiches décrivant les pratiques agricoles et savoir-faire de production. Il rappelle l'emboîtement des pratiques rituelles et des pratiques agricoles. Les restaurants prolongent ainsi la dynamique pédagogique de l'Association dont la première forme matérielle était une galerie d'exposition des cultures paysannes pour valoriser les produits de terroir, en les présentant au milieu des outils agricoles, instruments de musique et costumes festifs, symbolisant leur contexte de production.

Entrée du restaurant *Aux bons produits de la terre* de Liuzhou (9 octobre 2017)



¹⁰² PCI 2016, 11.COM.

Dans ce cadre institutionnel, la mise en valeur des « aliments de terroir » du Guangxi par l'Association se construit en écho avec des formes de reconnaissance nationales et internationales du patrimoine culturel immatériel. Sans faire directement le lien avec les références officielles au patrimoine immatériel, la mise en valeur des cultures paysannes et ethniques locales par l'Association des ami·es des paysan·nes participe à les promouvoir comme telle auprès des institutions de référence du patrimoine immatériel. En 2011, une coopérative agricole de producteur·rices associée à l'Association a ainsi reçu le prix du « patrimoine culturel immatériel de la province autonome zhuang du Guangxi » (*Guangxi zhuangzu zizhiqu feiwuzhi wenhua yichan* 广西壮族自治区非物质文化遗产) pour ses pratiques de danses et chants traditionnels¹⁰³. De manière plus générale, l'inscription de l'Association dans des réseaux agroalimentaires alternatifs à l'échelle internationale participe à la circulation des cadres normatifs internationaux du patrimoine immatériel.

III. A. 3. Adoption de normes internationales de communication et critiques

III. A. 3. a. *Valorisation globale des cuisines locales et cadres normatifs internationaux*

Lors de sa création en 2004, l'Association consacrait la majeure partie de son activité à la mise en relation directe entre des petits producteur·rices du Guangxi et un groupe urbain de consommateur·rices. Ce n'est qu'ensuite, en 2005, que le Président a été contacté par une organisation internationale pour le développement rural durable, Partnerships for Community Development (PCD), qui lui propose de travailler en coopération avec elle dans sa démarche de maintien de l'agriculture paysanne et des cultures locales. Le Président apprend à travers ce canal l'existence de réseaux internationaux de l'agriculture paysanne et d'une grammaire de l'écologie qui unifie diverses initiatives similaires à la sienne. L'Association est reconnue par l'organisation hongkongaise, Partnerships for Community Development, comme CSA (*Community-Supported Agriculture*) et érigée sur une scène internationale comme pionnière chinoise du maintien de l'agriculture paysanne. Elle s'insère et s'adapte à des cadres normatifs internationaux en même temps qu'elle participe à transformer les cadres nationaux de compréhension de l'agriculture paysanne au-delà de son expérience régionale.

La scène associative internationale comporte essentiellement deux volets en ce qui concerne la mise en avant de l'agriculture paysanne en Chine : d'une part les cercles sinophones du développement rural durable, branches d'ONG ou de fondations internationales de solidarité, dont PCD, Oxfam HK ou World Vision China par exemple ; d'autre part des associations ou

¹⁰³ Voir Qiao, Qi, et Gu (2016: 73) pour plus de détails.

mouvements dédiés à la cause paysanne, dans une démarche culturelle¹⁰⁴, économique¹⁰⁵ ou politique¹⁰⁶. Les coopérations entre l'Association et les organisations PCD et Slow Food illustrent l'application d'un cadre normatif international – écologique et culturel – dans la compréhension et la mise en valeur du terroir du Guangxi.

Après la rencontre avec PCD en 2005, l'Association des ami·es des paysan·nes est mise en avant comme une vitrine des mouvements pour le maintien de l'agriculture paysanne en Chine. Les critères de qualité érigés en valeurs par l'Association – savoir-faire traditionnels, transmission familiale de variétés locales, élevage et culture naturels, etc. – sont traduits dans une grammaire internationale de l'agriculture paysanne biologique – autonomisation des producteur·rices, agriculture de proximité, élevage et culture biologique, etc. L'Association adopte ce vocabulaire international et renforce aussi bien sa visibilité que son activité dans les villages avec l'aide de la fondation PCD. Ce processus passe notamment par la participation à des événements internationaux et par l'accueil de stagiaires au sein des restaurants. En 2012, la fondation PCD encourage le Président à mettre en valeur le travail de l'Association à l'étranger. Le Président participe à deux événements internationaux, le Forum social mondial à Bruxelles et le Salon du goût de Slow Food à Turin. Il y présente notamment le thé à l'huile (*youcha* 油茶), symbole de la convivialité des montagnes du nord du Guangxi et produit-phare de l'Association. À son retour, il rédige un nouveau placard qu'il affiche dans les restaurants de Nanning et Liuzhou et dans certaines fermes, celui-ci commence ainsi :

Aux bons produits de la terre ne se tourne pas vers l'international, ni ne s'enorgueillit de cela. L'Association va seulement exposer une petite partie de la biodiversité et de la culture de la Chine du sud.

Nos restaurants veulent aussi montrer aux consommateur·rices européennes que c'est dans une ville industrielle du sud que, avec le soutien des consommateur·rices, un groupe de personnes "préserve la transmission familiale de semences locales et transmet les savoir-faire traditionnels"¹⁰⁷.

¹⁰⁴ En particulier Slow Food dans le cas de l'Association des ami·es des paysan·nes.

¹⁰⁵ Comme Urgenci, réseau de développement de partenariats solidaires entre producteur·rices et consommateur·rices, dont la vice-présidente est une des figures de proue des S3A chinois.

¹⁰⁶ Comme La Via Campesina par exemple, référence mobilisée par des militant·es chinoises et taïwanaises et qui a inspiré le mouvement *Souveraineté alimentaire populaire* (*renmin shiwu zhuquan* 人民食物主权) (Yan, Bun, et Xu 2020).

¹⁰⁷ Placard, 2009.



Placard exposé dans le restaurant *Aux bons produits de la terre* à Liuzhou (un autre similaire est affiché à l'entrée de la ferme de Qiu Ge et Qiu Sao)

Le commentaire de la participation aux événements internationaux adopte un ton défensif. Il dénote une distance vis-à-vis des initiatives chinoises construites uniquement sur les réseaux internationaux de l'agroécologie et sur leurs modèles agricoles.

L'Association s'ancre dans les réseaux alternatifs tout en se distinguant à travers la transmission du patrimoine paysan : l'objectif premier consiste à préserver les savoir-faire locaux là où les réseaux alternatifs émergents en Chine contemporaine tendent davantage à penser des formes de fermes connectées pour fournir des produits sains à des populations urbaines. L'Association reprend le discours de promotion de la cuisine de terroir et de ses savoir-faire construit par Slow Food. Elle adopte comme devise une phrase de W. Berry mobilisée par C. Petrin dans le manifeste du mouvement¹⁰⁸ : « Manger est un acte agricole » (*chi shi yi zhong nongye xingwei* 吃是一种农业行为). L'Association continue de participer à certains événements internationaux du mouvement, comme lors du 7e congrès international 2017 à Chengdu où trois membres de l'Association du Guangxi animent une après-midi d'atelier consacrée aux « Aliments de terroir et gastronomie ». L'Association se revendique ainsi du mouvement Slow Food dans ses menus :

Ce que défend le mouvement Slow Food (*manshi yundong* 慢食运动), ce n'est pas seulement un produit, un aliment, un artisanat ou un assortiment, le plus important est la préservation d'une tradition, d'une culture¹⁰⁹.

Là où l'Association des ami·es des paysan·nes avait une action pionnière et isolée, elle trouve dans le discours du mouvement Slow Food un cadre normatif valorisant, reconnu internationalement. Les critères de choix des produits sélectionnés par le mouvement Slow

¹⁰⁸ Voir le manifeste de Slow Food : « Bon, Propre et Juste: le Manifeste Slow Food pour la Qualité » (<https://slowfood.fr/publications-documents-slow-food-france-alimentation-biodiversite/>) (consulté le 28 septembre 2017).

¹⁰⁹ Menu 2012, *op. cit.*

Food justifient et renforcent le processus d'évaluation et de qualification par l'expérience de l'Association : pour l'Arche du goût par exemple, un des programmes internationaux de Slow Food qui recense des cultures culinaires locales, les produits sont de variétés indigènes, ancrés dans une histoire locale, respectueux de l'environnement humain et animal, bons au goût et menacés par les processus d'industrialisation. Façonnés en Italie puis dans le reste de l'Europe, ces critères s'inscrivent dans une logique alternative aux politiques de modernisation agricole et privilégient le soutien à des savoir-faire et produits de terroir qui ne sont pas reconnus par les certifications officielles¹¹⁰. Quoiqu'alternatifs et applicables à des terroirs variés, le mouvement Slow Food établit des critères standardisés qui constituent un cadre normatif d'authentification de l'agriculture paysanne, de ses savoir-faire et de ses produits (Lotti 2010). Au-delà de la participation du Président au Salon du goût en 2012 et de la lecture du manifeste du mouvement, le cadre normatif est tout autant transmis par des agent·es de l'organisation PCD qui travaillent avec les restaurants.

III. A. 3. b. Grammaires internationales de l'écologie à l'échelle locale

L'organisation de développement rural PCD met en place entre 2005 et 2017 un système de stagiaires qui sont rémunéré·es par l'organisation pour effectuer des travaux manuels ou organisationnels dans des fermes ou des entreprises liées au maintien de l'agriculture paysanne durable. Entre 2005 et 2015, un à trois stagiaires sont affecté·es chaque année aux restaurants de l'Association, *Aux bons produits de la terre*. Certain·es stagiaires sont embauchées par les restaurants au terme de leur période de formation. La participation des stagiaires de PCD dans les restaurants a une forte influence sur la transmission et la circulation des normes écologiques, comme sur celles de qualification des produits. Les stagiaires sont des jeunes, en majorité diplômé·es de l'université, pour qui le travail au sein du restaurant est l'occasion d'appliquer le savoir reçu dans des formations générales auprès des organisations de développement rural. C'est aussi l'occasion de porter des projets écologiques ou patrimoniaux qui feront d'eux des expert·es dans les cercles émergents du maintien de l'agriculture paysanne chinoise.

La coopération avec PCD et l'accueil de stagiaires constituent pour l'Association un cadre normatif pour la formulation d'un discours en adhésion avec l'apparition de réseaux agroalimentaires alternatifs sur la scène internationale. L'Association rejoint une « grammaire de la mobilisation » (Trom 2001) qui passe notamment par l'emploi de « vocabulaires de

¹¹⁰ Ni par les certifications d'agriculture biologique de l'Administration de Certification et d'Accréditation de la République Populaire de Chine (« biologiques », « vertes », « sans pollution » et « en conversion biologique ») ni par les échelons administratifs de reconnaissance du patrimoine culinaire (national, régional, municipal, ou à l'échelle du district).

motifs » (Mills 2017; Lamarche 2017) de l'écologie. L'Association devient un « CSA », en anglais dans les textes¹¹¹ de présentation pour *Community-Supported Agriculture*, avec comme traduction proposée 社区支持农业 (*shequ zhichi nongye*). Elle construit un « plan de restaurants écologiques en coproduction entre la ville et les campagnes » (*chengxiang gongsheng shengtai canting jihua* 城乡共生生态餐厅计划). Les stagiaires de PCD suivent des formations auprès des paysan·nes et artisan·es, iels proposent des récits historiques et ethnographiques des savoir-faire locaux, publiés dans des recueils, dans des journaux consacrés à l'agriculture paysanne, sur des blogs en ligne ou dans la revue de PCD, *Fragrances d'une terre voisine* (*bilin nitu xiang* 比邻泥土香). Les récits des savoir-faire locaux sont rendus intelligibles à un public international par une grammaire de l'écologie acquise dans les espaces de formations et de partage de connaissance aux échelles nationales et internationales.

Dans une autre perspective de transmission et de reconnaissance de l'expérience authentique, les stagiaires organisent des visites de consommateur·rices dans les fermes et les ateliers. Selon une logique de Système Participatif de Garantie, les « tours écologiques » (*shengtai you* 生态游) offrent au public la possibilité de faire soi-même l'expérience des savoir-faire authentifiés. Les « séjours d'expérience profonde » (*shendu tiyan you* 深度体验游) organisés dans le nord du Guangxi par Afu permettent ainsi sur deux jours de ressentir personnellement les modes de vie et les savoir-faire de cultivateur·rices de thé dans les montagnes en les suivant dans leur journée de travail et en partageant le thé à l'huile. Les « séjours » s'ancrent dans une recherche menée par le jeune retourné sur la mémoire des savoir-faire locaux. Afu, est originaire d'un village reculé dans les montagnes où la culture du thé est pratiquée de manière artisanale et où différentes minorités ethniques cohabitent dans un œcuménisme original¹¹². Il revient au village après trois années d'études supérieures de formation professionnel à l'enseignement de la musique. Il organise à son retour des entretiens avec les personnes âgées du village et des ateliers de transmission des savoir-faire aux jeunes générations, en finançant notamment la recherche par les « séjours » touristiques et en répondant à des appels à projet de fondations internationales de développement rural. C'est également lui qui a joué le rôle d'intermédiaire « sentinelle » pour proposer à Slow Food d'inscrire le vin de soleil des Dong dans les produits de l'Arche du goût.

¹¹¹ Dans le menu de 2012, *op. cit.*, comme sur les menus 2017 et 2019, ou dans les brochures de présentation reliées de 2011 et 2013.

¹¹² Malgré la reconnaissance officielle d'ethnies minoritaires (55 à partir de 1979, voir par exemple Zhao (2010)), les pratiques culturelles sont souvent communes à différentes ethnies des montagnes du Guangxi.

Ces démarches plurielles ancrent l'approche terre à terre de l'Association – les processus d'authentification des savoir-faire de terroir par les expériences indigènes, diffusés à un public local – dans un système de reconnaissance associé à des cadres normatifs internationaux. La sélection de certains produits du Guangxi dans l'Arche du goût de Slow Food, comme l'alcool traditionnel « vin de soleil » des Dong ou les pâtes cuites sur claies de bambou, tous deux servis dans les restaurants de l'Association, participent à la reconnaissance des savoir-faire et des manières de table indigènes, y compris auprès des populations locales. Les processus de reconnaissance et de mise en valeur des produits traditionnels se situent ainsi à la fois à une échelle micro-locale, par des expériences individuelles de démarchage des foires paysannes dans les montagnes du Guangxi, et à une échelle internationale, alors que le vocabulaire employé pour mettre en valeur les produits répond à des critères de l'authenticité dans les appels à projet des fondations internationales et que les produits sont exposés dans des foires internationales.

III. A. 3. c. Les opérations d'évaluation en question

L'inscription dans des cadres normatifs internationaux interroge à nouveau la relation au marché. Devant le décalage entre les échelles micro-locales et globales, les membres de l'Association des ami·es des paysan·nes questionnent la marchandisation des produits au détriment de la préservation d'un savoir-faire local. L'objectif de la qualification des produits telle qu'elle est engagée par l'Association est ambivalent : le marché ouvre des débouchés économiques à des savoir-faire en désuétude, cependant que les savoir-faire « authentiques » apparaissent comme autant d'arguments de vente sur un marché des singularités. De la même manière que l'approvisionnement en fèves de soja remet en question les critères d'authentification d'un savoir-faire traditionnel dans l'exemple des négociations autour de la fabrication du tofu-bambou, la mise en scène spectaculaire des produits de terroir par les stagiaires de PCD ou surtout les récits en ligne de Slow Food China soulignent les biais de l'authenticité. Le compte officiel de Slow Food sur Wechat publie par exemple régulièrement depuis octobre 2018, de manière hebdomadaire depuis juillet 2019, des brèves sur des aliments correspondant à la période solaire du moment parmi les vingt-quatre du calendrier agricole. Les présentations en ligne, assez courtes, mettent en valeur des savoir et des rites locaux associés à des produits alimentaires de terroir. La démarche s'inscrit manifestement dans un processus de communication, non pas en vue d'un soutien aux producteur·rices locaux mais dans une marchandisation de l'image même de Slow Food.

Au-delà de son action de soutien à la production de terroir, le mouvement international est aussi caractérisé par la « spectacularisation » de sa démarche, en accordant un rôle primordial aux médias et à l'ampleur des manifestations, qui sont autant de « succès à la fois politiques et commerciaux » (Deléage 2014). La mise en scène extravagante du rapport au terroir authentique est particulièrement saisissante en Chine lors de l'organisation de grands congrès. Lors du 7^e Congrès international de Slow Food à Chengdu, la mise en relation entre les protagonistes de l'agriculture paysanne revisitée, autour de moments d'échanges d'expérience, est introduite par une journée de « spectacularisation » de l'événement, financée par la municipalité : bannières sur tous les lampadaires de la ville, conférence inaugurale chatoyante et mise en scène chaleureuse du soutien des autorités municipales à l'événement¹¹³. Les produits culturels connaissent à travers le développement de Slow Food en Chine un processus de marchandisation qui relève lui aussi d'une mise en scène spectaculaire.



Accueil spectaculaire du congrès dans les rues de la vieille ville de Chengdu (29 septembre 2017)

¹¹³ Notes de terrain, 29 septembre – 1^{er} octobre 2017. Pour la page du congrès, voir le site de la manifestation : <https://www.slowfood.com/about-us/our-structure/international-congress/slow-food-international-congress/> (consulté le 20 juillet 2021).

En créant des circuits courts de proximité pour approvisionner les restaurants en produits de terroir issus de savoir-faire traditionnels, ayant traversés des pratiques agricoles ancrées socialement et spirituellement avant de devenir des plats préparés, l'Association des ami·es des paysan·nes établit les bases d'une éthique alimentaire. Parce qu'elle authentifie les produits et les savoir-faire dans les restaurants, aux yeux des mangeur·ses, l'Association valorise dans un même temps les aliments et leurs producteur·rices. En incluant les producteur·rices et artisan·es aux opérations de qualification de savoir-faire authentiques, l'Association propose une alternative à la marchandisation touristique ou à la disparition de leurs compétences. À travers l'authentification du patrimoine paysan dans les restaurants, l'Association propose une expérience culinaire enrichie de la chaîne d'approvisionnement alimentaire : les produits consommés sont chargés du goût des savoir-faire et des traditions agricoles des montagnes du Guangxi.

III. B. L'expérience alimentaire enrichie : une réaction locale aux directives nationales

Les démarches de maintien de l'agriculture paysanne dans le Guangxi se construisent en réaction à des politiques nationales de transformation des zones rurales. Le travail d'authentification des terroirs mis en place par l'Association des ami·es des paysan·nes reflète un engagement politique et social.

Les tissus de relations qui apparaissent dans les enchevêtrements entre les différentes échelles définissent plusieurs agroécologies paysannes ou agroécologies sociales comme des enjeux importants du 21^e siècle, comme des manières d'appréhender sous un œil nouveau l'alimentation. Qu'est-ce qui rend un aliment bon ? et qu'est-ce qui rend légitime la chaîne d'approvisionnement qui le transporte jusqu'à la table ? Ce sont des questions que la thèse aborde à partir d'une notion proposée, l'éthique alimentaire, comme un outil pour penser les chaînes de relations autour des produits alimentaires.

Au-dessus de la cuisine ouverte des restaurants *Aux bons produits de la terre* sont affichés les noms de produits fermiers et les slogans que porte l'Association des ami·es des paysan·nes pour le maintien de l'agriculture paysanne chinoise :

Ici, pas besoin d'arômes artificiels, d'exhausteurs de goût ou de sauce d'huître
Feuilles de tofu sur cuves de fonte

Nous lavons la vaisselle avec des résidus de thé depuis treize ans, ne nous forcez pas à utiliser du détergent

Vrai poulet fermier – pas de la ferme, gardez votre argent !

*Aux bons produits de la terre, 99% d'aliments biologiques ou issus de l'agroécologie paysanne*¹¹⁴

Ces formules complètent les mots mis en évidence en gros caractères sur le mur central du restaurant : « justice foncière »¹¹⁵ (*tudi zhengyi* 土地正义) et sur le menu : « Manger est un acte agricole » (*chi shi yi zhong nongye xingwei* 吃是一种农业行为)¹¹⁶.



Restaurant *Aux bons produits de la terre* de Liuzhou (12 septembre 2019)

L'Association se définit comme un « projet de restaurants écologiques en coproduction entre la ville et les campagnes » (*chengxiang gongsheng shengtai canting jihua* 城乡共生生态餐厅计划) visant à la préservation des cultures et de la biodiversité locales. Elle a été l'une des

¹¹⁴ Notes de terrain, septembre 2019.

¹¹⁵ En référence à la *Land Justice League* hongkongaise (*tudi zhengyi lianmeng* 土地正义联盟).

¹¹⁶ *Ibid.*

premières associations en Chine continentale à repenser l’approvisionnement alimentaire par le développement de circuits courts de proximité.

Sa démarche est portée par une réflexion critique sur les transformations capitalistes des mondes agricoles du Guangxi. Alors que la production intensive sépare, voire isole les différentes entités des chaînes de production et de consommation, l’Association des ami·es des paysan·nes construit en contrepoint une démarche éthique d’approvisionnement et de distribution dans ses restaurants, où elle propose un autre rapport à l’alimentation en encourageant une expérience plus riche de l’acte de manger. À travers différents dispositifs, les aliments servis dans les restaurants évoquent le maillage complexe des relations de production et replacent la personne mangeant au sein de la chaîne d’approvisionnement. Dans le même temps, cette démarche inscrit l’Association dans des controverses sur les possibilités de maintien d’une agriculture paysanne de subsistance en Chine contemporaine, sur la vague actuelle de retour à la terre et sur les modes d’approvisionnement alimentaire des centres urbains.

Cette sous-partie analyse l’expérience alimentaire construite par l’Association au-delà des limites que les transformations capitalistes de l’agriculture modernisée imposent aux relations de production et de distribution. Nous y proposons d’étudier le processus de redéfinition de l’agriculture paysanne en Chine contemporaine à partir d’une éthique alimentaire qui mobilise une vision du monde, des valeurs et des normes : (1) la production agricole industrialisée impose des limites sociales et écologiques à l’agriculture familiale ; (2) l’Association construit une éthique alimentaire en réaction aux limites de l’agriculture intensive, dans des réseaux d’approvisionnement dits « alternatifs » ; (3) elle propose en contrepoint une expérience alimentaire riche, qui ancre la personne mangeant dans un réseau de relations complexes.

III. B. 1. Transformations rurales et modernisation agricole

L’industrialisation des mondes agroalimentaires impose une série de limites à l’agriculture paysanne, notamment à travers la division du travail agricole, la rationalisation et la déstructuration des sociabilités locales. Elle instaure des contraintes physiques d’adéquation aux standards capitalistes et réduit drastiquement la relation des producteur·rices à leur environnement. L’Association des ami·es des paysan·nes tente de rendre visibles les effets sociaux des transformations agroindustrielles et d’y répondre en tissant ce que nous pouvons appeler des réseaux agroalimentaires alternatifs (Si, Schumilas, et Scott 2015; Yang et Wang 2017; Scott et al. 2018; Guo 2020).

Les espaces où se fournit l'Association sont particulièrement reculés dans les montagnes du Guangxi, et font partie des régions les plus paupérisées que soutiennent les politiques de lutte contre la pauvreté¹¹⁷. Plusieurs d'entre eux n'ont été reliés à une route bitumée dans la vallée qu'au cours des cinq dernières années, certains ne sont encore accessibles que par des routes de terre parfois impraticables en cas de fortes pluies. Les infrastructures de transports créent de nouvelles connexions avec la ville moderne. Elles peuvent cependant nuire à l'autonomie des populations locales en participant à l'extraction et à la dispersion des ressources qui constituaient jusque-là le fondement des relations sociales et économiques au cœur des villages.

Les pratiques d'agriculture de subsistance qui y persistaient disparaissent rapidement avec les transformations de la modernité. La plupart des travailleur·ses quittent les villages pour des emplois urbains (Wen et Wu 2017) et celles et ceux qui restent font face à des expropriations de terre massives et plus ou moins contraintes (Ye 2015; Xu et Fuller 2018). Les transferts de terres des collectivités locales vers des entreprises de l'agribusiness sont encouragés par l'octroi de subventions et de crédits d'impôts pour le remembrement de parcelles paysannes. Les populations qui travaillent encore la terre elles-mêmes sont également directement concernées par la crise agraire. À l'échelle de la ferme, y compris familiale, le travail prend de plus en plus la forme de contrats de sous-traitance à des grandes entreprises. À l'échelle individuelle, les contrats de travail salarié se multiplient sur les terres « prises en charge » (*chengbao* 承包) par ces entreprises (H. Yan et Chen 2015). Les transformations des systèmes agricoles séparent les producteur·rices de leur moyen de production et démantèlent les structures sociales et professionnelles construites autour de la production (Q. F. Zhang et Donaldson 2010; Yan et Chen 2015; Trappel 2016; Day et Schneider 2018). La division du travail et les migrations massives entraînent ainsi une perte d'autonomie des populations villageoises.

L'industrialisation porte atteinte à la complexité du tissu de relations au fondement des pratiques agricoles et socio-culturelles locales. Elle impose de cultiver des variétés standardisées selon un cahier des charges uniformisé (Dubuisson-Quellier 2003). Les types de cultures sont restreints par l'utilisation de semences hybrides qui remplacent les variétés indigènes de transmission familiale (*jiachuan pinzhong* 家传品种). Les modes de culture sont

¹¹⁷ La Chine rurale connaît depuis la fin des années 2000 une nouvelle vague de modernisation à travers les politiques de lutte contre la pauvreté et de revitalisation des zones rurales (chapitre I de cette partie), voir par exemple le « Plan quinquennal pour la revitalisation rurale 2018 – 2022 » (*xiangcun zhenxing zhanlue guihua* (2018-2022), 乡村振兴战略规划 (2018-2022 年)) ou le « Programme national pour le développement de l'agriculture durable 2015 – 2030 » (*quanguo nongye kechixu fazhan guihua* (2015-2030), 全国农业可持续发展规划 (2015-2030 年)). En particulier, sur la figure des « paysan·nes » dans les discours politiques, voir Schneider (2015).

également transformés par la monoculture sur des parcelles étendues et la motorisation des labours, des semis et des récoltes. Les interactions entre humains et non-humains sont transformées à travers les nombreuses médiations techniques et les pesticides destinés à tuer le vivant plutôt que de le connaître pour travailler la terre avec et non contre lui. Les savoir-faire particuliers laissent la place à des pratiques standardisées et les espaces se dessinent en conséquence : les terrasses inaccessibles aux engins à moteur sont abandonnées, l'élevage hors sol se répand, la bétonisation des villages défigure les espaces publics de sociabilité, les paysages sont esthétisés pour répondre à des normes patrimoniales et touristiques.



**Le pont de la pluie et du vent et l'étang des poissons d'or à Linxi
(7 février 2019)**

Les bâtiments de béton remplacent les habitations en bois traditionnelles (ici demeure un pont de la pluie et du vent, patrimoine architectural de l'ethnie dong). Les rizières qui allaient jusque dans les villages sont abandonnées ou expropriées. Sous le pont, « l'étang des poissons d'or » est devenu un barrage de déchets plastiques. Les jeunes au bord du ruisseau travaillent en ville pendant l'année, ils sont de retour dans le village pour les fêtes du nouvel an. Au moment du cliché, ils attrapent des poissons en lançant des pétards dans l'eau. Yang She, au milieu, est retourné dans le village pour promouvoir les produits du terroir.

Les pratiques industrielles modernes constituent ainsi autant de limites qui cloisonnent des espaces de production uniformisés et spécialisés. Elles participent en partie d'un quadrillage des mondes ruraux appréhendés comme des espaces d'approvisionnement en main d'œuvre, de consommation industrielle et de potentiel développement touristique. Dans des lieux jusqu'à récemment isolés des processus modernisateurs, les interactions entre les entités productrices sont mises à mal par ces transformations rapides, symptômes de la « modernité compressée »¹¹⁸

¹¹⁸ « Compressed modernity is defined as a civilisational condition in which economic, political, social and/or cultural changes take place in an extremely condensed manner in respect to both time and space, and in which the dynamic coexistence of mutually disparate historical and social elements leads to the construction and reconstruction of a highly complex and fluid social system ».

(K.-S. Chang 2017), qui bouleversent les processus de structuration des ordres sociaux locaux (Rouilleau-Berger 2017b) et les écologies traditionnelles.

III. B. 2. La remise en cause des limites par la valorisation du terroir

Devant les transformations des pratiques industrielles modernes, l'Association des ami·es des paysan·nes met en valeur la persistance d'une agriculture de subsistance dans les montagnes reculées et le renouveau de modes de production qui s'inspirent de traditions locales. Dans les restaurants *Aux bons produits de la terre*, créés pour établir un débouché régulier pour les produits fermiers récoltés par l'Association, le menu situe dès la première page le lien entre ce que les client·es dégustent et l'histoire des produits :

Ce qui vient du terroir, ce n'est pas seulement exquis
Cela permet aussi d'assurer la transmission familiale des variétés locales
D'encourager la diffusion de la culture et des savoir-faire indigènes
D'enrichir notre jardin

Ensemble avec les clients
Apportons aux foyers ruraux des alentours notre soutien
À l'élevage et la culture qui préservent les variétés locales
Au maintien des ateliers artisanaux traditionnels
Construisons ensemble un jardin beau et harmonieux¹¹⁹

Les restaurants ne prônent pas le retour à une tradition antérieure mais soulignent ce qui disparaît avec la standardisation des pratiques agricoles et la transformation industrielle des aliments. Au contraire, ce qui est mis en avant, c'est l'inscription dans des réseaux de transaction contemporains pour préserver l'autonomie des populations locales. La construction de ces réseaux se fait par le renouvellement des chaînes d'approvisionnement, se fondant à la fois sur des espaces de production attachés à l'agriculture vivrière familiale et sur le retour à la terre d'une population de jeunes diplômé·es ou migrant·es qui facilitent la communication avec des espaces de consommation urbains et y donnent à voir l'intégralité du tissu de relations de production et de transformation.

III. B. 2. a. Cycle biologique de la production agricole alternative

L'Association se fournit auprès de plusieurs fermes. La principale est celle de Qiu Ge, perdue dans les collines karstiques du Guangxi. Qiu Ge produit entre autres un sucre de canne non raffiné issu d'un savoir-faire de transmission familiale. Alors qu'il exerçait la profession de transporteur routier depuis une vingtaine d'années, tout en s'occupant de la production de sucre dans l'atelier familial une fois l'an, Qiu Ge a été contacté par le Président de L'AAP, qui

¹¹⁹ Page d'introduction au menu des restaurants *Aux bons produits de la terre*, 2012.

cherchait un producteur-riche maîtrisant ce savoir-faire en déshérence. C'est à la suite de cette rencontre que Qiu Ge a effectué un retour à la terre dans sa ville d'origine et établi une ferme agroécologique dont les produits sont essentiellement vendus aux restaurants de l'Association.

L'utilisation des connaissances de la terre pour travailler avec le cycle biologique et non le contraindre est une première forme de remise en cause des limites de la production industrielle. Le travail effectué pour la production et la transformation des aliments dans cette ferme familiale suit le cycle des saisons pour la plantation et les récoltes ; il suit un cycle biologique en utilisant des engrais verts de fabrication artisanale et un assemblage de différentes plantes pour éviter les nuisibles.

La canne à sucre est plantée entre janvier et mars à partir d'un bout de canne de la récolte précédente, elle pousse pendant trois trimestres et est récoltée entre décembre et janvier – Qiu Ge replante à ce moment-là un bout de canne et butte la terre pour la production de l'année suivante. Les cannes sont triées – les déchets compostés – et broyées pour en récupérer le jus (vesou). Les résidus du broyage, les fibres de cannes pressées (bagasse), sont ramassés et réutilisés de deux manières : ils sont en partie séchés afin d'en faire un combustible pour la chauffe du jus de canne, en partie mis au compost et mélangés au fumier de l'élevage porcin. Le compost sera ensuite utilisé comme engrais vert pour le maraîchage et la culture des cannes.¹²⁰



Broyage de la canne sucre (19 janvier 2019)

¹²⁰ Note de terrain, 6 janvier 2019.

Le travail de la canne à sucre est effectué en correspondance avec un cycle biologique : il est organisé en fonction des saisons et les fruits de la terre sont utilisés entièrement, comme produits transformés, combustibles ou compost réinvesti ensuite dans la terre. L'agroécologie mise en pratique dans la ferme de Qiu Ge repose sur des savoirs transmis localement, construits avec les cycles saisonniers et villageois qui s'opposent aux technologies uniformisées.

III. B. 2. b. Cycle villageois, pluriactivité et lien social

Ce travail au rythme du cycle des saisons rencontre le rythme de la communauté villageoise. Les étapes de transformation de la canne à sucre s'étendent en général sur un mois de travail. Elles ont lieu dans la ferme de Qiu Ge où celui-ci travaille à l'année, ainsi que sa femme Qiu Sao et trois travailleur·ses à temps plein. Les activités de culture, elles-mêmes plurielles – élevage porcin et avicole, maraîchage, cannes à sucre, rizières et vergers d'agrumes et de fruits de la passion – sont complétées par des activités de transformation – rhum, sucre de canne, saucisse fumée, patate douce séchée. La pluriactivité et la polyculture, à rebours de la monoculture de l'agriculture intensive, réunissent les populations villageoises par un travail collectif et assurent la diversité des ressources disponibles.

Pour les activités de transformation du sucre de canne, la fille et le fils de Qiu Ge et Qiu Sao se joignent à elleux en personnel de renfort temporaire, ainsi que des membres de la famille éloignée ou du voisinage. La transformation du sucre de canne réunit ainsi des villageois·es autour d'une activité collective mettant en valeur le savoir-faire local. La pluriactivité au sein de la ferme est prolongée à l'échelle du village par la participation aux activités agricoles et sociales collectives – dans les rizières notamment, et lors des cérémonies religieuses, pour les mariages et les funérailles. Alors que ces travaux sont dépréciés par les directives de modernisation rurale – de petite échelle, artisanaux et ne permettant pas l'accumulation de capital –, la promotion qu'en fait l'Association des ami·es des paysan·nes confère aux paysan·nes une reconnaissance sociale à l'échelle locale, redoublée par l'inscription de l'Association dans un réseau national. Le sucre de canne est vendu dans les restaurants *Aux bons produits de la terre* dans le Guangxi mais également dans des boutiques des réseaux agroalimentaires alternatifs des grandes métropoles chinoises. Le dédain exprimé par certains villageois·es envers le « retour à la terre » de Qiu Ge lors de son installation en agroécologie s'est estompé avec la construction d'une relation pérenne d'approvisionnement des restaurants et la promotion du sucre comme produit de « qualité » à forte valeur économique.

L'Association invite également des représentant·es d'autres plateformes de vente à venir visiter la ferme et transmettre leur expérience des processus de production et de transformation des

aliments, de la relation entre les travailleur·ses et avec les animaux d'élevage. En tant que plateforme de vente, l'Association joue un rôle intermédiaire de garante de la qualité des produits et construit une relation de confiance avec les consommateur·rices au-delà des labels biologiques, décrits dans le cadre d'une crise de méfiance envers les institutions.

En opposition à ce que l'agriculture intensive fait disparaître, la production et la distribution par les réseaux de l'agroécologie paysanne participent ainsi à maintenir un lien entre les acteur·rices et les différents espaces.

III. B. 2. c. Terroir et chaîne écologique

Le sucre rouge ainsi produit est qualifié par les acteur·rices des réseaux comme « aliment de terroir » (*tushicai* 土食材) (Shu 2020a, 2020b). Le sucre s'inscrit dans un terroir, défini comme un espace géographique où une communauté humaine construit « un ensemble de traits culturels distinctifs, de savoirs, et de pratiques fondés sur un système d'interactions entre le milieu naturel et les facteurs humains » (Bertrand 1979). Le sucre de canne porte en lui le terroir dont il est issu : le produit fini comporte les caractéristiques du milieu naturel, du sol et du climat dans lequel la canne pousse aussi bien que les caractéristiques de l'environnement social des personnes qui le travaillent, le savoir-faire de la communauté qui le transforme. La définition des aliments de terroir insiste sur leur typicité, fondée sur les interactions entre les entités multiples actives dans l'espace géographique de production. Les défenseurs de l'agroécologie paysanne mettent en avant cette typicité comme l'inverse des processus de standardisation dans l'agriculture industrielle.

Au-delà de la production elle-même, le Président de l'Association des ami·es des paysan·nes propose de réfléchir en termes de « chaîne écologique » (*shengtai lian* 生态链) pour souligner la continuité entre production et transformation des aliments :

Les aliments de terroir, ce n'est pas seulement que la production se fait sans pesticides ou intrants chimiques, n'est-ce pas ? Dans le processus de transformation non plus on n'a pas besoin d'additifs. Et là on peut vraiment parler de système de nourriture de terroir, de système écologique. [...] Si tu rajoutes des exhausteurs de goût, ce n'est plus écologique, ce n'est plus une chaîne écologique complète, c'est à la fin, quand tu manges, que s'accomplit cet « acte agricole »¹²¹.

Par « chaîne écologique », le Président souligne que le travail de production, de transformation et de distribution des aliments dans le cadre des réseaux de l'agroécologie paysanne est indissociable d'une conception commune de l'environnement humain et naturel dans lequel il

¹²¹ Entretien avec le Président et Away, 9 octobre 2017, 20171009HZco.

a lieu. Il constitue l'un des éléments essentiels d'une écologie où la communauté humaine, son activité et le milieu dans lequel elle prend place sont considérés dans leurs relations interactives et interdépendantes. Cette chaîne n'a de sens, du point de vue de l'Association, que si elle s'étend de la production à la consommation. Les lieux et les artisan·es de la production, de la transformation, de la distribution sont autant de maillons associés dans la chaîne écologique. Lorsqu'ils ingèrent les aliments en ayant conscience des différents maillons, les consommateur·rices font également partie de la chaîne, ils accomplissent ce que le Président nomme un « acte agricole » (*nongye xingwei* 农业行为).

III. B. 2. d. Critères négatifs d'une alimentation contre l'industrie agroalimentaire

L'Association met elle-même en place un certain nombre de critères pour assurer la qualité des produits distribués dans les restaurants et en informer les client·es. Ces critères sont autant de garde-fous pour soutenir la variété de l'agriculture familiale de subsistance persistant dans les montagnes plutôt que des normes pour en standardiser la production. Les critères, affichés dans les restaurants, reprennent par des formules négatives les transformations qui constituent autant de limites dans une agriculture standardisée :

Ici, nous n'utilisons pas de pesticides, pour votre plus grande joie !
Ici, nous n'utilisons pas d'intrants chimiques, pour votre plus grande joie !
Ici, nous n'utilisons pas d'OGM, pour votre plus grande joie !
[...]¹²²

La liste des dix-sept critères négatifs, à chaque fois associés à la « joie » procurée aux client·es des restaurants, implique ainsi les pratiques agricoles – « désherbants, antibiotiques... » –, mais aussi la préparation des aliments et de leur service – « sans glutamate, exhausteurs de goût, liquide vaisselle... » – et des critères culturels – « pas de chats, de chiens, d'animaux de compagnie, pas d'animaux sauvages »¹²³. La liste des critères construit une éthique alimentaire comme pendant aux limites et aux contraintes de la production industrielle moderne. Par ces critères, l'Association vise à établir la confiance des consommateur·rices dans la qualité des produits et à assurer dans le même temps la préservation de la biodiversité et du travail paysan. L'Association sélectionne des produits de terroir comme aliments phares et le nom des ami·es

¹²² Charte affichée dans le restaurant, note de terrain janvier 2019.

¹²³ Sur les animaux domestiques, l'Association se distingue ainsi de pratiques communes dans la région du Guangxi, alors qu'il est courant de trouver de la viande de chien dans les marchés ou les boucheries. Concernant les animaux sauvages en particulier, la capture illégale – voire l'élevage – de serpents, de rats des bambous ou de chats-léopards pour leur consommation sont également fréquentes autour des fermes étudiées. L'inclusion du « sauvage » dans la cuisine du Guangxi fait partie d'une valorisation touristique d'un patrimoine culinaire régional (Théry 2021).

des paysan·nes devient lui-même un label d'intermédiation de la confiance, fondé sur la charte affichée dans les restaurants.

Comme l'analyse J. Porcher à propos des labels dans l'élevage, la garantie du bien-être – humain, animal, végétal – ne peut être assurée que par un cahier des charges construit au-delà de l'idée de « production », comme « une entreprise collective (éleveurs, chercheurs, techniciens, consommateurs, associations de protection animale...) qui intègre la diversité des éleveurs et des systèmes, le point de vue des animaux dans la mesure où nous pouvons le comprendre, et repose sur des bases économiques, sociales et éthiques communes » (Porcher 2014).

Dans une perspective similaire l'Association des ami·es des paysan·nes organise, parmi d'autres dispositifs de réflexion, des « ateliers sur les aliments de terroir » (*tushicai gongzuofang* 土食材工作坊) fondés sur une recherche-action sur les lieux de production et de distribution de son réseau, menée par un groupe composé de producteur·rices, d'intermédiaires de vente, de militant·es du monde associatif et de chercheur·ses en sciences sociales¹²⁴. Les ateliers visent avant tout à soutenir la production et définir ensemble ce qui constitue un « aliment de terroir ». Dans le même temps, cela revient à interroger la rencontre entre l'offre et la demande, à discerner les dispositifs de médiation à l'œuvre dans l'identification d'une offre et sa qualification¹²⁵. Les ateliers de réflexivité comme la liste des critères négatifs participent à requalifier les aliments et les plats selon l'éthique alimentaire de l'Association et à définir la valeur accordée à ce qui est mangé.

III. B. 3. L'expérience alimentaire

Au sein des restaurants *Aux bons produits de la terre*, l'acte de se nourrir constitue une mise en relation entre la personne mangeant et les entités plurielles qui ont participé au parcours des aliments dégustés. L'expérience alimentaire se construit d'abord autour de la connaissance des étapes de la production, des acteur·rices qui y sont engagées et des espaces de production. Elle convoque également l'imaginaire et la spiritualité par la mise en scène de pratiques ritualisées et des objets qui les portent. Enfin, les restaurants incarnent des valeurs qui font de la consommation une expérience politique et éthique, de l'acte de manger un acte engagé.

¹²⁴ Voir notamment le III. C. 2. c. sur les espaces réflexifs dans ce chapitre.

¹²⁵ Sur les dispositifs de médiation, voir le chapitre III, et notamment Dubuisson-Quellier (2008) et Karpik (2007).

III. B. 3. a. Une appréciation des aliments au-delà de leur consommation

La démarche de l'Association construit une éthique de l'acte de se nourrir comme « questionnement existentiel sur le monde des relations que nous construisons lorsque nous mangeons » (Coutellec et Pierron 2017). L'expérience alimentaire dans les restaurants de l'Association est construite comme un mode de « connaissance » : les consommateur·rices y font l'expérience d'un élevage, d'une culture, d'une production des aliments qui dépassent les appauvrissements dus à l'agriculture intensive. Sans mobiliser directement la notion d'« éthique », l'Association propose l'expression de « manière de vivre relevant de la nourriture de terroir » (*tushi shenghuo* 土食生活) pour définir des principes de vie construits autour de l'alimentation qu'elle défend. Cette « manière de vivre » renvoie à la fois à l'approche matérielle des aliments locaux – vivre selon les pratiques alimentaires associées aux aliments cultivés et consommés localement – et à une approche plus spirituelle de soin et d'attention à la vie, au principe vital (*yangsheng* 养生)¹²⁶. Dans une présentation qu'en fait Away (Shu 2020b), fondateur de la revue *Pousses Vertes*, militant taïwanais de la cause paysanne ayant étudié les circuits courts autour des ami·es des paysan·nes depuis les premières années de l'Association et membre principal des tours de recherche-action que nous avons menés avec le Président notamment, il rapporte les notions d'« aliment de terroir » et de « manière de vivre relevant de la nourriture de terroir » d'un principe de vie construit autour de l'idée de relation :

L'existence humaine ne peut s'extraire de toutes sortes de relations. Et c'est par les relations que « l'équilibre et l'harmonie » atteignent leur degré le plus élevé et le plus complet. C'est pourquoi dans le fonctionnement de l'agriculture comme dans tout ce qui relève de l'alimentation, il faut se tourner vers ou s'attacher à quatre formes de relations équilibrées et harmonieuses :

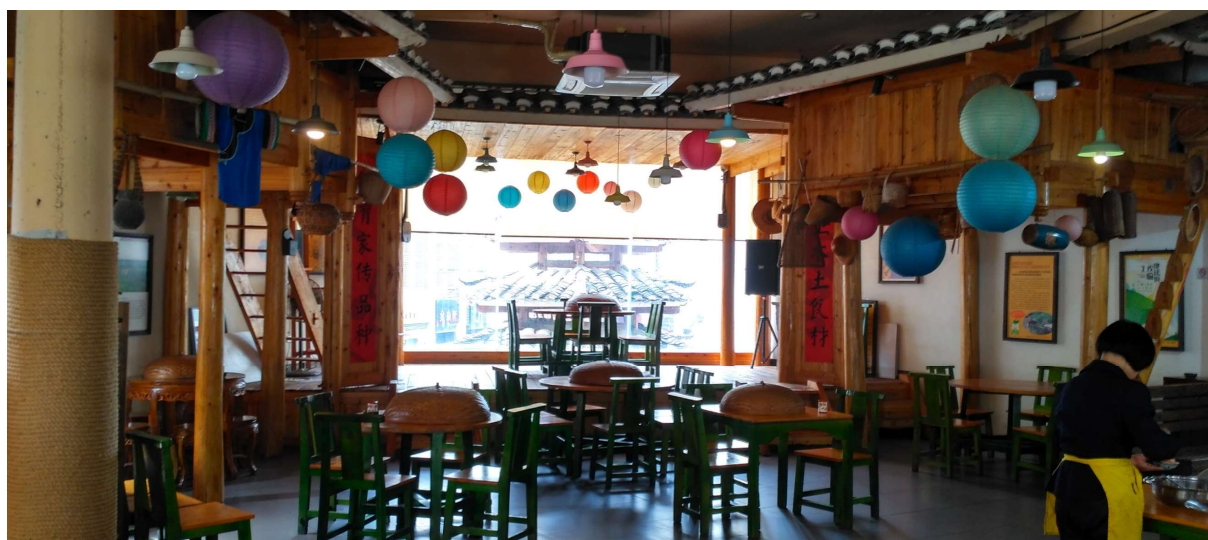
- 1, La relation entre l'humain et son corps [...]
- 2, La relation entre l'humain et l'environnement naturel [...]
- 3, La relation entre les humains, avec la communauté [...]
- 4, La relation avec les traditions transmises, les générations précédentes et à venir.

Les acteur·rices de l'Association proposent une approche réflexive et éthique de l'alimentation comme nœud central d'un réseau de relations essentielles. Le choix des aliments, la manière de se les procurer et de les consommer engagent bien plus que les seules questions des nutriments ou du plaisir éprouvé : ce sont des actes éthiques qui relient la personne mangeant au monde dans lequel elle s'inscrit.

¹²⁶ Selon cet héritage spirituel, taoïste, l'entretien du principe vital passe néanmoins par des formes matérielles, à travers l'alimentation ou la consommation de plantes médicinales collectées dans les montagnes par exemple.

Les pratiques alimentaires sont reliées à un monde de relations tissées tout au long de la chaîne d’approvisionnement. Les restaurants invitent à faire une expérience riche des produits consommés en conviant à la table les qualités non perceptibles de ceux-ci¹²⁷. Si l’Association reconstruit un goût naturel et authentique (*yuanzhi yuanwei* 原汁原味) par la valorisation des savoir-faire transmis localement, le goût pourrait cependant encore être un artifice de synthèse. Au-delà du goût des aliments, les restaurants offrent une expérience de commensalité symbolique avec les producteur·rices et les entités non-humaines que sont la terre, les animaux d’élevage, les végétaux, les outils, les savoir-faire, qui participent tout autant à former le produit servi.

L’Association des ami·es des paysan·nes restitue dans l’espace des restaurants *Aux bons produits de la terre* des éléments d’appréhension des processus de production. Alors que la production industrielle sépare les espaces de production et de consommation, les restaurants convoquent la production dans l’espace de consommation. Les plats sont servis au milieu d’affiches explicatives, des photographies, des outils agricoles, des costumes traditionnels, des instruments de musiques, etc., qui tissent symboliquement la toile des relations existantes autour des produits alimentaires. Ils y sont ancrés dans les processus de production, de transformation, et de distribution qui en sont à l’origine.



Salle principale du restaurant *Aux bons produits de la terre* à Liuzhou (23 janvier 2019)

Constituant le décor du restaurant, nous pouvons voir à travers la fenêtre le sommet d’une tour de tambour, et à l’intérieur, des structures sur pilotis de l’ethnie dong, des affiches pédagogiques aux murs, des nasses à poissons, chapeaux, vêtements traditionnels et outils de bambou suspendus sur les côtés.

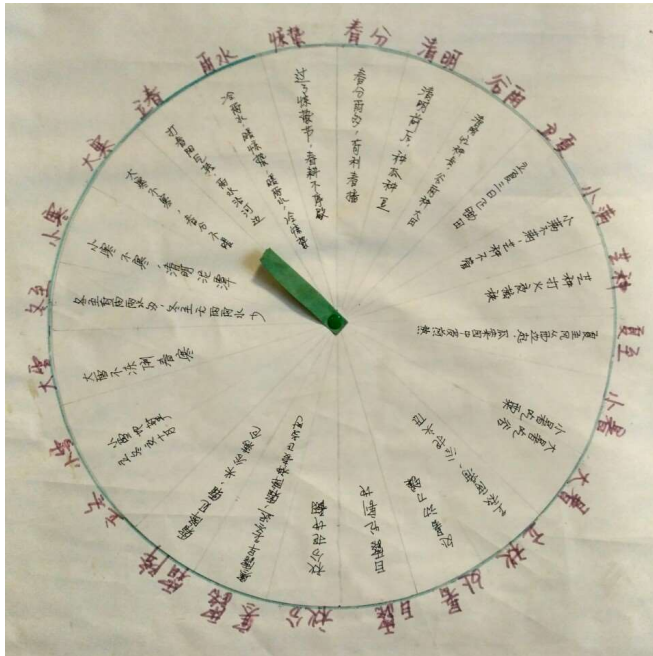
¹²⁷ Sur l’enrichissement de l’expérience, voir Bedon (2017).

Les restaurants servent par exemple, parmi d'autres produits de la ferme de Qiu Ge, des aliments issus de la canne à sucre comme du rhum ou des petits pains et des crêpes au sucre rouge. Le processus de transformation des cannes y est décrit avec précision et illustré par des photographies de Qiu Ge en train de travailler. Des affiches pédagogiques montrent le savoir-faire des paysan·nes, comment les cannes sont récoltées et le vesou filtré et chauffé progressivement en passant par six cuves successives jusqu'à former un caramel dense. Elles expliquent les cycles écologiques, avec la réutilisation des bagasses comme combustible après les avoir séchées au soleil et la récupération des résidus flottants lors de la cuisson, filtrés et mis à fermenter à part pour produire le rhum. De grandes louches de bois et des cuillères qui servent à travailler le caramel ornent les murs des restaurants. Par ces présentations, les restaurants tendent à attester directement des savoir-faire à l'origine des produits dans le lieu de consommation.

III. B. 3. b. Imaginaire et spiritualité

Plus généralement, les pratiques racontées et exposées sur les murs des restaurants couvrent la région du nord du Guangxi et racontent la vie agricole et culturelle des producteur·rices qui fournissent les aliments transformés et servis. La variété des espaces de production ancre l'Association des ami·es des paysan·nes dans une diversité de savoir-faire et de rites agricoles sur lesquels repose sa conception de l'éthique alimentaire. Certains espaces sont localisés dans des régions où cohabitent des minorités ethniques, dont les traditions culturelles ou artisanales sont également présentées dans les restaurants. Les aliments sont associés à une spiritualité, participant de l'expérience alimentaire riche au-delà de l'appréhension de la production elle-même. La tour en tambour à l'entrée du restaurant principal est construite selon l'architecture de crochet de bois de l'ethnie dong, elle accompagne, charge symboliquement la consommation du thé à l'huile (*youcha* 油茶) originaire de la région de Sanjiang. Des orgues à bouche (*lusheng* 芦笙) de la même ethnie sont également suspendues aux murs. Elles rappellent les fêtes religieuses et des formes culturelles de communication avec les esprits par la musique. Dans la même perspective, le riz noir et les canards qui proviennent du district de Donglan sont présentés dans leur contexte écologique et spirituel. Une coopérative zhuang élève les canards dans les rizières (*daoya gongsheng* 稻鸭共生) dans un cycle écologique où les canards se nourrissent des insectes et mauvaises herbes. Ils fertilisent les sols de leurs excréments et remuent la vase de leurs pattes. Au milieu des rizières sont installées des stèles et des autels aux esprits. La spiritualité animiste (*wanwu you ling* 万物有灵) autour de laquelle s'organisent les semences et les récoltes de cette coopérative est aussi présente dans les restaurants, à travers

des vêtements, des images de danses et de chants, des instruments de musiques, qui sont exposés aux côtés d'outils des champs. Un calendrier agricole des vingt-quatre périodes solaires (*ershisi jieqi* 二十四节气) rappelle également l'ancrage de l'agriculture dans les fêtes traditionnelles et les cycles saisonniers.



二十四节气能体现季节的变化, 指导农事活动, 农户按季节耕种什么, 我们就吃什么是顺应自然规律的体现。"不时不吃" 故自然人吃当季菜!!!

Dans le restaurant de Liuzhou

Ci-dessus, un calendrier agricole et l'explication qui l'accompagne : « les vingt-quatre périodes solaires incarnent le changement des saisons, elles conduisent les activités agricoles, [...] "Pas de saison, on ne mange pas" (*bu shi bu chi* 不时不吃), un humain naturel (*ziran* 自然) mange des plats de saison. »

Ci-dessous, quatre placards dont les canards dans les rizières (centre gauche), le thé à l'huile (centre droit) et les critères de qualité du restaurant (à droite).



Sous les yeux des personnes en train de manger, les dispositifs d'exposition et de narration dans les restaurants rendent manifeste la participation d'entités plurielles et diverses à la chaîne d'approvisionnement. Les dispositifs chargent symboliquement les produits d'une densité

alimentaire¹²⁸. Coutellec et Pierron écrivent : « La faim, parce qu'elle est relationnelle, est donc investie de désirs, de valorisations, d'images, d'un onirisme qui donne à l'aliment en plus de sa dimension physicochimique une forte texture imaginaire et une épaisseur symbolique » (Coutellec et Pierron 2017). La « densité alimentaire » peut être le nom donné à cette « épaisseur », qui est moins le fait de l'individu·e mangeant que ce dont se charge symboliquement le produit consommé : son histoire, son parcours, les relations, les savoir-faire et les pratiques culturelles qu'il cristallise. Le monde de relations à l'origine du plat cuisiné posé sur la table est compris dans celui-ci et transmis et partagé par l'acte de s'en nourrir.

III. B. 3. c. Valeurs associées à l'acte de se nourrir

Par la construction d'une expérience alimentaire riche, l'Association des ami·es des paysan·nes transmet aux consommateur·rices des restaurants les valeurs qui orientent son fonctionnement. L'ensemble des valeurs et des normes mises en place dans les transactions d'approvisionnement constituent ce que nous avons nommé son éthique alimentaire. Par la mise en scène des aliments dans leur environnement de production, l'Association valorise la diversité des cultures et des savoir-faire paysans, la biodiversité et la typicité environnementale des terroirs. Ce faisant, l'Association attache le fait de manger sainement – la consommation d'aliments biologiques préparés sans additifs – aux enjeux politiques associés à la production, à la transformation et à la distribution de produits alimentaires en Chine contemporaine.

Dans un contexte de scandales alimentaires répétés et de méfiance dans la production agroalimentaire, l'Association propose un cadre éthique autour d'un principe : le rapport de confiance fondamental pour une alimentation sereine ne peut exister que lorsque les producteurs et productrices bénéficient de conditions de vie et de travail correctes. Plus précisément, une alimentation saine est envisageable pour les populations urbaines si et seulement si les producteur·rices ont elleux-mêmes accès à une alimentation saine. Dans les démarchages de l'Association pour trouver de nouveaux producteur·rices, un des éléments essentiels est qu'ils produisent d'abord pour leur consommation locale les aliments qui seront également fournis aux restaurants. Ainsi, la qualité alimentaire se construit également sur un engagement social et politique : en proposant aux consommateur·rices une expérience alimentaire riche, l'Association replace l'acte de se nourrir au sein des valeurs qu'elle porte : l'ancrage dans l'environnement social et naturel local, la transmission de savoir-faire indigènes, la justice alimentaire et l'autonomie des populations productrices, etc.

¹²⁸ Sur la notion de densité, voir (Poirier 2022).

La consommation dans les restaurants elle-même participe à renforcer l'autonomie des producteur·rices, par la possibilité qu'elle offre à ceux-ci de choisir les relations d'interdépendance par lesquelles elles s'inscrivent dans le marché alimentaire. Les réseaux de l'Association permettent une autonomie relative et négociée aux logiques capitalistes des marchés de l'agribusiness.

L'Association des ami·es des paysan·nes définit une éthique alimentaire sur laquelle elle fonde sa démarche d'approvisionnement des restaurants. Elle la transmet aux consommateur·rices en proposant une expérience enrichie de l'alimentation. D'abord, les réseaux d'approvisionnement que met en place l'Association soulignent les limites qu'impose la production industrielle, aussi bien en termes écologiques que sociaux et sanitaires. Les transformations capitalistes des mondes agricoles isolent les acteur·rices dans une division des tâches qui rompt à la fois la continuité des activités socio-économiques au sein des villages et les chaînes écologiques qui relient les milieux humains et non-humains. Ensuite, les réseaux d'approvisionnement de l'Association revalorisent des modes de production inclusifs, qui prennent en compte la complexité des relations dans une écologie humaine et naturelle des terroirs : ils maintiennent des circuits courts alimentaires qui préservent aussi bien la diversité des savoir-faire transmis que la biodiversité. Enfin, la restitution dans les espaces de consommation des relations de production fait de l'acte de se nourrir une expérience riche de ce que sont les aliments. Au-delà de l'expérience limitée de la consommation alimentaire à l'époque industrielle, l'Association des ami·es des paysan·nes, par ses restaurants, rend aux aliments leur densité et leur profondeur : ils y sont chargés, empreints des entités animales et végétales dont ils sont issus, des savoir-faire de production et de transformation, des imaginaires et spiritualités qui les ont conçues, des valeurs et de l'engagement qu'ils représentent. L'éthique alimentaire de l'Association consiste ainsi dans le respect de la chaîne d'approvisionnement et de consommation alimentaire comme une chaîne écologique construite collectivement, et selon laquelle l'acte de se nourrir engage une vision du monde : manger revient à s'engager soi-même dans un jeu de relations complexes de production, de transformation et de distribution, qui attache le mangeur·se à autant d'entités humaines et non-humaines, spirituelles, matérielles et sociales.

Par la mise en place de dispositifs de transmission de l'expérience alimentaire, l'Association établit des « espaces écologiques » – comme les restaurants de l'Association ou

la ferme de Qiu Ge – qui sont non seulement des espaces de re-création d’une relation de confiance entre consommateur·rices et producteur·rices autour de produits « sains », des lieux de reconnaissance sociale du travail paysan et de regain d’une confiance en soi pour les producteurs et productrices, mais aussi des espaces d’engagement où se décide de manière plus-ou-moins collective la teneur des relations de transaction, où les échanges marchands sont ancrés dans des chaînes écologiques physiques et symboliques qui participent de l’autonomie des espaces de production au sein de relations d’interdépendance choisie. Cependant, dans le même temps, les acteur·rices des espaces écologiques où se jouent les transactions et les négociations entre des économies de subsistance et le marché de l’agroalimentaire formulent autant de doutes sur la légitimité des actions menées et soulignent leurs propres contradictions : ces espaces sont à la fois des lieux de recomposition de la confiance, ceux d’une transformation des formes du capitalisme vert autour des économies de subsistance et une porte d’entrée dans les villages pour la logique capitaliste d’exploitation des ressources et d’accumulation.

III. C. Enchevêtrement des réseaux et formation d’espaces écologiques

L’agroécologie sociale est en train de se définir en Chine contemporaine dans des coopérations au sein de réseaux économiques, environnementaux et philanthropique. Elles prennent parfois la forme de controverses pour en donner une définition en accord soit avec les mondes globalisés de l’écologie (et de la communauté virtuelle), soit avec les mondes isolés de la subsistance (et de l’autosuffisance alimentaire). Un des enjeux consiste à en proposer des objectifs et des pratiques comme critères de référence, afin de légitimer et d’institutionnaliser une sphère nationale de l’agroécologie. L’écologie ou l’environnement, catégories ouvertes et englobantes, permettent la formation d’espaces de débat où les domaines pluriels qui constituent les cercles de l’agroécologie paysanne se rencontrent et se construisent mutuellement. Les sous-monde de l’écologie sont universitaires, philanthropiques, associatifs, marchands. Ils se construisent sur des objectifs spécifiques de développement rural ou environnemental, de protection des pratiques locales ou des variétés indigènes et semences anciennes, de construction d’un mode de vie lent, naturel, ou associé à un terroir, etc. La rencontre des objectifs et des filiations autour de la mise en place de circuits courts donne forme à des « espaces écologiques » eux-mêmes pluriels, physiques et numériques, économiques, sociaux et symboliques.

III. C. 1. L'agroécologie paysanne, une définition conflictuelle

Les systèmes agroalimentaires alternatifs mêlent des organisations qui travaillent dans la promotion de l'écologie, d'autres qui fournissent et transforment des produits paysans et biologiques, d'autres qui qualifient et défendent un patrimoine, d'autres qui distribuent et créent des espaces de vente, etc. Les organisations s'entendent et coopèrent autour de la valorisation de l'agroécologie comme un terme englobant de nombreuses activités à la fois en relation avec l'agriculture biologique, une alimentation saine et une préoccupation environnementale assez large, sous la forme de mode de vie durable (*kechixu shenghuo* 可持續生活), mode de vie lent (*man shenghuo* 慢生活), mode de vie des aliments de terroir (*tushi shenghuo* 土食生活), etc. Elles font cependant valoir des filiations institutionnelles et politiques différenciées.

III. C. 1. a. Un engagement formé par l'activité marchande

À travers son éthique alimentaire et l'expérience enrichie qu'elle propose dans les restaurants, l'Association des ami·es des paysan·nes construit une conscience politique des transformations rurales capitalistes par la connaissance des conditions de production. Dans les espaces de l'Association, l'engagement politique se donne notamment à voir dans l'expression « justice foncière », qui revendique l'usage des terres arables pour les paysan·nes, peinte en gros caractères sur le mur d'un des restaurants, ou dans le slogan « la terre pour les paysan·nes » que l'on peut lire sur un étendard du Front Rural taïwanais suspendu dans un autre restaurant. Il est tout autant revendiqué dans la revalorisation du « terreux » (*tu* 土) contre la dépréciation des populations rurales comme « terreuses » et « arriérées » (Schneider 2015) – depuis le nom des restaurants jusqu'à la présentation des menus sur chaque table : « Ici, nous faisons la cuisine de la manière la plus terreuse qui soit » (*yong zuitu de fangshi zuofan* 用最土的方式做饭). Enfin, l'engagement politique se construit aussi par le soutien à la réinstallation sur les terres familiales de jeunes personnes rurales parties gagner leur vie en ville. Ce soutien prend une forme économique dans l'établissement de débouchés réguliers pour les petits paysan·nes, il prend encore la forme de participation technique dans les « microcrédits animaux » consistant en la fourniture d'un certain nombre de bêtes de variétés locales (porcs et volailles surtout) pour racheter les œufs ou la progéniture, ou dans l'acquisition de matériel – chambre froide et camionnette chez Qiu Ge par exemple. Il prend surtout la forme de reconnaissance symbolique en indiquant à la fois aux producteur·rices et aux consommateur·rices l'importance écologique et sociale du travail paysan, par des affiches, des livrets, des revues, etc.

Par le slogan et les affiches « Retourner à la maison cultiver la terre » (*huijia zhongtian* 回家种田), l'Association encourage la perpétuation de pratiques de subsistance par les jeunes générations inscrites dans les réseaux locaux tout en maintenant des interactions urbaines. L'idée d'autosuffisance (*ziji zizu* 自给自足) alimentaire constitue l'un des piliers de cette conception de l'agroécologie paysanne. La valorisation économique et sociale du travail paysan comme l'incitation au retour à la terre pour les jeunes diplômé·es ou migrant·es sont autant de manières d'encourager le développement de la base de ressources locale comme une source d'autonomie pour les populations paupérisées par les transformations capitalistes des mondes agroalimentaires chinois.

Entre marché et engagement politique, la hiérarchie est claire pour l'Association : ce qui l'engage dans ses démarches de promotion de l'agroécologie paysanne, ce n'est pas le gain économique mais la préservation des savoir-faire et des variétés locales. Cette construction militante se fait pourtant chronologiquement sur une autre base, celle de la consommation de produits paysans associée à un intérêt culturel. Le Président évoque ainsi les débuts de l'Association :

En 2004 à peu près, autour de 2004 on s'est mis à chercher des aliments de terroir, si on reprend le concept d'aujourd'hui on dirait qu'on s'est mis à chercher des aliments de terroir. Mais à l'époque on n'avait pas parlé de faire un restaurant, au début on est parti chercher des paysan·nes qu'on ne connaissait pas. Oui, on y allait avec..., bien sûr ça n'avait pas un caractère professionnel ces démarches, on allait chercher des paysan·nes un peu comme si on faisait du tourisme¹²⁹.

Il y a dans la formation de l'Association des ami·es des paysan·nes une démarche individuelle d'un groupe de personnes qui cherchent à satisfaire des intérêts qui leur sont propres. Le Président est lui-même assez critique de sa position :

Jean : Mais au départ c'est quoi l'Association des ami·es des paysan·nes ?

Le Président : C'est juste des pique-assiettes

Jean : Des pique-assiettes ?

Le Président : En réalité c'est manger des produits fermiers, c'est un groupe pour manger des produits fermiers.

Le groupe de « pique-assiettes » collecte des produits paysans et les diffuse dans une boutique « galerie d'exposition » (*zhanlan guan* 展览馆) en centre-ville de Liuzhou, où sont exposés des outils et de vieux objets. L'accroissement du nombre de participant·es au groupe, qui

¹²⁹ Entretien avec le Président et Away, 9 octobre 2017, 20171009HZco. Cet extrait et les suivants.

deviennent des « consommateur·rices » (*xiaofeizhe* 消费者) amène l'Association à développer une activité marchande de plus en plus structurée, toujours dans l'idée de créer des coopérations et de soutenir davantage de petits foyers paysans. C'est dans l'expérience de coopération avec les petits producteur·rices que se forge une conscience politique, devant la disparition des savoirs locaux et les difficultés auxquelles sont confrontées les paysan·nes, notamment à des expropriations. Mais c'est aussi en réaction avec les grammaires internationales de l'écologie que s'affine l'idée de ce qu'est l'agroécologie paysanne :

Les aliments produits et transformés par l'artisanat traditionnel, la transmission des variétés anciennes, et aussi les usages, les pratiques des expériences et des connaissances traditionnelles des communautés locales, ça se retrouve dans l'agriculture, dans l'agroécologie. La question c'est comment mettre en pratique la tradition, et pas comment pratiquer une quelconque agro-je-ne-sais-quoi (*momo shenme chacha nongfa* 某某什么××农法). Ce n'est pas que je m'y oppose, c'est que si on a ici sur notre territoire [littéralement dans notre communauté (*shequ* 社区)], si on a cette expérience et ces savoirs traditionnels, on peut s'appuyer, quand on fait de l'agriculture écologique son métier, ce n'est pas nécessaire de dire ou de s'appuyer là-dessus [l'agro-je -ne-sais-quoi].

La rencontre avec un vocabulaire institué de l'agroécologie entraîne la prise de position de l'Association pour rendre visible une agroécologie *paysanne*, c'est-à-dire des pratiques locales qui constituent un socle socio-culturel pour les populations des montagnes, et trouver des manières de la mettre en pratique alors qu'elle est mise à mal par les transformations rurales. Cette agroécologie paysanne s'oppose en cela à d'autres formes d'agroécologies circulant dans les cercles internationaux :

Parce que le réseau des ONG est toujours en train de valoriser des pratiques agricoles étrangères, comme l'agriculture biologique, les agro-je-ne-sais-quoi. Au début c'était l'agriculture naturelle, il y a eu la biodynamie, puis ensuite c'était quoi déjà, ah oui après elles ont encore sorti la permaculture.

L'agroécologie paysanne dont l'Association fait la promotion se construit ainsi avec et contre un ensemble de propositions sémantiques pour définir des formes agricoles écologiques, portées par des organisations internationales. Le Président insiste sur le respect des pratiques et des savoirs des populations locales contre l'imposition de modèles valorisés comme étrangers. L'usage de termes importés est cependant lui-aussi justifié, notamment dans le retour à la terre de jeunes personnes ayant migré en ville.

On peut aussi dire aux paysan·nes que c'est une agro-je-ne-sais -quoi, mais sur le fond ce sont les jeunes retourné·es qui font ça plutôt, les jeunes qui retournent au pays iels sont obligés d'avoir des astuces promotionnelles (*xuetou* 噱头), ce n'est que comme ça qu'en revenant au pays iels peuvent s'installer en agriculture dans les communautés

locales, parce que faire de l'agriculture ça symbolise que tu n'as pas réussi en ville alors tu rentres. Si tu ne rapportes pas un concept étranger, ce serait encore plus dur à vivre pour beaucoup d'entre elleux. C'est pour ça que nous quand on fait le lien avec les petits paysan·nes, on insiste aussi sur un point, c'est de respecter ou de reconnaître leurs expériences et savoirs traditionnels, qu'elleux ce sont des pros de l'agroécologie.

L'emploi de termes étrangers, de la grammaire des ONG internationales, fait en ce sens l'objet d'un usage symbolique : le retour à la terre dans les termes internationaux de l'agroécologie sociale est supposé plus acceptable symboliquement par les communautés locales qu'un retour de la ville vécu comme un échec de migration. Dans la pratique, l'agroécologie des jeunes retourné·es rejoint pour beaucoup celle des vieilles générations cultivant de petites parcelles sans intrants chimiques. Mais l'acquisition d'un savoir spécifique et l'inscription dans des réseaux internationaux qu'implique la revendication d'une « agro-je-ne-sais-quoi » transforme cependant les hiérarchies symboliques locales et la reconnaissance sociale des personnes restées au village. Dans une certaine mesure, la mobilisation d'un vocabulaire international de l'agroécologie entraîne des processus de différenciation rurale entre les jeunes retourné·es rapportant leur « expérience internationale » et les praticien·nes de l'agroécologie locale décriée. C'est devant l'appréhension d'une telle différenciation que l'Association insiste également sur la reconnaissance des savoirs traditionnels, dans ses dispositifs de diffusion et de valorisation de l'agroécologie. L'Association elle-même a longtemps repris l'appellation de *Community-Supported Agriculture* et participe à l'émergence du concept d'agroécologie sociale mais, au sein de la reprise d'un vocabulaire international, elle se concentre sur la place des petits paysan·nes dans ce travail de renouveau.

III. C. 1. b. Des controverses économiques et politiques

En ce sens, l'énonciation de critères éthiques dont se revendique l'Association participe à des controverses autour de la définition ou la redéfinition de l'agroécologie sociale en Chine contemporaine. L'Association des ami·es des paysan·nes s'inscrit par exemple en faux contre certaines initiatives concurrentes et majoritaires au sein des cercles de l'agroécologie sociale, qui prônent la mise en place de processus de production biologique normés et standardisés par des étudiant·es retournées à la terre ou néo-paysan·nes et à destination de consommateur·rices des classes supérieures urbaines réunis en « communautés » numériques¹³⁰.

À l'encontre d'une réappropriation de l'agroécologie de subsistance par des strates urbaines et diplômées de néo-paysan·nes et de consommateur·rices engagées, l'éthique alimentaire de l'Association implique un engagement politique dans le fonctionnement des restaurants. La

¹³⁰ Voir par exemple le développement sur les communautés en II. A. 2. b. et II. B. 3. c. de cette partie.

mise en place des chaînes d'approvisionnement écologique – englobant les écologies humaines et naturelles –, participe d'une prévention contre les risques associés à la production agroindustrielle : travail écologique de la terre par les paysan·nes contre les expropriations au profit d'entreprises de l'agribusiness et la pollution des eaux et des sols, autonomie dans l'exploitation contre la détérioration des conditions de travail des paysan·nes salariées, valorisation des savoir-faire indigènes et des variétés végétales ou animales locales contre la disparition de l'agriculture de subsistance, etc.

L'affirmation d'un travail engagé auprès des paysan·nes producteur·rices et particulièrement le soutien aux jeunes qui retournent dans leur village d'origine souligne les différends au sein des cercles de l'agroécologie sociale. L'Association se reconnaît dans une vague idée de CSA, mais ne rejoint pas les positions de plusieurs initiatives héritières du mouvement de la Nouvelle Reconstruction Rurale qui se détachent du monde paysan. Les mouvements nationaux portés par Shi Yan et les néo-paysan·nes dans les Assemblées annuelles des CSA ou dans l'Alliance des CSA cherchent à élaborer des espaces de production nouveaux, à partir d'expériences internationales, pour redéfinir les critères de la « néo-paysannerie ». Les éléments de définition de cette agroécologie néo-paysanne en Chine sont avant tout portés par la sphère universitaire (Shi *et al.* 2011; Shi 2012; Yan, Bun, et Xu 2020).

III. C. 1. c. Notoriété et définition coconstruite de l'agroécologie sociale

Dans un effet de réciprocité de la circulation internationale des savoirs, l'approche néo-paysanne du retour à la terre en Chine contemporaine devient également l'approche la plus visibilisée à l'internationale, aussi bien dans les sciences humaines et sociales (S. Scott *et al.* 2018; Si et Scott 2019) que dans d'autres sphères institutionnelles liées au développement et à l'environnement (Si et Scott 2016). Dans une fiche de la FAO consacrée à l'agroécologie en Chine, rédigée avec le département de reconstruction rurale de l'université du Sud-ouest de la Chine, Shi Yan est présentée comme « la première à être engagée dans la mise en place d'une CSA en Chine »¹³¹. La chercheuse et néo-paysanne devient à la fois la figure représentative du renouveau des circuits courts en Chine contemporaine et la garante d'un modèle de bonne agroécologie.

Le titre de la fiche introduit l'agroécologie chinoise comme un processus de « revitalisation », dans les termes de la stratégie de revitalisation rurale. Un « participant à une ferme en CSA » en formule le mot final :

¹³¹ « 52 Profiles on Agroecology: Revitalizing Agroecology in China », FAO, 2016.

Quand nous, un groupe de personnes venant de la ville, louons un terrain à des paysan·nes, nous ne cherchons pas à faire du profit. Ce que nous voulons, c'est arriver à goûter de la nourriture saine, jouir de la beauté de l'environnement du village avec son air frais, son eau claire et les montagnes vertes, tout en protégeant la rivière de la pollution. Nous voulons faire partie du village et vivre en harmonie avec les populations locales. Je crois que la communauté rurale dans le futur sera un groupe mixte, comprenant les villageois·es, des citoyen·es, et des néo-paysan·nes comme nous. Nous vivons ensemble et rendons le village dynamique économiquement, socialement soudé et durable environnementalement¹³².

Le discours est assez proche de celui que pourrait formuler l'Association des ami·es des paysan·nes sur certains points : nourriture saine et bonne, écologie, économie rurale, mixité sociale, etc. L'idée fondamentale de cette agroécologie repose cependant sur une transformation des zones rurales par l'activité de jeunes retourné·es sur les terrains de populations locales. Elle rejoint alors des formes d'expropriation douces des terres (Xu et Fuller 2018), alors que des personnes bénéficiant d'un statut de citoyen·e avec un accès privilégié à l'éducation notamment sont favorisées par les politiques de revitalisation rurale dans la location de terres agricoles. Cette forme d'agroécologie, dont s'emparent les néo-paysan·nes pour « rendre le village dynamique », est définie comme sociale puisqu'elle permet la cohésion de populations urbaines et rurales autour d'une activité de production. Elle participe cependant de nouvelles formes de différenciation rurale (Q. F. Zhang et Donaldson 2010) en installant entre villageois·es et néo-paysan·nes une hiérarchie à la fois économique et symbolique. Selon le discours reproduit par la FAO, les transformations du village se fondent sur la location des terrains (soit l'accaparement des moyens de production), et permettent la protection de la nature contre des populations rurales non-sensibilisées aux problèmes environnementaux. Les jeunes retourné·es ont dans cette perspective un rôle de guide, similaire aux « nouveaux sujets agricoles » définis dans les politiques centrales pour « entraîner » (*daidong* 带动) les populations rurales vers l'industrialisation de l'agriculture (Trappel 2021).

Dans cette perspective, la définition de l'agroécologie sociale qui s'impose en Chine est celle proposée par les circuits universitaires de jeunes diplômé·es retourné·es à la terre. Elle se diffuse dans un cercle vertueux de la notoriété fondé sur la reconnaissance internationale : la docteure Shi Yan acquiert une réputation en Chine grâce à son expérience états-unienne et son ancrage universitaire. Elle est choisie ensuite comme modèle par de nouvelles institutions internationales (FAO) pour présenter l'agroécologie en Chine, ce qui participe à

¹³² *Ibid.*

institutionnaliser davantage cette approche de l'agroécologie par de jeunes diplômé·es aux yeux des populations chinoises.

L'Association des ami·es des paysan·nes a vécu un mouvement similaire, du local vers le transnational, qui a largement participé à sa reconnaissance dans les cercles des circuits courts à l'échelle nationale. D'une activité régionale avec les petits paysan·nes du Guangxi, elle a ensuite accueilli des stagiaires venu·es de toute la Chine, financé·es par l'organisation hongkongaise PCD, puis est intervenue dans des événements internationaux, et a acquis une réputation de modèle national en termes de restauration et d'authentification d'aliments de terroir. Cette expérience a cependant toujours été appréhendée avec un regard critique, comme nous l'avons vu avec les événements Slow Food à Turin (« *Aux bons produits de la terre ne se tourne pas vers l'international, ni ne s'enorgueillit* »¹³³). D'autre part, l'Association est revenue à des activités à l'échelle plus locale au début des années 2010, exprimant une distance vis-à-vis de la mise en scène de l'agroécologie dans les réseaux aux échelles nationales et internationales aux dépens du « respect des systèmes de connaissance des vieux paysan·nes »¹³⁴.

III. C. 2. Hésitations et institutionnalisation d'une sphère de l'agroécologie sociale

III. C. 2. a. La fluctuation des acteur·rices de l'agroécologie

La déception, ou la désillusion du Président de l'Association des ami·es des paysan·nes provient notamment de ses expériences de travail avec des groupes de recherche et avec les institutions internationales. L'Association a fait le choix de privilégier les réseaux aux échelles locales et régionales, en termes économiques de relations aux producteur·rices mais aussi dans le soutien au retour à la terre de jeunes locaux et non plus de stagiaires financé·es par les organisations de développement.

Cette décision rend compte de la difficulté à exercer une activité autonome dans les cercles nationaux des circuits courts alimentaires, sous la pression des impératifs internationaux et la superficialité des relations avec les producteur·rices que cela peut entraîner. Lors d'un entretien sur les stagiaires de PCD qui sont passé·es par l'Association des ami·es des paysan·nes, le Président déclare à propos de l'un d'elleux :

Maintenant il est dans un projet de Song Yiqing avec l'Académie des Sciences de Chine, il joue les masses populaires là-bas, non, il fait le réalisateur. Liu Hujia est

¹³³ Placard, 2009. Voir l'affiche et son commentaire en III. A. 3. a. de ce chapitre.

¹³⁴ Entretien avec le Président et Away, 9 octobre 2017, 20171009HZco.

tellement un metteur en scène. Mieux, c'est la professeuse Song qui fait la réal, Oxfam HK c'est la production et nous on est les acteur·rices¹³⁵.

Le jeune retourné dont il est question, Liu Hujia, a été envoyé vers l'Association des ami·es des paysan·nes comme stagiaire PCD (organisation de développement hongkongaise) après une formation au Centre Rural (université Renmin à Beijing). Après plusieurs expériences dans le monde associatif du Guangxi, il est au moment de l'entretien employé dans un groupe de recherche financé par l'Académie des Sciences de Chine, dirigé par Song Yiqing. Liu Hujia est au cœur des espaces de définition d'une agroécologie sociale, entre les milieux universitaires par sa formation à la reconstruction rurale et son poste au moment de l'entretien, et le monde associatif par l'organisation de développement PCD qui a financé son retour à la terre et Oxfam HK qui a financé un projet autour du marché paysan de Nanning. Ses emplois consécutifs après ses deux années de stage avec l'Association des ami·es des paysan·nes soulignent la diversité des activités associées à la sphère de l'agroécologie en Chine : dans des espaces de production en montant une ferme en agroécologie, puis dans l'éducation naturelle, la restauration, le tourisme vert, etc.

Cette diversité éclaire également la versatilité professionnelle des acteur·rices qui constituent le socle de l'agroécologie sociale médiatisée. Comme beaucoup d'autres, le jeune retourné Liu Hujia vit d'initiatives expérimentales qu'il enchaîne auprès des institutions de référence. Le Président, qui l'a soutenu pendant plusieurs années dans ses expérimentations, y compris en les finançant au nom de l'Association, commente ce fonctionnement, désabusé : « À la fin il passe sa vie à faire des trucs de six mois¹³⁶. » Ces emplois consécutifs dénotent en creux la différence de posture entre le maintien d'une agriculture paysanne persistante, qui passe par un soutien stable à des populations paupérisées, et des activités de mise en valeur d'une agroécologie sociale définie selon des cadres internationaux, qui ne peut exister que grâce aux financements successifs de projets qui répondent aux normes internationales.

De nombreuses controverses secondaires se développent ainsi autour de cette grande dichotomie : développer une communauté de consommateur·rices fidèles à des produits néo-paysans d'une part ; maintenir des pratiques paysannes d'autosuffisance alimentaire d'autre part. Dans les deux cas, il s'agit de penser l'autonomie vis-à-vis des mondes agroalimentaires industriels : dans le premier cas, il s'agit d'une autonomie au sein de réseaux économiques entre des producteur·rices néo-paysannes diplômées et des consommateur·rices aux revenus

¹³⁵ Entretien avec le Président et Away, 9 octobre 2017, 20171009HZco.

¹³⁶ *Ibid.*

supérieurs, donc dans une forme d'autonomie alimentaire pour pallier l'incertitude liée aux scandales alimentaires. Dans le second cas, l'autonomie est considérée dans une économie de village, pour réduire la dépendance aux groupes agroindustriels et à l'économie marchande.

III. C. 2. b. *Circulation, interconnaissance et réputations*

À travers les emplois consécutifs des jeunes retourné·es, les relations d'interconnaissance numériques et physiques croisent les réputations nationales et les appellations transnationales. Des individus acquièrent une reconnaissance sur les réseaux en ligne, par leur participation à des groupes de discussion ou par les publications sur leur compte public, qui leur confère une parole valorisée. Une autre source de reconnaissance des jeunes est la mobilité physique, le passage par certains lieux de formation ou de pratique de l'agroécologie paysanne. Il y a une valorisation de la mobilité et une reconnaissance associée aux lieux visités.

Wang Xiangdang, jeune retourné rencontré dans le Yunnan, apparaît ainsi à plusieurs reprises dans les terrains de thèse, dans différentes activités. Il a été une figure importante des stagiaires PCD affectés à l'Association des ami·es des paysan·nes dans le Guangxi, pendant deux financements consécutifs d'une année chacun, et a dirigé à cette occasion un des restaurants *Aux bons produits de la terre*. Mais c'est aussi lui qui a ouvert un restaurant de terroir concurrent dans le Guangxi également et a monté un groupe de consommateur·rices avec Maman Xixi et les insatisfait·es des paniers de légumes autogérés de l'Association. Il a ensuite quitté le Guangxi pour une pause de six mois dans le Guangdong avant de se rendre dans le Yunnan où il a participé au stage d'écologie profonde dans l'auberge de Li Tingting, *Gooday*, proposé ses services au marché paysan *Caiyun* de Kunming pour l'organisation des relations entre les participant·es, puis retrouvé le restaurant *l'alimambassade du terroir* pour y prendre en charge la mise en place de relations de circuits courts autour de paniers de légumes par les producteur·rices fournissant le restaurant. À chacune de ces étapes, il met en valeur ses expériences antérieures pour légitimer son statut d'expert des circuits courts alimentaires. En tant que jeune financé par PCD pour des stages dans les espaces de l'agroécologie, il a rencontré à la fois des membres des organisations de développement et s'est inséré dans un réseau avec les autres jeunes ; avec l'Association, il a acquis une expérience professionnelle attachée à la réputation des ami·es des paysan·nes ; en arrivant sur le marché paysan de Kunming, il mobilise et renouvelle son réseau de relations. Il y retrouve d'autres jeunes des réseaux précédents avec qui il entretient des relations personnelles, professionnelles et économiques (il est par exemple actionnaire de *l'alimambassade*, alors qu'il a effectué son stage avec l'Association en même temps que Yang Lifen, la fondatrice du restaurant de Kunming, quelques années auparavant),

il rencontre d'autres personnes qu'il connaît de relations intermédiées de ses activités antérieures (le fait que son projet de réorganisation du marché paysan de Kunming soit rejeté découle en partie de cela), et il rencontre aussi de nouvelles personnes actives dans le cercle restreint de Kunming, avec qui il envisage de mettre en place des projets communs (avec *Bangbang* notamment, ou avec Wang Soumin qui est en train de penser la constitution du Centre Durable).

Away et le Président évoquent ainsi la circulation des jeunes à travers les réseaux des organisations de développement :

Away : C'est comme les jeunes des ONG de Hong Kong qui ne font qu'aller et venir, mais dans le même cercle, maintenant à PCD, dans deux ans à Greenpeace, puis dans deux ans encore iels vont je ne sais où, mais dans le même cercle.

Le Président : Oui, à Oxfam HK aussi, iels s'échangent les postes, il y a aussi World Vision, c'est surtout dans ces quatre-là qu'iels circulent.

La diversité des activités dans lesquelles s'engagent les jeunes retourné·es les amènent à tisser un réseau d'interconnaissance élargi entre acteur·rices du renouveau de l'agroécologie. La circulation des jeunes est en grande partie financée par des organismes de développement, en premier lieu PCD et Oxfam HK. Selon ce principe, les lieux où se rendent les jeunes correspondent aux critères de l'agroécologie telle qu'elle est définie par les organisations internationales, iels y croisent des stagiaires de promotions précédentes qui ont été embauchées sur les lieux de stage, d'autres qui se sont installées dans la région. Iels se connaissent aussi entre elleux par la participation à des événements localisés, de formation et surtout de partage d'expérience. Dans les moments de partage d'expérience, que ce soit des interventions orales dans des ateliers, des congrès ou des interventions écrites dans les revues comme *Fragrances d'une terre voisine*, les jeunes qui présentent les structures qui les accueillent se donnent à voir par la mise en scène de leurs activités. Le partage d'expérience est aussi, voire surtout, prolongé dans les espaces numériques par des échanges continus sur des groupes de discussion en ligne mis en place par les organisations de développement. Il y a ainsi un premier cercle d'interconnaissance qui se crée autour des organisations de développement par la circulation et par la participation aux partages d'expérience.

Dans le même temps, les jeunes stagiaires ou retourné·es à la terre promeuvent également sur ces groupes en ligne les produits des organisations où iels ont été affectées, ou qu'iels ont elleux-mêmes mises en place après leurs périodes de stage. Partant, les noms des jeunes qui interviennent en ligne, ou du moins leurs avatars, sont associés à des espaces de production ou

de vente. Une des interactions souvent observées lors des moments de partage d'expérience physique a été la première rencontre matérielle de personnes se connaissant déjà sur les espaces numériques. Cette interconnaissance est associée aux réputations des espaces de vente ou de production. Dans les espaces de controverses autour de la définition de l'agroécologie paysanne, les jeunes portent les réputations et les principes de maintien de l'agriculture paysanne de leur organisation. Dans la présentation que l'une ou l'autre peut faire de soi, nous observons ainsi des qualificatifs individuels – nom, région d'origine, spécialité de formation, emploi actuel – associés à des qualificatifs plus collectifs – lieu de formation, espace de stage, organisme de financement – qui définissent des appartenances de groupe.

Les relations d'interconnaissance fonctionnent également beaucoup par relations interposées. Étant passés à travers les mêmes lieux – de formation, de stage, etc. – et appartenant aux mêmes cercles symboliques – de principes d'action, de financement, etc. – les jeunes se connaissent de nom et de réputation. Que l'on se connaisse personnellement ou non, il y a dans les interactions autour de l'agroécologie paysanne toujours un point d'interconnaissance entre deux personnes : le lieu, les personnes ou l'orientation militante des formations, des stages, des espaces de pratique.

La cohorte des jeunes retourné·es se reconnaît ainsi et se définit par l'expérience de certaines formations spécialisées, la participation à certaines plateformes de vente ou groupes de discussion en ligne. Le sentiment d'appartenance s'étend lors d'événements nationaux et transnationaux, où les jeunes sont érigé·es en entrepreneur·ses modèles, reconnues par des institutions internationales de la consommation locale et biologique.

Ces relations d'interconnaissance soulignent ainsi comment les cercles de l'agroécologie en Chine sont restreints à un public ciblé et formé pour y appartenir. Elles montrent de nouveau le décalage entre les réseaux de maintien d'une agriculture paysanne de subsistance et ceux de mise en valeur d'une agriculture portée par de jeunes diplômé·es, tout en les incluant dans une même sphère d'activité et de coopération.

III. C. 2. c. Des cercles conflictuels de coopération

Dans les réseaux de l'agroécologie paysanne, on observe ainsi que les relations économiques commerciales sont enchevêtrées avec d'autres formes de relations économiques, liées à la transmission d'un savoir – que ce soit le savoir universitaire ou les savoir-faire artisanaux –, de formations agricoles et managériales *pro bono*, et à des financements solidaires – par les fondations, les organisations de développement, les groupes de recherche. Dans les réseaux

économiques différenciés, plus ou moins philanthropiques, écologiques, patrimoniaux, des relations d'interdépendance se tissent entre les organisations, en fonction des ressources de chacune. Certaines ont accès à des financements, d'autres peuvent mobiliser de larges publics, d'autres sont visibles sur les réseaux sociaux, d'autres ont des capacités de production, de distribution...

Malgré les controverses, les entreprises et associations de l'agroécologie travaillent dans un réseau de coopérations. Celles-ci se manifestent à la fois par l'usage temporaire ou ciblé de circuits d'approvisionnement des autres acteur·rices ou associations, et par la construction en commun d'activités sociales et scientifiques diversifiées. Une idée réitérée par les acteur·rices de l'agroécologie sociale est que les controverses ne donnent pas lieu à des formes de compétition ou de concurrence entre les initiatives. Y compris dans la mise en place de structures de vente ou de production similaires, la demande croissante pour des produits écologiques permet la coexistence de plateformes de vente et de diffusion.

Alors qu'il a monté son usine de tofu-bambou en alliant des savoir-faire traditionnels et une modernisation de la production, Deng, le fournisseur des restaurants de L'AAP, ne craint pas la concurrence en enseignant son art à des apprenant·es de passage. Il explique ainsi sa démarche :

Tu me demandes si je n'ai pas peur qu'on nous vole notre technique, qu'on nous fasse de la concurrence, mais je ne me fais aucun souci, au contraire si quelqu'un·e réussit à faire comme nous ce sera déjà pas mal ! Si tu te donnes du mal comme ça, si tu gères l'affaire comme nous, mais même y compris si tu crois que ça va te faire gagner le gros lot, en vrai si tu veux devenir riche c'est pas la peine d'y penser, tu fais les choses bien, et peut-être que, dans un mouvement naturel, peut-être qu'il y a un moment où ça va le faire. Si tu réussis à t'y atteler pendant un moment c'est déjà vraiment pas mal. D'ailleurs moi c'est ce qui me fait le plus peur. [...] Il y a un truc que les anciens disent dans ce métier, surtout dans le tofu-bambou, c'est « on apprend jusqu'à la vieillesse, on continue jusqu'à la vieillesse » (*xue dao lao, zuo dao lao* 学到老, 做到老).

La question de la concurrence ne se pose pas en termes de compétition pour Deng. Au contraire, l'entreprise concurrente participerait davantage à promouvoir le produit, il la percevrait comme une forme de coopération sur un marché spécifique. Une entreprise similaire à la sienne permettrait davantage d'élargir le champ des publics possibles plutôt qu'elle ne capterait sa clientèle. *A fortiori*, Deng ne pense pas que cela soit possible d'envisager ce métier comme une occasion de s'enrichir. La nature du travail effectué, la pénibilité quotidienne et l'engagement sur le long terme, « jusqu'à la vieillesse », que cela demande créent autant de conditions qui limitent la crainte de perdre sa place sur le marché. À l'opposée de la versatilité des jeunes

retourné·es allant de lieu en lieu sans ancrage local, par tranches d'expériences de quelques mois, Deng Chongjian retourne également au pays mais il s'attache à une pratique transmise dans la famille. Il s'engage dans des économies morales au-delà de la relation économique de production et de vente de tofu-bambou à l'AAP. Il reprend une pratique familiale et s'investit pleinement dans la revalorisation d'un patrimoine local en déshérence. C'est cet engagement au-delà de l'intérêt économique qui le rassure quant au faible risque de concurrence, y compris en transmettant son savoir à d'autres jeunes de passage.

Cette crainte est également limitée sur la question du risque qu'une entreprise concurrente dévoie les techniques de fabrication du tofu-bambou traditionnel. Deng exprime sa confiance dans le produit lui-même et dans le public qui cherche ce produit. Obtenir un produit d'une telle qualité demande un travail suffisamment spécifique pour que ceux qui le produisent comme lui soient davantage perçus comme des collaborateur·rices que des concurrent·es. D'autre part, Deng n'a de ce fait pas de crainte vis-à-vis d'entreprises moins respectueuses de la chaîne de production traditionnelle, malgré un marketing pouvant mettre en valeur des techniques ou des approvisionnements en graines de soja similaires.

Cette pensée de la concurrence à l'échelle locale se retrouve aux échelles régionales et nationales. Il y a une reconnaissance des entreprises concurrentes, même dans les cas de controverses, qui se solde par des coopérations davantage que par des conflits ouverts. Par exemple, la controverse présentée entre la production biologique par des néo-paysan·nes et la valorisation de l'autosuffisance des montagnes n'empêche pas le Président des ami·es des paysan·nes de se fournir auprès de Wang Jianjun et de la Communauté des Tomates de Zimeng, dans le Yunnan, lorsque la saison des tomates est terminée dans le Guangxi. Malgré le conflit éthique entre les deux manières de procéder – auprès de producteur·rices indigènes d'une part ou en louant des terres et y faisant travailler des employé·es migrantes d'autre part – le Président reconnaît le travail de Wang comme étant moins pire que celui d'entreprises agroindustrielles, y compris en agriculture biologique. D'une certaine manière, il le reconnaît comme faisant partie d'un cercle de production « paysan » ou au moins « correct », constitué des producteur·rices auprès desquelles il s'approvisionne. Les processus de reconnaissance mutuels malgré les controverses participent à définir ces cercles comme cohérents ou unifiés à l'échelle nationale.

III. C. 2. d. Des conflits politiques derrière les conflits éthiques

Malgré les controverses, le Président et d'autres membres de L'AAP participent également à certains événements nationaux. C'est à cette échelle qu'apparaissent de la manière la plus

prégnante les conflits politiques inscrits derrière les conflits éthiques. D'importants enjeux de reconnaissance institutionnelle passent par la thématique de l'agroécologie sociale, notamment dans les branches universitaires. Le rôle de chercheur·ses comme Wen Tiejun dans la visibilité et la reconnaissance du mouvement et du réseau de l'Alliance des CSA chinoises illustre la continuité entre l'agroécologie sociale comme réseau de transactions marchandes et un mouvement intellectuel et universitaire de définition des problèmes ruraux. Le soutien du Département d'études de la nouvelle ère Xi Jinping de l'université Renmin à la 10^e Assemblée des CSA organisée par l'Alliance des CSA affirme l'ancrage politique du mouvement. Son existence institutionnelle est consacrée par la reconnaissance et le financement qu'y apportent les promoteurs de la stratégie de revitalisation rurale.

Dans le prolongement de ces relations de financement à l'échelle nationale, les événements à l'échelle internationale sont également inscrits dans des relations politiques médiatisées. Lors du congrès international Slow Food en septembre 2017, la municipalité de Chengdu finance toute la publicité de l'événement, notamment par des affiches dans toute la ville, mais surtout par la présence du maire de la ville à la cérémonie d'ouverture du congrès, ainsi que par la mise en scène également très médiatisée de l'ouverture des relations de coopération entre la municipalité et le mouvement Slow Food dans les rues de la ville, avec plusieurs séances de photographies organisées avec le maire, le président du mouvement Slow Food, Carlo Petrini, et différentes personnalités politiques locales, dans les ruelles de la vieille ville, devant un restaurant, découpant un ruban symbolisant l'inauguration des relations, etc.

À ces formes très visibilisées de relations politiques dans l'institutionnalisation de mondes agroalimentaires alternatifs, répondent d'autres formes plus ou moins subtiles. Lors du même congrès international Slow Food, après une journée de présentation spectaculaire, avec abondance de drapeaux colorés et de danses en costumes pailletés, les intervenant·es chinoises et les intervenant·es étrangères ont été séparées. Deux congrès ont donc eu lieu de manière concomitante, qui ont donné lieu à deux communications sur les réseaux sociaux : le premier, avec des intervenant·es internationales (82 pays) et des personnalités chinoises – le maire de la ville, le professeur Wen Tiejun, l'entrepreneuse Shi Yan ; le second réunissant les intervenant·es chinoises et introduit uniquement par les personnalités susmentionnées. Cette division en deux espaces de Congrès peut être à la fois analysée en termes de sélection politique d'élites néo-paysannes pour représenter l'agroécologie chinoise, et comme dispositif contraignant pour empêcher la mise en place d'un espace international de délibération. Lors de la journée d'introduction à l'événement, certains passages de l'intervention du président de

Slow Food, à caractère politique, n'ont pas été traduits – notamment ceux concernant « l'anarchisme austère » que prône le mouvement ou la construction d'une « structure horizontale » qui inviterait chaque initiative paysanne locale à se constituer comme espace à la fois de pratiques agroalimentaires locales mais aussi de réflexivité.

Dans cette perspective, les conflits et controverses sur la définition de l'agroécologie sociale apparaissent encadrés dans des conflits plus politiques. L'enchevêtrement des réseaux n'est pas seulement un emboîtement des espaces de production ou de valorisation se rattachant à une institution de référence, mais ils se construisent aussi avec des contraintes plus directement politiques, qui orientent et déterminent les relations socio-culturelles (engagement social et paysan, formes de communication, choix des producteur·rices) et économiques (choix des producteur·rices et des modèles d'exploitation, formes de rémunération, espaces de visibilité).

Certaines exploitations s'inscrivent dans les programmes de développement rural de la stratégie de revitalisation, en adoptant le statut de coopérative, en réunissant des producteur·rices isolées en une entité commerciale de plus grande ampleur et en se rattachant à un marché urbain. Elles se conforment aux directives prônant les « nouveaux sujets agricoles ». À l'inverse, d'autres organisations comme l'Association des ami·es des paysan·nes décident de réduire les attaches institutionnelles, en formant un collectif informel autour des restaurants – c'est-à-dire notamment en déclarant les frais engagés et les recettes comme une entreprise commerciale – et en s'écartant des circuits d'activité des organisations de développement – donc en n'en recevant plus les financements ni la main d'œuvre de stagiaires. Pour la plupart des initiatives cependant, l'encastrement politique se fait selon des temporalités institutionnelles (événements nationaux du PCC, loi sur les ONG internationales) et des opportunités, notamment économiques, pour des financements ou des coopérations avec des gouvernements locaux.

En fonction des échelles d'activité et de diffusion, certains espaces permettent la formulation et la discussion de préoccupations particulières. Dans les espaces internationaux sont échangées les grammaires de l'écologie, mais aussi affirmés des paradoxes de l'agroécologie sociale chinoise comme l'organisation verticale et unilatérale d'un congrès pour une agroécologie horizontale et plurielle. Dans les espaces locaux, une place plus grande est accordée à des aspects techniques, sur les pratiques agricoles ou sur les transactions économiques et la construction de la confiance. Dans tous les cas, ces espaces sont des lieux de réflexivité : ils font apparaître les différents ancrages institutionnels des circuits alternatifs et interrogent les frontières des mondes agroalimentaires conventionnels. Tout se passe comme si, à travers les très nombreux échanges dans des événements médiatisés ou dans des espaces en ligne, des

appréhensions assez larges, assez vastes de l'écologie et de l'alternative permettaient de définir des thématiques de travail « communes », sans véritable forme d'accord, qui participeraient à l'institutionnalisation d'une sphère autonome par le conflit. Les controverses prennent alors différentes formes : débats, positionnement politique, rattachement institutionnel. Les espaces centraux où sont formulés ces controverses sont les « espaces écologiques », qui symbolisent l'enchevêtrement des réseaux autour d'une vague idée de l'écologie comme objet légitime de la parole.

III. C. 3. Des espaces écologiques

Les formes de coopérations et de compétitions pour l'agroécologie sociale et l'éthique alimentaire participent à définir un ensemble relativement uni, un cercle principal qui relie les organisations et initiatives qui ne se ressemblent pas, voire s'opposent, mais participent par leurs controverses à structurer cet espace particulier. Pour désigner cet espace d'échanges, nous pouvons éventuellement reprendre le vocabulaire vernaculaire en termes de cercle (*quanzi* 圈子) ou de mouvement (*yundong* 运动), voire le terme de nébuleuse employé par le vocabulaire militant des circuits courts en France (Mundler 2009; Rodet 2018; Montrieux 2021). Les initiatives plurielles, encastrées dans différents réseaux, contribuent toutes indirectement à construire les fondations d'un monde de l'agroécologie, organisé autour de figures médiatisées et de produits singularisés. Les rencontres, ou plus précisément la circulation des idées, des personnes et des produits entre les sous-mondes, prennent place dans ce que nous appelons des « espaces écologiques », espaces d'élaboration stratégique, de communication et de de réflexivité sur le monde de l'agroécologie en train d'émerger.

III. C. 3. a. *Un monde à la croisée d'activités « écologiques » plurielles*

Les cercles de l'agroécologie se construisent à la croisée de réseaux reliant différentes échelles et différents mondes sociaux (Cefaï 2015). Ils se caractérisent par des activités plurielles au sein même de chaque initiative, plus ou moins reliées à la thématique de l'écologie.

Les cercles de l'agroécologie paysanne du sud-ouest sont formés par une diversité de pratiques, aussi bien agricoles que sociales et spirituelles. Les initiatives écologiques de ces cercles se construisent sur la pluriactivité, y compris celles qui ont une activité associative ou de recherche. Dans la région du Yunnan, le Centre *Sili* pour les alternatives écologiques aux pesticides montre par exemple comment une association, enregistrée comme association à but non lucratif auprès des autorités locales, peut en même temps être un centre de recherche sur les pesticides et les OGM, qui finance la formation de ses doctorant·es, une association de maintien de l'agriculture

paysanne qui fournit des places sur un marché de plein vent à des productrices paupérisées, un magasin de revente de produits paysans, un espace réflexif de construction de l'autonomie paysanne – notamment des femmes paysannes chrétiennes de la minorité Miao –, une organisation de développement rural par des banques d'échanges de semences paysannes, une unité itinérante de formation et d'éducation populaire en coopération avec les gouvernements locaux et dans le même temps un centre de financement par microcrédits pour les exploitations de moins de 300 mus¹³⁷ qui ne bénéficient pas des subventions étatiques. Les activités plurielles du Centre *Sili* sont à l'image des organisations des cercles de l'agroécologie paysanne, à l'intersection de différents domaines, qui bénéficient sous l'ombrelle vaste et non définie de l'écologie d'une relative marge de manœuvre. Le Centre *Sili* peut ainsi mener de front, parfois en coopération avec les gouvernements locaux, parfois en opposition directe avec leurs mesures, des activités sociales, scientifiques, économiques et éventuellement religieuses.

Dans cette perspective, différentes approches de l'écologie se retrouvent dans les activités d'une même organisation. Une approche politique d'abord, alors que l'environnement constitue une thématique considérée comme légitime pour l'établissement d'une association et le fondement d'activités de développement rural. Dans le cas de *Sili*, la construction d'un discours sur le bien-être des populations rurales par leur autonomie est possible dans l'espace médiatique parce que le centre existe d'abord dans une perspective écologique. Cette dernière justification permet notamment la formulation de questions relatives à l'accès à la terre et aux décisions agricoles, discours politique présent partout dans les espaces de bureaux et de distribution de produits affiliés au centre. La thématique écologique permet ainsi à la fois des actions avec et contre les mesures gouvernementales : formations dans les zones rurales coorganisées par les autorités locales d'une part, engagement pour les laissés-pour-compte des directives centrales d'autre part. Dans cette perspective, l'écologie ou la protection de l'environnement servent parfois de couvertures à des activités éminemment politiques autour de la souveraineté des populations locales, en termes de terres et de cultures notamment.

Une approche commerciale de l'écologie prend forme également, alors que la protection de l'environnement devient un argument de vente des produits paysans, mobilisant des dispositifs de vente autour de la consommation éthique et alléguant des qualités de l'environnement naturel et social de production dans les montagnes. Les photographies des productrices en costumes

¹³⁷ Équivalents à 20 ha.

traditionnels et des lieux de production dans les montagnes isolées constituent ainsi le gage de ces qualités environnementales dans les boutiques de *Sili* en centre-ville.

Une troisième approche est davantage spirituelle, associant l'écologie à des pratiques religieuses notamment. Dans le Yunnan en particulier, de nombreux circuits courts originaux mettent en relation des monastères bouddhistes et des restaurants végétariens à Kunming (Klein 2017). Au près du Centre *Sili*, les pratiques rituelles chrétiennes sont également associées à un rapport en harmonie à la nature et mises en valeur comme un cadre structurel pour les relations sociales villageoises. Le rôle des spiritualités dans la réunion des publics de l'agroécologie est aussi important, notamment dans l'appartenance à des groupes sociaux constitués autour des écoles Waldorf.

Quatrièmement, le Centre *Sili* se construit sur une approche scientifique de l'écologie, alors que la question de l'agroécologie est abordée à travers le prisme des effets des pesticides sur l'environnement naturel. Le travail du centre sur les possibilités de se détacher des intrants chimiques met en évidence à la fois des procédés scientifiques, par l'emploi de certaines variétés ou la constitution d'engrais verts, mais aussi des procédés qualitatifs, par la mise en commun de certaines cultures et le partage de ressources et de compétences entre des communautés de différentes vallées.

À travers ces différentes approches, politiques, commerciales, spirituelles, scientifiques, l'écologie devient le point de ralliement des activités diverses proposées au sein des initiatives de l'agroécologie paysanne. La mobilisation de l'écologie permet ainsi d'englober une pluralité de réalités différentes, mais souligne également la diversité des formes d'encastrement des activités entre elles. La référence récurrente à l'écologie ou à la protection de l'environnement est loin de n'être qu'un vague discours permettant de réunir des activités diverses. Il s'agit tout autant, dans un contexte autoritaire, d'un sujet d'expression de critiques légitimes interdites dans un cadre strictement politique. En ce sens, elle fait partie d'un ensemble de pratiques visant à la construction d'espaces de réflexivité.

III. C. 3. b. Des espaces émergeant de la réflexivité des acteur·rices

Dans un processus réflexif, les membres de l'Association des ami·es des paysan·nes organisent des « ateliers sur les aliments de terroir » (*tushicai gongzuofang* 土食材工作坊, abrégés ateliers de terroir). Iels prolongent ainsi les interrogations soulevées par les opérations de qualification d'aliments paysans du mouvement Slow Food. Les ateliers proposent de croiser les expériences de producteur·rices et d'intermédiaires de vente autour des aliments de terroir.

Les savoir-faire de fabrication, les pratiques de consommation, les dispositifs de mise en valeur sont partagés à travers des échanges autour des perceptions locales des acteur·rices. Des ateliers sont organisés en 2019, en février et en mai, dans le prolongement d'une approche internationale autour d'échanges d'expériences entre la Chine continentale, Hong Kong et Taïwan (*liang'an sandi jingyan jiaoliu* 两岸三地经验交流) en 2012 et 2014. Lors des ateliers de terroir, la parole est accordée aux acteur·rices de la production et de la distribution de certains aliments de terroir, qui sont amené·es à présenter leurs pratiques et les aliments qu'ils produisent. Les processus d'authentification d'un patrimoine et de valorisation des aliments passent alors davantage par la perception que les acteur·rices construisent de leurs pratiques. Les échanges remettent au centre des préoccupations des questionnements relatifs à la subsistance et à la transformation des économies locales, puisqu'une des attentes des producteur·rices est que leur pratique soit économiquement viable sur un marché numérique étendu à l'échelle nationale.



Les ateliers de terroir (18 février 2019)

Sur la banderole : « “Le terroir, c’est exquis” atelier d’enquête sur les aliments de terroir. Organisateur principal : Centre *Guoren* du Guangxi pour le développement et la réduction de la pauvreté rurale [issu du Centre pour la Reconstruction Rurale] – financement : Oxfam (Hong Kong) Bureau de Beijing [organisation internationale de développement] »

Cette approche met en résonance les cadres normatifs internationaux et les perceptions des acteur·rices paysannes. En février 2019 par exemple, lors de la première journée d'atelier, après une introduction sur la condition paysanne dans le monde présentant des acteurs collectifs comme Slow Food ou La Via Campesina, trois invité·es sont amenées à présenter des processus d'authentification et d'adaptation des savoir-faire indigènes devant les transformations de l'agriculture moderne et l'urbanisation. Les interventions portent sur l'histoire des appellations

contrôlées en France, sur les stratégies d'adaptation des savoir-faire agricoles devant l'urbanisation des Nouveaux Territoires à Hong Kong et sur les diffusions contemporaines de savoirs ethnologiques et l'esthétisation d'un patrimoine culturel agricole dans plusieurs revues de communication sinophones. Les journées suivantes sont consacrées à la mise en perspective entre les perceptions locales et les expériences internationales d'authentification de savoir-faire de production et de transformation. Les participant·es y interrogent la valorisation de pratiques agricoles et alimentaires paysannes à travers la commercialisation de produits dans les restaurants de l'Association. Les ateliers de terroir remettent en question les opérations de qualification de l'Association, interrogent d'autres modèles et cadres normatifs, tout en s'inspirant également des critiques effectuées à l'encontre de ces modèles.

L'organisation d'ateliers avec les producteur·rices participe à les rendre elleux-mêmes acteur·rices de la qualification. Les ateliers de terroir avaient été conçus avant la pandémie de covid-19 pour être réguliers sur une période de deux ans, 2019 – 2021. Les participant·es effectuent entre deux sessions des séjours de recherche-action dans les lieux de production et de transformation des produits pour réaliser des enquêtes et appréhender la situation locale dans la perspective de la production. Sur la base de cet échange entre des producteur·rices d'aliments différents, la qualification des savoir-faire repose sur des interprétations indigènes du patrimoine, non pas tant perçues comme ensemble de pratiques uniques ou singulières en comparaison à d'autres terroirs, mais comme une manière de vivre grâce à un savoir-faire traditionnel associé à un marché spécifique de produits paysans. La qualification des savoir-faire souligne l'inscription de pratiques vivantes dans des relations écologiques et culturelles. Elle promeut, dans une démarche politique contre la standardisation des pratiques agricoles, la coexistence de la diversité culturelle dans la biodiversité.

Les ateliers de terroir sont construits dans une démarche réflexive des acteur·rices autour de la connaissance des aliments et de l'encastrement des circuits alimentaires. Par le partage de leurs expériences respectives – aussi bien des manières de produire ou de vendre que de ce que cela signifie pour elleux – les participant·es étoffent leur appréhension de leurs activités. Iels les perçoivent au sein d'un réseau, qui constitue la chaîne d'approvisionnement vers les restaurants ou les boutiques en ligne, fait de relations économiques mais aussi dans leurs dimensions plurielles, politiques, spirituelles, scientifiques, et ancrés dans des réseaux institutionnels et interpersonnels.

Les réseaux d'interconnaissance ne sont pas caractéristiques des relations entre jeunes retourné·es, ils définissent les limites du monde de l'agroécologie. La mise en place des ateliers

de terroir se fait également sur un jeu entre réputation et relations personnelles. Dans l'un des premières réunions de préparation du programme entre le Président, Away et moi, la question de l'interconnaissance est au centre de la recherche des soutiens institutionnels :

Le Président : Je pense qu'on pourrait essayer comme ça, on y va d'abord avec ma réputation, on essaie à partir de ma réputation, puis là on voit jusqu'où va ta proximité avec eux, là c'est toi qui passes à l'attaque (*chu ma* 出马). [...]

Away : Mais sinon je leur écris direct non ?

Le Président : Ou t'écris à Wenchang, si c'est en tant qu'ami, je pense que pour Wenchang... pourquoi pas. Parce qu'aux autres, je ne pense pas que ce soit nécessaire, parce qu'en fin de compte Wenchang maintenant c'est la directrice, Wenchang je pense que ça peut le faire, tu lui écris directement, tu lui écris en tant qu'ami¹³⁸.

La question est de savoir qui peut proposer un cadre institutionnel et financer la recherche-action sur les aliments de terroir. Les deux plus grosses ONG en lien avec des fondations dans le domaine de l'agroécologie en Chine sont PCD et Oxfam HK. Au moment de la réunion, Deng Wenchang est directrice de l'organisation internationale PCD, alors qu'elle et Away entretiennent des relations amicales depuis plusieurs années. Pour monter le projet de recherche autour de l'Association des ami·es des paysan·nes, le Président et Away réfléchissent ainsi en termes à la fois de relations interpersonnelles et de réputation. La question est d'abord de savoir si la réputation de l'Association est suffisante pour légitimer le soutien d'une des organisations de développement, et si ce n'est pas le cas, Away « passe à l'attaque » avec ses relations. Là encore, il faut sélectionner parmi un ensemble de relations. Plus tôt dans la réunion, le chercheur et militant propose deux autres de noms d'interlocuteur·rices au sein de PCD, mais c'est en fonction du statut professionnel et social de Deng Wenchang qu'elle est choisie comme intermédiaire pour effectuer la requête.

Après une autre réunion d'organisation en novembre 2018 avec la directrice de PCD, Deng Wenchang, la recherche sur les aliments de terroir est soutenue par l'organisation de développement en concurrence-coopération Oxfam HK¹³⁹. Lors des ateliers de terroir en février 2019, deux membres de Oxfam HK prennent la parole sur ce que signifie la recherche action pour l'organisation internationale, en termes de développement rural par la mise en relation avec un marché urbain. Leur présence pendant les trois jours d'atelier est aussi l'occasion de réfléchir au choix stratégique d'Oxfam HK plutôt que de PCD pour l'organisation de l'événement. Cette décision met en évidence des facteurs politiques car les deux organisations

¹³⁸ Réunion avec le Président et Away, 9 octobre 2017, 20171009HZco.

¹³⁹ Réunion d'organisation, 1^{er} novembre 2018, 20181101HZco.

ne peuvent coexister administrativement sur le même territoire. Elle souligne également la logique de répartition des pouvoirs et des financements entre les organisations dans les activités des cercles de l'agroécologie, alors que PCD prend en charge d'autres événements au moment où Oxfam finance et encadre l'organisation de celui-ci.

III. C. 3. c. Des espaces hybrides

Au croisement des réseaux, dans les initiatives diverses et les différentes approches de l'écologie, les acteur·rices des cercles de l'agroécologie paysanne mettent en place des espaces que nous qualifions d'espaces écologiques. Nous reprenons le terme « écologique » (*shengtai* 生态), mobilisé par les acteur·rices enquêtées à la fois pour définir l'agroécologie (*shengtai nongye* 生态农业) et pour parler des chaînes écologiques (*shengtai lian* 生态链) qui caractérisent le parcours des aliments de terroir à travers les étapes de la chaîne d'approvisionnement. Les espaces écologiques désignent alors des collectifs qui prennent forme dans les réactions de méfiance dans les mondes agroalimentaires, ou d'indignation devant les transformations politiques des zones rurales. Nous les observons dans le regroupement d'individu·es en acteur collectif par la mise en place de moyens de communication et de répertoires d'action pour agir sur la circulation des aliments paysans.

Ces espaces constituent des « micro-arènes publiques » (Rouilleau-Berger 2017b) où sont discutées et débattues la signification et les manières de valoriser l'agroécologie sociale. Les restaurants, les fermes pédagogiques, les ateliers de réflexion, sont autant d'espaces écologiques à l'interface entre les mondes ruraux et urbains où se construit et se diffuse l'idée d'une éthique alimentaire de l'agroécologie. Ces lieux, où les aliments sont produits, distribués ou consommés, sont également des espaces de réflexion sur ce que signifie et ce qu'engage l'acte de manger. Ils prennent alors des formes hybrides, à la fois de délibération mais aussi de communication par l'action, à travers des économies marchandes et morales.

Les espaces écologiques observés varient selon des temporalités, qu'ils soient physiques ou numériques. Ils sont organisés pendant des périodes de temps limitées, à l'occasion d'événements donnés. Les lieux fixes, comme les boutiques de l'agroécologie par exemple, se font ainsi espace écologique lorsqu'elles accueillent certaines interactions entre des producteur·rices, des consommateur·rices et des intermédiaires. La forme des restaurants serait éventuellement la plus durable, dans la mesure où la mise en scène des produits et le service pédagogique à travers les menus, les placards, les outils etc. invite à la réflexivité des mangeur·ses, ne pouvant plus ignorer les conditions de production de ce qu'ils mangent. Mais

dans la majorité des cas cependant, ce sont les interactions entre des acteur·rices de l'agroécologie sociale et un environnement particulier qui créent cette dimension réflexive, lors de rencontres dans des lieux qui y sont consacrés comme lors des ateliers de terroir, sur les lieux de production comme lors du séjour « sucre rouge » dans la ferme de Qiu Ge et Qiu Sao ou dans d'autres formes de visites interactives avec la production ou la transformation, et par moment sur les groupes en ligne, surtout ceux restreints à des producteur·rices et entrepreneur·ses. Les espaces physiques ont de fait une existence numérique presque aussi importante, dans la mesure où certaines transactions ont lieu exclusivement ou majoritairement en ligne. Les échanges numériques permettent le maintien ou l'existence d'autres formes de relations dans les espaces physiques. Qiu Ge n'est par exemple presque jamais actif sur les discussions en ligne, mais le Premier Secrétaire Liu inonde les réseaux d'images et d'informations, y compris sur la ferme de Qiu Ge dont il vend les produits. Si Qiu Ge lui-même ne se manifeste pas, d'autres façonnent ainsi en ligne une image de lui qui se diffuse éventuellement davantage que celle qu'il pourrait souhaiter mettre en avant. Les espaces écologiques sont à la fois les lieux de la mise en scène de la confiance et de la réalisation de la relation de confiance.



Un espace temporaire (3 janvier 2019, photographie transmise par He Ye).

La ferme de Qiu Ge devient un espace écologique lors du séjour sucre rouge pendant lequel les entrepreneur·ses des plateformes de l'agroécologie viennent attester des produits de la ferme. Dans le même temps, ces intermédiaires se rencontrent entre eux, discutent de leur condition et de la définition de l'agroécologie et des circuits courts en Chine. Mise à part He Ye qui prend la photographie, nous pouvons notamment reconnaître de gauche à droite Yang She, Premier Secrétaire Liu, Chen Peng et le Président.

Construits sur les relations marchandes, les espaces écologiques ont une forte dimension économique. Ils sont des espaces de transaction, où s'échangent des produits et des informations, où se créent la valeur ajoutée des produits paysans dans les processus de qualification. Il ne s'agit pas ainsi tant de la vente des produits elle-même que de la mise en place de dispositifs économiques autour des espaces de vente, comme des formes de microcrédit ou des systèmes d'élevage paysan à crédit, fondés sur la restitution en produits et non nécessairement monétaire. La dimension économique n'est pas restreinte à son aspect financier, mais se développe dans des économies morales. La dimension sociale des espaces écologiques compte en ce sens davantage que l'aspect commercial. Les espaces écologiques sont le lieu où se forge le lien social des circuits courts alimentaires. Ce n'est pas uniquement qu'y sont pensées les formes de la transaction entre des producteur·rices et des consommateur·rices, mais surtout qu'y sont définies ses qualités. À travers les moments de réflexivité qui ont lieu dans les espaces écologiques, il s'agit alors de faire vivre des populations paupérisées en soutenant des initiatives non lucratives, de montrer sous un autre angle des aspects de la vie rurale dépréciés dans l'espace public, de donner la parole aux personnes concernées par les transformations agraires, de créer du collectif là où les processus de dépaysement et de modernisation détériorent les sociabilités locales. Par le dessin de ces activités économiques et sociales, les espaces écologiques manifestent l'importance de la dimension symbolique du travail agricole et des relations de production. Les actions menées ne sont pas uniquement matérielles, leurs effets sont en grande partie symboliques. Les populations paysannes dépréciées dans l'espace public acquièrent une reconnaissance sociale par la revalorisation des produits dans les relations marchandes, sociales et politiques de l'agroécologie.

Les dimensions plurielles des espaces écologiques – physiques et numériques, économiques, sociales et symboliques – mettent en évidence l'agentivité des acteur·rices dans un contexte politique restrictif. Au cœur de transactions économiques et éthiques en circuits courts, ces espaces travaillent les régimes de méfiance et informent à leur échelle de nouvelles relations de confiance.

Les réseaux de circuits courts alimentaires autour de l'Association des ami·es des paysan·nes se construisent selon des modalités différentes à l'échelle locale, régionale et nationale. Des produits circulent et sont qualifiés comme produits paysans, parce qu'ils sont issus de l'agriculture de persistance ou de fermes de production en agroécologie. Ils sont

identifiés en tant que tels par des dispositifs d'inventaire et de définition de la tradition mis en place en adoptant à la fois les normes des activités locales et celles des communications internationales. Dans ce contexte, l'Association propose dans ses restaurants *Aux bons produits de la terre* une expérience enrichie de l'alimentation comme réaction locale aux directives nationales. Contre la disparition de savoir-faire dans l'industrialisation des pratiques agricoles, l'Association met en œuvre une éthique alimentaire fondée sur l'appréhension de l'approvisionnement en analogie à une chaîne écologique. La prise de position pour une agriculture paysanne construite sur les pratiques locales éclaire les controverses qui définissent les contours du monde de l'agroécologie sociale en Chine. Par l'enchevêtrement de réseaux économiques, environnementaux, philanthropiques, universitaires, les cercles des diverses initiatives se dessinent comme un monde conflictuel. Les manières de mettre en place les circuits courts alimentaires se diffusent et s'opposent dans les espaces écologiques, permettant la réflexivité des acteur·rices sur leurs activités marchandes, sociales et politiques.

Les réseaux de l'agroécologie sont incarnés par des figures individuelles. Dans la lignée de la démarche du Président de l'Association, de jeunes entrepreneur·ses mettent en place des circuits courts alimentaires. Leurs entreprises visent à préserver des pratiques en déshérence, à promouvoir des spécificités locales, à répondre à une demande croissante en produits biologiques. Les parcours des entrepreneur·ses font apparaître des carrières nouvelles, faites de formations et de mobilités émergeant avec le renouveau de l'agroécologie. Sous un autre angle, ces carrières montrent les filiations et les oppositions des jeunes vis-à-vis des politiques de retour à la terre et de leurs alternatives.

Qiu Sao et les entrepreneur·ses (4 janvier 2019)



Qiu Ge et le boucher du village ont tué un porc à l'aube. Après la taille des gros morceaux, Qiu Sao travaille la viande pour la vente. Elle range les parties de l'animal selon les catégories de boucherie et les découpe en détail. Ensuite, elle fera des parts individuelles dans des sachets plastiques sous-vide. L'Association des ami·es des paysan·nes a imprimé des étiquettes indiquant chacun des morceaux et un poids standard. Le porc sera vendu aux consommateur·rices du restaurant *Aux bons produits de la terre* de Liuzhou et sur le groupe en ligne d'achat en commun.

Les six personnes autour de Qiu Sao sont des entrepreneur·ses de l'agroécologie. Iels participent à un « séjour sucre rouge » pour observer pendant trois jours la fabrication du sucre de canne et d'autres produits de la ferme. À chacune des activités du couple de producteur·rices, iels les suivent et les mitraillent de photographies et de vidéos. Celles-ci serviront d'autant d'arguments de vente pour attester de la relation personnelle entre les entrepreneur·ses et les producteur·rices. De gauche à droite, les plateformes de vente des personnes présentes sur la photographie se situent à Guangzhou (420 km), Suzhou (1300 km), Nanning (240 km) et Beijing (1800 km)¹⁴⁰. Si la viande de porc est vendue localement, à Liuzhou (40 km), toutes ces plateformes revendent quant à elles le sucre rouge de la ferme dans des circuits courts alimentaires.

¹⁴⁰ Distances à vol d'oiseau.

IV. Les jeunes retourné·es, entrepreneur·ses de la consommation éthique

Les mouvements de promotion de l'agriculture paysanne sont incarnés par des acteurs et actrices émergentes, à l'interface entre villes et campagnes : les « jeunes retourné·es à la terre » (*fanxiang qingnian* 返乡青年). Des jeunes entre 25 et 35 ans s'engagent dans l'agriculture biologique de petite échelle après des périodes de vie urbaine, souvent comme étudiant·es ou travailleur·ses non qualifiés. Se faisant entrepreneur·ses de la consommation éthique, ces jeunes se désignent elleux-mêmes comme « néo-paysan·nes » (*xin nongren* 新农人), à la fois productrices, revendeuses, expertes et promotrices d'une alimentation de « qualité ». Iels redéfinissent le travail de la terre et la vente de ses produits comme un choix éthique et entrepreneurial qu'iels nomment « agroécologie paysanne » (*xiaonong shengtai nongye* 小农生态农业) ou « agroécologie sociale » (*shehui shengtai nongye* 社会生态农业). La vague de « retour à la terre » contribue à la fois au renouvellement des pratiques de production – notamment selon les principes écologiques ou permaculturels – et des méthodes de distribution – accordant une place prépondérante aux circuits courts en e-commerce. La grande majorité des personnes interrogées au cours de l'enquête doctorale ont étudié, travaillé ou suivi une formation dans un centre de recherche sur le développement rural ou une ONG, après des études supérieures dans un autre domaine. Elles circulent entre les organismes de formation, partagent leurs expériences lors de congrès nationaux ou de séjours à la ferme, dans les réseaux enchevêtrés à différentes échelles et fondent des plateformes de vente de produits fermier. Les jeunes diplômé·es mettent en lumière l'agriculture paysanne familiale comme une opportunité pour répondre à la crise de confiance dans les institutions par l'invention de nouveaux réseaux de transactions dans une économie verte.

Le retour à la terre des jeunes diplômé·es renouvelle la définition de l'agroécologie paysanne par un « travail marchand » (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000, 2006) à l'intersection des activités de production, de transformation et de commercialisation, qui met en valeur un ancrage dans l'agriculture de subsistance dite « traditionnelle » en accord avec des normes sociales et écologiques internationales. À l'interface entre les différentes plateformes de vente, entre les réseaux écologiques et humanitaires aux échelles régionale, nationale et internationale, les néo-paysan·nes participent à la circulation de normes redéfinies. Entre ville et campagne, iels s'érigent en porte-paroles d'une culture paysanne qu'iels se disent devoir protéger et valoriser, qu'elle soit ancestrale ou ethnique, agricole, culinaire et sociale, voire totalement renouvelée par son insertion dans une culture mondialisée.

Par leur circulation entre les établissements de formation et les initiatives paysannes, les néo-paysan·nes établissent et diffusent les critères de « qualité » des produits et des réseaux dans une éthique alimentaire : locale, écologiquement et économiquement viable, socialement équitable, consciente des implications sociales et environnementales de l'acte de manger. Ils conceptualisent la nouvelle agriculture paysanne comme une agroécologie sociale.

Ces figures cristallisent les contradictions des mouvements pour la promotion de l'agroécologie paysanne en Chine contemporaine. Les jeunes diplômé·es s'inspirent de méthodes de mise en valeur de l'agriculture paysanne conçues dans différents contextes de mobilisations politiques en Asie, en Amérique Latine, en Amérique du Nord, en Europe. Ce sont autant de manières de lutter contre la standardisation des cultures et des agricultures dans la modernisation agricole. La mise en place des réseaux de transactions et le rôle accordé aux consommateur·rices urbaines aisées vont cependant souvent à l'encontre des principes mêmes à l'origine des mobilisations : accès à la terre, rémunération équitable de la production, propriété des semences, etc. Les jeunes diplômé·es retournées construisent des réseaux agroalimentaires « alternatifs » qui reproduisent certaines inégalités des réseaux conventionnels fondés sur une économie capitaliste. Ils sont aujourd'hui au cœur d'interactions complexes – et propres au contexte chinois – où coexistent dans les montagnes du sud-ouest des formes persistantes d'agriculture de subsistance fondée sur l'autonomie, des politiques de modernisation agricole et de lutte contre la pauvreté qui les menacent par une logique de dépendance aux subventions ou aux entreprises de l'industrie agroalimentaire, et des savoir-faire politiques de luttes ou de résistances paysannes issus à la fois des expériences locales et de la transmission d'expériences de mobilisation dans d'autres contextes nationaux. Au sein de ces interactions, les jeunes diplômé·es mobilisent l'expérience des luttes similaires pour défendre leur position d'intermédiaires néo-ruraux comme indispensables au « développement durable » des relations villes-campagnes. Ce chapitre réfléchit alors à l'hypothèse suivante :

Les réseaux écologiques et économiques sont incarnés par des acteur·rices, « jeunes retourné·es à la terre » devenues entrepreneur·ses d'une consommation éthique. Le retour à la terre redistribue les rapports de pouvoir dans un espace social localisé, entre la reconnaissance de diplômés nationaux, l'inscription dans des réseaux internationaux de solidarité et le capital d'autochtonie. D'abord à travers les agencements marchands, mais aussi par leur inscription dans des filiations écologiques différenciées les jeunes retourné·es échangent des savoirs, participent à définir de nouvelles compétences, interrogent les injonctions à la modernité ou à l'autonomie depuis les interactions localisées.

Dans cette perspective, les termes de « consommation éthique » ne renvoient pas tant à un engagement militant des consommateur·rices par leurs achats qu'à l'inscription de l'acte d'achat dans des circuits économiques construits à travers et avec des mouvements sociaux écologiques. Si la notion de consommation engagée s'est imposée dans les champs de la sociologie des organisations et de la sociologie des mouvements sociaux depuis le milieu des années 2000 (Dubuisson-Quellier 2018; Balsiger 2017), nous préférons l'emploi de la notion de consommation éthique en cela qu'elle présume moins des intentions des consommateur·rices que des effets de l'acte d'achat. En Chine en particulier, dans un contexte de méfiance exacerbée dans l'alimentation, la préoccupation première des consommateur·rices de l'agroécologie porte d'abord sur la sécurité sanitaire des aliments, davantage que sur un engagement citoyen ou écologiste à travers la consommation (Guo 2020).

Les notions de consommation éthique, engagée, responsable, citoyenne, etc. sont absentes des analyses chinoises sur la consommation par les circuits courts alimentaires. La consommation morale (*daode xiaofei* 道德消费) et la consommation engagée (*liangzhi xiaofei* 良知消费, littéralement « consommation bonne et savante », « bienveillante par la connaissance ») apparaissent exceptionnellement dans le corpus, justement pour évoquer des mouvements sociaux étrangers – respectivement présentes dans deux et un articles (Liu et Sun 2015; Xiao et Liu 2017; Li et Zhou 2018). En revanche, nous recensons également une occurrence de « production bienveillante » (*liangxin shengchan* 良知生产), pour désigner l'agriculture biologique de petite échelle mise en œuvre par les néo-paysan·nes diplômées, qui leur permet de « construire une conscience morale et bienveillante, et les amène à considérer spontanément les questions de sécurité sanitaire des aliments » (Du 2015).

Dans ce contexte, une approche par les notions de consommation engagée, de consommation responsable et de consommation citoyenne manque à la littérature sur les circuits courts alimentaires chinois, alors qu'elle permettrait éventuellement de tracer des communautés sociales légèrement différenciées selon des approches étatique, militante ou commerciale de l'agroécologie (Dubuisson-Quellier 2011). En choisissant d'employer la notion de consommation éthique, nous pouvons alors appréhender la consommation non pas tant à travers les intentions des client·es, mais par les justifications que formulent les entrepreneur·ses intermédiaires pour qualifier les produits de l'agroécologie.

Des phases se dégagent dans les parcours des intermédiaires, qui mènent à la formalisation de comportements d'entrepreneur·se de la consommation éthique. À travers le concept de carrière,

nous pouvons distinguer des modèles séquentiels de divers types (Goffman 1968; Hughes 1958; Becker 2013). Comme dans des carrières militantes faites d'ajustements, de désajustements, de bifurcations (Fillieule et Mayer 2001; Fillieule *et al.* 2017), les séquences de formation, d'itinérance, d'installation des entrepreneur·ses de la consommation éthique soulignent comment les comportements ne suivent pas des trajectoires mais participent de processus où chaque étape produit les conditions de possibilité de la suivante (Agrikoliansky 2017). Dans les arrangements pour s'insérer sur les marchés du travail, les jeunes donnent à voir la construction de leur identité et le rapport subjectif aux parcours engagés (Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger 2001). Les carrières migratoires en Chine en particulier révèlent « un processus d'individuation fait d'incertitudes et de réversibilité de positions, de place et de situations » (Roulleau-Berger 2013).

Le concept de carrière interroge les formes de justification de l'action, comme un instrument d'objectivation qui place au centre de l'analyse le sens que les acteur·rices donnent à leur comportement (Darmon 2008). Le travail marchand participe notamment de carrières écologiques, où la valorisation de produits paysans – produits de pratiques agricoles à la fois environnementales et sociales – construit un discours moral justifiant la mise en place des entreprises commerciales. Comme dans le cas des carrières humanitaires (Collovald *et al.* 2002), l'étude des carrières écologiques souligne ainsi des processus de « labellisation de l'autre aidé », de définition des petits paysan·nes et de leurs pratiques par de jeunes entrepreneur·ses retournées symboliquement à la terre par une activité commerciale.

Des carrières écologiques se distinguent à partir des formes d'entrepreneuriat que mettent en œuvre les jeunes qui incarnent les réseaux de l'agroécologie sociale. Entrepreneur·ses sociales, morales, solidaires, iels participent à la recomposition de régimes de confiance par des ajustements entre contraintes politiques, engagement social et opportunités économiques. Des séquences de retour à la terre apparaissent dans les moments de formation, les visites de fermes agroécologiques, la recherche de financements, la construction d'initiatives individuelles et la participation à des engagements collectifs. Elles dessinent une typologie des carrières de jeunes retourné·es de l'agroécologie chinoise.

Nous interrogeons alors les ambiguïtés de l'éthique alimentaire comme clé de voûte des marchés alimentaires alternatifs. Selon une perspective goffmanienne (1991), les pages

suivantes analysent les processus de cadrage en jeu dans la redéfinition de l'« agroécologie paysanne » dans la Chine contemporaine. Cette recherche s'intéresse à l'émergence de « paysan·nes-entrepreneur·ses » à travers, d'une part, la transmission de valeurs et de compétences dans les processus de valorisation du patrimoine culturel et, d'autre part, la négociation entre producteur·rice et détaillant·e dans un marché de produits singuliers axé sur la qualité. Elle tend à démontrer dans un premier temps que les néo-paysan·nes promeuvent l'agroécologie paysanne et font obstacle à l'intégration verticale favorisée par l'agrobusiness. Deuxièmement, s'ils rétablissent la confiance dans la relation commerciale sur un marché des singularités, iels reproduisent cependant également l'exploitation capitaliste dans les relations de production. De ces activités, nous pouvons dans un troisième temps dégager des carrières de retour à la terre qui donnent forme à une typologie des entrepreneur·ses de la consommation éthique.

IV. A. Des entrepreneur·ses de la consommation éthique

Qiu Ge et Adai regardent la vallée. Les monts du Guangxi se perdent dans le ciel encore noir, les deux hommes grognent et se résignent. Il est 4h30 du matin et l'ombre des monts ne se détachent pas à l'horizon, le temps sera à nouveau trop humide pour l'extraction du sucre de canne. Il a plu tout l'hiver, Qiu Ge n'a pas pu commencer à extraire le sucre des cannes, et pourtant la ferme accueille cette semaine de janvier 2019 une dizaine de jeunes venu·es de toute la Chine observer le procédé de fabrication du sucre rouge. D'un mot, d'un geste, Qiu Ge donne des ordres malgré tout. Il veut montrer son travail même si la tournée ne sera pas bonne à vendre. Invité à les aider, je me joins à eux pour équeuter les cannes, les broyer, stocker la bagasse au sec pour l'année à venir. Celle de l'an passé est enfournée sous les cuves où le vesou se met à bouillir, de plus en plus dense, jusqu'à former le caramel que l'on moulera en petit cubes ou hachera en poudre. À partir de 7h sortent du sommeil les premiers visiteur·ses. Chacun chacune, smartphone ou appareil photo en main, fait le tour des installations pour admirer le savoir-faire paysan et immortaliser les étapes de production. Les photographies rempliront les pages des plateformes de vente qu'iels dirigent ou celles de journaux écologiques sur l'agroécologie paysanne et les circuits courts alimentaires chinois. Les jeunes regardent les hommes et les femmes travailler, iels mettent éventuellement la main à la pâte. Iels se retrouvent surtout entre eux pour partager leurs expériences d'entrepreneur·ses sur le marché renouvelé des produits paysans. Plus tard, assis autour d'un réchaud à charbon, iels discutent des difficultés qu'iels rencontrent à Beijing, Suzhou, Hanzhong, Nanning ou Guangzhou dans la mise en œuvre de leurs activités. Iels cherchent conseil auprès du Président de l'Association des ami·es des paysan·nes, qui a accroché sous l'auvent une affiche reprenant les mots de W. Berry : « Manger est un acte agricole »¹⁴¹.

¹⁴¹ Note de terrain, janvier 2019.

À travers leurs photographies du caramel bouillant, leurs selfies au bras de Qiu Ge, leurs récits pétillant de savoirs ruraux et d'anecdotes paysannes, les entrepreneur·ses contribuent à façonner une nouvelle représentation de l'agriculture paysanne en Chine. Depuis une quinzaine d'années, en marge des politiques de développement rural par la modernisation agricole, les systèmes agroalimentaires alternatifs contribuent aux changements politiques et économiques des campagnes chinoises (Si, Schumilas, et Scott 2015; Si et Scott 2019; Guo 2020)¹⁴². Ils font apparaître une nouvelle forme de jeunes entrepreneur·ses – qui prennent éventuellement la pose aux côtés de paysan·nes « rayonnant de bonheur »¹⁴³ – qui promeuvent une éthique de l'agroécologie paysanne afin de développer des marchés urbains proposant des produits agricoles « sûrs ». Les circuits courts contribuent à l'émergence de dispositifs économiques qui remettent la relation directe entre producteur·rices et consommateur·rices au cœur de l'échange à travers des marchés paysans, des boutiques écologiques, de la restauration locale, du tourisme vert, etc.¹⁴⁴ Ils accordent une place prépondérante à la reconnaissance du travail dans le cadre de l'agroécologie paysanne comme une culture, associée aux pratiques agricoles et alimentaires¹⁴⁵. Dans un contexte de transition agraire et de crises alimentaires marqués par la répétition de scandales à grande échelle – crise de confiance aussi bien dans les entreprises agroalimentaires que dans les labels de certification des produits biologiques –, certains réseaux « alternatifs » rappellent la persistance d'une agriculture paysanne de subsistance et valorisent le retour à la terre de néo-paysan·nes autoproclamé·es¹⁴⁶.

¹⁴² Les Systèmes Agroalimentaires Alternatifs (S3A) « opèrent dans les marges des circuits alimentaires industriels conventionnels » et promeuvent une alimentation de « qualité » à travers des transactions économiques fondées sur l'encastrement local et la confiance (voir Goodman 2003; Goodman, Goodman, et DuPuis 2012).

¹⁴³ Tel que le formule une des entrepreneuses après le séjour.

¹⁴⁴ Diverses transactions économiques sont associées aux circuits courts, entendus comme relations de vente avec zéro ou un intermédiaire entre le producteur·rice et le consommateur·rice et sans limite géographique : par exemple, les circuits courts dans les AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) ou CSA (*Community-Supported Agriculture*, le sigle anglais est fréquemment utilisé en chinois également) (Tan et Du 2015), en vente directe (Xu et Zhou 2016) ou dans des « marchés imbriqués » (*nested market*) (Ploeg, Jingzhong, et Schneider 2012; Ye, Ding, et Wang 2012).

¹⁴⁵ Sur le lien social dans les circuits courts alimentaires, voir par exemple Chiffolleau 2019.

¹⁴⁶ Apparue au début des années 2010, le terme « néo-paysan·ne » en chinois fait référence à des personnes jeunes et diplômées qui pratiquent l'agroécologie sociale, souvent en faisant la promotion de valeurs écologiques et en vendant des produits à travers des réseaux sociaux en ligne (Du 2015).



Des entrepreneur·ses venues de toute la Chine posent avec Qiu Ge et Qiu Sao (3 janvier 2019)

Au centre en rouge, Qiu Sao et Qiu Ge ; à droite en rouge également, He Ye ; derrière Qiu Ge, Liu Yichao de *Premier Secrétaire Liu* ; à partir de Liu, en allant vers la gauche, son cousin associé, le Président, Yang She. Au-dessus du groupe, l'enseigne de l'Association des ami·es des paysan·nes.

IV. A. 1. Des jeunes dans les transformations rurales

IV. A. 1. a. Changements agraires

L'étude de ces « néo-paysan·nes-entrepreneur·ses » s'inscrit dans la réflexion sur l'économie politique des transformations capitalistes dans le système agroalimentaire chinois (Zhang et Donaldson 2010; Yan et Chen 2015; Trappel 2016). Le contexte politique général lié à la transformation agraire témoigne de la disparition de la paysannerie chinoise en tant que classe (Sargeson 2016). En effet, la modernisation de l'agriculture entreprise par le biais de politiques, de discours, de subventions ou d'incitations fiscales au niveau central ou régional a conduit à l'intégration verticale de l'agriculture de petite échelle et à la différenciation rurale (Q. F. Zhang et Donaldson 2010; Gürel 2014; Schneider 2015; Ye 2015; Gong et Gürel 2019), tandis que les dynamiques structurelles mettent en évidence la dépaysannisation et le démantèlement systématique des économies non orientées vers le marché. La dynamique de modernisation met également en péril les mouvements alternatifs pro-paysans tels que Nouvelle Reconstruction Rurale (*xin xiangcun jian she* 新农村建设) (Yan et Chen 2013; Day et Schneider 2018). Les initiatives rurales visant à créer des coopératives intégrales ou d'autres formes de communautés rurales s'orientent vers des modes d'échanges plus capitalistes ou axés sur le marché (Hale 2013; Gürel 2014).

Dans la lignée des mouvements contestataires et tirant parti des nouvelles politiques de transformations agraires, de jeunes diplômé·es ou migrant·es s'adaptent au nouveau contexte institutionnel pour effectuer des retours à la terre à travers les circuits courts alimentaires¹⁴⁷.

¹⁴⁷ Sur les transformations agraires et le nouveau contexte politique du retour à la terre, voir le chapitre I de cette partie.

IV. A. 1. b. Réseaux agroalimentaires alternatifs

Les réseaux agroalimentaires alternatifs sont en plein essor en Chine, stimulés par l'inquiétude croissante de la population vis-à-vis de la sécurité sanitaire des aliments (Yang et Wang 2017; Guo 2020; Klein 2020). La figure du « petit paysan·ne » (*xiaonong* 小农) ou du « petit foyer paysan » (*xiaononghu* 小农户)¹⁴⁸ réapparaît sur le devant de la scène dans les textes officiels du Parti ¹⁴⁹, à la faveur d'expérimentations universitaires ¹⁵⁰, d'initiatives provenant d'organisations internationales d'aide au développement¹⁵¹, de coopératives ou d'entreprises commerciales. Certaines recherches universitaires constatent l'influence internationale du système japonais *Teikei* et de la *Community-Supported Agriculture* (CSA) nord-américaine sur le mouvement chinois (Yang et Wang 2017), tandis que des organisations non gouvernementales (ONG) travaillent avec des réseaux internationaux dédiés aux mouvements paysans tels que La Via Campesina, Slow Food ou Urgenci. Tant sur le plan national qu'international, le contexte confère une légitimité institutionnelle aux réseaux « alternatifs » et aux initiatives entrepreneuriales « paysannes » individuelles. À cet égard, les réseaux agroalimentaires alternatifs constituent également un moyen de mettre en question les changements d'ordre politique et économique dans les régions rurales, qu'ils soient analysés comme le prolongement de la Nouvelle Reconstruction Rurale, considérés comme « un maigre lot de consolation pour la perte des coopératives intégrales » (Day et Schneider 2018), sous l'angle des politiques publiques et de la souveraineté alimentaire (Yan, Bun, et Xu 2020) ou celui de la négociation avec l'État (Lammer 2017).

IV. A. 1. c. De l'agriculture paysanne à l'agroécologie sociale

Les mouvements en faveur de l'agroécologie ont pour effet de brouiller la définition de l'agriculture paysanne. D'une part, l'agroécologie paysanne fait référence à une économie de subsistance reposant sur l'agriculture de petite échelle, une main-d'œuvre familiale et une

¹⁴⁸ Si ce terme évoque les forces historiques majeures à l'origine de la fondation de la République populaire de Chine, dans ce contexte les termes *xiaonong* 小农 ou *xiaononghu* 小农户 font référence aux ménages ayant une activité économique, et non au vocabulaire des classes sociales auxquelles appartiennent les paysan·nes d'origine pauvre et moyennement pauvre (*pinnong* 贫农 et *zhongnong* 中农) dans la Chine nouvelle.

¹⁴⁹ Voir par exemple le Document n°1 du Comité central pour 2018 et 2019, le « Plan pour la revitalisation rurale (2018-2022) » (*Xiangcun zhenxing zhanlüe guihua (2018-2022 nian)*, 乡村振兴战略规划 (2018-2022 年)) et le « Programme national pour le développement agricole durable (2015-2030) » (*Quanguo nongye kechixu fazhan guihua (2015-2030 nian)*, 全国农业可持续发展规划 (2015-2030 年)).

¹⁵⁰ Quasiment toutes liées au mouvement de la Nouvelle Reconstruction Rurale ; il s'agit notamment du *Jardin citoyen Petit Âne* soutenu par l'Université Renmin, *Récoltes Partagées* par l'Université Tsinghua, *Vert Labeur* par l'Université du Yunnan et l'Université Sun Yat-sen, ainsi que le *Réseau des semences paysannes* et les projets de cultures sélectives participatives par l'Académie des Sciences de Chine.

¹⁵¹ Entre autres, Oxfam Hong Kong, Partnerships for Community Development (PCD), World Vision, Greenpeace East Asia.

participation limitée au marché. Les petits exploitant·es consomment la majorité de leur production et proposent le surplus à la vente pour compléter leurs revenus ; ce sont les néo-paysan·nes qui vendent au détail les « produits paysans » aux consommateur·rices des zones urbaines. D'autre part, les néo-paysan·nes créent également des exploitations agricoles et prennent directement part au processus de production. Il peut s'agir d'une production familiale, mais iels emploient aussi parfois une main-d'œuvre salariée. Ces exploitations sont intégrées dans les réseaux des marchés nationaux, et la production constitue leur revenu principal. De ce point de vue, l'agroécologie paysanne recouvre des modes de production à la fois très éloignés et étroitement liés.

Se situant à la jonction entre les différentes plateformes de vente, et entre les réseaux écologiques et les réseaux de développement à l'échelle régionale, nationale et internationale, les néo-paysan·nes s'érigent en porte-paroles d'une agroécologie en déshérence. En tant que membres d'entreprises commerciales ou de coopératives agricoles, les « jeunes retourné·es » jouent un rôle d'interface entre les exploitations agricoles et le marché urbain, facilitant le transfert de compétences de négociation tout en soulevant la question de l'autonomie économique et politique des producteur·rices. Leur retour à la terre renouvelle la définition de l'agriculture paysanne à travers le « travail marchand »¹⁵², situé à l'intersection des activités de production, de transformation, de marketing et de vente.

IV. A. 2. Apparition d'une nouvelle figure de l'entrepreneuriat

IV. A. 2. a. Des jeunes cherchant à s'installer en milieu rural

Dans diverses traditions d'études rurales, la notion d'« entrepreneur·se » fait référence à l'opposition entre le producteur·rice en tant que petit exploitant·e agricole et l'agriculteur·rice-entrepreneur·se dans l'agriculture modernisée (Mendras 1993; Ploeg 2014b). Le mouvement contemporain des jeunes retourné·es met en lumière l'émergence d'acteur·rices entrepreneuriales dans le cadre de la petite agriculture paysanne. Ces « jeunes de retour à la terre » se lancent dans l'agriculture de petite échelle après avoir vécu en milieu urbain, le plus souvent en tant qu'étudiant·es ou travailleur·ses non qualifiés. Jouant un rôle charnière au sein des réseaux alternatifs, ces jeunes, nées dans les années 1980 et 1990, se désignent elleux-même comme « paysan·nes » sous diverses appellations : jeunes retourné·es, revenu·es, de

¹⁵² « Le travail marchand » se réfère en partie aux « professionnels du marché » [...] dont la tâche consiste à « travailler le marché », à le construire, à l'animer, à l'organiser, à le gérer et à le maîtriser » (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000).

retour à la terre, étudiant·es de retour à la terre (*fanxiang daxuesheng* 返乡大学生), néo-paysan·nes, mi-paysan·ne mi-X (*bannong bancha* 半农半X), praticien·nes de l'agroécologie (*shengtai nongye shijianzhe* 生态农业实践者), ou entrepreneur·ses sociales (*shehui qiyejia* 社会企业家).

Les néo-paysan·nes de retour au pays agissent comme des entrepreneur·ses rurales de différentes manières. En créant des points de vente pour la production des petits exploitant·es, ce sont des entrepreneur·ses sociales qui contribuent au développement rural. En réprouvant le secteur agroindustriel et en prônant une éthique alimentaire fondée sur la production agroécologique locale, iels assurent un rôle d'entrepreneur·ses de morale (Becker 2013) qui participe à l'institutionnalisation de normes de la consommation éthique. Et en développant des circuits courts et une économie des singularités autour d'aliments sûrs et sains, iels deviennent entrepreneur·ses commerciales, indépendant·es ou en coopérative.

IV. A. 2. b. Alternatives et reproduction des inégalités

L'agroécologie sociale émergente met en lumière des « entrepreneur·ses modèles »¹⁵³, souvent diplômées de l'université, mais elle met également au premier plan d'autres catégories de jeunes d'origine paysanne qui participent au moins autant à la création de réseaux « alternatifs ». Malgré les relations éthiques qui se nouent dans les interactions entre l'élite universitaire et les praticien·nes de l'agriculture, des inégalités persistantes révèlent la reproduction ou le renouvellement de formes de différenciation rurale. À cet égard, les paysan·nes-entrepreneur·ses occupent une position paradoxale : iels sont à la fois les porte-paroles d'une production agricole de petite échelle, écologique et axée sur les ménages, et des capitalistes qui exploitent le travail des ouvrier·ères agricoles en imposant une hiérarchie fondée sur le savoir et les réseaux aux foyer paysans avec lesquels iels coopèrent.

IV. A. 3. Entraide paysanne et entrepreneuriat social

IV. A. 3. a. Un revenu par l'économie paysanne

L'Association des ami·es des paysan·nes (AAP) propose une démarche de soutien à l'agriculture paysanne orientée vers le marché. Selon son Président, un bon moyen de reconnaître la grande valeur de l'agriculture vivrière et de l'artisanat local est d'acheter les produits paysans à un prix plus élevé. Cette démarche pragmatique, bien qu'elle soit fortement

¹⁵³ Le « modèle » (*bangyang* 榜样) est lui aussi un héritage communiste, comme l'agencement contemporain des politiques par l'exemple et d'un dispositif de distinction.

encastrée dans une conception écologique et sociale de l'agriculture paysanne, tend à reconnaître les compétences entrepreneuriales comme une dimension principale des mobilisations pour le maintien d'une agriculture paysanne. L'Association insiste sur le fait que la viabilité du marché est cruciale pour les paysan·nes locales. En un sens, les liens marchands ont pour effet de faire sortir les produits de la subsistance de la consommation locale et de faire entrer le capitalisme dans l'économie du village. Cette approche fait cependant obstacle à des formes plus capitalistes de sous-traitance ou de travail salarié. Le Président déclare, entre amusement et dépit :

On me dit que je suis capitaliste parce que je les encourage à faire du profit, très bien, s'ils le veulent, mais c'est essentiel qu'il y ait une motivation économique à la production. Les visées sociales ou écologiques ne fonctionnent que quand les producteur·rices peuvent s'en sortir économiquement¹⁵⁴.

En sous-entendu, les démarches humanitaires, associatives ou académiques, ont tendance à présenter les projets réussis, à enjoliver le résultat de leur action et à faire parler les producteur·rices dans les termes attendus des organisations de financement – conformes aux grammaires internationales de l'écologie et de l'autonomie paysanne¹⁵⁵. En contrepied de cette démarche, l'Association tente de développer un marché qui assure un revenu régulier aux producteur·rices paysan·nes. L'Association affirme que la pratique de l'agriculture paysanne écologique est économiquement viable et encourage les jeunes retourné·es à développer la base de ressources de la ferme familiale par la pluriactivité, notamment la transformation alimentaire sur place et la vente en ligne. Le but premier est d'améliorer les conditions de vie des petits producteur·rices et ensuite d'ouvrir des débouchés commerciaux tout en prévenant un investissement excessif dans l'économie de marché. Il s'agit alors de penser l'agriculture paysanne en termes de maintien avant de la mobiliser sur une scène publique en termes de développement. Dans un autre entretien, le Président formule ainsi le retournement qu'il estime nécessaire de la relation entre l'offre et la demande :

Quand j'y repense, les paysan·nes, si elles ne se fondent pas sur leur propre système d'alimentation saine, leurs besoins alimentaires, si elles se conforment aux demandes d'un restaurant ou du marché, je pense que ça ne peut pas marcher. On ne peut pas produire uniquement pour produire. Il faut d'abord satisfaire ses propres besoins en alimentation saine¹⁵⁶.

¹⁵⁴ Le Président, note de terrain, novembre 2018.

¹⁵⁵ Sur les grammaires des mobilisations, voir Trom 2020.

¹⁵⁶ Entretien avec le Président, 10 février 2019, 20190210HZco.

L'approche pragmatique passe par le soutien à des pratiques agricoles qui correspondent d'abord à des demandes locales avant de satisfaire une commande urbaine singularisée. Elle prévient les risques de transformation d'une activité liée à la subsistance en une activité de production destinée à une consommation extérieure. Elle rappelle que l'agriculture paysanne est (1) familiale ou coopérative, (2) qu'elle est construite sur la perception locale des besoins dans une agriculture de subsistance et (3) que la diversité des pratiques culturelles est aussi nécessaire que le sont la biodiversité et la transmission des variétés locales. En ce sens, elle replace la localité au cœur de l'éthique alimentaire. À l'encontre d'une valorisation de la productivité agricole promue par les politiques de modernisation des zones rurales, le retour de jeunes au village familial légitime le rôle social et économique de l'agriculture familiale de subsistance et lui donne une nouvelle impulsion.

IV. A. 3. b. Autosuffisance et indépendance

Huang, né en 1989, est diplômé en conception automobile. Dans les cercles des ami·es des paysan·nes, on l'appelle Jeune Huang ou Directeur de coopérative Huang, car il est retourné dans son village d'origine dans le but de regrouper les petits exploitant·es en une coopérative agricole autour des pratiques traditionnelles locales d'élevage de canards dans les rizières¹⁵⁷. Huang bénéficie de deux ressources précieuses pour son projet, que sont d'abord les connaissances et le soutien technique du Président, ensuite les deux « chaudrons d'or » – comme il appelle les revenus de deux activités entrepreneuriales précédentes – tous deux investis dans la coopérative.

Mis à part un grillage à l'extrémité du cours d'eau qui traverse le village, les canards vivent et se reproduisent en liberté dans les rizières. Ils participent à la culture du riz en se nourrissant des insectes nuisibles et des mauvaises herbes et constituent le principal apport protéiné de l'alimentation dans le village.

Le riz noir est planté en alternance avec des patates douces, qui constituent quant à eux un apport alimentaire essentiel mais également une source de revenus par la transformation des patates douces en pâtes vendues à l'extérieur du village, notamment à l'Association des ami·es des paysan·nes. L'organisation de la coopérative pour la production de ressources alimentaires réduit la dépendance au commerce avec l'extérieur – fondé sur la vente de badiane sauvage, de bois de pin et de pâtes de patates douces. La reprise d'une culture écologique ancestrale participe dans le même temps à renforcer l'autonomie de la coopérative en la libérant du marché

¹⁵⁷ Notes de terrain, 11 et 12 février 2019.

des organismes génétiquement modifiés. Avant la réunion des agriculteur·rices en coopérative, la norme du village consistait, comme dans les villages alentours, à la culture de riz hybride destiné à la vente. En parallèle étaient maintenues des parcelles éparses de riz ancien destiné à la consommation locale. La mise en place d'un système écologique de culture commune de riz ancien et de canards, complété d'une rotation des cultures avec la patate douce, transforme la relation des agriculteur·rices au marché. Lorsqu'il nous fait visiter les rizières, Huang se réjouit de la pratique écologique :

En vérité lorsqu'on cultive ainsi, on n'a pas besoin de dépenser l'argent des semences, pas besoin d'acheter de l'engrais, pas besoin d'acheter des pesticides, je trouve ça super. On peut y élever des canards pour désherber, plus besoin de s'embêter¹⁵⁸.

L'agriculture vivrière prônée par la coopérative vise à l'« autosuffisance alimentaire » (*ziji zizu* 自给自足) tout en réactivant des pratiques culturelles ancestrales. Elle dégage dans le même temps les agriculteur·rices d'un réseau de dépendance aux entreprises agroalimentaires nationales. La démarche initiée par Huang ouvre à la fois sur une autonomie économique – mise en commun des cultures dans la coopérative, consommation locale de la production et indépendance vis-à-vis d'un système marchand exogène – et sur une autonomie politique, dans la mesure où la mise en place d'une pratique culturelle indépendante des marchés permet une gestion locale, collective et autonome de la production. En l'espace de trois ans, la coopérative d'abord constituée de quelques foyers en a réuni officiellement vingt sur les soixante du village¹⁵⁹, et l'intégralité des foyers agricoles ont abandonné la culture hybride pour pratiquer la rotation de cultures écologiques. Reconnaisant la réussite économique de ce modèle, plusieurs villages voisins ont entamé des conversions similaires.

Dans les montagnes les plus reculées¹⁶⁰, la démarche de Huang souligne la résilience de l'agriculture vivrière et va à l'encontre d'une tendance générale de disparition de la petite agriculture, soumise au diktat de la modernité et du progrès social (Q. F. Zhang et Donaldson 2010). À l'encontre de la génération précédente, Huang bénéficie à la fois de son expérience d'entrepreneuriat en ville et de l'aide de l'Association des ami·es des paysan·nes pour reconstruire la coopérative villageoise. Il se saisit des politiques de revitalisation rurale standardisées – comme la loi sur la refonte des coopératives agricoles et ses révisions depuis 2007 – comme outils pour permettre la mise en valeur de ressources locales et la restructuration

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ Le groupe WeChat de la coopérative compte par exemple soixante-et-onze membres.

¹⁶⁰ La route qui permet de rejoindre le village de Huang a été bitumée fin 2018, deux ans après la fondation de la coopérative.

d'une gestion commune. Cependant, par cette démarche, il détourne ces politiques de leurs objectifs de promotion des coopératives afin de faciliter l'investissement et le transfert des droits d'usage de la terre. La coopérative a donc un effet fédérateur sur le plan social : en reconnaissant les bienfaits agroécologiques de l'artisanat local dans la rizière, elle atténue, voire pallie, la disparition des cadres intégrateurs économiques et sociaux qui structuraient auparavant les sociabilités¹⁶¹.

IV. A. 3. c. Compétences entrepreneuriales et base de ressource locale

Les jeunes retourné·es dans leur région natale proposent une nouvelle appréhension des pratiques locales fondée sur l'écologie et la mobilisation de ressources disponibles localement. Iels constituent une interface privilégiée pour la transmission des savoirs locaux, notamment à travers leur pratique de la négociation en contexte capitaliste. Iels perpétuent un patrimoine culturel – savoir-faire et artisanat ethnique – et contribuent à la valorisation gastronomique de la cuisine locale. Dans la perspective de l'éthique alimentaire de l'Association, les jeunes retourné·es, mobilisent des compétences entrepreneuriales afin d'en faire bénéficier la population locale. En un sens, les compétences entrepreneuriales deviennent des outils pour préserver les populations rurales paysannes d'un usage plus capitaliste de la terre et de la culture. Les jeunes retourné·es apparaissent comme les nouveaux acteurs et actrices des relations villes-campagnes, que nous pouvons nommer des « entrepreneur·ses-paysan·nes ». Iels ne travaillent pas nécessairement la terre elleux-mêmes, mais sont issu·es du milieu rural. Leur socialisation primaire est donc construite sur des interactions familiales avec des petits producteur·rices. Iels ne cherchent pas à étendre les exploitations, mais définissent – dans le cadre de l'agriculture de petite échelle – des produits de « qualité » à haute valeur ajoutée et destinés à la vente sur un marché spécifique. Iels diffusent à la fois l'idée que l'agriculture moderne productiviste peut contenir des risques – économiques, sociaux et écologiques – et la signification d'une éthique alimentaire selon laquelle chaque étape de la chaîne d'approvisionnement, de la production à la consommation, participe à un seul et même processus interdépendant.

Qiu Ge, né en 1971, est retourné à l'agriculture paysanne en 2008, après avoir été chauffeur de camion de marchandises pendant une vingtaine d'années. À l'âge de 37 ans, il était alors légèrement plus âgé lors de son retour à la terre que la grande majorité des jeunes retourné·es observées pendant la thèse (plutôt autour de 30 ans lors de leur retour). Depuis son plus jeune âge, il produit chaque hiver du sucre rouge dans l'atelier familial et maîtrise le processus de

¹⁶¹ La coopérative organise également des événements culturels pour renforcer les attaches locales, chants et danses du nouvel an par exemple.

transformation traditionnel. Contacté et encouragé par le Président de l'AAP, il a passé plusieurs mois en 2007 dans une exploitation agroécologique internationalement réputée de Malaisie pour y enseigner la pratique paysanne de production du sucre de canne. À son retour, il fonde avec sa femme Qiu Sao une ferme écologique, soutenue par un contrat de distribution des produits avec l'Association. En une dizaine d'années, la ferme devient l'une des plus reconnues de Chine continentale parmi les réseaux agroalimentaires alternatifs, notamment grâce à la vente de son sucre de canne à de nombreuses plateformes intermédiaires partout en Chine.



Préparation du sucre rouge (19 janvier 2019)

Le modèle de production dans la ferme est paysan, écologique et familial¹⁶². Qiu Ge et Qiu Sao ne s'occupent pas de la distribution, qui est assurée par l'Association des ami·es des paysan·nes. Qiu Ge et le Président disent qu'ils ont « grandi ensemble » pour parler de leur relation commune à l'agroécologie paysanne. Les deux hommes se sont formés par des échanges de compétences réciproques, en termes de pratiques et d'idéologie. Le Président, né en 1969, avait

¹⁶² La plantation et la récolte des cannes, du riz et des légumes se font à la main, sans pesticides ou engrais chimiques. Voir le chapitre III, notamment autour de l'éthique alimentaire.

travaillé dans le graphisme et la communication avant de se consacrer au maintien de l'agriculture paysanne. À la suite de cette conversion, il mobilise ses compétences de mise en forme graphique pour exposer les produits paysans et recruter des consommateur·rices et des financements auprès de cercles urbains aisés. Il s'appuie en ce sens sur le capital culturel et le capital social de sa précédente activité pour mettre en valeur les produits de Qiu Ge et d'autres producteur·rices. Dans le même temps, Qiu Ge commence à vendre ses produits à d'autres plateformes des réseaux alternatifs, s'assurant également une autonomie économique vis-à-vis de l'Association des ami·es des paysan·nes.

Selon la démarche de l'Association, la pratique agricole écologique et la mise en place de relations marchandes horizontales et équitables entre les participant·es sont constitutives d'un engagement économique participant au développement rural et à l'autonomie paysanne. Autrement dit, l'écologie et l'équité sont des fins qui sont visées en tant qu'elles bénéficient aux paysan·nes directement, notamment par une pratique de la négociation en contexte capitaliste.

Pour reprendre l'exemple de l'expérience citée en introduction sur la fabrication du sucre rouge, lors de la saison 2019, Qiu Ge met en place un nouveau produit à partir du sucre de canne, qu'il vend dans les supermarchés locaux à un prix à peine plus élevé que celui du marché conventionnel. Sa fille conçoit le design de nouvelles étiquettes et Qiu Sao et lui organisent la production, l'emballage et la distribution de manière autonome. Cette démarche, parce qu'elle les extrait temporairement des marchés alternatifs, souligne en creux les compétences d'entrepreneuriat et l'autonomie acquise par les années de pratique en leur sein. Dans la même perspective, la décision de lancer une tournée de production du sucre rouge pour le présenter aux entrepreneur·ses en visite relève d'une gestion stratégique de son produit phare – perdre le sucre mais fidéliser des entrepreneur·ses représentant les plateformes de vente. Les photographies et les selfies pris dans la matinée par les entrepreneur·ses de l'agriculture paysanne lui rapporteront davantage qu'une tournée perdue de sucre trop humide.

Les jeunes entrepreneur·ses occupent ainsi une place d'interface privilégiée pour la transmission de compétences, s'érigent elleux-mêmes en nouveaux acteur·rices des campagnes chinoises.

IV. A. 3. d. *Négociations et autonomie*

Qiu Ge et le Président ironisent : « Je suis capitaliste, il est capitaliste : je suis un capitaliste urbain, il est un grand propriétaire terrien ! »¹⁶³ Le Président formule cette blague en réponse aux critiques à propos de la manière dont l'Association a pu être perçue. L'Association vise explicitement à produire des bénéfices de la vente des produits paysans. Le Président encourage les jeunes qui les rejoignent dans les démarches d'agriculture paysanne à privilégier leur stabilité économique et leur autonomie vis-à-vis de subventions étatiques ou associatives. C'est le cas également vis-à-vis de l'Association des ami·es des paysan·nes : « Il est essentiel qu'ils soient autonomes (*zizhu* 自主) si jamais l'Association s'effondre »¹⁶⁴ me confie-t-il dans une période d'incertitude économique.

Profondément attaché à l'idée d'autonomie, le Président formule un rejet catégorique des formes d'actionnariat dans les restaurants *Aux bons produits de la terre*. Pendant l'âge d'or de l'Association notamment, des clients ont fréquemment proposé d'y investir des parts de marché, ce qui a systématiquement été refusé. Les restaurants et l'Association fonctionnent uniquement grâce au fonds investi par ceux qui y travaillent¹⁶⁵. À travers l'Association des ami·es des paysan·nes circulent des compétences de négociation en accord avec une éthique alimentaire, où l'acte de manger rejoint une écologie politique pour maintenir une « autonomie » paysanne et une « éthique de subsistance » (Scott 1976 cité in Bernstein 2015)¹⁶⁶.

Le partage de compétences de négociation contribue à former une conscience collective qui place l'accès à la terre et la justice foncière (*tudi zhengyi* 土地正义) au cœur de l'agroécologie paysanne¹⁶⁷. Grâce au collectif, les « jeunes retourné·es » sont en mesure de prévenir le risque de transfert de terres à des entreprises du secteur agroindustriel soutenues par des subventions publiques et des incitations fiscales (Yan et Chen 2015). On observe alors la formation d'entrepreneur·ses « sociales » qui participent à valoriser la base de ressources et l'autonomie des populations locales (Ploeg 2014b). Dans un échange de messages sur WeChat que me transmet le Président, Huang lui demande ce qu'il pense d'une proposition faite par une entreprise de louer des parcelles de montagne sur lesquelles la coopérative agricole cultive des

¹⁶³ Note de terrain, 12 octobre 2017.

¹⁶⁴ Note de terrain, 5 novembre 2018.

¹⁶⁵ Chaque personne qui travaille avec le restaurant peut investir dans l'entreprise et recevoir un revenu. L'Association prévient ainsi la poursuite de l'intérêt personnel et les relations de domination, voir Sayer 2001 cité dans Goodman 2003 sur des questions similaires.

¹⁶⁶ Voir aussi Gorz (2008) : « l'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la critique théorique et pratique du capitalisme, de laquelle l'écologie politique est une dimension essentielle. »

¹⁶⁷ En référence à la *Land Justice League* hongkongaise et au *Rural Front* taïwanais, mouvements qui revendiquent l'usage des terres arables par les populations paysannes locales en priorité.

pins et des badianiers. Le Président répond qu'il avait entendu parler d'une expérience similaire dans le village de Qiu Ge :

Vers chez Qiu Ge, il y a un propriétaire de parcelles qui a obtenu des subventions du gouvernement. Les cannes à sucre, il les a toutes laissées aux villageois·es pour qu'ils les coupent et les revendent à des entreprises de sucre. Très clairement, ils n'avaient aucune ambition d'utiliser les subventions de l'État pour développer la canne à sucre. Si tu y participes, ils vont éroder la montagne à base d'engrais chimiques, de pesticides et de désherbants, vos rivières vont être polluées, il y aura davantage de maladies. [...]

Les villageois·es ne reçoivent que très peu d'avantages. Ensuite quand ils partent ils laissent un environnement dévasté, c'est encore les villageois·es qui paient, comme pour l'eucalyptus. Mon avis c'est que garder les forêts de pins que vous avez c'est encore le meilleur investissement.

La badiane [l'exploitation locale des badianiers] est le projet d'économie locale le plus écologique, il ne faut pas les croire. Saisis plutôt cette occasion pour pousser tout le monde à développer la badiane. Il faut que vous soyez certain·es d'une chose : lorsqu'ils auront gagné assez d'argent, ils ne vous laisseront qu'un beau gâchis, c'était comme ça avec l'eucalyptus¹⁶⁸.

L'entreprise propose d'exploiter les parcelles de badianiers pendant un bail de 30 ans, durée au cours de laquelle elle s'engage à fournir un emploi aux paysan·nes locales sur l'exploitation. L'argument de l'entreprise, brièvement, consiste à proposer que, pour le même travail, les paysan·nes soient rémunérées d'un salaire de travailleur·se et d'une rente de location. Le « modèle de convention de transfert de terres » (*tudi liuzhuan xieyi muban* 土地流转协议模板) m'a été transmis par le Président lorsque Huang lui a demandé conseil¹⁶⁹. La réponse du Président construit une compréhension triple du problème, en termes d'écologie, d'investissement économique et de justice foncière. De son point de vue, le transfert de terres n'implique pas uniquement un bail temporaire, mais une exploitation radicale des ressources qui restreint drastiquement toute possibilité de résilience économique ou écologique. Huang a trouvé des alliés au sein du réseau de l'AAP pour négocier avec les entreprises du secteur agroindustriel. Ce faisant, il renforce l'activité de la coopérative selon une éthique alimentaire de l'agroécologie paysanne qui constitue le cadre de référence de ces paysan·nes-entrepreneur·ses du Guangxi.

¹⁶⁸ Historique de tchat entre Huang et le Président, 27 mars 2019.

¹⁶⁹ Cet accord de sous-traitance est une forme courante d'agriculture contractuelle (Gürel 2014), même dans certaines des exploitations les plus reconnues de l'agriculture paysanne chinoise.

L'Association crée de nouveaux points de vente pour les produits de l'agriculture vivrière et fait ainsi entrer l'économie de marché et le capitalisme dans le village. Si ce processus peut aboutir à une conversion de l'agriculture paysanne en une agriculture orientée vers la production, il fait néanmoins obstacle à des formes plus intrusives de transformation agraire – notamment sous la forme d'une intégration verticale comme le transfert de terres ou l'agriculture de sous-traitance. Cependant, les marchés « alternatifs » de l'agriculture paysanne tissent un lien entre des mondes opposés : les villages de montagne isolés et les nouveaux « espaces écologiques » de consommation urbaine. Les néo-paysan·nes de retour à la terre agissent comme intermédiaires entre ces sphères. Dans un contexte de méfiance envers les produits paysans (Schneider 2015), leur rôle consiste à rétablir la confiance dans la relation commerciale. Ce rôle déterminant accentue la position contradictoire des paysan·nes-entrepreneur·ses qui sont à la fois des défenseur·ses de l'agroécologie paysanne et des capitalistes agraires sur un nouveau marché de niche.

IV. B. Des paysan·nes-entrepreneur·ses sur les marchés de la « qualité »

Dans un contexte de déshérence des foires paysannes – où se pratique encore la vente individuelle et irrégulière des produits de l'agriculture vivrière, les jeunes retourné·es participent à l'inscription de l'agriculture paysanne dans des relations marchandes institutionnalisées à des échelles plus larges. Ils rejoignent en un sens les directives gouvernementales pour le développement des zones rurales paupérisées sur le principe consistant à « relier les petits foyers agricoles au marché » (Ye, Dou, et Zhang 2018). Cependant, les liens commerciaux tissés sont pluriels. Ils font émerger des dispositifs économiques innovants qui, s'ils s'inscrivent parfois dans des réseaux agroalimentaires dits « alternatifs »¹⁷⁰, reproduisent également des rapports de dépendance, voire renforcent certaines inégalités.

IV. B. 1. De nouveaux marchés paysans

Les initiatives économiques des jeunes retourné·es renouvellent et renforcent la présence des produits fermiers sur les marchés locaux et construisent des canaux de distribution vers les

¹⁷⁰ C'est-à-dire de remplacement (*tidaixing* 替代性) ou d'une autre catégorie (*linglei* 另類), contestataires, voir le chapitre I de cette partie à ce propos.

métropoles chinoises par des circuits courts en e-commerce. Liu Yichao est « revenu à la terre » (*fanxiang* 返乡) après des études supérieures et des années d’enseignement en collège. Avec son frère et un cousin, ils fondent une plateforme intermédiaire de vente de miel, appelée « Premier secrétaire Liu » – le jeu de mots porte sur le nom « secrétaire » (*mishu* 秘书), dont le premier caractère a été remplacé par le caractère homophone « miel » (*mi* 蜜). Les trois jeunes hommes avaient voulu déposer comme nom pour leur entreprise, *Les nouveaux jeunes instruits*¹⁷¹ (*xin zhiqing* 新知青), mais l’usage des termes « jeunes instruits » pour une entreprise commerciale a été refusé. Une à deux fois par semaine, ils effectuent un passage en 4x4 jusqu’aux montagnes reculées du Qinling pour collecter le miel sauvage de petits producteur·rices traditionnelles isolées.

IV. B. 1. a. Des pratiques paysannes « en voie de disparition »

Les abeilles sont une sous-espèce asiatique¹⁷² qui habite les falaises de la région et que les apiculteur·rices abritent dans des troncs évidés. Les abeilles y construisent elles-mêmes leurs rayons, dont la moitié est récoltée une ou deux fois par an par les apiculteur·rices. Les jeunes retournés de Premier Secrétaire Liu collectent à leur tour les pains de miel qu’ils transforment en miel ou mettent directement en bocaux avant de les vendre sur leur plateforme en ligne à des consommateur·rices résidentes des grandes métropoles chinoises.

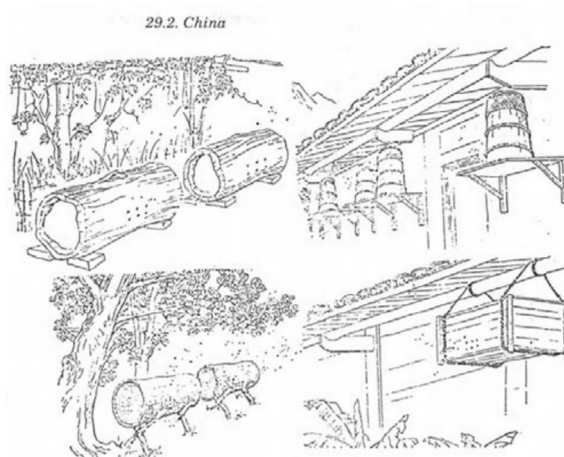
Du point de vue du soin apporté aux abeilles, les apiculteur·rices n’appliquent pas de traitement contre les prédatations ni d’apports en nutriments. Après avoir creusé les troncs, iels assurent deux rôles principaux : vérifier qu’il reste assez de rayons dans les ruches pour la survie des abeilles lors du prélèvement ; enduire en hiver les ouvertures des ruches d’excréments de bovin pour empêcher la neige et le froid de s’y introduire. Au-delà de l’aspect technique, le savoir-faire des apiculteur·rices consiste à « ressentir » les mouvements des abeilles et les anticiper : prévoir suffisamment de ruches-troncs, les disposer dans les espaces propices – falaises, forêts,

¹⁷¹ C’est une référence explicite au mouvement des « jeunes instruit·es » (*zhiqing* 知青) dans les années 1950 et 1960. Comme évoqué dans le chapitre I, l’ancrage communiste se manifeste sous plusieurs formes dans les mouvements de l’agriculture paysanne et de la Reconstruction Rurale, notamment dans les étiquettes retourné·e à la terre et néo-paysan·ne qui font également écho au mouvement d’envoi des jeunes instruit·es à la campagne (*shangshan xiaxiang yundong* 上山下乡运动). La figure de proue des néo-paysan·nes chinoises, Shi Yan, rédige ainsi un ouvrage sur son expérience des CSA états-uniennes en mobilisant le vocabulaire de la révolution culturelle. Elle l’intitule *Comment j’ai été paysanne aux États-Unis : journal d’“intégration d’une équipe de production” d’une post-80* (*Wo zai meiguo dang nongmin: balinghou de “chadui” rizhi* 我在美国当农民：80后的“插队”日志) (Shi 2012). L’expression « intégration d’une équipe de production », citée entre guillemets dans le titre, est une référence directe au mouvement des jeunes instruit·es envoyées à la campagne. De la même manière, la figure réémergente des petits paysan·ne (*xiaonong* 小农) ne manque pas de rappeler la classification des paysan·nes pauvres pendant la période maoïste (*pinnong* 贫农).

¹⁷² *Apis cerana cerana*.

habitations – pour accueillir les essaims en migration, et savoir estimer le moment opportun pour la récolte du miel. Ce savoir-faire est associé dans les montagnes à un « mystère » selon lequel les abeilles choisissent leur apiculteur·rice¹⁷³.

Liu valorise un produit et une méthode de production « en voie de disparition »¹⁷⁴. Le dispositif de circuit court qu’il met en place ouvre un débouché économique à une centaine de foyers paysans avec lesquelles il collabore. Depuis 2011, le nombre de ruches-troncs traditionnelles s’est fortement accru dans les montagnes, en même temps que la recrudescence de la cueillette de miel d’abeilles sauvages. Unique intermédiaire entre les apiculteur·rices et les client·es de sa plateforme, Liu réduit les coûts de logistique et accroît considérablement le revenu des producteur·rices – de 8 yuans le kilogramme en 2011 à 60 yuans le kilogramme en 2017 au prix d’achat au producteur.



À gauche, un apiculteur associé à *Premier Secrétaire Liu* et ses ruches-troncs (5 octobre 2017) ; à droite, le schéma des « ruches chinoises traditionnelles » dans l’ouvrage de référence d’Eva Crane (1999)

IV. B. 1. b. Construction de la confiance par la mise en scène d’une relation personnelle

Liu développe un dispositif économique de circuit court fondé sur la confiance avec les producteur·rices et les consommateur·rices urbaines. Les trois cousins partagent le même nom de famille, Liu, qui est très répandu dans les montagnes. Ils inventent une relation de « clan » fictive avec les apiculteur·rices – les « Liu des montagnes » – bien qu’il n’y ait pas de relation de parenté attestée entre les différents foyers. Marchant vers les ruches sur des sentiers de

¹⁷³ Note de terrain, 4 octobre 2017.

¹⁷⁴ Tel qu’il le formule dans un billet en ligne (« Les derniers gardiens d’abeilles du Qinling ? » 30 juin 2019, compte public WeChat Premier Secrétaire Liu). À partir des années 1960, la pratique se perd au profit de ruches à cadres et de l’élevage d’une variété domestique *Apis mellifera ligustica*. Sur ce sujet, les pages consacrées à la Chine dans *l’Histoire mondiale de l’apiculture et de la chasse aux abeilles* d’Eva Crane (1999) proposent des illustrations très proches des pratiques contemporaines dans les montagnes du Qinling.

montagne après deux heures de routes cabossées, Liu Yichao nous explique qu'il publie des récits en ligne – sur des comptes publics WeChat, Weibo, Taobao et TikTok (Douyin). À travers le marketing en ligne, ses pratiques, aussi bien professionnelles que relevant de sa vie personnelle, l'érigent en expert de l'agroécologie paysanne et garant d'une éthique alimentaire : la chaîne de production valorise aussi bien le respect des abeilles en ne prélevant que la moitié de la production mellifère, que le respect de la diversité culturelle en recourant aux pratiques traditionnelles, et le respect des producteur·rices par une redistribution équitable des revenus de la vente. Les récits engagent également la vie personnelle de Liu comme bon père de famille – qui se soucie de procurer des produits fermiers biologiques pour l'alimentation de ses enfants –, bon fils de famille – qui est retourné dans sa ville natale pour s'occuper de sa mère malade –, comme jeune diplômé qui a su, tout en recevant une éducation supérieure, mettre ses nouvelles compétences au service d'une communauté rurale « sur le point de disparaître ». Enfin, la relation écologique – relation directe, « mystique », entre l'apiculteur·rice et les abeilles – entraîne une régulation environnementale de la production dans la mesure où les essaims ne peuvent être concentrés à plus d'une soixantaine sur un lieu de production. Les fleurs de montagne manquent lorsque cette limite est dépassée, ce qui influence la production mellifère et entraîne la migration des essaims en surnombre. La localisation géographique entretient ainsi une régulation de la production et justifie la rareté du produit. Ces critères – éthique, écologie, rareté, savoir-faire mystifié – motivent un prix plus élevé que celui du marché conventionnel. Liu vend un kilogramme de miel 200 yuans (autour de 30 euros) et un kilogramme de pain de miel pour 280 yuans.

S'ils tendent à construire une pratique alternative de l'économie marchande, fondée sur l'autonomie, l'échange de biens et le partage des risques notamment, les entrepreneur·ses n'en sont pas moins elleux-mêmes des intermédiaires marchands, qui relient l'économie locale à une économie nationale. Les circuits courts avec un·e intermédiaire font partie de dispositifs marchands qui fonctionnent par une délégation de la relation de confiance. Ainsi, si les circuits courts engagent un dispositif de jugement fondé sur la confiance personnelle – la qualité du produit est fondée sur la confiance dans le producteur·rice –, le dispositif relève ici davantage d'une relation marchande fondée sur une marque, un label dont est garant l'entrepreneur·se intermédiaire (Karpik 2013: 534). Il s'agit alors d'un dispositif de jugement impersonnel où le consommateur·rice se confie à l'expertise de l'intermédiaire, dont le travail marchand consiste à mettre en scène la garantie de la qualité.

Premier Secrétaire Liu mobilise cependant la relation qu'il établit avec les apiculteur·rices comme un argument de vente à part entière, qu'il rapproche du commerce équitable. Les relations marchandes entraînent des formes de dépendance des apiculteur·rices envers leur point de vente majoritaire, mais un accord est passé entre elleux pour que Liu s'engage à acheter la totalité de la production de miel sauvage, sans en demander le monopole. Les apiculteur·rices ne sont pas tenues de lui vendre leur production, si un autre acheteur·se leur en proposait un meilleur prix par exemple.

Par ce contrat, Liu Yichao revendique également une distance vis-à-vis de rapports concurrentiels éventuels avec d'autres intermédiaires. Il crée un marché spécifique où il vend des produits de luxe en ville et tire profit de la valeur ajoutée créée par le travail de marketing. Cette captation de la valeur ajoutée ne repose cependant pas uniquement sur la qualification du produit. Liu travaille quotidiennement à la constitution d'un réseau de producteur·rices stables. Il parcourt les montagnes pour démarcher les apiculteur·rices et exécute dans son atelier la chaîne de transformation de la matière brute vers le miel en pots. Ce travail est aussi ce qui l'amène à ne pas craindre la concurrence. « Si quelqu'un pouvait faire la même chose que moi et en vivre, ce serait davantage un collaborateur qu'un concurrent » dit-il lors d'une visite dans les montagnes¹⁷⁵, notamment car cela participerait à promouvoir le produit auprès d'une clientèle plus large.

IV. B. 1. c. Ancrage dans les réseaux de l'agroécologie et économie de la qualité

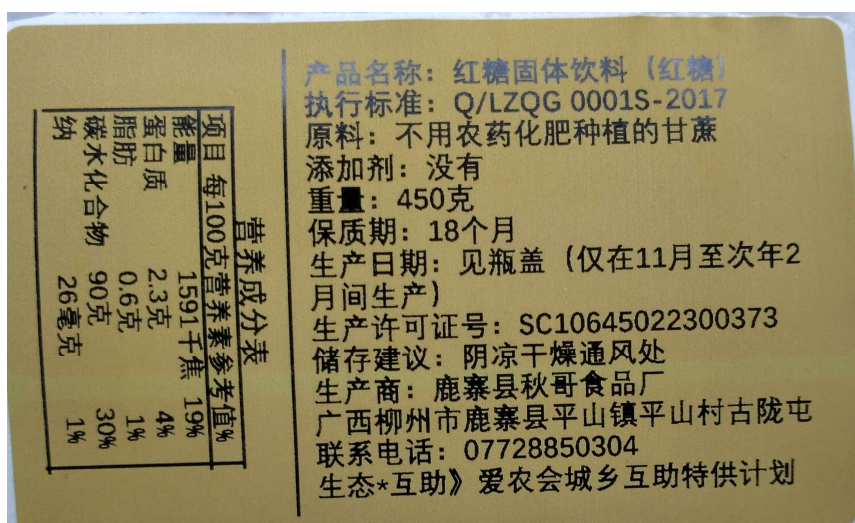
Au-delà des récits en ligne de l'entrepreneur, la relation de confiance des consommateur·rices dans les produits passe par l'ancrage de l'activité dans des réseaux qui permettent de la classer parmi d'autres démarches similaires. Représentant de l'Association des ami·es des paysan·nes dans le Shaanxi, Liu bénéficie de la reconnaissance nationale dont jouit l'Association, qui agit comme un label de qualité. Sa participation aux congrès nationaux de l'agroécologie paysanne chinoise ou dans des forums internationaux le porte sur une scène de visibilité au sein de cercles d'interconnaissance élargis. Lors de ces événements publics, il introduit parfois un apiculteur privilégié qui témoigne des méthodes de récolte du miel, assumant un rôle d'adjuvant dans l'établissement de la relation de confiance. Des jeunes retourné·es se rencontrent lors de ces événements et partagent leur expérience dans la pratique de l'agriculture biologique de petite échelle, la mise en place de plateformes de vente ou la diffusion des produits paysans. Iels y font la connaissance d'entrepreneur·ses qui se présentent elleux-mêmes comme des paysan·nes

¹⁷⁵ Notes de terrain, octobre 2017.

autodidactes et endossent un rôle de modèle légitimé par leur réussite sociale et économique¹⁷⁶. Par la participation à ces réseaux et événements, Liu devient un expert de l'agriculture biologique paysanne qui organise à son tour des événements, comme le séjour « sucre rouge » chez Qiu Ge, évoqué en début de chapitre.

Mobilisant ces différents réseaux et formations, Liu invite chez Qiu Ge des représentant·es des plateformes de vente intermédiaires de l'agroécologie chinoise. C'est le premier séjour « sucre rouge ». Le séjour de quatre jours en janvier 2019 s'inscrit dans d'autres pratiques de visites plus ou moins institutionnalisées entre jeunes entrepreneur·ses de l'agroécologie. Inspiré d'une idée du Président, c'est un premier essai pensé pour être renouvelé à d'autres dates et autour d'autres produits. Une quinzaine de jeunes entrepreneur·ses¹⁷⁷ se retrouvent dans le Guangxi pour observer le processus de fabrication d'un produit qu'ils vendent sur leur plateforme ou envisagent de vendre. Le séjour « sucre rouge » constitue la mise en scène d'un produit spécifique. La canne à sucre est une culture répandue et subventionnée par l'État, le sucre rouge est un produit courant du sud de la Chine. Mais la culture du Qiu Ge est écologique – sans intrants chimiques, non motorisée, fondée sur les cycles saisonniers, et l'usage de compost – et la production du sucre rouge est artisanale et respecte un processus de fabrication « à l'ancienne ». Le produit fini est vendu à l'Association 24 yuans les 500 grammes, qui organise la revente aux plateformes régionales pour 36 yuans. L'organisation du séjour « sucre rouge » avec Liu consiste en partie à lui transmettre la charge de la diffusion du produit et de sa vente.

Trois étiquettes pour un produit



1, Étiquette de l'Association.

Boisson solide Sucre rouge ; cannes cultivées sans pesticides ou engrais chimiques ; sans additifs.

Avec l'adresse de la ferme et le numéro de l'Association en contact.

¹⁷⁶ Par exemple, la néo-paysanne Shi Yan et son équipe, qui organisent depuis 2009 les assemblées annuelles nationales des CSA.

¹⁷⁷ Sept femmes et dix hommes, moyenne d'âge estimée de 33 ans, plateformes situées à Beijing (2), Guangzhou (Canton), Zhongshan, Nanning, Suzhou.



2, Étiquette de la plateforme du Marché paysan Yimi, à Shanghai.

Sucre rouge artisanal de Qiu Ge ; une recette traditionnelle sans vice caché ; les bienfaits du sucre rouge ; cultures écologiques durables, artisanal, zéro additif.

Localisation de la municipalité de production, numéro de la plateforme Yimi.



3, Étiquette conçue par la fille de Qiu Ge et Qiu Sao.

Sucre rouge de Qiu Ge ; savoir-faire traditionnel, cuisson dans cuves de fonte au feu de bois ; sûr, sain, nutritif, bon ; cultures écologiques durables, artisanal, zéro additif.

Adresse précise, numéro de téléphone personnel de Qiu Ge.

Les entrepreneur·ses en visite construisent une « relation de confiance » au cours du séjour. Iels vendent l'authenticité du produit par les photographies du processus de production sur leurs plateformes en ligne et l'authenticité du rapport de confiance avec Qiu Ge par la mise en scène

de leur expérience de la ferme, en train de démouler le sucre ou de soupeser du compost¹⁷⁸. En ce sens, il est tout aussi important que les clichés aient été pris en main propre et non transmis par le paysan ou d'autres plateformes¹⁷⁹. Dans ces conditions, le sucre rouge produit par Qiu Ge ne se vend pas localement – une même quantité de sucre rouge peut être achetée pour un tiers, voire un quart du prix sur un marché local. Le séjour « sucre rouge » tend à affirmer la « qualité » du produit : il est écologique, équitable et certifié par un dispositif de jugement personnel.



Les entrepreneur·ses attestent du processus de fabrication du sucre (3 janvier 2019)

Pour le sucre rouge comme pour le miel sauvage des montagnes de Qinling, (1) la relation écologique entre le producteur·rice et son milieu, (2) la relation éthique entre l'intermédiaire et le producteur·rice comme (3) la relation de confiance personnelle et impersonnelle établie entre le producteur·rice, l'intermédiaire et les consommateur·rices participent toutes trois à créer un marché spécifique. Ces agencements marchands prennent place dans une « économie de la qualité » où priment les dispositifs de jugement comme mode d'allocation des ressources et

¹⁷⁸ Qiu Ge, habitué, en rit, mais les réactions des autres paysan·nes sont plutôt agacées. Qiu Sao, par exemple, refuse d'être immortalisée « sale » du travail effectué et « mal coiffée ». Les photographies du travail agricole qui « salit » participent à l'opération de cadrage d'une agroécologie « authentique ».

¹⁷⁹ En 2021, deux ans après ce séjour à la période de vente du sucre rouge, Liu s'excuse à plusieurs reprises sur les réseaux sociaux de ne pouvoir envoyer que des photos prises les années précédentes et de ne pas s'être rendu sur place – le séjour étant impossible en raison des restrictions de déplacement dues à la pandémie de covid-19.

dont l'organisation sociale intègre le réseau et la confiance (Karpik 1989; 2007). Ils ouvrent des débouchés économiques à des produits singularisés¹⁸⁰.

IV. B. 2. Entrepreneur·ses capitalistes et différenciation rurale

IV. B. 2. a. Conventiionnalisation et extraction de la valeur ajoutée

De ce point de vue, l'agroécologie sociale est un label éthique émergent qui laisse entrevoir des perspectives entrepreneuriales plurielles. Le processus de labellisation évoque l'idée de conventionnalisation, définie comme les détours que « l'industrie agroalimentaire invente pour [...] industrialiser la production biologique » (Buck, Getz, et Guthman 1997). Le rôle des intermédiaires, entre expertise et mobilisation de ressources personnelles, les amène cependant à concentrer leurs efforts à la stratégie marketing d'entrepreneur·se de la consommation engagée (Cochoy et Dubuisson-Quellier 2000). Iels doivent dans un même temps convaincre les consommateur·rices des bienfaits de l'agriculture paysanne en général et de leurs produits en particulier, dans un réseau de réputations en concurrence. La multiplication des dispositifs de confiance dans le travail marketing de Premiel Secrétaire Liu semble offrir autant de preuves de son éthique. Dans d'autres situations, la prééminence accordée à la confiance personnelle dans l'agroécologie alternative peut agir comme un écran *marketing* qui dissimule la reproduction des inégalités dénoncées dans les relations de marché capitaliste. Les entrepreneur·ses de la consommation éthique sont éventuellement confrontées aux limites de leur éthique face à la croissance économique. Cela fait écho aux débats sur la « conventionnalisation » de l'agriculture biologique, qui questionne comment les filières biologiques parviennent à « maintenir leurs valeurs fondatrices dans et malgré leur processus de croissance » (Lamine, Egon, et Bui 2016).

Dans le même mouvement que celui des produits « culturels », les produits d'alimentation quotidienne deviennent des produits « uniques » et « singuliers » à travers les agencements marchands de l'agroécologie. Leur commercialisation requière un travail spécifique de marketing, qui participe à l'extraction des bénéfices du revenu de leurs producteur·rices.

Les produits du quotidien deviennent spécifiques quand ils sont produits dans des conditions particulières – dans une temporalité saisonnière et dans un environnement différent – ou font l'objet d'un processus marketing particulier. La mise en vente de ces produits participe potentiellement à un processus de conventionnalisation de l'agriculture paysanne en trois

¹⁸⁰ Sur les processus de qualification et de singularisation, voir le chapitre II de cette partie.

étapes : (1) d'une production spécifique locale commune – maraîchage ou élevage biologique paysan – et consommée localement à (2) une production spécifique locale particulière – miel sauvage, sucre rouge, produits de terroir – consommée à l'extérieur et dépendante d'un marché extérieur, à (3) l'exploitation d'ouvrier·ères pour une production spécifique – commune ou particulière –, labellisée « paysanne » dont la valeur ajoutée est directement captée par l'entrepreneur intermédiaire.

La figure de l'entrepreneur·se, mise en avant et érigée en modèle dans des congrès et des concours d'entrepreneuriat social, devient l'unique garante de l'éthique de l'agroécologie. Elle se spécialise dans le travail de commercialisation et la mise en scène de la « qualité » quand des travailleur·ses sont employées pour la produire. Comme dans certains cas de « coopératives agricoles spécialisées » ou de « fermes familiales », structures promues parmi les « nouveaux sujets agricoles » de la revitalisation rurale, la récupération marchande et l'instrumentalisation de l'éthique alimentaire associée à l'agriculture paysanne limitent alors son développement à une imitation des modes de production et de distribution du secteur agroindustriel ou à une subsomption au capitalisme (Yan et Chen 2015). En ce sens, les néo-paysan·nes prennent aussi part, directement ou indirectement, à la transformation agraire capitaliste.

IV. B. 2. b. Des néo-paysan·nes gestionnaires d'entreprise

Ce processus analogue à la conventionnalisation éclaire dans le même temps l'ambiguïté de l'éthique alimentaire comme produit discursif d'une classe diplômée, possédant le capital culturel et mobilisant une grammaire internationale de l'écologie, qui participe à la construction d'une représentation des paysan·nes pour ceux-ci, parfois avec eux et souvent à leur place (Bourdieu 1977). Lors d'un entretien, un entrepreneur, Wang Jianjun, né en 1986, m'explique ainsi le rôle des jeunes retourné·es :

Le paysan·ne chinoise a juste quelques mu de terre¹⁸¹. Alors iels ont besoin de quoi ? Il faut qu'il y ait quelqu'un·e pour les regrouper, qui forme une alliance, qui les fédère pour en faire une exploitation agricole. Mais qui peut faire ça ? C'est impossible pour un paysan·ne d'accomplir cette tâche. Donc il n'y a qu'un jeune retourné·e à la terre pour faire ça, que ce soit un étudiant·e, ou bien un jeune parti·e bosser en ville, du genre vif, la tête bien faite. Là, avec cette aptitude (*benling* 本领) à regrouper, iel peut mener à bien ce travail. C'est pourquoi les CSA* en Chine aujourd'hui sont en grande majorité fondées par des jeunes retourné·es à la terre et pas par des paysan·nes elleux-mêmes¹⁸².

¹⁸¹ Wang dit « trois-cinq mu » ; 1 mu = 0,07 ha / 1 ha = 15 mu.

¹⁸² Entretien avec Wang, 9 avril 2017, 20170409WJ ; * en anglais dans le texte. Cet entretien et les deux suivants.

L'entrepreneur se fait l'intermédiaire indispensable à la transaction économique. Parlant de lui-même à la place d'un employé·e fictive, Wang crée une image valorisante de son propre rôle tout en dénigrant les compétences des agriculteur·rices « incultes » :

Jean : Mais iels ont envie [de travailler la terre], les migrant·es ?

Wang Jianjun : En réalité on peut pas dire qu'iels aient envie, c'est plutôt comme... « je suis paysan·ne, j'ai aucune éducation (*mei you wenhua* 没有文化), le directeur Wang est lui diplômé de l'université, s'il se met à travailler aux champs, c'est qu'il y a un débouché. » C'est comme ça que ça se passe, aussi simplement, alors iels viennent travailler.

Wang Jianjun, responsable de la plateforme Communauté des Tomates de Zimeng, « jeune retourné » dans le Yunnan, dont les tomates fournissent en été les restaurants de l'Association des ami·es des paysan·nes, exerce une double activité de gestion agricole. Il emploie dans sa ferme des ouvrier·ères migrantes (*nongmingong* 农民工) comme travailleur·ses salariées dans son exploitation pour cultiver des terres qu'il loue. Il collecte également des produits auprès de paysan·nes locales, qu'il revend sur sa plateforme en ligne. Le prix du produit est multiplié par trois en passant par sa plateforme et la dénomination d'agroécologie. Les client·es deviennent des membres de sa « communauté » en payant un montant annuel, qui leur permet d'avoir accès aux produits sur la plateforme de vente. Wang dit qu'il ne fait aucun profit sur la revente des produits collectés de petits producteur·rices, pour lesquels il charge autour de 10 % du prix de vente. Les profits de sa ferme-entreprise proviennent de la vente des produits cultivés dans sa ferme : les employé·es sont payées moins que le salaire minimum et lui-même bénéficie en tant que propriétaire (*zhuangzhu* 庄主) du prix plus élevé de ses produits « paysans » singularisés. Sur cette base, Wang accumule un capital économique, grâce auquel il espère étendre la superficie de la ferme. Dans un processus de conventionnalisation et d'accaparement, il extrait la survalueur des produits cultivés dans sa ferme en agroécologie sociale aux dépens de ceux qui les cultivent matériellement¹⁸³.

¹⁸³ Sur la dynamique capitaliste et le travail salarié au sein des coopératives rurales et de « l'agriculture familiale », voir Zhang et Donaldson (2010) ; Gürel (2014) ; Yan et Chen (2015). Sur l'accumulation, voir Tsing (2017). Sur les transformations agraires en général, se référer au chapitre I de cette partie.



Bureau de la Communauté des Tomates de Zimeng (9 avril 2017)

Le local est situé dans l'exploitation, derrière un bâtiment destiné à l'accueil des consommateur·rices (cantine et exposition pédagogique de variétés cultivées). Le local de direction est équipé de deux bureaux avec trois ordinateurs et d'une table dédiée à la cérémonie du thé, espace convivial indispensable à l'accueil de visiteur·ses.

En reproduisant un modèle d'exploitation capitaliste, il bafoue un des principes de l'agroécologie paysanne telle qu'il participe à la définir sur son site, selon lequel le bénéfice de la production revient essentiellement au producteur. Si Wang construit une relation de confiance avec les paysan·nes auprès desquelles il s'approvisionne – régularité du marché, convivialité locale, participation des consommateur·rices par un système de PGS¹⁸⁴ –, il reproduit cependant dans sa ferme une domination symbolique et matérielle sur ses employé·es, fondée sur son capital culturel (diplôme de master) et économique (propriétaire). Au-delà des compétences managériales qu'il met en avant, sa légitimité est assise par la création d'emplois locaux et s'affirme par une attitude paternaliste envers ses employé·es :

Si tu regardes le salaire mensuel, c'est possible qu'iels gagnent plus en travaillant en ville, peut-être de l'ordre de 4000 par mois alors qu'ici on n'est qu'à 2000 et quelques. Mais à la fin de l'année, iels ont économisé, iels économisent plus dans ma ferme. Tu sais pourquoi ? Iels sont pas en ville, iels n'ont pas de dépenses. En ville, tu vas faire un barbeuc avec les copaines, tu dépenses tous tes sous.

Ce passage d'entretien avec Wang révèle un écart vis-à-vis d'une norme établie au sein des circuits alternatifs. Wang s'est formé à l'agroécologie grâce à des stages effectués au sein de coopératives reliées au mouvement de la Nouvelle Reconstruction Rurale¹⁸⁵. Il maîtrise les principes de l'agroécologie sociale qu'il promeut (« un vrai CSA c'est quand un paysan·ne peut obtenir un salaire plus élevé » affirme-t-il par exemple dans le même entretien) sans pour autant considérer que sa pratique va à l'encontre de l'un d'eux. Dans sa ferme établie sur le modèle

¹⁸⁴ Participatory Garanty System, ou système participatif de garantie, selon lequel des consommateur·rices se rendent dans les espaces de production pour vérifier la conformité au cahier des charges.

¹⁸⁵ Notamment par des passages dans la ferme de Shi Yan, figure de proue des S3A chinois.

des « nouveaux sujets agricoles » en « prenant en charge » (*chengbao* 承包) 200 mu de parcelles paysannes, c'est lui, le néo-paysan, qui peut obtenir un salaire plus élevé.

IV. B. 2. c. Les marchés alternatifs contre l'agriculture de subsistance

La redéfinition d'une agroécologie orientée vers le marché contribue à la commercialisation de produits fermiers mais dissimule parfois la persistance de diverses agricultures de subsistance – dont les praticien·nes ne se définissent pas nécessairement comme paysan·nes elleux-mêmes, mais cultivent leur jardin à côté d'une autre activité sociale ou professionnelle. Les produits fermiers deviennent des biens de qualité quand ils sont passés à travers le processus de valorisation commerciale des néo-paysan·nes, qu'il s'agisse d'aliments de production ou collectés auprès de petits producteur·rices. Dans le cas de Wang, le soutien aux petits producteur·rices lorsqu'il collecte leurs produits est aussi un moyen de légitimer sa ferme au fonctionnement capitaliste en tant que *Community-Supported Agriculture*.

Tout en rendant possible le maintien de l'agriculture paysanne, les agents intermédiaires participent ainsi à y réintroduire un processus d'extraction de la valeur ajoutée des produits et une logique d'accumulation (Tsing 2017). Au sein d'un marché alternatif de l'agroécologie, Wang renforce pourtant son capital économique par sa position et la captation de la valeur ajoutée d'un produit alimentaire quotidien devenu bien singularisé dans une économie de la qualité. Les produits fermiers passent du statut de produits non commercialisables – produits vivriers extérieurs au marché – au statut de produits singuliers, répondant aux critères de l'éthique alimentaire – bio, fermiers, en circuits courts, équitables, etc. La valeur ajoutée des produits fermiers par leur insertion dans un réseau alimentaire alternatif est en partie captée par l'intermédiaire à l'origine de ce processus. La construction d'un marché spécifique uniquement accessible aux consommateur·rices à revenus supérieurs reproduit des inégalités dans la nécessité d'avoir des intermédiaires de « confiance ». En ce sens, les liens commerciaux tissés sont pluriels (Ye, Dou, et Zhang 2018) : les échanges sur les marchés alternatifs prennent place dans des relations de coopération, de concurrence, de compétition, voire de conflits qui sont présents dans toutes formes de marché, de la même manière que certaines structures hiérarchiques des marchés conventionnels se retrouvent dans ces marchés alternatifs spécifiques.

La conventionnalisation des réseaux alternatifs pose d'une part la question du maintien d'une éthique alimentaire au cours de leur développement commercial. Elle interroge d'autre part le rôle des différents acteur·rices dans les négociations autour de leurs objectifs éthiques et

commerciaux. Le processus de conventionnalisation souligne ainsi les capacités du capitalisme à se nourrir de ses critiques (Boltanski et Chiapello 2011; Dubuisson-Quellier 2011). Dans le contexte chinois en particulier, les circuits courts alimentaires sont caractérisés par leur extension à l'échelle nationale et par la dématérialisation des échanges sur des réseaux en ligne. Les rapports concurrentiels entre les initiatives alternatives pour une diffusion plus large, matérielle ou numérique, favorisent ce processus de conventionnalisation accélérée d'une partie d'entre elles. L'agriculture paysanne familiale persiste en partie parce qu'elle est isolée des marchés conventionnels et concernée plus tardivement par les transformations agraires. Son insertion dans un marché, même singularisé et alternatif, y apporte des transformations qui touchent à ses fondements mêmes – notamment en termes d'étendue de la production, d'esthétisation des lieux de culture ou de gastronomisation des pratiques alimentaires dans des formes d'économies vertes. Ce processus souligne également la position contradictoire des entrepreneur·ses de l'agroécologie paysanne, à la fois chantres de la production biologique de petite échelle et gestionnaires d'exploitations agricoles reproduisant les rapports de production capitalistes. La reproduction de relations contraignantes se pose en des termes similaires dans des organisations non lucratives extérieures au marché conventionnel.

IV. B. 3. Économies du développement et porteur·ses de projets solidaires

Mis en avant par les réseaux de réputation comme modèles d'agriculture paysanne durable et pris dans un même temps dans des relations de coopération et de concurrence entre les institutions des réseaux alternatifs, les paysan·nes elleux-mêmes subissent de nouvelles formes de relations contraignantes, voire d'exploitation. Si les prix payés pour leur labeur et les produits récoltés sont « équitables », de nouvelles formes de domination apparaissent pourtant autour de l'utilisation de leur image – dans des projets humanitaires ou politiques –, ou dans les démarches mêmes qui visent au renforcement de leur autonomie.

IV. B. 3. a. Financement par projet et concurrences entre ONG de développement

Certaines ONG ou groupes de recherche universitaires reproduisent des relations de pouvoir, en attribuant aux producteur·rices sur la scène publique un discours écologique et social construit par les organisations de développement rural ou environnemental. Les néo-paysan·nes jouent également un rôle crucial dans la construction et la transmission de ces discours. Pendant un entretien, Away, militant écologiste et chercheur indépendant proche de l'Association des ami·es des paysan·nes depuis ses débuts ironise le rapport de pouvoir entre les organisations de développement et les paysan·nes :

À Mashan aussi c'était un groupe de femmes paupérisées, c'est un lieu très connu, tout un tas de groupes de recherche, d'ONG y ont été. Ils les ont harcelées une dizaine d'années puis, comme ils ne parvenaient pas aux résultats escomptés, ils sont tous partis. Selon moi les paysannes ont été le jeu des universitaires et des chercheurs. Puis je me suis fait une raison : les paysan·nes chinoises se sont fait harceler pendant 5000 ans, ils ne sont pas à 5 ou 10 ans près¹⁸⁶.

Mashan désigne la coopérative agricole d'un village à proximité de Nanning qui a réuni en une dizaine d'années un nombre remarquable d'interventions d'organisations non gouvernementales et de groupes de recherches – Partnerships for Community Development (PCD), Oxfam HK, World Vision, Académie des Sciences de Chine, etc. Le groupe d'agricultrices a reçu le soutien et les subventions de ces organisations pour des projets et leur renouvellement sur des critères relatifs au développement rural et à l'écologie – autonomisation de femmes travailleuses, autonomisation de petites productrices, agriculture biologique, préservation de la biodiversité et des variétés anciennes. Après une période de rayonnement où Mashan était l'objet d'une concurrence entre organisations internationales pour le meilleur projet de développement social, économique et écologique, les agricultrices ont retrouvé leur « autonomie » lorsque le financement des projets s'est terminé ou que les projets ont été délocalisés – souvent dans d'autres coopératives similaires de la région ou des régions voisines. Les organisations avaient apporté beaucoup à la coopérative agricole. Elles ont ouvert des débouchés économiques réguliers pour les produits de la coopérative et ont enseigné aux productrices à les valoriser en les qualifiant sur le marché de l'agroécologie. Cependant, alors qu'elle s'était considérablement étoffée durant les années de soutien international, la coopérative est devenue la scène de rapports conflictuels, voire concurrents entre les membres, notamment quant au retour à une agriculture conventionnelle – un tiers des productrices a repris l'usage des pesticides une fois les financements épuisés – ainsi qu'aux débouchés possibles de la production. Ce constat suscite la boutade d'Away : il associe l'action des organisations de solidarité aux différentes formes d'exploitation subies par les paysan·nes tout au long de l'histoire de Chine¹⁸⁷.

Un des conflits relatifs à la vente des produits est né dans une interaction avec des « disciples » de l'Association des ami·es des paysan·nes. Un des restaurants *Aux bons produits de la terre*, était alors le débouché majoritaire pour la vente des légumes de Mashan, utilisés en restauration mais aussi à travers un système de paniers de légumes et de viandes organisé par un groupe de

¹⁸⁶ Entretien collectif avec le Président, Away et Yunqi, 10 février 2019, 20190210HZco.

¹⁸⁷ Sur le rôle des ONG dans le développement durable en Chine, voir par exemple Song et Vernooy (2010) et Yan, Bun, et Xu (2020). Sur les rapports de pouvoir dans l'humanitaire, lire par exemple Collovald *et al.* (2002) et Thomas (2020), et pour une analyse des rapports de pouvoir dans le commerce équitable, voir Renard (2003).

consommateur·rices. Plusieurs stagiaires financé·es par PCD auprès de l'Association ont décidé de monter leur propre restaurant en se fournissant également auprès de la coopérative de Mashan. L'un des gestionnaires du restaurant d'origine, Wang Xiangdang, a fait valoir auprès de la coopérative que leur contrat n'autorisait pas la concurrence directe avec un autre restaurant et, n'obtenant gain de cause auprès de la coopérative, a rompu les échanges avec Mashan et ouvert une nouvelle chaîne d'approvisionnement avec une coopérative similaire. La coopérative de Mashan a donc démarré un contrat avec le nouveau restaurant, mais celui-ci a fait faillite après six mois. La coopérative avait alors perdu son débouché le plus important et également son nouveau client. La double situation de Mashan au cœur des concurrences caritatives et commerciales souligne autant de rapports de domination persistant sous les actions d'autonomisation et de commerce équitable¹⁸⁸.

IV. B. 3. b. Reproduction des inégalités dans les attributions de financement

Afu, un autre entrepreneur du réseau de l'AAP, né en 1987, a également reçu des financements venant des différentes organisations humanitaires – en partie les mêmes qu'à Mashan – pour des projets de développement agricole et culturel. Retourné dans son village du nord du Guangxi après deux années d'études supérieures¹⁸⁹, il monte un restaurant de produits paysans locaux qui devient en quelques années un espace de promotion du patrimoine folklorique, à la fois paysan et ethnique. Le Président le rencontre l'année qui suit le retour du jeune en 2008. Ensemble, ils engagent différents projets et le Président introduit Afu aux organisations internationales et à leurs grammaires. Afu a appris avec lui à maîtriser une parole publique et à présenter ses pratiques agricoles et culturelles selon les termes attendus des ONG¹⁹⁰. Originaire d'un milieu populaire mais disposant d'un petit capital social et culturel localisé¹⁹¹, Afu a fondé avec le soutien des ONG une plateforme de vente en ligne et une ligue d'« expérience profonde » de la vie paysanne qui réunit deux autres plateformes. À l'encontre d'une mise en tourisme superficielle des cuisines et des paysages du Guangxi, la ligue propose une expérience de la ruralité à partir d'interactions avec des villageois·es, notamment âgées. Au cours des années, elle met en place dans le village une série d'activités pour la préservation du patrimoine : restaurant de terroir, séjour « profonds », banques de semences paysannes, échanges entre paysan·nes et consommateur·rices pour établir des prix équitables, ateliers sur la mémoire locale et la transmission entre les générations. « Du point de vue économique, énonce-t-il, je

¹⁸⁸ M. Hale (2013) propose une analyse similaire de l'ambiguïté des relations entre les ONG et les populations autonomisées dans le contexte de la Nouvelle Reconstruction Rurale.

¹⁸⁹ Diplôme professionnalisant d'enseignant de musique.

¹⁹⁰ Et, pendant l'entretien, d'un chercheur en sciences sociales.

¹⁹¹ Son père est l'instituteur du village.

dirais certainement que c'est un échec, mais du point de vue de mon mode de vie, je suis ravi ! »¹⁹² Afu doit vivre sur des financements par projets, mais ceux-ci lui permettent de réactiver le patrimoine agricole et culturel du village et de le diffuser.

La maîtrise d'une grammaire de l'écologie, associée à l'accumulation progressive des financements de fondations caritatives, lui assure d'être reconnu comme un « paysan-entrepreneur » viable pour obtenir davantage de ressources lors de ses demandes de financement pour de nouveaux projets. Il gagne une assurance qui lui permet de prendre part à des réseaux plus larges et de diversifier les manières de faire valoir le patrimoine local. Il fait par exemple inscrire le « vin de soleil » de la minorité ethnique dong dans le projet l'Arche du goût porté par Slow Food et associe ainsi son nom – et ses activités de production et de tourisme – à l'organisation internationale. Surtout, il acquiert une reconnaissance dans les milieux régionaux de l'agroécologie, comme modèle de réussite à la fois satisfait de son retour à la terre et légitimé par les organismes internationaux de financement.

Yang She, né en 1988, qui met en place le dispositif d'élevage de bovins par délégation¹⁹³ dans le nord du Guangxi également, est régulièrement le sujet de comparaison avec Afu dans les échanges avec le Président. Les deux jeunes hommes sont originaires de la même région et sont tous deux retournés à la terre pour promouvoir le patrimoine et les produits locaux après des périodes de formation ou de travail urbain. Cependant, Yang She est confronté à une situation différente parce que, selon le Président, il « n'a pas d'éducation » (*mei wenhua* 没文化). Yang est fils de paysan·nes, il n'a pas suivi d'études secondaires et a effectué des travaux d'ouvrier dans la province voisine pendant une dizaine d'années. Revenu en 2017 avec quelques économies pour « faire quelque chose pour promouvoir la ferme familiale et ses produits »¹⁹⁴, il n'a reçu aucun financement de la part d'organisations de développement. En janvier 2019, Yang a participé au séjour « sucre rouge » pour rencontrer des plateformes de vente dans d'autres régions mais en est parti dès le premier jour en passant son tour lors de la table ronde de présentation. Avant de partir, Yang m'a dit qu'il avait du « travail à faire ». Mais lorsque nous nous sommes revus un mois plus tard, il a également ajouté qu'il était parti car il « ne savait pas quoi leur dire [aux entrepreneur·ses en visite] » et qu'il « ne les connaissait pas de toute façon »¹⁹⁵.

¹⁹² Note de terrain, 10 février 2019.

¹⁹³ Yang She cède des vaches à des paysan·nes pratiquant la riziculture traditionnelle en terrasse. Ceux-ci travaillent avec le bovin pour leurs cultures et revendent les veaux à Yang She pour le commerce de la viande.

¹⁹⁴ Note de terrain, octobre 2017.

¹⁹⁵ Notes de terrain, 5 février 2019.



À gauche, Yang She mange seul alors que les jeunes diplômé·es font groupe ; à droite, les jeunes diplômé·es concentrées sur leurs activités de communication et de diffusion (3 janvier 2019)

Ces remarques soulignent deux formes d'inégalités : d'abord, Yang ne sait pas comment créer du réseau parmi ces entrepreneur·ses diplômées, il n'a ni le langage ni la confiance en soi pour promouvoir son activité. Deuxièmement, il ne peut passer plus d'un ou deux jours à distance de son lieu de travail, alors que le « travail » des autres entrepreneur·ses consiste justement dans la création d'un réseau d'approvisionnement et de distribution. Comme dans les exemples précédents de Liu Yichao et de Wang Jianjun, les entrepreneur·ses en visite ont en effet été formées à travers des formations spécialisées d'ONG (PCD), des congrès nationaux (conférences CSA) ou des plateformes commerciales renommées (Le marché paysan biologique de Beijing, Nurturland à Guangzhou). Sans qu'il y ait là de rapport inégalitaire exercé directement des organisations envers les jeunes retourné·es, celles-ci n'en reproduisent pas moins des inégalités structurelles relatives au capital culturel des enquêté·es, et exacerbent ainsi des inégalités économiques. Tout en soutenant les activités paysannes, les organisations de développement valorisent celles et ceux qui maîtrisent un discours public et peuvent éventuellement se faire les porte-paroles de l'éthique qu'elles promeuvent dans leur action philanthropique.

IV. B. 3. c. Instrumentalisation de la solidarité

L'étude des rapports de domination et des inégalités qui persistent au sein de l'aide au développement éclairent une opposition entre une posture à tendance idéologique vis-à-vis du développement rural et des circuits alternatifs, portée ici par les organisations de solidarité et les groupes de recherche universitaires, et une posture plus pragmatiquement économique,

davantage portée par l'Association des ami·es des paysan·nes. Cette opposition provient en partie d'un constat de domination systématique des petits producteur·rices par les institutions de développement que le Président tire de ses expériences de coopération avec des programmes de recherche et de développement. Il explique ainsi sa déception :

La professeuse Song avait monté beaucoup de projets, elle avait aussi fourni beaucoup de fonds. C'est à travers ses projets que j'ai approché les méthodes des universitaires et des ONG. J'avais l'impression qu'on était des acteur·rices jouant les masses populaires. Du coup j'ai un peu arrêté d'y participer, ça n'avait pas d'intérêt. Franchement ça ne servait à rien, c'était vide, je ne comprends pas ce qu'ils font. Au départ j'ai beaucoup d'admiration pour ce genre de démarches, mais en y prenant part je me suis rendu compte que c'était toujours la même chose. Puis les agriculteur·rices étaient comme des accessoires au milieu de tout ça, enfin bon ça n'avait aucun intérêt¹⁹⁶.

La relation entre l'Association et les organisations de développement est d'abord fondée sur l'« admiration »¹⁹⁷. Le Président reconnaît la nécessité de leur intervention dans certains espaces et souligne surtout les difficultés rencontrées dans la mise en place des relations marchandes : « tous les projets que j'ai vu échouer ont échoué dans la relation au marché » dit-il. Les désaccords décrits ici sont d'abord inscrits dans des relations de coopération, comprenant notamment des moments de réflexivité en commun pour appréhender les relations de domination elles-mêmes. Ce travail de déconstruction est explicitement mené par Song Yiqing, pourtant nommée dans l'entretien comme instrumentalisant les paysan·nes. Elle pose la question de la souveraineté alimentaire et de la souveraineté des semences en prenant l'exemple même de l'Association des ami·es des paysan·nes comme modèle de mise en valeur de l'agriculture paysanne – en termes de respect des cycles écologiques, d'autonomisation des femmes et de développement économique¹⁹⁸. La chercheuse prend ainsi comme modèle l'Association même qui critique indirectement son action sur des espaces d'action en commun¹⁹⁹. Dans la même perspective, les ateliers de terroir que l'Association des ami·es des paysan·nes organise depuis 2019 sur la situation de l'agriculture paysanne donnent la parole dans une démarche réflexive à des producteur·rices et des jeunes retourné·es, migrant·es

¹⁹⁶ Entretien collectif avec le Président, Away et Yunqi, 10 février 2019, 20190210HZco.

¹⁹⁷ Au cours des trois années de terrain auprès de l'Association, le Président et d'autres membres réitéreront notamment l'admiration pour le travail de Song Yiqing dans le domaine de la culture de semences participative.

¹⁹⁸ Selon son intervention au Quatrième forum sur les organisations coopératives paysannes, les revenus paysans ont été multipliés par cinq en trois ans de coopération avec l'Association des ami·es des paysan·nes (voir « La préservation de la souveraineté des semences, de la planification paysanne et de l'agriculture traditionnelle » (*zhongzi zhuquan, xiaonong shengji yu chuantong nonggeng de yanxu*, 种子主权、小农生计与传统农耕的延续), *Renmin shiwu zhuquan*, 3 mai 2014, (consulté le 3 janvier 2020)). Pour plus de détails sur l'activité des groupes de recherche, voir également Song *et al.* (2014).

¹⁹⁹ Sans pour autant donner voix à ces critiques.

travailleuses ou diplômées. Ces ateliers sont financés et organisés par l'organisation internationale Oxfam HK qui tente dans le même temps de prévenir les rapports de domination qu'elle pourrait reproduire auprès des populations soutenues. Cependant, l'observation de la distribution de la parole, dans l'« atelier de terroir » comme dans d'autres ateliers observés, a systématiquement révélé des traitements différenciés entre les « expert·es », les apprenant·es diplômées et les praticien·nes non diplômées. Cela vaut pour l'organisation du temps accordé à chacun·e lors des ateliers, mais aussi en dehors, dans des pratiques ordinaires comme l'attribution de places où s'asseoir dans les repas ou de lieux de restauration distincts²⁰⁰.

Le travail marchand des paysan·nes-entrepreneur·ses montre ainsi un *continuum* entre les formes de prévention contre le capitalisme et les formes de reproduction de l'exploitation capitaliste. Les néo-paysan·nes qui collaborent avec l'Association des ami·es des paysan·nes assurent la persistance, voire la pérennité de l'agriculture vivrière par le biais de l'agroécologie qui, en tant qu'espace marchand de produits singularisés, peut agir comme une alternative à l'intégration verticale dans l'agrobusiness. Le rôle des jeunes retourné·es est crucial dans le rétablissement de la confiance entre les espaces de production et de consommation. Toutefois, à travers la conventionnalisation, le marketing agroécologique ou les rapports de pouvoir, les néo-paysan·nes contribuent, directement ou indirectement, à de nouvelles formes de différenciation rurale.

IV. C. Carrières écologiques et typologie du retour à la terre

Les jeunes retourné·es sont issues de milieux parfois très différents et vivent des expériences migratoires difficilement comparables, notamment entre étudiant·es et travailleur·ses à la tâche. S'ils ont pour la plupart grandi en zone rurale, leur installation en agroécologie prend des formes très éloignées les unes des autres en fonction des expériences urbaines et de la région du retour à la terre. Des modèles séquentiels, des formes de bifurcation, reviennent cependant à travers la plupart des parcours, qui permettent de définir des « carrières » (Goffman 1968; Becker 2013; Darmon 2008) de retour à la terre. Les carrières sont « écologiques » dans la mesure où, comme ailleurs dans les sphères de l'agroécologie,

²⁰⁰ Notes de terrain, 27 – 28 juin 2017 et 16 – 19 février 2019.

c'est d'abord la préoccupation environnementale qui permet de tracer le fil rouge entre les espaces de formation, de stage et de professionnalisation. Les jeunes se professionnalisent dans l'agroécologie à travers des formations sur diverses approches de la protection de l'environnement, comprenant à la fois des compétences pratiques et des appréhensions morales des questions écologiques. Les différentes carrières permettent de proposer une typologie des jeunes retournés au moment de leur installation, entre ceux qui reviennent au village familial, ceux qui s'installent dans d'autres régions, et ceux qui mettent en place des activités de promotion des relations villes-campagnes depuis des lieux de résidence urbains.

Les parcours des entrepreneurs et entrepreneuses de la consommation éthique révèlent ainsi la récurrence de certaines étapes : lieux de formation, inscription dans des réseaux écologiques et humanitaires, nationaux et internationaux, motifs de l'action et des grammaires de la mobilisation, mobilités, histoires et bifurcations biographiques qui se recoupent, etc. Par ces étapes diverses, vécues et perçues individuellement et collectivement, les jeunes constituent des carrières écologiques. Mais leur participation à ces parcours partagés les construit également elleux-mêmes comme des entrepreneur·ses de l'agroécologie autant qu'ils les construisent (Collovald et al. 2002: 13-14). Ce sont des carrières récentes dans la mesure où les espaces où circulent les entrepreneur·ses existent depuis peu : espaces en construction qui ne sont pas toujours institutionnalisés, aussi bien les espaces de formation que les lieux de spécialisation et de professionnalisation, la possibilité de circulation – ou d'itinérance – entre eux, les motifs de l'action et des bifurcations. Mais les carrières s'ancrent dans d'autres formes de carrières – universitaires, militantes et humanitaires notamment (Fillieule et Mayer 2001; Collovald *et al.* 2002; Agrikoliansky 2017) – et font se rejoindre les problématiques des réseaux enchevêtrés à différentes échelles et l'inscription dans un « espace social localisé » (Laferté 2014). De manière récurrente, ces carrières font apparaître trois séquences d'un processus d'un « retour à la terre » en Chine contemporaine : premièrement, la formation dans des espaces spécialisés, deuxièmement des bifurcations biographiques et des périodes d'itinérance, et troisièmement des installations caractérisées par des allers-retours entre ville et campagne.

Les chapitres précédents ont déjà abordé des séquences de vie d'entrepreneur·ses retournés à la terre. Entre autres, nous avons vu avec Yang She et Afu comment deux jeunes originaires d'une même localité effectuent des retours à la terre influencés par leurs encastres dans des économies différenciées. L'installation de He Ye avec la Foire Paysanne de Nanning (III. A. 1. b.) a montré une forme de retour à la terre urbain. En dépassant les frontières du Guangxi, les récits des fluctuations et circulations de Liu Hujia (III. C. 2. a.) et de Wang Xiangdang (III.

C. 2. b.) soulignent également des phases d'itinérance récurrentes rencontrées par les jeunes retourné·es. Dans ce chapitre IV, Liu Yichao, Wang Jianjun, Jeune Huang, Qiu Ge, et de nouveau Afu et Yang She constituent autant de sources pour analyser le retour à la terre en termes de carrières et en dégager des séquences de vie. Nous faisons pourtant le choix de repartir d'un nouveau récit biographique, celui de Wang Soumin, qui permet de suivre un parcours complet et de croiser les parcours déjà évoqués.

Le cas de Wang Soumin est particulièrement intéressant parce que le premier entretien biographique avec lui a lieu quelques mois seulement après son retour dans sa province d'origine, le Yunnan. Il s'agit d'un moment charnière fait d'assurance de l'expérience accumulée, d'espérance vis-à-vis de la réinstallation et de curiosité quant aux circuits courts apparus dans la province pendant sa période de migration à l'extérieur. Pourtant, en sortant des presque trois heures d'entretien, j'avais la désagréable impression d'avoir perdu mon temps. Comme moi, il cherchait à découvrir la région et ne semblait pouvoir m'apporter aucune entrée sur les terrains que j'abordais.

En avril 2017, Wang Soumin a alors 34 ans et est retourné dans le Yunnan depuis trois mois. Il m'a été recommandé par Liu Pei, responsable de l'Alliance des CSA et des Assemblées annuelles des CSA chinoises, basée à Beijing dans la ferme de Shi Yan. Le récit de vie de Wang est ensuite complété par la participation en commun à plusieurs événements de l'agroécologie paysanne du Yunnan et des échanges en ligne soutenus entre avril et juin 2017. Par la suite, des échanges en ligne ont continué de manière irrégulière jusqu'en juillet 2020. Wang Soumin publie également seul ou par l'intermédiaire de la plateforme du Centre Durable à partir de janvier 2018 des notes sur son retour à la terre.

Au cours des trois mois que nous passons ensuite à enquêter chacun de notre côté sur les circuits courts alimentaires de la province, Wang établit plusieurs groupes WeChat dans le but de constituer un réseau local. Aucun de ceux auxquels je participe ne semble prendre, personne n'y relance vraiment de discussion. Dans le même temps, je continue de le croiser, et d'observer presque involontairement ses démarches d'installation à Kunming. Je prends alors progressivement conscience que le parcours de Wang Soumin est au cœur des différents processus de retour à la terre : il éclaire comment se font et se défont les réseaux de l'agroécologie.

Le parcours de Wang Soumin est emblématique des carrières écologiques. Il est fait de formations, d'itinérances et de tentatives plus ou moins fructueuses d'installation qui lui sont à

la fois spécifiques et apparaissent cependant comme des phases récurrentes du retour à la terre. Dans le même temps, il croise au long de sa carrière d'autres jeunes, qui partagent des séquences de carrières, parfois selon des modalités différentes de son expérience. Nous proposons alors de repartir du parcours de Wang Soumin pour analyser le retour à la terre en termes de séquences de carrières qui éclairent la formation des circuits courts alimentaires de l'agroécologie.

IV. C. 1. Formations

Le parcours de Wang Soumin souligne certains traits qui constituent des carrières écologiques. Il montre à la fois l'ancrage dans des formations et des pratiques institutionnalisées, et cependant comment les jeunes retourné·es participent elleux-mêmes à moduler ces cadres par des ajustements entre les compétences universitaires, les contraintes politiques, les opportunités commerciales et les engagements moraux. Leurs carrières imposent de nouvelles normes et institutionnalisent des trajectoires sur les chemins qu'ils ont défrichés.

Wang Soumin a suivi une formation universitaire au « développement rural » (*nongcun fazhan* 农村发展), puis s'est spécialisé en reconstruction rurale (*xiangcun jianshe* 乡村建设) au Centre Liang Shuming pour la Reconstruction Rurale²⁰¹. Il a été bénévole dans plusieurs projets de l'agroécologie paysanne, a effectué un tour de différentes initiatives agroécologiques chinoises pendant une année avant de fonder une plateforme de vente en ligne, puis un réseau d'« initiatives paysannes » régional dans sa province natale, le Yunnan.

IV. C. 1. a. Études universitaires et travail bénévole

Wang Soumin, né en 1983, « retourne au pays » en 2017 après une dizaine d'années « à l'extérieur » (c'est-à-dire hors de la province du Yunnan)²⁰². Il fait partie de la première génération à suivre des cours spécialisés en « développement des zones rurales » à l'université. Il entre en licence à l'université d'agronomie de la Chine du centre à Wuhan en 2002. Wang décrit ainsi le contenu de sa formation :

Parce que c'était une spécialité apparue récemment dans les universités, vers 1999, alors les différentes universités proposaient des parcours assez différents. Dans le cas de mon université, c'est un professeur qui faisait de l'écologie dans le département d'études rurales avant, alors cette spécialité a été établie dans le département d'études rurales, et du coup nos cours comprenaient de l'agronomie, de la gestion de l'économie rurale, ou même de la sociologie rurale. [...] On y apprenait aussi la planification des

²⁰¹ Centre rattaché à l'université Renmin, voir le I. C. 1. et le chapitre III de cette partie.

²⁰² Sauf mention contraire, les citations font référence à un entretien avec Wang Soumin le 20 avril 2017, 20170420WS.

sols, les mesures cadastrales, tout ça mélangé. Ça comprenait la physiologie végétale des cultures, la protection végétale, mais ce n'était que des cours de base²⁰³.

La formation universitaire s'accompagne de stages de terrain lors des vacances d'été, « d'enquêtes sociales en milieu rural ». Un groupe de camarades de Wang fonde une association étudiante sous l'égide du Centre Liang Shuming pour la reconstruction rurale à Beijing (*Beijing Liang Shuming xiangcun jianshe zhongxin* 北京梁漱溟乡村建设中心, abrégé Centre Rural ou LSM). C'est à travers cette socialisation étudiante que Wang se dirige vers l'agroécologie paysanne. À partir de 2006, en quatrième et dernière année de licence – où il y a moins de cours et que les élèves consacrent souvent à des expériences de pratique sociale (*shehui shijian* 社会实践) –, Wang suit les formations proposées par le Centre Rural à Beijing. Une fois diplômé en 2007, il intègre l'équipe du Centre en tant que bénévole dans un projet de reconstruction rurale dans le Hebei. C'est à travers une formation universitaire qu'il entre ainsi en contact avec le centre de recherche sur les coopératives intégrales au moment où ce dernier est à son apogée : les trois problèmes ruraux (*san nong wenti* 三农问题) portés par le chercheur Wen Tiejun sont alors reconnus comme priorité nationale dans le premier document du comité central depuis 2004. Wang rejoint le groupe et la mobilisation pour les coopératives à un moment charnière.

Au-delà de sa formation universitaire qui survole différentes disciplines mais ne propose pas de spécialisation, ni théorique ni technique, c'est l'expérience du travail bénévole dans le Centre Rural qui constitue pour Wang une formation spécialisée et reconnue ensuite dans les cercles de l'agroécologie paysanne.

IV. C. 1. b. Stages et spécialisation

L'année 2007 constitue une année de formation à un travail social de développement rural autour des « coopératives agricoles ». Wang intègre le programme de formation des talents pour le développement rural durable (*nongcun kechixu fazhan rencai peiyang jihua* 农村可持续发展人才培养计划) mis en place par le professeur Wen Tiejun, figure tutélaire de la reconstruction rurale, dans le Centre Rural. Cette formation s'inscrit dans la lignée du mouvement pour la Nouvelle Reconstruction Rurale (*xin xiangcun jianshe yundong* 新乡村建设运动) fondé par Wen Tiejun à l'université Renmin, qui promeut depuis 2000 la réunion de foyers de production en coopératives intégrales.

²⁰³ Entretien avec Wang Soumin, 20 avril 2017, 20170420WS.

En 2007, une nouvelle loi concernant les coopératives est promulguée : la loi sur les coopératives agricoles spécialisées de Chine (*zhongguo nongcun zhuanaye hezuoshe fa* 中国农村专业合作社法). Alors que ce statut transforme les possibilités de coopération entre les foyers paysans, Wang Soumin développe à partir de 2007 des compétences juridiques en matière d'obtention du statut de coopérative par les foyers de production. Il participe à l'institutionnalisation de réseaux d'information et de communication autour de ce statut émergent de coopérative. À partir de 2009, il organise des formations aux coopératives agricoles, dispensées sous l'égide du Centre Rural. Ces formations donnent lieu à la création d'un forum annuel sur les coopératives agricoles dans le cadre de la reconstruction rurale, dont Wang est le responsable pour la première édition en 2010. À partir de 2011, toujours bénévole pour le Centre Rural, Wang participe à la mise en place du Réseau National pour la Promotion des Coopératives Agricoles (*quanguo nongmin hezuoshe tuiguang wangluo* 全国农民合作社推广网络), qui est financé par une fondation hongkongaise, la Shih Wing Ching Foundation, et dispense chaque année une douzaine de formations dans différentes régions de Chine. Le parcours de Wang rencontre alors une troisième forme d'acteur institutionnel à travers un organisme de financement international.

Wang est pendant ces années de bénévolat logé et nourri par le Centre. Il ne reçoit pas de salaire mais une compensation financière. Selon ses mots, il est volontaire (*zhiyuanzhe* 志愿者) pour le Centre. Ces années 2007 – 2011 constituent une seconde séquence dans la formation de Wang Soumin, où il passe du statut d'étudiant à celui de volontaire – qui serait selon nous l'équivalent du statut de stagiaire (*shixisheng* 实习生) pour les jeunes financé·es par PCD. Il participe lors de cette seconde étape à des sessions de formation technique et juridique, qu'il suit au Centre pékinois et sur le terrain, et d'autres où il est amené à transmettre les connaissances acquises dans ses formations – passant ainsi d'apprenant à formateur. Il fait également déjà l'expérience des réseaux de développement avec lesquels le Centre Rural coordonne les projets de reconstruction rurale, comme Oxfam HK, ActionAid, World Vision ou la Shih Wing Ching Foundation.

Ces deux premières séquences de formation en développement rural, à l'université et par des stages sur le terrain, se retrouvent dans d'autres formations universitaires similaires, associées à des organisations nationales et internationales de développement, comme le cursus de travail social de l'université Sun Yat-sen à Guangzhou en coopération avec l'Association Vert Travail (*lügeng* 绿耕) qui propose à la fois un cursus universitaire et des stages pratiques de recherche-

action (*yanjiu shijian* 研究实践) dans des zones d'activité de l'association dans le Guangdong, le Yunnan et le Sichuan. Les projets les plus connus en Chine sont ceux évoqués dans le chapitre I notamment, comme le jardin citoyen Petit Âne mis en place par l'université Renmin ou la ferme des Récoltes Partagées soutenue par l'université Tsinghua.

IV. C. 1. c. Formations spécialisées dans l'agroécologie

Des formations de plus en plus spécialisées voient le jour à la fin des années 2010, qui forment des jeunes déjà diplômé·es (de licence ou du baccalauréat) à mettre en place des circuits agroalimentaires alternatifs. *L'École d'agronomie de Nurturland à Beijing (Beijing wotu nonggeng xuexiao* 北京沃土农耕学校) a été lancée en mai 2018 pour diffuser les concepts permaculturels à une nouvelle génération de praticien·nes diplômées. Les étudiant·es de l'École d'agronomie sont réunies à Beijing pour une formation théorique de 3 à 5 mois puis disséminées ensuite dans des fermes expérimentales de différentes régions chinoises pour y effectuer des stages pratiques. Iels participent également à des « écoles dans les champs » (*tian jian xuexiao* 田间学校), formations temporaires sur des exploitations agricoles. Iels y apprennent le fonctionnement de circuits agroalimentaires alternatifs étrangers (CSA, AMAP, Teikei, coopératives taïwanaises), les bases de l'agroécologie et de la permaculture définies dans les organisations internationales, ainsi que l'état des lieux des réseaux nationaux et les différentes manières « alternatives » de relier le marché et de promouvoir les produits paysans biologiques. Iels sont familiarisés aussi bien avec le contexte spécifique dans lequel iels s'insèrent, les politiques de transformation agraire, le réseau d'institutions de référence de l'agroécologie en Chine contemporaine, qu'avec des principes écologiques considérés comme les critères fondamentaux de l'agroécologie à travers les réseaux internationaux. Dans cette perspective, iels sont envoyé·es comme « volontaires » ou « stagiaires » dans les campagnes mais diffusent dans le même temps des savoirs théoriques souvent étrangers aux praticien·nes locales.

Les apprenant·es de ces différentes formations se retrouvent entre elleux dans des stages, des visites, du bénévolat dans les fermes agroécologiques, dans les boutiques des circuits agroalimentaires alternatifs, dans les espaces écologiques où iels continuent leur formation.

IV. C. 2. Les itinérances des entrepreneur·ses flottantes

Wang Soumin, après la formation reçue dans le cadre du « programme de formation des talents » et son implication dans les mouvements de promotion des coopératives, continue son travail de volontaire en passant davantage de temps sur le terrain, dans les coopératives. Il

commence ce que nous appelons son itinérance de jeune diplômé. Cette séquence centrale du retour à la terre, qui participe tout autant à sa formation, le met en relation avec d'autres jeunes retourné-es et lui confère petit à petit un statut professionnel au sein des cercles de l'agroécologie.

IV. C. 2. a. Visites de fermes

Wang Soumin décide à la fin de sa formation de s'impliquer plus avant dans la reconstruction rurale. Il le matérialise par deux symboles importants à ses yeux, le premier est la rédaction d'une lettre adressée à ses parents pour les informer de sa décision de cesser ses études et de se consacrer au travail avec les coopératives agricoles, la seconde est de changer de nom. À cette époque, il adopte le nom de Wang Soumin, alors que son nom de naissance était Wang Debin. Le nouveau nom est une référence au fondateur du mouvement pour la reconstruction rurale dans les années 1930, Liang Shumin, dont l'un des noms de plume était Soumin (les caractères sont différents de ceux du jeune retourné). Wang Soumin indique par cette double démarche son engagement pour la reconstruction rurale, de l'ordre d'une vocation intime, qui touche d'abord sa famille et son nom – qui rejoint cependant également un schéma imposé par la norme même du militantisme humanitaire (Collovald *et al.* 2002).

La fondation hongkongaise qui a soutenu les activités de Wang Soumin dans la mise en place du forum, du réseau et des formations pour le développement des coopératives agricoles propose de le soutenir dans un autre projet dont il serait le porteur. Il formule le souhait de visiter des initiatives de la reconstruction rurale ailleurs en Chine :

La fondation m'a demandé ce que je voulais faire au fond. J'ai dit que je voulais faire un grand tour (*gedi paopao* 各地跑跑). Elle a dit ok, on te soutient, on te finance et tu vas faire un tour. Alors elle m'a soutenu un an. Quand je dis toute la Chine c'est un peu gros, mais j'ai été dans six ou sept provinces, j'ai fait le tour d'une douzaine de coopératives. Parce qu'au départ je voulais en visiter beaucoup plus, j'aurais aimé faire le tour de toutes les coopératives qui m'avaient parues pas mal les quatre cinq années précédentes²⁰⁴.

Wang complète ainsi sa formation théorique et pratique par une expérience de la diversité des coopératives intégrales soutenues par le mouvement de la Reconstruction Rurale, souvent dans une perspective d'agriculture biologique. Il explore diverses orientations que peuvent avoir les coopératives pour soutenir la production paysanne, à travers des réseaux économiques, des réseaux culturels, des coopérations avec les gouvernements locaux et des entreprises.

²⁰⁴ Entretien avec Wang Soumin, 20 avril 2017, 20170420WS.

Ces visites pendant une année, suivie d'une période de mobilité entre d'autres initiatives de l'agroécologie chinoise, constitue ce que nous appelons la séquence d'itinérance des jeunes retourné·es. À cette occasion, iels se forment comme entrepreneur·ses professionnelles en transmettant au cours de leurs déplacements les savoirs acquis lors des expériences antérieures. Nous appelons les jeunes en mobilité des « entrepreneur·ses flottantes », en référence à la population flottante (*liudong renkou* 流动人口), dénomination qui désigne les populations migrantes plus ou moins installées en dehors des zones de résidence où elles sont affectées selon leur livret de résidence (*hukou* 户口), et souvent travailleur·ses à la tâche. L'idée de « flottement » est reprise par de nombreux groupes sociaux en Chine, ou à tout le moins sert d'étiquette. L'expression de *beipiao* (北漂, constituée de *bei* pour Beijing et de *piao*, « flotter », « voguer ») désigne ainsi par exemple spécifiquement des jeunes diplômé·es travaillant à Beijing sans en avoir le *hukou* (Bellot 2019).

À la fin de l'année financée, il retourne dans la première coopérative au sein de laquelle il avait été bénévole en 2007, dans le Hebei, et participe à l'élevage de poulets fermiers biologiques pendant une année environ. Les poulets sont vendus à Beijing sur le marché biologique paysan (*Beijing youji nongfu shiji* 北京有机农夫市集) par l'intermédiaire de l'alliance verte Guoren (*guoren lüse lianmeng* 国仁绿色联盟), l'un des projets du Centre Rural. Les organisations au sein desquelles circulent les jeunes diplômé·es construisent un réseau restreint²⁰⁵. Par exemple, le marché paysan de Beijing comme l'alliance Guoren sont des interlocuteurs et collaborateurs réguliers de l'Association des ami·es des paysan·nes dans le Guangxi. Le parcours du jeune diplômé Wang Soumin rejoint à la fois les questions d'encastrement politique par l'évolution des réseaux en fonction de nouvelles lois, et la question des relations de confiance personnelles sur lesquelles il construit un espace marchand.

Le circuit du marché biologique de Beijing est restreint, « étroit ». Wang cherche d'autres débouchés économiques, notamment pour pouvoir se payer un billet de train pour rentrer dans le Yunnan pour le nouvel an. Toujours bénévole mais ne bénéficiant plus du soutien de la fondation, Wang diffuse alors sur Weibo son offre en promouvant les méthodes écologiques de production – les produits qu'il distribue à travers les relations privilégiées établies avec les coopératives de production. Il gagne juste de quoi prendre un billet pour le Yunnan, mais continue le commerce entamé après la nouvelle année :

²⁰⁵ Voir par exemple le chapitre I sur les institutions de référence et le chapitre III sur les réseaux enchevêtrés.

C'est comme ça, sous la contrainte, parce que je n'avais pas le choix, que j'ai été en lien avec la vente des produits fermiers, mais en réalité je ne sais vraiment pas faire de commerce, c'est vraiment parce que je n'avais pas le choix que ça s'est passé comme ça²⁰⁶.

Wang Soumin parle là de « ne vraiment pas savoir faire de commerce » (*genben bu hui zuo shengyi* 根本不会做生意). Il n'a pas de fait pas reçu de formation commerciale : son parcours montre une bifurcation vers la vente de produits paysans là où sa formation le conduit avant tout à se spécialiser dans le conseil juridique et pratique autour de la mise en place de coopératives et de l'« écologisation de l'agriculture » (Lamine 2017).

Au terme d'une formation théorique à l'université et dans le programme spécial du Centre Rural, puis de quatre années de stages en coopérative et d'itinérance, Wang adopte un rôle d'intermédiaire entre les différents espaces traversés. Il connaît bien le marché paysan de Beijing et sa fondatrice Chang Tianle, il connaît bien le Centre Rural, ses formations, sa figure tutélaire Wen Tiejun, il connaît bien les branches qui découlent du Centre Rural et vont irriguer les réseaux agroalimentaires alternatifs, il connaît aussi bien une grande diversité de producteur·rices rencontrées dans les coopératives qu'il a visitées et avec lesquelles il a travaillé parfois pendant plus d'une année. Ces connaissances lui permettent d'agir entre les institutions, de trouver des débouchés économiques au-delà de la transaction entre la coopérative d'élevage avicole et le marché paysan biologique de Beijing. En ce sens, il coordonne des conventions hétéroclites – d'un espace de production rural et d'un espace de vente urbain très spécifique. Dans cette perspective, il devient un entrepreneur au carrefour entre des espaces émergents (Zalio 2013). Il bénéficie d'une compréhension des acteur·rices et des divers enjeux de l'échange – économiques, écologiques, culturels – que peu de personnes perçoivent et tente de saisir cette occasion pour se professionnaliser comme intermédiaire nécessaire à l'échange.

IV. C. 2. b. Des entreprises commerciales en réseau

Wang Soumin passe « presque par contrainte » du statut de stagiaire bénévole à celui d'entrepreneur. C'est à ce moment-là, en 2013, qu'il fonde avec un camarade du Centre Rural une plateforme de vente itinérante, le *Magasin des produits fermiers de la campagne* (*xiangcun tuhuo zhan* 乡村土货栈). Ils y proposent les produits des coopératives avec lesquelles il a travaillé durant sa formation. Wang ne peut pas distribuer les produits sur le marché paysan biologique de Beijing, pourtant l'une des plateformes principales des circuits agroalimentaires alternatifs, car le marché n'offre que des produits issus directement des producteur·rices alors

²⁰⁶ Entretien avec Wang Soumin, 20 avril 2017, 20170420WS.

que Wang est un intermédiaire. Wang et son collègue circulent alors entre différents marchés urbains de la capitale en portant leurs cartons de denrées – Wang dira avoir perdu 15 kilogrammes cette année-là. Wang ne fait pas beaucoup de bénéfices économiques mais il rencontre la quasi-totalité des acteur·rices de l'agroécologie paysanne de Beijing. Ce réseau devient une dimension remarquable de son parcours : la mise en place d'un réseau par l'itinérance du jeune retourné et par l'ouverture de canaux de distribution singuliers constitue une phase de sa carrière d'entrepreneur. Wang accède à un nouveau statut et bénéficie d'une nouvelle représentation dans les cercles de l'agroécologie, à travers la diversité de ses produits qui incarne la variété de ses expériences et de ses relations avec les producteur·rices. Il décrit l'étonnement des autres forains devant la diversité de ses produits :

À cette époque, mais même maintenant en fait, plein de personnes me demandaient comment est-ce que je pouvais avoir autant de produits différents. Et encore je ne leur présentais pas tout, il y en avait encore beaucoup. C'est que par mon expérience au Centre Rural et autour j'ai échangé avec plein de personnes. Il y en a beaucoup que j'ai rencontrées en personne, et même dont j'ai visité les lieux de production²⁰⁷.

Au-delà d'une connaissance technique et pratique des coopératives agricoles, ce qu'accumule Wang pendant les périodes de formation et d'itinérance, ce sont des relations interpersonnelles. Il se fait connaître et reconnaître comme un acteur de la reconstruction rurale et de l'agroécologie paysanne. Wang est par exemple sélectionné par le magazine en ligne *Yogeev* (*youjihui* 有机会) comme l'un des « dix jeunes d'excellence » de l'écologie pour l'année 2014²⁰⁸.

La même année cependant, en 2015, son camarade arrête les marchés, Wang cesse également son activité. D'une part, il soutient l'idée de changer d'activité car il est physiquement éreinté, mais il perçoit d'autre part cela comme un échec professionnel, qui sera suivi de deux autres tentatives d'installation infructueuses. Par l'intermédiaire d'un autre camarade bénévole du Centre Rural, Wang s'installe dans le Henan et participe à l'entreprise de « planification rurale » d'un entrepreneur local. L'entreprise propose une restructuration des aspects culturels, économiques et productifs d'un village de production agricole. L'entreprise rencontre des difficultés de financement dans les coopérations avec les gouvernements locaux. Wang développe lors de ce passage des compétences en termes de demandes de subventions, mais le gérant de l'entreprise se retire du marché devant l'absence des paiements dus.

²⁰⁷ Entretien avec Wang Soumin, 20 avril 2017, 20170420WS. Cet extrait et le suivant.

²⁰⁸ « Classement Yogeev des dix jeunes d'excellence pour l'année 2014 » (2014 *youjihui niandu shi wei youxiu qingnian* 2014 有机会年度十位优秀青年), *Yogeev*, 2 janvier 2015 (consulté le 9 février 2021).

Wang cherche un poste dans un autre village de production écologique, par l'intermédiaire du même camarade du Centre Rural. Dans cette deuxième entreprise, Wang est confronté à des questions de méfiance des populations vis-à-vis des autorités locales d'une part, à une méfiance vis-à-vis des projets agroécologiques de l'autre. Les autorités politiques sont favorables au projet mais n'investissent pas dans son accomplissement. Le projet ne voit pas le jour dans cette entreprise non plus. Wang est dépité :

La mise en place du projet s'arrêtait à chaque fois en cours de route sans qu'il n'y ait eu aucun changement, tu n'as pas la main dessus, tu ne peux rien faire. Du coup j'avais l'impression que si ça continuait comme ça, il ne se passerait jamais rien. C'était une pure perte de temps. Alors je me suis dit vas-y, c'est bon, je ne participe plus à ça, je vais voir si je ne peux pas retourner dans le Yunnan, me poser, réfléchir, trouver un endroit où faire les choses moi-même. Comme ça, ça prendra peut-être cinq ans, dix ans, mais je fais les choses pour moi. Alors je suis rentré au Yunnan.

L'entretien principal avec Wang a lieu en avril 2017, peu de temps après son retour. Il parle à plusieurs reprises de son « idéal » (*linian* 理念) auquel il continue à croire tout en regrettant les entraves structurelles à l'action en faveur des coopératives sur le terrain. Cette déconvenue reflète la situation générale du mouvement pour la reconstruction rurale au début des années 2010, alors que la loi sur les coopératives spécialisées de 2007 a constitué un tournant dans les politiques de développement rural. L'adoption politique du prisme des trois problèmes ruraux ouvrait aux organisations de développement une fenêtre sur les possibilités de mobilisation dans des coopératives à partir des besoins des foyers paysans. La loi sur les coopératives spécialisées établit un paradigme contraire, selon lequel des coopératives peuvent constituer des « nouveaux sujets agricoles », en coopération avec les autorités locales, qui entraînent (*daidong* 带动) les foyers paysans vers une restructuration des terres arables dans une perspective d'exploitation productiviste (Trappel 2021). Dans les deux dernières expériences de Wang Soumin avant son retour dans le Yunnan, les projets de coopératives agricoles correspondant à des organisations partant du bas, des besoins paysans, ne répondaient pas aux critères politiques définis par les directives centrales. Les autorités locales y ont plus ou moins directement mis un terme en cessant ou en empêchant de les financer.

Devant les contraintes politiques, Wang Soumin adapte la mise en œuvre de son « idéal ». Il construit un projet qui est à la fois un retour vers la sphère privée, voire intime, en revenant dans la région du Yunnan où se situe sa famille – et dont un membre subit une opération médicale en 2017 –, et à la fois un projet plus en adéquation avec les nouvelles contraintes politiques puisqu'il se focalise davantage sur la dimension commerciale des produits fermiers plutôt que sur les conditions de leur production.

IV. C. 2. c. *Initiatives locales : entreprendre et innover*

Au cours de l'année 2017, il constitue un réseau avec les principaux acteur·rices de l'agroécologie paysanne du Yunnan afin de centraliser les produits et d'organiser les transactions, le « Centre Durable » (*yongxu zhongxin* 永续中心). Le Centre Durable propose trois branches de promotion de l'agroécologie : une branche production, avec la formation des acteur·rices agricoles aux pratiques écologiques ; une branche distribution, avec la vente de produits paysans proposés par plusieurs plateformes de la région ; une branche éducation, qui passe par des formations spécialisées à travers des cours théoriques et pratiques et la mise en place d'activités de diffusion de l'agroécologie à large échelle, aux publics scolaires notamment.

Ses collaborateur·rices sont intégralement des jeunes né·es dans les années 1980, surtout dans la seconde moitié de la décennie. Les parcours de chacun·e d'entre elleux suivent le même schéma que celui de Wang. Ils constituent autant d'exemples des carrières écologiques des entrepreneur·ses de la consommation éthique. Le principal associé de Wang Soumin est Wang Jianjun, responsable de la *Communauté des Tomates de Zimeng*. Il s'est formé à Beijing dans des stages auprès de Shi Yan de la ferme des *Récoltes Partagées*, expérimentation agroécologique de l'université Tsinghua. Son parcours le mène d'un milieu familial agricole dans le Hunan vers une licence universitaire et des stages d'agroécologie à Beijing, puis à un retour à la terre dans la province du Yunnan²⁰⁹. Il en va de même pour les autres entrepreneur·ses avec qui « les deux Wang » établissent le Centre Durable. Zhang Yang, entrepreneur fondateur de *Maître Citron*, a également effectué un stage de formation dans cette ferme et a ensuite reçu le soutien financier de la fondation hongkongaise PCD²¹⁰ ; Yang Lifen, fondatrice du restaurant écologique *L'alimambassade du terroir*, a été formée dans les restaurants des Ami·es des paysan·nes dans le Guangxi grâce à un financement de la fondation PCD²¹¹ ; elle participe en 2017 à un concours d'entrepreneuriat social où elle est en concurrence avec Xu Guoyu, responsable de la coopérative d'entraide villes-campagnes *Bangbang – Entraide*, qui participe également au Centre Durable²¹² ; le réseau intègre aussi les stagiaires de *Vert Labeur*, association de coopération villes-campagnes associée aux universités du Yunnan et Sun Yat-sen à Guangzhou ; etc. Ces jeunes entrepreneur·ses, majoritairement originaires du

²⁰⁹ Entretien avec Wang Jianjun, 9 avril 2017, 20170409WJ.

²¹⁰ Entretien avec Zhang Yang, 5 mai 2017, 20170505ZY.

²¹¹ Entretien avec Yang Lifen, 14 juin 2017, 20170614YL.

²¹² Notes de terrain 27 mai 2017 et entretiens avec Xu Guoyu, 12 avril et 6 juin 2017, 20170412XG, 20170606XGco.

Yunnan²¹³, ont toutes été formées en dehors de la province avant d'effectuer leur « retour à la terre » dans le Yunnan. Iels se connaissent entre elleux et se reconnaissent avant tout parce qu'iels ont circulé dans les mêmes réseaux, ont visité les mêmes fermes lors de leur formation mobile en tant qu'entrepreneur·ses flottantes. Toutes ont fait partie du marché paysan *Caiyun* de Kunming, mais la nouvelle initiative, le Centre Durable, est davantage entrepreneuriale. L'absence du centre *Sili* pour les alternatives écologiques aux pesticides peut également être perçue comme significative dans le tournant commercial du réseau régional, alors que ce dernier met en avant des dispositifs d'autonomisation paysanne et participait déjà activement aux controverses sur l'orientation commerciale du marché *Caiyun* en 2014 et en 2017.

Ensemble, les entrepreneur·ses retournées s'inscrivent dans les réseaux existants et « innovent ». Wang Soumin organise le 28 septembre 2018 un salon de présentation du Centre Durable en tant que représentant local dans le Yunnan du réseau national *Devotion to Homeland* (*ai guxiang* 爱故乡)²¹⁴. Le réseau est présenté ainsi sur le programme de la journée :

Issues des pratiques de la Nouvelle Reconstruction Rurale, les actions du réseau *Devotion to Homeland* ont commencé en 2012. Elles consistent en une mise en pratique populaire (*qunzhong shijian* 群众实践) de la transmission des cultures traditionnelles (*chuantong wenhua de chuancheng* 传统文化的传承) et de l'innovation des cultures contemporaines (*xiandai wenhua de chuangxin* 现代文化的创新).

La journée de présentation du Centre Durable s'inscrit ainsi dans un réseau national déjà reconnu et institutionnalisé, celui des initiatives associées au Centre Rural pékinois. Elle est également financée par la fondation hongkongaise qui a soutenu Wang dans ses projets antérieurs, la Shih Wing Ching Foundation.

Pendant une journée, l'organisation nationale *Devotion* propose un événement local qui allie, dans le vocabulaire institutionnel de la stratégie de revitalisation rurale, « cultures traditionnelles » et « contemporaines », « transmission » et « innovation ». L'événement est nommé *Approches partagées et réflexions sur les pratiques rurales* (*xiangcun shijian de gongshi yu fansi* 乡村实践的共识与反思). Il comprend un marché paysan urbain de circuits courts de proximité (*nongfu shiji* 农夫市集), un concert de rock folklorique, une conférence de presse de présentation et un dîner dans le restaurant de produits paysans en circuit court de

²¹³ Zhang Yang est originaire du Sichuan. Il fait un second retour à la terre après une tentative avortée de retour sur les terres familiales.

²¹⁴ Pour le programme et la liste des participant·es au salon, voir : <https://www.aiguxiang.com.cn/699.html> (consulté le 9 février 2021).

proximité *L'alimambassade du terroir*. Dans la liste des intervenant·es à l'événement, qui regroupe les jeunes retourné·es qui ont participé à la fondation du Centre Durable ainsi que des associations proches, l'innovation (*chuangxin* 创新) et l'entrepreneuriat (*chuangye* 创业) sont les éléments de présentation les plus valorisés. Sur 29 intervenant·es, 13 sont introduites par leur capacité à créer (*chuang* 创, caractère commun à l'innovation et l'entrepreneuriat) : iels sont respectivement « entrepreneuse de centre d'études sur les ressources sociales », « fondateur de ferme écologique », « initiateur·rices d'entreprise sociale », « coordinatrice du concours "les stars de l'entrepreneuriat social" », « responsable du centre sur l'innovation et la localité du département de reconstruction rurale de l'université du sud-ouest », « néo-paysan de la génération post-1980 retourné au pays pour entreprendre », « responsable adjointe du centre sur les nouveaux paradigmes pour l'innovation et l'entrepreneuriat des femmes de Kunming, présidente adjointe du comité spécial aux groupes sociaux et professions libérales des nouvelles classes sociales de la ville de Kunming »²¹⁵, etc. Par l'usage du vocabulaire de l'innovation, les jeunes retourné·es s'inscrivent manifestement dans une approche libérale de l'agroécologie. Iels se font entrepreneur·ses d'une agriculture biologique appréhendée comme une innovation commerciale et sociale. De ce point de vue, l'agroécologie sociale redéfinie par les jeunes retourné·es tend avant tout à construire une sphère d'activité pour elleux-mêmes, grâce aux outils proposés par les directives centrales de revitalisation rurale.

Dans le même temps cependant, les jeunes retourné·es s'emparent également de cette tendance politique pour promouvoir les pratiques locales sous les atours du vocabulaire libéral. Li Guanqi, responsable du *Réseau des semences paysannes* (*nongmin zhongzi wangluo* 农民种子网络), implanté dans le Yunnan au moment de la journée de présentation du Centre Durable en 2018, formule ainsi son emploi de ce vocabulaire officiel :

C'est écrit directement dans la « loi sur les semences » : les entrepreneur·ses de semences (*zhongzi chuangye* 种子创业) sont des acteur·rices de l'innovation (*chuangxin zhuti* 创新主体). Si je veux avoir un lien quelconque avec la stratégie de revitalisation rurale, je peux tout-à-fait dire que les petits foyers paysans sont des acteurs de l'innovation, [...] il y a encore un vaste espace d'amélioration à combler, mais c'est au moins une forme de reconnaissance²¹⁶.

Le vocabulaire de l'innovation constitue ainsi à la fois une manière de valoriser les entreprises des jeunes retourné·es et de rattacher des pratiques paysannes aux directives centrales et aux

²¹⁵ Pour cette dernière en particulier, *kunming funü chuangye chuangxin shifan zhongxin fuzhuren, kunming shi xin de shehui jieceng renshi ziyou zhiye ji shehui zushi zhuanweihui fuhuizhang* 昆明妇女创业创新示范中心副主任, 昆明市新的社会阶层人士自由职业及社会组织专委会副会长.

²¹⁶ Entretien avec Li Guanqi, 28 mars 2019, 20190328LGQ.

subventions qui les accompagnent. La capacité d'entreprendre devient dans le même temps une valeur indispensable dans la construction publique de l'image de soi.

IV. C. 2. d. Diffusion médiatique et valorisation de l'itinérance

En 2020, Wang Soumin met en scène sa carrière dans une intervention aux « 24^e Mini-conférences sur la reconstruction rurale », retranscrite en ligne²¹⁷. Il est alors devenu « travailleur du développement des zones rurales », affublé d'un titre honorifique de maître ou de professeur (*laoshi* 老师) et introduit comme « cofondateur du centre associatif pour l'agriculture durable du Yunnan, cofondateur du programme de renaissance de la riziculture sur le lac Fuxian, cofondateur de l'agence pour la culture et l'innovation » : le média réitère à trois reprises son rôle d'entrepreneur, de fondateur (*faqiren* 发起人) de projets. Dans la présentation de son parcours, il insiste sur deux points : l'organisation tutélaire à laquelle il se rapporte – ici le Centre Rural par la personne de Wen Tiejun et des réseaux de diffusion tels *Devotion to Homeland* – et l'expérience de migration circulatoire entre les initiatives de l'agroécologie paysanne.

J'ai participé au groupe du professeur Wen Tiejun pour le programme de formation des talents du développement rural durable, depuis 2007. Pendant plus d'une décennie, j'ai fait l'expérience de plusieurs dizaines d'initiatives de reconstruction rurale partout en Chine, j'ai participé à la mise en place de coopératives agricoles dans les villages, à des travaux de diffusion de l'agroécologie, relatifs à la promotion de la culture rurale, etc. J'ai accumulé quelques expériences de la reconstruction rurale²¹⁸.

L'accumulation d'expériences et de relations dans les périodes de formation avec les institutions de référence et dans les périodes de mobilité concèdent aux entrepreneur·ses leur statut et la reconnaissance de leurs pairs. L'installation est une nouvelle séquence dans le processus de retour à la terre, où les jeunes diplômé·es acquièrent un statut social au-delà des cercles d'interconnaissance, et deviennent des entrepreneur·ses de l'agroécologie. Les modes de production, d'échanges économiques, de distribution, de consommation qu'ils prônent deviennent, en dehors des cercles de l'agroécologie, des causes à défendre, une morale à diffuser, des publics à conquérir (manger bien, ne pas polluer, respecter les producteur·rices, etc.).

Comme dans le cas de Wang Soumin, l'itinérance des jeunes diplômé·es peut représenter pour elleux de longues périodes d'incertitude, notamment financière. Dans le cadre des cercles de

²¹⁷ « Comment s'entraider durablement ? comprendre les voies d'association des groupes d'agroécologie », *Kuaibao*, 15 mars 2020 (consulté le 9 février 2021).

²¹⁸ *Ibid.*

l'agroécologie paysanne, ces périodes sont souvent permises par des financements provenant d'ONG internationales²¹⁹. Sous la forme de subventions attachées à des projets de court terme, les financements encadrent les actions et les formations des jeunes diplômé·es. Les initiatives de l'agroécologie sont en ce sens des tentatives commerciales de jeunes stagiaires ou volontaires ayant fonctionné, ayant réussi à capter un public autour des idées de production écologique et de consommation éthique. Ces initiatives sont au départ des « projets » soutenus par des organisations de développement rural et environnemental : Maître Citron et Wang Soumin dans le Yunnan, ou He Ye et Liu Hujia dans le Guangxi, sont autant de jeunes qui s'installent grâce au financement des organisations internationales de solidarité. L'absence de rémunération des acteur·rices est cependant une caractéristique récurrente de ces initiatives dans leurs premières années. Comme Wang Soumin, une des compétences acquises par les jeunes retourné·es au cours de leur itinérance et lors de leur installation est la récolte de dons ou de subventions – notamment par des organisations nationales et internationales, des appels à financements participatifs ou la récolte d'adhésions dans des associations de membres.

Les jeunes sont également mis en valeur par les institutions de référence dans des récits de leurs itinérances et de leurs périodes de formation, des « rapports de stage » qui sont publiés et les font connaître au sein de cercles d'interconnaissance. Les différents pôles tutélaires possèdent et publient des revues, numériques ou imprimées, qui font l'état des lieux régulier des projets en cours de l'agroécologie paysanne, diffusent les colloques et formations temporaires, laissent la parole aux jeunes retourné·es qui y partagent leurs expériences itinérantes. La revue la plus partagée en version papier, celle que nous avons pu voir dans la plupart des boutiques ou restaurants étudiés, est celle de PCD, *Fragrances d'une terre voisine*. Elle propose les récits d'expérience et les rapports des stagiaires que la fondation finance et encadre dans leurs itinérances entre les initiatives de l'agroécologie sociale – une dizaine par année entre 2005 et 2017 dans le Guangxi par exemple. Les rapports des stagiaires témoignent à la fois des expériences locales et de la formation qu'ils ont pu recevoir. Ils s'érigent à travers ces récits en figures de l'agroécologie sociale dont les noms et les expériences accumulées sont présentées sur les comptoirs des boutiques et des restaurants en lien avec les circuits courts alimentaires et l'agriculture biologique.

²¹⁹ Comme Oxfam HK, PCD, World Vision, Green Peace, entre autres, voir le chapitre III sur les réseaux enchevêtrés.

IV. C. 3. Typologie du retour à la terre

Le retour à la terre fait apparaître trois formes de carrières différenciées en fonction des ancrages biographiques, qui se donnent notamment à voir (1) dans des formations spécialisées qui débouchent sur des installations en agroécologie consacrées à l'institutionnalisation de réseaux marchands, (2) dans des installations rurales résultant de bifurcations après des études dans d'autres domaines et mettant en valeur des sociabilités plurielles, et (3) par un retour dans les cercles familiaux après des périodes de migration de travail non qualifié et une revalorisation des pratiques locales à travers les prismes internationaux de l'agroécologie.



Deux catégories de jeunes retourné·es (29 mars 2019)

À droite, Wei Jinfang montre le contenu d'un gésier de canard. Wei fait partie de la troisième catégorie de jeunes retourné·es : praticien retourné dans sa région d'origine. Après une période de migration de travail non qualifié, il retourne au village pour exploiter les rizières familiales en pratiquant l'élevage de canard et la riziculture en commun. Il est soutenu dans son retour par les autorités locales et est élu au comité villageois. Il participe également à des groupes en ligne et des ateliers sur le retour à la terre proposés par l'organisation de développement hongkongaise Partnerships for Community Development (PCD).

À gauche, He Ye prend une photographie du gésier. Les graviers sont le signe du milieu naturel dans lequel l’oiseau a été élevé. He Ye appartient à la première catégorie de jeunes retourné·es : diplômée installée à l’extérieur de sa région et travaillant davantage à la constitution de réseaux qu’à la production. Originnaire de la province du Gansu, elle rejoint le Guangxi après des études en travail social. Elle est stagiaire pendant deux années dans une organisation de l’agroécologie près de Guilin, financée par PCD. Elle s’installe ensuite à Nanning, préfecture du Guangxi, où elle reprend la Foire Paysanne. Au moment de la photographie, He Ye fait un tour de deux jours auprès de producteur·rices qui fournissent la Foire Paysanne et d’organisations de développement avec qui elle coopère. Elle maintient les relations de confiance par des déplacements dans les espaces de production et atteste par des photographies de la relation personnelle aux producteur·rices.

IV. C. 3. a. Une première catégorie : la constitution de réseaux de l’agroécologie

L’installation de Wang Soumin illustre le tissu réticulaire qui participe à institutionnaliser une agroécologie sociale, « nouvelle et alternative ». Le retour à la terre n’est pas une démarche individuelle mais un mouvement dans lequel s’inscrivent des acteur·rices en réseau.

Lorsque Wang se réinstalle dans la région du Yunnan, il propose à une dizaine de jeunes retourné·es d’établir un réseau autour de la vente de leurs produits respectifs et d’une réflexion sur la démarche et les moyens du retour à la terre. L’idée est de travailler à plusieurs sur la promotion d’une catégorie de produits et de réunir sur une même plateforme des produits, des producteur·rices venant d’espaces de production variés, des consommateur·rices participant également à des activités culturelles, touristiques, écologiques associées. À travers un travail marchand de valorisation de l’agroécologie, les entrepreneur·ses réunissent un public autour de produits singularisés, de formes de consommation éthique et d’activités non marchandes qui permettent de qualifier à la fois les produits et l’acte consommériste même²²⁰.

Les agencements marchands dans ce réseau local participent dans le même temps à la construction d’une cause commune, même s’il existe des conflits internes et des controverses quant à la mise en place et à l’objectif recherché des réseaux de transactions de l’agroécologie paysanne. Wang réunit des entrepreneur·ses autour d’une cause, la revalorisation et revitalisation des zones rurales, et d’une question : comment faire pour qu’il soit possible de vivre en zone rurale ? En entretien, il explicite comment la « reconstruction rurale », au-delà du lien entre villes et campagnes qu’elle renforce, vise à améliorer les conditions de vie en zones rurales :

Ce qu’on fait, comme la protection ou l’amélioration de l’environnement, la transmission de la culture rurale, ou bien l’éducation naturelle, ou encore les formes de soutien économique, en vérité tout ça vise à promouvoir un tableau plus général. À

²²⁰ Voir le chapitre II sur ces questions.

la fin, ce tableau c'est un bout de terre sur lequel vivent des personnes, et elles peuvent choisir, elles peuvent faire leur propre choix. Par exemple qu'une personne puisse choisir de partir en ville, qu'elle puisse aussi choisir de rester là, mais qu'elle n'ait pas de difficulté à vivre là, que ça se passe bien avec le voisinage, et avec la terre, qu'il n'y ait pas des conflits récurrents. Avant on disait le proverbe « vivre en paix et se réjouir de son travail » (*anju leye* 安居乐业), c'est-à-dire qu'on pourrait vivre dans ces coins de campagne, et en être heureux, moi je crois que ce serait idéal²²¹.

Wang propose une conception sociale, voire spirituelle du retour à la terre derrière l'entreprise commerciale. La définition que Wang énonce de « ce qu'on fait » est plurielle, elle insiste sur une pluriactivité fondée sur les réseaux écologiques (« environnement »), patrimoniaux (« culture rurale »), éducatifs (« éducation naturelle »), philanthropique (« soutien économique »). « Ce qu'on fait » correspond ainsi à une diversité d'activités qui font sens parce qu'elles sont ancrées dans les réseaux locaux de jeunes retourné·es qui mettent chacun·e en pratique certains aspects de cette « action » générale. L'association des différentes activités dans le Centre Durable donne forme à l'idéal porté par Wang Soumin, qu'il participe à réaliser non tant par une action sociale mais par l'activité même de collection des acteur·rices en un réseau régional.

Dans cette perspective, le retour à la terre est une forme d'engagement collectif. Il tire son sens – spirituel, ou du moins général – du fait de l'activité collective mise en place à travers des réseaux institutionnalisés. Ainsi, les plateformes commerciales des jeunes retourné·es sont au moins autant, si ce n'est davantage, des plateformes de visibilité pour agir de concert avec d'autres jeunes retourné·es que des espaces de vente qui relient petits producteur·rices et consommateur·rices « engagés ». Agissant ensemble, partageant leurs réseaux de circuits courts, les jeunes retourné·es font face à la crise de confiance dans les aliments et les institutions. Confrontés à la « perte de morale » (*daode shifan* 道德失范) généralisée et médiatisée, iels reforment des réseaux de confiance qui leur permettent avant tout d'échanger des produits entre elleux, de définir un idéal commun qui légitime leur activité commerciale, et de collecter des publics autour des nouvelles institutions recomposées de la confiance.

D'une certaine manière, l'activité collective de promotion d'une consommation éthique par le renouveau des circuits courts alimentaires compte parmi ses objectifs principaux le fait de défendre ou de construire un mode de vie agréable pour des jeunes, souvent diplômé·es, qui partagent à la fois des compétences managériales et l'envie de maintenir un ancrage dans les

²²¹ Entretien avec Wang Soumin, 20 avril 2017, 20170420WS.

zones rurales qui donne un « sens » à leur activité. Wang critique ainsi la difficulté de « vivre à la campagne » :

Mais pourquoi est-ce qu'on ne fait pas uniquement de la vente ? Si notre démarche n'est pas en lien avec l'avenir des zones rurales, alors ce qu'on fait n'a aucun sens. Il y en a qui diraient qu'on fait ça pour l'harmonie entre les villes et les campagnes, peut-être que ce serait plus juste dit comme ça. Mais moi la manière dont je vois les choses, c'est que ça peut permettre à des gens de vivre à la campagne, de s'installer, de vivre là et d'aimer leur travail. L'agriculture (*nongye* 农业) ce n'est pas seulement le travail de la terre, [...] c'est que j'habite quelque part, je cultive un bout de terre, et aussi une chambre d'hôte, ou bien une cantine comme ça, et puis des services, ce qu'on appelle des « biens de confiance ». Donc c'est ça, ça peut permettre de vivre de manière stable et d'aimer ce qu'on fait, c'est ça l'objectif²²².

Tout en promouvant une démarche sociale visant à reconnaître le travail des populations rurales et à leur permettre de continuer à vivre selon des modalités locales malgré les transformations agraires, les ambitions de Wang portent tout autant sur la possibilité pour des personnes extérieures de s'installer en zone rurale. Cette position, voire cette revendication, souligne une ambiguïté récurrente du retour à la terre, qui est qu'il n'est souvent pas un « retour » mais une installation sur une terre sans attachement. Le fait de s'installer sur des terres connues ou non engage des relations économiques différenciées selon les carrières biographiques. Dans cette perspective, le travail d'entrepreneur·se de la consommation éthique est fortement influencé par les formes de retour. Le retour diffère fortement si il s'effectue auprès de populations rurales dans des cercles d'interconnaissance, au sein d'une « communauté » de client·es dans des relations impersonnelles, ou encore auprès d'autres intermédiaires plus ou moins intégré·es aux cercles de l'agriculture paysanne.

Lors de son retour dans le Yunnan, Wang Soumin effectue une double installation. D'une part, il entame une démarche de mise en valeur de la production et de la transformation traditionnelle du jambon de Xuanwei, dont il est originaire, dans un retour à la terre qui passe par le retour au pays. D'autre part, il réunit des entrepreneur·ses afin de réorganiser les agencements marchands autour des produits paysans, dans un retour à la terre en tant qu'intermédiaire des réseaux de la consommation éthique, comme un retour à des préoccupations rurales.

La double démarche souligne un rapport ambigu avec la notion de retour : Wang souhaite mettre les connaissances accumulées lors de ses expériences en reconstruction rurale au service des espaces ruraux dont il est originaire, parce qu'il les connaît, parce que sa famille est encore sur place, parce que c'est une manière d'acquérir de la reconnaissance au sein des cercles de

²²² *Ibid.*

sociabilité locale, et parce qu'il le perçoit comme un devoir. Dans le même temps, il rechigne à s'installer dans un espace social imprégné de conflits inter- et intrafamiliaux qu'il cherche à éviter. Il déclare ainsi à propos de son village natal :

Tous les changements qu'il y a eu, que ce soit en termes d'environnement ou dans d'autres domaines, je ne les apprécie pas vraiment. Et là-dessus il y a les rapports de force au sein des campagnes chinoises, les formes de gouvernement personnel, les relations de clans, etc. Donc s'installer vers mes parents ce ne serait pas évident non plus. Mais malgré tout je veux quand même rentrer, il faut encore que j'y pense, même si ce n'est pas idéal j'aimerais faire quelque chose pour ma famille²²³.

Dans une première forme de retour à la terre, Wang commence donc un démarchage des producteur·rices de jambon, sélectionne les fermes d'élevage, les savoir-faire de transformation, apprend à connaître les procédés industriels pour les écarter de « son » produit, fait la promotion du produit auprès des consommateur·rices des réseaux du Yunnan afin de « créer une demande » qui encourage les producteur·rices à le suivre. Cependant, Wang effectue ce travail à distance, depuis Kunming, avec des allers-retours réguliers à Xuanwei (250 kilomètres de route entre les deux).

De manière plus générale, une première catégorie de jeunes retourné·es « reviennent » davantage en ville qu'à la campagne. L'idée du retour à la terre concerne l'activité professionnelle en ce qu'elle est fondée sur des interactions et des agencements marchands avec des populations rurales. Elle engage les idées de coopération et d'entraide, et souligne comment des rapports d'exploitation peuvent se restructurer entre personnes non diplômées, d'origine rurale, restées ou retournées en zone rurale, et d'autres personnes, diplômées, dont le « retour » s'effectue en ville – Wang Soumin dit à ce propos que le retour à la terre « est un concept très large ». Les jeunes retourné·es urbaines organisent la distribution et la constitution du réseau. En ce sens, des ressources différenciées sont mobilisées dans les espaces urbains et ruraux, qui renvoient aussi à une hiérarchie entre les espaces. Le travail de diffusion apporte une reconnaissance étendue, en ligne, proche d'un travail intellectuel, qui comprend de l'organisation, de la communication, de la gestion managériale, du graphisme, là où le travail de production est parfois réduit à une activité physique où le savoir-faire constitue la ressource maîtresse quand les sociabilités locales, la capacité de mobilisation des réseaux d'entraide, l'organisation des calendriers agricoles, les horaires et la durée du travail agricole, les connaissances mécaniques demeurent autant de valeurs secondaires, qui sont soit idéalisées dans une vision romantique du retour à la terre, soit directement dévalorisées.

²²³ *Ibid.*

Ce travail, urbain, mobilise les diplômes, le CV, les capacités oratoires, les expériences nationales, les grammaires internationales de l'écologie. Il fait des jeunes diplômé·es des entrepreneur·ses « globales ». Les entrepreneur·ses circulent entre l'espace social global et numérique des espaces écologiques urbains et l'espace social localisé des espaces de production ruraux. Leur carrière migratoire de « retourné·es » les amène à jouer avec les frontières de ces espaces en même temps qu'iels endossent des rôles de vendeur·ses, entrepreneur·ses de la consommation éthique devant un public de citoyen·nes de classe moyenne ou aisée ou des rôles d'acheteur·ses de confiance devant les publics de producteur·rices ancrés dans les cercles de parenté élargis. La mobilisation des différentes compétences au cours des mobilités circulaires villes-campagnes participe ainsi à renforcer l'exploitation de certain·es ou au contraire à recréer des espaces de reconnaissance et de confiance.

La carrière écologique de cette première catégorie de jeunes diplômé·es se construit dans la continuité des études, dans un retour à la terre urbain consistant essentiellement à l'organisation de réseaux de transactions et d'espaces marchands de l'agroécologie sociale. Iels rencontrent dans le passage à la pratique deux nouvelles catégories d'acteur·rices du retour à la terre, qui leur ressemblent : les jeunes diplômé·es issues d'autres cursus universitaires et les jeunes migrant·es également « retournées ».

IV. C. 3. b. Une deuxième catégorie : la bêche et le smartphone

Un second type de carrière écologique consiste en un retour à la terre après des études dans d'autres domaines que l'agroécologie ou le développement rural. Ce qui entraîne le mouvement vers la terre tient alors davantage de moments de révélations ou de ruptures, convoquant souvent un mal-être personnel ou une maladie comme autant de justifications individuelles. Comme la première catégorie, les jeunes diplômé·es d'un autre secteur font souvent l'expérience des deux pôles de l'agroécologie durant des années de reconversion et d'itinérance : la gestion de la production et de la distribution et la pratique de l'agriculture paysanne. Davantage que le premier type cependant, iels s'installent en zone rurale pour exercer une activité matérielle dans un environnement naturel.

Zhang Yang, né en 1986 dans le Sichuan, est fondateur de l'entreprise *Maître Citron*, avec des terrains dans le Sichuan et le Yunnan. Après une rupture biographique, il vit une période de mobilité comme « entrepreneur flottant » entre différentes plateformes ou initiatives en commençant par retourner dans son village natal. Son installation se fait par étapes jusqu'à ce qu'il quitte la province pour établir sa propre « base » plusieurs années plus tard.

Pour ses études, il suit une licence en gestion logistique pendant quatre ans à Dalian (importante ville de la province du Liaoning) et travaille ensuite à Beijing pendant quatre autres années avant de démissionner de l'entreprise de logistique dans laquelle il travaille. Il cherche à ralentir son mode de vie, à se dégager des pressions professionnelles et à améliorer son alimentation. Son parcours illustre une seconde catégorie de jeunes diplômé·es pour lesquelles les études réalisées et les professions exercées lors des années de vie urbaine n'ont rien à voir avec l'agroécologie paysanne – il dit rétrospectivement que son entreprise était tellement loin des préoccupations écologiques qu'elle a même été dénoncée dans les médias pour son action polluante par les centrales hydrauliques. Le retour à la terre relève davantage d'une bifurcation biographique, mue par plusieurs éléments souvent associés : le dégoût de la ville, l'absence de sens dans la profession et l'accumulation de problèmes de santé.

Pour de nombreux diplômé·es, la vanité du travail salarié déconnecté de leurs ambitions – écologistes, politiques, spirituelles – constitue une raison importante de rupture avec les carrières commencées. Zhang Yang décrit son expérience professionnelle en ville comme une perte de sens. Il dit à propos de son implication dans son travail pékinois :

Un grand regret que j'ai, c'est qu'on a fait tellement de choses, et en vrai lorsqu'on les faisait, où en était le sens ? C'était quoi notre vision ? On s'attendait à quoi ? On agissait sans but²²⁴.

La vie urbaine étudiante puis active est associée à une santé dégradée sous la pression des exigences universitaires et professionnelles. Les nouilles instantanées constituent pour Zhang Yang le symbole de la déchéance vécue en ville : le stress, le manque de temps et de moyens l'ont amené à se nourrir essentiellement de nouilles composées pour l'essentiel d'agents de saveurs et d'autres additifs alimentaires, qu'il associe directement à une santé fragile lors de cette période. À l'inverse, il publie quotidiennement depuis son installation dans le Yunnan un billet matinal avec une photo du soleil levant, dénombrant les kilomètres parcourus en course à pied et les tractions effectuées le matin même.

La reconversion de Zhang Yang souligne un processus de bifurcation biographique alors que le jeune homme a consacré les huit premières années de sa vie urbaine – étudiante et active, de ses 18 à ses 26 ans – à se professionnaliser dans la gestion logistique. Elle se construit à la fois sur un retour à des pratiques familiales et sur la transformation de celles-ci pour ouvrir des perspectives professionnelles comme personnelles en dehors du cadre familial. Zhang Yang passe d'abord par un retour au village d'origine, dans le Sichuan, où sa famille possède une

²²⁴ Entretien avec Zhang Yang, 5 mai 2017, 20170505ZY. Cet extrait et les suivants.

plantation de citronniers. Le retour est perçu comme possible par l'insertion dans deux cercles de sociabilité hors-profession : (1) les cercles protestants qu'il fréquente à Beijing, et dans lesquels il entend parler (2) du projet agroécologique de Shi Yan, la ferme des *Récoltes Partagées* – qui n'a pas d'arrière-plan religieux affiché par ailleurs.

La période d'itinérance commence en 2011, alors que Zhang Yang, à 25 ans, connaît une longue période de dépression. Il démissionne et envisage de retourner dans le Sichuan vivre chez ses parents. Il retarde son départ tant qu'il a de quoi survivre à Beijing car il craint également d'être encore plus démuné dans le milieu familial. À travers la sociabilité protestante, dans la communauté « vive » qui constitue le cercle auquel il se sent appartenir, il entend parler de l'alimentation saine et des néo-paysan·nes. Ces deux thématiques participent à donner forme à sa bifurcation, alors que les questions de sécurité sanitaire des aliments sont l'une des sources de ses préoccupations existentielles et qu'il connaît des parents dans le Sichuan qui cultivent de petites parcelles mais sont confrontées aux transferts de terre et à l'usage généralisé de pesticides. En 2012, il effectue un stage – avorté par ailleurs – dans la ferme des *Récoltes Partagées*. Il y rencontre un nouveau milieu, celui des entrepreneur·ses de la consommation éthique. Les échanges au sein de ces cercles donnent un sens à un avenir qui en était jusque-là dépourvu : la culture des citrons.

Au départ quand je voulais aller chez Shi Yan, c'était pour travailler un moment dans sa ferme [*Récoltes Partagées*] et rentrer ensuite chez moi [monter mon activité]. Mais sur place j'étais complètement désœuvré, il n'y avait rien à faire. Alors j'ai dit je m'en vais. C'est parce qu'elle venait de commencer, il y avait plein de monde là-bas, et que des gens très forts. Maintenant iels sont toustes parties, iels se sont dispersées partout en Chine, dans le Sichuan, à Beijing, vers Guangzhou, dans le Hubei, toustes très fort·es, qui avaient beaucoup d'idéaux et de grandes compétences. [...] Puis, quand j'ai commencé à planter des citrons en 2014 – personne n'avait planté de citrons jusque là – tout le monde m'a acheté des citrons, a choisi mes citrons, c'est comme ça que je suis devenu connu dans le cercle. Et là j'ai rencontré plein de monde.

C'est dans ce milieu pékinois qu'il rencontre les acteur·rices des circuits agroalimentaires alternatifs. Ceux-ci deviendront à la fois des modèles de référence écologiques et entrepreneuriaux et ses principaux client·es. Zhang Yang retourne la même année dans le Sichuan. Il s'insère dans les réseaux d'associations caritatives protestantes à Chengdu (préfecture du Sichuan) et dans les milieux de l'agroécologie sociale. Il effectue dans ces deux milieux des emplois urbains – vente en boutiques écologiques, gestion de l'approvisionnement et des stocks de bœuf fermier – qui sont ouverts sur la campagne : démarchage des paysan·nes, contrôle des conditions d'élevage. Dans ces milieux, il commence à considérer l'agriculture

comme un moyen de relier un mode de vie serein, détaché des pressions et de la perte de sens liées à son travail urbain précédent.

Cette opportunité professionnelle constitue aussi pour lui une manière d'aider autrui, en proposant d'une part des produits sains, en travaillant d'autre part avec ses voisin·es à la réalisation d'une agriculture locale et plus autonome. Il rencontre également Liu Ying, qui est enseignante à Chengdu, avec qui il se marie. Entre 2011 et 2014, Zhang Yang construit ainsi son expérience professionnelle à partir des milieux écologiques et des milieux protestants. Cette période d'itinérance et de reconversion professionnelle par étapes – stagiaire à Beijing, vendeur à Chengdu, collecteur de bœufs dans sa zone natale – se solde par la reprise des plantations de citrons de son oncle et leur conversion en agriculture biologique.

La période est cependant caractérisée par des pressions familiales et politiques. Zhang Yang se dit encore « en dépression ». Il ne parvient pas à s'habituer au retour : « Je n'étais vraiment pas bien dans le Sichuan. Donc toute l'année 2013, souvent je ne tenais pas en place à la maison, je sortais, j'allais à Chengdu ». Les relations de voisinage sont ancrées dans des conflits antérieurs entre familles locales, Zhang Yang a du mal à se sentir à sa place. Il propose à des parents de convertir les plantations de citronniers en agriculture biologique. Ceux-ci refusent. Zhang Yang obtient de faire pousser lui-même les citronniers selon les principes de l'agriculture biologique, mais cela redouble la pression qu'il ressent de sa famille.

En parallèle, certaines des terres familiales font l'objet d'une expropriation. Zhang Yang se mobilise avec les résident·es de la zone expropriée pour défendre les habitations et les champs concernés. La mobilisation se solde par la reconnaissance que les prix de compensation ont été mal estimés par les autorités locales mais n'empêche pas l'expropriation. Bien que la mise en place de la mobilisation ait révélé à Zhang Yang une solidarité villageoise, il perçoit cependant cet épisode comme une nouvelle crise de confiance, cette fois-ci tournée vers les autorités politiques. En 2014, lorsqu'un ami lui parle d'un terrain à louer dans le Yunnan où poussent des limettiers, Zhang saisit l'occasion de développer son entreprise (les citrons l'hiver et les limes l'été) et de s'installer ailleurs.

En 2015, à la suite des difficultés avec ses voisin·es et de conflits politiques avec les autorités locales, Zhang Yang décide de se réimplanter plus loin de son lieu d'origine. Sa femme et lui partent s'installer dans le Yunnan, près du terrain qu'ils louent, où des limettiers portent déjà des fruits, et démarchent les paysan·nes des vallées avoisinantes pour établir une base de production de fruits biologiques et organiser leur vente en ligne. Le retour s'accompagne d'un

renouveau de la sociabilité protestante dans les montagnes, mais celle-ci passe par l'intermédiaire du pasteur de l'église d'État, là où les interactions entre membres étaient plus directes à Beijing et Chengdu. Une autre sociabilité écologique se développe avec un couple de jeunes retourné·es dans la vallée voisine. Une troisième sociabilité locale prend forme autour de l'agriculture, alors que Zhang Yang démarché des producteur·rices de fruits pour les inciter à se convertir en agriculture biologique, dans des rapports plus ou moins conflictuels. Les trois sociabilités se rencontrent cependant, Zhang Yang trouvant notamment des partenaires économiques à travers les cercles religieux.

Il y a ainsi dans la carrière de Zhang Yang une justification revendiquée de retrait du monde urbain et entrepreneurial, avec à l'inverse une volonté de prise en main de ce qui constitue sa vie quotidienne : travail manuel donnant des fruits saisonniers d'une part, relation directe et assurée à son alimentation de l'autre.

Dans le même temps cependant, la carrière de Zhang Yang se construit pourtant sur ses relations dans les réseaux de l'agroécologie sociale. Son installation définitive à partir de 2015 dans les montagnes du Yunnan ne consiste pas uniquement en un travail physique. Chaque matin, Zhang passe plusieurs heures à organiser les commandes et les flux de produits à travers toute la Chine. Le travail des champs est associé à des périodes d'apprentissage. Zhang Yang continue de se former lui-même en autodidacte avec des lectures et l'observation des pratiques biologiques ou permaculturelles sur ses terrains. Il forme également les personnels employés, que ce soit dans des emplois stables comme sa voisine Ajie, devenue son bras droit pour la gestion des stocks et l'emballage, ou pour des emplois saisonniers, lors des soins apportés aux vergers ou des récoltes. Régulièrement, Zhang Yang quitte les montagnes pour assister à des formations en ville, à Kunming, ou participer à des événements de diffusion de l'agroécologie. Il y présente ses produits, ses méthodes de production, et anime également de manière festive, en jouant de la guitare notamment.

Lorsqu'il est venu s'installer dans le Yunnan, Zhang Yang a d'abord participé aux événements du Marché Paysan *Caiyun* de Kunming. Le marché se réunit mensuellement, en proposant entre une dizaine et une vingtaine de stands. Ni la localisation du marché ni l'attribution des stands ne sont fixes. Rapidement, Zhang Yang a cessé d'y présenter ses produits. Il considère que les coûts avancés – trajet à Kunming, temps passé à l'organisation collective du marché, frais de participation – ne lui permettent pas de s'impliquer davantage dans cette structure. Ce qui est en jeu est également l'instabilité du marché. Zhang a déjà une clientèle établie à l'échelle nationale et revend ses produits par l'intermédiaire de plateformes régionales également.

Dans cette perspective, Zhang Yang est davantage inscrit dans des réseaux nationaux de l'agroécologie que dans un ancrage local. La vente des fruits manifeste en particulier les processus à l'œuvre dans la singularisation des produits de l'agroécologie. Un de ses produits phares est la banane sauvage, récoltée dans des zones escarpées impropres à la production rationalisée, par des personnes issues de minorités ethniques paupérisées et discriminées. Le produit cumule ce qui est localement décrié, mais *Maître Citron* devient grâce à lui la référence en termes de bananes et de citrons biologiques dans l'ensemble des réseaux nationaux de l'agroécologie. Par colis postaux, il envoie des régimes de bananes en moins de 72 heures dans l'ensemble du pays.



Une tournée de Maître Citron (4 mai 2017)

À gauche, Zhang Yang récolte en pick-up les bananes sauvages cueillies sur les sommets ; à droite, il inspecte le verger de manguiers d'un producteur du village converti en agriculture biologique depuis l'arrivée du jeune entrepreneur dans les montagnes.

Ainsi, si le retour à la terre de Zhang Yang est ancré dans les sociabilités qu'il crée en s'installant – religieuses, écologiques, villageoises – son activité commerciale est effective à plus large échelle. Elle prend sens dans les réseaux régionaux et nationaux, avec pour objectif de diffuser à grande échelle la notion d'agroécologie et ses produits. Il formule ainsi en termes de génération le rôle de sa cohorte de jeunes retournés au début du 21^e siècle :

Dans le Sichuan, il y a davantage de personnes plus âgées, c'est que ça fait plus de dix ans qu'elles font ça, il y a beaucoup d'agriculture biologique [paysanne], elles sont balèzes, il y en a de tous les genres. Et en parlant avec elleux, ce sont vraiment des personnes de la génération précédente, elles disent qu'elles ont été jusqu'à une étape, que la prochaine étape c'est à nous d'y aller, elles disent qu'elles ont fait tout ce

qu'elles pouvaient, que si l'on veut développer une influence plus grande sur tout le pays, c'est à nous de le faire.

Une distinction claire est affirmée entre deux générations : une génération qui se serait évertuée à pratiquer une agriculture biologique et paysanne dans certaines fermes, et une seconde, qui vient après, dont l'objectif serait de faire sortir l'agriculture paysanne de la ferme, de diffuser cette forme d'agriculture à l'échelle de toute la Chine. Il s'agit pour la nouvelle génération de faire quelque chose à partir de ce que la génération précédente a entrepris, de créer un marché national à partir des démarches locales et de diffuser les produits et l'éthique de l'agroécologie.

Cependant, lorsque Wang Soumin effectue son « retour à la terre » et crée le Centre Durable dans le Yunnan, Zhang Yang prend de nouveau part à la reconstruction du marché local. Wang Soumin va rendre visite à Zhang Yang en avril et mai 2017. Il lui présente le projet de Centre Durable, les producteur·rices et vendeur·ses déjà contactées et le projet de réseau local qu'il a conçu – avec les pans production, distribution, éducation. Le réseau du Centre Durable confère à ses acteur·rices un statut différent de celui du marché paysan *Caiyun*. La nouvelle proposition s'inscrit dans des réseaux nationaux, notamment par la relation de transmission affirmée avec d'autres entrepreneur·ses rattachées à la Nouvelle Reconstruction Rurale, alors que le réseau précédent insistait davantage sur la spécificité des expériences locales. L'adhésion au réseau du Centre Durable souligne ainsi un aspect essentiel de l'installation ou du retour à la terre, c'est-à-dire l'inscription dans des cercles d'interconnaissance, et la reconnaissance sociale différenciée des réseaux en fonction de leur ancrage idéologique. Le « retour » de Wang Soumin, son installation dans le Yunnan, modifie ainsi les « retours » d'autres jeunes diplômé·es. Iels développent un argumentaire pour mettre la consommation éthique en valeur à partir des ressources d'autres réseaux, dans des relations à la fois personnelles et institutionnelles.

La seconde catégorie de jeunes retourné·es, après des ruptures biographiques, souligne ainsi deux points : le premier est la dimension affective associée au retour à la terre, définie comme un besoin physique et émotionnel de rapport à la nature. Le second est qu'en s'installant sur des terres auxquelles iels ne sont pas attachés par des liens antérieurs, la relation à l'espace local demeure d'abord une appréhension individuelle de l'environnement naturel plutôt qu'une inscription dans un environnement social localisé. La relation individuelle épanouissante à la nature est davantage partagée – mise en scène comme argument de vente également – dans les cercles numériques nationaux de l'agroécologie qu'avec les acteur·rices locales de l'agriculture paysanne.

IV. C. 3. c. Une troisième catégorie : le retour comme un échec

Dans un contexte de valorisation de la réussite sociale et économique par la migration vers la ville, le retour à la terre est souvent perçu comme un mouvement inverse ou inabouti. La ville est alors entendue comme le lieu de la réalisation qui n'a pas eu lieu. Qu'ils aient été étudiant·es, employé·es ou travailleur·ses intérimaires, les récits des jeunes retourné·es sont ponctués de déceptions, d'échecs, de tromperies. Une troisième catégorie de jeunes retourné·es montre ainsi les arrangements avec cette construction sociale de l'échec. Il s'agit de migrant·es non diplômées qui retournent dans le village familial.

Qiu Ge, producteur de la ferme en agroécologie qui fournit les restaurants de l'Association, raconte son expérience de la ville par le décalage entre ses habitudes et les compétences requises, ainsi que par la rupture de la confiance avec ses semblables. Son expérience de migration de travail prend place en deux temps, d'abord par un séjour professionnel en Malaisie puis par un passage par la ville de Guangzhou (Canton). La première étape de migration s'est soldée par un retour au bout de quelques mois. Qiu Ge est recommandé par le Président de l'Association pour transmettre les techniques de transformation du sucre rouge dans une ferme en agroécologie en Malaisie. Il met cependant rapidement un terme à l'expérience. Son employeur le payait mal (« Il me donnait l'argent en main propre, je ne connaissais pas la monnaie, je ne demandais pas ce que ça valait, je n'y comprenais rien »²²⁵) et n'a pas engagé la procédure de renouvellement de visa pour que la situation de Qiu Ge soit régularisée. Contraint par une situation administrative instable et insatisfait des conditions de travail, Qiu Ge part à Guangzhou en espérant y trouver un travail temporaire. La deuxième étape de ce parcours migratoire est expéditive : Qiu Ge perd l'intégralité de ses biens en arrivant à Guangzhou. « Déjà, la valise a disparu dans l'avion » alors qu'il la tenait près de lui. La compagnie aérienne le rappelle pour l'informer que son bien a été retrouvé. À ce moment-là, Qiu Ge se fait également voler son téléphone et il ne sait pas comment joindre le service qui l'avait contacté. Il rencontre un « *laoxiang* » (老乡, le terme désigne quelqu'un de la même origine géographique, ici du Guangxi, et connote une certaine familiarité) qui lui propose de l'aider. Il monte avec lui dans un minibus jusqu'en banlieue de la ville, se fait dévaliser et abandonner là les poches vides, « sans même de quoi prendre un bus pour rejoindre la ville ». N'ayant pas de compte en banque, la totalité de ses économies disparaît, avec la monnaie et les billets étrangers qu'il souhaitait

²²⁵ Entretien collectif avec Qiu Ge, Qiu Sao, le Président et Away, le 12 octobre 2017, 20171012QGco.

montrer au pays en y retournant – ce qui constitue pour Qiu Ge la perte principale de cette agression.

Dans la première situation, la relation de travail a été abandonnée davantage que négociée ; dans la seconde, l'illusion de la proximité avec le « gars du coin » a trompé le migrant. Ayant pu joindre sa femme au téléphone, iels trouvent un moyen pour que Qiu Ge rejoigne Zhuhai où il est accueilli par un parent qui l'aide à retourner au village. L'expérience migratoire a été perçue comme un échec en cela que le migrant n'a pas pu exercer ni accumuler un savoir technique ou un capital économique. Une dizaine d'années plus tard, Qiu Sao exprime encore le doute concernant le périple de son mari qui la saisit lors de son retour : « Il aurait pu passer trois mois à boire au bistro que je n'en aurais rien su ! »

Si l'expérience migratoire avortée ne semble pas porter de fruits immédiatement, elle est cependant directement à l'origine du retour à la terre de Qiu Ge et Qiu Sao. Qiu Ge a été contacté par le Président parce qu'il perpétue une tradition familiale de préparation artisanale du sucre de canne à partir de produits non traités. Il est alors conducteur de camion pour du transport de proximité aux alentours de Liuzhou – Qiu Sao est guide touristique dans les montagnes et les rizières. La rencontre avec Président, puis avec son employeur malaisien le professeur He Zanneng – Chinois d'outre-mer dont la ferme en agroécologie est réputée internationalement – lui ouvre un nouvel horizon sous deux aspects : d'abord, il est possible d'exploiter une ferme écologique de production en employant les pratiques de l'agriculture de subsistance et les savoir locaux ; ensuite, un réseau de distribution existe dans le Guangxi qui recherche ce genre d'initiatives et en assure les débouchés économiques. Le retour de Qiu Ge sur les terres villageoises occupées par sa famille montre aussi comment il mobilise et fait fructifier un capital d'autochtonie (Renahy 2010). À défaut d'études supérieures et de capacité à monter des projets pour obtenir des financements, il s'appuie sur ses relations interpersonnelles, familiales et villageoises, pour agrandir ses terrains et pratiquer l'agroécologie.

La réussite économique de la ferme renvoie directement à la question de la reconnaissance sociale des paysan·nes. Le retour à une agroécologie permet dans le cas de Qiu Ge un bénéfice économique et est perçue comme une activité rentable. Sa réinstallation a été marquée par la honte : le retour a été vu comme un échec en tant que travailleur migrant en ville, lequel a suscité le mépris des villageois·es. Pendant les premières années, il attendait la nuit pour traverser le village et éviter les railleries de ses voisin·es, d'autant plus que ses parents habitent au cœur du village qu'il doit traverser pour se rendre chez lui, derrière, de l'autre côté du barrage. Il accueille pourtant aujourd'hui des entrepreneur·ses diplômées qui viennent apprendre

l'agroécologie sur ses terrains. Des représentants politiques locaux viennent manger à sa table ; le site du gouvernement local publie un article sur son « développement économique »²²⁶ ; d'autres fermes imitent ses pratiques, voire usurpent son nom lors de la vente de leurs produits.



图县委书记梁日春在古陇土生种养场调研。

**Des officiels en visite –
Qiu Ge dans le journal
officiel du district**

Légende de la photographie : Le secrétaire du Parti du district, Liang Richun, s'informe dans la ferme d'élevage et de maraîchage naturels de Gulong.

La troisième forme de retour à la terre qu'illustre le parcours de Qiu Ge montre l'inscription de l'activité agroécologique à la fois dans des pratiques locales, par la transmission et la valorisation de savoir-faire et de variétés indigènes, mais également dans des réseaux marchands régionaux voire nationaux. Dans cette perspective, la recomposition de la confiance dans les produits par les circuits courts alimentaires participe également d'une recomposition de la confiance dans leur propre activité pour les acteur·rices de l'agriculture paysanne. Par la qualification des produits paysans, les circuits courts valorisent d'une part le travail de ceux qui les produisent aux yeux de consommateur·rices urbaines. Ils contribuent surtout tout autant à légitimer le travail paysan aux yeux des producteur·rices elleux-mêmes ainsi qu'au sein de l'espace social local, en termes agricoles comme politiques.

Ces trois formes, ces trois catégories de jeunes retourné·es connaissent, à travers des expériences différenciées, malgré des ancrages biographiques et des bifurcations biographiques qui leur sont propres, des formes similaires de carrière au sein des milieux écologiques – de la reconstruction rurale, des circuits courts alimentaires, de l'agroécologie. Iels vivent des carrières écologiques construites dans les moments de formation, dans les agencements

²²⁶ « Le secrétaire du comité du district vient étudier le développement économique rural à Pingzhai », *Site du gouvernement populaire du district de Luzhai*, publié le 30 janvier 2013 (consulté le 14 janvier 2021).

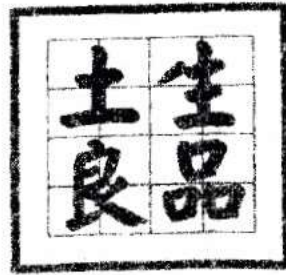
marchands autour de l'agroécologie et des circuits courts, dans les espaces écologiques réflexifs au sein desquels leurs statuts sont discutés, négociés, valorisés.

Au-delà de la relation de vente directe, les « jeunes retourné·es » sont à l'interface de différentes échelles des réseaux alternatifs. Les entrepreneur·ses, associées à une plateforme ou flottant entre plusieurs, participent à la diffusion et à la circulation des normes de ces dispositifs économiques émergents par leur participation à des événements aux échelles locales, régionales, nationales et internationales, tout autant qu'entre les cercles universitaires, associatifs ou commerciaux. L'analyse des rapports de concurrence entre organisations et des relations de domination des petits paysan·nes révèle qu'une partie d'entre elleux, par l'expérience des échanges marchands et des négociations en contexte capitaliste, développe des compétences d'entrepreneuriat sur lesquelles assurer une autonomie économique, voire écologique et politique. Qu'iels tendent davantage vers une activité de « paysan·nes » ou d'« entrepreneur·ses », leurs pérégrinations participent à redéfinir les réseaux en expansion de l'agroécologie paysanne et à transformer les cadres de mobilisation autour de l'agriculture de petite échelle.

L'engagement des paysan·nes-entrepreneur·ses participe à la transformation agraire dans la mesure où ils explorent les différentes manières dont l'agriculture de subsistance s'adapte aux transformations capitalistes, mais aussi les failles des mobilisations sociales pour le maintien de l'agriculture paysanne. L'étude des néo-paysan·nes et de l'agroécologie sociale révèle que les espaces écologiques se situent, par leur dimension marchande notamment, à l'interface entre l'économie paysanne de subsistance, le développement rural philanthropique et le capitalisme vert.

Les « jeunes retourné·es », qu'il s'agisse de migrant·es ou d'étudiant·es diplômées, se nomment elleux-mêmes mi-paysan·ne mi-X. Le X se rapporte à l'entrepreneuriat d'une manière ou d'une autre : parfois ou à la fois entrepreneur·ses sociales, entrepreneur·ses de morale, et entrepreneur·ses capitalistes. Sous l'effet de leur retour et de la constitution de réseaux agroécologiques encastrés dans des économies capitalistes conflictuelles, émerge une figure de paysan·ne-entrepreneur·se qui fait contrepoids à celle du paysan·ne-ouvrier·ère (*nongmingong* 农民工). Ces deux figures de migrants se réfèrent au peuplement (dépeuplement et repeuplement) des campagnes : aux phénomènes massifs de villages désertés et d'enfants laissé·es au pays répondent des mouvements de reconnaissance sociale du travail paysan et,

indirectement, des populations restées au village ou qui y sont revenues afin de perpétuer un artisanat transmis localement.



保护环境很简单，就请享用

鸭间稻

无农药 无化肥



此包装袋请重复使用

爱农社区支持农业(CSA)项目组

Sous le logo des restaurants *Aux bons produits de la terre*, la reproduction illustre la riziculture en commun avec l'élevage de canards. Elle est imprimée sur des sacs en tissus réutilisables. Les caractères indiquent : « C'est très simple de protéger l'environnement, profitez-en ! » ; « Merci de réutiliser ce sac d'emballage » ; « Projet d'association pour le maintien de l'agriculture paysanne (CSA) des ami·es des paysan·nes ».

Conclusion : **Pour une sociologie des espaces écologiques en Chine**

Résultats de la recherche

Depuis le milieu des années 2000, des circuits courts alimentaires se construisent en Chine sur la valorisation d'une agriculture paysanne de petite échelle et sans intrants chimiques. Cette démarche s'appuie sur un triple contexte. D'abord, une agriculture de subsistance de consommation locale persiste dans les campagnes reculées, notamment dans les montagnes du sud-ouest. Ensuite, les directives politiques encouragent les entreprises commerciales en zone rurale. Troisièmement, des mobilisations internationales pour une alimentation saine et locale ont fait leur apparition dans l'espace médiatique chinois.

Les réformes agraires et les politiques de développement rural des quarante dernières années transforment la relation des populations paysannes à l'agriculture et les possibilités d'organisation collective de la production. Les problèmes relatifs à l'usage et la propriété de la terre sont négociés par des acteur·rices institutionnelles, laissant notamment apparaître des espaces de délibération entre sphères de décisions politiques, sphères universitaires, gouvernements locaux et entreprises agricoles et immobilières. La mise en place des politiques consacrées à la revitalisation rurale et aux nouveaux sujets agricoles participe à clore les négociations sur les conditions de travail des paysan·nes et à déplacer le problème public vers la multiplication des scandales alimentaires. La prise en charge de la méfiance et de l'anxiété relatives aux produits alimentaires s'ancre alors dans d'autres formes de négociations publiques. Celles-ci se construisent autour de questions écologiques et de la perception des mondes ruraux comme des espaces préservés des pollutions et des corruptions industrielles. Une industrie du tourisme et des cuisines de terroir se développe sur cette redéfinition de la ruralité à travers le prisme de l'environnement. Les circuits courts alimentaires s'intègrent à ce mouvement de promotion en participant à la valorisation des produits transformés de manière artisanale et des populations issues de minorités ethniques qui les portent. De jeunes diplômé·es effectuent dans ce même mouvement un retour à la terre. Leur geste rend visible des ambitions contradictoires, entre une fuite vers des montagnes romancées et des incitations politiques à devenir les élites d'encadrement de ces mêmes espaces ruraux. À la croisée des différents contextes institutionnels, un monde de l'agroécologie prend forme en rendant publiques les tensions autour des transformations agraires, de l'alimentation et de l'environnement. Ses institutions de référence et la redéfinition des liens sociaux entre producteur·rices et consommateur·rices

constituent les fondements d'un mouvement national pour le renouveau des circuits courts alimentaires. La formation du monde de l'agroécologie à partir du milieu des années 2000 éclaire ainsi notre première hypothèse partielle :

Le contexte de méfiance dans les mondes agroalimentaires et les transformations de l'espace social alimentaire informent la formulation de directives politiques comme la mise en place des mesures de développement rural – dans leurs dimensions sociales, écologiques, économiques, agraires, culturelles. La transition des mobilisations sur les questions agraires vers les négociations pour une alimentation saine et une agriculture biologique éclaire en miroir la continuité et les contradictions entre les politiques sociales pour la modernisation rurale et les politiques écologiques de promotion d'un capitalisme vert.

Pour donner forme à une solution, matérialiser des moyens de répondre au problème public que constitue la méfiance dans l'alimentation, les circuits courts alimentaires construisent des réseaux de transactions où circulent des produits et des visions du monde. Un ensemble de produits sont qualifiés d'aliments sains et dignes de confiance, dans la mesure où ils sont plantés, élevés, transformés dans des conditions particulières, attestées elles-mêmes par des intermédiaires marchandes. La qualité de produits hétérogènes est garantie par leur distribution dans des lieux dédiés, physiques et numériques. Dans cette mesure, les circuits courts alimentaires ne se construisent pas tant sur la mise en valeur d'une forme de production spécifique. Ils se mettent en place autant autour d'une agriculture paysanne de subsistance que sur des espaces consacrés à la production biologique. Mais ils sont caractérisés par des processus spécifiques de sélection et de qualification des produits. L'agroécologie se définit ainsi par le renouveau des agencements marchands. Ils inversent un discours médiatique anti-paysan : ils reconstruisent la confiance dans les produits de l'agriculture de petite échelle par la revalorisation médiatique des modes de production artisanaux ou des formes de collectes dans des foires paysannes. Les différentes entreprises de circuits courts établissent de nouveaux critères de sélection des produits. Elles construisent des cadres normatifs de l'agroécologie à partir des processus de qualification et de singularisation, dans des démarches de collection autant de produits que de consommateur·rices. Les associations ou entreprises établissent ainsi une économie des singularités à partir de produits du quotidien transformés en biens spécifiques par le travail marchand. Elles dessinent des cadres normatifs en concurrence dans un espace marchand de l'agroécologie. Ce faisant, elles orientent la consommation en fonction d'encastres sociaux et politiques dans une économie de marché, dans une économie du développement ou dans une économie du patrimoine. Dans cette perspective, l'étude des

dispositifs de jugement à l'œuvre dans la mise en place de cercles de l'agroécologie sociale répond à notre seconde hypothèse partielle :

L'agroécologie paysanne en Chine contemporaine est définie par les agencements marchands de ses réseaux de transaction autant que par ses pratiques de production. La construction d'un espace marchand de produits paysans en réponse aux scandales alimentaires liés à l'agriculture productiviste passe par la mise en place de dispositifs techniques et de cadres normatifs autour des notions de « confiance » et de « qualité », qui donnent lieu à des controverses éthiques quant à l'inscription de cet espace dans une économie de marché.

Les espaces marchands sont formés dans des encastresments sociaux à différentes échelles, ils prennent des formes différenciées, à la fois selon la localisation géographique et les engagements militants. Les mêmes espaces valorisent parfois à la fois les circuits de proximité à l'échelle locale et des agricultures spécifiques à l'échelle internationale. Les associations et entreprises s'ancrent dans des filiations politiques et militantes, nationales et transnationales, qui entrent parfois en contradiction avec la mise en place des circuits courts à l'échelle locale. En particulier, l'Association des ami·es des paysan·nes construit son engagement autour de la valorisation des pratiques agricoles locales de la région du Guangxi et de la transmission familiale des savoir-faire et des variétés cultivées ou élevées. Cet engagement auprès des populations rurales locales se construit cependant à travers une participation physique et symbolique aux mouvements globaux de l'agroécologie. Dans le Guangxi, l'Association met en exergue la continuité des étapes de production, de transformation, de distribution, de consommation et de recyclage des produits paysans. Des dispositifs de mise en scène dans ses restaurants pédagogiques facilitent une expérience alimentaire enrichie. Au terme d'un parcours dans les mondes transnationaux de l'agroécologie, l'Association des ami·es des paysan·nes propose ainsi une éthique alimentaire comme cadre pour appréhender les circuits courts. Celle-ci est conçue à la fois sur une vision des mondes agroalimentaires comme un tissu de relations interconnectées, sur des valeurs associées à l'acte de se nourrir et sur des pratiques alimentaires en accord avec les pratiques agricoles locales. Au cœur du tissu de relations, bâti entre les producteur·rices et les consommateur·rices par une multitude d'acteur·rices, l'Association établit dans ses restaurants des espaces écologiques. Dans l'espace marchand circulent ainsi également des compréhensions historiques des pratiques agricoles persistantes ou résurgentes, des perceptions sociales des migrations, du dépeuplement des zones rurales et de la disparition des savoirs artisanaux, des interrogations politiques sur le rôle des universités, des organisations de développement, des entreprises dans le maintien d'une agriculture paysanne ou le renouveau

d'une agroécologie sociale. Cet ensemble de perceptions définies par des acteur·rices plurielles dans les espaces écologiques intègre la notion d'expérience à la définition de l'alimentation comme problème public. Au-delà des espaces institutionnels de négociation, les espaces écologiques donnent aussi à voir la constitution d'un problème à partir de ce qu'éprouvent les publics qui le perçoivent. Nous avons ainsi tenté de démontrer notre troisième hypothèse partielle :

Dans les agencements entre les cadres de référence des circuits courts alimentaires dits alternatifs émergent des espaces écologiques. Se construisant selon des modalités différenciées aux échelles internationales, nationales, régionales ou locales, ils constituent des espaces au croisement entre questions environnementales, alimentaires, agricoles, patrimoniales, touristiques, comme autant de nœuds des réseaux écologiques chinois. Se situant et se construisant différemment selon les dimensions physiques, économiques, sociales, symboliques, numériques de la recomposition contemporaine des mondes agroalimentaires chinois, ces espaces redéfinissent les bases d'une éthique alimentaire dans les interactions plurielles de la chaîne d'approvisionnement.

À la croisée entre les différentes problématiques évoquées jusque-là, les jeunes retourné·es à la terre font le lien entre les politiques de revitalisation rurale, la mise en place de dispositifs marchands, la circulation entre les échelles et les mondes sociaux de l'écologie. Les migrations de retour en zone rurale ou la circulation de jeunes entrepreneur·ses entre les plateformes commerciales illustrent différentes formes d'entrepreneuriat dans le cadre de l'agroécologie sociale. Les entreprises mises en place comme coopératives agricoles ou autour de la collecte de produits paysans font le lien entre des pratiques locales en déshérence et des espaces de consommation où la demande pour des produits de confiance est croissante. Les jeunes retourné·es, selon leurs approches agricoles et commerciales, établissent des entreprises sociales qui soutiennent les producteur·rices à la fois par l'ouverture de débouchés économiques et par la mobilisation collective contre les transferts de terre et les expropriations. Dans le même temps cependant, les jeunes néo-paysan·nes autoproclamées participent à reproduire des formes d'inégalités, pour certaines inhérentes au modèle de capitalisme d'État qui crée pour elleux l'opportunité de la réinstallation en zone rurale. Les jeunes retourné·es s'inspirent et s'appuient ainsi, dans le même temps qu'iels les contestent, sur des formes de coopératives promues par les directives étatiques. De la même manière que les nouveaux sujets agricoles officiels, iels extraient la valeur ajoutée des produits paysans ou instrumentalisent les figures paysannes dans des projets de recherche ou de solidarité. À travers la mise en place des initiatives de

l'agroécologie, les entrepreneur·ses construisent des carrières écologiques, comme des parcours professionnels et identitaires, fondées sur des séquences de formations urbaines, d'itinérance, d'installation en zone rurale. En fonction de formations reçues et des formes de réinstallation, sur des terres nouvelles ou familiales, urbaines ou rurales, une typologie des carrières des entrepreneur·ses de la consommation éthique peut être élaborée en réponse à notre quatrième hypothèse partielle :

Les réseaux écologiques et économiques sont incarnés par des acteur·rices, jeunes retourné·es à la terre, devenues entrepreneur·ses d'une consommation éthique. Le retour à la terre redistribue les rapports de pouvoir dans un espace social localisé, entre la reconnaissance de diplômes nationaux, l'inscription dans des réseaux internationaux de solidarité et le capital d'autochtonie. Dans les espaces écologiques qui les réunissent – d'abord à travers les agencements marchands, mais aussi davantage – les jeunes retourné·es échangent des savoirs, participent à définir de nouvelles compétences, interrogent les injonctions à la modernité ou à l'autonomie depuis les interactions localisées.

À partir des réflexions en réponse aux hypothèses partielles, la recherche doctorale considère ainsi que revenir à la terre consiste à exercer une action plurielle : il s'agit d'une part d'un mouvement vers les zones rurales et le travail manuel – le retour comme activité physique et symbolique de renouement avec la terre et l'alimentation ; elle est d'autre part la mise en relation marchande entre des espaces de production et de consommation – le retour à la terre comme promotion commerciale des produits de la terre ; enfin, elle fait émerger des problèmes sociaux à partir de ce qu'éprouvent en commun des populations jusque-là isolées les unes des autres.

Revenir à la terre, ce serait ainsi d'abord retrouver des racines paysannes, renverser l'image médiatique d'une ruralité à la traîne du développement économique et technique qui fait la grandeur de la Chine. La terre est en partie magnifiée : elle devient un environnement sain et préservé, un environnement naturel bénéfique à la résidence et à la sécurité sanitaire des aliments, un environnement social intégrant le travail des champs dans les sociabilités et l'économie villageoises. Que ce soit dans les magazines des jeunes retourné·es ou sur les comptes officiels des plateformes en ligne, le retour à la terre est l'objet d'une construction romantique. Elle s'incarne dans les récits d'une vie paysanne caractérisée par l'autosuffisance, où la qualité des aliments est héritée de pratiques ancestrales, parfaite par la transmission de savoir-faire entre les générations, et en harmonie avec les espaces animales et végétales endémiques aux terroirs préservés. Cette construction romantique n'est cependant pas sans

affinité avec la réalité. En effet, la recherche doctorale met en évidence la persistance d'agricultures de subsistance dans les montagnes du Guangxi et du Yunnan. Elles sont valorisées par les circuits courts alimentaires, qui parviennent à les préserver de formes plus violentes d'inscription dans l'économie de marché.

Revenir à la terre, c'est aussi faire ce lien marchand, depuis des espaces urbains, entre une demande de produits sains et de confiance et la possibilité d'y répondre par un rapport plus direct à la terre. La démarche consiste alors à cultiver la terre soi-même, en réduisant les intermédiations chimiques et mécaniques, et à vendre ses produits en attestant de la qualité de l'environnement dans lequel ils ont poussés. La qualification des produits passe par leur mise en scène dans des récits imagés des méthodes et des environnements production. Elle implique des démarches professionnelles et personnelles, donnant autant d'importance au réseau de circulation des produits qu'aux produits eux-mêmes, faisant de la démarche de revenir à la terre une activité agricole et marchande.

Revenir à la terre, c'est alors suivre un mouvement à la fois national, dans les directives encourageant le retour de jeunes diplômé·es ou migrant·es dans leurs régions d'origine, et transnational, en développant en Chine des réseaux nés dans d'autres contextes nationaux, en s'inspirant de mobilisations mêlant démarches militantes et commerciales. Dans la confrontation des contextes d'émergence d'une agroécologie, l'acte de revenir interroge la signification des migrations, vers la ville et vers la campagne, questionne le sens du travail de la terre et les relations qu'il noue, non seulement autour de l'aliment qui en sort, mais aussi autour de la conception du monde et de la modernité qu'il peut construire.

Ces différentes manières d'appréhender le retour à la terre ne désignent pourtant pas des actions distinctes. Elles coexistent dans chacune des formes d'agroécologie que la thèse étudie, qu'elles se succèdent chronologiquement dans une association ou qu'elles soient mobilisées synchroniquement par une entreprise sociale. Elles participent à la fois à la préservation des espaces de petite agriculture – notamment des pratiques agricoles dans les montagnes du sud-ouest chinois – et fournissent à l'économie de marché autant d'éléments pour exercer son emprise. Revenir à la terre, c'est à la fois recomposer la confiance perdue à travers les scandales alimentaires et la restructuration des parcelles paysannes, et offrir à la logique productiviste portée par le capitalisme d'État des arguments pour se renouveler à partir de sa critique. En ce sens, les différentes formes de retour à la terre répondent à notre hypothèse centrale :

Face à la démultiplication des régimes de méfiance dans les mondes agroalimentaires en Chine contemporaine, la coopération de différentes catégories d'entrepreneur·ses de la consommation éthique participe à produire des espaces écologiques où se recomposent des régimes de confiance. Ces espaces sont reliés entre eux par des agencements marchands qui engagent des négociations sur l'agroécologie et l'éthique alimentaire. Les régimes de méfiance et de confiance en coprésence et en tension dans les actions collectives contribuent à actualiser le capitalisme, en construisant un nouvel ordre négocié – économique, écologique et moral – en contexte autoritaire.

Les espaces écologiques sont-ils des arènes publiques ?

Les circuits courts de l'agroécologie chinoise participent à légitimer des espaces de délibération et de mobilisation autour de l'alimentation. La réunion d'acteur·rices autour des questions d'approvisionnement alimentaire contribue à donner forme à une situation problématique en elle-même. La publicisation des problèmes d'accès à une alimentation fiable révèle une problématique partagée à travers différents mondes sociaux (Cefaï 2015). Elle réactualise les mobilisations sur les questions liées à la propriété foncière, à la mise en patrimoine ou à la pollution environnementale. Les espaces écologiques participent à donner forme à une arène publique (Cefaï et Trom 2001; Cefaï 2016), telle que la conceptualise Cefaï (Cefaï 2016: 45) :

Une arène publique, c'est un ensemble organisé d'accommodements et de compétitions, de marchandages et d'arrangements, de protestations et de consentements, de promesses et d'engagements, de contrats et de conventions, de concessions et de compromis, de tensions et d'accords plus ou moins symbolisés et ritualisés, formalisés et codifiés, où se joue un *public interest*... Il existe toutes sortes d'arènes sociales, mais ce n'est que lorsque ces mondes de mondes sociaux, qui configurent des territoires, des connaissances, des technologies, des organisations et des institutions, sont ordonnés à la réalisation d'un bien public ou à l'évitement d'un mal public, que l'on parle d'arènes publiques.

Dans le contexte autoritaire chinois, la gestion des scandales alimentaires est caractérisée par une stricte sélection des informations rendues publiques. Les situations problématiques ne peuvent être exposées publiquement. Leur publicisation est entravée lorsqu'il s'agit de mettre en mot directement certains problèmes, comme les questions d'expropriation ou de confiance dans les institutions politiques. En revanche, certain·es acteur·rices des circuits courts alimentaires mobilisent des discours qui sont autorisés, portant par exemple sur la revitalisation rurale, le retour à la terre de jeunes diplômé·es, le tourisme ethnique et l'agriculture biologique. À partir de là, iels reconstituent des discours alternatifs, des sous-textes (J. C. Scott 2019a), qui

leur permettent d'échanger et de recomposer un espace de visibilité des conflits, de reconnaissance des torts, de résolutions des situations problématiques.

Les espaces écologiques ouvrent ainsi des arènes sociales. Des élites, jeunes, diplômées, retournées à la terre, les construisent avec des populations moins qualifiées et moins privilégiées. Des critiques sont publicisées en vue de la réalisation d'un bien public : l'accès à une alimentation saine. Elles donnent lieu à la mise en place de négociations et d'actions collectives pour faire face à un contexte où domine les incertitudes (Thireau 2020).

L'expression publique d'une situation problématique

Les acteur·rices engagées dans les circuits courts alimentaires et le maintien de l'agriculture paysanne en Chine contemporaine se rencontrent dans des questionnements sur l'environnement, les transformations agraires, la sécurité sanitaire des aliments, et le rôle politique des universités chinoises et des organisations internationales de développement. L'Association des ami·es des paysan·nes illustre les processus de définition d'un problème public. Son action se déploie depuis des préoccupations à l'échelle micro-locale jusqu'à l'insertion dans des mobilisations transnationales. Avec celui qui deviendra le Président de l'Association, un groupe de personnes issues de milieux urbains sont confrontées à des ruptures de confiance dans les produits alimentaires et en viennent à identifier l'approvisionnement alimentaire comme une situation problématique. Le problème soulevé est discuté et défini au cours d'une recherche sur ses facteurs, sur les responsables, sur les capacités d'action des participant·es à leur échelle. Le Président et ses acolytes diffusent leurs questionnements à des groupes élargis et ouvrent des espaces de débats. Des réseaux de délibération contradictoire prennent forme à des échelles plus vastes, jusqu'à l'intégration dans des mouvements internationaux pour l'agriculture paysanne. Les processus de réflexion sont alimentés par des enquêtes sur des solutions envisageables. L'Association des ami·es des paysan·nes s'institutionnalise à travers la formulation publique des alternatives pour tenter de résoudre la situation problématique.

L'enquête sur ce qui pose problème – l'accès à une alimentation fiable – fait apparaître d'autres tensions, d'autres controverses formulées dans des arènes publiques déjà existantes. Le mouvement pour une Nouvelle Reconstruction Rurale a montré comment les transformations agraires étaient discutées dans des arènes à la croisée des mondes universitaires, politiques et entrepreneuriaux. Les contestations environnementales émergeant à la suite de scandales alimentaires agroindustriels constituent également une « sphère publique verte » (G. Yang et Calhoun 2007; G. Yang 2013; H. C. Li 2019) où sont exprimées des critiques interdites dans

un cadre politique sur les questions de responsabilité. Ces arènes révèlent cependant de fortes disparités d'accès à la publicité, alors que ce sont des élites, des universitaires, des médias qui font remonter des protestations localisées, ou des organisations de développement qui portent les paroles de personnes « aidées ». Ces éléments en tension sont à leur tour objet d'enquêtes, de définition des problèmes qu'ils constituent et de tentatives de résolution.

Les mondes de l'agroécologie comme un champ d'expérience partagé.

La difficulté à accéder à des aliments fiables et des circuits alimentaires de confiance est inscrite dans une « écologie de l'expérience publique » (Cefaï 2016). Un champ d'expérience partagé se forme à travers les épreuves rencontrées par les personnes et dans les tentatives de clarifier les troubles qui en découlent. Des problèmes de différentes dimensions se retrouvent dans ces épreuves. Celles-ci peuvent être affectives alors que la multiplication des scandales alimentaires souligne l'inquiétude, voire l'angoisse liée à l'acte de se nourrir. Elles sont également sensibles dans le cas de l'alimentation, qui implique directement le corps que l'on nourrit ou que l'on empoisonne, son corps propre comme celui des proches. Les épreuves sont aussi évaluatives quand les scandales alimentaires questionnent les régimes alimentaires ou les modes de vie de populations entières, à l'échelle d'une ville ou d'un groupe social. Dans l'expression « écologie de l'expérience publique », la notion d'écologie renvoie ainsi non pas à un vécu subjectif mais à l'« habitat expérientiel » (Mead 1934: 90) qui permet l'appréciation du trouble.

Le champ de l'expérience collective se construit sur le partage des expériences à travers des façons de percevoir, mais aussi des outils, des instruments de catégorisation, des ensembles d'arguments disponibles. Les catégories de « qualité », « fiabilité », « sécurité », associées aux aliments ou aux circuits d'approvisionnement participent à la mise en commun des expériences. Elles donnent forme à l'appréhension des problèmes alimentaires comme des problèmes publics.

Dans la région du Guangxi, le groupe autour du Président caractérise des problèmes comme étant des problèmes publics et se constitue de fait comme un « public ». Pour elleux, les risques alimentaires représentent une dimension inacceptable de l'agriculture industrielle, devenue l'unique source disponible d'approvisionnement alimentaire. Le groupe du Guangxi valorise l'activité de petits exploitant·es des montagnes, en lui associant des affects liés à la construction d'une histoire locale (récits d'enfance, goût, savoir-faire). Ce travail de qualification rencontre d'autres affects dans d'autres groupes engagés pour une alimentation fiable. Les maladies (siennes ou celles de parents) sont associées aux pesticides et intrants chimiques utilisés dans les cultures ou consommés dans les produits industriels ; la santé infantile réunit de jeunes parents autour de questions similaires. La démonstration de ce que les circuits industriels

peuvent avoir de cruel, d'injuste envers les petits producteur·rices, la santé, etc. constitue un des critères de regroupement des collectifs locaux en des réseaux de plus large échelle – en formant ainsi un « problème public » plus étendu, concernant et mobilisant à leur tour un public plus large. La remise en cause des différentes relations autour de l'alimentation évoque directement la notion de juste (Thireau et Hansheng 2001; Thireau et Hua 2007), aussi bien telle qu'elle est perçue, revendiquée par les acteur·rices des réseaux que telle qu'elle est définie par les autorités politiques.

Cependant, la question de la confiance, notamment alimentaire, est également saisie par l'État-parti dans une démarche institutionnelle qui participe à complexifier la dimension problématique de la situation de trouble. À travers la stratégie de revitalisation rurale, la promotion de nouvelles structures agraires laisse la part belle à des élites agricoles en relation privilégiée avec les autorités politiques. En ce sens, le champ d'expérience partagé autour de la méfiance dans l'alimentation s'étend à travers des sous-mondes par ailleurs orientés selon des engagements politiques. Il est façonné par différents cadres normatifs en concurrence dans leurs objectifs, dans leurs outils de classification et dans leurs capacités d'appropriation des questions publiques.

Élargissement des publics et héritage de mouvements sociaux

L'Association des ami·es des paysan·nes acquière une visibilité et une reconnaissance qui l'amènent à présenter en dehors des limites de son réseau local les initiatives mises en place dans le Guangxi. Elle expose les réponses qu'elle formule au problème public de l'alimentation fiable, par la revalorisation d'une agriculture paysanne fondée sur la subsistance et des cultures alimentaires locales. Les publics touchés sont élargis à l'échelle nationale par la consommation de produits du Guangxi qui circulent dans les réseaux émergents de l'agroécologie paysanne. D'autres associations pratiquent la valorisation de produits et de savoir-faire locaux sur le modèle de l'Association. Son fonctionnement est diffusé à travers des réseaux internationaux, ceux de Partnerships for Community Development en Asie orientale, ceux de Slow Food en Europe, où les publics de l'Association des ami·es des paysan·nes prennent part à des mouvements de plus grande ampleur. Ils deviennent les publics à distance des causes portées par Slow Food en Europe en ce qu'ils partagent des préoccupations sur les transformations des espaces alimentaires dans une économie mondialisée, et les publics de Slow Food deviennent réciproquement des publics distants de l'Association, en prenant conscience de la définition et des mobilisations autour d'un problème public similaire au leur dans le contexte chinois. Les publics se constituent aussi par le partage d'un champ d'expérience à travers les mouvements

transnationaux. Par l'action d'individu·es érigées en expert·es, comme le Président de l'Association ou certain·es jeunes retournées, les conventions circulent entre les différents mondes sociaux parfois concurrents et forment un champ d'expérience plus élargi.

Les intermédiaires et expert·es de l'agroécologie recensent les dispositifs d'intervention disponibles en s'inspirant de formes d'action dans d'autres domaines, notamment de formes de transactions économiques, et dans d'autres lieux, dans les expériences agroalimentaires alternatives internationales.

Inventions de nouveaux cadrages

L'Association des ami·es des paysan·nes développe une éthique alimentaire selon laquelle l'alimentation relie de manière intrinsèque la production et la cuisine des aliments. L'éthique est constituée d'un ensemble de principes et de critères selon lesquels le fait de manger s'accompagne d'une conscience de l'origine des produits et des implications sociales et environnementales des modes de production. Une expérience est partagée à travers la création d'espaces alimentaires fiables et sécurisés. Ces espaces garantissent le respect des principes énoncés dans l'approvisionnement et la cuisine des aliments ainsi que dans les interactions humaines qui les ont permis. La continuité des étapes de production et de transformation est soulignée, mise en scène, réfléchie, à la façon dont se conçoit une chaîne écologique. Les activités de l'Association peuvent être lues comme autant d'étapes d'une croisade pour la diffusion et l'imposition d'une éthique alimentaire. Elles consistent dans la mise en place des restaurants et de la vente de produits fermiers en circuits courts d'une part, dans l'organisation des ateliers réflexifs sur les produits de terroir d'autre part. Les espaces écologiques sont les lieux, à la fois physiques et symboliques, de publicisation des problèmes contre lesquels l'éthique alimentaire s'est constituée. L'Association participe en ce sens à un processus de cadrage. Celui-ci reprend en partie des modèles comme celui de Slow Food, mais est surtout fondé sur des inventions, par exemple dans la forme du restaurant pédagogique qui permet de pallier le défaut de participation des consommateur·rices.

En créant de nouveaux cadres de référence, en diffusant des récits d'information et de contre-information, en déplaçant des habitudes de sentir et de ressentir, les espaces écologiques façonnent les champs d'expérience des personnes qui en sont partie prenante. Ce qui se joue ainsi dans ces espaces, ce sont non seulement des manières d'agir mais aussi des manières de percevoir, y compris des manières de se percevoir soi-même et ses pairs. La question de la reconnaissance et de la confiance en soi (en tant qu'acteur·rice professionnelle de l'agriculture mais aussi en tant qu'individu·e) est au cœur des espaces écologiques de délibération et d'action,

mais aussi de réflexivité et de lutte idéologique. En transformant les cadres, les associations pour une agriculture paysanne ouvrent des espaces pour de nouvelles sensibilités morales, de nouvelles hiérarchies de crédibilité. La redistribution des ressources, des droits et capacités, montre de nouvelles opportunités de vivre ensemble.

Les processus de cadrage, de reprise de cadres précédents ou étrangers, de transformation des cadres, sont constitutifs d'une arène qui n'est pas seulement une affaire de discussion publique mais d'écologie institutionnelle, juridique et politique. Ils établissent de nouveaux complexes d'habitudes collectives, des répertoires de définitions typiques de situations problématiques et de réponses typiques pour les résoudre. La publicité associée à la portée éthique et politique de la constitution des problèmes publics soulève dans le même temps la question de la dimension normative de l'activité collective.

Médiatisation du problème public

Le groupe central, qui décide et conçoit le fonctionnement de l'Association des ami·es des paysan·nes, est composé d'universitaires et d'activistes issus de milieux urbains aisés. Mais ces élites traversent cependant les mondes ruraux, tissent des relations commerciales, éthiques, politiques, amicales, avec les acteur·rices qui font de l'Association une activité collective. Nous pourrions reprendre presque mot à mot ce que D. Cefaï (2016: 43) écrit en citant les travaux sur les institutions civiques de la fin du 19^e siècle aux États-Unis :

Ces réseaux traversaient des mondes sociaux, linguistiques et ethniques, entrepreneuriaux et syndicaux, entre lesquels ils jouaient un rôle de passeurs, de médiateurs et de traducteurs et où ils rendaient possible l'émergence de quelque chose comme une « raison publique ». Mouvements et contre-mouvements, groupes d'intérêt et mass media, communautés civiles et autorités publiques interagissent les uns avec les autres, créant des constellations d'expériences, de discours et d'actions qui s'intersectent et s'interpénètrent, se segmentent et s'équilibrent, se conjoignent et s'opposent.

Le Président et les membres de l'Association exercent des rôles de passeurs similaires. Iels font l'inventaire des pratiques agricoles et transmettent des expériences alimentaires entre des villages ayant chacun leurs spécificités linguistiques, ethniques et spirituelles. Iels les rendent visibles dans des villes de plusieurs millions d'habitant·es, organisées autour de la rationalisation industrielle. Iels les diffusent sur des plateformes numériques caractérisées par l'immédiateté et la superficialité. Ainsi, l'Association rend possible l'interaction et « l'émergence de quelque chose comme une “raison publique” ».

L'Association des ami·es des paysan·nes, sur le devant de la scène médiatique au début des années 2010, a manifestement cédé sa place. La surreprésentation dans les médias et les travaux universitaires de quelques figures de l'agroécologie pékinoise souligne la prépondérance, économique comme politique, d'un mouvement néo-paysan redéfini par l'accès à la propriété de petites parcelles agricoles pour la production et la distribution d'aliments biologiques de confiance. Dans le prolongement de l'analyse qu'en propose Yan Hairong (Yan et Chen 2015; H. Yan 2021) cependant, l'histoire de la petite propriété paysanne en Chine souligne le processus de reconstruction continue d'une catégorie de « paysan·nes » qui n'a jamais existé en tant que telle que par les mouvements politiques qui la revendiquaient.

Perspectives de recherche

Le nombre conséquent des données recueillies pendant les terrains de recherche ouvrent plusieurs voies pour approfondir la recherche actuelle ou pour la prolonger. Sur la base théorique que propose la thèse, l'ensemble des données peut de nouveau être exploité pour détailler et approfondir les concepts qui n'y sont parfois qu'élaborés brièvement.

Dans la perspective d'une réflexion sur les usages des dispositifs commerciaux par les mouvements sociaux, les circuits courts alimentaires en Chine montrent comment la publicisation d'une situation problématique dans les espaces marchands de l'agroécologie peut participer à faire entendre les voix de populations rurales. Ils ouvrent un espace d'action là où les négociations sur l'accès à la terre ou sur la production industrielle demeurent des espaces institutionnels caractérisés par l'imposition unilatérale de la norme. Pour approfondir cette approche théorique, le concept d'arènes publiques permet de penser les activités d'organisations qui, aux côtés de l'Association des ami·es des paysan·nes, mobilisent d'autres répertoires d'action pour rendre publics des problèmes rencontrés. En effet, la pluralité des initiatives de l'agroécologie forme une arène publique où les interactions délibératives et marchandes se fondent sur un champ d'expérience partagé. L'analyse de données non exploitées dans la thèse permettrait de préciser ce champ d'expérience et les formes d'actions collectives qui le traversent : formations auprès de praticien·nes de l'agriculture ou de publics urbains diplômés, propositions de loi sur les contrôles agricoles et les certifications alimentaires, recueil de paroles paysannes, etc.

La question de la circulation des normes et des grammaires de l'agroécologie à l'échelle transnationale constitue un autre prisme de recherche. Dans la perspective de la formulation et de l'imposition d'une définition de l'agroécologie par les institutions internationales (Loconto et Fouilleux 2019), il serait fructueux d'analyser plus finement la circulation des concepts de

l'agroécologie portés par différents acteurs collectifs philanthropiques ou économiques. Dans un contexte où une des spécificités des terrains chinois est la persistance de pratiques agroécologiques transmises localement, une analyse de la circulation des savoirs (Compagnone, Lamine, et Dupre 2018) permettrait de qualifier la dimension hégémonique des discours agroécologiques. En effet, si la permaculture, la *Community-Supported Agriculture* et les *Participatory Guarantee Systems* sont devenus monnaie courante dans les fermes chinoises en agroécologie, il ne semble pas que les dispositifs locaux comme les microcrédits d'animaux mis en place par l'Association soient réemployés sur d'autres territoires. L'étude de l'adaptation des vocabulaires et des pratiques selon des contextes nationaux (Lamine 2017) pourrait compléter cette approche. La revalorisation de pratiques en désuétude comme les ruches-troncs dans les montagnes du Qinling par *Premier Secrétaire Liu* depuis une dizaine d'années ne manque pas de faire penser au regain d'intérêt pour les ruchers-troncs cévenols dans la même période (Lehébel-Péron 2014; Lehébel-Péron et al. 2016). Entre préoccupations sanitaires et intérêt patrimonial, la mobilisation d'un vocabulaire commun dans des espaces de petite production paysanne en Chine et en France, malgré des contextes historiques, géographiques et politiques divergents, mériterait amplement que l'on s'y attarde.

Lors des séjours de recherche-action, Away aimait rire en disant que Qiu Ge avait inventé le rhum : sans avoir jamais bu de « rhum », il traitait les résidus de canne à sucre de la même manière qu'il faisait l'alcool de riz, afin de produire un « alcool de canne ». Une idée qui nous tiendrait particulièrement à cœur serait en ce sens de prolonger la réflexion par des regards croisés internationaux sur la définition d'aliments de terroir « reterritorialisés ». Comme on a pu voir Qiu Ge enseigner en Malaisie la fabrication traditionnelle de la *panela*, on observe également en France l'apparition de produits artisanaux et locaux qui étaient, jusqu'à récemment, uniquement fabriqués en Chine. La multiplication des espaces de production de soja français notamment incite à réfléchir à la diffusion de ses dérivés. La fabrication et la distribution de tofu, fait en France dans des ateliers artisanaux à partir de soja biologique local et selon des pratiques traditionnelles chinoises ou japonaises, interrogent ainsi l'évolution des pratiques culinaires et alimentaires à partir des transformations agricoles. La mise en vente de ces produits spécifiques se fait majoritairement à travers des circuits courts de proximité. Elle suscite en retour une réflexion sur la circulation internationale des dispositifs marchands et la construction d'un goût pour le local.



Décorticage du riz dans un village des montagnes du Yunnan (1^{er} mai 2017)

叁. Bibliographie :

Cette bibliographie scientifique présente l'ensemble des sources secondaires, ouvrages et articles de revue. Les sources primaires (textes officiels, articles de journaux quotidiens, revues militantes, etc.) sont référencées intégralement en notes de bas de page lors de leur commentaire.

- Agrikoliansky, Éric. 2017. « Chapitre 6 - Les “carrières militantes” ». In *Sociologie plurielle des comportements politiques*. Presses de Sciences Po.
- Akerlof, George A. 1970. « The Market for “Lemons”: Quality Uncertainty and the Market Mechanism ». *The Quarterly Journal of Economics* 84 (3): 488-500.
- Akrich, Madeleine, Michel Callon, et Bruno Latour. 2006. *Sociologie de la traduction: textes fondateurs*. Paris, France: Mines Paris, les Presses.
- Amemiya, Hiroko. 2011. *Du teikei aux AMAP: le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Amilien, Virginie, et Georgina Holt, éd. 2007. « From local food to localized food ». *Anthropology of food*, n° S2.
- Amsellem-Mainguy, Yaëlle. 2021. *Les filles du coin: vivre et grandir en milieu rural*. Paris, France: Sciences Po - Les Presses.
- Anderson, E. N. 1988. *The food of China*. New Haven: Yale University Press.
- . 2014. *Food and environment in early and medieval China*. 1st. ed. Encounters with Asia. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Antoine, Annie, et Julian Mischi. 2008. *Sociabilité et politique en milieu rural: actes du colloque organisé à l'Université Rennes 2 les 6, 7 et 8 juin 2005*. Rennes, France: Presses universitaires de Rennes.
- Arsène, Séverine. 2021. « Le système de crédit social en Chine ». *Rezeaux* 225 (1): 55-86.
- Augustin-Jean, Louis, et Björn Alpermann, éd. 2014. *The Political Economy of Agro-Food Markets in China: The Social Construction of the Markets in an Era of Globalization*. London: Palgrave Macmillan UK.
- Augustin-Jean, Louis, et Jean-Pierre Poulain, éd. 2018. *Risk and Food Safety in China and Japan: Theoretical Perspectives and Empirical Insights*. London: Routledge.
- Augustin-Jean, Louis, et Lei Xie. 2018. « Food Safety, Agro-Industries, and China's International Trade: A Standard-Based Approach ». *China Information* 32 (3): 400-422.
- Balsiger, Philip. 2009. « Consommation engagée ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 139-46. Presses de Sciences Po.
- . 2017. « La consommation engagée ». In *Sociologie plurielle des comportements politiques*, 193-214. Paris: Presses de Sciences Po.
- Barham, Elizabeth. 2003. « Translating terroir: The global challenge of French AOC labeling ». *Journal of Rural Studies* 19 (janvier): 127-38.
- Beaud, Stéphane, et Florence Weber. 2010. *Guide de l'enquête de terrain: produire et analyser des données ethnographiques*. Paris, France: La Découverte.
- Beck, Ulrich. 2008. *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*. Paris: Flammarion.
- Becker, Howard S. 2012. *Les mondes de l'art*. Paris: Flammarion.
- . 2013. *Outsiders: études de sociologie de la déviance*.

- Bedon, Marine. 2017. « Spinoza et l'écologie profonde : prolongements des lectures d'Arne Naess pour l'élaboration d'une éthique contemporaine ». Thèse de doctorat en philosophie, en préparation, ENS de Lyon.
- Bellot, Marie. 2019. « Faire entendre les voix en Chine : jeunesse qualifiée, autoritarisme négocié et civisme ordinaire ». Thèse de doctorat en sociologie, Université de Lyon.
- Benford, Robert D., et David A. Snow. 2012. « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan ». Traduit par Nathalie Miriam Plouchard. *Politix* n° 99 (3): 217-55.
- Bergère, Marie-Claire. 2007. *Capitalismes et capitalistes en Chine: XIXe-XXIe siècle*. Paris, France: Perrin.
- . 2013. *Chine: le nouveau capitalisme d'État*. Paris, France: Fayard.
- Bergeron, Henri, Patrick Castel, et Sophie Dubuisson-Quellier. 2014. « Gouverner par les labels ». *Gouvernement et action publique* VOL. 3 (3): 7-31.
- Bergeron, Henri, Patrick Castel, Sophie Dubuisson-Quellier, Etienne Nouguez, et Olivier Pilmis. 2020. « Governing by Labels? Not That Simple: The Cases of Environmental and Nutritional Policies in France ». In *Labelling the Economy: Qualities and Values in Contemporary Markets*, édité par Brice Laurent et Alexandre Mallard, 185-206. Singapore: Springer.
- Bernstein, Henry. 2010. *Class dynamics of agrarian change*. Halifax, N.S., Canada: Fernwood Pub.
- . 2014. « Food Sovereignty via the 'Peasant Way': A Sceptical View ». *The Journal of Peasant Studies* 41 (6): 1031-63.
- . 2015. « Some Reflections on Agrarian Change in China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 454-77.
- Berry, Wendell. 2018. *La santé de la terre: Essais agrariens*. Wildproject Editions.
- . 2019. *Essays, 1969-1990*. Édité par Jack Shoemaker. New York, Etats-Unis d'Amérique: The Library of America.
- Bertrand, Georges. 1979. « Pour une histoire écologique de la France rurale ». In *La formation des campagnes françaises: des origines au XIVe siècle*, Histoire de la France rurale, sous la dir. de Georges Duby T. 1. Paris: Éd. du Seuil.
- Bessin, Marc, et Laurence Roulleau-Berger. 2002. « Les armes du faible sont-elles de faibles armes ? » *L'Homme la Societe* 143144 (1): 3-11.
- Bianco, Lucien. 1968. « Les paysans et la révolution : Chine, 1919-1949 ». *Politique étrangère* 33 (2): 117-41.
- . 2007. *Les Origines de la révolution chinoise, 1915-1949*. 4e éd. Paris: Gallimard.
- . 2010. *La révolution fourvoyée parcours dans la Chine du XXIe siècle*. La Tour-d'Aigues: Ed. de l'Aube.
- . 2016. « Les politiques agraires de la Révolution chinoise ». *Revue d'histoire moderne contemporaine* n° 63-4/4 bis (4): 138-56.
- Boltanski, Luc, et Ève Chiapello. 2011. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- Bonnin, Michel. 2004. *Génération perdue: le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne en Chine, 1968-1980*. Paris: École des hautes études en sciences sociales.
- Boudes, Philippe. 2006. « Les démarches des sociologies francophones de l'environnement : comment faire science avec la problématique environnementale ? » *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n° Volume 7 Numéro 2 (septembre).
- Bourdieu, Pierre. 1977. « Une classe objet ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 17 (1): 2-5.

- Bowen, Sarah, et Kathryn De Master. 2011. « New Rural Livelihoods or Museums of Production? Quality Food Initiatives in Practice ». *Journal of Rural Studies* 27 (1): 73-82.
- Bruneau, Ivan, Gilles Laferté, Julian Mischi, et Nicolas Renahy. 2018. *Mondes ruraux et classes sociales*. En temps et lieux. Paris: éditions EHESS.
- Bruneau, Ivan. 2004. « La Confédération paysanne et le « mouvement altermondialisation ». L'international comme enjeu syndical ». *Politix* n° 68 (4): 111-34.
- . 2006. « La Confédération paysanne: s'engager à "juste distance" ». Thèse de doctorat, France: Université Paris Nanterre.
- Bruno, Isabelle. 2012. « Chapitre II. Quand s'associer, c'est concourir : Les paradoxes de la "coopétition" ». In *Du lien marchand : Comment le marché fait société*, édité par Franck Cochoy, 55-80. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Midi.
- Buck, Daniel, Christina Getz, et Julie Guthman. 1997. « From Farm to Table: The Organic Vegetable Commodity Chain of Northern California ». *Sociologia Ruralis* 37 (1): 3-20.
- Callon, Michel, Cécile Méadel, et Vololona Rabeharisoa. 2000. « L'économie des qualités ». *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 13 (52): 211-39.
- . 2002. « The Economy of Qualities ». *Economy and Society* 31 (2): 194-217.
- Callon, Michel, et Bruno Latour. 2017. « Chapitre 1. « Tu ne calculeras pas ! » - ou comment symétriser le don et le capital ». In *Sociologie des agencements marchands : Textes choisis*, par Madeleine Akrich, Sophie Dubuisson-Quellier, Catherine Grandclément, Antoine Hennion, Alexandre Mallard, Cécile Méadel, Fabian Muniesa, et Vololona Rabeharisoa, 9-41. Sciences sociales. Paris: Presses des Mines.
- Callon, Michel, et Michel Ferrary. 2006. « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau ». *Sociologies pratiques* n° 13 (2): 37-44.
- Callon, Michel, Madeleine Akrich, Sophie Dubuisson-Quellier, Catherine Grandclément, Antoine Hennion, Bruno Latour, Alexandre Mallard, Cécile Méadel, Fabian Muniesa, et Vololona Rabeharisoa. 2013. *Sociologie des agencements marchands: Textes choisis*. Presses des Mines.
- Callon, Michel. 1986. « Éléments pour une sociologie de la traduction: La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc ». *L'Année sociologique (1940/1948-)* 36: 169-208.
- . 2012. « Postface ». In *Du lien marchand : Comment le marché fait société*, édité par Franck Cochoy, 343-62. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Midi.
- Cefaï, Daniel, et Danny Trom. 2001. *Les formes de l'action collective: mobilisations dans des arènes publiques*. Paris, France: Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Cefaï, Daniel. 2015. « Mondes sociaux ». *SociologieS*, février.
- . 2016. « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? » *Questions de communication* n° 30 (2): 25-64.
- Chan, Selina. 2012. « Terroir and Green Tea in China: The Case of Meijiawu Dragon Well (Longjing) Tea ». In , 226-38.
- Chang, Kwang-chih. 1977. *Food in Chinese culture: anthropological and historical perspectives*. New Haven: Yale University Press.
- Chang, Kyung-Sup. 2010. « The Second Modern Condition? Compressed Modernity as Internalized Reflexive Cosmopolitization ». *The British Journal of Sociology* 61 (3): 444-64.
- Chang, Kyung-Sup. 2017. « China as a Complex Risk Society. Risk Components of Post-Socialist Compressed Modernity ». *Temporalités. Revue de Sciences Sociales et Humaines*, n° 26 (décembre).

- Chantelat, Pascal, et Bénédicte Vignal. 2002. « L'intermédiation du marché de l'occasion Échange marchand, confiance et interactions sociales ». *Sociologie du Travail* 44 (3): 315-36.
- Chaumet, Jean-Marc. 2020. « La politique agricole chinoise : changement de cap pour un même objectif ». *Economie rurale* n° 372 (2): 153-70.
- Chen, Junya 陈军亚. 2019. « 韧性小农:历史延续与现代转换——中国小农户的生命力及自主责任机制 » (*Renxing xiaonong: Lishi yanxu yu xiandai zhuanhuan---zhongguo xiao nonghu de shengmingli ji zizhu zeren jizhi*, Des petits exploitants tenaces : continuité historique et transformations modernes – mécanismes de responsabilité autogérée et vitalité des petits exploitants chinois). *Zhongguo shehui kexue*, n° 12: 82-99+201.
- Chen, Lili 陈莉莉, Yitao Hu 胡以涛, Junfeng Song 宋俊峰, et Degui Yu 余德贵. 2012. « 基于社区支持农业的食品安全解决途径——以常州的都市 e 农庄为例 » (*Jiyu shequ zhichi nongye de shipin anquan jieju tujing---yi changzhou de dushi e-nongzhuang wei li*, Solutions de sécurité sanitaire des aliments basées sur l'agriculture soutenue par la communauté : une étude de cas sur les fermes urbaines numériques à Changzhou). *Anhui nongye kexue* 40 (07): 4376-80.
- Chen, Weiping 陈卫平. 2013. « 社区支持农业情境下生产者建立消费者食品信任的策略——以四川安龙村高家农户为例 » (*Shequ zhichi nongye qingjing xia shengchan zhe jianli xiaofeizhe shipin xinren de celue---yi sichuan anlong cun gao jia nonghu wei li*, Stratégies des producteurs pour renforcer la confiance des consommateurs en matière d'alimentation dans le contexte de l'agriculture soutenue par la communauté : étude de cas du foyer agricole de la famille Gao dans le village d'Anlong, Sichuan). *Zhongguo nongcun jingji*, n°02: 48-60.
- . 2015. « 社区支持农业(CSA)消费者对生产者信任的建立:消费者社交媒体参与的作用 » (*Shequ zhichi nongye (CSA) xiaofeizhe dui shengchanzhe xinren de jianli: Xiaofeizhe shejiao meiti canyu de zuoyong*, Construction de la confiance dans les producteurs pour les consommateurs de l'agriculture soutenue par la communauté (CSA) : l'utilité de la participation des consommateurs à travers les médias et les réseaux sociaux). *Zhongguo nongcun jingji*, n°06: 33-46.
- Chen, Weiping, et Si Tan. 2018. « Impact of Social Media Apps on Producer–Member Relations in China's Community Supported Agriculture ». *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement*, août.
- Chen, Zhanjiang 陈占江. 2017. « 迈向行动的环境社会学——基于反思社会学的视角 » (*Mai xiang xingdong de huanjing shehuixue---jiyu fansi shehuixue de shijiao*, Vers une sociologie environnementale de l'action : à partir d'une perspective de sociologie réflexive). *Shehuixue yanjiu* 32 (03): 1-22+242.
- Chessel, Marie, et Franck Cochoy. 2004. « Autour de la consommation engagée : enjeux historiques et politiques ». *Sciences de la Société*, n° 62: 3-14.
- Chessel, Marie-Emmanuelle, et Sophie Dubuisson-Quellier. 2019. « La consommation au XXe siècle : enquêtes, savoirs, pratiques ». *Les Études sociales*, n° 169: 5-19.
- Chiffolleau, Yuna, et Benoît Prévost. 2012. « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires ». *Noroi*, n° 224: 7-20.
- Chiffolleau, Yuna, Grégori Akermann, et Arielle Canard. 2017. « Les circuits courts alimentaires, un levier pour une consommation plus durable ? » *Terrains & travaux*, n° 31: 157-77.
- Chiffolleau, Yuna. 2012. « Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture ». *Économie rurale*, n° 332: 88-101.
- . 2017. « Dynamique des identités collectives dans le changement d'échelle des circuits courts alimentaires ». *Revue Française de Socio-Économie*, n° 18 (avril): 123-41.
- . 2019. *Les circuits courts alimentaires*. ERES.

- Cochoy, Franck, et Sophie Dubuisson-Quellier. 2000. « Introduction. Les professionnels du marché : vers une sociologie du travail marchand ». *Sociologie du Travail* 42 (3): 359-68.
- . 2006. « Présentation - Distribution et marché : une affaire de taille et de détail ». *Rezeaux* n° 135-136 (1): 9-16.
- Cochoy, Franck, Johan Hagberg, et Hans Kjellberg. 2020. « The Tower of Labels: Labelling Goods in the US Grocery Store (1922–2018) ». In *Labelling the Economy: Qualities and Values in Contemporary Markets*, édité par Brice Laurent et Alexandre Mallard, 233-70. Singapore: Springer.
- Cochoy, Franck, Johan Hagberg, Magdalena Petersson McIntyre, et Niklas Hansson, éd. 2019. *Digitalizing consumption: how devices shape consumer culture*. London: Routledge.
- Cochoy, Franck. 1999. « Une histoire du marketing: discipliner l'économie de marché ». Paris, France: Éditions. la Découverte.
- . 2002. *Une sociologie du packaging ou L'âne de Buridan face au marché*. Paris, France: Presses universitaires de France.
- . 2004. « La captation des publics entre dispositifs et dispositions, ou le petit chaperon rouge revisité ». In *La captation des publics : "c'est pour mieux te séduire, mon client"*, 11-68. Presses Universitaires du Mirail.
- . 2012a. « Chapitre I. La sociologie économique relationniste ». In *Du lien marchand : Comment le marché fait société*, 19-54. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Midi.
- , éd. 2012b. *Du lien marchand, comment le marché fait société: essai(s) de sociologie économique relationniste*. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.
- Collovald, Annie, Marie-Hélène Lechien, Sabine Rozier, et Laurent Willemez. 2002. *L'humanitaire ou le management des dévouements: enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*. Rennes, France: Presses universitaires de Rennes.
- Compagnone, Claude, Claire Lamine, et Lucie Dupre. 2018. « La production et la circulation des connaissances en agriculture interrogées par l'agro-écologie ». Édité par Claude Compagnone, Claire Lamine, et Lucie Depré. *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 12 (2): 111.
- Conein, Bernard. 2004. « Cognition distribuée, groupe social et technologie cognitive ». *Rezeaux* 124 (2): 53-79.
- Coquard, Benoît. 2019. « Ceux qui restent: faire sa vie dans les campagnes en déclin ». Paris, France: La Découverte.
- Corbeau, Jean-Pierre. 2005. « Sociabilités urbaines contemporaines et cuisines de foire. De la convivialité à la commensalité ». *Diasporas. Histoire et sociétés* 7 (1): 147-58.
- Coutellec, Léo, et Jean-Philippe Pierron. 2017. « Penser une éthique alimentaire Dossier thématique. Se nourrir : Un enjeu éthique ». *Revue française d'éthique appliquée* N° 4 (2): 19-24.
- Crane, Eva. 1999. *The world history of beekeeping and honey hunting*. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: Duckworth.
- Darmon, Muriel. 2008. « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation ». *Politix* n° 82 (2): 149.
- Day, Alexander F. 2008. « The End of the Peasant? New Rural Reconstruction in China ». *Boundary* 2 35 (2): 49-73.
- Day, Alexander F., et Mindi Schneider. 2015. « Feeding China ». *Feeding China*. 2015.
- . 2018. « The end of alternatives? Capitalist transformation, rural activism and the politics of possibility in China ». *The Journal of Peasant Studies* 45 (7): 1221-46.

- De Terssac, Gilbert. 2012. « Autonomie et travail. » In *Dictionnaire du travail*, 47-53. PUF.
- DeBernardi, Jean. 2015. « Wudang Daoist Tea Culture ». In *Re-orienting cuisine: East Asian foodways in the twenty-first century*, édité par Kwang-ök Kim. Food, nutrition, and culture, volume 3. New York: Berghahn Books.
- Deléage, Estelle. 2004. *Paysans, de la parcelle à la planète: socio-anthropologie du Réseau agriculture durable*. Collection Le Présent Avenir. Paris: Syllepse.
- . 2012. « Les paysans dans la modernité ». *Revue Française de Socio-Économie* n° 9 (1): 117-31.
- . 2014. « Le mouvement Slow Food : contretemps de l'accélération temporelle ? » *Ecologie & politique* N°48 (1): 49-59.
- Derèze, Gérard. 2005. « De la culture populaire au patrimoine immatériel ». *Hermes, La Revue* n° 42 (2): 47-53.
- Deverre, Christian, et Claire Lamine. 2010. « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales ». *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, n° 317 (mai): 57-73.
- Diestchy, Mireille. 2016. *Enquête sur une éthique du rythme : analyse sociologique et pragmatiste de la diffusion du slow*. Paris, ENST.
- Dolci, Paula, et Coline Perrin. 2017. « Retourner à la terre en Sardaigne, crises et installations en agriculture ». *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 33 (septembre): 145-67.
- Du, Zhixiong 杜志雄. 2015a. « “新农人”引领中国农业转型的功能值得重视 ». (“Xin nongren” yinling zhongguo nongye zhuanxing de gongneng zhide zhongshi, Le rôle des “néo-paysans” dans les transformations agraires en Chine mérite l’attention). *Shijie nongye*, n° 09: 248-50.
- . 2015b. 食品短链: 时尚还是方向 (*Shipin duan lian: Shishang haishi fangxiang*, Circuits courts alimentaires, mode ou direction à suivre). Beijing: Beijing shidai huawen shuju.
- Dubuisson-Quellier, Sophie, Claire Lamine, et Ronan Le Velly. 2011. « Citizenship and Consumption: Mobilisation in Alternative Food Systems in France ». *Sociologia Ruralis* 51 (3): 304-23.
- Dubuisson-Quellier, Sophie, et Claire Lamine. 2004. « Faire le marché autrement: L’abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d’engagement politique des consommateurs ». *Sciences de la société*, n° 62: 145-67.
- Dubuisson-Quellier, Sophie, Séverine Gojard, et Marie Plessz. 2019. « Dispositifs et dispositions de la consommation. Retour sur une enquête contemporaine articulant méthodes qualitatives et quantitatives ». *Les Etudes sociales* 1 (169): 133-52.
- Dubuisson-Quellier, Sophie. 2003. « Confiance et qualité des produits alimentaires : une approche par la sociologie des relations marchandes ». *Sociologie du travail* 45 (1): 95-111.
- . 2008. « De la souveraineté à la gouvernance des consommateurs : l’espace du choix dans la consommation ». *L’Économie politique*, n° 39 (juillet): 21-31.
- . 2011. « La consommation comme espace de contestation et de mobilisation sociale ». Conférence présentée à l’ENS de Lyon, Sciences économiques et sociales.
- . 2018. *La consommation engagée*. Paris, France: SciencesPo, les presses.
- Fan, Yechao 范叶超. 2018. « 环境流动: 全球化时代的环境社会学议程 » (*Huanjing liudong: Quanqiu hua shidai de huanjing shehui xue yicheng*, Les mobilités environnementales : un agenda sociologique environnemental à l’ère de la mondialisation). *Shehuixue pinglun* 6 (01): 56-68.
- Fang, Ping 方平, Wenxu Yuexiao 岳晓文旭, et Li Zhou 周立. 2020. « 农业多功能性、四生农业与小农户前景——基于巴西三类农场调研的反思 » (*Nongye duo gongneng xing, si sheng*

- nongye yu xiao nonghu qianjing---jiyu baxi san lei nongchang tiao yan de fansi*, Plurifonctionnalité agricole, agriculture des quatre “sheng” et perspectives pour les petits exploitants : réflexions sur une enquête auprès de trois types de fermes au Brésil). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 37 (03): 22-35.
- Fei, Xiaotong 费孝通. 2018. *乡土中国 (Xiangtu zhongguo, Aux racines de la société chinoise)*. Beijing: Zhonghua shuju.
- Feng, Yanmin 冯彦敏, et Haibo Zhao 赵海波. 2014. « 社区支持农业(CSA)——推动城乡一体化发展的绿色之路 » (*Shequ zhichi nongye (CSA)---tuidong chengxiang yiti hua fazhan de luse zhi lu*, Community Supported Agriculture (CSA): A Green Way to Promote Urban-Rural Integrated Development). *Yunnan nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 8 (05): 67-72.
- Fillieule, Olivier, et Nonna Mayer. 2001. « Devenirs militants ». *Revue française de science politique* 51 (1): 19-25.
- Fillieule, Olivier, Florence Haegel, Camille Hamidi, et Vincent Tiberj. 2017. *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche....* Paris: Presses de Sciences Po.
- Fouilleux, Ève, et Laura Michel. 2020. *Quand l'alimentation se fait politique(s)*. Rennes, France: Presses universitaires de Rennes.
- Fukuoka, Masanobu. 2015. *La révolution d'un seul brin de paille: une introduction à l'agriculture sauvage*. Paris: Guy Trédaniel.
- Garçon, Lucile. 2012. « La mobilisation d'acteurs autour de biens ordinaires requalifiés : un exemple en Ligurie ». *GREP-POUR, Alimentation et territoires*, 215-216 (3): 161-68.
- Gauché, Evelyne. 2017. « Mise en tourisme d'un village shui dans la province montagneuse du Guizhou (sud de la Chine) : imaginaires et instrumentalisation politique du paysage ». *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, n° 105-3 (novembre).
- Geall, Sam, et Adrian Ely. 2019. « Agri-Food Transitions and the “Green Public Sphere” in China ». *Environmental Innovation and Societal Transitions* 30 (mars): 33-42.
- Gervais, Mathieu. 2016. « Croyants de nature ? Sociologie religieuse de l'agriculture paysanne ». *Études rurales*, n° 197 (juin): 177-94.
- Goffman, Erving. 1968. *Asiles: études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Traduit par Liliane Lainé et Claude Lainé. Paris, France: Les Éditions de Minuit.
- . 1991. *Les cadres de l'expérience*. Traduit par Isaac Joseph, Michel Dartevelle, et Pascale Joseph. Paris, France: les Éditions de Minuit.
- Gong, Weigang, et Burak Gürel. 2019. « Project-Based State Intervention and Agrarian Change in Contemporary China: The Case of Rice Production in Pingwan County, Hunan ». *Rural China* 16 (2): 312-33.
- Goodman, David, et Michael R. Redclift. 1991. *Refashioning nature: food, ecology and culture*. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.
- Goodman, David, Michael K Goodman, et E. Melanie DuPuis. 2012. *Alternative Food Networks: Knowledge, Place, and Politics*. London: Routledge.
- Goodman, David. 2003. « The Quality ‘Turn’ and Alternative Food Practices: Reflections and Agenda ». *Journal of Rural Studies*, International Perspectives on Alternative Agro-Food Networks: Quality, Embeddedness, Bio-Politics, 19 (1): 1-7.
- . 2004. « Rural Europe Redux? Reflections on Alternative Agro-Food Networks and Paradigm Change ». *Sociologia Ruralis* 44 (1): 3-16.
- Goody, Jack. 1982. *Cooking, Cuisine, and Class: A Study in Comparative Sociology*. Cambridge [Cambridgeshire]; New York: Cambridge University Press.

- Gorz, André. 2008. *Écologica*. Paris, France: Galilée.
- Gottlieb, Robert, et Anupama Joshi. 2010. *Food Justice*. Mit Press.
- Grafmeyer, Yves Éditeur scientifique, et Isaac Éditeur scientifique Joseph. 1990. *L'école de Chicago*. Paris, France: Aubier.
- Granchamp, Laurence. 2019. « Penser l'alimentation d'un point de vue décolonial. Entretien avec Tainá Marajoara (Bélém, Brésil) ». *Revue des sciences sociales*, n° 61 (mai): 132-41.
- Granovetter, Mark. 2000. *Le marché autrement: les réseaux dans l'économie*. Traduit par Isabelle This Saint-Jean. Paris, France: Desclée de Brouwer, impr. 2000.
- Guiheux, Gilles. 2012. « Chinese socialist heroes: from workers to entrepreneurs ». In *Towards a New Development Paradigm in Twenty-First Century China*. Routledge.
- . 2015. « Philanthropie d'entrepreneurs et construction d'un nouveau compromis social en Chine contemporaine ». In *Travail, luttes sociales et régulation du capitalisme dans la Chine contemporaine*, édité par Clément Sehier et Richard Sobel, 123-42. Presses universitaires du Septentrion.
- Guo, Huanxiu. 2013. « The “New Rural Reconstruction” : Movement and Sustainable Agricultural Development in China ». Thèse de doctorat, Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I.
- Guo, Yuhua 郭于华. 2005. « 天使还是魔鬼——转基因大豆在中国的社会文化考察 » (*Tianshi haishi mogui – zhuanjiyin dadou zai zhongguo de shehui wenhua chakao*, Ange ou démon – enquête socioculturelle sur le soja génétiquement modifié en Chine). *Shehuixue yanjiu*, n°01: 84-112+247.
- . 2006. « 关于“吃”的文化人类学思考——评尤金·安德森的《中国食物》 » (*Guanyu “chi” de wenhua renleixue sikao---ping youjin-andesen de “zhongguo shiwu”*, Réflexions anthropologiques sur la culture de “manger” – à partir de “Les aliments chinois” d'E. Anderson). *Minjian wenhua luntan*, n° 05: 99-104.
- . 2020. « 安全食品的生产与社会信任的重建:CSA 社会企业的探索之路 » (*Anquan shipin de shengchan yu shehui xinren de chongjian: CSA shehui qiye de tansuo zhi lu*, Production d'aliments sûrs et reconstruction de la confiance sociale : l'exploration des entreprises sociales CSA). *Xue hai*, n° 03: 11-20.
- Guo, Yuhua. 2013. « Chapitre 9. Gouvernance et ritualisation : Forme pratique des relations entre l'État et la société rurale ». In *La nouvelle sociologie chinoise*, édité par Laurence Roulleau-Berger, Yuhua Guo, Peilin Li, et Shiding Liu, 329-55. Réseau Asie. Paris: CNRS Éditions.
- Gürel, Burak. 2014. « Changing Relations of Production in Chinese Agriculture from Decollectivization to Capitalism ». *McGill Sociological Review* Volume 4: 67-92.
- . 2019. « Semi-Private Landownership and Capitalist Agriculture in Contemporary China ». *Review of Radical Political Economics* 51 (4): 650-69.
- Guyader, Frédérique. 2009. « Tourisme de masse et représentations au centre d'articulations identitaires dans le comté de Lijiang ». *Terrains travaux* 16 (2): 55-76.
- . 2020. « Stratégies politiques et identitaires d'une mise en tourisme: l'exemple de Lijiang (Yunnan- Chine) ». Thèse de doctorat, Paris, France: École des hautes études en sciences sociales.
- . 2021. « Frédérique Guyader, Stratégies politiques et identitaires d'une mise en tourisme. L'exemple de Lijiang (Yunnan, Chine) ». *Mondes du Tourisme*, n° 20 (décembre).
- Hagimont, Steve. 2017a. « La montagne, source de bonne santé : la mise en valeur et la protection d'une ressource imaginaire (Pyrénées centrales au XIXe et au XXe siècles) ». *Pour mémoire*. hors-série (Hiver 2017): 59.

- . 2017b. « Commercialiser la nature et les façons d'être : une histoire sociale et environnementale de l'économie et de l'aménagement touristiques (Pyrénées françaises et espagnoles XIXe-XXe siècle) ». Thèse de doctorat, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II.
- Hale, Matthew A. 2013. « Tilling sand: contradictions of “Social Economy” in a Chinese movement for alternative rural development ». *Dialectical Anthropology* 37 (1): 51-82.
- Hassanein, Neva. 2003. « Practicing Food Democracy: A Pragmatic Politics of Transformation ». *Journal of Rural Studies*, International Perspectives on Alternative Agro-Food Networks: Quality, Embeddedness, Bio-Politics, 19 (1): 77-86.
- Hatanaka, Maki. 2020. « Beyond Consuming Ethically? Food Citizens, Governance, and Sustainability ». *Journal of Rural Studies* 77 (juillet): 55-62.
- Hathaway, Michael J. 2016. « China's Indigenous Peoples? How Global Environmentalism Unintentionally Smuggled the Notion of Indigeneity into China ». *Humanities* 5 (3): 54.
- He, Bochuan. 2007. « La crise agraire en Chine. Données et réflexions ». *Études rurales*, n° 179 (juin): 117-32.
- He, Xuefeng 贺雪峰. 2013a. « 关于“中国式小农经济”的几点认识 » (*Guanyu “zhongguo shi xiaonong jingji” de ji dian renshi*, Quelques connaissances sur « l'économie des petits agriculteurs à la chinoise »). *Nanjing nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 13 (06): 1-6.
- . 2013b. *新乡土中国 (Xin xiangtu zhongguo, Les nouvelles racines de la société chinoise)*. Beijing: Beijing daxue chubanshe.
- . 2020. « 本土化与主体性：中国社会科学研究的方​​向——兼与谢宇教授商榷 » (*Bentu hua yu zhutixing: Zhongguo shehui kexue yanjiu de fangxiang---jian yu xie yu jiaoshou shangque*, Indigénisation et subjectivité : l'orientation de la recherche en sciences sociales en Chine – Discussion avec le professeur Xie Yu). *Tansuo yu zhengming*, n°01.
- He, Xuefeng. 2007. « New Rural Construction and the Chinese Path ». *Chinese Sociology & Anthropology* 39 (4): 26-38.
- Henderson, Elizabeth, et Robyn Van En. 2012. *分享收获：社区支持农业指导手册 (fenxiang shouhuo: shequ zhichi nongye zhidao shouce, Sharing the harvest :a citizen's guide to community supported agriculture)*. Traduit par Yan Shi 石嫣 et Cunwang Cheng 程存旺. Beijing: zhongguo renmin daxue chubanshe.
- Henderson, Elizabeth, Robyn Van En, et Joan Dye Gussow. 2007. *Sharing the Harvest: A Citizen's Guide to Community Supported Agriculture*. White River Junction, Vt: Chelsea Green Publishing.
- Hughes, Everett Cherrington. 1958. *Men and their work*. Glencoe, Ill., Etats-Unis: Free Press.
- Ho, Ming-sho, et Paul Jobin. 2014. « Éditorial ». Traduit par Céline Letemplé. *Perspectives chinoises*, n° 2014/3 (septembre): 3-4.
- Ho, Peter, et Richard Louis Edmonds. 2007. « Perspectives of Time and Change: Rethinking Embedded Environmental Activism in China ». *China Information* 21 (2): 331-44.
- Hobsbawm, Eric. 1995. « Inventer des traditions ». *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 2 (décembre): 171-89.
- Hochedez, Camille, et Julie Le Gall. 2016. « Justice alimentaire et agriculture : introduction ». *Justice spatiale - Spatial justice, Justice alimentaire et agriculture*, , n° 9 (janvier).
- Holbig, Heike, et Bertram Lang. 2021. « China's Overseas NGO Law and the Future of International Civil Society ». *Journal of Contemporary Asia* 0 (0): 1-28.

- Holt Giménez, Eric, et Annie Shattuck. 2011. « Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? » *The Journal of Peasant Studies* 38 (1): 109-44.
- Hong, Dayong 洪大用. 2014. « 环境社会学的本土化与国际性 » (*Huanjing shehui xue de bentu hua yu guoji xing*, Caractère international et indigénisation de la sociologie environnementale). *Jiangsu shehui kexue*, n° 05: 17-20.
- Hsu, Carolyn. 2010. « Beyond Civil Society: An Organizational Perspective on State–NGO Relations in the People’s Republic of China ». *Journal of Civil Society* 6 (3): 259-77.
- Hsu, Jennifer Y. J., et Reza Hasmath. 2014. « The Local Corporatist State and NGO Relations in China ». *Journal of Contemporary China* 23 (87): 516-34.
- Hu, Zhanping, Qian Forrest Zhang, et John A. Donaldson. 2017. « Farmers’ Cooperatives in China: A Typology of Fraud and Failure ». *The China Journal* 78 (juillet): 1-24.
- Huang, Huaqing. 2019. « The Rise and Fall of Middle Farmers: Accumulation and Differentiation in the Tea Consumption Revolution in China ». *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d’études Du Développement* 40 (1): 48-63.
- Huang, Yu. 2015. « Can Capitalist Farms Defeat Family Farms? The Dynamics of Capitalist Accumulation in Shrimp Aquaculture in South China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 392-412.
- Jia, Minjiang 贾岷江, et Xin Wang 王鑫. 2009. « 近三十年国内饮食文化研究述评 » (*Jin sanshi nian guonei yinshi wenhua yanjiu shuping*, Recension des recherches sur les cultures de l’alimentation en Chine ces trente dernières années). *Yangzhou daxue pengren xuebao* 26 (03): 19-23.
- Joseph, Isaac, et Daniel Cefaï (Éditeur scientifique). 2007. *L’athlète moral et l’enquêteur modeste*. Paris, France: Economica.
- Joseph, Isaac. 1984. *Le passant considérable: essai sur la dispersion de l’espace public*. Paris, France: Librairie des Méridiens, 1984.
- Kan, Karita. 2016. « The Transformation of the Village Collective in Urbanising China: A Historical Institutional Analysis ». *Journal of Rural Studies* 47 (octobre): 588-600.
- . 2021. « Creating Land Markets for Rural Revitalization: Land Transfer, Property Rights and Gentrification in China ». *Journal of Rural Studies* 81 (janvier): 68-77.
- Karpik, Lucien. 1989. « L’économie de la qualité ». *Revue Française de Sociologie* 30 (2): 187.
- . 1996. « Dispositifs de confiance et engagements crédibles ». *Sociologie du Travail* 38 (4): 527-50.
- . 2000. « Le Guide rouge Michelin ». *Sociologie du Travail* 42 (3): 369-89.
- . 2007. *L’économie des singularités*. Bibliothèque des sciences humaines. Paris: Gallimard.
- . 2013. « Éléments de l’économie des singularités ». In *Traité de sociologie économique*, édité par Philippe Steiner et François Vatin, 163-206. Presses Universitaires de France.
- Ke, Jinghan, et Shuji Hisano. 2018. « A study on peasant behaviour and peasant niche in contemporary China’s agri-food supply system: Evidence from Henan province ». In *Risk and Food Safety in China and Japan*. Routledge.
- Keck, Frédéric. 2009. « L’affaire du lait contaminé ». *Perspectives chinoises* 2009 (1): 96-101.
- Kikuchi, Akira. 2015. « La glocalisation de la protection du patrimoine folklorique : l’exemple des coutumes liées à la riziculture dans le nord de la péninsule de Noto ». *Ebisu. Études japonaises*, n° 52 (septembre): 233-89.

- Klein, Jakob A. 2009. « Creating Ethical Food Consumers? Promoting Organic Foods in Urban Southwest China » *Social Anthropology* 17 (1): 74-89.
- . 2013a. « “There Is No Such Thing as Dian Cuisine!” Food and Local Identity in Urban Southwest China ». *Food and History* 11 (1): 203-25.
- . 2013b. « Everyday Approaches to Food Safety in Kunming ». *The China Quarterly* 214 (juin): 376-93.
- . 2014. « Connecting With the Countryside? “Alternative” Food Movements With Chinese Characteristics ». In *Ethical eating in the postsocialist and socialist world*, édité par Yuson Jung, Jakob A. Klein, et Melissa L. Caldwell. Berkeley: University of California Press.
- . 2015. « Eating Green: Ecological Food Consumption in Urban China ». In *Re-orienting cuisine: East Asian foodways in the twenty-first century*, édité par Kwang-ök Kim. Food, nutrition, and culture, volume 3. New York: Berghahn Books.
- . 2017. « Buddhist Vegetarian Restaurants and the Changing Meanings of Meat in Urban China ». *Ethnos* 82 (2): 252-76.
- . 2018. « Heritagizing Local Cheese in China: Opportunities, Challenges, and Inequalities ». *Food and Foodways* 26 (1): 63-83.
- . 2020a. « Transformations of Chinese Cuisine ». In *Routledge handbook of Chinese culture and society*, édité par Kevin Latham. Abingdon, Oxon ; New York, NY: Routledge/Taylor & Francis Group.
- . 2020b. « Ambivalent Regionalism and the Promotion of a New National Staple Food: Reimagining Potatoes in Inner Mongolia and Yunnan ». *Global Food History* 6 (2): 143-63.
- Klein, Jakob A., et James L. Watson, éd. 2016. *The handbook of food and anthropology*. London, Royaume-Uni, Etats-Unis: Bloomsbury Publishing.
- Krul, Kees, et Peter Ho. 2017. « Alternative Approaches to Food: Community Supported Agriculture in Urban China ». *Sustainability* 9 (5): 844.
- Laferté, Gilles. 2014. « Des études rurales à l’analyse des espaces sociaux localisés ». *Sociologie* Vol. 5 (4): 423-39.
- Lamarche, Jean-Baptiste. 2017. « Présentation de l’article de C. W. Mills « Les actions situées et les vocabulaires de motifs » ». *SociologieS*, février.
- Lamine, Claire, Ika Darnhofer, et Terry Marsden. 2019. « What enables just sustainability transitions in agrifood systems? An exploration of conceptual approaches using international comparative case studies ». *Journal of Rural Studies* 68: 144-46.
- Lamine, Claire, Lucile Garçon, et Gianluca Brunori. 2019. « Territorial agrifood systems: A Franco-Italian contribution to the debates over alternative food networks in rural areas ». *Journal of Rural Studies* 68: 159-70.
- Lamine, Claire, N. Egon, et Sibylle Bui. 2016. « Maintien des valeurs dans la croissance de la bio. Enseignements du projet HealthyGrowth ». *Innovations Agronomiques* 51: 139-50.
- Lamine, Claire. 2008. *Les intermittents du bio: pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*. Paris, France: Éd. de la Maison des sciences de l’homme.
- . 2017. *La fabrique sociale de l’écologisation de l’agriculture*. Éditions la Discussion.
- Lammer, Christof. 2017. « Reworking State Boundaries through Care - ‘Peasant Friends’, ‘Greedy Entrepreneurs’ and ‘Corrupt Officials’ in an ‘Alternative’ Food Network in China ». *Vienna Working Paper in Ethnography*, Faculty of Social Sciences, University of Vienna, , n° 5: 1-30.
- Lanciano, Émilie, et Séverine Saleilles. 2011. « Le travail institutionnel du mouvement des Amap ». *Revue française de gestion* N° 217 (8): 155-72.

- Larbey, Vincent. 2013. « Jardins et jardiniers : les pieds dans la terre, la tête dans les nuages. Une anthropologie du potager ». Thèse de doctorat, Université Paul Valéry - Montpellier III.
- Larrère, Catherine, et Raphaël Larrère. 1997. *Du bon usage de la nature: pour une philosophie de l'environnement*. Paris, France: Aubier, DL 1997.
- Larrère, Raphaël. 2002. « Agriculture : artificialisation ou manipulation de la nature ? » *Cosmopolitiques*, n° 1: 158.
- Laufer, Romain. 2013. « Le marketing entre l'activité marchande et le marché ». In *L'activité marchande sans le marché ? : Colloque de Cerisy*, édité par Franck Aggeri, Olivier Favereau, et Armand Hatchuel, 181-209. Économie et gestion. Paris: Presses des Mines.
- Laurent, Brice, et Alexandre Mallard, éd. 2020. *Labelling the Economy: Qualities and Values in Contemporary Markets*. Singapore: Palgrave Macmillan.
- Laville, Jean-Louis. 2008. « Encastrement et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss ». *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*, n° 38 (décembre).
- Lazega, Emmanuel. 2013. « Théorie de la coopération entre concurrents : organisations, marchés et analyse de réseaux ». In *Traité de sociologie économique*, 559-600. Presses Universitaires de France.
- Le Velly, Ronan, et Ivan Dufeu. 2016. « Alternative food networks as "market agencements": exploring their multiple hybridities ». *Journal of Rural Studies* 43: 173-82.
- Le Velly, Ronan, et Jean Pierre Bréchet. 2011. « Le marché comme rencontre d'activités de régulation : initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective ». *Sociologie du Travail* 53 (4): 478-92.
- Le Velly, Ronan. 2007. « Le problème du désencastrement ». *Revue du MAUSS* n° 29 (1): 241-56.
- . 2011. « Si loin, si proches : la difficile association entre circuits courts et commerce équitable ». *Revue Tiers Monde* 207 (3): 133-49.
- . 2017a. *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs: une promesse de différence*. Paris, France: Mines ParisTech.
- . 2017b. « Dynamiques des systèmes alimentaires alternatifs ». In *Systèmes agroalimentaires en transition*, édité par Pasquale Lubello, Leila Temri, et Alain Falque. Quaié.
- Lehébel-Péron, Ameline, Daniel Travier, Alain Renaux, Edmond Dounias, et Bertrand Schatz. 2016. « De la ruche-tronc à la ruche à cadres : ethnoécologie historique de l'apiculture en Cévennes ». *Revue d'ethnoécologie*, n° 9 (février).
- Lehébel-Péron, Ameline. 2014. « L'abeille noire et la ruche-tronc : approche pluridisciplinaire de l'apiculture traditionnelle cévenole : histoire, diversité et enjeux conservatoires ». Thèse de doctorat, Montpellier 2.
- Leung, Daren Shi-chi. 2021. « Convivial Agriculture: Evolving Food and Farming Activism in South China ». *China Perspectives* 2021 (2): 29-38.
- Li, Haoyue Cecilia. 2019. « The Alternative Public Sphere in China: A Cultural Sociology of the 2008 Tainted Baby Milk Scandal ». *Qualitative Sociology* 42 (2): 299-319.
- Li, Lillian M. 2007. *Fighting famine in North China: state, market, and environmental decline, 1690s-1990s*. Stanford (Calif.), Etats-Unis d'Amérique: Stanford University press.
- Li, Man 李曼. 2018. « 我国偏远乡村农产品上行差异化战略 » (*Woguo pianyuan xiangcun nongchanpin shangxing chayi hua zhanlue*, Stratégie de différenciation par le commerce des produits agricoles dans les zones rurales reculées de Chine). *Xibei nonglin keji daxue xuebao (shehui kexue ban)* 18 (04): 127-33.

- Li, Peilin 李培林, et Xiaoyi Wang 王晓毅. 2013. « 移民、扶贫与生态文明建设——宁夏生态移民调研报告 » (*Yimin, fupin yu shengtai wenming jianshe---ningxia shengtai yimin diaoyan baogao*, Immigration, réduction de la pauvreté et construction d'une civilisation écologique — Rapport sur la migration écologique au Ningxia). *Ningxia shehui kexue*, n° 03: 52-60.
- Li, Peilin 李培林, Jingdong Qu 渠敬东, et Yabin Yang 杨雅彬. 2009. 中国社会学经典导读 (*Zhongguo shehuixue jingdian daodu*, Une introduction aux classiques de la sociologie en Chine). Di yi ban. Beijing shi: Beijing shi. Shehui kexue wenxian chuban she.
- Li, Peilin, et Laurence Roulleau-Berger. 2016. *Ecological Risks and Disasters : New Experiences in China and Europe*. Routledge.
- Li, Peilin. 2008. « Chapitre 6. Les “villages urbains” dans la Chine en mutation : le cas de Yangcheng à Canton ». In *La nouvelle sociologie chinoise*, édité par Laurence Roulleau-Berger, Yuhua Guo, Peilin Li, et Shiding Liu, 237-66. Réseau Asie. Paris: CNRS Éditions.
- Li, Xueshi 李雪石, Pusheng Wang 王蒲生, et Meng Zhang 张猛. 2017. « 中国食品安全问题的国外社会科学研究评述 » (*Zhongguo shipin anquan wenti de guowai shehui kexue yanjiu pingshu*, A Review of Foreign Social Science Research on China's Food Safety Issues). *Gansu xingzheng xueyuan xuebao*, n° 02: 80-91.
- Li, Yanyan 李彦岩, et Li Zhou 周立. 2018. « 既要靠天吃饭,更要靠脸吃饭:关系圈如何促成 CSA 社区的形--基于社会网络分析方法的案例研究 » (*Ji yao kao tian chifan, geng yao kao lian chifan: Guanxi quan ruhe cucheng CSA shequ de xingcheng--jiyu shehui wangluo fenxi fangfa de anli yanjiu*, Il n'y a pas que le ciel qui nous nourrit, les relations aussi : comment les cercles relationnels favorisent la formation de la communauté CSA--une étude de cas basée sur les méthodes d'analyse des réseaux sociaux). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 35 (04): 89-102.
- Li, Yong. 2021. « “Make a Living by doing Good.” The Moral Economy of Infant Formulas among Chinese Migrant Women in France ». Présenté au Séminaire d'ouverture de l'IAL Post-Western Sociology in Europe et in China, ENS de Lyon.
- Lignerès, Ingrid. 2015. « Les valeurs de la culture paysanne dans le monde agricole contemporain : une enquête sociologique en Carcassonnais et en Roussillon ». Thèse de doctorat, Perpignan.
- Lingohr, Susanne. 2007. « Rural Households, Dragon Heads and Associations: A Case Study of Sweet Potato Processing in Sichuan Province ». *The China Quarterly* 192 (décembre): 898-914.
- Liu, Fei 刘飞, et Zhongwei Sun 孙中伟. 2015. « 食品风险与消费者抵抗:西方案例及其启示 » (*shipin fengxian yu xiaofei zhe dikang: xifang anli ji qi qishi*, Food Risk and Consumer Resistance: Western Cases and Implications). *Huadong ligong daxue xuebao (shehui kexue ban)* 30 (01): 9-14+28.
- Liu, Neng 刘能. 2009a. « 当代中国转型社会中的集体行动:对过去三十年间三次集体行动浪潮的一个回顾 » (*dangdai zhongguo zhuanxing shehui zhong de jiti xingdong: dui guoqu sanshi nianjian sanci jiti xingdong langchao de yige huigu*, L'action collective dans la société en transition de la Chine contemporaine : examen de trois vagues d'action collective au cours des trente dernières années). *Xuehai*, n° 04: 146-52.
- . 2009b. « 社会运动理论:范式变迁及其与中国当代社会研究现场的相关度 » (*shehui yundong lilun: fanshi bianqian ji qi yu zhongguo dangdai shehui yanjiu xianchang de xiangguan du*, Théorie du mouvement social : changement de paradigme et sa pertinence pour le domaine de la recherche sociale contemporaine chinoise). *Jiangsu xingzheng xueyuan xuebao*, n° 04: 76-82.
- Liu, Yuan 刘源. 2016. « 精准扶贫视野下的国际非政府组织与中国减贫:以乐施会为例 » (*Jingzhun fupin shiye xia de guoji fei zhengfu zuzhi yu zhongguo jian pin: Yi leshihui wei li*, Les ONG internationales et la réduction de la pauvreté en Chine du point de vue de la

- réduction ciblée de la pauvreté : Prendre Oxfam comme exemple). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 33 (05): 99-108.
- Loconto, Allison Marie, Alejandra Jimenez, et Emilie Vandecandelaere. 2017. *Constructing markets for agroecology. An analysis of diverse options for marketing products from agroecology.* FAO - Food and Agriculture Organisation.
- Loconto, Allison Marie, et Eve Fouilleux. 2019. « Defining Agroecology: Exploring the Circulation of Knowledge in FAO's Global Dialogue ». *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food* 25 (2): 116-37.
- Lotti, Ariane. 2010. « The Commoditization of Products and Taste: Slow Food and the Conservation of Agrobiodiversity ». *Agriculture and Human Values* 27 (1): 71-83.
- Luo, Jar-Der, et Yung-Chu Yeh. 2012. « Neither collectivism nor individualism: Trust in the Chinese guanxi circle ». *Journal of Trust Research* 2 (1): 53-70.
- Luo, Jar-Der. 2005. « Particularistic Trust and General Trust: A Network Analysis in Chinese Organizations[1] ». *Management and Organization Review* 1 (3): 437-58.
- Luo, Wenjun 罗文君. 2011. « 论政府在环境保护集体行动中的责任——奥尔森集体行动逻辑理论的启示 ». (*Lun zhengfu zai huanjing baohu jiti xingdong zhong de zeren---ao 'ersen jiti xingdong luoji lilun de qishi*, Sur la responsabilité du gouvernement dans les actions collectives de protection de l'environnement — L'éclaircissement de la théorie de la logique de l'action collective d'Olson). *Jiangnan daxue xuebao (shehui kexue ban)* 28 (01): 85-88.
- Mak, Sau-Wa. 2014. « The Revival of Traditional Water Buffalo Cheese Consumption: Class, Heritage and Modernity in Contemporary China ». *Food and Foodways* 22 (4): 322-47.
- Mallard, Alexandre. 2002. « Les nouvelles technologies dans le travail relationnel: vers un traitement plus personnalisé de la figure du client? » *Sciences de la société* 56: 63-77.
- . 2012. « Cadrer et encadrer la vente : Réflexion sur l'avenir des relations interpersonnelles dans une société d'organisations commerciales ». In *Du lien marchand : Comment le marché fait société*, édité par Franck Cochoy, 81-106. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Midi.
- Marcus, George E. 1995. « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi Sited Ethnography ». *Annual Review of Anthropology* 24: 95-117.
- Marsden, T, et E Smith. 2005. « Ecological Entrepreneurship: Sustainable Development in Local Communities through Quality Food Production and Local Branding ». *GEOFORUM* 36 (4): 440-51.
- Marsden, Terry, et Adrian Morley. 2014. *Sustainable Food Systems: Building a New Paradigm.* Routledge.
- Martindale, Leigh. 2021a. « From Land Consolidation and Food Safety to Taobao Villages and Alternative Food Networks: Four Components of China's Dynamic Agri-Rural Innovation System ». *Journal of Rural Studies* 82 (février): 404-16.
- . 2021b. « 'I Will Know It When I Taste It': Trust, Food Materialities and Social Media in Chinese Alternative Food Networks ». *Agriculture and Human Values* 38 (2): 365-80.
- Mattingly, Daniel C. 2019. *The Art of Political Control in China.* Cambridge Studies in Comparative Politics. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mauss, Marcel. 2013. *Sociologie et anthropologie.* Paris: Presses universitaires de France.
- McBeath, Jennifer H., et Gerald A. McBeath. 2010. *Environmental change and food security in China.* Advances in global change research, v. 35. Dordrecht [Netherlands] ; London ; a New York: Springer.

- Mead, George Herbert. 1934. *L'esprit, le soi et la société*. Édité par Daniel Cefaï et Louis Quéré. Paris, France: Presses universitaires de France.
- Mendras, Henri. 1993. *La fin des paysans: suivi d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après*. Arles; Lausanne: Actes Sud ; L'Aire.
- Merle, Aurore. 2007. « De la reconstruction de la discipline à l'interrogation sur la transition : la sociologie chinoise à l'épreuve du temps ». *Cahiers internationaux de sociologie* n° 122 (1): 31-52.
- Mertha, Andrew. 2009. « "Fragmented Authoritarianism 2.0": Political Pluralization in the Chinese Policy Process ». *The China Quarterly* 200 (décembre): 995-1012.
- Micheletti, Michele, éd. 2003. *Political Virtue and Shopping: Individuals, Consumerism, and Collective Action*. Palgrave Macmillan US.
- Mills, Charles Wright. 2017. « Les actions situées et les vocabulaires de motifs ». *SociologieS*, février.
- Montrieux, Gabriel. 2021. « La Fabrique sociale de la consommation engagée : Sociologie politique des circuits-courts alimentaires alternatifs. » Thèse de doctorat, Lyon.
- Mundler, Patrick. 2009. « Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne : solidarité, circuits courts et relocalisation de l'agriculture ». *Pour N°* 201 (2): 155-62.
- Murdoch, Jonathan, Terry Marsden, et Jo Banks. 2000. « Quality, Nature, and Embeddedness: Some Theoretical Considerations in the Context of the Food Sector ». *Economic Geography* 76 (2): 107-25.
- Musselin, Christine, Catherine Paradeise, Michel Callon, François Eymard-Duvernay, Jean Gadrey, et Lucien Karpik. 2002. « La qualité ». *Sociologie du travail* 44 (2): 255-87.
- Nicole-Drancourt, Chantal, et Laurence Roulleau-Berger. 2001. *Les jeunes et le travail: 1950-2000*. Paris, France: Presses universitaires de France.
- Nicourt, Christian. 2013. *Être agriculteur aujourd'hui: l'individualisation du travail des agriculteurs*. Versailles, France: Éd. Quae, impr. 2013.
- O'Brien, Kevin J. 2008. *Popular Protest in China*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- O'Brien, Kevin J. 2013. « Rightful resistance revisited ». *The Journal of Peasant Studies* 40 (6): 1051-62.
- O'Brien, Kevin J., et Lianjiang Li. 2006. *Rightful Resistance in Rural China*. Cambridge Studies in Contentious Politics. Cambridge: Cambridge University Press.
- Oakes, Tim. 1997. « Ethnic Tourism in Rural Guizhou: Sense of Place and the Commerce of Authenticity ». In 2. *Ethnic Tourism in Rural Guizhou: Sense of Place and the Commerce of Authenticity*, 35-70. University of Hawaii Press.
- . 2013. « Heritage as Improvement: Cultural Display and Contested Governance in Rural China ». *Modern China* 39 (4): 380-407.
- . 2020. « Heritage, ritual space, and contested urbanization in southern China ». In *Heritage and religion in East Asia*, édité par Shu-Li Wang, Michael Rowlands, et Yujie Zhu, 105-24. Abingdon, Oxon ; New York: Routledge.
- Olson, Mancur. 1968. *The Logic of collective action: public goods and the theory of groups*. New York, Etats-Unis d'Amérique: Schocken books.
- Ong, Aihwa. 1999. *Flexible citizenship: the cultural logics of transnationality*. Durham, N.C., Etats-Unis d'Amérique: Duke University Press, 1999.
- Oxford, Ellen. 2017. *Bitter and sweet: food, meaning, and modernity in rural China*. California studies in food and culture 63. Oakland, California: University of California Press.

- Pan, Jia'en 潘家恩, et Jie Du 杜洁. 2012. « 社会经济作为视野——以当代乡村建设实践为例 » (*Shehui jingji zuowei shiye---yi dangdai xiangcun jianshe shijian wei li*, L'économie sociale comme horizon — Prendre les pratiques contemporaines de la reconstruction rurale en exemple). *Kaifang shidai*, n° 06: 55-68.
- Paranthoën, Jean-Baptiste. 2014. « Déplacement social et entrées en agriculture: Carrières croisées de deux jeunes urbains devenus maraîchers ». *Sociétés contemporaines* 96 (4): 51.
- . 2016. « L'organisation des circuits courts par les intermédiaires : la construction sociale de la proximité dans les marchés agroalimentaires ». Thèse de doctorat, Dijon.
- Park, Choong-Hwan. 2014. « Nongjiale Tourism and Contested Space in Rural China ». *Modern China* 40 (5): 519-48.
- Peng, Siqing 彭泗清. 1999. « 信任的建立机制:关系运作与法制手段 ». (*Xinren de jianli jizhi: Guanxi yunzuo yu fazhi shouduan*, Trust-Building Mechanisms : Relationship Operation and Legal Means) *Shehuixue yanjiu*, n° 02: 55-68.
- Petric, Boris. 2022. *Château Pékin: la France, le vin, la Chine*. Marseille, France: Le bruit de monde.
- Ploeg, Jan Douwe van der, Jingzhong Ye, et Sergio Schneider. 2012. « Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union ». *The Journal of Peasant Studies* 39 (1): 133-73.
- Ploeg, Jan Douwe van der. 2014b. *Les paysans du XXIe siècle. Mouvements de repaysanisation dans l'Europe d'aujourd'hui*. Paris: C.L. Mayer.
- Ploeg, Jan Douwe, et Henk Renting. 2004. « Behind the 'Redux': A Rejoinder to David Goodman ». *SORU Sociologia Ruralis* 44 (2): 234-42.
- Ploeg, Jan Douwe. 2014a. « Newly emerging, nested markets: a theoretical introduction ». In *Rural Development and the Construction of New Markets*. Routledge.
- Poirier, Clara. 2022. « L'altérité dans la nature : considérations métaphysiques et éthiques. » Thèse de doctorat en préparation, Montpellier.
- Porcher, Jocelyne. 2003. « Bien-être et souffrance en élevage : conditions de vie au travail des personnes et des animaux ». *Sociologie du travail* 45 (Vol. 45-n° 1): 27-43.
- . 2014. *Vivre avec les animaux: une utopie pour le XXIe siècle*. Paris: La Découverte.
- Poulain, Jean-Pierre, Cyrille Laporte, Laurence Tibère, Élise Mognard, Ismaïl Noor, et Neethianhantan Ari Ragavan. 2019. « Le Malaysian Food Barometer. L'impact de la modernisation compressée sur l'alimentation ». *Sciences de la société*, n° 104 (décembre).
- Poulain, Jean-Pierre. 2011. « La gastronomisation des cuisines de terroir : sociologie d'un retournement de perspective ». In , 239-48.
- . 2017a. *Sociologies de l'alimentation: les mangeurs et l'espace social alimentaire*. Paris, France: PUF.
- . 2017b. « Socio-anthropologie du « fait alimentaire » ou Food Studies. Les deux chemins d'une thématization scientifique ». *L'Année sociologique* Vol. 67 (1): 23-46.
- Qiao, Yuhui 乔玉辉, Gubo Qi 齐顾波, et Xisi Gu 顾惜思. 2016. 中国农业可持续发展的多元化路径 (*Zhongguo nongye ke chixu fazhan de duoyuan hua lujing, Voies diversifiées du développement agricole durable en Chine*). Beijing: Zhongguo nongye kexue jishu chubanshe.
- Qiu, Zeqi 邱泽奇, et Shiman Huang 黄诗曼. 2021. « 熟人社会、外部市场和乡村电商创业的模仿与创新 » (*Shuren shehui, waibu shichang he xiangcun dian shang chuangye de mofang yu chuangxin*, Imitation et innovation dans les cercles de proches, le marché extérieur et l'entrepreneuriat rural en e-commerce). *Shehuixue yanjiu* 36 (04): 133-158+228-229.

- Qu, Jingdong, et Peilin Li, éd. 2017. « Le mouvement de reconstruction rurale et le mouvement pour l'enquête sociale ». In *La sociologie chinoise avant la Révolution : Une introduction*, 29-49. 54. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Quéré, Louis. 2017. « Comment « pragmatiser » le champ de la valeur ? ». *Questions de communication* n° 32 (2): 195-218.
- Ran, Ran. 2013. « Perverse Incentive Structure and Policy Implementation Gap in China's Local Environmental Politics ». *Journal of Environmental Policy & Planning* 15 (1): 17-39.
- Renahy, Nicolas. 2010. « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion ». *Regards Sociologiques*, n° 40: 9-26.
- Renard, Marie-Christine. 2003. « Fair Trade: Quality, Market and Conventions ». *Journal of Rural Studies* 19 (1): 87-96.
- Renting, Henk, M. Schermer, et A. Rossi. 2012. « Building Food Democracy: Exploring Civic Food Networks and Newly Emerging Forms of Food Citizenship ». *International Journal of Sociology of Agriculture and Food* 19 (3): 289-307.
- Rocca, Jean-Louis. 2008. *La société chinoise vue par ses sociologues: migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Rodet, Diane. 2013. « Une production engagée : sociologie des labels, chartes et systèmes participatifs de l'économie solidaire. » Thèse de doctorat, Conservatoire national des arts et métiers.
- . 2018. « Engagements militants, professionnalisés ou distanciés : les visages multiples de l'alimentation engagée ». *Anthropology of food*, mars.
- Rogers, Juliette. 2013. « Enseigner le terroir ». *Politix* N° 103 (3): 149-72.
- Rouilleau-Berger, Laurence, et Lizhong Xie 谢立中. 2017. *社会学知识的建构：后西方社会学的探索 (shehuixue zhishi de jiangou: hou xifang shehuixue de tansuo, La construction de la connaissance en sociologie : les explorations de la sociologie post-occidentale)*. Beijing: Beijing daxue chubanshe.
- Rouilleau-Berger, Laurence, et Peilin Li. 2018. *Post-Western sociology: from China to Europe*. London, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- Rouilleau-Berger, Laurence, et Shiding Liu, éd. 2014. *Sociologies économiques française et chinoise: regards croisés*. Lyon, France: ENS éditions, 2014.
- Rouilleau-Berger, Laurence, et Yan Jun. 2017. *Travail et migration: jeunesses chinoises à Shanghai et Paris*. La Tour-d'Aigue, France: Éditions de l'aube.
- Rouilleau-Berger, Laurence, et Yuzhao Liu, éd. 2021. *Sociology of Migration and Post-Western Theory. Sociology of Migration and Post-Western Theory. De l'Orient à l'Occident*. Lyon: ENS Éditions.
- Rouilleau-Berger, Laurence, Yuhua Guo, Peilin Li, et Shiding Liu. 2008. *La nouvelle sociologie chinoise*. Paris: CNRS éditions.
- Rouilleau-Berger, Laurence. 2003. « La production d'espaces intermédiaires ». *Hermès* n° 36 (2): 147.
- . 2011. *Désoccidentaliser la sociologie: l'Europe au miroir de la Chine*. La Tour d'Aigues, France: Éditions de l'Aube.
- . 2012. *Travail flexible, bifurcations biographiques et nouvelles économies morales*. ERES.
- . 2013. « Migrations internes, économies plurielles et bifurcations biographiques en Chine ». *Migrations Societe* 149 (5): 77-88.
- . 2015. *Inventer les sciences sociales postoccidentales*. Édité par Michel Wieviorka. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- . 2016. *Post-Western Revolution in Sociology from China to Europe*. Leiden; Boston: Brill.

- . 2017a. « L'invention de la sociologie post-occidentale : de l'Asie à l'Europe ». *Le Portique. Revue de philosophie et de sciences humaines*, n° 39-40 (mars).
- . 2017b. « Temporalités, espaces et Individu compressé en Chine ». *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, n° 26 (décembre).
- . 2020. « Introduction : Nouvelles migrations chinoises et marchés du travail européens ». In *Nouvelles migrations chinoises et travail en Europe*, 9-16. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Midi.
- . 2021. « The Fabric of Post-Western Sociology: Ecologies of Knowledge beyond the “East” and the “West” ». *The Journal of Chinese Sociology* 8 (1): 10.
- . 2021a. *Young Chinese Migrants: Compressed Individual and Global Condition*. Brill.
- Roy, Ananya, et Aihwa Ong, éd. 2011. *Worlding cities: Asian experiments and the art of being global*. Studies in urban and social change. Chichester, West Sussex ; Malden, MA: Wiley-Blackwell.
- Rui, Kunze. 2018. « Le goût d'une bonne vie : récits et contre-récits du bonheur dans le documentaire La Chine au bout de la langue 2 (2014) ». *Perspectives chinoises*, n° 2018/1-2 (juin): 51-60.
- Sabban, Françoise. 2012a. « Histoire de l'alimentation Chinoise : Bilan Bibliographique (1911-2011) ». *Food and History* 10 (2): 103-29.
- . 2012b. « Histoire de l'alimentation chinoise : bilan bibliographique (1911-2011) ». *Food and History* 10 (2): 103-29.
- Sargeson, Sally. 2016. « The Demise of China's Peasantry as a Class ». *The Asia-Pacific Journal* 14 (13): 22.
- Schneider, Mindi. 2015. « What, Then, Is a Chinese Peasant? Nongmin Discourses and Agroindustrialization in Contemporary China ». *Agriculture and Human Values* 32 (2): 331-46.
- . 2017. « Dragon Head Enterprises and the State of Agribusiness in China ». *Journal of Agrarian Change* 17 (1): 3-21.
- Schumilas, Theresa. 2014. « Alternative Food Networks with Chinese Characteristics ». University of Waterloo.
- Schwoob, Marie-Hélène. 2018a. *Food Security and the Modernisation Pathway in China: Towards Sustainable Agriculture*. Cham, Suisse: Springer International Publishing.
- . 2018b. « Progrès et contraintes de l'écologie : l'exemple des chemins de dépendances de l'agriculture chinoise ». *Monde chinois* N° 56 (4): 71-82.
- Scott, James C. 1976. *The moral economy of the peasant: rebellion and subsistence in Southeast Asia*. New Haven, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- . 1985. *Weapons of the weak: everyday forms of peasant resistance*. New Haven, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- . 2019a. *La domination et les arts de la résistance: fragments du discours subalterne*. Édité par Gilles Chantraine et Ludivine Préfacier Bantigny. Traduit par Olivier Ruchet. Paris, France: Éditions Amsterdam.
- . 2019b. *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné: une histoire anarchiste des hautes terres d'Asie du Sud-Est*. Édité par Nicolas Guilhot et Frédéric Joly. Traduit par Olivier Ruchet. Paris, France: Éditions Points.
- Scott, Steffanie, Zhenzhong Si, Theresa Schumilas, et Aijuan Chen. 2018. *Organic food and farming in China: top-down and bottom-up ecological initiatives*. Earthscan food and agriculture. London ; New York: Routledge/Taylor & Francis Group.

- Shi, Yan 石嫣, Cunwang Cheng 程存旺, Peng Lei 雷鹏, Yi Zhu 朱艺, Yang Jia 贾阳, et Tiejun Wen 温铁军. 2011. « 生态型都市农业发展与城市中等收入群体兴起相关性分析——基于“小毛驴市民农园”社区支持农业(CSA)运作的参与式研究 » (*Shengtai xing dushi nongye fazhan yu chengshi zhongdeng shouru qunti xingqi xiangguan xing fenxi---jiyu "xiao maolu shimin nong yuan" shequ zhichi nongye (CSA) yunzuo de canyu shi yanjiu*, Analyse des corrélations entre le développement de l'agriculture urbaine écologique et l'essor des groupes urbains à revenus intermédiaires – enquête participante sur le fonctionnement du “Jardin citoyen Petit Âne” en *Community-Supported Agriculture (CSA)*). *Guizhou shehui kexue*, n° 02: 55-60.
- Shi, Yan 石嫣. 2012. 我在美国当农民: 80 后的“插队”日志 (*Wo zai meiguo dang nongmin: balinghou de "chadui" rizhi*, Comment j'ai été paysanne aux États-Unis : journal d'“intégration d'une équipe de production” d'une post-80). Beijing: Shenghuo. Dushu. Xinzhi sanlian shudian.
- Shu, Shiwei 舒诗伟. 2020a. « 有關“土食材”、“土食生活”的一些想法 (一) » (*Youguan "tu shicai", "tu shi shenghuo" de yixie xiangfa (yi)*, Quelques réflexions sur les « aliments de terroir » et le « mode de vie lié aux aliments de terroir » (1)). *Qingya'er*, n° 95 (10): 42-49.
- . 2020b. « 有關“土食材”、“土食生活”的一些想法 (二) » (*Youguan "tu shicai", "tu shi shenghuo" de yixie xiangfa (er)*, Quelques réflexions sur les « aliments de terroir » et le « mode de vie lié aux aliments de terroir » (2)). *Qingya'er*, n° 96 (12): 58-62.
- Shuai, Man 帅满. 2013. « 安全食品的信任建构机制——以 H 市“菜团”为例[J] » (*Anquan shipin de xinren jiangou jizhi – yi H shi "cai tuan" wei li [JJ]*,). *Shehui xue yanjiu*, 2013, 28(03):183-206+245.
- Si, Zhenzhong, et Steffanie Scott. 2016. « The convergence of alternative food networks within “rural development” initiatives: the case of the New Rural Reconstruction Movement in China ». *Local Environment* 21 (9): 1082-99.
- . 2019. « China's Changing Food System: Top-down and Bottom-up Forces in Food System Transformations ». *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement*, février.
- Si, Zhenzhong, Theresa Schumilas, et Steffanie Scott. 2015. « Characterizing Alternative Food Networks in China ». *Agriculture and Human Values* 32 (2): 299-313.
- Si, Zhenzhong. 2018. « Farmers' Markets as Contested Spaces : Case Study of the Beijing Organic Farmers' Market ». In *Organic Food and Farming in China*, 128-50. Routledge.
- Snow, David, Robert Benford, Holly McCammon, Lyndi Hewitt, et Scott Fitzgerald. 2014. « The Emergence, Development, and Future of the Framing Perspective: 25+ Years Since Frame Alignment ». *Mobilization: An International Quarterly* 19 (1): 23-46.
- Song, Yiching, et Ronnie Vernooy. 2010a. *Seeds and Synergies: Innovation in Rural Development in China*. IDRC.
- . 2010b. « Seeds of Empowerment: Action Research in the Context of the Feminization of Agriculture in Southwest China ». *Gender, Technology and Development* 14 (1): 25-44.
- Song, Yiching, Gubo Qi, Yanyan Zhang, et Ronnie Vernooy. 2014. « Farmer cooperatives in China: diverse pathways to sustainable rural development ». *International Journal of Agricultural Sustainability* 12 (2): 95-108.
- Song, Yiching. 1998. « New » Seed in « Old » China: Impact of CIMMYT Collaborative Programme on Maize Breeding in South-Western China.
- Stanziani, Alessandro. 2005. *Histoire de la qualité alimentaire: XIXe-XXe siècle*. Collection Liber. Paris: Seuil.

- Steiner, Philippe, et François Vatin, éd. 2013. *Traité de sociologie économique*. 2. ed. Quadrige manuels. Paris: PUF.
- Steiner, Philippe, et Marie Trespeuch. 2014. « Introduction ». In *Marchés contestés : Quand le marché rencontre la morale*, 7-27. Socio-logiques. Toulouse: Presses universitaires du Midi.
- Steiner, Philippe. 2005. « Le marché selon la sociologie économique ». *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, n° XLIII-132 (août): 31-64.
- Stern, Rachel E. 2010. « On the Frontlines: Making Decisions in Chinese Civil Environmental Lawsuits ». *Law & Policy* 32 (1): 79-103.
- Strauss, Anselm. 1992. *La trame de la négociation: sociologie qualitative et interactionnisme*. Édité par Isabelle Baszanger. Paris, France: l'Harmattan.
- Sun, Ping 孙萍. 2021. « “乡村性”的概念重构——数字时代的淘宝村建构 » (“*Xiangcun xing*” de gainian zhong gou – shuzi shidai de taobao cun jiangou, La reconstruction du concept de « ruralité » : la construction de villages Taobao à l'ère numérique). *Shehui fazhan yanjiu* 8 (01): 96-110+243.
- Svartzman, Boris. 2013. « Le bond en ville : résistance et transition d'un village chinois face à l'urbanisation ». *Perspectives chinoises* 2013 (1): 41-53.
- . 2019. *Une nouvelle ère - 走進新時代*. Documentary. Macalube Films, Primaluce.
- Sylvander, B. 1994. « La qualité : du consommateur final au producteur ». *Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*, 27-49.
- Tan, Chee-Beng, et Yuling Ding. 2010. « The Promotion of Tea in South China: Re-Inventing Tradition in an Old Industry ». *Food and Foodways* 18 (3): 121-44.
- Tan, Xuewen 檀学文, et Zhixiong Du 杜志雄. 2010. « 从可持续食品供应链分析视角看“后现代农业” » (*Cong ke chixu shipin gongying lian fenxi shijiao kan “hou xiandai nongye”*, Postmodern Agriculture from the Perspective of Sustainable Food Supply Chain Analysis). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 27 (01): 156-65.
- . 2015. « 食品短链、生态农场与农业永续:京郊例证 » (*Shipin duan lian, shengtai nongchang yu nongye yong xu: Jing jiao lizheng*, Circuits courts alimentaires, fermes écologiques et agriculture durable : un cas de la banlieue de Beijing). *Gaige*, n° (05): 102-10.
- Taunay, Benjamin, et Philippe Préfacier Violier. 2011. « Le tourisme intérieur chinois ». Rennes, France: Presses universitaires de Rennes.
- Taunay, Benjamin. 2009. « Le tourisme intérieur chinois : approche géographique à partir de provinces du sud-ouest de la Chine. » Thèse de doctorat, Université de La Rochelle.
- . 2010. « Regard chinois sur le « plus beau paysage sous le ciel » ». *Téoros : revue de recherche en tourisme* 29 (2): 26-34.
- Théry, Aël. 2021. « La « montée » de la cuisine du Guangxi : décloisonnement culinaire ». *Anthropology of food*, n° 15 (décembre).
- Thireau, Isabelle, et Hansheng Wang. 2001. *Disputes au village chinois: formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs*. Paris: Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- Thireau, Isabelle, et Linshan Hua. 2007. *D'une illégitimité à l'autre dans la Chine rurale contemporaine*. Paris: EHESS. École des hautes études en sciences sociales.
- . 2010. *Les ruses de la démocratie: protester en Chine*. Paris: Seuil.
- Thireau, Isabelle. 2013. *De Proche en proche: ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine*. Bern: Peter Lang AG, Internationaler Verlag der Wissenschaften.
- . 2020. *Des lieux en commun*. Paris: EHESS. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

- Thivet, Delphine. 2012. « Des paysans contre la faim. La “souveraineté alimentaire”, naissance d’une cause paysanne transnationale ». *Terrains et Travaux : Revue de Sciences Sociales* 20 (1): 69-85.
- . 2015. « Le travail d’internationalisation des luttes : le cas de la Via Campesina : une analyse croisée France-Brésil-Inde ». Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- . 2021. « De la confrontation à la participation. La Via Campesina à l’Organisation mondiale du commerce et à l’Organisation des Nations unies pour l’agriculture et l’alimentation ». In *Le tournant social de l’international. Les organisations internationales face aux sociétés civiles*, édité par Delphine Lagrange, Marieke Louis, et Olivier Nay (dir.), 143-60. Presses universitaires de Rennes.
- Thomas, Frédéric. 2020. « Prendre le monde sans changer le pouvoir ». *Le Monde diplomatique* N°793 (4): 7-7.
- Tibère, Laurence, et Jacinthe Bessière, éd. 2011. « Patrimoines alimentaires ». *Anthropology of food*, n°8.
- Tracy, Megan. 2013. « Pasteurizing China’s Grasslands and Sealing in “Terroir” ». *American Anthropologist* 115 (3): 437-51.
- Trappel, René. 2016. *China’s Agrarian Transition: Peasants, Property, and Politics*. Lanham: Lexington Books.
- . 2021. « From Peasant to Elite: Reshaping Agriculture in Gansu Province ». *China Perspectives* 2021 (2): 9-18.
- Tregear, Angela, Filippo Arfini, Giovanni Belletti, et Andrea Marescotti. 2007. « Regional Foods and Rural Development: The Role of Product Qualification ». *Journal of Rural Studies* 23 (1): 12-22.
- Trom, Danny. 2001. « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs ». In *Les formes de l’action collective : Mobilisations dans des arènes publiques*, édité par Daniel Cefaï, 99-134. Raisons pratiques. Paris: Éditions de l’École des hautes études en sciences sociales.
- Tsing, Anna Lowenhaupt. 2017. *Le champignon de la fin du monde: sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*. La Découverte.
- Wang, Chunguang 王春光, et Liqing Shan 单丽卿. 2018. « 农村产业发展中的“小农境地”与国家困局——基于西部某贫困村产业扶贫实践的社会学分析 » (*Nongcun chanye fazhan zhong de “xiaonong jingdi” yu guojia kun ju---jiyu xibu mou pinkun cun chanye fupin shijian de shehui xue fenxi*, Le “statut de petit paysan” et le dilemme national dans le développement des industries rurales : une analyse sociologique basée sur la pratique de réduction de la pauvreté industrielle dans un village pauvre de l’Ouest). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 35 (03): 38-47.
- Wang, Chunguang 王春光. 2018. « 关于乡村振兴中农民主体性问题的思考 » (*Guanyu xiangcun zhenxing zhong nongmin zhuti xing wenti de sikao*, Réflexions sur la subjectivité des agriculteurs dans la revitalisation rurale). *Shehui fazhan yanjiu* 5 (01): 31-40.
- . 2021. « 迈向共同富裕——农业农村现代化实践行动和路径的社会学思考 » (*Mai xiang gongtong fuyu---nongye nongcun xiandaihua shijian xingdong he lujing de shehui xue sikao*, Vers une prospérité commune : Réflexions sociologiques sur les actions pratiques et les pistes de modernisation agricole et rurale). *Shehui xue yanjiu* 36 (02): 29-45+226.
- Wang, Raymond Yu, Zhenzhong Si, Cho Nam Ng, et Steffanie Scott. 2015. « The Transformation of Trust in China’s Alternative Food Networks: Disruption, Reconstruction, and Development ». *Ecology and Society* 20 (2): art19.

- Wang, Xiaoyi 王晓毅. 2014. « 环境与社会:一个“难缠”的问题 » (*Huanjing yu shehui: Yige “nan chan” de wenti*, Environnement et société : un problème “peu commode”). *Jiangsu shehui kexue*, n° 05: 25-29.
- . 2018. « 再造生存空间:乡村振兴与环境治理 » (*Zaizao shengcun kongjian: Xiangcun zhenxing yu huanjing zhili*, Recreating Living Space: Rural Revitalization and Environmental Governance). *Beijing shifan daxue xuebao (shehui kexue ban)*, n° 06: 124-30.
- . 2019. « 生态文明话语下的乡村振兴 » (*Shengtai wenming huayu xia de xiangcun zhenxing*, La revitalisation rurale dans le discours de la civilisation écologique). *Nanjing gongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 18 (05): 42-48+111.
- Wang, Ximing 王习明. 2015. « 工业化 VS 生态化——究竟谁是中国农业的未来走向? » (*Gongyehua VS shengtai hua---jiujing shei shi zhongguo nongye de weilai zouxiang?*, Industrialisation VS écologisation – quelle est l'orientation future de l'agriculture chinoise?). *Renmin shiwu zhuquan*.
- Wang, Xingzhou 王兴周. 2019. « 多重视角下的“逆城市化”概念 » (*Duochong shijiao xia de “ni chengshi hua” gainian*, Le concept de « contre-urbanisation » sous plusieurs angles). *Guangxi minzu daxue xuebao (zhexue shehui kexue ban)* 41 (04): 161-66.
- Weber, Max. 2004. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris, France: Gallimard.
- Wen, Jun 文军, et Dong Shen 沈东. 2015. « 当代中国城乡关系的演变逻辑与城市中心主义的兴起——基于国家、社会与个体的三维透视 » (*Dangdai zhongguo chengxiang guanxi de yanbian luoji yu chengshi zhongxin zhuyi de xingqi---jiyu guojia, shehui yu geti de sanwei toushi*, La logique évolutive des relations urbaines-rurales dans la Chine contemporaine et la montée du centralisme urbain : une perspective tridimensionnelle basée sur l'État, la société et les individus). *Tansuo yu zhengming*, n° 07: 71-77+2.
- Wen, Jun 文军, et Yuefei Wu 吴越菲. 2017. « 流失“村民”的村落:传统村落的转型及其乡村性反思——基于 15 个典型村落的经验研究 » (*Liushi “cunmin” de cunluo: Chuantong cunluo de zhuanxing ji qi xiangcun xing fansi---jiyu 15 ge dianxing cunluo de jingyan yanjiu*, Villages sans “villageois” : transformation des villages traditionnels et réflexions sur la ruralité – une étude empirique à partir de 15 villages typiques). *Shehuixue yanjiu* 32 (04): 22-45+242-243.
- Wen, Jun 文军. 2001. « 从生存理性到社会理性选择:当代中国农民外出就业动因的社会学分析 » (*Cong shengcun lixing dao shehui lixing xuanze: Dangdai zhongguo nongmin waichu jiuye dongyin de shehui xue fenxi*, De la rationalité de survie au choix rationnel social : une analyse sociologique des motivations de l'emploi étranger des paysans chinois contemporains). *Shehuixue yanjiu*, n° 06: 19-30.
- Wen, Tiejun 温铁军, et Jia'en Pan 潘家恩, éd. 2018. 中国乡村建设百年图录 (*Zhongguo xiangcun jianshe bainian tu lu*, Catalogue d'un siècle de reconstruction rurale en Chine). Chongqing: Xinan shifan daxue chuban she.
- Wen, Tiejun 温铁军. 2000. « “三农问题”的世纪反思 » (*“San nong wenti” de shiji fansi*, Réflexion d'une époque sur les “trois problèmes ruraux”). *Jingji yanjiu cankao*, n° 01: 23-30.
- . 2005. « 产业资本与乡村建设 » (*Chanye ziben yu xiangcun jianshe*, Capital industriel et reconstruction rurale). *Kaifang shidai*, n° 06: 11-18.
- . 2009. “三农”问题与制度变迁. (*“San nong” wenti yu zhidu bianqian*, Les “trois problèmes ruraux” et les changements institutionnels). *Zhongguo jingji chuban she*.
- . 2013. 八次危机:中国的真实经验 1949-2009 (*Ba ci weiji: Zhongguo de zhenshi jingyan 1949-2009*, Huit crises : la véritable expérience de la Chine 1949-2009). Beijing: Dongfang chuban she.

- Whatmore, Sarah, Richard Munton, et Terry Marsden. 1990. « The Rural Restructuring Process: Emerging Divisions of Agricultural Property Rights ». *Regional Studies* 24 (3): 235-45.
- Winter, Michael. 2003. « Embeddedness, The New Food Economy and Defensive Localism ». *Journal of Rural Studies* 19 (janvier): 23-32.
- Wu, Chongqing 吴重庆, et Huipeng, Zhang 张慧鹏. 2019. « 小农与乡村振兴——现代农业产业分工体系中小农户的结构性困境与出路 » (*Xiaonong yu xiangcun zhenxing – xiandai nongye chanye fengong tixi zhongxiao nonghu de jiegou xing kunjing yu chulu*, Small Farmers and Rural Revitalization: The Structural Dilemma and Way Out for Small Farmers in the Modern Agricultural Industry Division System). *Nanjing nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 19 (01): 13-24+163.
- Wu, David Y. H., et Sidney C. H. Cheung, éd. 2002. *The globalization of Chinese food*. Honolulu (HI), Etats-Unis d'Amérique: University of Hawai Press.
- Wu, Fengshi, et Kin-Man Chan. 2012. « Contrôle gradué : l'évolution des relations entre gouvernement et organisations non gouvernementales ». Traduit par Raphaël Jacquet. *Perspectives Chinoises*, n° 3 (120): 9-18.
- Xiao, Fenrong 肖芬蓉. 2011. « 生态文明背景下的社区支持农业(CSA)探析 » (*Shengtai wenming beijing xia de shequ zhichi nongye (CSA) tanxi*, Analyse de l'agriculture soutenue par la communauté (CSA) dans le contexte de la civilisation écologique). *Luse keji*, n° 09: 7-8+13.
- Xiao, Hui 肖慧, et Fengbao Liu 刘凤豹. 2017. « 有机食品消费的价值认同与地点的重新连接 » (*Youji shipin xiaofei de jiazhi rentong yu didian de chongxin lianjie*, Reconnaissance des valeurs et reconnexion locale dans la consommation de produits biologiques). *Jiangxi nongye xuebao* 29 (12): 137-42.
- Xie, Lei. 2009. *Environmental activism in China*. London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- Xie, Lizhong 谢立中. 2005. 西方社会学理论 (*Xifang shehui xue lilun*, Théories de sociologie occidentale). Beijing daxue chubanshe.
- Xiong, Chunwen 熊春文, Yangyang Li 李阳阳, et Xuelong He 柯雪龙. 2020. « 农业社会学的主要议题、研究现状与前景展望——第三届中国农业社会学论坛观点综述 » (*Nongye shehui xue de zhuyao yiti, yanjiu xianzhuang yu qianjing zhanwang---di san jie zhongguo nongye shehui xue luntan guandian zongshu*, Main Issues, Research Status and Prospects of Agricultural Sociology — A Review of the 3rd China Agricultural Sociology Forum). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 37 (01): 5-14.
- Xu, Chen 徐忱, et Tongshun Cheng 程同顺. 2017. « 食物主权:全新的政治学概念 » (*Shiwu zhuquan: Quanxin de zhengzhi xue gainian*, La souveraineté alimentaire : un nouveau concept de science politique). *Guowai shehui kexue*, n° 06: 4-9.
- Xu, Licheng 徐立成, et Li Zhou 周立. 2014. « 食品安全威胁下“有组织的不负责任”——消费者行为分析与“一家两制”调查 » (*Shipin anquan weixie xia "you zuzhi de bu fu zeren"---xiaofei zhe xingwei fenxi yu "yijia liang zhi" diaocha*, “Organized Irresponsibility” under the Threat of Food Safety: Consumer Behavior Analysis and “One Family, Two Systems” Survey). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 31 (02): 124-35.
- . 2016. « “农消对接”模式的兴起与食品安全信任共同体的重建 » (*"Nong xiao duijie" moshi de xingqi yu shipin anquan xinren gongtongti de chongjian*, Effer des relations de vente directe entre producteurs et consommateurs et reconstruction des communautés de confiance dans la sécurité sanitaire des aliments). *Nanjing nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 16 (01): 59-70.
- Xu, Licheng 徐立成, Li Zhou 周立, et Sumei Pan 潘素梅. 2013. « “一家两制”: 食品安全威胁下的社会自我保护 » (*"Yijia liang zhi": Shipin anquan weixie xia de shehui ziwo baohu*, “Une

- famille, deux systèmes” : l'autoprotection sociale sous la menace de la sécurité sanitaire des aliments). *Zhongguo nongcun jingji*, n° 5: 32-44.
- Xu, Siyuan, et Tony Michael Fuller. 2018. « Land Transfer and the Political Sociology of Community: The Case of a Chinese Village ». *Journal of Rural and Community Development* 13 (3).
- Xu, Siyuan. 2020. « The Political Economy of Seeds : Paradigmatic Shifts of Seed Governance and Seed Marketization in China », Thèse de doctorat, Hong Kong Polytechnic University.
- Yan, Hairong, et Yiyuan Chen. 2013. « Debating the rural cooperative movement in China, the past and the present ». *The Journal of Peasant Studies* 40 (6): 955-81.
- . 2015. « Agrarian Capitalization without Capitalism? Capitalist Dynamics from Above and Below in China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 366-91.
- Yan, Hairong, Ku Hok Bun, et Siyuan Xu. 2020. « Rural revitalization, scholars, and the dynamics of the collective future in China ». *The Journal of Peasant Studies*, janvier, 1-22.
- Yan, Hairong, Yiyuan Chen, et Hok Bun Ku. 2016. « China's Soybean Crisis: The Logic of Modernization and Its Discontents ». *The Journal of Peasant Studies* 43 (2): 373-95.
- Yan, Hairong. 2021. « Smallholding in China's history ». Présenté à Seminar on agrarian futures in China, The Hong Kong Polytechnic University.
- Yan, Yunxiang. 2012. « Food Safety and Social Risk in Contemporary China ». *The Journal of Asian Studies* 71 (3): 705-29.
- Yang, Guobin, et Craig Calhoun. 2007. « Media, Civil Society, and the Rise of a Green Public Sphere in China ». *China Information* 21 (2): 211-36.
- Yang, Guobin. 2013. « Contesting Food Safety in the Chinese Media: Between Hegemony and Counter-Hegemony ». *The China Quarterly* 214 (juin): 337-55.
- Yang, Huan 杨嬛, et Ximeng Wang 王习孟. 2017. « 中国替代性食物体系发展与多元主体参与: 一个文献综述 ». (*Zhongguo tidai xing shiwu tixi fazhan yu duoyuan zhuti canyu: Yige wenxian zongshu*, Le développement de systèmes alimentaires alternatifs et la participation de sujets pluriels en Chine : une revue de la littérature). *Zhongguo nongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 34 (02): 24-34.
- Yang, Huan, Ronnie Vernooy, et Cees Leeuwis. 2018. « Farmer Cooperatives and the Changing Agri-Food System in China ». *China Information* 32 (3): 423-42.
- Yang, Huan. 2013. « Farmer Cooperatives as Intermediaries for Agricultural and Rural Development in China ». PhD thesis, Wageningen, NL: Wageningen University.
- . 2016. « Alternative Food Networks Development and Multiple Actors' Participation in China: A Review ». *International Journal of Agriculture System* 4 (2): 184-202.
- Ye, Jingzhong 叶敬忠, Baoyin Ding 丁宝寅, et Wen Wang 王雯. 2012. « 独辟蹊径: 自发型巢状市场与农村发展 » (*Dupiqijing: Zi faxing chao zhuang shichang yu nongcun fazhan*, A Unique Approach: Spontaneous Nested Markets and Rural Development). *Zhongguo nongcun jingji*, n° 10: 4-12.
- Ye, Jingzhong 叶敬忠, Shulong Dou 豆书龙, et Minghao Zhang 张明皓. 2018. « 小农户和现代农业发展: 如何有机衔接? » (*Xiaononghu he xiandai nongye fazhan: Ruhe youji xianjie?*, Petits agriculteurs et développement agricole moderne : comment se connecter de manière biologique ?) *Zhongguo nongcun jingji*, n° 11: 64-79.
- Ye, Jingzhong. 2015. « Land Transfer and the Pursuit of Agricultural Modernization in China ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 314-37.
- Yeh, Emily T., Kevin J. O'Brien, et Jingzhong Ye. 2013. « Rural politics in contemporary China ». *The Journal of Peasant Studies* 40 (6): 915-28.

- Zalio, Pierre-Paul. 2013. « Sociologie économique des entrepreneurs ». In *Traité de sociologie économique*, 601-34. Quadrige. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France.
- Zelizer, Viviana A. 1978. « Human Values and the Market: The Case of Life Insurance and Death in 19th-Century America ». *American Journal of Sociology* 84 (3): 591-610.
- Zhai, Xuewei 翟学伟. 2003. « 社会流动与关系信任——也论关系强度与农民工的求职策略 » (*Shehui liudong yu guanxi xinren---ye lun guanxi qiangdu yu nongmin gong de qiuzhi celue*, Mobilité sociale et confiance dans les relations interpersonnelles — ainsi qu'une réflexion sur la force des relations interpersonnelles et les stratégies de recherche d'emploi des travailleurs migrants) *Shehuixue yanjiu*, n° 01: 1-11.
- . 2011. « 诚信、信任与信用：概念的澄清与历史的演进 » (*Chengxin, xinren yu xinyong: Gainian de chengqing yu lishi de yanjin*, Honnêteté, confiance et crédit : clarification conceptuelle et évolution historique). *Jianghai xue kan*, n° 05: 107-114+239.
- Zhang, Heqing 张和清, et Xicong Yang 杨锡聪. 2016. 社区为本的整合社会工作实践：理论与实务与绿耕经验 (*Shequ wei ben de zhenghe shehui gongzuo shijian: Lilun, shiwu yu lu geng jingyan*, Pratique communautaire intégrée du travail social : théorie, pratique et expérience de l'agriculture verte). *Shehui kexue wenxian chuban she*.
- Zhang, Heqing 张和清, Xicong Yang 杨锡聪, et Xuebin Gu 古学斌. 2008. « 优势视角下的农村社会工作——以能力建设和资产建立为核心的农村社会工作实践模式 » (*Youshi shijiao xia de nongcun shehui gongzuo - yi nengli jianshe he zichan jianli wei hexin de nongcun shehui gongzuo shijian moshi*, Le travail social rural sous l'angle de la position de force : un modèle pratique de travail social rural centré sur le renforcement des capacités et la constitution d'actifs). *Shehuixue yanjiu*, n° 06: 174-193+246.
- Zhang, Jing 张静. 1997. « 信任问题 » (*Xinren wenti*, La question de la confiance). *Shehuixue yanjiu*, n°3.
- . 2015. « 通道变迁:个体与公共组织的关联 » (*Tongdao bianqian: Geti yu gonggong zuzhi de guanlian*, Changement de canal : la relation entre les individus et les organisations publiques). *Xuehai*, n°01: 50-58.
- Zhang, Joy Y. 2018. « How to Be Modern? The Social Negotiation of 'Good Food' in Contemporary China ». *Sociology* 52 (1): 150-65.
- Zhang, Lanying. 2016. « 52 Profiles on Agroecology: Revitalizing Agroecology in China ». Food and Agriculture Organization of the United Nations; Institute of Rural Reconstruction of China.
- Zhang, Qian Forrest, et John A. Donaldson. 2008. « The Rise of Agrarian Capitalism with Chinese Characteristics: Agricultural Modernization, Agribusiness and Collective Land Rights ». *The China Journal* 60 (juillet): 25-47.
- . 2010. « From Peasants to Farmers: Peasant Differentiation, Labor Regimes, and Land-Rights Institutions in China's Agrarian Transition ». *Politics & Society* 38 (4): 458-89.
- Zhang, Qian Forrest, et Zhanping Hu. 2021. « Rural China under the COVID-19 Pandemic: Differentiated Impacts, Rural-Urban Inequality and Agro-Industrialization ». *Journal of Agrarian Change* 21 (3): 591-603.
- Zhang, Qian Forrest. 2015. « Class Differentiation in Rural China: Dynamics of Accumulation, Commodification and State Intervention ». *Journal of Agrarian Change* 15 (3): 338-65.
- Zhang, Wenming 张文明, et Zhimin Zhang 章志敏. 2018. « 资源·参与·认同:乡村振兴的内生发展逻辑与路径选择 » (*Ziyuan·canyu·rentong: Xiangcun zhenxing de neisheng fazhan luoji yu lujing xuanze*, Ressource, participation et identité : logique de développement endogène et choix de voie de revitalisation rurale). *Shehui kexue*, n° 11: 75-85.

- Zhang, Yang. 2020. « Broker and Buffer: Why Environmental Organizations Participate in Popular Protest in China ». *Mobilization: An International Quarterly* 25 (1): 115-32.
- Zhao, Li, et Patrick Develtere. 2010. « New Cooperatives in China: Why They Break Away from Orthodox Cooperatives? » *Social Enterprise Journal* 6 (mai): 35-48.
- Zhao, Li. 2011. « Understanding the New Rural Co-Operative Movement: Towards Rebuilding Civil Society in China ». *Journal of Contemporary China* 20 (71): 679-98.
- . 2017. « Agricultural Co-Operatives in China ». In *The Oxford Handbook of Mutual, Co-Operative, and Co-Owned Business*, édité par Jonathan Michie, Joseph R. Blasi, et Carlo Borzaga. Vol. 1. Oxford University Press.
- . 2018. « Dining on Reciprocity in Local Food Systems: Towards a Moral Economy of Foods ». *Journal of Asian Rural Studies* 2 (1): 85.
- Zhao, Yandong, Wenxia Zhang, et Ying Ma. 2009. « The Beijing Public's Perceptions of Food Safety Risks ». *The China Society Yearbook, Volume 3*, janvier, 143-66.
- Zhao, Yongzhong 赵永忠. 2010. « 关于 20 世纪 80 年代以来我国民族成分的更改:以西南地区为例 » (*Guanyu 20 shiji 80 niandai yilai wo guo minzu chengfen de genggai: yi xinan diqu wei li*, À propos du changement de composition ethnique en Chine depuis les années 1980 : le sud-ouest de la Chine comme exemple). *Xue lilun*, n° 06: 49-52.
- Zheng, Yefu 郑也夫, Siqing Peng (dir.) 彭泗清等. 2003. 中国社会中的信任 (La confiance dans la société chinoise). Zhongguo chengshi chubanshe.
- Zhou, Feizhou. 2007. « Comment les gouvernements locaux s'enrichissent ». *Études rurales*, n° 179 (juin): 133-54.
- Zhou, Li 周立, Sumei Pan 潘素梅, Licheng Xu 徐立成, Ping Fang 方平, Zhong Tang 唐忠, et Liwei Zhang 张利庠. 2016. 食品安全与一家两制 (*Shipin anquan yu yijia liang zhi*, Food Safety and One Family, Two Systems). Beijing: Zhongguo nongye chubanshe.
- Zhou, Li 周立, Yanyan Li 李彦岩, Caihong Wang 王彩虹, et Ping Fang 方平. 2018. « 乡村振兴战略中的产业融合和六次产业发展 » (*Xiangcun zhenxing zhanlue zhong de chanye ronghe he liuci chanye fazhan*, Industrial Integration and Sixfold Industrial Development in Rural Revitalization Strategy). *Xinjiang shifan daxue xuebao (zhexue shehui kexue ban)* 39 (03): 16-24.

